

PLAN LOCAL D'URBANISME DE SOMMIÈRES :



1a RAPPORT DE PRÉSENTATION

MAITRE D'OUVRAGE



**VILLE DE
SOMMIÈRES**

■ 27quai Gaussorgues
30250 Sommières
04 66 80 88 00
mairie@sommières.fr

MAITRISE D'ŒUVRE



■ 5, Place du 8 mai 1945
34070 Montpellier
T : 04 67 27 13 13
contact@gau.archi



■ 45, Av. Saint-Mitre des Champs
13090 Aix-en-Provence
T : 06 09 79 34 19

SOMMAIRE

INTRODUCTION : POURQUOI UN PLU	8
RAPPEL DE LA MISE EN PLACE DU POS ET DE L'ÉVOLUTION EN PLAN LOCAL D'URBANISME	9
LES OBJECTIFS DE LA REVISION DU PLU	9
LES PIÈCES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE PLU ET LEUR PORTÉE JURIDIQUE	10
1. LE TERRITOIRE COMMUNAL ET SES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS	12
1.1 LE DÉVELOPPEMENT URBAIN : HISTORIQUE ET ORGANISATION ACTUELLE	13
1.1.1 POSITION DE LA COMMUNE DANS L'ESPACE GEOGRAPHIQUE :	13
1.1.2 LES DIFFÉRENTES ÉCHELLES DE TERRITOIRE ET DE PROJET :	13
1.1.2.1 UNE COMMUNE AU SEIN D'UN VASTE SYSTÈME URBAIN DE PROXIMITÉ	13
1.1.2.2 LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SOMMIÈRES	15
1.1.2.3 LE SCOT SUD GARD	16
1.1.3 HISTOIRE URBAINE :	20
1.1.3.1 HISTORIQUE DU DÉVELOPPEMENT	20
1.1.3.2 LES TRANSFORMATIONS URBAINES DE LA SECONDE MOITIÉ DU XXÈME SIÈCLE	23
1.1.4 ORGANISATION DU TERRITOIRE ET MORPHOLOGIE :	28
1.1.5 ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE :	32
1.2 LE DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE	33
1.2.1 LES ÉVOLUTIONS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES	33
1.2.1.1 DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES	33
1.2.1.2 STRUCTURE DE LA POPULATION	33
1.2.1.3 MUTATIONS SOCIALES DES MÉNAGES	34
1.2.1.4 MOBILITÉ DES MÉNAGES	35
1.2.1.5 NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES	35
1.2.2 L'HABITAT	37
1.2.2.1 LES GRANDES CARACTÉRISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS	37
1.2.2.2 LE PARC SOCIAL	39
1.2.2.3 LE MARCHÉ DU LOGEMENT	40
1.2.2.4 ANALYSE DES CAPACITÉS DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BÂTIS	41
1.2.2.5 RECONQUÉRIR LES LOGEMENTS VACANTS	44
1.2.2.6 PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION : CALCUL PROSPECTIF DES BESOINS EN LOGEMENTS	44
1.2.2.7 BILAN SUR LES CAPACITÉS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS À L'HORIZON 2030	46
1.2.3 LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET L'EMPLOI	47
1.2.3.1 LE CONTEXTE : UNE TERRITOIRE ENTRE DEUX AIRES URBAINES DYNAMIQUES	47
1.2.3.2 LA POPULATION ACTIVE	48
1.2.3.3 LE PARC D'ENTREPRISE	48
1.2.3.4 LOCALISATION DES ZONES D'EMPLOIS	49
1.2.3.5 LES MIGRATIONS DOMICILE-TRAVAIL	49
1.2.3.6 LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ	51
1.2.4 LES DÉPLACEMENTS	53
1.2.4.1 LES TRANSPORTS COLLECTIFS	53
1.2.4.2 LE RÉSEAU VIAIRE	53
1.2.4.3 LES MODES DE DÉPLACEMENTS DOUX	54
1.2.4.4 LE STATIONNEMENT	54
1.2.4.5 PROBLÉMATIQUE PARTICULIÈRE : LES CIRCULATIONS DE CENTRE-VILLE	55

1.2.5	LES ÉQUIPEMENTS ET LE FONCTIONNEMENT URBAIN	55
1.2.5.1	LES ÉQUIPEMENTS : UNE VILLE EN MANQUE D'ÉQUIPEMENT COLLECTIFS	55
1.2.5.1.1	LES ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES	55
1.2.5.1.2	LES ÉQUIPEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS ET SANITAIRES	56
1.2.5.1.3	LES ÉQUIPEMENTS CULTURELS, SPORTIFS ET DE LOISIRS	56
1.2.5.2	UNE VILLE COUPÉE EN DEUX PAR LE VIDOURLE	57
1.2.5.3	UN CENTRE-VILLE PARTICULIÈREMENT ATTRACTIF	57
1.2.5.4	UNE VILLE QUI S'EST DÉVELOPPÉE AU GRÉ DES OPPORTUNITÉS FONCIÈRES ET SANS RÉSEAU VIAIRE STRUCTURÉ	58
2.	DESCRIPTION DE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT	61
2.1	CARACTÉRISTIQUE PHYSIQUE :	62
2.1.1	LE CLIMAT	62
2.1.1.1	LE CONTEXTE GÉNÉRAL	62
2.1.1.2	LES PRÉCIPITATIONS, LES TEMPÉRATURES, L'ENSOLEILLEMENT ET LES VENTS	64
2.1.1.3	LA COMMUNE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	64
2.1.2	TOPOGRAPHIE	65
2.1.3	GEOMORPHOLOGIE	66
2.1.4	HYDROGRAPHIE	67
2.1.4.1	LES COURS D'EAU ET LES EAUX SUPERFICIELLES	67
2.1.4.1.1	LE VIDOURLE	68
2.1.4.1.2	LA BENOVIE	68
2.1.4.2	LES EAUX SOUTERRAINES	69
2.1.4.2.1	LE MOLASSES MIOCÈNES DU BASSIN DE SOMMIÈRES	69
2.1.4.3	PROGRAMMES DE GESTION ET DE RESTAURATION DE LA RESSOURCE EN EAU	70
2.1.4.3.1	LE SDAGE RHÔNE MÉDITERRANÉE	70
2.1.4.3.2	CLASSEMENT EN ZONE DE RÉPARTITION DES EAUX DU BASSIN VERSANT AMONT DU VIDOURLE	72
2.2	LA BIODIVERSITÉ DANS LA VILLE ET AUTOUR DE LA VILLE	73
2.2.1	CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL	73
2.2.2	PÉRIMÈTRES À STATUT	74
2.2.2.1	PÉRIMÈTRES D'INVENTAIRE DE ZONES ENVIRONNEMENTALES REMARQUABLES	74
2.2.2.2	PÉRIMÈTRES DE PROTECTION CONTRACTUELLE	76
2.2.2.3	PÉRIMÈTRES DE PROTECTION RÉGLEMENTAIRE	77
2.2.3	CARACTÉRISTIQUES BIOLOGIQUES	77
2.2.3.1	MÉTHODOLOGIE D'ÉTUDE	77
2.2.3.2	DESCRIPTION DE L'OCCUPATION DES SOLS ET DES HABITATS NATURELS	77
2.2.3.3	PRINCIPAUX INTÉRÊTS ENVIRONNEMENTAUX POUR LES HABITATS NATURELS	80
2.2.3.4	SYNTHÈSE DES CONNAISSANCES NATURALISTES	80
2.2.3.5	INVENTAIRE DE LA FLORE	81
2.2.3.6	INVENTAIRE DE LA FAUNE	84
2.2.3.7	SYNTHÈSE DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES	91
2.2.4	DÉLIMITATION DES ZONES HUMIDES	93
2.2.5	LES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES : LA TRAME VERTE ET LA TRAME BLEUE	96
2.2.5.1	CADRAGE GÉNÉRAL SUR LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES : LE SRCE	96
2.2.5.2	ANALYSE DES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE COMMUNAL	97
2.3	LES ESPACES AGRICOLES	99
2.3.1	LES OUTILS DE PRÉSERVATION DES ESPACES AGRICOLES	99

2.3.2	CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE	99
2.3.3	LA SITUATION SUR LA COMMUNE.....	100
2.3.4	LES ZONES AGRICOLES D'APPELATIONS PROTÉGÉES.....	102
2.3.5	ÉVOLUTION DES SURFACES AGRICOLES UTILES.....	104
2.4	PAYSAGES ET FORMES URBAINES.....	106
2.4.1	LES CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES STRUCTURANTES	106
2.4.1.1	LES ENTITES PAYSAGERES	106
2.4.1.2	LES ENTITES PAYSAGERES COMMUNALES.....	117
2.	LES ÉLÉMENTS REMARQUABLES :	120
	LES ENTRÉES DE VILLE :	123
2.4.2	PATRIMOINE ET FORMES URBAINES.....	127
2.4.2.1	LES TYPES ARCHITECTURAUX.....	127
2.4.2.2	LES DISPOSITIFS DE PROTECTION ET DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE.....	130
2.4.2.3	LA SENSIBILITÉ ARCHÉOLOGIQUE	131
2.5	CADRE DE VIE, NUISANCES ET RISQUES.....	132
2.5.1	LES NUISANCES	132
2.5.1.1	LA QUALITÉ DE L'AIR.....	132
2.5.1.2	LES NUISANCES SONORES	135
2.5.2	LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES EN VILLE.....	137
2.5.2.1	LES RISQUES INONDATIONS	137
2.5.2.2	LES RISQUES DE FEU.....	142
2.5.2.3	LES RISQUES SISMIQUES.....	145
2.5.2.4	LES RISQUES MOUVEMENT DE TERRAIN	146
2.5.2.5	LES RISQUES TECHNOLOGIQUES	147
2.6	LES RESSOURCES	148
2.6.1	LES EAUX TRAITÉES.....	148
2.6.1.1	ASSAINISSEMENT.....	148
2.6.1.1.1	CONTEXTE GENERAL	148
2.6.1.1.2	PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT	148
2.6.1.1.3	DÉTAIL DES TRAVAUX DE RÉSEAUX A RÉALISER SUR LA COMMUNE.....	149
2.6.1.1.4	ZONAGE ET PLAN DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE SOMMIÈRES.....	149
2.6.1.1.5	DONNÉES RELATIVES À LA STATION D'ÉPURATION.....	150
2.6.1.2	EAU POTABLE	151
2.6.1.2.1	MODE DE GESTION DU SERVICE	152
2.6.1.2.2	NATURE DES RESSOURCES UTILISÉES ET VOLUMES VENDUS.....	152
2.6.1.2.3	CARACTÉRISTIQUES DU RESEAU DE DESSERTE ET INDICATEUR DE PERFORMANCE	153
2.6.1.2.4	SITUATION FUTURE	154
2.6.2	LES EAUX PLUVIALES.....	154
2.6.3	LES DÉCHETS ET LEUR VALORISATION.....	157
2.6.3.1	LA COLLECTE DES ORDURES MÉNAGÈRES.....	159
2.6.3.2	LA COLLECTE SELECTIVE	160
2.6.3.3	LES POINTS D'APPORT VOLONTAIRE	161
2.6.3.4	LES DÉCHETTERIES.....	161
2.6.3.5	LA PRÉVENTION DES DÉCHETS	162
2.6.4	L'ÉNERGIE	163

2.6.4.1	CADRE RÉGLEMENTAIRE.....	163
2.6.4.2	LES DOCUMENTS STRATÉGIQUES.....	163
2.6.4.3	BILAN ÉNERGÉTIQUE DE LA COMMUNE.....	163
2.6.4.4	PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUVELABLE POTENTIELLE.....	165
	LA PRODUCTION DE CHALEUR ET/OU DE FROID.....	165
	LE SOLAIRE THERMIQUE.....	166
	LA GEOTHERMIE.....	167
	LA BIOMASSE : BOIS, PAILLE, SOUS-PRODUITS AGRICOLES OU AGRO-ALIMENTAIRES	168
	LA PRODUCTION D'ELECTRICITE	169
	ENERGIE EOLIEN.....	169
	ENERGIE SOLAIRE	170
2.6.4.5	L'ENFOUISSEMENT DE LA LIGNE ÉLECTRIQUE SOMMIERES/ST CHRISTOL	171
2.6.5	LES TÉLÉCOMMUNICATIONS.....	173
3.	LES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	174
3.1	LE PADD, ÉLÉMENT FONDATEUR DU PLU.....	175
3.1.1	UNE APPROCHE NOUVELLE DU DOCUMENT D'URBANISME	175
3.1.2	LE PROJET DE DEVELOPPEMENT POUR LES 10 PROCHAINES ANNÉES.....	175
3.1.3	JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS :	176
3.1.3.1	JUSTIFICATION DES OBJECTIFS CHIFFRÉS DE MODÉRATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN	176
3.1.3.2	PROTÉGER ET VALORISER LE PATRIMOINE URBAIN, PAYSAGER ET NATUREL.....	176
3.1.3.3	CONFORTER ET DYNAMISER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	177
3.1.3.4	POURSUIVRE UN DEVELOPPEMENT URBAIN ET SOLIDAIRE	178
3.1.3.5	CONSOLIDER LA CULTURE DU RISQUE.....	178
3.2	LES GRANDS PROJETS D'AMÉNAGEMENT ET LES ENJEUX DE PRÉSERVATION DU TERRITOIRE QUI CONCourent À LA MISE EN ŒUVRE DU PADD	178
3.2.1	LE QUARTIER MASSANAS ET L'IMPLANTATION DU LYCÉE.....	178
3.2.2	LE SECTEUR MASSEREAU.....	179
3.2.3	CONTRÔLER LES DIVISIONS FONCIÈRES ET L'IMPERMÉABILISATION DES SOLS.....	179
4.	LA TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	180
4.1	STRUCTURE ET LOGIQUE GÉNÉRALES DU RÈGLEMENT ET DU ZONAGE	181
4.1.1	PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU RÈGLEMENT : MODE D'EMPLOI.....	181
4.1.1.1	LE ZONAGE ET LES ÉVOLUTIONS.....	181
4.1.1.2	ÉVOLUTION DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS ET DES SURFACES.....	186
4.1.1.3	LES EVOLUTIONS RÈGLEMENTAIRES.....	187
4.1.2	LES GRANDS PRINCIPES DU ZONAGE.....	187
4.1.2.1	LA DELIMITATION DES GRANDES CATÉGORIES DE ZONES : U, AU, A ET N.....	187
4.1.2.2	MODE D'EMPLOI DU RÈGLEMENT	190
4.1.3	JUSTIFICATION DES RÈGLES	191
4.1.3.1	DEFINITION DES DESTINATIONS	191
4.1.3.2	ÉVOLUTIONS RÈGLEMENTAIRES.....	193
4.2	LES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION.....	195
4.2.1	OAP DU SECTEUR « MASSANAS ».....	195

5.	ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS	196
5.1	LES DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX S'IMPOSANT OU À PRENDRE EN COMPTE DANS LE PLU ET LE PADD	197
5.1.1	LES ORIENTATIONS DU SCOT SUD GARD.....	197
5.1.2	ARTICULATION AVEC LE SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE.....	197
5.1.3	ARTICULATION AVEC LE SCHEMA REGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE	197
5.1.4	ARTICULATION AVEC LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE	199
5.1.5	ARTICULATION AVEC LE PPRI MOYEN VIDOURLE	200
6.	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLU	201
6.1	METHODOLOGIE :	202
6.1.1	L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE : UN OUTIL D'ANTICIPATION AU SERVICE D'UN PROJET DURABLE.....	202
6.1.2	ANALYSE ET DEFINITION DES ENJEUX.....	203
6.1.3	PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE RÉVISION DU PLU	203
6.1.3.1	LES DONNÉES D'ENTRÉE PRISES EN COMPTE	204
6.1.3.2	LE SCÉNARIO TENDANCIEL	204
6.2	IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	204
6.2.1	LES OUTILS DU PLU AU SERVICE D'UNE VILLE DURABLE.....	205
6.2.1.1	LE VÉGÉTAL EN VILLE : UNE RÉPONSE AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	205
6.2.1.2	LES ÉLÉMENTS INTÉGRÉS AU PLU POUR FAVORISER LA NATURE EN VILLE.....	206
6.2.1.2.1	LES DISPOSITIONS DES OAP EN FAVEUR DU VÉGÉTAL EN VILLE	206
6.2.1.2.2	LES DISPOSITIFS RÉGLEMENTAIRES FAVORABLE AU VÉGÉTAL EN VILLE	206
6.2.2	LES INCIDENCES NATURA 2000 DU PLAN	207
6.3	LES ESPACES AGRICOLES	211
6.4	LES PAYSAGES, LE PATRIMOINE NATUREL ET BÂTI.	211
6.5	LES RISQUES.....	211
6.6	INDICATEURS DE SUIVIS POUR L'ÉVALUATION.....	211

INTRODUCTION : POURQUOI UN PLU

RAPPEL DE LA MISE EN PLACE DU POS ET DE L'ÉVOLUTION EN PLAN LOCAL D'URBANISME

PROCEDURES	PRESCRIPTION	ARRET DU PROJET	APPROBATION
Elaboration du POS	17/05/1978		09/08/1983
1 ^{ère} révision	04/11/1983	29/09/1984	27/09/1985
1 ^{ère} modification			18/03/1988
2 ^{ème} modification			23/06/1989
2 ^{ème} révision	07/12/1989	19/04/1991	23/06/1992
1 ^{ère} modification			24/09/1996
2 ^{ème} modification			10/02/2000
3 ^{ème} modification			16/03/2000
4 ^{ème} modification			07/06/2001
Révision simplifiée	16/02/2004	12/07/2005	12/07/2005
Elaboration du PLU	09/10/2002	22/10/2007	26/02/2008
1 ^{ère} Modification simplifiée			25/05/2010
2 ^{ème} Modification simplifiée			27/03/2012
1 ^{ère} modification			17/07/2012
3 ^{ème} Modification simplifiée			19/02/2013
Révision du PLU	27/05/2014		
1er arrêt PLU		18/12/2018	
2ème arrêt PLU		11/06/2019	
MEC Lycée Lucie Aubrac			05/11/2019
MEC Extension Massereau			18/05/2021

LES OBJECTIFS DE LA REVISION DU PLU

Motifs ayant conduit la commune de Sommières à engager la révision du document d'urbanisme par délibération du 27 mai 2014 :

- Adapter les orientations et dispositions du PLU aux nouvelles lois en vigueur depuis 2007, notamment la loi du 3 août 2009 (Grenelle) complétée par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle II), la loi de modernisation agricole du 27 juillet 2010 (loi MAP dont l'objectif est de limiter la réduction des espaces agricoles ou à vocation agricole), la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové (loi ALUR) du 24 mars 2014 et la loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt du 11 septembre 2014, loi LAAF définit entre autre la nécessité que le rapport de présentation du PLU devra se fonder sur un diagnostic au regard des besoins répertoriés en matière de développement agricole et non plus seulement en matière de surface agricole.

Certaines prescriptions du PLU s'avèrent obsolètes compte-tenu des évolutions législatives : il apparaît nécessaire de transcrire dans le futur PLU, les principes de ces lois en matière de densification et de renouvellement urbain, du point de vue de la réduction de la consommation d'espaces agricoles, mais aussi par rapport aux préoccupations environnementales des lois Grenelle.

- Mettre en compatibilité le PLU avec l'évolution du contexte supra-communal ainsi qu'avec le Schéma de Cohérence Territorial Sud Gard, notamment par rapport à la problématique de l'habitat (thématique fondamentale dans une région où le marché de l'habitat est particulièrement tendu). Cette dynamique de développement du parc de logements s'inscrit dans la continuité du PLU applicable actuellement. Par la modification du zonage et l'ouverture à l'urbanisation de certaines parties du territoire, la commune de Sommières souhaite conforter l'offre de logements pour les sommiérois et les nouveaux arrivants.

- Faire évoluer le document pour être en accord avec les réalités économiques, sociales, urbaines et environnementales :

- Au niveau des espaces naturels : dans un souci de préservation du cadre de vie des habitants, la commune souhaite engager une véritable réflexion sur les espaces proches du Vidourle afin de permettre le développement d'une trame verte et bleue cohérente sur l'ensemble de la commune ;

- Au niveau des contraintes du territoire : les contraintes hydrauliques de la commune conditionnent pour partie son développement urbain. Un soin tout particulier devra donc être apporté à la gestion des incidences et les mesures à mettre en œuvre afin de pallier à celui-ci ;

- Au niveau du tissu économique et de son organisation : une réflexion devra être menée sur les différentes zones d'emplois de la commune afin de les faire évoluer et répondre aux nouvelles exigences des usagers ;

- Intégrer le développement du secteur de Massanas, qui doit accueillir le principal projet urbain de la commune sur les 10 prochaines années. Cette zone à fort potentiel de développement donnera lieu à des orientations d'aménagement et de programmation à inclure au projet du PLU. Ces OAP devront répondre aux besoins formulés par la commune en termes d'aménagement urbain, d'équipement et d'intégration au reste du territoire communal.

LES PIÈCES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE PLU ET LEUR PORTÉE JURIDIQUE

Entré en vigueur le 1er janvier 2016, le décret de modernisation du contenu du plan local d'urbanisme vise à répondre aux nouveaux enjeux de transition énergétique et écologique des territoires tout en simplifiant et en clarifiant le contenu du PLU. Les élus de Sommières ont souhaité intégrer ces changements dès la présente révision.

Le rapport de présentation

Le rapport de présentation (article L151-4 et R151-1 à R151-5 du code de l'urbanisme) se présente comme le document explicatif ayant pour vocation d'exprimer le plus clairement possible le rapport entre le territoire et son projet.

Il doit constituer une source d'information complète et cohérente et revêtir une dimension pédagogique qui en fait une pièce accessible et compréhensible par tous.

En termes de contenu, le rapport de présentation s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services. En outre, le rapport explique les choix retenus pour établir le PADD, expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement (analyse réglementaire du contenu du rapport détaillé en annexe).

Il évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Au plan juridique, le rapport de présentation n'a pas de caractère réglementaire, ni de valeur normative vis-à-vis des particuliers.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) se présente comme l'élément dynamique et stratégique du PLU qui définit le véritable projet urbain, dans le respect des objectifs et des principes énoncés dans l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme. Il doit donc déterminer :

- Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de la commune.
- Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Ce projet se veut un document simple, destiné à l'ensemble des citoyens, qui doit permettre un débat clair en conseil municipal. Sa fonction va bien au-delà d'une simple fonction d'information à l'instar du rapport de présentation. Il est la clef de voûte du PLU et en fait intimement partie. En effet, le règlement est établi « en cohérence » avec le PADD de sorte qu'il ne doit contenir aucune prescription contraire au projet.

Le règlement et les documents graphiques

Le règlement du PLU (articles R. 151-8 et suivants) doit traduire le projet d'aménagement et de développement durable, le règlement est désormais structuré en 3 chapitres qui répondent chacun à une question :

- l'affectation des zones et la destination des constructions : où puis-je construire ?
- les caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères : comment prendre en compte mon environnement ?
- les équipements et les réseaux : comment je m'y raccorde ?

Au plan juridique, le règlement est opposable à tous travaux ou opérations d'une personne publique ou privée.

Les documents graphiques ont pour objet de délimiter le champ d'application territorial des diverses règles concernant l'occupation des sols applicables sur le territoire communal. Certaines règles peuvent faire exclusivement l'objet d'une représentation graphique, dans ce cas la partie écrite du règlement le mentionne expressément.

Ils permettent ainsi de visualiser non seulement les choix d'aménagement exposés dans le rapport de présentation et mis en œuvre dans le règlement mais également de délimiter les différentes zones créées et plusieurs rubriques en fonction de leur existence (secteurs, zones, périmètres et emplacements). Leur aspect synthétique les rend lisibles et accessibles à tous de façon immédiate.

Les documents graphiques sont opposables au même titre que le règlement écrit.

Les orientations d'aménagement

Les orientations d'aménagement relatives à des quartiers ou à des secteurs (article L. 151-6 à L151-7) permettent aux collectivités de préciser, sur certains secteurs sensibles ou fortement évolutifs, des principes plus ou moins détaillés (sous forme de schémas ou de textes) d'aménagement des espaces que devront respecter les constructions.

Bien que facultatives, ces orientations peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement pour mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager des quartiers ou des secteurs et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.

Au plan juridique, les effets de droit sont à double sens. Les orientations d'aménagement doivent, si elles existent, être en cohérence avec le PADD. En revanche, l'exécution de tous travaux, constructions, plantations, affouillements ou exhaussements des sols, la création de lotissements et l'ouverture d'installations classées doivent être compatibles avec les orientations d'aménagement existantes.

Les annexes

Les annexes (articles R. 151-51 à R. 151-53) regroupent des règles concernant l'occupation du sol sur les territoires couverts par le PLU et qui relèvent pour la plupart d'autres législations.

Elles ont un caractère informatif et permettent de prendre connaissance de l'ensemble des contraintes administratives applicables. Elles sont un complément nécessaire tant au rapport de présentation qu'aux dispositions réglementaires.

La loi SRU précise leur contenu en le développant de sorte que désormais deux types d'annexes doivent être prévus : des annexes informatives et des documents graphiques complémentaires où figurent un certain nombre de zones et périmètres.

Elles indiquent entre autres la localisation des ZAC, les zones de préemption, les périmètres des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées. Elles comprennent en outre la liste des servitudes d'utilité publique, la liste des lotissements dont les règles d'urbanisme ont été maintenues, les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, le plan d'exposition au bruit des aérodromes, les prescriptions d'isolement acoustique au voisinage des infrastructures de transports terrestres, les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles, ...

1. LE TERRITOIRE COMMUNAL ET SES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS

1.1 LE DÉVELOPPEMENT URBAIN : HISTORIQUE ET ORGANISATION ACTUELLE

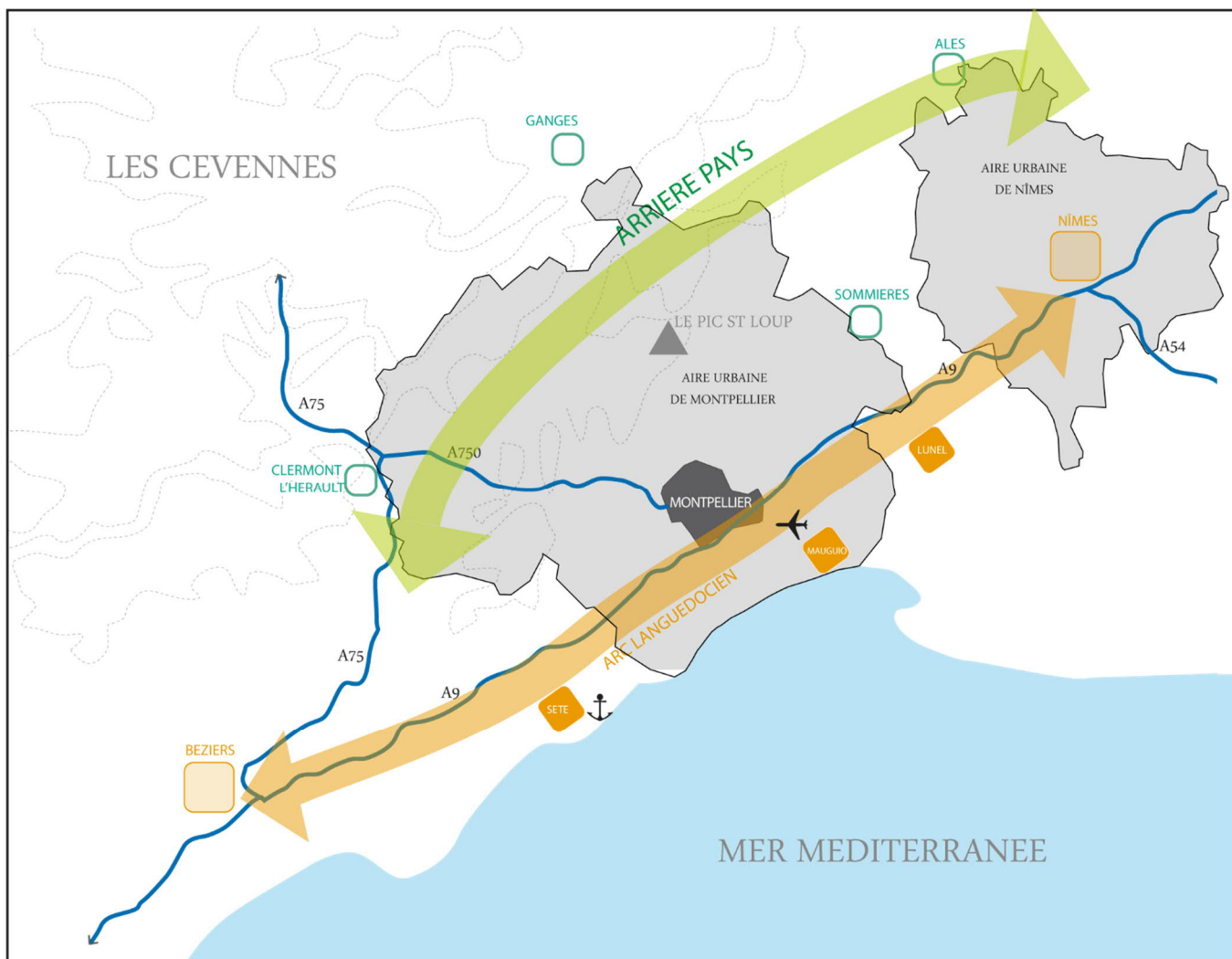
1.1.1 POSITION DE LA COMMUNE DANS L'ESPACE GEOGRAPHIQUE :

Sommières, une ville entre deux aires urbaines et entre la mer et les Cévennes

Perpendiculairement à l'axe Languedocien, la vallée du Vidourle commande un axe de communication historique reliant les milieux côtiers aux Cévennes. Sommières est une ville située sur cet axe entre l'aire urbaine de Montpellier et l'aire urbaine de Nîmes à environ 25 kilomètres de la ville centre de chacune de ces aires urbaines. La commune est à la périphérie ouest de la plaine de la Vaunage et limitrophe du département de l'Hérault. La ville a été initialement construite selon un plan hippodamien situé pour partie sur les berges et sur les pentes d'un promontoire dominé par un plateau fortifié en rive gauche du Vidourle.

Le développement urbain de ces dernières décennies s'est concentré sur la rive droite du Vidourle. Il a été et est toujours fortement contraint par les crues du Vidourle.

Le contexte territorial de Sommières



1.1.2 LES DIFFÉRENTES ÉCHELLES DE TERRITOIRE ET DE PROJET :

1.1.2.1 UNE COMMUNE AU SEIN D'UN VASTE SYSTÈME URBAIN DE PROXIMITÉ

Rappel de définitions :

Unité urbaine : la notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2000 habitants :

Grand pôle urbain : unité urbaine offrant au moins 10 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne d'un autre pôle urbain.

Couronne des grands pôles urbains : la couronne recouvre l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain. Ce sont des communes ou unités urbaines, dont au moins 40% des actifs résidents travaillent dans le pôle ou dans les communes attirées par celui-ci.

Communes multi polarisées : communes dont au moins 40% des actifs occupés résidents travaillent dans plusieurs grandes aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

Aire urbaine : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

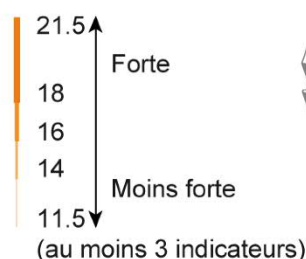
La Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR) structure le territoire français autour de systèmes urbains. Cette nouvelle lecture de la structuration du territoire est fondée sur les flux de personnes et de biens entre les aires urbaines et non plus sur la géographie de l'urbanisation et la concentration des fonctions socio-économiques. Pour identifier ces systèmes urbains, sept types de liens ont été sélectionnés et pris en compte simultanément : les mobilités domicile-travail, les mobilités de loisirs à travers les résidences secondaires, les migrations résidentielles, les liens de la société de la connaissance via les partenariats scientifiques, ceux de l'économie à travers les liens entre sièges et établissements d'entreprises et la grande vitesse avec un indice mixte train-avion. *In fine* Trois échelles d'interdépendances ont été retenues : les relations de proximité, les relations transversales inter-systèmes à l'échelle nationale et les connexions à Paris.

La commune de Sommières fait partie du système urbain de Montpellier. Au sein de ce système le réseau constitué de Montpellier, Sète, Nîmes, Lunel et Alès nourrit de nombreux liens.

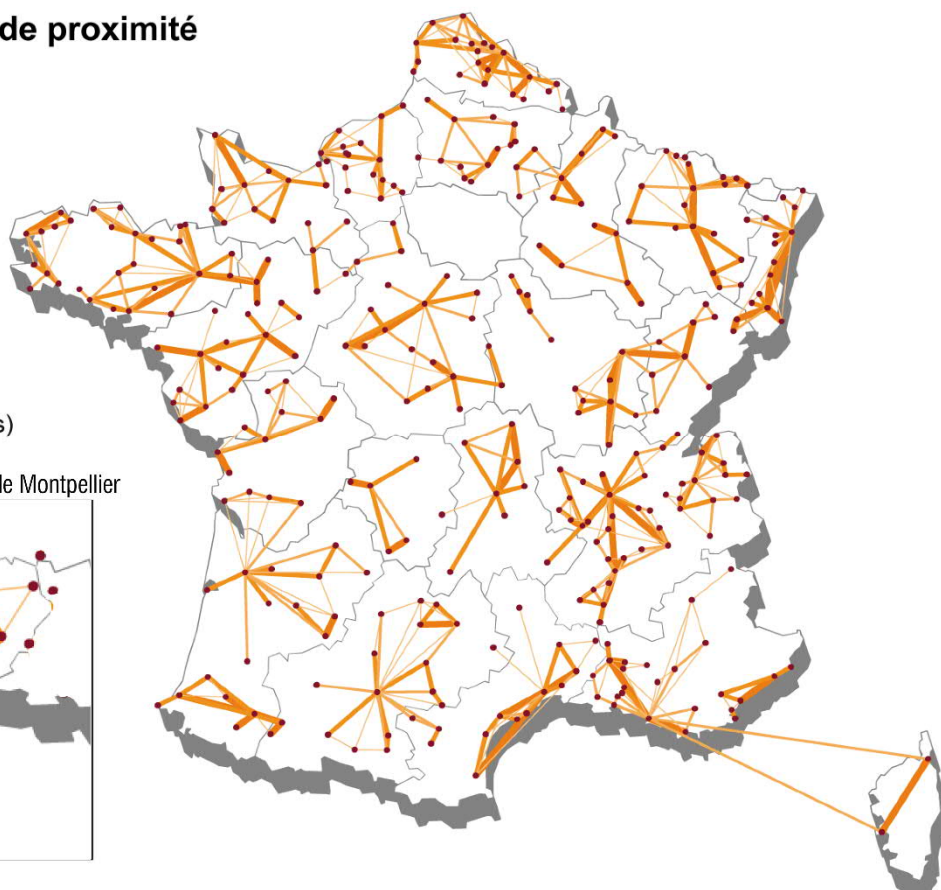
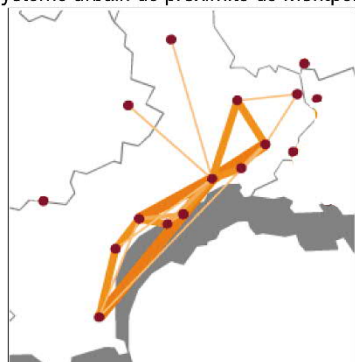
Systèmes urbains de proximité

Intensité des liens

Note cumulée pour
7 indicateurs de liens



Système urbain de proximité de Montpellier



Analyse de l'aire urbaine de Montpellier :

L'aire urbaine de Montpellier est composée de 116 communes, situées dans le Gard et l'Hérault. Avec une hausse de 1.7% de sa population entre 2009 et 2014, soit 34.492 habitants de plus en 5 ans, Montpellier est la ville de la région où la population progresse le plus, devant Toulouse avec +1.4%. Béziers vient ensuite avec +1.3%, suivie de Nîmes +1.2%. Le dynamisme démographique de la 2^e ville de la région rejaille tout au long du littoral méditerranéen. Entre 2009 et 2014, l'aire urbaine de Montpellier gagne 9 300 habitants par an, dont 6.900 dans l'agglomération et plus de 4.000 dans la ville-centre. L'aire urbaine de Montpellier se distingue des autres avec une croissance aussi forte dans le pôle urbain que dans la couronne. La population est notamment concentrée dans la Métropole de Montpellier Méditerranée et dans la communauté d'Agglomération du Pays de l'Or. Globalement, le dynamisme et l'attractivité démographique de Montpellier se confirment même si les tendances s'infléchissent. Sa population a augmenté en moyenne de 1,5% par an depuis 1999 pour atteindre 589 610 habitants en 2014. Le solde naturel explique 40 % de cette croissance en raison de la jeunesse de la population de la Métropole. Cependant, la population va vieillir dans les années à venir avec l'arrivée chez les seniors des « baby-boomers ».

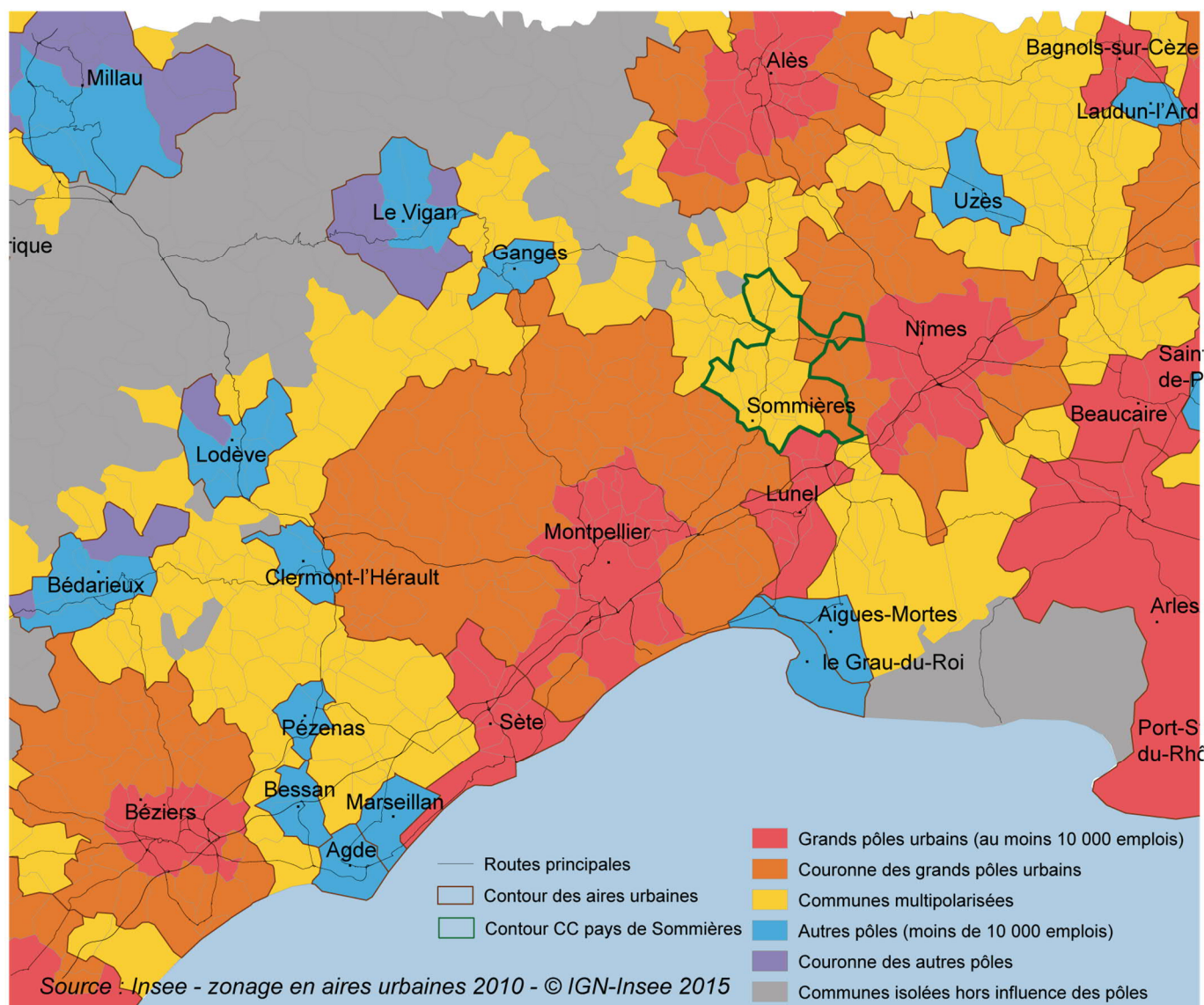
La croissance démographique s'étend encore au-delà des limites de Montpellier Méditerranée Métropole depuis 2006, notamment à l'ouest, le long des autoroutes A75 et A9. Le pôle d'emplois métropolitain exerce toujours une attraction sur les territoires voisins, générant des déplacements domicile-travail, toujours plus nombreux et plus lointains du fait du départ de ménages de la Métropole pour résider à ses franges, dans des secteurs où le foncier et l'immobilier sont probablement moins onéreux. En lien avec la dynamique démographique, la croissance de l'emploi reste particulièrement forte dans l'aire urbaine, portée par une économie avant tout présente basée sur le tourisme culturel et d'affaires.

Analyse de l'aire urbaine de Nîmes :

L'aire urbaine de Nîmes est composée de 50 communes et comptait 266 193 habitants au 1^{er} janvier 2014. Comme la plupart des grandes aires urbaines de la région, celle de Nîmes croît à un rythme soutenu (+1,4% par an) et gagne 3500 habitants chaque année entre 2009 et 2014. Cette dynamique bénéficie à la plupart des communes qui en font partie et notamment Beauvoisin, Manduel et Redessan.

La situation de Sommières au regard de ces deux aires urbaines :

La commune de Sommières est donc une commune multi polarisée par les aires urbaines de Montpellier et Nîmes. Elle jouit de cette position privilégiée entre deux bassins d'emplois pour se positionner en tant que pôle urbain intermédiaire à proximité de la plaine de la Vauquaise. La population de Sommières a ainsi augmenté de manière raisonnée en croissant de 0,6% par an sur la période 2009-2014, croissance essentiellement due au solde apparent entrées-sorties positif à 0,5% par an. Cela dénote une certaine attractivité pour un territoire dont le prix du foncier permet de capter des ménages qui sont amenés à travailler sur les bassins d'emplois de Montpellier et Nîmes.

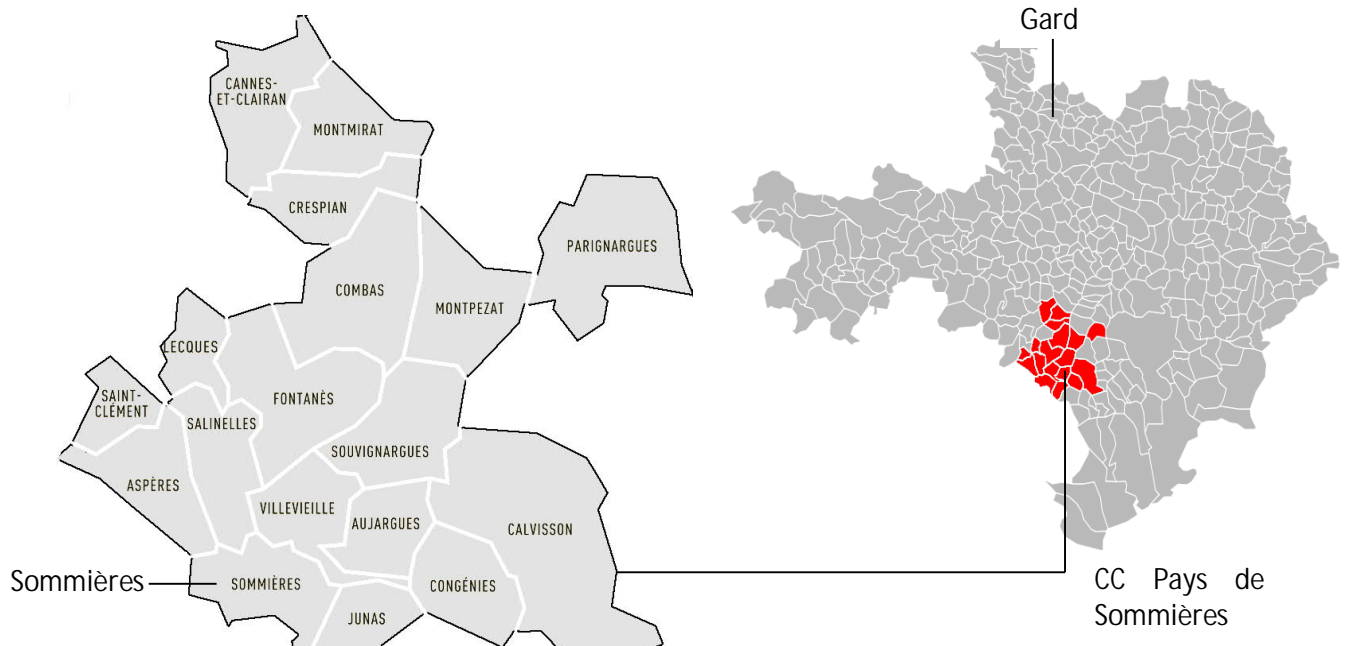


1.1.2.2 LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SOMMIÈRES.

Créée en 1992 la communauté de communes du Pays de Sommières compte désormais 18 communes dont le siège est situé à Sommières. La commune de Cannes-et-Clairan a rejoint la communauté de communes le 1^{er} janvier 2013, portant le nombre de communes à 17. La commune de Parignargues a rejoint la communauté de communes le 1^{er} janvier 2017, portant le nombre de communes à 18.

La superficie du territoire est de 194 km². La population était de 22 192 habitants en 2014. Soit un taux de croissance annuel moyen de 1,3% entre 2009 et 2014.

La population de la Communauté de Communes dans sa configuration actuelle était de 23 669 habitants en 2018.



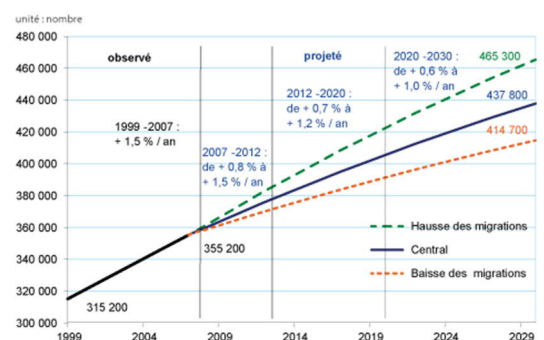
Le Pays de Sommières assure l'exercice de 15 compétences réparties en compétences obligatoires, optionnelles et facultatives :

- 5 compétences obligatoires :
 - Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
 - Actions de développement économique
 - Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
 - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), à compter du 1^{er} janvier 2018
 - Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés.
- 4 compétences optionnelles dont :
 - Protection et mise en valeur de l'environnement
 - Politique du logement et du cadre de vie
 - Création, aménagement et entretien de la voirie
 - Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire.
- 6 compétences facultatives dont le service public d'assainissement autonome.

1.1.2.3 LE SCOT SUD GARD

Etat des lieux :

Le territoire couvert par le Schéma de Cohérence territoriale Sud Gard comprend 80 communes environ 380 000 habitants avec une croissance d'environ 3840 habitants par an, soit plus de 1% par an. Sa superficie est d'environ 1 700km² soit ¼ du département du Gard. Depuis le 1^{er} janvier 2017 le SCoT Sud Gard représente 6 EPCI. La ville principale est Nîmes. Réunis autour du SCoT, ces territoires ont pour objectif leur développement durable et cohérent. La richesse et la diversité des espaces naturels sont un atout en termes de qualité de vie et de biodiversité. Plus de la moitié du territoire du SCoT est identifiée à très forte valeur patrimoniale par les inventaires faunistiques et floristiques. Près d'une commune sur deux est concernée par une protection Natura 2000. La surface boisée recouvre plus d'un quart de sa superficie, et près de la moitié est couverte par un schéma d'aménagement et de gestion des eaux. Parallèlement le territoire est fortement soumis aux risques naturels. En 2012, la vulnérabilité du SCoT est forte face aux incendies de forêt ou risques inondation, 47% de sa surface est en zone inondable et 59% de la population y réside. Dans ce territoire à forts enjeux environnementaux, la maîtrise de l'urbanisation et la gestion des espaces face à l'accueil ou le maintien des populations et des activités économiques, apparaissent plus complexes. D'autant que la situation géographique du SCoT Sud Gard favorise son attractivité. Le territoire couvert par le SCoT Sud Gard, compterait entre 414 700 et 465 300 habitants en 2030, selon trois scénarios démographiques, soit un gain de population qui resterait important. Cette croissance démographique s'explique autant par l'excédent naturel, que par le solde migratoire. Cette tendance devrait continuer dans le temps. Deux scénarios alternatifs proposent des hypothèses sur les migrations résidentielles. Le premier suppose des migrations moins favorables au SCoT, le second, au contraire, accentue les arrivées dans le SCoT en provenance des départements voisins. Ainsi la croissance de population annuelle moyenne serait comprise entre 0,6% et 1% de 2020 à 2030.



Le SCoT (approuvé le 10 décembre 2019)

Le PADD prévoit le maintien d'une croissance d'environ 1% par an à l'échelle de l'ensemble du périmètre. La population à l'horizon 2030 est estimée à environ 448 000 habitants selon les trois scénarios de croissances étudiés. Avec la croissance observée entre 2013 et 2018 (date

estimée de l'arrêt du SCoT), il restera finalement 38 000 logements à produire entre 2018 et 2030. Le SCoT propose de maintenir la dynamique observée depuis l'approbation du 1er SCoT mais propose de construire une véritable stratégie d'encadrement spatial de ce développement. Les élus se sont accordés pour :

- Moduler la répartition des dynamiques démographiques et urbaines au regard de la capacité du territoire ;
- Coordonner l'accueil de la population et des emplois avec le développement d'une offre de transport en commun performante.

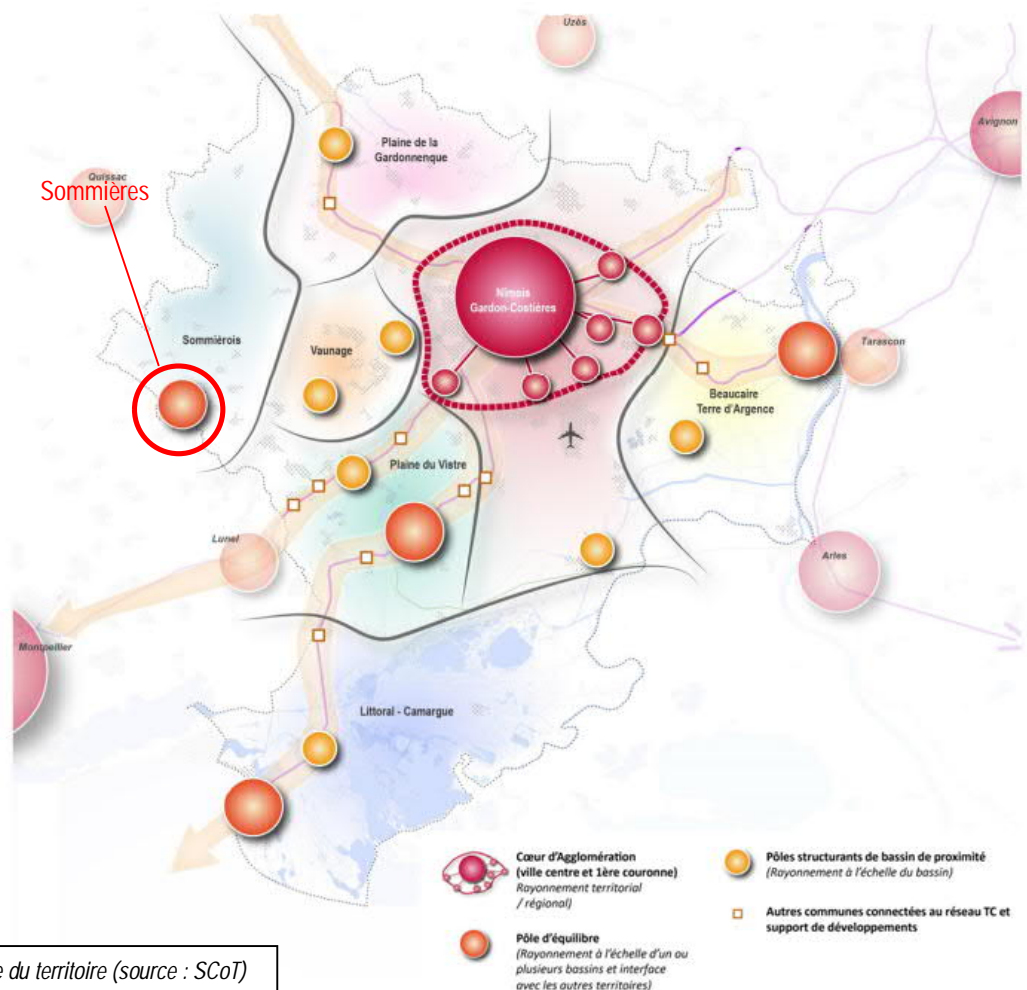
Ainsi quatre grands axes stratégiques de développement sont abordés dans ce document :

- Axe 1 : un territoire de ressources :

- objectif 1 : préserver le socle environnemental et paysager du territoire. Il s'agit ici de préserver l'armature verte et bleue et de la valoriser pour renforcer le cadre de vie. Par ailleurs, il faudra favoriser l'appropriation de ces espaces par les acteurs et les usagers.
- objectif 2 : maintenir les espaces agricoles comme supports d'une activité agricole productive et éviter leur surconsommation par l'éparpillement des développements urbains.
- objectif 3 : préserver et gérer de façon durable les ressources du territoire en préservant notamment la ressource en eau, en promouvant la sobriété énergétique et en limitant la consommation du foncier.

- Axe 2 : un territoire organisé et solidaire :

- objectif 1 : s'appuyer sur les bassins de proximité pour moduler les dynamiques socio-démographiques et la production de logements.
- objectifs 2 : faire évoluer l'armature territoriale pour l'adapter aux dynamiques observées. Le SCoT propose des orientations adaptées à chaque niveau de cette armature afin de coordonner de façon cohérente les développements résidentiels avec l'offre actuelle ou future de ces polarités en fonctions urbaines (commerces, services, équipements) :
 - *Le Cœur d'Agglomération* (ville centre et la majorité des communes de 1ère couronne) : Rayonnement territorial / régional
Nîmes, Milhaud, Caissargues, Rodilhan, Bouillargues, Marguerittes, Manduel / Redessan La centralité majeure du territoire, composée de Nîmes et sa 1ère couronne. Elle fournit l'offre principale en logements, services, emplois du Sud du Gard et assure la fonction spécifique de rayonnement grâce aux grands équipements, aux fonctions métropolitaines et au commerce.



- *Les Pôles d'équilibre* (Rayonnement à l'échelle de plusieurs bassins et interface avec les autres territoires) Beaucaire, **Sommières**, Grau-du-Roi et Vauvert. Les pôles d'équilibre exercent un rôle complémentaire à celui du cœur d'agglomération dans l'organisation du développement territorial et la structuration du territoire. Ils exercent déjà un rayonnement supraterritorial et constituent des portes d'entrée du territoire qu'il est nécessaire de coordonner avec le fonctionnement du cœur d'agglomération.

- *Les Pôles structurants de bassin de proximité* (Rayonnement à l'échelle du bassin) Bellegarde, Saint-Génies de Malgoirès, Calvisson, Vergèze, Aigues-Mortes et Caveirac Ces pôles animent les bassins de vie avec des équipements et services, qui répondent aux besoins quotidiens ou hebdomadaires des habitants. Certains d'entre eux n'ont pas encore les caractéristiques de pôles structurants de bassin de vie, mais le projet leur confère ce statut à moyen-long terme. Certains pôles structurants de bassin de vie assurent un rôle de relais au développement du bassin de vie en appui du pôle d'équilibre (cas de Bellegarde ou Aigues-Mortes) ou du cœur d'agglomération (Saint-Gilles)

- objectifs 3 : favoriser une politique d'implantation d'équipements au plus près des habitants.

- objectif 4 : changer les modes de construction des villes et villages du territoire pour favoriser des projets d'excellence urbaine et environnementale et ainsi améliorer la qualité du paysage urbain.

- objectifs 5 : des cœurs de villes à protéger, revaloriser, repeupler, réactiver

-objectif 6 : Une limitation de la consommation foncière par mobilisation des ressources des tissus urbains existants et des projets d'extensions économes en espace

- objectifs 7 : Diversifier l'offre en logements sur le territoire. Outre les obligations légales en matière de production de Logements Locatifs Sociaux que doivent respecter les communes soumises à la Loi SRU (et renforcée par la Loi ALUR), le SCoT propose d'inciter à une cohésion territoriale autour de cet enjeu et prévoit que 20% de la production de logements nouveaux soient des Logements Locatifs Sociaux (soit plus de 10 000 logements).

- Axe 3 : un territoire actif :

- objectif 1 : bâtir une stratégie économique SCoT 2030 : se positionner et faire évoluer le modèle économique vers une économie productive et non plus seulement présenteielle. Le territoire accueille et va continuer à accueillir des populations nouvelles, qui vont générer des besoins en terme d'emplois présentsiels (commerces, services, santé, éducation, culture, administration). Pour autant, il a été mesuré que cette hausse d'emplois présentsiels ne permettra pas d'absorber les besoins en emplois liés à l'augmentation de la population, quel que soit le scénario démographique. Par conséquent, il est important que le territoire développe une stratégie liée au développement de son économie productive car il s'agit d'emplois non dépendants de la sphère présenteielle et non concurrentiels au niveau du territoire.

- objectif 2 : avoir une stratégie commerciale qui répond aux besoins estimés et qui s'accorde avec l'armature urbaine.

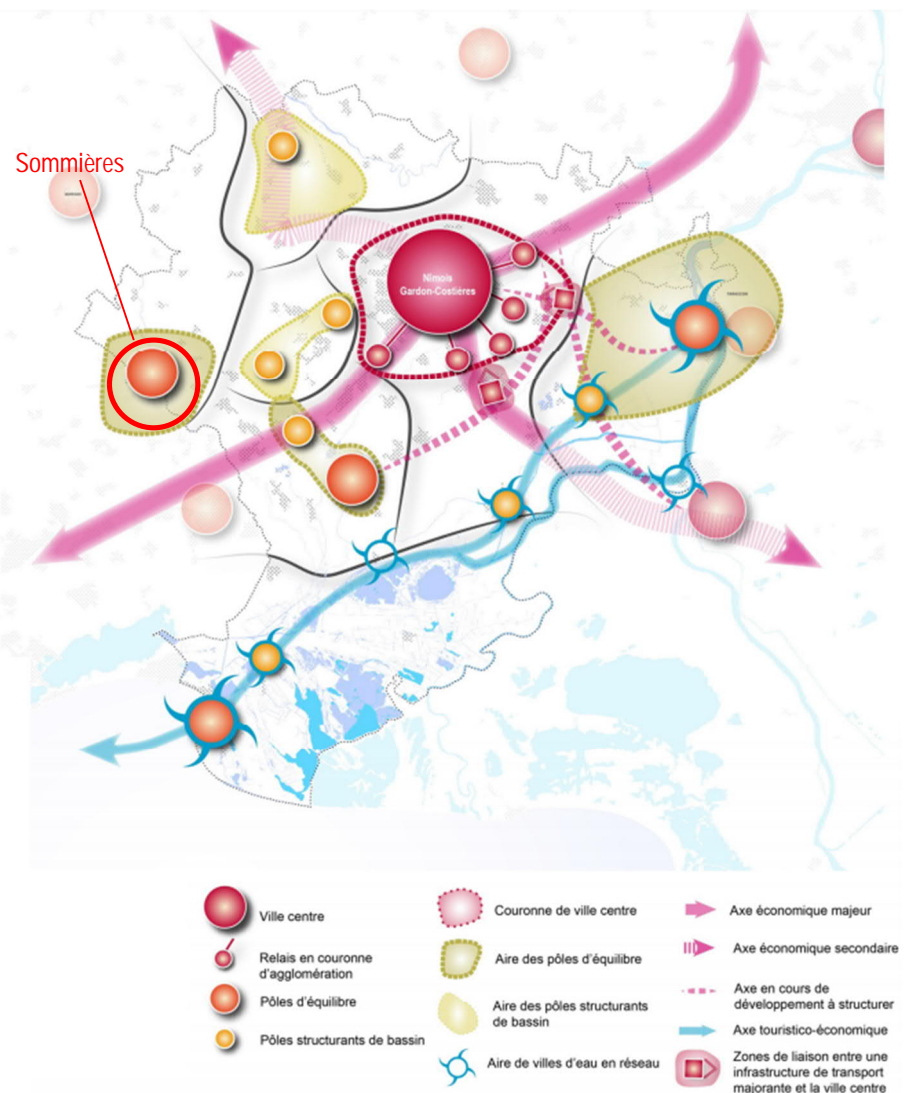
- objectif 3 : fixer des critères de localisation préférentiels des commerces

- objectif 4 : mettre en place une véritable stratégie de développement touristique

- objectif 5 : guider la stratégie d'aménagement économique via des principes généraux

- objectif 6 : une armature économique adossée à l'armature urbaine

- objectif 7 : spatialiser les grands secteurs liés à la compétitivité du territoire : produire, innover, capter les flux extérieurs

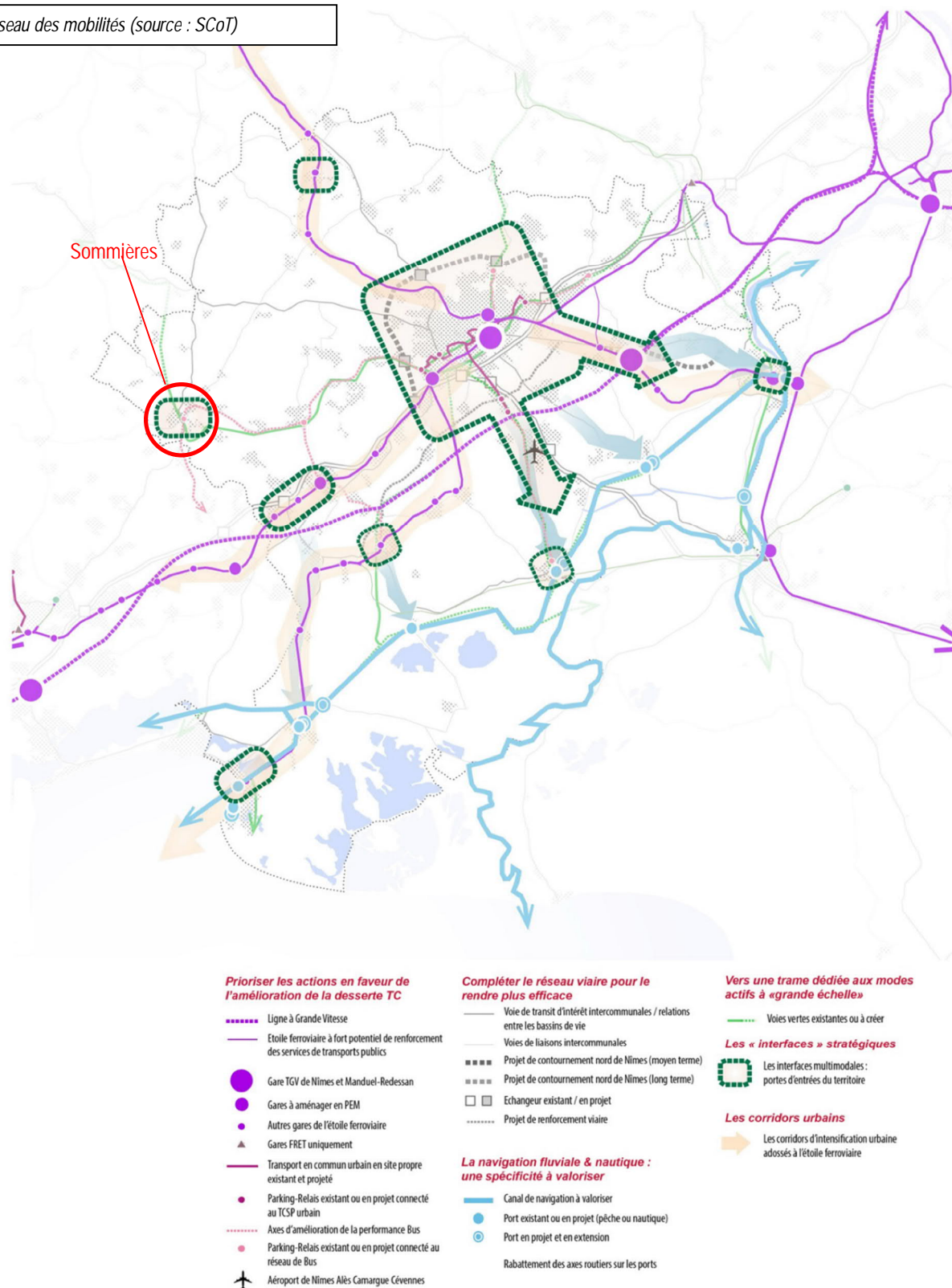


L'armature économique du territoire (source : SCoT)

- **Axe 4** : un territoire en réseaux :

- objectif 1 les échelles de la mobilité du territoire Sud Gard : vers une stratégie de développement de l'offre en transport en commun performante
- Objectif 2 : compléter le réseau viaire pour faciliter les déplacements et limiter les saturations
- Objectif 3 : accompagner et valoriser l'offre portuaire maritime et fluviale du territoire
- Objectif 4 : promouvoir et faciliter les modes de déplacements alternatifs au sein des bassins
- Objectif 5 : proposer les conditions nécessaires à une nouvelle pratique du territoire

Le réseau des mobilités (source : SCoT)



A noter que le SCoT en vigueur prévoit une densité de l'ordre de 35 logements/ha auprès des pôles d'équilibre tels que Sommières. Cette densité est presque deux fois plus élevée que l'ancien SCoT (20 logements/ha) et ne s'accompagne d'aucune identification des possibilités de renouvellement ni d'extension de l'urbanisation. Le document renvoi opportunément au futur PLH qui devra prendre en compte ces objectifs. En ce sens le secteur Massanas, dans sa partie dédiée aux logements, devra supporter environ 390 logements sur environ 11ha, cette surface comprenant les voiries, bassins de compensation à l'urbanisation et les autres espaces publics. Cela donnera une densité nette de l'ordre de 45 à 50 logements/hectare. Il est donc souligné ici les complications à venir pour

une telle opération qui verra nombre de logements collectifs sortir sur une commune qui ne dispose plus du dispositif Pinel et sur la cohérence en termes de développement urbain en ayant un quartier en périphérie de la commune qui présentera une des plus fortes densités du territoire. La faisabilité du projet avec un tel niveau de densité devra donc être démontrée.

1.1.3 HISTOIRE URBAINE :

1.1.3.1 HISTORIQUE DU DÉVELOPPEMENT

Au premier siècle avant J.C les tribus gauloises grimpent sur les collines pour voir venir l'ennemi et se protéger. Ainsi est construit l'oppidum de Meyre (Midrium).

Mais tout commence avec la construction du fameux pont romain qui enjambe le fleuve «Vidourle». Il daterait suivant des études récentes de l'époque Augustéenne, charnière entre le 1er siècle av. J.-C. et le 1er siècle ap. J.-C. Il est superbe avec ses 189 mètres de long et ses 21 arches toutes à plein-cintre et deux tours de gardes à ses extrémités.

La ville se construit donc sous «Meyre» qui donnera «Someire» puis son nom de «Sommières».

La carrière des Monvallats (à Junas) a fourni, en partie, la pierre tendre des arènes de Nîmes et celles qui construiront le pont ainsi que les remparts et portes de la ville.

En 412 la ville est dévastée par les barbares (Goths et Vandales).

En 720 les musulmans s'emparent de Sommières. Après la défaite de Poitiers, ils fortifient leurs garnisons dans les murs, ils créent des moulins à eau sur le Vidourle.

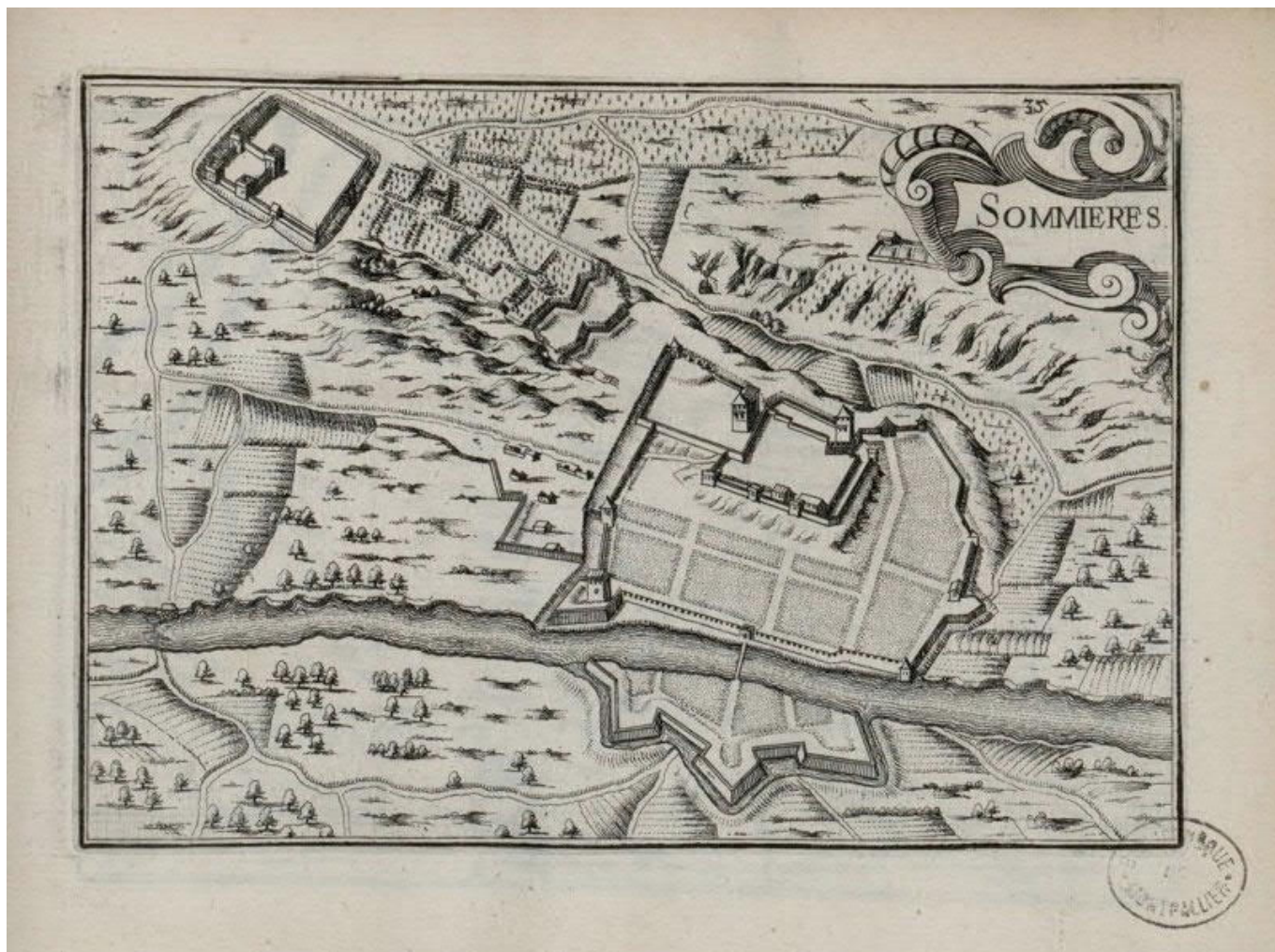
Vers 752, Ansemund, un goth de Nîmes fait appel aux francs pour chasser les occupants, les arabes qui partent en 759.

Vers 1024, les Wisigoths construisent à flanc de rochers, sous Midrium (Villevieille), trois tours qui surplombent et protègent le pont romain.

Le roi du nord n'a pas pu investir la région et y imposer le français. Sommières est devenue une place forte considérable.

C'est une nécessité en cette période anarchique où les vassaux se rebellent souvent contre leurs tuteurs. "Pons", voyant avec inquiétude l'essor de la ville, rase une de ses tours ; mais il fait construire deux monastères et un hospital.

Sommières devient Cathare vers 1200.



Les origines réelles de la ville sont étroitement liées à celle de la maison des Bermond d'Anduze et de Sauve. Sommières apparaît, en effet, dans notre histoire méridionale sur son emplacement actuel, au X^e siècle, avec comme seigneur Bernard III d'Anduze.

En 1041, un acte fut rédigé et signé par lui dans son château de Sommières. Ce château fut construit sur l'éperon rocheux dominant l'ancienne voie romaine et le Vidourle, probablement vers la fin du Xe siècle ou tout au début du XIe.

De cet ensemble souvent modifié subsistent une majestueuse tour carrée et une importante partie des remparts.

En 1248, les tanneries se multiplient et un quartier se crée au-delà du pont de façon anarchique. Les maisons et rues se construisent de plus en plus. On va même construire des maisons sous et sur le pont romain, lequel est réduit à 7 arches.

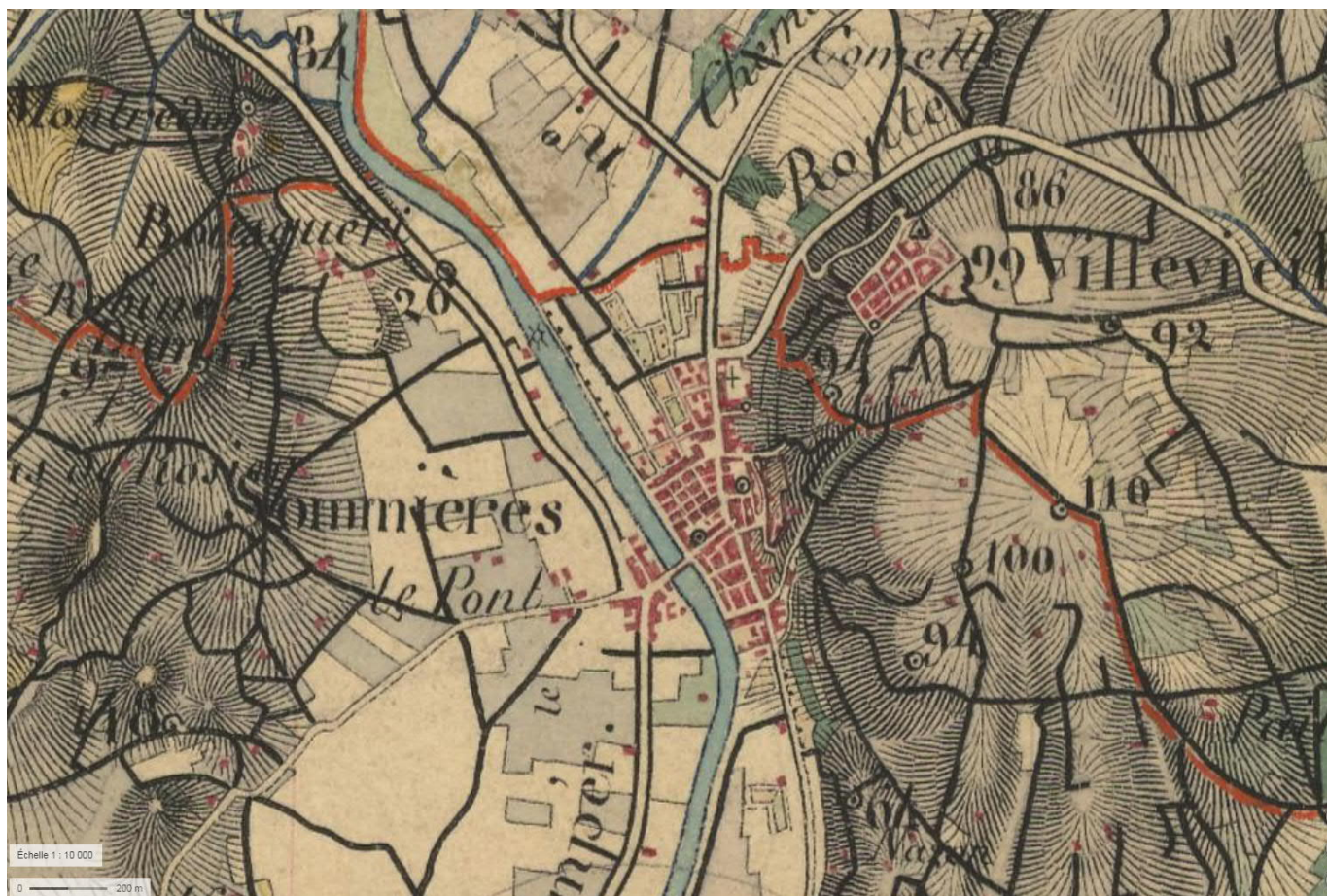
Les moulins se multiplient dans les collines et sur le Vidourle.



Le dernier fait d'armes connu remonte à 1703. Jean Cavalier, un des chefs Camisards, à la tête de 800 hommes, fit une incursion dans le faubourg de Sommières, puis se retira sans pouvoir y entrer.

Après la tourmente révolutionnaire, le château fut laissé à l'abandon. Ses ruines témoignent de son importance stratégique au cours des siècles passés. La tour, patrimoine communal, a été récemment restaurée et peut être visitée.

De 1853 à 1900, Sommières est célèbre jusque dans les capitales étrangères où on a installé des comptoirs de ventes : la distillation des essences aromatiques. La terre de Sommières conquiert le marché mondial.



Carte de l'état major (1820-1866)

En 1901, la ville change d'aspect avec la construction des quais actuels.
En 1907 la ville connaîtra des vidouglades particulièrement dévastatrices



Inondations en 1907, place du marché.

1.1.3.2 LES TRANSFORMATIONS URBAINES DE LA SECONDE MOITIÉ DU XXÈME SIÈCLE



Le territoire de Sommières en 2017

Sommières début des années 60

L'expansion démographique et urbaine de Sommières au début du XXème siècle est presque insignifiante. Elle n'est véritablement sensible qu'à partir des années 1970 avec l'urbanisation de la rive droite du Vidourle. A titre d'exemple, citons la construction en 1973 des 3 immeubles collectifs d'HLM situés à côté de l'actuel collège. C'est aussi à cette période, correspondant d'ailleurs à peu près à la date de prescription (1978) et d'approbation du Plan d'Occupation des Sols (1980), que la croissance démographique et urbaine se fait réellement sentir (premiers signes de reprise démographique au RGP 1982).

Les constructions édifiées au cours des 25 dernières années, situées essentiellement sur la rive droite du Vidourle et sur le plateau des Mauvalats, ont constitué une morphologie urbaine radicalement différente de celle observable dans le centre historique. Le fait qu'elles soient situées hors secteur inondable explique en partie ce changement de morphologie ; mais c'est surtout des raisons tendancielle qui ont joué, la demande en types de logements ayant rapidement évolué vers des programmes d'accession à la propriété en maisons individuelles.



Sommières en 1961 : l'urbanisation est concentrée sur la ville historique.



Sommières en 1970 : quelques constructions éparses apparaissent en rive droite du Vidourle, mais l'urbanisation reste maîtrisée.



Sommières 1978 : le grignotage urbain commence à être clairement marqué.



Sommières en 1990 : l'urbanisation en rive droite en fonction des opportunités foncières, donc sans cohérence aucune, est manifeste.



Sommières 1998 : l'urbanisation par à-coup se poursuit. La multiplication des lotissements se caractérise par un trait commun : l'uniformité des réalisations. Le secteur des Mauvalats commence à être mité par des réalisations éparées.



Sommières 2005 : la prolifération des lotissements se poursuit sur le secteur des Mauvalats



Sommières en 2010 : l'urbanisation ralentit nettement, notamment du fait de la mise en place du PLU qui souhaite maîtriser la croissance urbaine.



Sommières en 2017 : le secteur des hauts de Saint-Laze est le fait urbain majeur durant ces dernières années. La volonté est de proposer une urbanisation qui s'organise autour de la mixité fonctionnelle et sociale.

A partir des années 80, portées par une mise en valeur privilégiée des périphéries urbaines associée au développement des infrastructures de transport et la généralisation des transports motorisés (en premier lieu l'automobile) qui ont augmenté les vitesses de déplacement contribuant à étendre la zone d'influence des agglomérations, en l'occurrence l'influence de Montpellier et de Nîmes, et par les lois de décentralisation, les communes rurales voient se développer de nombreux lotissements. La commune de Sommières va ainsi notamment se développer en rive droite du Vidourle.

Cela aboutit à la première tentative de maîtriser les sols avec le premier Plan d'Occupation des Sols approuvé en 1983.

Le transfert de compétence de l'urbanisme aux communes par les lois de décentralisation au début des années 80, ouvre une période de manque de cohérence et de cohésion urbaine propre au développement des communes périphériques des grandes agglomérations.

La commune de Sommières n'est pas épargnée par ce mouvement qui voit multiplier le développement de lotissements au gré des opportunités foncières sans réelle vision d'ensemble.

Ce développement se poursuit jusqu'à l'adoption du PLU en 2008 qui marque la volonté de retrouver une maîtrise du développement urbain. Cette période est marquée également par la raréfaction du foncier sur la commune et la nécessité de développer des projets urbains qui associent mixité fonctionnelle et sociale.

Ces évolutions urbaines s'étalant sur environ 50 ans aboutissent aujourd'hui à une dualité urbaine avec d'un côté en rive gauche le maintien de la ville historique et en rive droite le développement d'une ville récente en manque d'histoire et de caractère dans la définition de ces espaces publics.



Les « **portes d'entrées** » de la commune sont des lieux symboliquement importants qui offrent à l'arrivant la première impression, la première image de ce territoire.

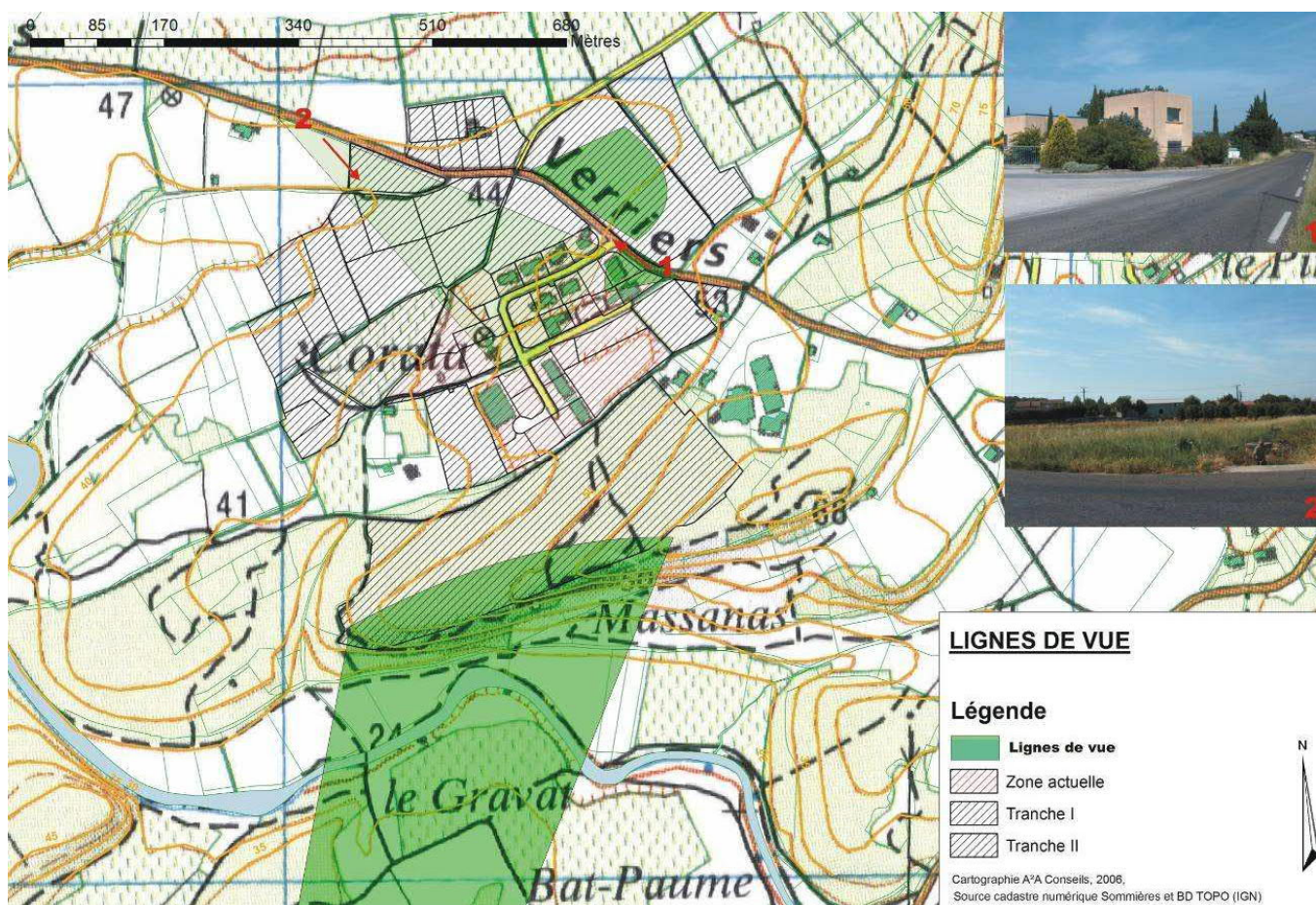
Pour celles qui sont majoritairement empruntées, un effort doit être entrepris pour conserver la qualité des sites.

Concernant le secteur de Corata et de Massanas, la situation du site en fond de vallée ne donne qu'une ligne de vue réduite depuis l'est et l'ouest. Ainsi, le site de Corata est visible depuis la route départementale 22, sur un tronçon relativement restreint de 200 m de part et d'autre de l'entrée actuelle.

Au nord et au sud, les lignes de crêtes de 50 mètres dominent le site. Intensément boisés, ces espaces n'offrent pas de vision de la zone. L'élargissement important du couloir écologique nord-sud et son classement en zone naturelle permettent de préserver, entre la Bénovie et Corata, une large bande verte.

La suppression du secteur constructible prévu sur le PLU antérieur, au nord de la zone d'activités, contribue à maintenir une cohérence paysagère aux espaces naturels environnants.

La poursuite de l'aménagement entrepris de la D22 reste toutefois un objectif important pour l'amélioration de l'image de l'entrée ouest de Sommières.



Source : A2A – Etude d'impact Corata

- **Quartier de Mauvalats**

Le quartier des mauvalats est situé à l'est de la commune. Ce secteur est relativement isolé visuellement du fait de sa position en hauteur et de la ceinture verte qui l'entoure. Son périmètre suit la limite communale avec Villevieille au Nord et à l'Est, les lignes de crête boisées à l'ouest et le tracé de l'ancienne voie ferrée au Sud. La présence de nombreuses olivettes, de capitelles et de linéaires impressionnants de murs de pierres sèches vient appuyer le caractère authentique et particulier de ce secteur.

Les espaces collinaires se partagent en deux sous-secteurs distincts :

Au nord, un plateau haut s'étale depuis la limite communale avec Villevieille jusqu'au chemin des Combes. L'urbanisation diffuse sous forme d'habitat pavillonnaire de grande taille y est développée.

Au sud, deux lignes de crêtes séparent un vallon délimitant, dans un relief tourmenté, les quartiers du Saut de Cheval et les Mauvalats. Ce sous-secteur est relativement encore peu urbanisé et donc d'aspect plus naturel.

Ce secteur comprend un patrimoine bâti très dispersé témoignant d'une implantation ancienne de l'homme sur de grands propriétés cultivées : les mas de Montplaisir, de Rouman, de Nazon, de Belleau...



Depuis le mazet situé sur le promontoire : les pavillons sont disséminés dans une végétation locale de stade avancé



Le terrain sur lequel est posé le mazet situé en partie haute du site révèle des paysages traditionnels de culture mais aussi une flore spontanée écologiquement riche

Le secteur est très recherché de par son cadre naturel remarquable et le niveau offert en termes de qualité de vie. Le quartier appelé Les Mauvalats est un vallon naissant. Le nord de la zone constitue le point haut. Le secteur est valorisé en son centre, sur un promontoire, par un mazet qui domine une oliveraie. Le site est remarquable de par son caractère patrimonial et identitaire, mais aussi de par sa constitution botanique. Sur les contours du verger ont pris place des formations spontanées spécifiques du milieu.

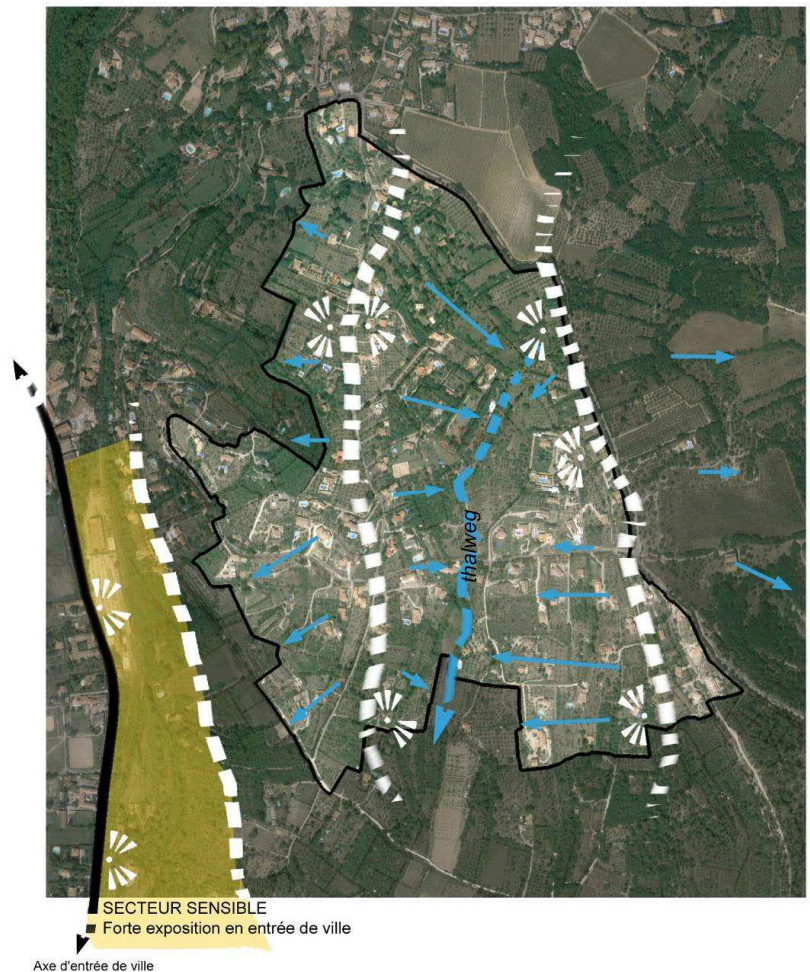
Les photographies ci-dessus illustrent la vue depuis le mazet et le terrain dominé par le monument architectural. Situé en plein milieu de la zone et sur une surface étendue, le vaste espace naturel surplombé du bâti s'impose largement ; un rappel permanent, puisque dominant, au passé du site marqué par la culture de l'olivier.

Une forte sensibilité des sites liée à la topographie et aux phénomènes de co-visibilités

La carte ci-contre offre une lecture topographique du site. Des lignes hautes -les crêtes localisées en pointillés blancs -se dégagent des vues ponctuelles sur le vallon. L'écart est d'environ 35m entre les points haut (au nord et dans le coin sud est au niveau d'une butte) et le point bas du thalweg au sud de la zone.

La topographie induit de forts phénomènes de co-visibilité. Les constructions s'étalent sur les flans en s'imposant à la vue des constructions du vallon opposé. Cette sensibilité démultipliée liée à l'implantation topographique et altimétrique doit être contrôlée. Les constructions, dans l'état actuel des choses, sont peu denses et les parcelles très végétalisées ; la densification du tissu induirait la démultiplication de l'impact des constructions.

L'urbanisation d'un vallon induit une vigilance toute particulière et un traitement adapté aux enjeux des sites. Rappelons que le vaste couloir encadrant le thalweg (la ligne basse) se matérialise par des oliveraies insérées dans une végétation endogène et ponctuées de bâtiments anciens et conservés. Le mazet dominant sur le site profite en terme visuel à un grand nombre de constructions ; il faudra être vigilant à ne pas détruire ce cadre qui a été jusqu'à maintenant préservé.



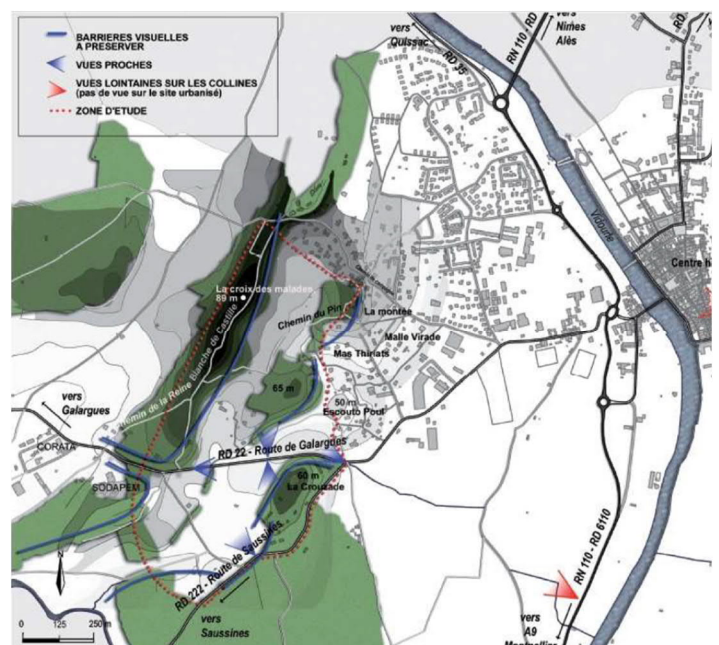
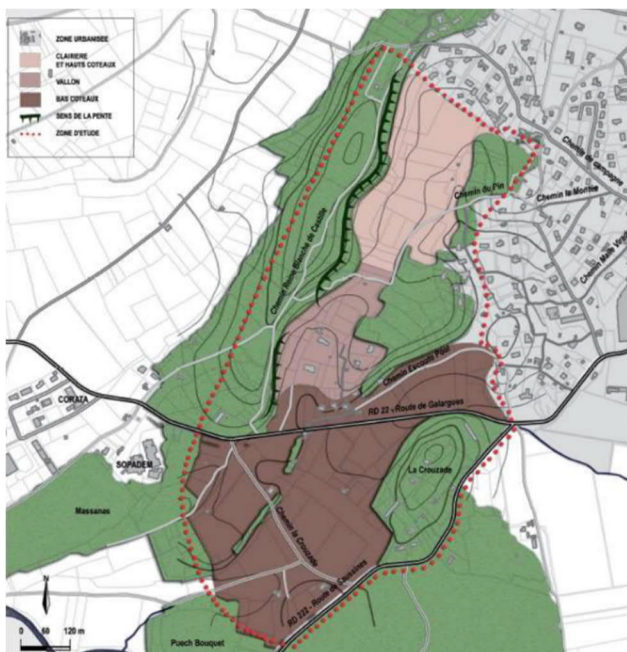
• Quartier de Massanas

Le quartier de Massanas est situé à l'ouest du quartier d'Escouto Poul. Ce quartier est également au contact de la RD22 et revêt une importance toute particulière au regard des entrées de ville. Les habitations existantes sont moins bien intégrées à la végétation que dans le quartier d'Escouto Poul.

Le quartier fait partie d'un ensemble plus large composé de trois entités :

- Les bas-coteaux
- Le vallon
- Les hauts coteaux

La partie au nord de la RD22 est encadrée par deux collines boisées.



Le secteur est sensible de part :

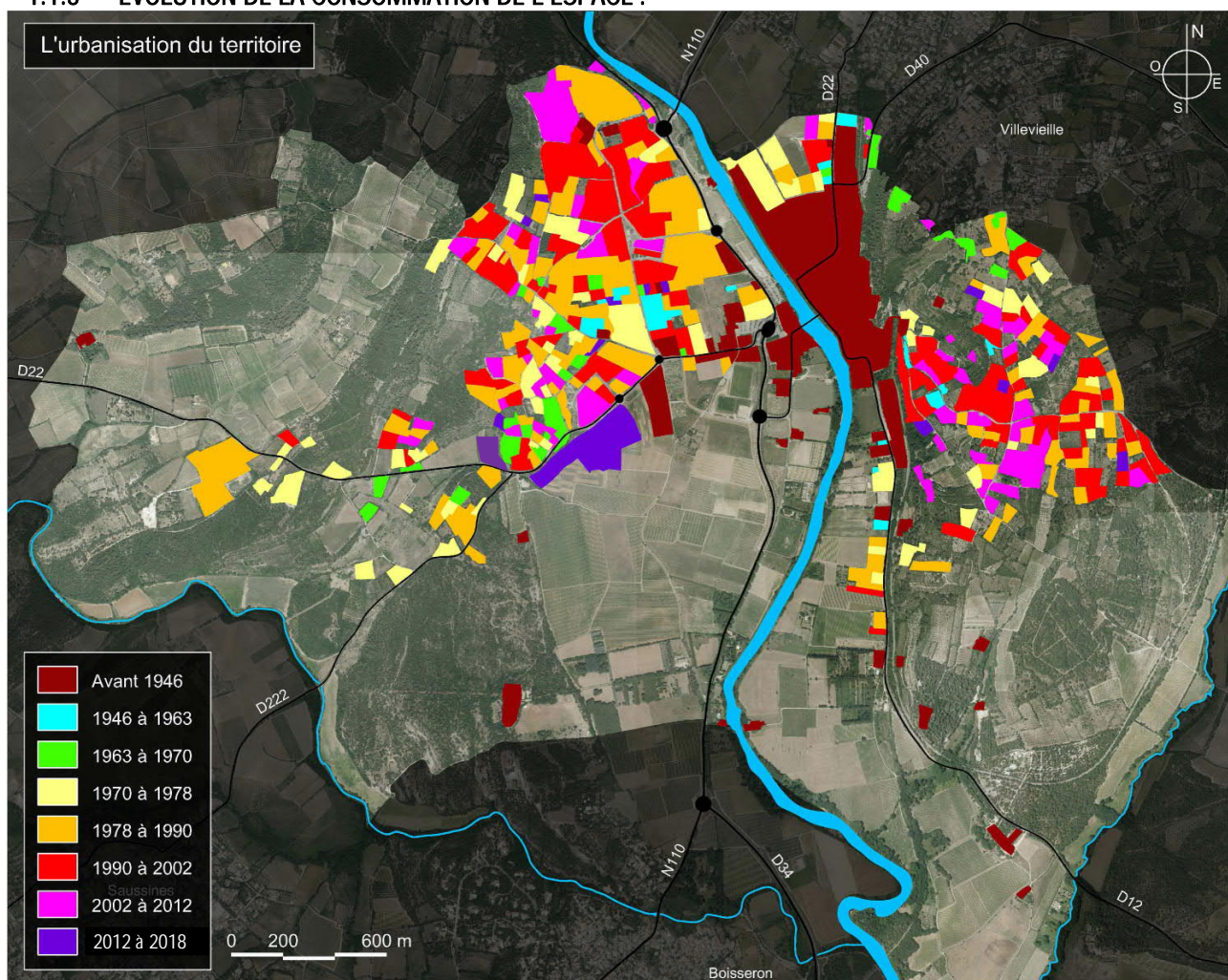
- La situation en entrée de ville, en amont de l'arrivée sur les espaces urbanisés et désorganisés d'Escouto Poul.



- Le site compris entre deux boisements importants et d'intérêt majeur pour l'équilibre du territoire communal
- Les lacunes d'intégration paysagère des constructions au site (couvert végétal peu développé)

Il s'agit ainsi de limiter l'impact de l'urbanisation de ce secteur à enjeu. En effet, les grandes parcelles en première ligne à partir de la RD22 et les parties ouest du quartier, présentent potentiellement une menace pour l'équilibre paysager du site. Ces espaces dont la couverture végétale est moins présente rendent les constructions visibles.

1.1.5 ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE :



Carte de l'évolution de l'urbanisation sur la commune jusqu'en 2018.

Périodes	Surface urbanisées	Rythme d'urbanisation (ha/an)
Avant 1946	41	
De 1946 à 1963	4	0.2
De 1963 à 1970	7	1
De 1970 à 1978	25	3.1
De 1978 à 1990	50	4.2
De 1990 à 2002	49	4
De 2002 à 2012	26	2.6
De 2012 à 2018	13	2,15
total	215	2.4ha/an depuis 1946

Surface calculée sur la base du parcellaire identifié et croisé avec la tache urbaine issue de https://carto.pictoccitanie.fr/1/visualiseur_de_donnees_publicques.map.

La consommation d'espace sur la commune s'est notamment concentrée sur les années 80 et 90, période de décentralisation d'où l'explosion de projets au gré des opportunités foncières. Depuis la mise en place du PLU en 2008 l'urbanisation a été beaucoup plus maîtrisée. Ceci s'explique également du fait de la rareté du foncier : la commune étant fortement contrainte par le risque inondation et de ruissellement, les possibilités de développer l'urbanisation sont limitées à l'ouest du territoire le long de la RD 22. La création de la ZAC des Hauts de Saint-Laze en mai 2011 marque un nouveau tournant dans la construction urbaine avec le développement d'un urbanisme de projet maîtrisé par la puissance publique. Cette logique de projet va se poursuivre avec la création du nouveau quartier de Massanas..

1.2 LE DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE

1.2.1 LES ÉVOLUTIONS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

1.2.1.1 DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES

Après une baisse durant la période 1968 à 1982 la population est en croissance constante depuis les années 80 - 90. Durant la période 1982 à 1999, la population a augmenté de 25% en 17 ans. Puis durant la période 1999 à 2006, la commune a vu sa croissance démographique ralentir légèrement tout en conservant une croissance très forte de 22,5%.

Depuis 2006 la croissance s'est fortement ralentie. On peut même noter une période de quasi-stagnation de la population entre 2006 et 2009, la commune ayant perdu une dizaine d'habitants sur cette période. La croissance démographique est depuis relancée, notamment du fait de la création de la ZAC des Hauts de Saint-laze en 2011 qui a permis d'ouvrir un nouveau secteur à l'urbanisation et ainsi relancer l'offre de logements sur la commune.

Année	Population	Variation annuelle moyenne de la population en %	Due au solde naturel en %	Due au solde apparent des entrées sorties en %
1968	3311			
1975	3070	-1,1	0,2	-1,3
1982	2934	-0,6	-0,2	-0,4
1990	3250	1,3	0,2	1,1
1999	3677	1,4	0	1,4
2006	4505	2	0,3	1,7
2009	4496	-	-	-
2014	4644	0,6	0,1	0,5
2015	4753	2,3	nc	Nc
2018	4972	1,04	-	-

Evolution de la population sur la commune de Sommières.

Sur la période 2009-2014 la croissance démographique reprend légèrement avec un taux de variation annuel moyen de 0,6%. L'attractivité est notamment soutenue par le solde apparent entrées/sorties. Cette période marque néanmoins un net décalage entre la commune et le reste du territoire, que ce soit la Communauté de Communes du pays de Sommières ou les aires urbaines de Nîmes et Montpellier, la croissance démographique est 2 à 3 fois inférieure à ces territoires. Ce décalage peut notamment s'expliquer par la rareté du foncier sur la commune du fait notamment de la problématique hydraulique causée par les vidouglades.

L'année 2015 est marquée par une bonne reprise de la croissance démographique, 2,3% sur une année. Signe que la commune de Sommières reste très attractive du fait d'une qualité de vie avérée entre les deux grandes aires urbaines de Montpellier et Nîmes.

À noter que cette reprise est à mettre au crédit essentiellement de la ZAC des Hauts de Saint-laze qui a permis de répondre à la demande de logements sur la commune.

La croissance de la population durant la période 2015-2018 a été de 219 habitants soit 73 habitants par an.

	Sommières	Cté communes pays de sommières*	Aire urbaine de Nîmes	Aire urbaine de Montpellier
Population 2010	4 479	21 189	251 791	549 491
Population 2015	4 753	22 594	266 593	675 919
Taux de variation annuelle moyen	1,2%	1,3%	1,1%	1,5%
<i>Dont variation due au solde naturel</i>	0,1%	0,3%	0,4%	0,5%
<i>Dont variation due au solde apparent des entrées sorties</i>	1,1%	1%	0,%	1%

Comparaison des dynamiques démographiques (INSEE)

* en 2015 la commune de Parignargues n'était pas encore membre de la communauté de communes (elle l'a rejoint au 1^{er} janvier 2017), la commune de Cannes-et-Clairan a rejoint l'intercommunalité en janvier 2013. Ces deux communes sont prises en compte dès 2010 par souci de cohérence pour la lecture du tableau.

1.2.1.2 STRUCTURE DE LA POPULATION

Une population très dépendante

Le ratio de dépendance démographique est fonction de la structure par âge de la population. C'est le rapport du nombre d'individus supposés « dépendre » des autres pour leur vie quotidienne – jeunes et personnes âgées – et le nombre d'individus capables d'assumer cette charge. L'indicateur clé de la dépendance démographique utilisée ici rapporte le nombre d'individus de moins de 20 ans et de plus de 65 ans à la population de 20 à 64 ans. Deux autres indicateurs sont présentés ici : le taux de dépendance des jeunes (individus de moins de 20 ans) et le taux de dépendance des personnes âgées (65 ans et plus), tous deux calculés par rapport au nombre d'individus de 20 à 64 ans.

	Pers âgées + 65ans	Jeunes : -20 ans	Dépendance démographie globale
Sommières	36%	49%	85%
Gard	37,3%	42,7%	80%
France	32%	42,4%	74,4%

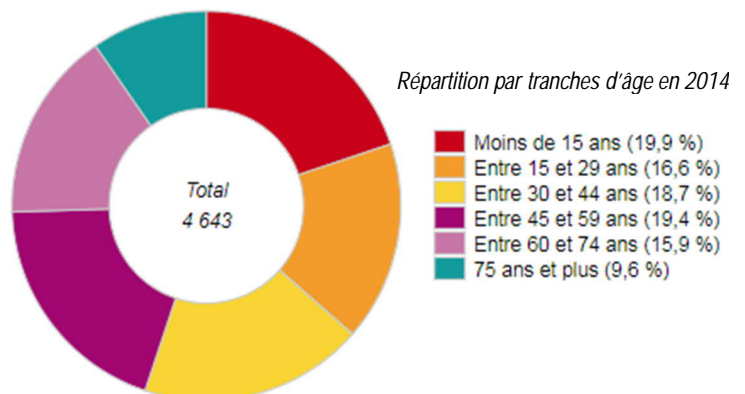
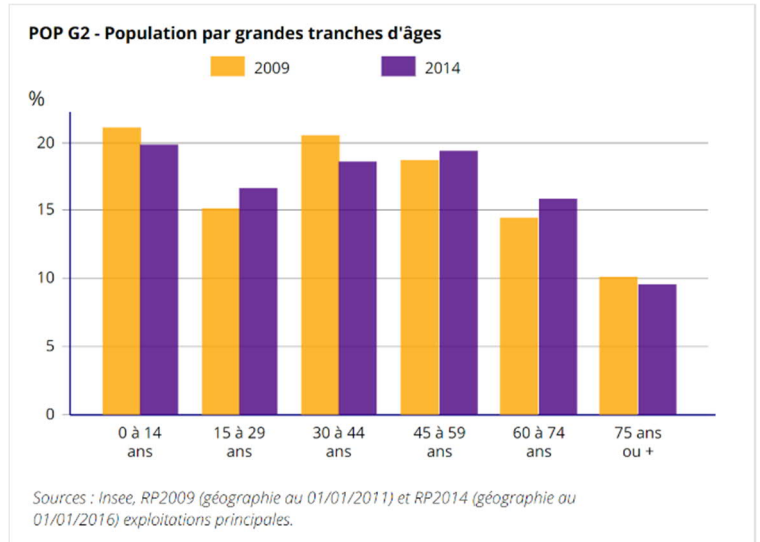
Ratios de dépendance démographique en 2014.

Leur évolution est fonction des taux de mortalité et de fécondité et des soldes migratoires. Comme dans la plupart des pays de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'augmentation de l'espérance de vie et le déclin des taux de fécondité se traduisent par une hausse du ratio de dépendance des personnes âgées et une baisse du taux de dépendance des jeunes.

Pour la commune de Sommières, ce ratio de dépendance démographique dépasse le ratio du département du Gard qui lui-même dépasse celui de l'échelon national.

Dans le détail on peut s'apercevoir que le ratio de dépendance des personnes âgées est quasi-similaire à celui du département en revanche le ratio de dépendance des jeunes est nettement supérieur au taux départemental et national.

Au final la commune de Sommières comprend une population relativement dépendante, ce qui peut contribuer à augmenter les dépenses publiques d'éducation ainsi que celles consacrées aux personnes âgées.



1.2.1.3 MUTATIONS SOCIALES DES MÉNAGES

Un ménage, au sens du recensement de la population, désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être constitué d'une seule personne. Il y a égalité entre le nombre de ménages et le nombre de résidences principales.

En France, le nombre moyen de personnes par ménage diminue du fait de la relative désaffection dont souffrent les modes « traditionnels » de cohabitation. Alors qu'en 1982, 83 % des hommes de 35 ans vivaient en couple, ils ne sont plus que 71 % en 2005 ; chez les femmes, les proportions correspondantes sont de 85% et 74 %. Corrélativement, au même âge, 11,3 % des femmes sont à la tête d'une famille monoparentale et 8,7 % vivent seules, alors qu'elles étaient 6,7 % et 4,5 % en 1982. Depuis vingt ans, la vie en couple cède du terrain et de plus en plus de personnes vivent seules – excepté toutefois aux âges élevés, où les gains d'espérance de vie ont pour effet de retarder le veuvage. C'est la tranche d'âge 25-50 ans qui est la plus concernée par ce phénomène. Les unions libres, en moyenne plus fragiles que les mariages, concernent une proportion croissante des couples, et si les taux de divorce observés actuellement pour chaque durée de mariage devaient perdurer, ce sont 43 % des mariages qui se termineraient par un divorce et non plus 33 % comme au début des années quatre-vingt-dix. La vie en couple semble présenter également moins d'attrait pour les jeunes : quand ils quittent leurs parents, à un âge en moyenne guère plus élevé qu'il y a trente ans, c'est plus souvent pour vivre seul (au moins transitoirement) que pour vivre en couple.

En l'absence de modifications brutales et/ou importantes de notre environnement économique, tout laisse à penser que ces tendances devraient se poursuivre à un rythme soutenu. Dans certains pays, la taille moyenne des ménages est déjà plus faible (États-Unis, pays nordiques). Par conséquent, il est plausible que la désaffection pour la vie en couple, la montée de la vie en solitaire et de la monoparentalité se poursuivent à un rythme soutenu et régulier jusqu'en 2030. Les personnes aujourd'hui âgées de 60 à 75 ans sont

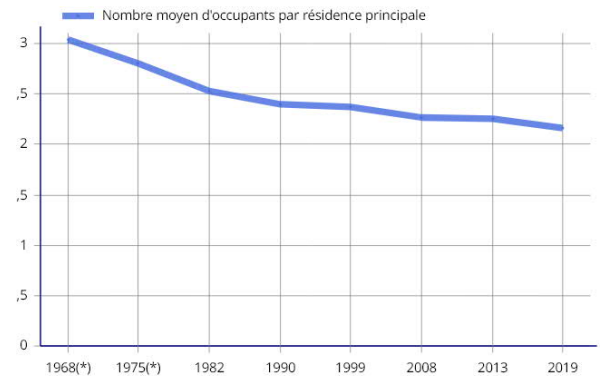
nées pendant la guerre ou avant-guerre et ont été peu enclines à vivre seules; demain, parviendront aux mêmes âges des générations plus récentes, qui ont vécu l'essor du divorce. La proportion de personnes en couple pourrait par conséquent baisser un peu plus entre 60 et 75 ans que dans les classes d'âge plus jeunes, tandis qu'au-delà de 80 ans, le veuvage devrait intervenir de plus en plus tardivement du fait des progrès de l'espérance de vie et de la réduction des écarts en la matière entre hommes et femmes. Par ailleurs, l'entrée en institution des personnes âgées devrait être de plus en plus tardive car l'espérance de vie sans incapacité a tendance à augmenter au moins aussi rapidement que l'espérance de vie et la durée du séjour en institution se réduit. Chez les jeunes, la projection repose sur l'hypothèse d'une stabilité de l'âge au départ du foyer parental, dans la lignée de ce qui est observé depuis vingt ans, avec une très légère augmentation de la proportion de jeunes vivant seuls et une légère diminution de la proportion de ceux qui vivent en couple.

La commune de Sommières ne déroge pas à cette tendance de desserrement des ménages. Les ménages d'une personne sont de l'ordre de 36,1% en 2014. Ce chiffre est légèrement supérieur à la moyenne nationale qui s'élève à 35,1%. Ce pourcentage est néanmoins en augmentation sur la commune car le taux s'élevait à 33,5% en 2009 soit une augmentation réelle de près de 100 ménages d'une personne. Il est pratiquement stable en 2019 (35,9 %).

A contrario, on peut noter un recul des ménages avec famille, même si ces ménages restent très fortement majoritaires à 61,1%. La part des couples avec et sans enfant est en recul sur la période 2009-2019. La part des ménages sans enfants représentait 23,1 % en 2019 et celle des ménages avec enfants 22 % la même année.

Sur la période 2015-2019, on note une diminution de la population des ménages par rapport à la période 2010-2014 ainsi que du nombre de ménages et de personnes par ménage.

La représentation des familles monoparentales est en stagnation le taux de représentativité passant de 15,1 % à 15% en 2019. Enfin notons que dans la composition des familles, les familles avec 1 enfant sont majoritaires suivies des familles avec 2 enfants.



Evolution de la taille des ménages (source INSEE)

Le phénomène de desserrement des ménages a tendance à croître plus vite que la population : sur la période 2009-2014 le nombre de ménages a augmenté de 6,7% alors que la population a augmenté de 3,3%.

Familles	2015	%	2019	%
Ensemble	1315	100	1382	100
Couples avec enfants	498	37,9	505	36,5
Familles monoparentales	327	24,9	346	25,03

Composition des familles (source INSEE)

	Année 2010	Année 2015	Année 2019	Evolution sur la période 2010-2015	Evolution sur la période 2015-2019
Population des ménages	4479	4753	4986	6,1%	+ 4,9 %
Nombre de ménages	1939	2126	2302	9,6%	+ 8,2 %
Nombre de personnes par ménages	2,31	2,23	2,96	-3,4%	- 3,1 %

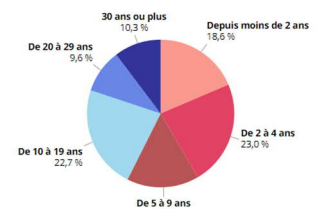
Croissance comparée de la population et du nombre de ménages sur la commune.

1.2.1.4 MOBILITÉ DES MÉNAGES

La population de Sommières est une population relativement mobile. 57,4% de la population a emménagé depuis moins de 9 ans dans son logement actuel et même 41,6% ont emménagé depuis moins de 4 ans. Cela reflète une fois de plus l'attractivité de la commune qui, historiquement, a toujours due sa croissance démographique à son solde apparent des entrées sorties plutôt qu'à son solde naturel.

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
Ensemble	2 126	100,0	4 675	3,7	1,7
Depuis moins de 2 ans	395	18,6	901	3,3	1,5
De 2 à 4 ans	490	23,0	1 060	3,3	1,5
De 5 à 9 ans	336	15,8	789	3,8	1,6
10 ans ou plus	905	42,6	1 925	4,1	2,0

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2015



Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

1.2.1.5 NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES

Situation nationale

En 2015, le niveau de vie annuel moyen des individus s'établit à 23 440 euros en France métropolitaine. La moitié des individus a un niveau de vie inférieur à 20 300 euros (soit 1 692 euros par mois). Pour une famille composée d'un couple avec deux enfants de moins de quatorze ans, cela correspond à un revenu disponible de 42 630 euros par an (soit 3 553 euros par mois). Les revenus sont inégalement répartis : les 20 % des individus aux niveaux de vie les plus modestes détiennent 8,8 % de la masse des niveaux de vie, contre 38,3 % pour les 20 % des individus les plus aisés.

Entre 2014 et 2015, le niveau de vie médian est en hausse de 0,4 % en euros constants. Dans le bas de la distribution, les niveaux de vie stagnent, à l'exception du premier décile (D1) dont l'augmentation (+ 0,3 %) compense le léger repli de l'année précédente. Au-dessus de la médiane, les niveaux de vie sont en hausse. L'augmentation est de plus en plus marquée à mesure que le niveau de vie s'élève. Les inégalités restent stables en 2015 : le rapport interdécile (D9/D1) se maintient à 3,5.

Parmi les personnes de 18 ans ou plus, le niveau de vie annuel médian des chômeurs (14 060 euros) est inférieur de 38 % à celui des personnes en emploi (22 500 euros). Il est également inférieur de 28 % à celui des inactifs. En 2015, parmi les inactifs, ce sont les retraités qui ont le niveau de vie médian le plus élevé avec 21 080 euros. Les autres inactifs (femmes au foyer, étudiants, personnes dans l'incapacité de travailler, etc.) ont le niveau de vie médian le plus faible parmi les inactifs : 15 260 euros, soit 28 % de moins que les retraités.

Le seuil de pauvreté monétaire, qui correspond à 60 % du niveau de vie médian de la population, s'établit à 1 015 euros par mois pour une personne seule en 2015. Avec 8,9 millions de personnes vivant avec un niveau de vie inférieur à ce seuil, le taux de pauvreté au seuil de 60 % de la médiane est de 14,2 % en 2015, en légère hausse par rapport à 2014. Cependant, l'intensité de la pauvreté diminue. Pour les actifs, occupés ou au chômage, le taux de pauvreté varie fortement selon la catégorie socioprofessionnelle : les ouvriers ont le niveau de vie médian le plus faible ; il représente 56 % du niveau de vie médian des cadres et professions intellectuelles supérieures. De même, 15,3 % des ouvriers sont pauvres selon l'approche monétaire contre 5,3 % des professions intermédiaires et 3,1 % des cadres et professions intellectuelles supérieures.

Au sein de l'UE, en 2015, la République tchèque affiche le taux de pauvreté le plus faible (9,7 %). Suivent ensuite la Finlande, le Danemark, les Pays-Bas et la Slovaquie avec des taux compris entre 11,6 % et 12,7 %. À l'opposé, la Roumanie, la Bulgarie, l'Espagne, les pays baltes et la Grèce ont les taux de pauvreté les plus élevés, supérieurs à 21 %.

Situation locale

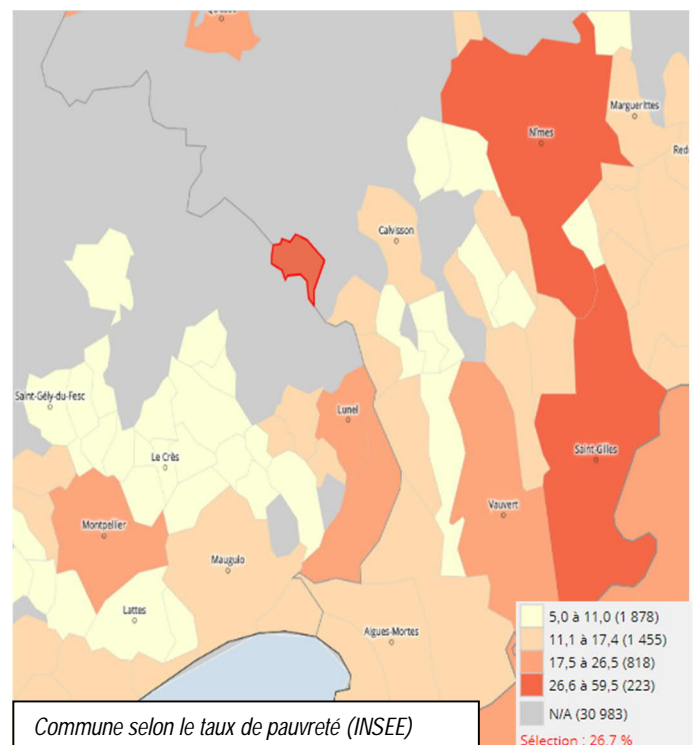
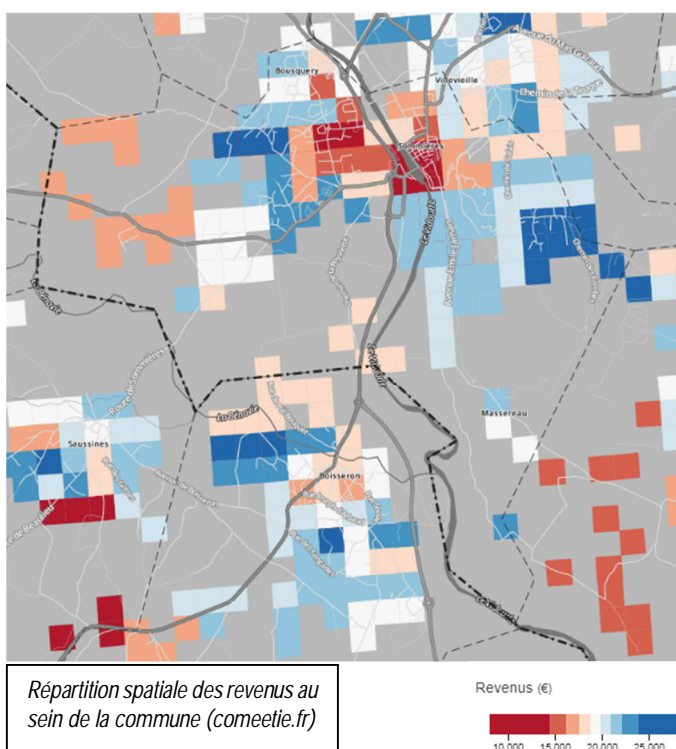
Selon le classement des communes les plus riches aux communes les plus pauvres de l'INSEE en 2014 la commune de Sommières était située au rang **31 081e sur 32 974** (l'INSEE ne diffuse aucune statistique sur les très petites zones (moins de 50 ménages et moins de 100 personnes) pour des raisons de confidentialité).

Autrement dit, **la Commune fait partie des plus pauvres de France** et la tendance semble s'accroître :

- Entre 2014 et 2015 la part des ménages fiscaux imposés a encore diminué passant de 39,7 % à 38,3 %
- Entre 2014 et 2015 le taux de pauvreté sur la commune a augmenté de près de 2 points d'indice, passant de 24,8 % à 26,7 %

	Nombre de ménages fiscaux	Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	Médiane du niveau vie (€)	Part des ménages fiscaux imposés (%)	Taux de pauvreté-Ensemble (%)	Taux de pauvreté-moins de 30 ans (%)	Taux de pauvreté-30 à 39 ans (%)	Taux de pauvreté-40 à 49 ans (%)	Taux de pauvreté-50 à 59 ans (%)	Taux de pauvreté-60 à 74 ans (%)	Taux de pauvreté-75 ans ou plus (%)	Taux de pauvreté-propriétaires (%)	Taux de pauvreté-locataires (%)
Sommières 2014	1969	4384	16 808,9	39,7	24,8	-	29,6	27,8	27,9	-	-	10,3	40,3
Sommières 2015	1997	4422	16 914,3	38,3	26,7	-	36,6	27,7	28,3	-	-	9,7	43,4
Aire urbaine de Montpellier en 2015	248 308	560 899	20 616	54,5	17,3	29,2	19,5	19,4	16,9	11,4	9,3	7,2	30,1
Aire urbaine de Nîmes en 2015	111 369	256 840,5	18 900	48,2	21,6	31,7	26,3	26,1	21,1	15,1	10,5	8,8	38,2
France en 2015	27 071 573	62 770 585	20 565,6	55,4	14,9	23	17,4	17,6	14,8	9,5	8,4	6,7	27,9

Revenus et pauvreté des ménages en 2014 et 2015 (source : dispositif localisé social et fiscale – INSEE)



La région est fortement marquée par des taux de pauvretés très élevés. Les Communes de Nîmes avec 29,3% et Montpellier avec 26,5% de taux de pauvreté font parties des communes les plus pauvres de France. Ce qui est étonnant c'est que la Communes de Sommières se retrouve au même niveau que ces communes et d'autres qui pâtissent du même type de situation (Lunel, Vauvert, Saint-Gilles). Cela peut trouver une explication dans son positionnement géographique entre deux grandes aires urbaines sources d'emplois potentiels et de son offre en logements sociaux.

Enfin on constate que sur la commune de Sommières les revenus les plus faibles, de l'ordre de 12000 à 13000 euros, sont concentrés dans le centre ancien, alors que les revenus les plus hauts correspondent aux lotissements périphériques concentrant les parcelles les plus grandes.

1.2.2 L'HABITAT

1.2.2.1 LES GRANDES CARACTÉRISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS

L'augmentation du nombre de ménages associée au phénomène de desserrement des ménages induisent nécessairement une demande en logements plus importante encore que celle générée par la seule progression démographique communale, mais ce phénomène global induit également un besoin différencié quant à la typologie même du logement.

En l'état, le parc de logements de la commune est réparti comme suit :

-résidence principale : une résidence principale est un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage. Il y a ainsi égalité entre le nombre de résidences principales et le nombre de ménages.

-résidence secondaire : une résidence secondaire est un logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires. La distinction entre logements occasionnels et résidences secondaires est parfois difficile à établir, c'est pourquoi, les deux catégories sont souvent regroupées.

-logements vacants : Un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- proposé à la vente, à la location ;
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- en attente de règlement de succession ;
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

	Nombre de logements en 1999	Augmentation en % sur la période 1999 à 2010	Nombre de logement en 2010	Augmentation en % sur la période 2010 à 2015	Nombre de logement en 2015	Nombre de logements en 2018
Sommières	1809	30,9%	2369	8,5%	2577	2708
Aire urbaine de Nîmes	105 848	16,7%	123 579	7,5%	132 844	
Aire urbaine de Montpellier	239 881	19,6%	287 301	11,7%	321 002	

Evolution du nombre de logements sur la commune et dans les aires urbaines d'influences (les aires urbaines ayant été modifiées en unités urbaines, le nombre de logements ne peut pas être comparé à celui de 2015).

La pression foncière sur la commune de Sommières trouve son interprétation dans le nombre en constante augmentation de logements. Sa proximité avec les pôles d'emploi de Nîmes et de Montpellier, le dynamisme de son territoire, et la qualité de son cadre de vie, la soumettent à une forte pression urbaine.

Cette attractivité se mesure à travers une forte progression de la production de logements entre 1999 et 2009 : la commune de Sommières comptait 2339 logements en 2009, 530 de plus qu'en 1999, soit la progression la plus importante de ces quarante dernières années avec quasiment 30% de logements en plus sur la période.

	1975	1982	1990	1999	2009	2010	2014	2015	2018
Ensemble	1398	1529	1759	1809	2339	2369	2539	2577	2708
Résidences principales	1038	↗1127	↗1317	↗1519	↗1949	↘1942	↗2076	↗2126	↗2253
Résidences secondaires et occasionnelles	67	↗266	↘162	↘109	↗170	↗186	↗211	↘205	↗207
Logements vacants	263	↘136	↗280	↘181	↗221	↗241	↗252	↘245	↗248

Evolution des catégories de logements sur la commune au cours des quarante dernières années (INSEE)

Signe de l'attractivité pour la commune, la part des résidences secondaires a quasiment doublé en l'espace de quinze ans. A noter également l'augmentation constante du nombre de logements vacants, la part des logements vacants est même supérieure à celle des logements secondaires. Le nombre de logements vacants a ainsi augmenté de 39,2% entre 1999 et 2014, passant de 181 logements vacants en 1999 à 252 en 2014. La part des logements vacants dans le parc de logements reste toutefois constante aux alentours de 10%.

En 2015 et 2018, la répartition s'opère comme suit :

Types de logements	Part dans le parc total de logements en 1999	Part dans le parc total de logements en 2015	Part dans le parc total de logements en 2018
Résidences principales	84%	82,5%	83,2 %
Résidences secondaires et occasionnelles	6%	8%	7,7 %
Logements vacants	10%	9,5%	9,1 %

Evolution de la répartition des catégories de logements entre 1999 et 2015 sur la commune de Sommières (INSEE)

En 2018, la part des résidences principales était en légère augmentation par rapport à 2015, celle des résidences secondaires et occasionnelles sensiblement équivalentes.

Types de logements	répartition à Sommières	Répartition CC Pays de Sommières	répartition aires urbaines Nîmes	répartition aires urbaines Montpellier
Résidences principales	82,5%	81,7%	88,8%	87,1%
Résidences secondaires et occasionnelles	8%	10,8%	4,1%	6,3%
Logements vacants	9,5%	7,5%	7,1%	6,6%

Répartition des catégories de logements en 2015 (INSEE°)

La part importante de logements secondaires et de logements vacants dans le parc de logement (environ 16,8% en 2018) peut trouver plusieurs types d'explications :

- de plus en plus d'habitations sont mises en location pour des séjours courts via des plateformes internet dites d'économie collaborative qui ont commencé à faire leur apparition en 2007. Cela entraîne une augmentation constante des logements inoccupés qu'ils soient des logements vacants ou des résidences secondaires. La mise en location sur des plateformes internet permet en outre de s'affranchir du problème des loyers impayés de la location classique, car le paiement est garanti à la réservation.
- les logements vacants ne correspondent pas à la demande sur le marché du logement : soit ils sont trop vétustes, soit ils sont trop petits ou mal agencés.

Une répartition équilibrée entre maisons individuelles récentes et appartements anciens

La répartition entre les maisons et les appartements sur la totalité du parc de logements (tous types de logements confondus) reste relativement équilibrée sur la commune de Sommières :

	2009	%	2015	%
maisons	1222	52,2	1311	50,9
appartements	1058	45,2	1259	48,9

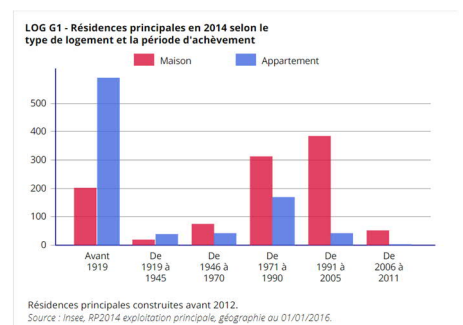
Types de logements (INSEE)

En 2018, les maisons représentaient 50,8 % du parc de logements et l'habitat collectif 48,9 %, pourcentage identique à celui de 2015.

On note un rééquilibrage en faveur des appartements avec une production de 201 appartements entre 2009 et 2015, soit une progression de près de 19%, alors que la production de maison a été plus lente avec 89 logements individuels, soit une progression de 7,3% sur la période.

Il est intéressant de constater qu'en dehors des opérations récentes (cf ZAC les Hauts de Saint-Laze) les appartements sont majoritairement concentrés dans le centre ancien de Sommières (près de 600 logements construits avant 1919).

A contrario le développement urbain récent de la commune (depuis l'après-guerre) c'est majoritairement fait sur la base de maisons individuelles. Ce développement correspond surtout à une tendance développée depuis les années 70 où l'accroissement de l'usage de la voiture a permis la promotion de ce type de logement, d'où un étalement urbain qui s'est opéré parfois sans tenir compte des contraintes naturelles et sans mesurer les conséquences pour le territoire.



Une part locative importante et une concentration des logements sociaux au sein de la communauté de communes du pays de Sommières

La répartition des résidences principales selon le statut d'occupation fait ressortir une progression des locataires par rapport aux propriétaires au cours de la période 2009-2014 :

	2015				2009	
	nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagements en années	nombre	%
propriétaire	971	45,7	2229	17,3	946	48,5
locataire	1092	51,4	2322	7	940	48,2
Logé gratuitement	64	3	124	9,6	63	3,3
Total	2126	100	4675	11,7	1949	100

Résidences principales selon le statut d'occupation en 2015 (INSEE)

La part des locataires a augmenté sur cette période de 13,4% (+ 126 locataires) alors que la part des propriétaires est restée quasiment constante (+ 2 propriétaires). La répartition quasi similaire entre le statut d'occupation et le type de logements indique que la majeure partie des propriétaires le sont d'une maison individuelle et qu'ils sont majoritairement des occupants d'appartements.

Par ailleurs la commune de Sommières, du fait de sa position de pôle d'équilibre, concentre au sein de la Communauté de Communes du Pays de Sommières :

- 23,4% du parc de logements
- 39,2% du parc de logements en location.
- 73 % des logements sociaux.

Il existe donc un véritable déséquilibre au sein de la communauté de communes du Pays de Sommières et la commune de Sommières qui comprend moins de 5% de logements sociaux environ et pour lesquels la commune en concentre 73% (340 des 466, *source : Ministère de la Cohésion des Territoires en 2016*).

Ce déséquilibre se caractérise également par le statut d'occupation des résidences principales :

- à Sommières 45,7% des habitants sont propriétaires
- à la CC Pays de Sommières 67% des habitants sont propriétaires.

Compte tenu de la place qu'occupe Sommières au sein de la CC du pays de Sommières l'écart est d'autant plus important. Cela peut notamment s'expliquer par les niveaux de revenus relativement faibles sur la commune où seulement 39,7% de la population est imposable et où le niveau de pauvreté (1015 euros par personne seule en 2015) s'élève à 24,8%.

1.2.2.2 LE PARC SOCIAL

La commune n'est pas soumise à la règle de réalisation de 20% de logements sociaux telles que la définissent la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains et la Loi Urbanisme et Habitat. En effet, la commune compte plus de 3 500 habitants mais n'est pas comprise dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant une commune de plus de 15 000 habitants.

Malgré tout, la commune n'est pas exonérée de ne pas créer de nouveaux logements sociaux dans la mesure où cela correspond à des besoins. En 2016, Sommières comptait 340 logements sociaux répartis entre 4 bailleurs sociaux :

- OPH Habitat du gard : 226 logements
- SA Un toit pour tous : 60 logements
- Semiga : 36 logements
- grand Delta habitat : 18 logements

2016, Sommières comptait **340 logements sociaux** soit environ 15% de logements sociaux sur l'ensemble du parc de logements communal.

Habitat du Gard est le bailleur majoritaire. La commune requiert auprès des opérateurs d'assurer au minimum 20% de logements sociaux pour toute opération d'ensemble supérieure à 2000m² de surface de plancher.

Par ailleurs, la commune de Sommières a mis en œuvre de nombreuses actions en faveur du renouvellement urbain, et de la création de logements.

Trois Opérations d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ont notamment été menées. Aujourd'hui, le centre historique représente toujours un potentiel important de création de logements par réhabilitation, mais à l'issue des nombreuses actions menées, les logements restant à réhabiliter sont ceux qui présentent les plus grandes difficultés techniques (vétusté, insalubrité...).

Type de logements	Nombre de logements au 01/01/2016	Nombre de logement en %	Nombres de demandes de logement en attente au 31/12/2016	Répartition des demandes de logements en %	Nombre de logements attribués en 2016	Ratio attribution/demande
T1	5	1,5	14	5,9	1	7%
T2	37	10,9	83	34,9	11	13%
T3	129	37,9	84	35,3	22	26%
T4	147	43,2	50	21	18	36%
T5	22	6,5	7	2,9	1	14%
Total	340	100	238	100	53	22%

Etat du logement social sur la commune en 2016. Source Demande de logement social.

L'état des lieux sur le parc de logements sociaux sur la commune fait apparaître plusieurs éléments qu'il s'agira pour les futurs opérateurs de prendre en compte :

- 22% des demandes de logements sociaux ont été satisfaites en 2016
- les T3 et T4 représentent 81,1% du parc de logements sociaux
- les T2 représentent 10,9% du parc alors que la demande concentre 34,9% des dossiers. En conséquence les attributions pour ce type de logements sont très faibles par rapport aux demandes : seulement 13% des demandes sont satisfaites.
- les T4 représentent la majeure partie du parc de logements avec 43,2% des logements alors que les demandes ne représentent en contrepartie que 21%. 36% des demandes sont ainsi satisfaites (il s'agit du meilleur ratio attribution/demande sur la commune).
- la demande pour les T5 reste marginale alors que celle pour les T1 devrait être mieux prise en compte.

Fin 2017, la commune comptait 358 logements sociaux.

1.2.2.3 LE MARCHÉ DU LOGEMENT

Les évolutions récentes :

L'analyse réalisée est basée sur le traitement des données des permis de construire délivrés pour les constructions neuves à usage d'habitation uniquement. On constate que qu'après une période très creuse en termes de demandes de permis de construire allant de 2007 à 2012 avant de constater une reprise en 2013. Cette reprise correspond notamment à la mise en œuvre de la ZAC des Hauts de Saint-Laze.

	Logts individuels autorisés	M² SDP	Logts groupés autorisés	M² SDP	Logts collectifs autorisés	M² SDP	Total Nb logts
2007	6	776	-	-	4	168	10
2008	8	988	3	155	3	256	14
2009	8	1379	-	-	14	427	22
2010	7	1002	3	245	-	-	10
2011	9	1692	4	515	-	-	13
2012	9	1581	6	528	12	730	27
2013	4	536	-	-	65	4878	69
2014	4	560	2	194	18	1319	24
2015	23	2540	1	91	-	-	24
2016	48	4623	2	165	7	519	57
2017	60	6438	4	347	-	-	64
2018 (avril)	19	2029	12	1261	-	-	31
Total	205	24 144	37	3501m²	123	8297 m²	

Nombre de logements autorisés sur la commune depuis 2008 (source Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire)

Rappel de définition : Un logement individuel est une construction qui ne comprend qu'un seul logement (autrement dit, une maison) ; Les logements individuels groupés ont fait l'objet d'un permis de construire relatif à la construction de plusieurs logements individuels (par exemple, un lotissement), ou à la construction de logements individuels associés à des logements collectifs ou des locaux non résidentiels ; un logement collectif est un logement faisant partie d'un bâtiment d'au moins deux logements dont certains ne disposent pas d'un accès privatif.

Depuis avril 2018, l'actualisation du nombre total de logements construits ou en cours de construction sur la commune donne les chiffres suivants :

2018	2019	2020	2021
44 (31 jusqu'en avril et 13 entre avril et décembre)	25	23	54 (dont 41 logements prévus par le projet du « Pont Romain »)

Il convient de noter que la part des logements individuels (individuels purs + groupés) sur l'ensemble de la période 2007-2018 reste prédominante avec 66% des demandes de PC. La recrudescence des PC individuels débute en 2015 alimentée notamment par la ZAC des Hauts de Saint-Laze.

La taille moyenne pour les logements individuels purs s'élève à 117m² de surface de plancher.

La taille moyenne pour les logements groupés s'élève à 94m² de surface de plancher.

La taille moyenne pour les logements collectifs s'élève à 67m² de surface de plancher.

NOMBRE DE CONSTRUCTIONS PAR ZONE & SURFACE CONSOMMEE POUR LA PERIODE 2008-2016

	2008-2011			2012-2016		
Zone	Superficie unité foncière en m²	nbre logements construits ou extensions	Surface moyenne en m² des terrains construits	Superficie unité foncière en m²	nbre logements construits ou extensions	Surface moyenne en m² des terrains construits
IIAUa2				7345	65	7345
IIAUb				16351	60	273
N						
SU	9832	28	351	2707	5	541
UB	1384	2	692	6214	19	327
UC	11245	11	1022	6084	6	1014
Uca				419	10	42
Ucb	9377	1	9377			
UD	2563	2	1282	4445	3	1482
Uda	4789	3	1596	5928	5	1186
Udb	43437	8	5430	10862	7	1552
Udc	1925	1	1925	1536	1	1536
UE	56350	4	14088	25738	5	5148
Uza	45880	18	2549	39588	16	2474
Uzb	2138	1	2138	1630	1	1630
Uzc	1646	1	1646			
TOTAL	190 566	80	2 382	128 847	203	635

Source : service urbanisme mairie de Sommières

Sur la période totale 2008-2016 c'est près de 32ha qui ont été consommés pour la production de 283 logements soit **8,8 logements/hectare**. Pour aller plus loin, seulement 2,3 ha dédiés aux logements dans la ZAC des Hauts de Saint-Laze pour 125 logements soit environ **55 logements à l'hectare**.

Il y a donc eu environ 30 hectares de consommé pour seulement 158 logements construits soit **5 logements par hectare**. La majorité de cette consommation foncière provient de permis de construire isolés sur des secteurs ne pouvant pas accueillir un développement urbain dense faute d'assainissement collectif, comme le secteur des Mauvalats, ou faute d'un réseau viaire qui ne peut supporter une intensification de l'urbanisation comme sur le secteur UD.

Il apparaît donc nécessaire de continuer à contrôler les divisions foncières sur les parcelles qui ne permettent pas de réaliser des opérations d'ensemble d'envergure et qui se trouvent dans le tissu urbain déjà constitué et de continuer à maîtriser les extensions urbaines par des opérations d'initiatives publiques ou par des opérations négociées en partenariat avec des opérateurs privés.

Les prix de l'immobilier :

Les prix du marché immobilier des maisons individuelles se maintiennent, sur le territoire du Sud du Gard, à des niveaux plutôt élevés, autour de 2 000 euros le m², quel que soit le type de produit, maison de ville ou maison avec jardin. Ainsi, en 2013, le prix moyen au m² s'élève à 1 932 euros pour une maison de ville, soit 2,5% de moins que la moyenne de l'Uzège – Pont du Gard et près de 26% de plus que la moyenne du Pays des Cévennes. Pour une maison avec jardin, le prix moyen au m² atteint près de 2 279 euros au m², soit 9% de moins que la moyenne de l'Uzège – Pont du Gard mais 18% de plus que la moyenne du Pays des Cévennes.

Des disparités importantes sont à noter entre les différentes typologies de territoire du Sud du Gard. Sur la période récente 2010/2013, les prix les plus élevés se rencontrent sur : - la ville de Nîmes avec 2 530 euros par m² en moyenne pour une maison avec jardin et 2 076 euros par m² en moyenne pour une maison de ville, - les communes du littoral, Aigues-Mortes et le Grau-du-Roi, où une maison avec jardin s'échange à 3 076 euros le m² et une maison de ville à 3 206 euros le m² en moyenne. Les communes périurbaines présentent globalement des prix moyens au m² en deçà (-4%) de la moyenne des prix observée à l'échelle du SCoT du Sud du Gard : c'est le cas notamment des communes de Leins Gardonnenque (1932 euros/m² pour une maison avec jardin contre 2338 euros/m² à l'échelle du SCoT). Toutefois, les communes périurbaines de Rhôny Vistre Vidourle et du Pays de Sommières, situées entre Nîmes et Montpellier, connaissent des prix du marché immobilier très semblables à la moyenne du Sud du Gard : par exemple, 2 333 euros /m² en moyenne pour une maison avec jardin dans la communauté de communes de Rhôny Vistre Vidourle entre 2010 et 2013.

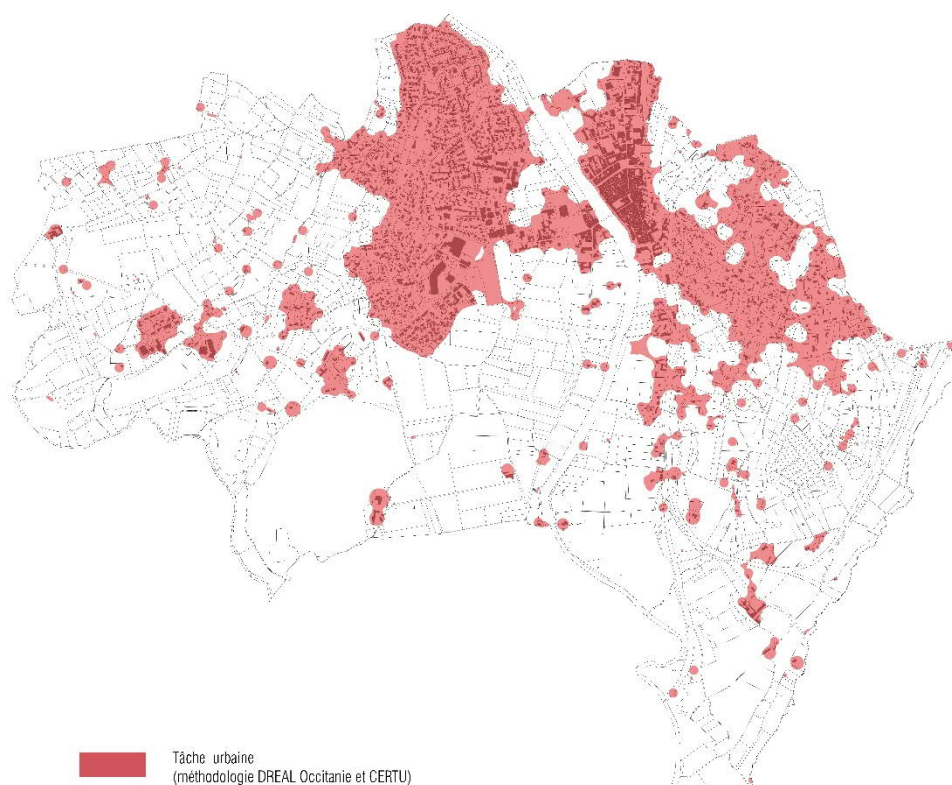
Sur la commune de Sommières les prix moyens observés sont les suivants :

- prix moyen au m² d'un appartement : 1650 euros (prix observés entre 910 euros et 2085 euros)
- prix moyen au m² d'une maison individuelle : 2190 euros (prix observés entre 1220 euros et 2790 euros)

La commercialisation des terrains à bâtir sur la ZAC saint-Laze a permis d'observer un prix moyen au m² de l'ordre de 280euros/m² à 300euros/m².

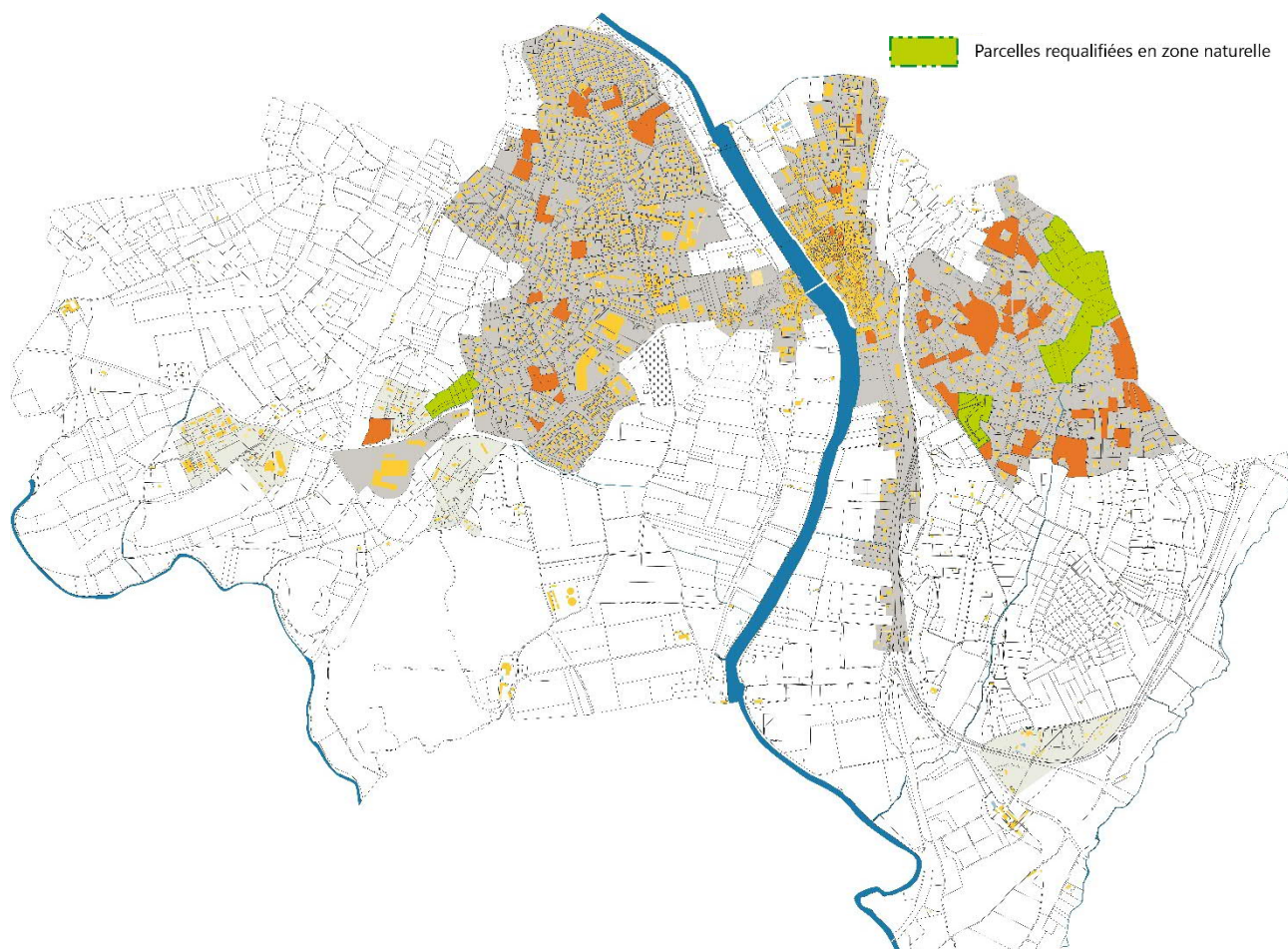
1.2.2.4 ANALYSE DES CAPACITÉS DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BÂTIS

Un recensement des parcelles a été effectué sur la base de la tache urbaine principale et secondaire, sur le fondement du document graphique du SCoT et sur les cartes d'analyses de la tache urbaine selon les méthodologies de la DREAL Occitanie et du CERTU. Les développements récents de la ZAC des Hauts de Saint Laze et le projet d'extension urbaine du secteur Massanas-la Crouzade (réalisation du lycée de l'ouest nimois) ont été intégrés dans l'analyse. Suite au croisement des différentes méthodes, il résulte une tache urbaine représentée sur le plan ci-après. Celle-ci totalise environ **215 Ha**.



Il a été ensuite procédé à une application sur le parcellaire communal afin de constater le potentiel foncier disponible situé au sein de cette tache urbaine.

Pour cette analyse, trois secteurs urbanisables au titre du précédent PLU qui ont été déclassés et passés en zone naturelle, n'ont pas été pris en compte comme indiqué sur le plan ci-après.



Le recensement du foncier potentiellement constructible à l'intérieur de la tache urbaine, réalisé sur la base du plan cadastral de la commune, figure sur le plan ci-dessus. Ce foncier totalise environ 20,08 Ha.

Ce recensement théorique a ensuite été soumis aux critères d'accessibilité, d'inondabilité et de vulnérabilité au regard des aléas feux de forêts.

L'accessibilité :

De nombreuses parcelles recensées sont actuellement desservies par des voies très étroites, sans trottoirs, ne permettant pas aux véhicules de sécurité, en particulier aux camions de pompiers, de circuler.

C'est le cas des secteurs de la Croix des Malades, Escouta Poul ou des Mauvalats comme le détaille le chapitre 1.2.5.4 plus loin.

Les parcelles initialement recensées, desservies uniquement par ces voies non adaptées à la circulation publique, n'ont pas été comptabilisées.

Les risques d'inondation :

Les parcelles potentiellement urbanisables mais situées en zone d'aléa fort ont été exclues.

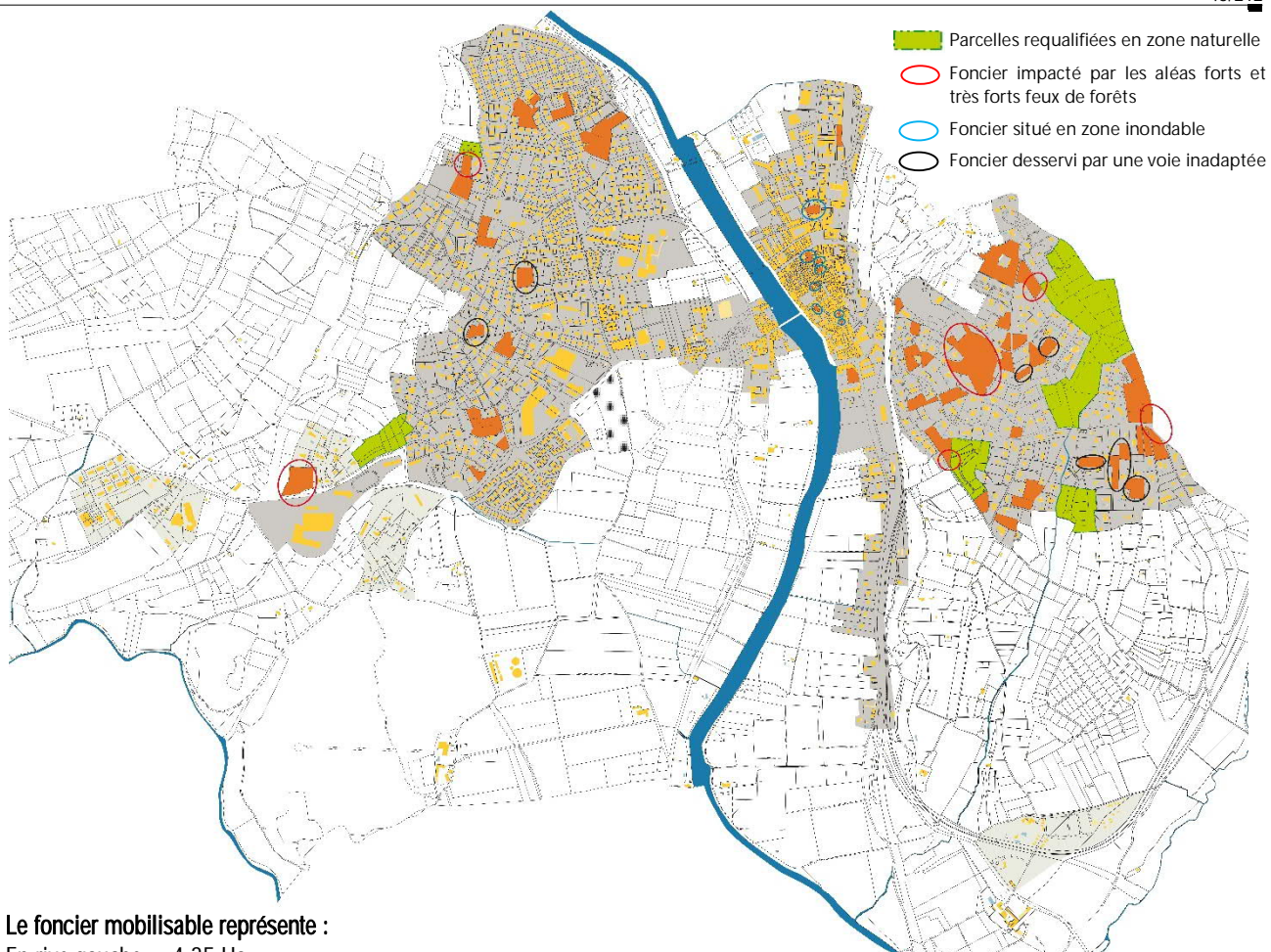
Elles sont situées principalement dans le centre-ville.

Vulnérabilité au regard des aléas feux de forêts :

Elle concerne particulièrement les secteurs de la Croix des Malades, des Mauvalats et de la Cruzade, sur lesquels existent d'importants boisements.

Le foncier situé en zone d'aléas forts à très forts n'a pas été comptabilisé.

La carte ci-après détaille le foncier impacté par les contraintes détaillées ci-dessus.



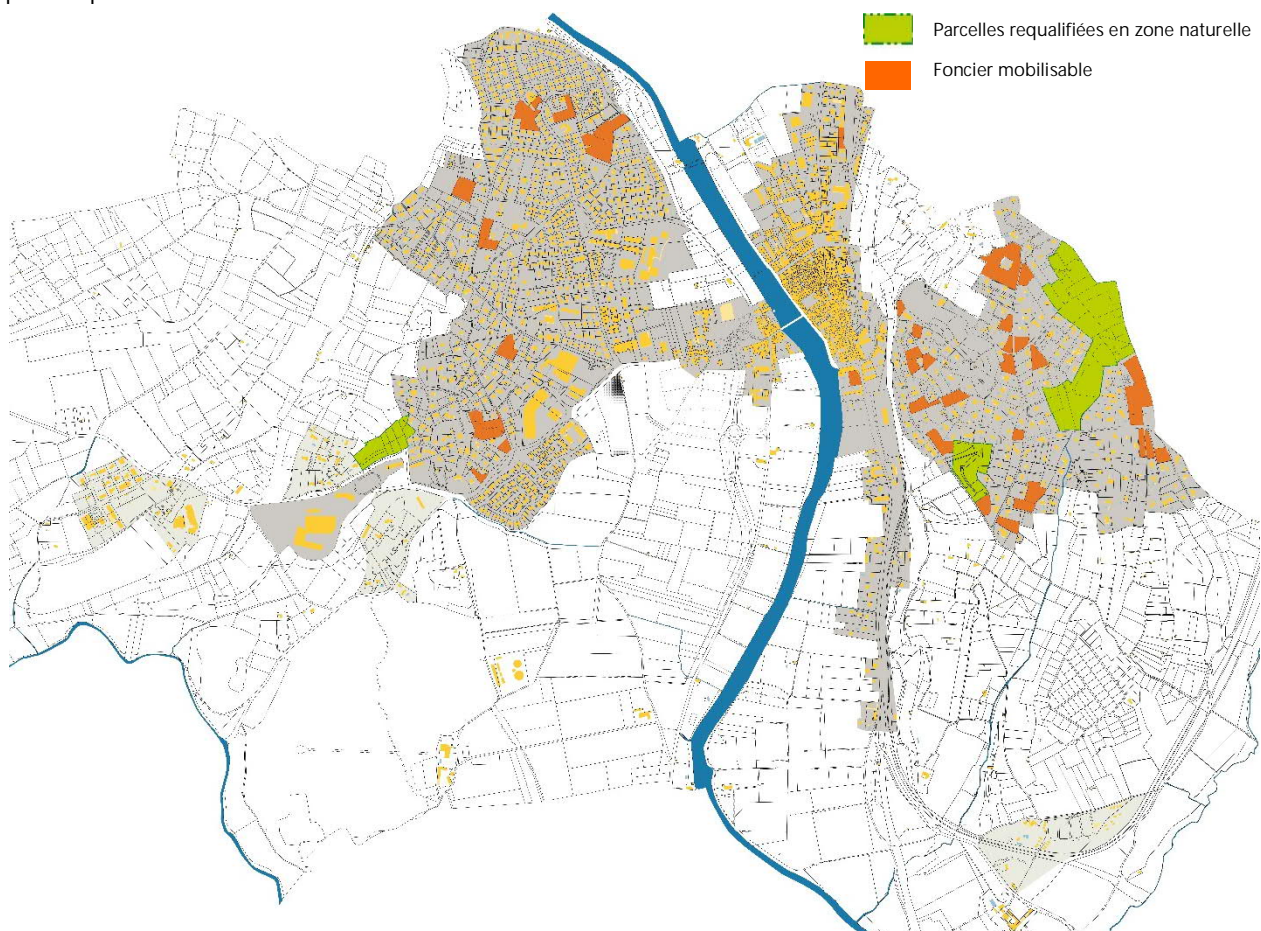
Le foncier mobilisable représente :

En rive gauche : 4,35 Ha

En rive droite : 7,65 Ha

La surface totale de foncier mobilisable est de 12 Ha.

Le foncier mobilisable qui résulte de cette analyse des capacités de densification et mutation des espaces urbanisés est délimité sur le plan ci-après.



1.2.2.5 RECONQUÉRIR LES LOGEMENTS VACANTS

La collectivité souhaite donner les moyens notamment à son centre ancien de maintenir son attractivité résidentielle en lien avec sa fonction commerciale et de services. Dans cet espace dominé par l'habitat, coexistent des activités, des commerces, services et équipements de différentes natures. Le cœur de Sommières doit rester le support de renouvellement urbain et de réorganisation urbaine en même temps qu'un espace dédié à la vie locale.

Il s'agit ici de favoriser des politiques publiques de restauration des logements vacants. A travers cette action, la collectivité souhaite favoriser la mixité d'habitat au sein du centre ancien et favoriser l'installation d'une population permettant d'assurer le renouvellement des classes d'âges.

Cet objectif se veut également économique. Il participe au maintien des activités et des équipements existants tout en envisageant de les renforcer à terme si besoin.

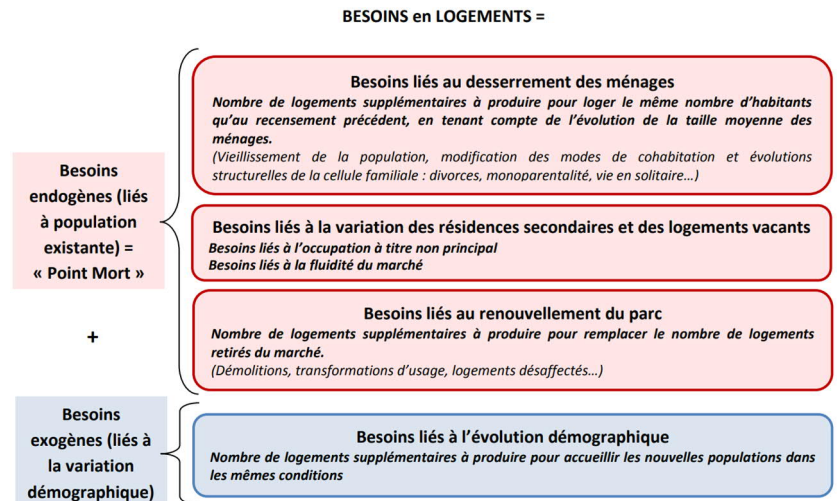
La commune vise une mobilisation d'environ 50 logements vacants sur la période du PLU.

1.2.2.6 PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION : CALCUL PROSPECTIF DES BESOINS EN LOGEMENTS

Calcul du point mort et de l'effet démographique :

Le point mort est le seuil minimal de logements à réaliser pour maintenir le niveau démographique communal sur une période donnée.

Il s'agit donc, dans cette première phase, de connaître les besoins en termes de logements pour ne pas perdre de population. En effet, si les effectifs de population ne variaient pas, les changements de modes de vie et l'évolution du parc de logements entraîneraient une nécessité plus ou moins grande de construire de nouvelles habitations.



Les critères d'analyse :

Pour pouvoir obtenir le point mort, il est nécessaire de tenir compte de trois critères :

- *le renouvellement du parc* : ce concept prend en considération l'évolution des constructions, aussi bien sous l'angle de leur état (destruction, insalubrité...) que sous celui de leur vocation (changement de destination des bâtiments). Ainsi, si un ancien commerce demeure vacant et qu'il est transformé en résidence principale, il contribuera à faire baisser les besoins en termes de logement puisqu'il permettra d'accueillir un ménage. Le renouvellement du parc a donc une influence sur les besoins en termes de logement.
- *la variation des résidences secondaires et des logements vacants* : ce critère consiste à analyser l'augmentation ou la diminution de ce type de logements et leur influence sur les besoins. En effet, si un logement vacant devient résidence principale, il contribuera à faire baisser le besoin en logement.
- *le desserrement de la population* : ce concept consiste à considérer qu'une variation du taux d'occupation des résidences principales entraîne une évolution des besoins en logement. En effet, les modes de vies évoluant (divorces, départs des jeunes du foyer familial...), le nombre de personnes par logement change. Si on considère que l'effectif de la population reste stable, l'évolution du taux d'occupation entraîne une augmentation ou une diminution du besoin en logement. Par exemple, la décohabitation d'une population donnée tend à créer un besoin en logements.

La méthode de calcul :

Les calculs sont systématiquement basés sur deux temps (T0 et T1) pour pouvoir analyser une évolution. Ils sont calculés ici **sur la base des recensements INSEE de 1999, 2010, 2015 et 2019.**

- (A) *Le renouvellement* : Il s'agit d'ajouter au parc total de logements existants au moment T0 le nombre de nouvelles constructions (nombre de permis de construire à usage d'habitation). On obtient ainsi le parc total théorique de logements existants au moment T1. Le nombre de logements réels au moment T1 devrait donc correspondre à ce calcul. Or on peut constater qu'au moment T1, les valeurs du parc total théorique et du parc total réel sont différentes. Une simple soustraction du parc total réel au parc total théorique permet donc d'obtenir la valeur des logements renouvelés. Cependant, il ne faut pas oublier que le calcul détermine un besoin : les valeurs positives ou négatives expriment donc une augmentation ou une diminution du besoin en logements engendré par le renouvellement.
- (B) *la variation* : Ici, la simple addition entre les évolutions des variations des résidences secondaires et des logements vacants permet d'exprimer le besoin en logements engendré. Toutefois, il est important de comprendre qu'un changement de statut d'un de ces deux types de logements sera considéré au bénéfice des résidences principales. Même si d'autres cas de figure sont possibles, celui-ci reste le plus fréquent et sera donc privilégié.
- (C) *le desserrement* : En divisant la population des résidences principales de T0 par le taux d'occupation à T0 on obtiendrait en toute logique le nombre de ménages en résidences principales à T0. Mais en remplaçant dans cette formule le taux d'occupation à T0 par celui à T1, on obtient, pour une population stable, le nombre de résidences principales total théorique nécessaire à T1. En soustrayant le nombre de résidences principales à T0 à la valeur obtenue précédemment, on obtient le besoin en résidences principales créé.

Le point mort :

La notion de point mort sert à estimer combien il faut construire de logements pour qu'une commune maintienne sa population stable. Cette construction de logements permet :

- de compenser la diminution de la taille des ménages, si la taille moyenne des ménages ou le taux d'occupation des résidences principales diminue, il faut davantage de résidences principales pour loger le même nombre d'habitants ;
- de renouveler le parc de logements : logements détruits, insalubres, ayant changé d'usage,
- d'assurer la fluidité du marché : compenser éventuellement l'augmentation de la vacance ou du nombre de résidences secondaires.

Le cumul de ces besoins endogènes est appelé « point mort ». Il correspond donc au nombre de logements qu'il est nécessaire de construire pour maintenir la population existante.

Le « point mort » permet d'identifier les mouvements démographiques d'un territoire sur une période. En effet, l'écart entre les besoins endogènes et la construction neuve effective (le nombre de logements produits) détermine les dynamiques démographiques observées sur la période de référence. Trois types d'interprétations sont possibles :

- la stabilité démographique : la construction de logements est égale au « point mort » ;
- l'accroissement démographique : le nombre de logements neufs construits est supérieur au point mort ;
- La recul démographique : le nombre de logements neufs construits est inférieur au « point mort », d'où une baisse de la population.

Utilisée de manière prospective, cette notion permet d'évaluer les besoins globaux en logements à partir d'un certain nombre d'hypothèses d'évolutions structurelles. L'évaluation des besoins en logements repose donc sur des hypothèses fondées sur les caractéristiques des territoires et les évolutions tendanciennes. Elle s'appuie sur la méthode du « point mort » basée sur les projections démographiques, sur la prise en compte du renouvellement du parc ainsi que sa nécessaire fluidité.

- L'évolution de la taille moyenne des ménages évolue depuis plusieurs décennies. On assiste à une diminution de la taille moyenne des ménages (le nombre de ménages croît plus vite que la population). L'évolution des modes traditionnels de cohabitation (familles monoparentales, recomposées...) et le vieillissement de la population sont les deux éléments qui influent sur l'évolution du nombre de personnes par ménage. Ce facteur est donc à prendre en compte dans l'estimation des besoins en logements. L'évolution de la taille moyenne des ménages repose, le plus souvent, sur une projection tendancielle linéaire.
- L'évolution du nombre de résidences secondaires et de logements vacants. Elle est liée au contexte économique, à l'attractivité touristique mais également au degré de tension sur le marché de l'immobilier. Bien souvent, elle s'appuie sur des hypothèses qui s'inscrivent dans la poursuite des tendances récentes et à la nécessaire fluidité du marché.
- Le renouvellement du parc. Les besoins liés au renouvellement s'appuient sur le constat que, chaque année, des logements des parcs privé et locatif social disparaissent. Les opérations affectant les logements existants (réhabilitation, démolition, transformation de l'usage...) doivent donc être pris en compte.
- La croissance démographique. A travers les projets de territoire (Charte de développement et d'aménagement...) ou encore les documents d'urbanisme (Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Local d'Urbanisme...), figurent des objectifs démographiques qui génèrent un besoin quantitatif en logement. Cependant, le potentiel d'évolution démographique dépend de la structure de la population en place mais aussi de la conjoncture économique et de la capacité d'accueil du territoire. C'est pourquoi, les objectifs démographiques doivent être ambitieux mais réalistes pour tenir compte du potentiel du territoire.

	1999	2010	2015	2019	Evolution 2010-2015	Evolution 2015-2019	Variation annuelle moyenne 2010-2015	Variation annuelle moyenne 2015-2019
Taux d'occupation résid. princ. (Nbre de personnes par ménage)	2,4	2,3	2,2	2,1	-0,1	- 0,1	-0,02	0,005
Population des résid. principales	3 677	4479	4753	5050	+ 274	+ 297	+ 54,8	+ 74,25
Nombre de résid. principales	1519	1942	2126	2203	+ 184	+ 77	+ 36,8	+ 19,25
Nombre de résid. secondaires	109	186	205	212	+ 19	+ 7	+ 3,8	+ 1,75
Nombre de logements vacants	181	241	245	253	+ 4	+ 8	+ 0,8	+ 2
Parc Total de logements	1809	2369	2577	2767	+ 208	+ 190	+ 41,6	+ 47,5

Les données statistiques sont issues de l'INSEE.

Bilan :

- un taux d'occupation des résidences principales en baisse depuis 1999.
- une population des résidences principales en baisse sur la période 2010-2015 par rapport à celle de 1999 – 2010. Pour la période 2015-2019, la variation annuelle moyenne rattrape et dépasse même légèrement celle de la période précédente.
- un nombre de résidences principales en forte augmentation sur la période 1999-2010 (+ 27,8% en 11 ans, soit plus de 38 logements par an en moyenne) mais une stagnation entre 2010-2015 (+ 9,4% en 5 ans, soit 36,8 logements par an en moyenne) et une baisse notable entre 2015 et 2019 avec une moyenne de 19,25 logements/an.
- le nombre de résidences secondaires qui a presque doublé entre 1999 et 2015 passant de 109 à 205 soit 6 par an en moyenne sur la période. Ce nombre a fortement baissé sur la période 2015-2019.
- un nombre de logements vacants en hausse constante depuis 1999, mais qui représente un faible pourcentage du nombre total de logements.
- le nombre de personnes par ménage est en baisse constante, passant de 2,4 en 1999 à 2,1 en 2019.

Synthèse des besoins engendrés entre 2010 et 2019 :

- un renouvellement qui a contribué à faire baisser la demande de logements de 51 logements environ.
- une variation de la vacance et des résidences secondaires de 38 logements.
- un desserrement lié à la baisse du taux d'occupation qui génère un besoin d'une centaine de logements.
- au final, le maintien théorique de l'effectif de population actuel (point mort) nécessite la création d'environ 70 logements sur la période.

Projection du point mort sur la période 2015-2030 :

Le point mort est le seuil minimal de logements à réaliser pour maintenir le niveau démographique communal. Sa projection permet d'avoir une estimation de l'impact du renouvellement, de la variation et du desserrement sur le parc de logements futur.

1 - La méthode

Pour le calcul du renouvellement, on applique la même part qui avait été observée sur la période 2010-2015 à la période 2015-2030 diminué du taux d'évolution constaté entre la période 1999-2010 et 2010-2015, soit dans le cas d'espèce une baisse de 60% (soit $10,2 \times 0,6 \times 15 = 92$). Le desserrement prend en compte le phénomène de décohabitation qui est fonction des taux d'occupation qui sont retenus pour la période 2015-2030 (la formule de calcul reste inchangée). Seule la variation n'entre pas en compte dans la projection. En effet, la variation prend en compte l'évolution des résidences secondaires et des logements vacants.

- Pour les résidences secondaires, il est difficile d'évaluer quelle va être l'évolution de cette donnée sur cette période. Cette évolution peut fortement varier en fonction du contexte économique mais également du contexte culturel (tourisme vert...).

- Pour les logements vacants, les politiques d'aménagement visent aujourd'hui à une meilleure gestion de la consommation d'espace : lutter contre l'étalement urbain, préserver la biodiversité et les espaces agricoles en repensant l'urbanisation.... L'objectif est donc de réduire le parc de logements vacants par la réhabilitation avant de développer de trop vastes zones d'urbanisation future.

C'est pour ces raisons que la variation n'est pas intégrée dans les calculs de la projection du point mort à l'horizon 2030. On peut également noter que deux propositions sont réalisées.

La proposition 1 avec un taux d'occupation en baisse similaire, et la 2 avec un taux d'occupation en forte baisse. En effet, il est difficile de connaître l'évolution de cette donnée bien que la décohabitation soit structurelle depuis plusieurs décennies. Les deux propositions permettent donc d'appréhender son évolution.

2 - Le calcul

	2010-2015	2015-2030		
		Scénario 1 Taux d'occupation stable	Scénario 2 Taux d'occupation en baisse	Scénario 3 Taux d'occupation en forte baisse
Taux d'occupation	2,2	2,1	2	1,9
Renouvellement	-51	-92	-92	-92
Variation	23	0	0	0
Desserrement	94	137	250	375
Total des besoins pour le maintien de la population	66	45	158	283

Projections :

Il est important de rappeler que la démarche aboutit à des projections de population et en aucun cas des prévisions. Les prévisions en matière d'urbanisme étant impossibles compte tenu d'une multitude de paramètres dépendant eux-mêmes d'autres facteurs (économiques, climatiques, culturel, etc...).

- Le renouvellement devrait créer un excédent d'environ 92 logements sur la période 2015 - 2030

- De façon logique le besoin en logement augmente quand le taux d'occupation diminue. Ici une diminution du taux d'occupation des résidences principales passant à 2 ou 1,9 personnes par ménages sur la période 2015-2030 va provoquer un écart en termes de besoin respectivement de 158 ou 283 logements.

Au total le scénario 1 nécessite une production de 45 logements pour le maintien de la population à l'horizon 2030, c'est-à-dire que le mécanisme du renouvellement couvre presque tous les besoins de logements pour maintenir la population.

Au total le scénario 2 engendre un besoin de 158 logements pour le maintien de la population à l'horizon 2030, soit environ 10,5 logements par an en moyenne.

Enfin le scénario 3 envisageant une nette accélération du desserrement des ménages nécessiterait la production de 283 logements pour le maintien de la population, soit 18,8 logements par an.

Conclusion sur les besoins de logements :

Compte tenu des résultats le scénario 2 est retenu car il paraît le plus plausible en termes de desserrement des ménages si l'on se réfère aux données INSEE de ces dernières années. Le nombre de logements retenu pour satisfaire le point mort démographique de la commune à l'horizon 2030 est donc estimé à 158 logements sur la période 2015 -2030 soit 10,5 logements par an.

A ce jour la commune a autorisé la construction de 176 logements depuis 2015 dont 150 logements individuels et 19 logements individuels groupés. Cette production correspond notamment à la mise en œuvre de la 2^{ème} phase de la ZAC Saint-Laze qui comportait une partie importante de terrains à bâtir. Il y aurait donc un résiduel de 18 logements à effet démographique soit environ 40 nouveaux habitants sur la commune.

1.2.2.7 BILAN SUR LES CAPACITÉS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS À L'HORIZON 2030

Pour rappel les objectifs du PLU précédent étaient d'atteindre 5600 habitants en 2015 et 6000 habitants à terme. En 2018, la population est, selon le recensement INSEE, de 4972 habitants.

Le présent PLU prévoit d'atteindre un objectif de 5 700 habitants à l'horizon 2030.

Compte tenu du rythme de la croissance démographique et des possibilités d'extensions urbaines, de comblement des dents creuses et de résorption des logements vacants de l'ordre de 20% d'ici 2030, la commune serait en capacité de produire environ 500 logements d'ici 2030.

Au final, seul le secteur Massanas est susceptible d'accueillir une forme de densité d'environ 35 logements à l'hectare en fonction du périmètre retenu, des contraintes environnementales et hydrauliques. Toutefois, la faisabilité de l'opération avec ce niveau de densité devra être démontrée en fonction des capacités du marché immobilier à absorber une telle densité sur la commune.

Cette capacité de production est suffisante pour atteindre, d'ici 2030, les objectifs de maîtrise de la croissance démographique, soit un rythme de production d'environ 50 à 60 logements par an. Cette production de logements sera étroitement liée à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement sur le secteur Massanas qui concentrera la majeure partie de la production de logements pour la prochaine décennie.

Toutefois, compte tenu des spécificités de l'urbanisation communale, les prescriptions du SCoT Sud Gard qui prévoient une part de 50 % de logements devant être réalisée dans l'enveloppe urbaine ne peut pas être atteinte. En effet :

- Exception faite du cœur historique et de quelques extensions récentes, les quartiers pavillonnaires existants (Le Puech, les Mauvalats en particulier) ont une morphologie difficilement compatible avec une forte densification.
En effet, la trame viaire de ces quartiers, composée de chemins et de rues très étroites, ne permettant ni la circulation aisée des véhicules motorisés ni des véhicules de sécurité ni celle des mobilités actives (piétons et cyclistes) qui peuvent être particulièrement dangereuses, rend difficilement envisageable leur densification.
- Enfin, certains de ces quartiers ne disposent pas d'assainissement collectif des eaux usées.
- Concernant le centre historique, les contraintes d'inondabilité limite fortement sa densification.

Compte tenu des caractéristiques urbaines de Sommières, la production de logements à l'horizon 2030 serait répartie comme suit :

- Potentiel foncier disponible dans l'enveloppe urbaine existante : 150 logements environ
- Logements vacants à reconquérir : 50 logements environ
- Extension urbaine : 300 logements environ

La répartition entre la part de logements réalisés en renouvellement urbain et ceux en extension est la suivante :

- Pourcentage de logements en renouvellement urbain : 40 %
- Pourcentage de logements en extension urbaine : 60 %

OBJECTIFS CHIFFRÉS DE LA CONSOMMATION FONCIÈRE :

Le foncier potentiellement consommable sur la commune se répartit comme suit :

- Tache urbaine existante : 215 Ha
- Potentiel foncier dans le tissu urbain existant : 12 Ha
- Potentiel foncier dédié à l'habitat en extension : 9 Ha (Secteur Massanas)
- Potentiel foncier destiné à l'activité : 8,20 Ha (Secteur Corata)
- Foncier en extension dédié aux équipements : 12,40 Ha
(principalement pour la construction du lycée)
- Foncier en extension destiné à l'hébergement touristique : 3,10 Ha

Soit une consommation totale s'élevant, à terme, à environ 259,7 Ha contre 283,9 Ha dans le PLU précédent, soit une diminution de 25 Ha environ.

1.2.3 LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET L'EMPLOI

1.2.3.1 LE CONTEXTE : UNE TERRITOIRE ENTRE DEUX AIRES URBAINES DYNAMIQUES

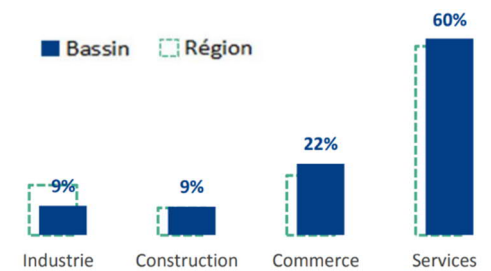
L'aire urbaine de Nîmes :

Le bassin d'emploi de Nîmes est un des plus attractifs d'Occitanie. Entre 2009 et 2014, la population a augmenté de 17 300 habitants, soit une progression de +1,2% contre +0,9% au niveau national. Le taux de chômage de 12,5%, bien que supérieur au taux régional (11,0%) affiche une baisse régulière depuis le 2ème trimestre 2015. La durée estimée de chômage demeure plus longue qu'en Occitanie (389 jours pour le département contre 365 jours dans la région). Pour la seconde année consécutive, l'emploi salarié du bassin est à la hausse, la progression étant de +1,3% en 2016 (soit 860 postes créés). Les créations d'emplois proviennent essentiellement des activités de services ; ces gains d'emplois compensent les pertes enregistrées dans l'industrie et le commerce. Le nombre de demandeurs d'emploi catégories ABC dans le bassin s'élève à 32 100 à fin août 2017. En parallèle, l'évolution de la demande d'emploi sur le bassin est mieux orientée que celle de la région : +2,6% sur un an (+2,8% pour la région) et +2,6% sur deux ans (+4,8% en région). La situation des jeunes s'améliore de façon plus soutenue qu'en région. Seuls les cadres et les bénéficiaires d'une obligation d'emploi affichent des progressions supérieures aux évolutions régionales. En 2016, le bassin a enregistré 19 400 reprises d'emploi. Sur les douze derniers mois, Pôle emploi a collecté 15 400 offres d'emplois auprès des employeurs du bassin. Ces derniers recherchent le plus souvent du personnel dans les métiers du commerce, des services à la personne et à la collectivité (assistance auprès d'adultes) et de la construction. L'enquête sur les besoins en main d'œuvre pour 2017 révèle que 50% des intentions d'embauche sont liées à une activité saisonnière (contre 51% en région). Les entreprises mentionnent également des difficultés dans leurs projets de recrutement (36% contre 34% en région).

Le bassin de Nîmes compte 8 700 établissements du secteur concurrentiel au 31 décembre 2016 (source ACOSS, champ n'incluant pas l'agriculture). Ces derniers emploient 66 900 salariés, soit 5% des effectifs régionaux. En 2016, l'effectif salarié du bassin de Nîmes progresse de 1,3% sur un an (+ 1,8% pour la région). C'est la seconde année consécutive de hausse de l'emploi salarié sur le bassin (+ 1,7% en 2015). Avec 60% des salariés dans les services (58% en Occitanie), Nîmes est un bassin dans lequel ces activités sont fortement implantées. Les salariés travaillent le plus souvent dans l'hébergement médico-social et social, l'action sociale sans hébergement et les activités de services administratifs de soutien (intérim, nettoyage). Ce secteur progresse de +2,1% sur un an. Le commerce est également bien implanté avec 22% des effectifs salariés contre 18% en région. A l'inverse, la part de l'industrie est plus faible qu'au niveau régional (9% contre 15%). Ce secteur est toutefois en hausse sur un an et voit ses effectifs progresser de 0,8%

Emploi salarié selon le secteur d'activité

En 2016

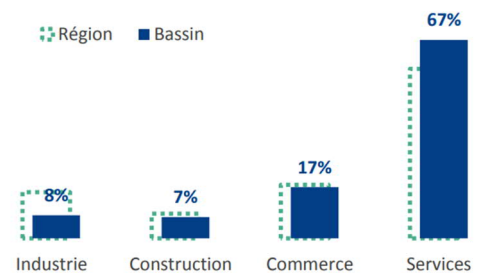


L'aire urbaine de Montpellier :

En 2015, les effectifs salariés du bassin progressent deux fois plus qu'en Occitanie (+2,2% contre +1,1% pour la région). Cependant, ces créations d'emploi dynamiques ne sont pas suffisantes pour compenser la forte attractivité du territoire. De ce fait le taux de chômage demeure supérieur à celui de la région (13,0% contre 11,6% au quatrième trimestre 2016). La durée estimée de chômage est également plus longue qu'en Occitanie (362 jours pour le département contre 345 jours dans la région). Depuis juin 2016, le nombre de demandeurs d'emploi augmente plus rapidement qu'en Occitanie. A fin avril 2017, la hausse de 4,5% sur un an porte le nombre de demandeurs d'emploi sur le territoire à 59 800 inscrits en catégories ABC. Pour autant, le bassin a enregistré 41 600 reprises d'emploi en 2016. Sur les douze derniers mois, Pôle emploi a collecté 38 400 offres d'emplois auprès des employeurs du bassin. Ces derniers recherchent le plus souvent du personnel dans les métiers des services à la personne et à la collectivité (assistance auprès d'enfants et d'adultes) et du tourisme (commerce, l'hôtellerie-restauration). L'enquête sur les besoins en main d'œuvre pour 2017 révèle que 31% des intentions d'embauche sont liées à une activité saisonnière dans le bassin (contre 51% en région). De plus, un tiers des projets de recrutements sont jugés difficiles.

Emploi salarié selon le secteur d'activité

(en 2015)



Evolution emploi salarié sur 1 an

+1,4%	+0,5%	+2,0%	+2,5%
-0,1%	-1,9%	+1,3%	+1,9%

Le bassin de Montpellier compte 18 200 établissements du secteur concurrentiel au 31 décembre 2015 (source ACOSS). Ces derniers emploient 165 600 salariés, soit 13% des effectifs régionaux. En 2015, l'effectif salarié du bassin de Montpellier progresse de 2,2% sur un an (+ 1,1% pour la région). TOP 5 des secteurs d'activité qui recrutent le plus depuis 5 ans Avec 67 % des salariés dans les services (58% en Occitanie), Montpellier est le bassin dans lequel ces activités sont les plus fortement implantées. Les salariés travaillent notamment dans la santé et l'action sociale, les activités de services administratifs et de soutien (intérim, nettoyage, enquêtes et sécurité...) et les activités spécialisées, scientifiques et techniques (recherche-développement, activités juridiques, comptables, ingénierie, architecture...). A contrario, la part de l'industrie est l'une des plus faibles de la région (8% contre 16%).

1.2.3.2 LA POPULATION ACTIVE

En 2018 la commune de Sommières comptait 64,9% d'actifs parmi sa population. 53,3% étaient des actifs ayant un emploi et 11,6% des chômeurs. Les chiffres du chômage sont en régression par rapport à l'année 2010 : le chômage représentait alors 15,1% de la population des 15-64 ans.

L'indicateur de concentration d'emploi de Sommières (rapport entre le nombre d'emplois présents sur la commune et le nombre d'actifs ayant un emploi) de 138,8 est fort (90,5 à l'échelle du département du Gard et 100 pour l'Hérault). Ce chiffre est en augmentation depuis 2010 (130,8) du fait notamment d'une hausse de 201 emplois entre 2010 et 2015. La diminution du taux de chômage entre 2010 et 2015 joue également un rôle dans cette évolution.

Sommières présente donc un équilibre entre habitat et emploi sur son territoire.

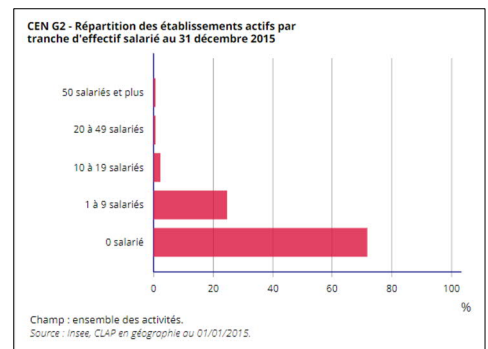
1.2.3.3 LE PARC D'ENTREPRISE.

La majorité des emplois proposés sur le territoire de Sommières sont liés à l'administration publique, à l'enseignement, la santé et l'action sociale (33,5%), et aux commerces, transports et services divers (48,9%). Ces chiffres sont relativement similaires au département du Gard (respectivement 36,2% et 41,3%) et de l'Hérault (respectivement 35,8% et 47,7%). La structure de l'emploi est stable pour la période 2010-2015.

	2015				2010	
	Nombre	%	dont femmes en %	dont salariés en %	Nombre	%
Ensemble	2 088	100,0	51,9	82,6	1 911	100,0
Agriculture	28	1,3	53,3	65,6	36	1,9
Industrie	244	11,7	17,9	89,9	215	11,3
Construction	95	4,6	10,4	67,9	115	6,0
Commerce, transports, services divers	1 021	48,9	50,6	79,3	925	48,4
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	700	33,5	71,4	87,5	619	32,4

La commune de Sommières de par son positionnement géographique et son cadre de vie est relativement dynamique en termes de création d'entreprise. En 2016, 75 entreprises ont été créées dont 54 entreprises individuelles. 38,7% de ces créations se concentrent sur le commerce, le transport, l'hébergement et la restauration. Cela reflète la composition des entreprises sur la commune de Sommières qui ne concentre quasiment que des entreprises individuelles ou de moins de 10 salariés.

	Entreprises créées		Dont entreprises individuelles	
	Nombre	%	Nombre	%
Tous secteurs	75	100,0	54	72,0
Industrie	6	8,0	5	83,3
Construction	3	4,0	3	100,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	29	38,7	13	44,8
Services aux entreprises	16	21,3	13	81,3
Services aux particuliers	21	28,0	20	95,2



Source Insee

L'activité touristique :

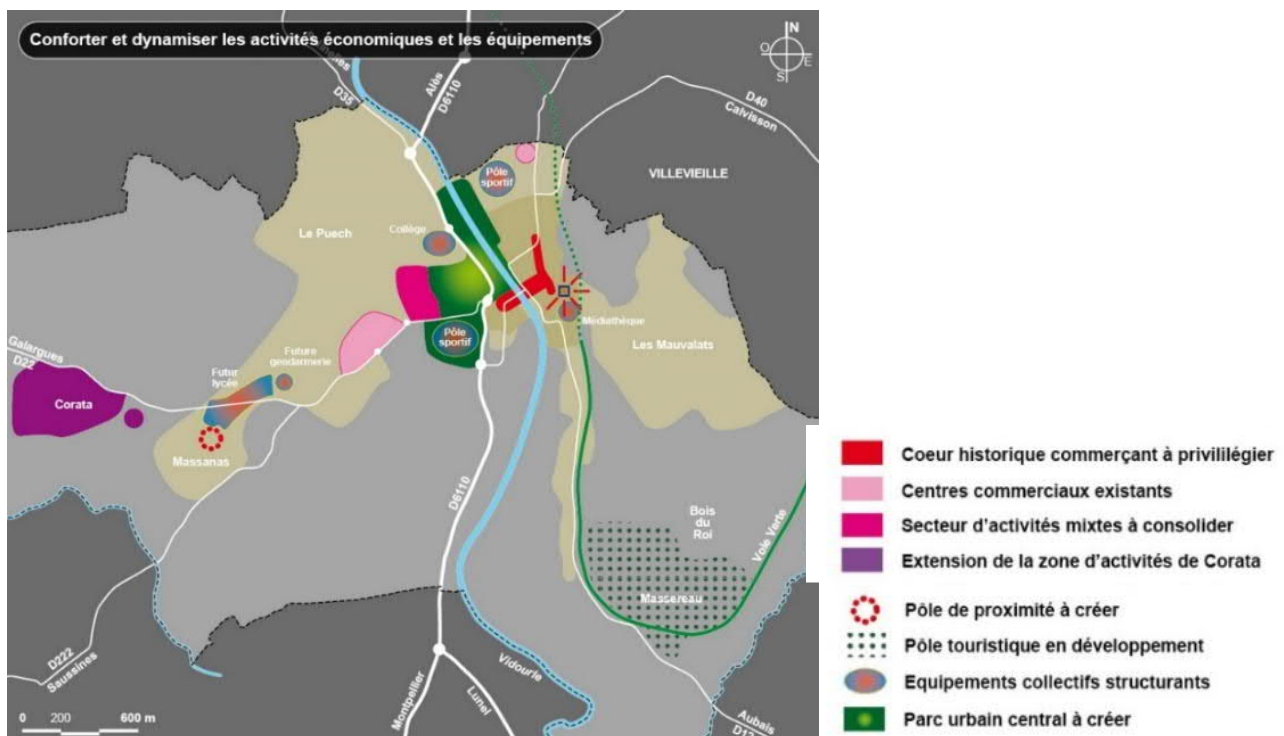
La commune jouit d'une aura particulière et attire de nombreux touristes : son patrimoine historique, la voie verte, la présence du Vidourle sont autant d'atouts qui permettent à la commune d'avoir une activité économique soutenue en période estivale.

Pour autant les capacités d'accueils sont relativement limitées :

- 1 Hôtel de 24 chambres : hôtel Estelou situé dans l'ancienne gare
- 2 campings : - camping municipal le Garanel : 2 étoiles et 60 emplacements
- camping Massereau : 5 étoiles et 199 emplacements

1.2.3.4 LOCALISATION DES ZONES D'EMPLOIS

Les emplois se concentrent notamment le long de l'axe de la RD 22 et en centre-ville.



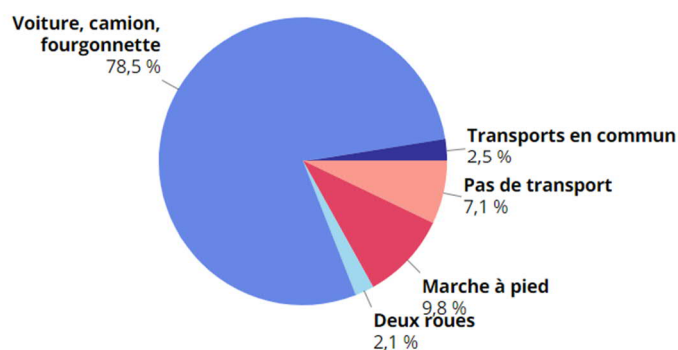
1.2.3.5 LES MIGRATIONS DOMICILE-TRAVAIL

Les migrations pendulaires sont relativement équilibrées et correspondent à la moyenne des départements du Gard et de l'Hérault.

42,7% des actifs ayant un emploi résident sur la commune de Sommières alors que 57,3% travaillent dans une autre commune. Ces données sont à mettre en parallèle avec la part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail.

- 78,5% des déplacements domicile-travail se font en véhicule personnel
- 9,8% se déplacent à pied
- 7,1% n'utilisent pas de transport
- 2,5% utilisent les transports en commun
- enfin seulement 2,1% utilisent les deux roues

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2015

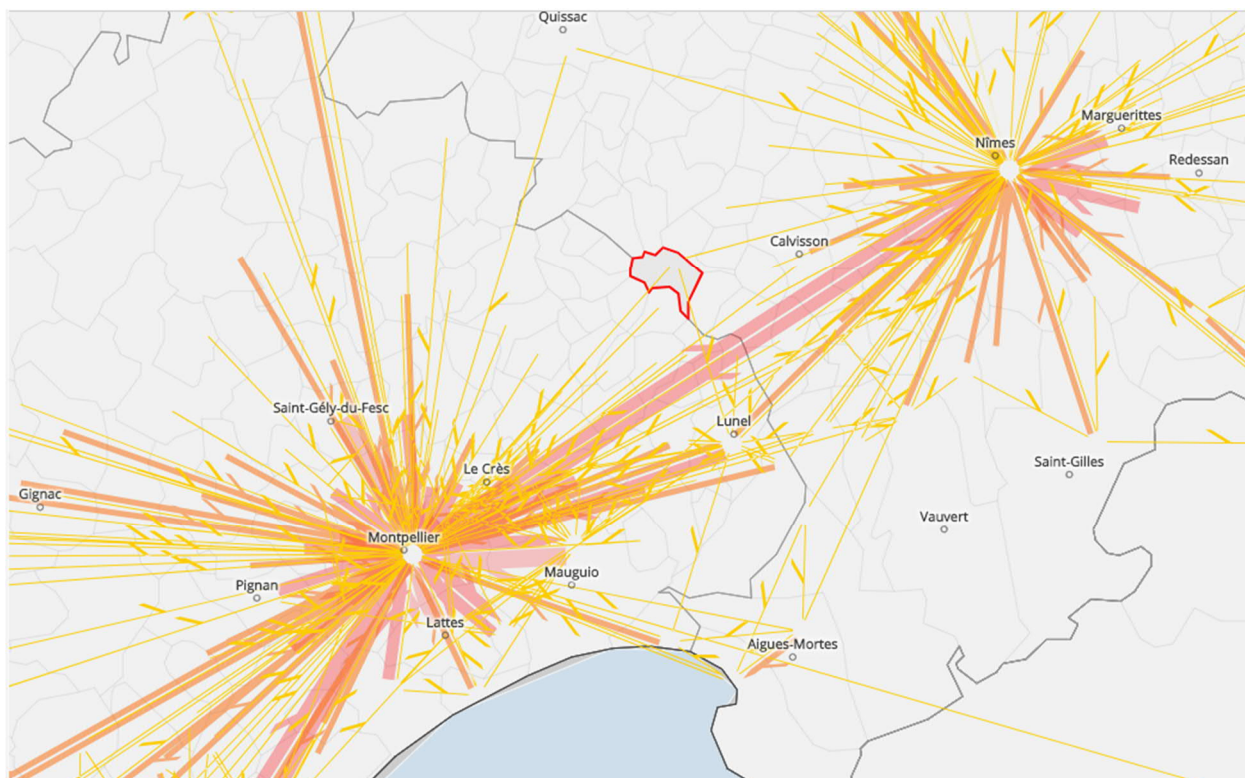


Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.

Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

Commentaires :

- Le véhicule personnel reste le moyen de transport le plus utilisé,
- Les transports en commun ne sont pas en adéquation avec les besoins de la population. En effet hormis les lignes de bus départementales le TC le plus proche est la gare TER de Lunel qui se trouve à 14km soit environ 20minutes en fonction de la circulation. Il est donc plus rentable, en termes de temps passé, de se déplacer en véhicule particulier pour se rendre sur les zones d'emplois des aires urbaines de Montpellier et Nîmes.
- la part de la marche à pied est intéressante dans le sens où elle démontre une certaine capacité de la population à s'adapter au contexte : il est en effet plus pratique d'accéder au centre ancien à pied qu'en voiture.
- A contrario la faible part des 2 roues s'apparente comme un manque d'infrastructure permettant de privilégier ce type de déplacement.

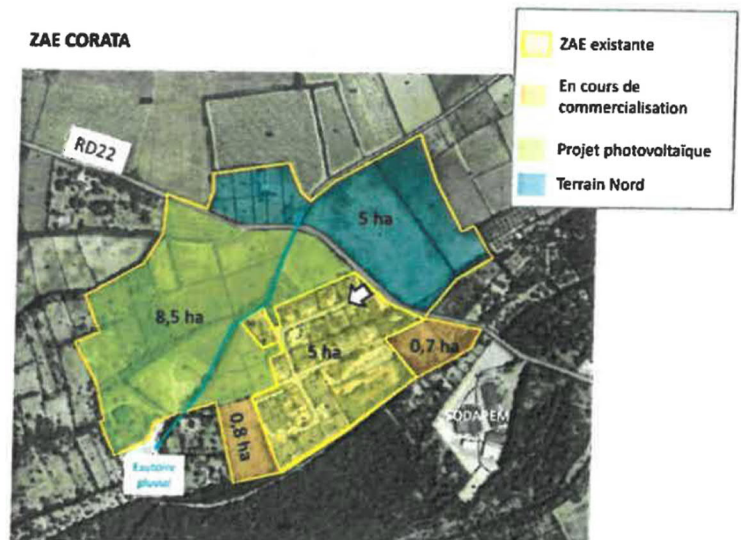


Carte des flux domicile-lieu de travail 2015 (INSEE)

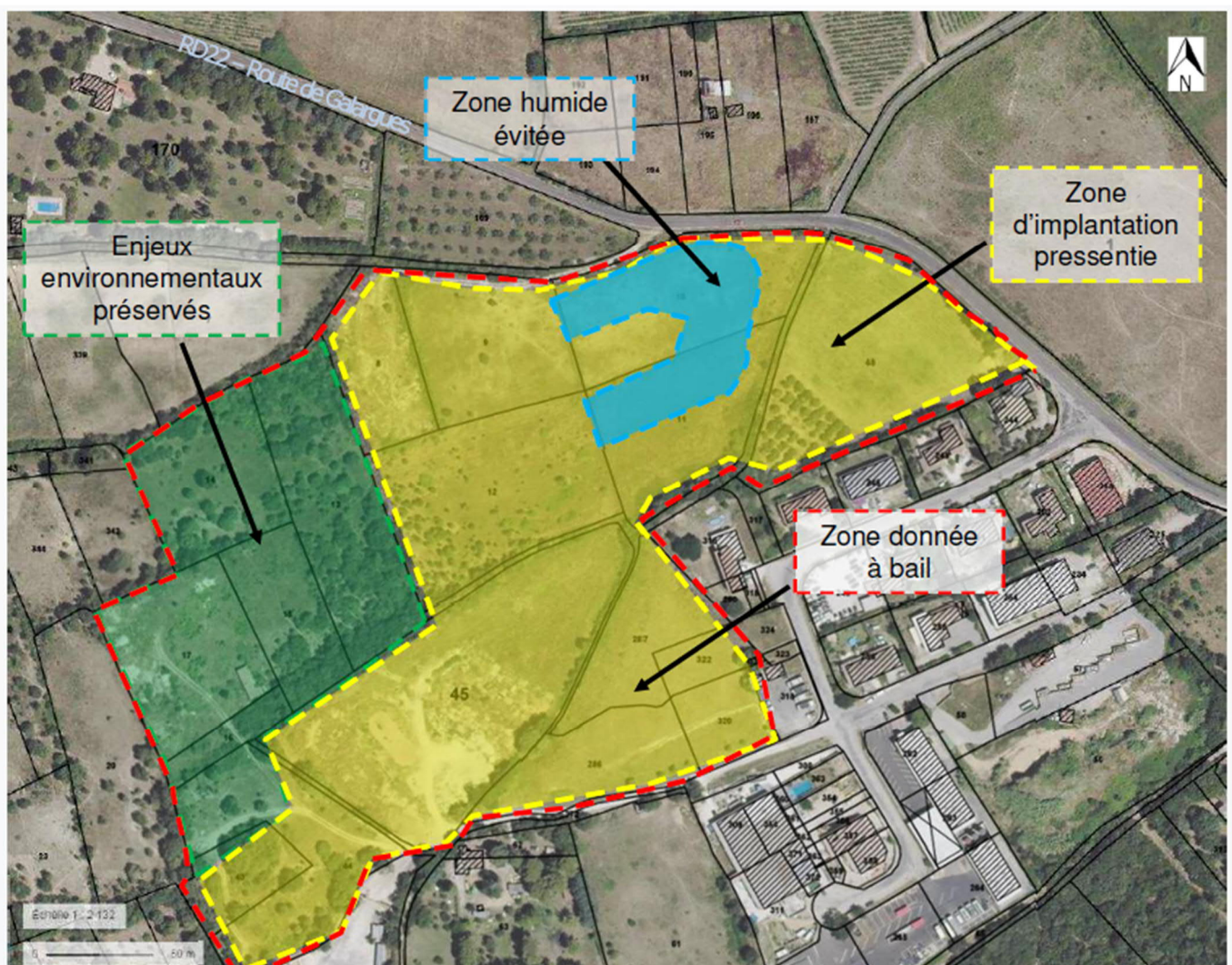
1.2.3.6 LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ

Les projets en cours ou issus de la concertation :

- **la centrale photovoltaïque** : ce projet s'implante à l'ouest du secteur Corata, le conseil communautaire du Pays de Sommières a décidé de supprimer la ZAC de Corata en mars 2016 afin de pouvoir procéder à la cession directe des terrains sans aménagements préalables. La CCPS envisage sur la partie sud-ouest du secteur Corata un projet de centrale photovoltaïque. La commune, qui a déjà engagé ce type de démarche en recouvrant son bâtiment technique en panneaux photovoltaïques, est très favorable à ce type de démarche permettant de profiter de l'énergie solaire comme une alternative dans la production d'électricité. Ce projet permettra de remplir plusieurs objectifs :
 - indépendance énergétique et production d'une énergie « propre »
 - création d'emplois



L'équipement photovoltaïque a fait l'objet d'un **dossier de déclaration de projet**.



Carte extraite de l'étude du porteur de projet de centrale photovoltaïque

- **développement de l'agro-tourisme vert durable** : l'extension du camping Massereau, et développement du domaine Costes-Cirgues

Ces trois projets distincts forment un tout cohérent dans la volonté de la commune de développer les emplois et la dynamique économique dans un secteur qui associe agriculture et développement durable en proposant une offre touristique permettant de découvrir un terroir, des produits régionaux, échanger avec les producteurs, acquérir des connaissances à propos des caractéristiques régionales ou tout simplement baigner dans une atmosphère bucolique.

Le camping Massereau

La commune souhaite permettre un développement du tourisme vert autour du camping Massereau en favorisant des séjours dans un environnement préservé au milieu des chênes, des oliviers et des vignes tout en encourageant des pratiques respectueuses de la nature :

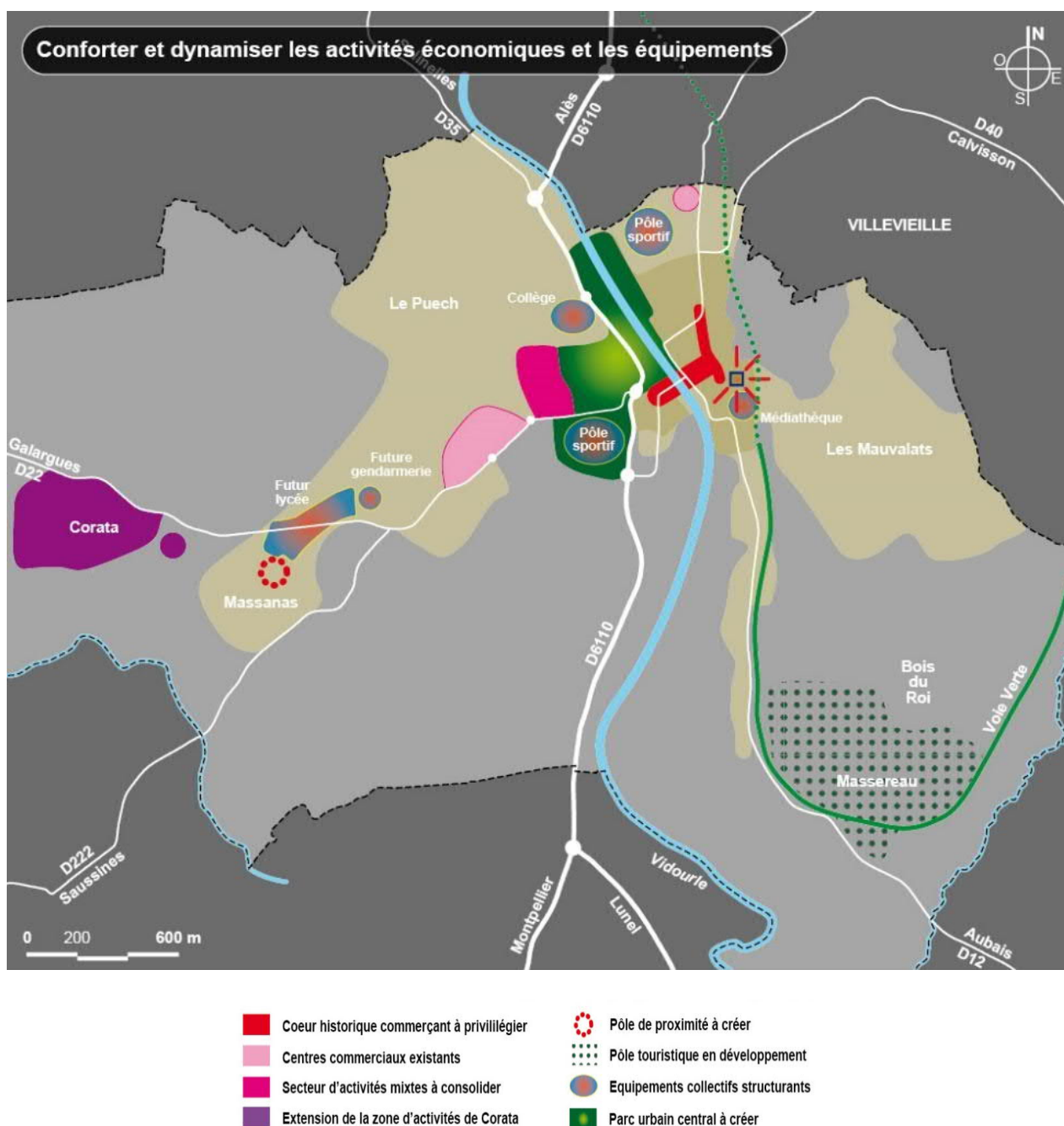
- Gestion des ressources en eau
- Tri des déchets et réduction des volumes
- Gestion des ressources énergétiques
- Achat responsable en privilégiant notamment les produits locaux issus de l'agriculture biologique.

Le Camping Massereau est déjà engagé dans cette démarche en ayant été labélisé « Clef verte », label international pour l'hébergement touristique écologique. L'activité souhaite pouvoir s'étendre sur ses terrains privés au nord du camping existant.

Ce projet fait l'objet d'un zonage adapté.

Le Domaine de Costes-Cirgues

Le développement du domaine de Costes-Cirgues sera lui axé autour de l'activité agricole et notamment l'exploitation viticole. Le projet envisage le développement du vignoble en agriculture biologique, la plantation de 3,5 Ha de vignes, l'oléoculture. Il prévoit également la préservation du patrimoine existant et sa valorisation.



1.2.4 LES DÉPLACEMENTS

1.2.4.1 LES TRANSPORTS COLLECTIFS

LE BUS

Depuis la fermeture de la ligne SNCF de Sommières (liaison Nîmes-Le Vigan) en 1970, les transports collectifs desservant la commune sont uniquement représentés par les bus et les cars.

Les interconnexions avec les aires urbaines de Montpellier et de Nîmes

De par sa situation en limite entre le Gard et l'Hérault, Sommières est un lieu de passage et d'échanges. La proximité de l'autoroute A9 par l'échangeur de Lunel permet à Sommières d'être très facilement accessible depuis Nîmes et Montpellier.

Face aux difficultés croissantes rencontrées pour se rendre à Montpellier, de nombreux actifs se rendent jusqu'à Lunel où ils laissent leur véhicule, puis utilisent le train pour se rendre jusqu'au centre de Montpellier. Le développement du pôle intermodal de Lunel est un des objectifs du SCOT du Sud du Gard en matière de déplacement.

LE TRAIN

Une part importante de la population sommiéroise transite quotidiennement par Lunel pour se rendre à Montpellier. Le pôle multimodal de la gare de Lunel présente l'avantage majeur de permettre aux automobilistes de stationner facilement et de se rendre sur Montpellier sans rencontrer de problèmes d'encombrement des axes routiers et les difficultés de stationnement en ville.

La commune de Sommières est également traversée par une voie ferrée (liaison Nîmes – Le Vigan) aujourd'hui inutilisée (fermeture en 1970). Afin de ne pas voir l'emprise de cette voie morcelée et son potentiel de réinvestissement anéanti, le Conseil Départemental du Gard a acquis les terrains supportant le tracé de cette voie de chemin de fer ; il étudie en concertation avec les communes concernées, le prolongement de la voie verte vers Le Vigan. Ce projet présente l'avantage de pouvoir être mis en relation avec les parcours VTT existants entre Sommières (départ de la piscine) et Villevieille ainsi que Junas, Fontanès et Lecques.

L'AVION

Deux aéroports sont susceptibles de desservir la commune de Sommières.

- L'aéroport Montpellier Méditerranée, situé à 34 kilomètres de la commune,
- A 46 kilomètres, l'aéroport Nîmes Arles Camargue.

1.2.4.2 LE RÉSEAU VIAIRE

LA VOIRIE PRIMAIRE

Aujourd'hui, le réseau de voirie primaire de Sommières supporte des trafics importants :

La RD 6110 classée niveau 1 (Montpellier – Sommières – Alès) supporte entre Boisseron et Sommières un trafic journalier moyen de plus de 11550 véhicules, occasionnant régulièrement des encombrements dans la traversée de Boisseron ; toutefois, la déviation du centre-ville de Boisseron, devrait à terme permettre de faire disparaître ce point de blocage. Notons que l'attractivité de Sommières et son rôle de centre bourg sont confirmés par la forte réduction du trafic sur la même RD 6110 dans la traversée du village ainsi qu'au nord de la commune. Cette voie est très attractive, drainant 12 000 véhicules par jour.

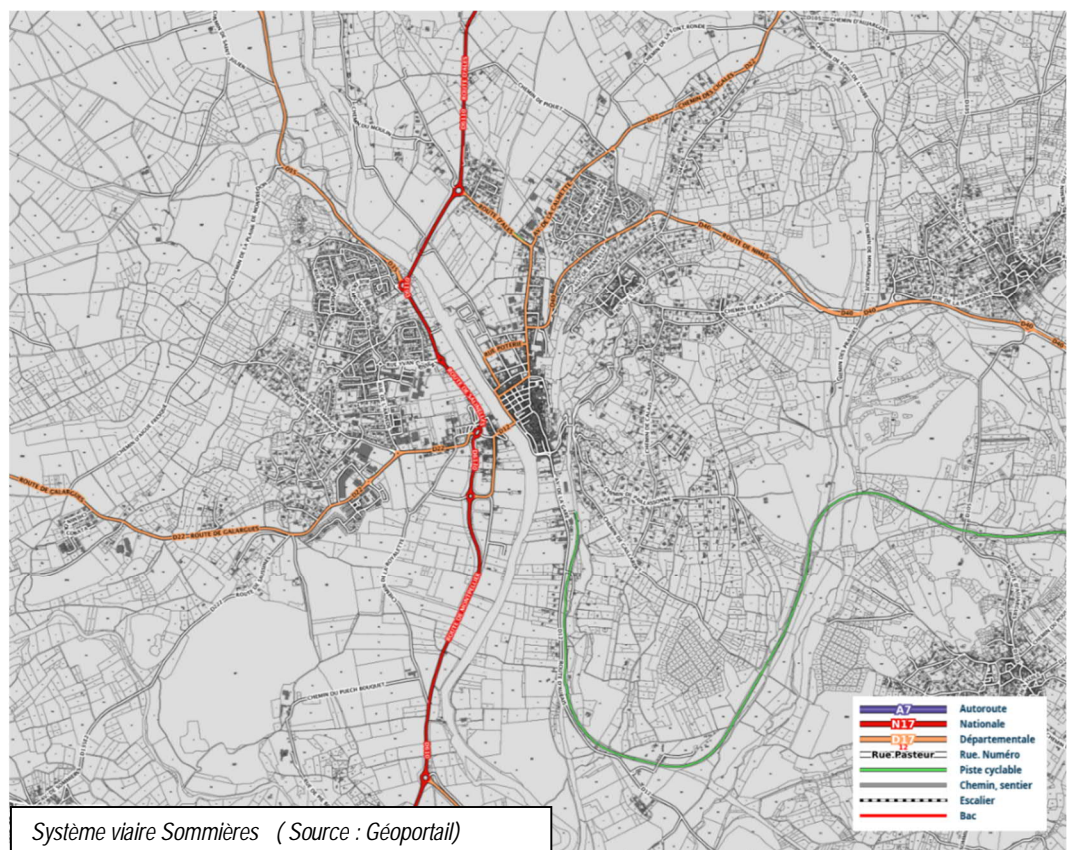
Par ailleurs, la RD 6110 est vulnérable vis-à-vis du risque inondations sur sa portion comprise entre Boisseron et le giratoire d'entrée sud.

La RD 22 classée niveau 3 (Gargues – Sommières – Uzès) comptait dans sa portion proche de Montpezat un trafic journalier de l'ordre de 2402 véhicules par jour en 2002. L'aménagement de la RD 22 est à traiter afin de créer une véritable entrée de ville Ouest (cheminements piétons et plantations), et de souligner le développement de l'urbanisation.

La RD 35 classée niveau 2 (Sommières – Quissac) enregistre chaque jour à hauteur du village de Saint Clément le passage d'environ 3100 véhicules.

La RD 40 classée niveau 1 (Sommières – Nîmes) supporte quant à elle un nombre de véhicules/jour de près de 4500 unités.

Les RD 12 et 222 classées niveau 4, respectivement vers Junas et Saussines.



LA VOIRIE SECONDAIRE

La voirie secondaire est constituée de routes départementales de moindre importance que celles citées en tant que voirie primaire, ainsi que de voies communales et de chemins vicinaux. De manière générale, elle est bien entretenue et paraît suffisante pour desservir les zones urbanisées. Toutefois, dans certains quartiers, principalement en rive gauche (Pilons, Mauvalats), des études sur le sens de circulation notamment sont nécessaires et des modifications devront être apportées. Le passage à sens unique de certaines voies étroites actuellement en double sens permettrait à la fois de fluidifier le trafic dans ces secteurs du territoire communal mais aussi et surtout de renforcer la sécurité de ces axes de circulation amenés à recevoir un trafic croissant compte tenu des perspectives de développement de l'urbanisation de ces zones. Par ailleurs, certaines voies en impasse seront prolongées et raccordées soit à d'autres impasses, soit à des voies existantes. Enfin, des opérations de revêtement des voies nouvelles viendront compléter et améliorer le dispositif de circulation envisagé pour ces quartiers.

Ces aménagements viaires indispensables, d'ores et déjà programmés dans le cadre de la procédure de "participation pour voies nouvelles et réseaux", garantiront une meilleure accessibilité des usagers résidents comme des services de secours.

L'analyse du maillage routier et de la desserte mettent en évidence :

Une excellente accessibilité de la commune grâce à la proximité de l'autoroute A9 et à la densité du maillage routier

Une offre en transports collectifs mono typée (bus et cars) mais efficace.

1.2.4.3 LES MODES DE DÉPLACEMENTS DOUX

Un réseau de mobilités relativement restreint pour les modes actifs.

Les deux roues

Les infrastructures pour le développement des mobilités actives apparaissent insuffisantes sur la commune. Dans une perspective de développement durable, une extension des itinéraires doux est nécessaire. Seules deux voies cyclables ont été mises en place sur la commune (route de Salinelles, RD 22 au droit de la ZAC St-Laze et du nouveau lycée Lucie Aubrac, et la Voie verte de la Vaunage). Il n'existe pas donc de maillage du réseau.

La Voie Verte de la Vaunage destinée aux loisirs qui est aménagée sur l'emprise de l'ancienne voie ferrée Nîmes-Le Vigan par Sommières et Quissac, dont le Conseil Départemental est propriétaire de Caveirac au Vigan et de Quissac à Lézan (total environ 100km). Au départ de Caveirac, la voie verte relie Sommières via Calvisson sur environ 22km. Elle bénéficie d'un aménagement particulièrement soigné à l'origine d'une fréquentation très importante. L'ensemble du parcours est plat et sécurisé.

Les piétons

D'une manière générale, on observe une fréquentation dominicale assez importante des boisements de l'ouest du territoire communal et des usages fréquents des Mauvalats par les promeneurs. Les cheminements piétonniers sont peu développés lorsqu'il s'agit de relier les quartiers entre eux, mais le cadre naturel est propice à la marche et à la promenade. Les cheminements au sein des quartiers déjà urbanisés sont relativement peu développés. Des cheminements de fait sont observés entre le collège et le stade.

Sentiers de randonnée

Le balisage des sentiers de randonnée est réalisé par la CCPS en relation avec le Conseil Départemental. Une première tranche a été conduite en 2005-2006. Il est également mis en place un circuit de découverte du centre historique de Sommières. Sommières est également le point de départ d'un circuit de découverte des rives du Vidourle.

1.2.4.4 LE STATIONNEMENT

Capacité de stationnement des véhicules motorisés

On observe qu'une large partie des déplacements motorisés sont effectués pour des trajets de 1 à 3 kilomètres. Aussi il s'agit à la fois de mettre en place des dispositifs permettant de se déplacer autrement, que d'éduquer la population pour adopter de nouveaux réflexes.

L'offre en matière de stationnement est très développée et répartie entre les deux rives du Vidourle. Il est à souligner que les principaux parcs de stationnement sont situés à proximité du centre ancien et que les cheminements vers le centre sont aménagés.

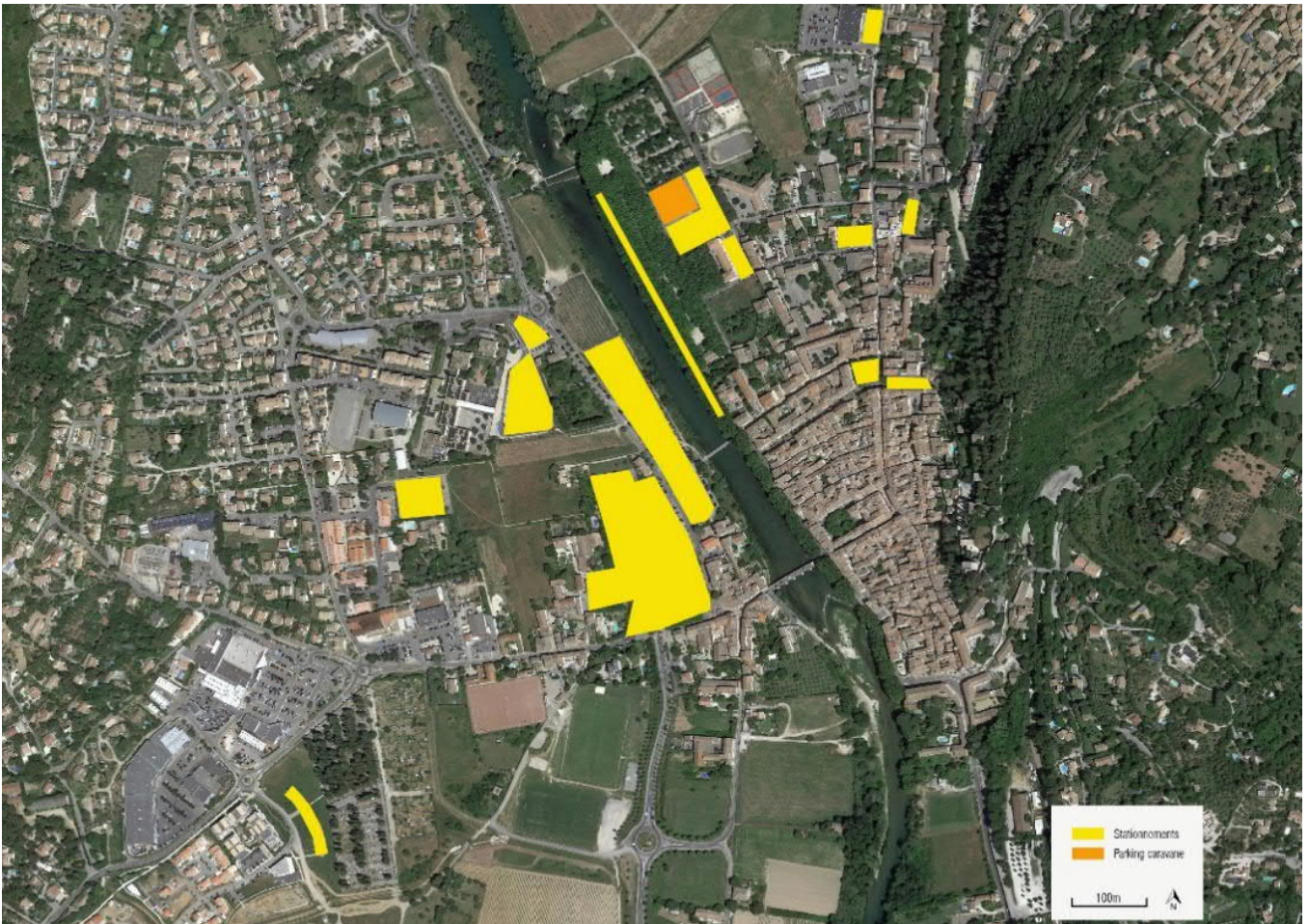
On note des lacunes de stationnement au niveau du sud du centre ancien, mais un projet est en réflexion pour créer un parc sur la route d'Aubais (avec franchissement du Vidourle et contournement du cimetière par le sud). Des lacunes ont été comblées en matière de stationnement de camping-cars. Un espace a été aménagé à cet effet. Ces véhicules sont de plus en plus nombreux à parcourir la région et nécessitent des emplacements adaptés (vidange des eaux usées, point eau potable et électricité).

Capacité de stationnement des véhicules hybrides et électriques

Le parc des véhicules électriques est de plus en plus important en France, l'un des tout premiers en Europe. Le nombre de places de stationnement devant être pré-équipées à la recharge des véhicules électriques diffère selon la capacité du parking (palier fixé à 40 emplacements) et le type de bâtiments construits. Les stationnements des véhicules hybrides et électriques sur Sommières n'existent pas.

Capacité de stationnement des vélos

Il n'a pas été recensé de stationnement spécifique pour les vélos sur la commune.



Stationnement à Sommières des véhicules motorisés (fond de plan : Géoportail)

1.2.4.5 PROBLÉMATIQUE PARTICULIÈRE : LES CIRCULATIONS DE CENTRE-VILLE

Un système viaire qui présente des imperfections difficiles à résorber.

Les deux artères principales, limitées aux voies locales historiques (la RD 22 et la RD 6110), convergent au niveau de la Place des Aires, véritable nœud viaire qui distribue la circulation sur les différentes voies communales.

Les déplacements doux se polarisent également sur cette place : passerelle piétonne entre le parking du Vidourle et le quai Frédéric Gaussorgues, le réaménagement du Pont romain et de son prolongement côté place des Aires, la création de la voie mixte cycle piétons le long de la Route de Salinelles, les différents parcs de stationnement autour de la place des Aires encouragent le déplacement piétonnier. Le réaménagement du Pont Romain et de son ouverture sur la place des Aires, a permis de fluidifier la circulation piétonne entre les deux rives.

La Place des Aires représente un lieu de centralité fort, non seulement en raison de sa localisation, mais aussi pour ses équipements et services de proximité : de nombreux parcs de stationnement encerclent la place, ainsi que des commerces (pharmacie, bars, boulangerie, supérette...). Cette centralité pourrait être renforcée lors d'une éventuelle requalification. Ce pôle de centralité est complémentaire à celui du centre-ville aux fonctions beaucoup plus diversifiées (équipements publics, vocation touristique, commerces et services et artisanat).

Les aménagements illustrent la volonté communale de raccrocher les deux centralités complémentaires :

- création d'une passerelle piétonne entre le parking du Vidourle et le quai Frédéric Gaussorgues, permettant d'accéder à pied au centre-ville de Sommières très facilement, en laissant sa voiture au parc de stationnement le long du Vidourle en rive droite.
- réaménagement du Pont Romain et de son prolongement côté place des Aires, afin de fluidifier la circulation piétonne entre les deux rives.

1.2.5 LES ÉQUIPEMENTS ET LE FONCTIONNEMENT URBAIN

1.2.5.1 LES ÉQUIPEMENTS : UNE VILLE EN MANQUE D'ÉQUIPEMENT COLLECTIFS

1.2.5.1.1 LES ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES

Sommières accueille sur son territoire des établissements scolaires du secteur public ainsi que des écoles privées.

Les effectifs de l'enseignement public :

École primaire LI PASSEROUN 214 élèves

École primaire LA CONDAMINE 135 élèves

Une vingtaine d'élèves résidant à Sommières fréquentent les écoles primaires intercommunales situées sur les communes voisines.

Collège Doumergue comptant un peu plus de 920 élèves

Lycée Lucie Aubrac accueillant 1200 élèves avec internat de 100 places.

Pour ce qui est de l'enseignement privé, l'Institut Maintenon propose :

- une école maternelle (environ 120 élèves) ;
- une école primaire d'environ 230 places ;
- un collège d'environ 400 places.

Intercommunalité

La Communauté de communes exerce la compétence scolaire de 1er degré dans son intégralité : fonctionnement et investissement permettant à l'ensemble du territoire de profiter d'un service scolaire homogène.

La ville de Sommières est équipée d'une crèche intercommunale : celle de l'Enfantine avec 37 places.

Une halte-garderie itinérante « Titou-l'escargot » de 13 places dessert les Communes suivantes : Fontanès, Cannes et Clairan, Lecques et Sommières, où elle s'installe tous les lundis.

Sommières accueille également le LAEP « la Maison des kangourous » (Lieu d'Accueil Enfants/Parents), une structure intercommunale permettant la rencontre avec des professionnels et d'autres parents autour des sujets de l'éducation.

1.2.5.1.2 LES ÉQUIPEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS ET SANITAIRES

Avec 4 pharmacies et un laboratoire d'analyses médicales, la commune dispose d'un niveau d'équipement très satisfaisant. En revanche l'éparpillement des services à caractère social pose des problèmes de lisibilité et d'accessibilité. La commune souhaiterait regrouper les services et permanences sociales sur un même lieu.

- La mairie accueille différentes permanences : Avocat, service aux consommateurs, sécurité sociale, impôts, conciliateur de justice...
- ADMR association pour l'aide à domicile
- Maison de retraite de la Coustourelle (établissement public local) comprenant une partie hébergement et une partie médicalisée. Le personnel soignant bénéficie en interne de formations professionnelles.
- Antenne du Centre d'Aide par le Travail (CAT) dont le siège est à Nîmes
- Centre social Intercommunal Calade qui accueille la maison des services au public
- Les jardins ouvriers ouverts à 70 familles et dont un projet d'extension est à l'étude

Les structures dédiées au retour à l'emploi

Le point emplois financé par la CCPS et bénéficiant d'une convention avec le PÔLE EMPLOI.

Un référent relations entreprises à la CCPS financé par le PLIE.

La mission locale pour l'emploi des jeunes dont deux salariés interviennent sur Sommières.

Une personne assure une permanence pour un appui et un suivi des bénéficiaires du RSA (poste financé par le Conseil Départemental).

Le centre social Calade qui gère les chantiers d'insertion financés par la CCPS et accueille les référents parcours financés par le PLIE.

1.2.5.1.3 LES ÉQUIPEMENTS CULTURELS, SPORTIFS ET DE LOISIRS

Les équipements culturels et socioculturels

Le rôle de centre-bourg de la commune de Sommières s'exprime également au regard des nombreux équipements socioculturels disponibles sur son territoire. Parmi ceux-ci, on note la présence de :

- un centre de loisirs de la Saussinette dont la gestion est assurée au niveau intercommunal ;
- L'espace Laurence Durrell accueille la médiathèque, la radio intercommunale, l'école de musique intercommunale, la ludothèque, l'association culturelle. Il dispose de 2 salles d'exposition et des salles de réunion.
- un cinéma ("Le Venise") disposant de deux salles de projection ;
- le Centre Malabar (formation aux arts du cirque)
- Ethic Etapes le C.A.R.T. (Centre d'Accueil et de Rencontres Touristiques)

Les équipements de sports et de loisirs

Les équipements sportifs :

Le nombre important d'équipements sportifs confère à la commune une attractivité supplémentaire sur les résidents de communes proches. Un magasin de sport s'est ouvert à proximité d'Intermarché. Le territoire communal offre notamment :

Types d'équipements sportifs	Nombre
Boulodrome	2
Ensemble de court de tennis	7
Équipement équestre	1
Équipement d'athlétisme	2
Plateau ZPS	1
Salle de combat	1
Salle multisports	1
Salle ou terrain spécialisé	2
Structure artificielle d'escalade	1
Terrain de grands jeux	3
Équipement sports de nature	1
Divers équipements	1

Equipements à usage scolaire :

La halle sportive sert à la fois aux effectifs scolaires, aux associations et au public adhérent. Ainsi, le niveau d'occupation de la halle est très élevé. Des difficultés d'organisation et de répartition entre les différents usagers se font ressentir.

Le collège dispose d'une convention pour l'utilisation du complexe sportif.

Le collège de Maintenon dispose d'une filière sport/étude.

Un gymnase doit être réalisé à proximité du lycée Lucie Aubrac.

Evènements sportifs :

L'année est ponctuée de nombreux évènements à caractère sportif. Toutes les associations organisent individuellement un événement annuel, des rencontres, compétitions qui animent la commune tout au long de l'année.

Dynamiques locales :

Le nombre important d'associations à vocation sportive (près d'une vingtaine) atteste par ailleurs du dynamisme de la commune dans ce domaine et permet également une fréquentation optimale des équipements sportifs. Aujourd'hui, la commune ne peut satisfaire toutes les demandes émises par les associations sportives pour leur fournir un local où développer leurs activités.

La commune de Sommières dispose d'un niveau d'équipement sportif très élevé. La qualité et la diversité de ces équipements génèrent une fréquentation large et dépassant les limites du territoire communal, voire intercommunal. Une tarification différenciée est appliquée pour les sommiérois et pour les usagers non-résidents de la commune. Les équipements actuels ne disposent donc pas de capacité d'accueil supplémentaire et ne pourraient supporter une augmentation de la population communale. Une réflexion à l'échelle intercommunale doit être menée afin de permettre une meilleure gestion de certains équipements, aujourd'hui à la charge de la commune, mais bénéficiant à l'ensemble de la population intercommunale. Le gymnase prévu près du lycée augmentera la capacité d'offre actuelle.

1.2.5.2 UNE VILLE COUPÉE EN DEUX PAR LE VIDOURLE

On note un contraste important entre les deux rives de la rivière.

En rive gauche

Un cœur historique composé de maisons de villages de deux à quatre étages, accolées et alignées le long de rues étroites. Cette morphologie urbaine est aussi observable localement sur la rive droite, dans la partie communément appelée le faubourg (dans le prolongement du pont romain). Un tissu urbain de faible densité (habitat diffus) sur les espaces collinaires de la rive gauche. Le centre historique conserve un appareil commercial dynamique et dense.

La rive gauche du Vidourle offre peu de possibilités de développement. Elle est très contrainte par :

- sa zone inondable en partie basse,
- ses pentes abruptes du versant du Saut du Cheval,
- son urbanisation existante très lâche et très consommatrice d'espaces

En rive droite

L'urbanisation récente est composée d'un habitat pavillonnaire réalisé dans le cadre d'opérations de type lotissements. Les constructions édifiées au cours des 25 dernières années, situées essentiellement sur la rive droite du Vidourle et sur le plateau des Mauvalats, ont constitué une morphologie urbaine radicalement différente de celle observable dans le centre historique.

1.2.5.3 UN CENTRE-VILLE PARTICULIÈREMENT ATTRACTIF

Le site de Sommières est remarquable par sa ville médiévale, la place du fleuve en ville, le paysage ouvert de la vallée bordée de collines boisées. Le centre conserve un appareil commercial dynamique et dense.

La nouvelle centralité de la place des Aires, conjuguant bâti du XIX^{ème} siècle, et XX^{ème} (bâtiment de la pharmacie), est un réel espace de convergence entre le centre ancien, les extensions urbaines. Son attractivité est renforcée par l'espace de 4 hectares disponibles sur le site du supermarché désaffecté, dont le potentiel est important malgré la contrainte de la zone inondable. La proximité des équipements publics (collège, école primaire, et crèche) renforce ce pôle d'attraction.



Centre-ville de Sommières



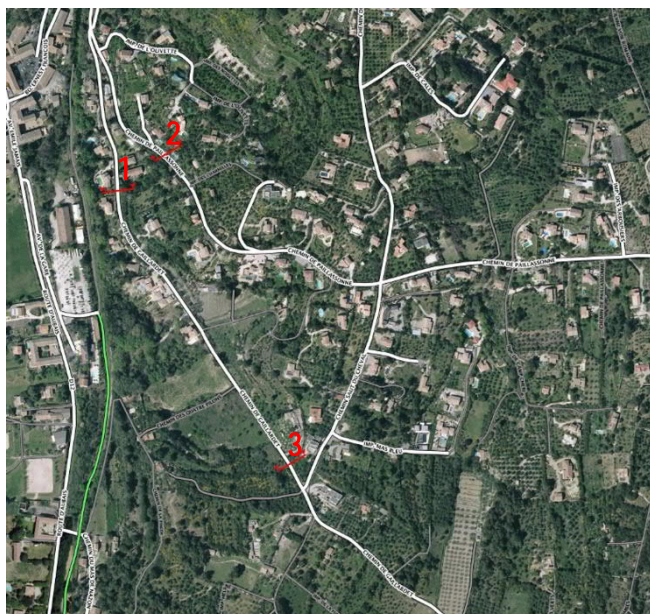
1.2.5.4 UNE VILLE QUI S'EST DÉVELOPPÉE AU GRÉ DES OPPORTUNITÉS FONCIÈRES ET SANS RÉSEAU VIAIRE STRUCTURÉ.

Les voies de circulation dans les zones de développement pavillonnaire sont, pour l'essentiel, très étroites, sans trottoir ni stationnement public, ni zone de refuge.

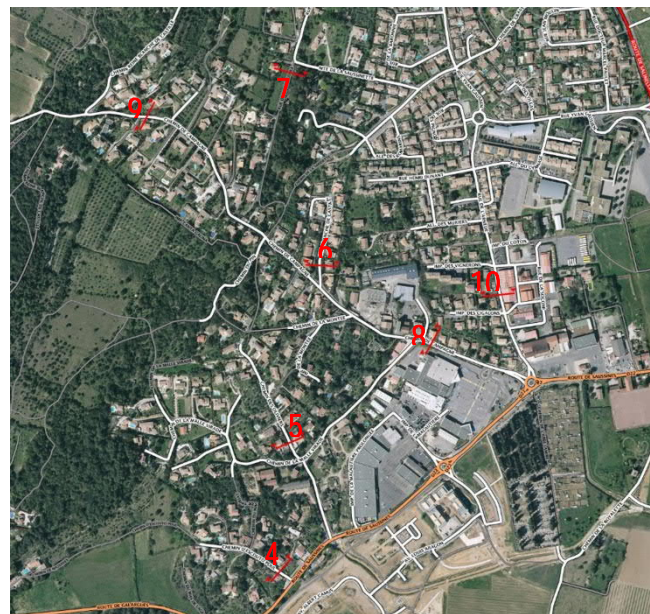
Le croisement des véhicules est problématique et non sécurisé pour les déplacements en mode actif. La plupart des voies de circulation, sont très difficiles voire impossibles à élargir. C'est le cas des secteurs de la Croix des Malades, Escouto Poul,, les Mauvalats, comme le montrent les photographies et profils ci-après.

Par ailleurs, de nombreux secteurs urbanisés ne disposent pas d'assainissement collectif comme les Mauvalats, la Violette, Mas de Nazon, La Plaine, Le Fossa, Mas de Cazalet, la Crouzade, les Roquets, les Peupliers, le Mas Rouge et le Château Puech Bouquet.

Ces caractéristiques rendent particulièrement difficiles toute densification de ces secteurs.



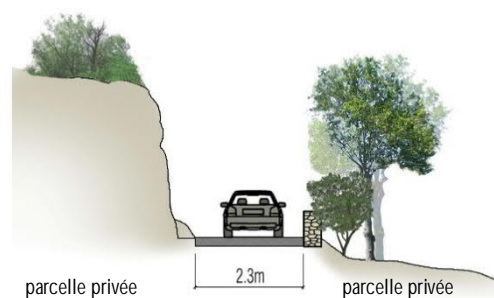
Secteur Mauvalats



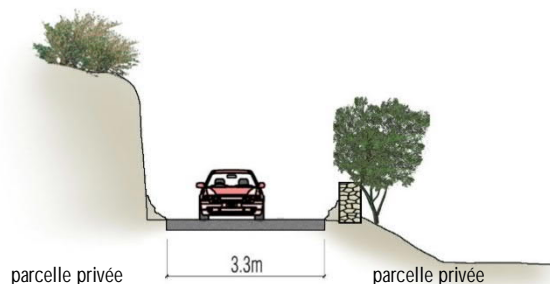
Secteur La Croix des Malades



1 Chemin de Gaillardet

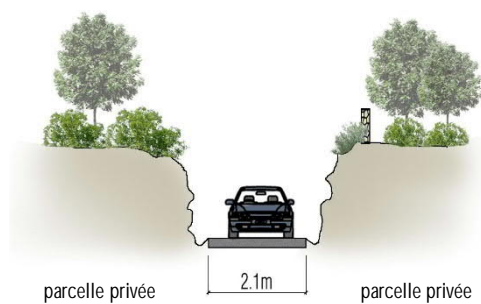


2 Chemin de Paillasson

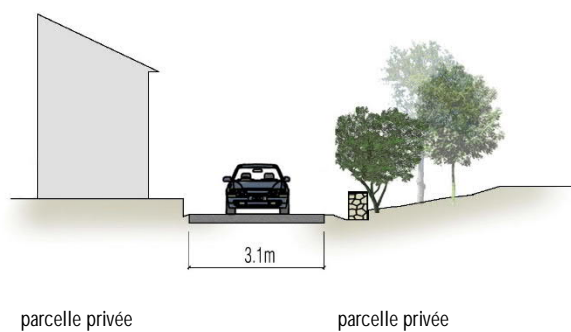




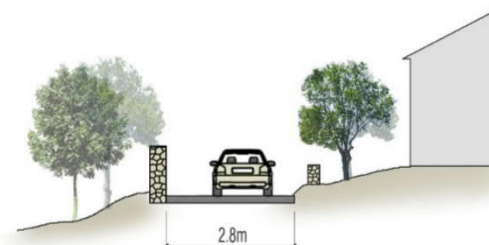
3 Chemin de Gaillardet



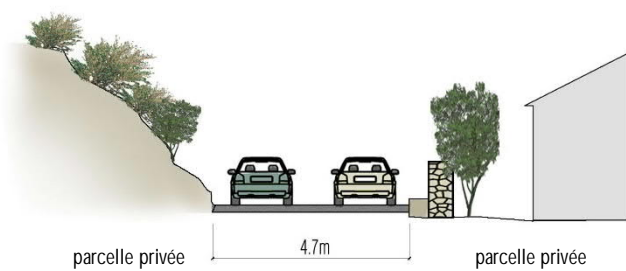
4 Chemin d'Escouto Poul



5 Chemin de la Croix des Malades

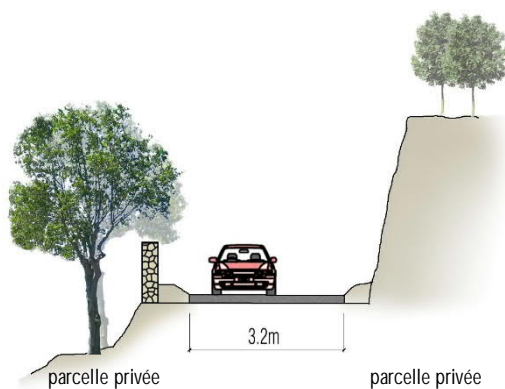


6 Impasse Blanche de Castille

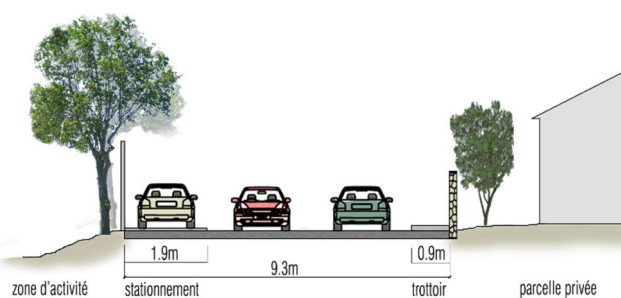




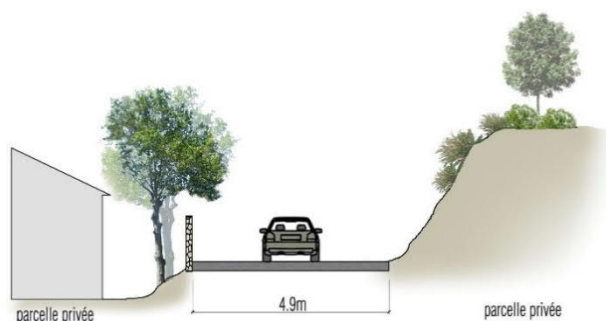
7 Montée de la Saussinette



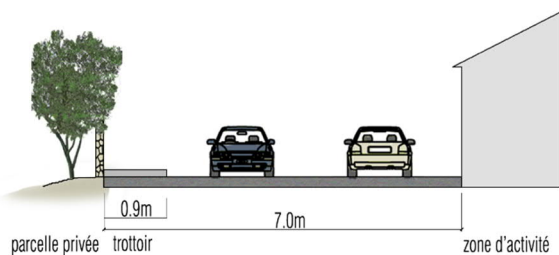
8 Chemin de Campagne



9 Chemin de Campagne



10 Rue de l'Arnède



2. DESCRIPTION DE L'ETAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT.

2.1 CARACTÉRISTIQUE PHYSIQUE :

2.1.1 LE CLIMAT

2.1.1.1 LE CONTEXTE GÉNÉRAL

A l'échelle mondiale :

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), créé en 1988 a établi cinq rapports d'évaluation. Un sixième cycle est en cours. Le 5^{ème} rapport affermit les certitudes sur l'impact de l'homme sur le réchauffement climatique. Le lien entre les activités humaines et l'accroissement des températures constaté depuis 1950 est extrêmement probable. Le niveau de certitude a augmenté : il était jugé très probable lors du rapport de 2007 et seulement probable dans le 3^{ème} rapport en 2001. Alors que le précédent rapport proposait uniquement des projections pour le 21^{ème} siècle, le 5^{ème} rapport a intégré, à la demande des gouvernements, des prévisions décennales, c'est à dire des prévisions de plus court terme. Les échéances mises en avant couvrent la période 2012-2035 en mettant l'accent sur la prochaine décennie. Celles-ci viennent s'ajouter aux projections traditionnelles pour le 21^{ème} siècle, auxquelles viennent également s'ajouter des projections de très long terme, à l'horizon 2300. Les conclusions principales de ce rapport sont :

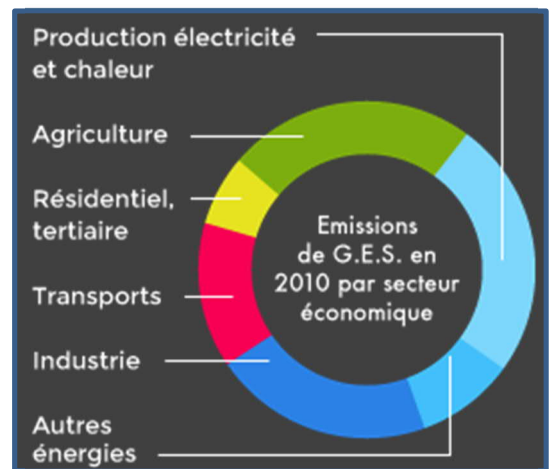
- il est encore possible de limiter l'élévation de température à 2 °C en moyenne planétaire de plus qu'avant la Révolution industrielle si les émissions mondiales de gaz à effet de serre sont « réduites de 40 à 70 % entre 2010 et 2050 » ;

Cependant, sur ce point, le climatologue James Hansen, premier scientifique à avoir alerté le public sur l'influence des activités humaines sur le changement climatique, affirme dans une étude datée de 2016 que 2°C de réchauffement global moyen est extrêmement dangereux et qu'il ne peut s'agir en aucun cas d'une limite sécuritaire. Cette augmentation de température contribuerait notamment à accélérer la fonte des glaces d'où un fort ralentissement de la circulation thermohaline (*circulation océanique grande échelle engendrée par les différences de densité de l'eau de mer. Ces différences de densité proviennent des écarts de température et de salinité des masses d'eau*)

- le CO₂ issu des combustibles fossiles joue le rôle majeur parmi les émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs la hausse des émissions de gaz à effet de serre s'explique principalement par deux raisons : la croissance économique et la croissance démographique. Ces deux phénomènes ont largement contribué à l'augmentation de la combustion d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz, etc.).

Sans efforts supplémentaires de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la croissance de ces émissions devrait continuer. Depuis 2000, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté dans tous les secteurs de l'économie (hormis en ce qui concerne l'utilisation des terres, de leur changement d'affectation, et la forêt). Le graphique ci-contre montre la répartition des émissions par secteur économique en 2010.

Ainsi si on n'agit pas pour réduire nos émissions, on pourrait se diriger vers une hausse de la température moyenne d'environ 3,7 à 4,8°C d'ici la fin du siècle (par rapport aux températures de la fin du XX^{ème} siècle)



Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteur économique

- si les réserves de combustibles fossiles disponibles sont entièrement utilisées, des réchauffements de l'ordre de 4 à 5 °C seraient atteints en 2100, ce qui entraînerait une poursuite de ce réchauffement au siècle suivant jusqu'à 7 ou 8 °C ; un des résultats du rapport est de montrer que l'augmentation importante des réserves de combustibles fossiles avec les pétroles et gaz non conventionnels annihile l'idée qu'un épuisement rapide des fossiles pourrait éviter le problème climatique ;

- « la décarbonation (i.e. la réduction de l'intensité en carbone) de la production d'électricité est un composant essentiel des stratégies d'atténuation rentables pour atteindre des niveaux de concentrations bas. Dans la majorité des scénarios à stabilisation basse, la part de la production d'électricité bas-carbone (y compris énergie renouvelable, nucléaire et capture et stockage du carbone - CSC) augmente à partir de la part actuelle d'environ 30 % à plus de 80 % en 2050, et la génération d'énergie à partir de combustible fossile sans CSC est supprimée quasi complètement d'ici 2100 ».

A l'échelle locale :

A l'échelle régionale, l'ADEME Languedoc Roussillon a publié en 2011 un ouvrage sur le changement climatique au 20^{ème} siècle en Languedoc-Roussillon s'appuyant sur les données Météo France de différentes stations climatiques de la région (Nîmes, Mont Aigoual, Montpellier, Narbonne, Sète, Perpignan, Carcassonne). A l'échelle du département de l'Hérault, l'Association Climatologique de l'Hérault (ACH) suit depuis plusieurs années les paramètres climatologiques départementaux. L'ACH est le centre agro-météorologique départemental qui gère la base de données sur 70 postes de référence depuis plus de 30 ans.

Les principales conclusions de ces travaux régionaux et départementaux confirment, dans l'ensemble, les constats déjà posés au niveau national, à savoir :

- un réchauffement généralisé d'environ 1°C depuis ces trois dernières décennies sur toutes les stations régionales analysées. Ce phénomène est plus marqué au printemps et en été avec des hausses de températures moyennes pouvant aller de 1,2 à 1,4°C.
- une évolution du nombre de jours de fortes chaleurs lors d'années exceptionnelles telles que 2003, 2006, 2009.

Plus récemment un groupement de chercheurs (l'Unité Climat, environnement, couplages et incertitudes, le centre national de recherches météorologiques, et la direction de la climatologie et des services climatiques de Météo France) a réalisé une modélisation faisant apparaître des températures qui pourraient dépasser en France, par endroits, les 50°C. Selon les régions, elles surpasseraient de 6 à 13 degrés les records historiques. Ainsi, selon une autre étude, « *le climat de la France au XXI^{ème} siècle* », la canicule de 2003, la plus sévère enregistrée, avec des températures excédant de 3,2°C la moyenne de la période 1981-2010, pourraient devenir la norme à l'avenir, sous l'effet du réchauffement global dû aux émissions de gaz à effet de serre. Cette étude présente les conclusions suivantes :

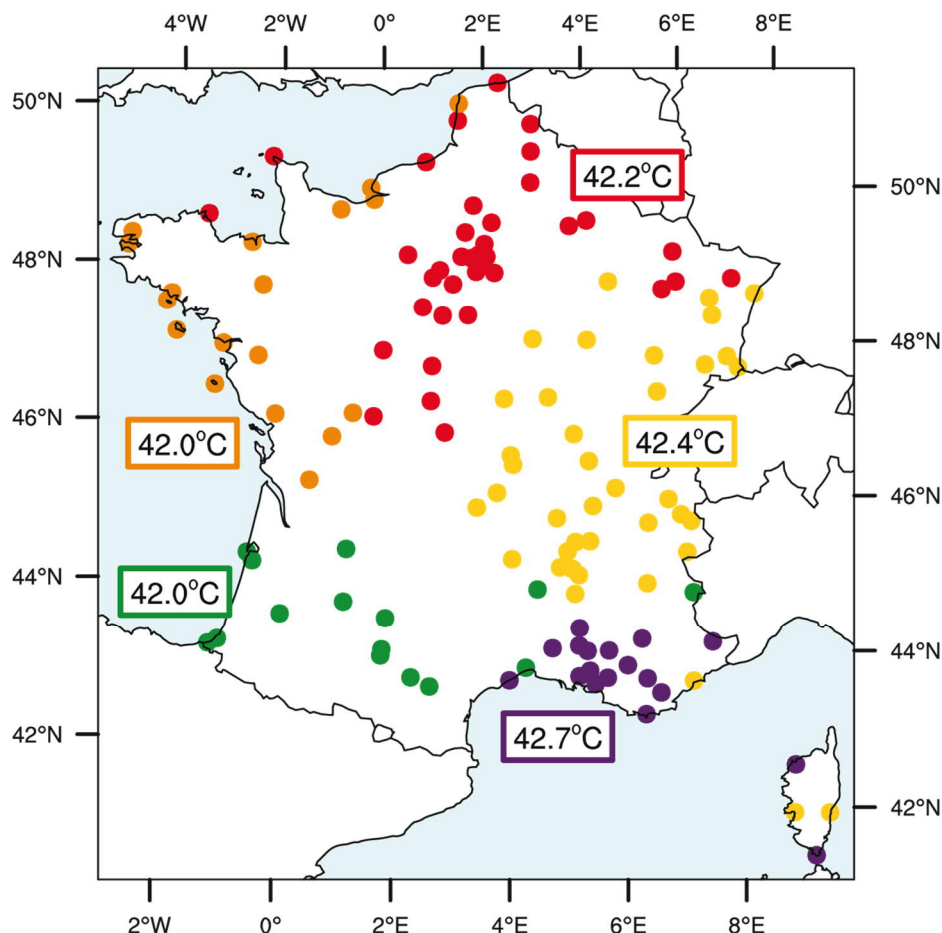
A l'horizon proche (2021-2050), le rapport indique :

- Une **hausse des températures moyennes**, comprise entre 0,6°C et 1,3°C, toutes saisons confondues, par rapport à la moyenne calculée sur la période 1976-2005. Cette hausse devrait être plus importante dans le Sud-Est de la France en été, avec des écarts à la référence pouvant atteindre 1,5°C à 2°C.
- Une **augmentation du nombre de jours de vagues de chaleur en été**, comprise entre 0 et 5 jours sur l'ensemble du territoire, voire de 5 à 10 jours dans des régions du quart Sud-Est.
- Une **diminution des jours anormalement froids en hiver** sur l'ensemble de la France métropolitaine, entre 1 et 4 jours en moyenne, et jusqu'à 6 jours au Nord-Est du pays.
- une **légère hausse des précipitations moyennes**, en été comme en hiver, avec une forte incertitude sur la distribution géographique de ce changement.
- Les modèles Aladin-Climat et WRF utilisés pour les projections climatiques simulent de faibles changements des pourcentages de précipitations extrêmes. Cependant, les deux modèles se situent dans la fourchette basse d'un ensemble multi-modèle européen.

A l'horizon plus lointain (2071-2100), le rapport indique :

- Une **forte hausse des températures moyennes**. De 0,9°C à une augmentation comprise entre 3,4°C-3,6°C en hiver, et de 1,3°C à une fourchette comprise entre 2,6°C et 5,3°C en été, selon les scénarios utilisés. Cette hausse devrait être particulièrement marquée en allant vers le Sud-Est du pays, et pourrait largement dépasser les 5°C en été par rapport à la moyenne de référence.
- Une **forte augmentation du nombre de jours de vagues de chaleur en été**, qui pourrait dépasser les 20 jours au Sud-Est du territoire métropolitain.
- Une **augmentation des épisodes de sécheresse** dans une large partie sud du pays, mais pouvant s'étendre à l'ensemble du pays.
- Une **diminution des extrêmes froids** sur l'ensemble du territoire. Elle est comprise entre 6 et 10 jours de moins que la référence dans le Nord-Est de la France. Cette diminution devrait être limitée sur l'extrême sud du pays.
- Une **hausse des précipitations hivernales**.
- Un **renforcement du taux de précipitations extrêmes** sur une large part du territoire, dépassant 5% dans certaines régions avec le scénario d'émission le plus fort, mais avec une forte variabilité des zones concernées selon le modèle utilisé.

Selon les hypothèses de cette étude, la plus pessimiste évoque des températures maximales en été et en journée supérieures à 7,7°C près de la côte méditerranéenne. Le pourtour méditerranéen ne serait pas la région avec la plus grande amplitude d'augmentation, ce qui peut s'expliquer par l'effet modérateur de la mer, mais serait néanmoins la région la plus chaude de France.



Régionalisation des records de températures et des vagues de chaleur à l'horizon 2100 (source modèle numérique ALADIN)

2.1.1.2 LES PRÉCIPITATIONS, LES TEMPÉRATURES, L'ENSOLEILLEMENT ET LES VENTS

Le climat est typiquement méditerranéen. Il en découle des températures assez douces (15,2 °C en moyenne²⁴), un ensoleillement parmi les plus élevés de France (7 h 22 min par jour en moyenne, largement supérieur à la moyenne française de 4 h 46 min²⁵) et des jours de précipitations peu nombreux (moins de 60²⁴), mais des averses parfois violentes, notamment en automne de septembre à décembre lors des épisodes méditerranéens ou cévenols. À ce jour, au niveau des records, on relèvera les 320 mm tombés le 8 septembre 1938 à Montpellier ville et dernièrement, le 29 septembre 2014, les 299,5 mm enregistrés à l'aéroport de Montpellier (station météo de Fréjorgues). De tels chiffres demeurent cependant rares.

Au contraire, l'été est souvent très sec, voire aride avec seulement quelques précipitations en août liées aux orages. Juillet est le mois le plus chaud avec une température moyenne de 24,1 °C et janvier est le mois le plus froid avec une température moyenne de 7,2 °C. Le record de chaleur pour la station de Fréjorgues est de 37,5 °C le 17 juillet 1990 et le record de froid est de -17,8 °C le 5 février 1963. Plus récemment, la température est montée jusqu'à 37,2 °C le 21 juin 2003 constituant le record de chaleur pour le mois de juin. Néanmoins, la proximité de la mer favorise l'installation de la brise marine qui tempère les excès thermiques en été.

Le climat, comme celui de la plupart des villes situées à proximité de la mer, se caractérise également par une sensation de chaleur souvent bien supérieure à la température réelle, notamment au cours des mois de août à octobre, la mer Méditerranée étant très chaude à cette période. Les vents marins apportent un air humide et chaud sur le littoral. Ainsi, la température ressentie est régulièrement supérieure de 4 à 8 °C. À titre d'exemple, le 15 septembre 2014 à 19h, on relevait un indice de chaleur (humidex) de 29 alors que la température n'était que de 22,4 °C. Cette différence crée souvent une sensation de bien-être, mais peut parfois faire ressentir un grand inconfort comme lors de l'épisode caniculaire de 2003, sur lequel il a été mesuré un Humidex supérieur à 30 sur la quasi-totalité des nuits du mois d'août.

À l'inverse, les vents provenant du Nord et Nord-Ouest s'accompagnent aussi d'une sensation de refroidissement éolien (Windchill). En outre, relativement protégée du mistral et de la tramontane par l'avancée des reliefs cévenols, Montpellier est la ville la moins ventée du golfe du Lion.

Mois	jan.	fév.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sep.	oct.	nov.	déc.	année
Température minimale moyenne (°C)	2,8	3,3	5,9	8,7	12,5	16	18,9	18,5	15	11,9	6,8	3,7	10,4
Température moyenne (°C)	7,2	8,1	10,9	13,5	17,3	21,2	24,1	23,7	20	16,2	11,1	8	15,2
Température maximale moyenne (°C)	11,6	12,8	15,9	18,2	22	26,4	29,3	28,9	25	20,5	15,3	12,2	19,9
Record de froid (°C)	-15	-17,8	-9,6	-1,7	0,6	5,4	8,4	8,2	3,8	-0,7	-5	-12,4	-17,8
Record de chaleur (°C)	21,2	22,5	27,4	30,4	35,1	37,2	37,5	36,8	36,3	31,8	27,1	22	37,5
Nombre de jours avec gel	8,3	6,6	1,7	0,1	0	0	0	0	0	0	2	6,7	25,3
Nombre de jours avec température maximale ≥ 25 °C	0	0	0,2	0,8	5,8	19,9	28,8	29	15,5	1,8	0	0	101,8
Nombre de jours avec température maximale ≥ 30 °C	0	0	0	0	0,4	4,5	12,8	10,5	1,2	0,1	0	0	29,5
Nombre de jours avec température maximale ≥ 35 °C	0	0	0	0	0	0,3	0,9	0,6	0	0	0	0	1,8
Ensoleillement (h)	142,9	168,1	220,9	227	263,9	312,4	339,7	298	241,5	168,6	148,8	136,5	2 668,2
Record de vent (km/h)	101	130	115	101	86	86	101	86	133	119	126	104	133
Précipitations (mm)	55,6	51,8	34,3	55,5	42,7	27,8	16,4	34,4	80,3	96,8	66,8	66,7	629,1
Record de pluie en 24 h (mm)	115	68,2	120,2	68,4	120,1	150,2	57	101	299,5	148,1	144,2	112,2	187
Nombre de jours avec précipitations	8,5	7,7	7,6	8,7	8,3	5,9	3,9	5,5	7,2	10,7	9,6	9,1	92,3
dont nombre de jours avec précipitations ≥ 1 mm	5,5	4,4	4,7	5,7	4,9	3,6	2,4	3,6	4,6	6,8	6,1	5,6	57,8
dont nombre de jours avec précipitations ≥ 5 mm	2,9	2,8	1,9	2,8	2,5	1,6	0,9	1,8	2,9	4	3	2,8	30
Humidité relative (%)	75	73	68	68	70	66	63	66	72	77	75	76	70,75
Nombre de jours avec neige	0,4	0,4	0,1	0	0	0	0	0	0	0	0,1	0,1	1,1
Nombre de jours d'orage	0,5	0,3	0,7	1,6	2,5	2,9	3,2	3,9	2,9	2,9	1	0,7	23,1
Nombre de jours avec brouillard	1,5	1,6	1,9	1	1,1	0,8	1,5	1,6	2,4	1,9	1,9	2	19,2

Relevé météorologique de Montpellier Fréjorgues (aéroport à Mauguio) période : 1981-2010, source Météo Climat Stats

Cependant, ces données ne sont pas relevées à Saint-Aunès même mais à la station de Fréjorgues à Mauguio, plus proche de la mer, donc plus tempérée par les brises marines estivales.

2.1.1.3 LA COMMUNE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

D'après le GIEC pour avoir de bonnes chances de rester sous la barre des 2°C, il est nécessaire de maintenir le niveau des concentrations atmosphériques autour de 450ppm (Nombre de molécules du gaz à effet de serre considéré par million de molécules d'air) d'ici la fin du 21^{ème} siècle.

Les scénarios qui respectent ces objectifs nécessitent de fortes réductions de nos émissions de gaz à effet de serre au cours des prochaines décennies notamment en procédant à des changements très importants dans les systèmes de production d'énergie, ainsi que dans l'usage des terres.

Ces scénarios requièrent aussi des améliorations rapides de l'efficacité énergétique, et une multiplication par 3 ou 4 de la part des énergies sobres en carbone dans la production d'énergie d'ici à 2050 (le GIEC précise qu'il considère comme « énergie sobres en carbone » les énergies renouvelables, mais aussi le nucléaire, la bioénergie, et l'utilisation de technologie de capture et stockage de carbone dites CSC).

Les scénarios qui permettent de respecter l'objectif de 2°C (et qui ont un bon rapport coût-efficacité) impliquent de ne pas dépasser des niveaux d'émissions mondiales annuelles de 30 à 50 milliards de tonnes CO₂eq (équivalent CO₂) en 2030. Les scénarios de réduction des émissions qui respectent l'objectif de 2°C permettent également de réduire les coûts nécessaires pour améliorer la qualité de l'air et être en situation de sécurité énergétique. Ces scénarios présentent aussi des co-bénéfices considérables pour la santé humaine, les écosystèmes, etc.

Localement la commune devra faire face pour les années à venir :

- une augmentation constante de la température moyenne
- une accentuation des épisodes de fortes chaleurs
- une diminution des précipitations neigeuses et des précipitations estivales
- diminution des réserves d'eau
- une accentuation des épisodes extrêmes : pluies cévenoles, fortes chaleurs
- évolution du niveau de la mer d'au minimum 1 mètre en 2100 (source NASA et James Hansen). Même si la commune n'est pas une commune côtière des effets indirects de l'élévation du niveau de la mer pourraient s'abattre sur la commune (migration climatique)

Chacune des dimensions sectorielles étudiées dans le PLU peut contribuer au changement climatique (réduire ou amplifier le phénomène par l'émission ou le stockage de gaz à effet de serre) et être impacté (être altéré ou renforcé par les évolutions climatiques à venir) : un changement de regard a été nécessaire pour tirer tout le profit des études du diagnostic.

2.1.2 TOPOGRAPHIE

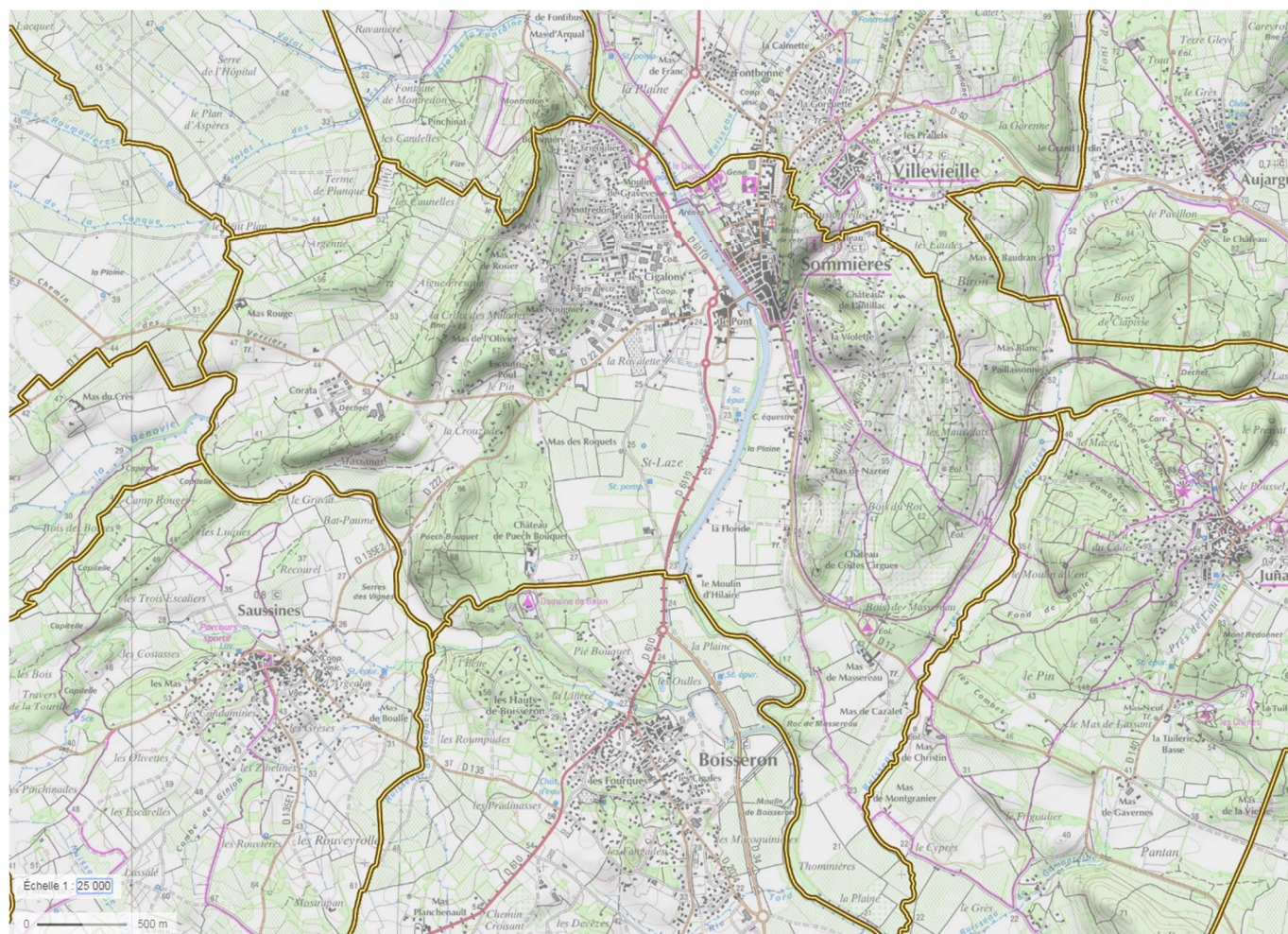
Sommières se situe entre le massif des Cévennes au Nord-Ouest et la Méditerranée au Sud, au cœur des garrigues du Nord Montpellierain. Ainsi, la commune s'inscrit dans un secteur de bas-reliefs à la topographie vallonnée. Les courbes altimétriques s'échelonnent sur le territoire communal de 15 m à 100 m.

Le centre du territoire est fortement marqué du Nord au Sud par la plaine inondable du Vidourle, espace plan très ouvert.

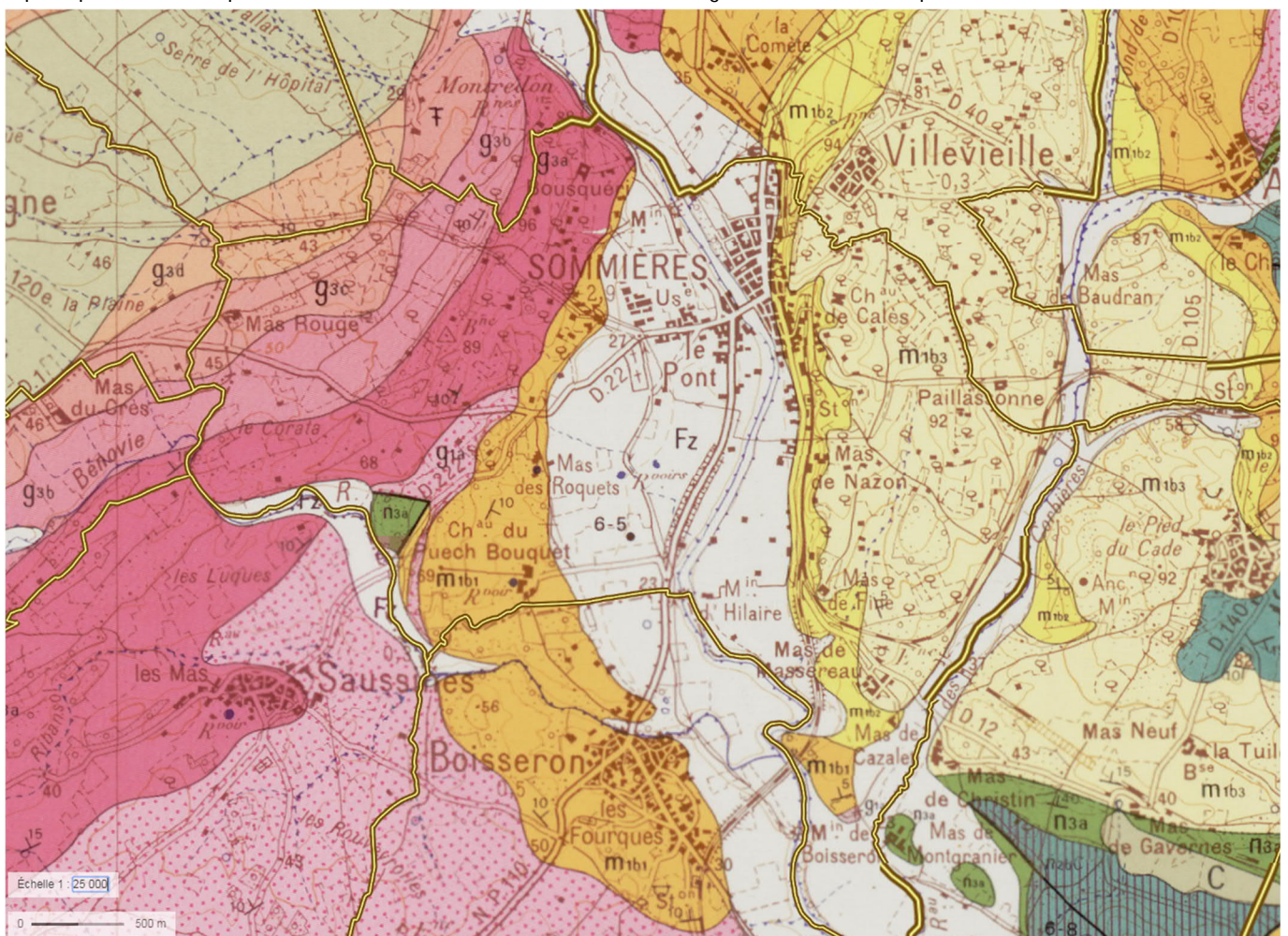
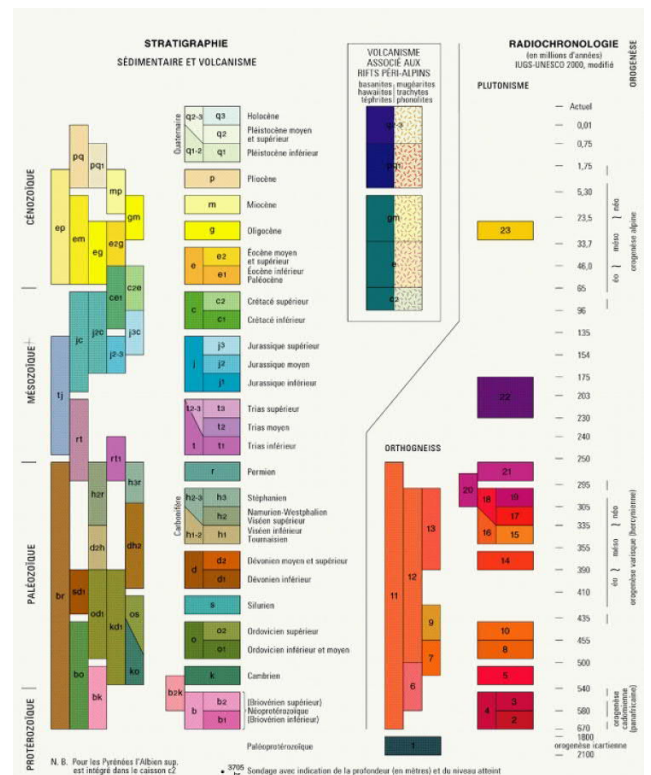
Le point culminant de Sommières qui est de 102 m appartient à un plateau situé au Nord Est de la commune qui surplombe la ville historique par un versant abrupt côté Ouest. Dans ce relief se dessine peu à peu un vallon orienté vers le sud qui est délimité par deux arêtes qui viennent se fondre dans la plaine : Le Saut de Cheval et les Mauvalats. Ces promontoires naturels offrent des panoramas remarquables sur l'ensemble de la vallée et des collines alentours.

A l'est un petit plateau délimité au Nord par un versant abrupt correspond au promontoire de la Cousterelle. Plus au sud, au niveau des Mauvalats, le plateau est fortement disséqué aboutissant à un relief collinaire qui s'estompe de plus en plus jusqu'à la plaine du Vidourle.

A l'ouest, on compte de nombreuses petites collines et buttes toutes orientées Nord/Sud-Ouest : l'Argentié (71m), l'Aigue-Fresque (93m), ...



2.1.3 GEOMORPHOLOGIE



2.1.4.1 LES COURS D'EAU ET LES EAUX SUPERFICIELLES

2.1.4.1 LES COURS D'EAU ET LES EAUX SUPERFICIELLES

- Un secteur de bas-relief (100-300 m) sur sa partie ouest et nord-ouest incluant les bassins amont de la Bénovie et du Brestalou : ce secteur correspond aux garrigues nord-montpellieraines. Formations marno-calcaires Crétacé et calcaires Jurassique,
- La plaine de la Bénovie qui se forme au pied des garrigues et qui vient se fondre avec la plaine du Vidourle. Formations tertiaires variées (principalement marneuses et argileuses), La plaine est découpée par quelques petits reliefs collinaires calcaires orientés Nord-Est, Sud-Ouest.



2.1.4.1.1 LE VIDOURLE

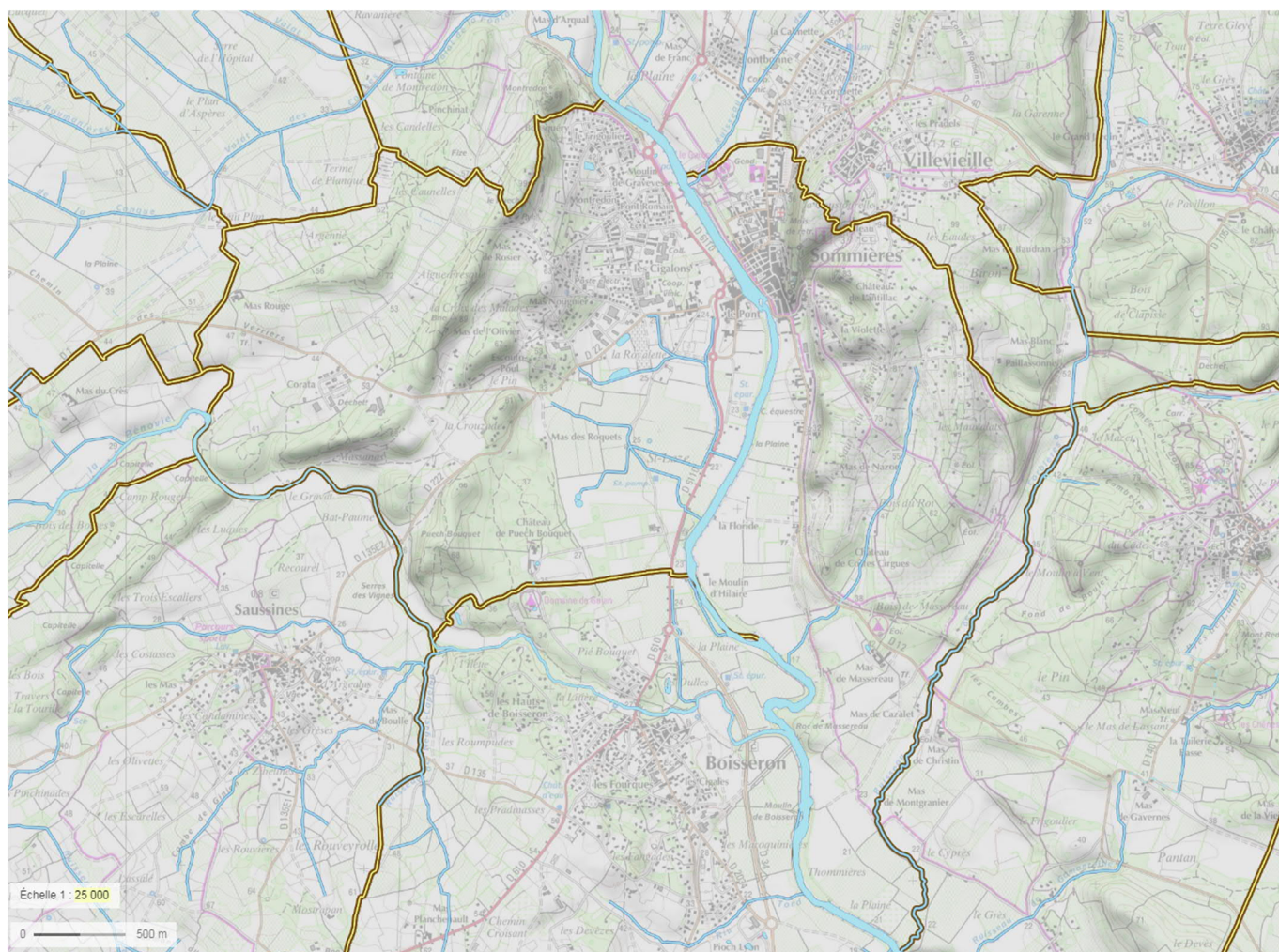
Le Vidourle, fleuve côtier qui prend sa source dans la montagne de la Fage en bordure du Mont Aigoual, structure le réseau hydrographique de Sommières. Avec 82 km, il parcourt les départements du Gard et de l'Hérault. Son cours supérieur ainsi que celui de ses affluents se caractérise par des déclivités importantes générant des vitesses d'écoulement rapides.

Le régime du Vidourle est irrégulier : les étiages sont sévères et le fleuve connaît des crues soudaines, dévastatrices et fréquentes. Ces écoulements torrentiels sont généralement dus aux pluies très importantes qui s'abattent sur les Cévennes lorsque souffle le Marin, vent de sud-est chargé d'humidité.

La concentration des pluies est accentuée par l'importance des pentes et la faible surface du bassin versant. On peut citer la crue de Septembre 2002 qui a été particulièrement catastrophique (période de retour de 200 à 300 ans), et au cours de laquelle le niveau de l'eau a atteint 7.08 m avec un débit de 2550 m³ /s. Sommières dispose d'un service d'annonce de crues relativement efficace. Malgré une qualité des eaux jugée médiocre (pollution nette en Azote-Phosphore, eutrophisation occasionnelle, rejets industriels ponctuels) le Vidourle sert de fraysère à brochets et à sandres un peu en amont de Sommières. Par ailleurs, il existe un plan d'eau au niveau de la commune constituant une base d'accueil pour la baignade et la pratique sportive. Côté institutionnel, un projet de contrat de rivière porté par le syndicat mixte d'aménagement et de mise en valeur du Vidourle est envisagé. Le bassin versant du Vidourle est également drainé par la Bénovie, affluent de rive droite, et le ruisseau des Corbières, affluent de rive gauche. De petits ruisseaux intermittents irriguent les plaines agricoles.

2.1.4.1.2 LA BENOVIE

La Bénovie, principal affluent du Vidourle, délimite les communes de Sommières et de Boisseron et constitue également la frontière départementale entre le Gard et l'Hérault. Ce cours d'eau d'un linéaire de 23 km et d'une pente de 4.8 pour mille, naît dans les garrigues à hauteur de Ste Croix de Quintillargues (125m). On constate sur la Bénovie une forte eutrophisation (teneur élevée en matières phosphatées) à l'étiage sur les secteurs où l'écoulement est pérenne, résultant des apports organiques à caractère domestique. Des prélèvements en eau potable y sont pourtant effectués. La période d'étiage entraîne l'assèchement total de la Bénovie à l'exception de la zone de confluence avec le Vidourle (environ 500 m) et de quelques secteurs maintenus en eau grâce à la présence de seuils. Les épisodes de crue du Vidourle sont malheureusement célèbres de par leur violence et la gravité des dégâts occasionnés. Aussi, sont inventoriés trois foyers de rejets sur la Bénovie, dont un en amont de la zone de Sommières : l'agglomération de Fontanès (population agglomérée d'environ 130 habitants), mais qui ne génère pas d'impact en raison de l'infiltration des eaux usées. En revanche, aucun rejet à caractère industriel n'a été recensé sur le territoire. En termes de qualité des eaux, les enjeux sont multiples : préserver l'équilibre d'un écosystème sensible à l'eutrophisation ; protéger les eaux souterraines aux pollutions superficielles, garantir une qualité bactériologique des eaux.



Réseau hydrographique sur la commune de Sommières

2.1.4.2 LES EAUX SOUTERRAINES

La protection des eaux souterraines constitue une priorité de la politique environnementale française et de l'Union européenne (UE) pour quatre raisons majeures :

- les eaux souterraines sont très utilisées pour l'alimentation en eau potable, pour l'industrie et pour l'agriculture, leur pollution peut être dangereuse pour la santé humaine et pour le bon déroulement des activités économiques ;
- les eaux souterraines fournissent le débit de base de nombreux fleuves (elles peuvent représenter jusqu'à 90 % du débit de certains cours d'eau) et peuvent influencer la qualité des eaux de surface ;
- si elles sont contaminées, le bon état des eaux souterraines est difficile à retrouver et les conséquences peuvent se prolonger pendant des décennies ;
- elles servent de tampon en période de sécheresse et sont essentielles pour conserver les zones humides.

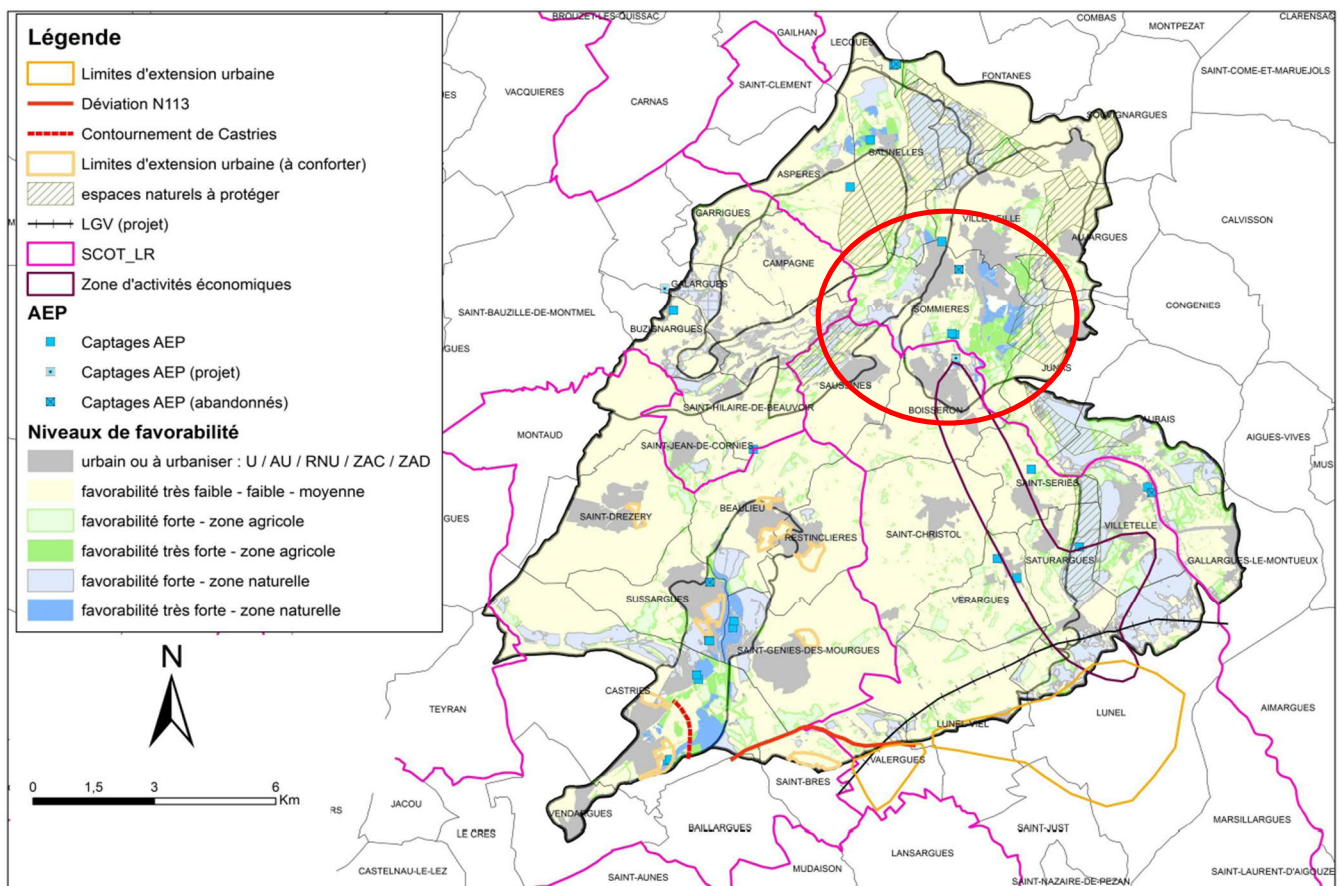
La directive-cadre sur l'eau a imposé de découper le territoire national en masses d'eau souterraine. L'état d'une masse d'eau souterraine est déterminé par la plus mauvaise valeur de son état quantitatif et de son état chimique.

Sur le plan quantitatif, une masse d'eau souterraine est en bon état lorsque les volumes prélevés dans la nappe ne dépassent pas la capacité de renouvellement de la ressource et préservent l'alimentation en eau des écosystèmes de surface.

Sur le plan qualitatif (état chimique), les déclassements des masses d'eau souterraine sont principalement dus aux nitrates et pesticides d'origine agricole. Une eau souterraine est en bon état lorsque son état quantitatif et son état chimique sont, au minimum, bons.

2.1.4.2.1 LE MOLASSES MIOCÈNES DU BASSIN DE SOMMIÈRES

Cette entité se situe essentiellement dans le département du Gard, mais déborde légèrement dans le département de l'Hérault, sur la commune de Boisseron. Elle s'étend sur les communes de Sommières, Villevieille, Junas, Aujargues, Souvignargues (département du Gard) et Boisseron (département de l'Hérault). Cette entité se localise dans la moyenne vallée du Vidourle. Il s'agit d'un secteur de plaine et l'altitude varie entre 20 m NGF au niveau du Moulin de Boisseron, à proximité du Vidourle, à l'extrémité méridionale de l'entité et 103 m NGF entre Souvignargues et Villevieille. Hormis les secteurs urbanisés représentés par les villages de Souvignargues au Nord, Aujargues et Junas à l'Est, Boisseron au Sud et surtout les agglomérations de Sommières et Villevieille au centre de cette entité, l'espace agricole est encore occupé majoritairement par la vigne. Cette entité bénéficie d'un climat typiquement méditerranéen avec un nombre de jours de précipitations peu nombreux, mais avec des averses parfois violentes, notamment en automne, en particulier durant les mois de septembre et octobre, lors de ce que l'on appelle un épisode cévenol, causant fréquemment des inondations (en moyenne 2 à 3 épisodes méditerranéens par an). Au contraire, l'été est souvent très sec, avec seulement quelques précipitations en juillet et en août liées aux orages. Sur l'ensemble de cette entité, les précipitations annuelles moyennes sont proches de 750 mm, mais elles peuvent varier de manière très importante d'une année à l'autre avec des variations de 1 à 4. Le secteur est relativement venté et la température moyenne annuelle est de 14°C. Cette entité est traversée dans sa partie occidentale par le Vidourle, qui s'écoule Nord Sud. Ce fleuve qui se jette dans l'Etang de l'Or et la Méditerranée peut connaître des crues très importantes et parfois catastrophiques, appelées « les vidourlades ». Son débit est souvent faible, voire presque nul en été. Le débit minimum est de 3 m³/s. En revanche, en cas de fortes crues, le débit maximum peut dépasser 1 500 m³/s.



La molasse burdigalienne de Sommières localisée sur la carte ci-contre est exploitée par la ville de Sommières au niveau des forages de Saint Laze depuis 2007. La DUP autorise un débit de 200m³ ou 4800m³/j. En 2010, le débit pompé était de l'ordre de 1200m³/j. Les volumes prélevés annuellement sont passés de 200 000m³ en 2007 à 440 000m³ en 2010. L'augmentation des volumes est liée à l'abandon progressif du pompage du Garanel dans la nappe du Vidourle arrêté définitivement en 2009. Ce volume représente en 2010 environ 11% des volumes prélevés pour l'AEP sur la masse d'eau.

Les molasses burdigaliennes du bassin de Sommières produisent plus de 20m³/h dans la partie aval de l'entité et notamment de part et d'autre du Vidourle entre Sommières et Boisseron. Des débits supérieurs à 100m³/h peuvent être obtenus (exemple : le nouveau forage de St-Laze). En amont entre Junas, Villevielle et Souvignargues la molasse est beaucoup plus fine et moins perméable.

Suite à l'étude menée sur les volumes prélevables sur la masse d'eau FRDG223 « Calcaires, marnes et molasses oligo-miocènes du bassin de Castries-Sommières et extension calcaires crétaqués sous couverture » (BRGM RP61207-FR), une analyse spatiale multicritère sur la base de données cartographiques a été réalisée pour délimiter les zones à préserver pour satisfaire les besoins AEP actuels et futurs.

Compte tenu des projections d'augmentation de population, les résultats montrent que l'ensemble des zones actuellement exploitées pour l'AEP sont d'intérêt majeur, dont la dégradation poserait des problèmes immédiats pour les populations qui en dépendent.

De plus l'analyse a permis d'établir une cartographie des zones favorables et très favorables d'intérêt futur pour l'implantation de futurs captages pour l'AEP. Ces zones pourront être classées comme zones à préserver.

Sur la commune les surfaces stratégiques à préserver pour satisfaire les besoins futurs en AEP représentent 378,1 ha.

2.1.4.3 PROGRAMMES DE GESTION ET DE RESTAURATION DE LA RESSOURCE EN EAU

2.1.4.3.1 LE SDAGE RHÔNE MÉDITERRANÉE

Entré en vigueur le 21 décembre 2015, pour une durée de 6 ans, le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée fixe les grandes orientations d'une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur les bassins versants du Rhône, de ses affluents et des fleuves côtiers formant le grand bassin Rhône-Méditerranée.

Il prévoit des actions à mener dans les territoires pour réduire la pollution, économiser l'eau ou restaurer les rivières. Son coût est évalué à 2,6 milliards d'euros sur 6 ans, soit environ 10% de moins que le coût des mesures du précédent SDAGE.

Grâce à ces actions, l'objectif est d'avoir 66% des masses d'eau (rivières, plans d'eau, eaux souterraines...) en bon état écologique en 2021.

S'adapter au changement climatique, c'est en premier lieu économiser l'eau, mieux la partager entre les différents usages et créer des ressources de substitution lorsque cela s'avère nécessaire.

C'est aussi lutter contre l'imperméabilisation des sols qui augmente les ruissellements vers les eaux de surface et réduit la recharge des nappes souterraines. Une nouvelle disposition du SDAGE incite les collectivités, dans le cadre de leurs documents d'urbanisme, à compenser l'urbanisation de nouvelles zones par la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées, à hauteur de 150% de la nouvelle surface imperméabilisée.

Les formations molassiques de ce bassin de Sommières constituent en fait deux aquifères superposés séparés par 20 à 70 m de marnes sableuses qui constituent un niveau semi-perméable. La productivité la plus importante est rencontrée dans les molasses du Burdigalien inférieur. Cette entité, d'une extension limitée, n'était pas exploitée jusqu'en 2008, hormis par de nombreux forages privés utilisés pour des besoins d'arrosage de jardins individuels ou de piscines. Il faut y ajouter aussi les forages pour les pépinières et les campings. Par contre, la ville de Sommières qui était alimentée par une prise directe dans le Vidourle, en amont de la zone urbaine, s'est orientée vers l'exploitation de cet aquifère burdigalien. Ainsi, deux forages d'exploitation ont été réalisés au lieu-dit St Laze sur le territoire communal de Sommières, au Sud de l'agglomération et dans la plaine alluviale du Vidourle. Ces deux forages espacés d'environ 50 m ont une profondeur de 155 à 160 m. Après avoir traversé 5 m d'alluvions, ils ont recoupé des marnes jusqu'à 70 m environ, ces marnes correspondant au Burdigalien moyen et ensuite, ils ont traversé tout d'abord 20 à 30 m de grès grossiers, puis, à partir de 90 m environ de profondeur, des molasses jaunes grossières, avec des débris coquilliers. Ce sont ces formations molassiques du Burdigalien inférieur qui sont les plus productives, soit 100 m³/h par forage, voire plus. Ces calcaires coquilliers du Burdigalien inférieur présentent une porosité de texture leur conférant une forte capacité d'emménagement et une porosité de fractures avec présence de conduits karstiques permettant d'obtenir de forts débits lorsque l'on recoupe les fissures productives. Ces deux forages St Laze sont actuellement exploités pour l'alimentation de la ville de Sommières au débit maximum de 200 m³/h et 4800 m³ par jour. Il faut aussi préciser que le Syndicat de Garrigues Campagne qui dessert une vingtaine de communes du département de l'Hérault, entre Castelnau le Lez au Sud Ouest et Boisseron au Nord Est a réalisé de nombreuses études et suivi sur 4 sondages de reconnaissance réalisés sur la commune de Boisseron, en rive droite du Vidourle et un piézomètre en rive droite, sur la commune de Sommières. Ces ouvrages ont testé les capacités hydrogéologiques des molasses du Burdigalien inférieur et ont permis d'appréhender les relations entre cet aquifère molassique du Burdigalien inférieur et le Vidourle. Le trop-plein de l'aquifère du Burdigalien inférieur semble s'évacuer à proximité du Vidourle, près du pont de l'ancienne voie ferrée, légèrement en amont du Moulin de Boisseron. Les eaux du Vidourle sembleraient réalimenter l'aquifère molassique en amont du pont de la RN.100, au contact des molasses du Burdigalien inférieur avec les calcaires de Pondres mis en contact par la faille d'effondrement limitant vers le Nord Ouest la bordure du synclinal de Sommières. Par ailleurs, la molasse du Burdigalien supérieur est drainée par la molasse du Burdigalien inférieur via les marnes intermédiaires au cœur de la structure, soit sur environ 7 km². Les molasses supérieures s'ouvrent vers le Sud Est dans la gouttière synclinale d'Aubais et Aigues Vives, qu'elles doivent contribuer à alimenter. Il existe donc une fuite vers le sud-Est de cet aquifère molassique supérieur.

Trois orientations majeures :

- Restaurer 300 km de cours d'eau en intégrant la prévention des inondations :

Le SDAGE préconise des opérations de restauration des rivières qui redonnent un cours et un fonctionnement plus naturels tout en limitant les risques d'inondations. La compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) favorisera la mise en œuvre de ces opérations.

- Préserver et restaurer les zones humides

Le SDAGE propose un objectif de compensation de destruction des zones humides à hauteur de 200 % de la surface détruite. Lorsque les fonctions des zones humides seront détruites ou altérées, il s'agira de créer des zones d'expansion des crues, de préserver la qualité des eaux ou de la biodiversité.

Le SDAGE incite à élaborer des plans de gestion stratégiques des zones humides dans les bassins versants, afin d'anticiper et d'orienter les aménagements.

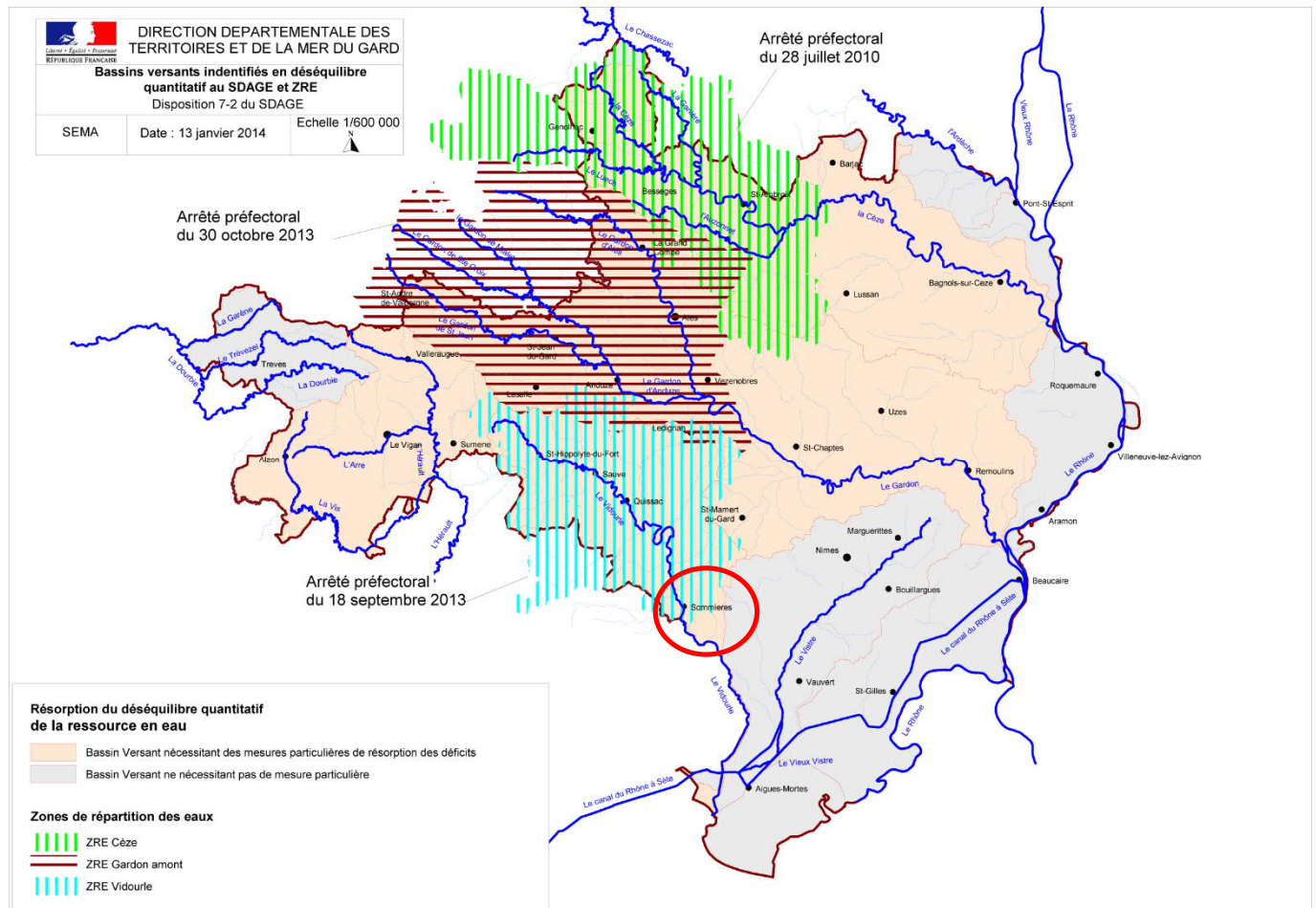
- Restaurer la qualité de 269 captages d'eau potable pour protéger la santé humaine

Le SDAGE demande de mettre en œuvre des plans d'action pour lutter contre les pollutions diffuses par les nitrates et les pesticides.

Il cible des secteurs d'actions prioritaires pour lutter contre les pollutions par les substances dangereuses issues des activités industrielles, des zones urbaines et des sites et sols pollués (métaux, solvants, perturbateurs endocriniens, pesticides...). Il incite à réduire les rejets de ces substances dans les milieux aquatiques.

Les déficits chroniques de la ressource en eau :

Le S.D.A.G.E 2010/2015 a classé 80 % du territoire Gardois en zone de déséquilibre quantitatif pour la ressource en eau.



Sur ces secteurs, le SDAGE considère que les prélèvements sont supérieurs à la ressource disponible. Sur ces zones en déficit chronique, le recours aux restrictions d'usage de l'eau (arrêtés sécheresse) devient de plus en plus fréquent (Cf crises sécheresse de 2011 et 2012) alors que cette procédure doit être réservée aux épisodes climatiques exceptionnels. Enfin, il n'existe pratiquement plus de concertation, ni de solidarité amont aval entre les préleveurs et des conflits d'usage apparaissent. Ce constat s'inscrit dans un contexte de changement climatique qui prévoit une baisse d'environ 40 % des précipitations dans la région et un étiage de plus en plus long (septembre voire octobre).

Les objectifs et les échéances de la Directive Cadre sur l'Eau imposent de mettre en œuvre, sur ces bassins versants prioritaires, tous les outils financiers et réglementaires nécessaires pour retrouver l'équilibre entre les besoins du milieu et les prélèvements.

Depuis 2010, des études dites sur les "volumes prélevables" (E.V.P.) ont été lancées sur les bassins versants classés en déficit par le SDAGE (Gardons – Cèze – Hérault - Vidourle).

Elles ont pour but de déterminer les volumes maximums qui peuvent être prélevés, tout usage confondu (y compris AEP), compte tenu de la disponibilité de la ressource, pour respecter les objectifs de "bon état quantitatif" des cours d'eau.

Elles constituent une première étape dans la connaissance de la ressource disponible, des prélèvements actuels et donc des objectifs d'économie d'eau à réaliser à moyen terme pour atteindre la gestion équilibrée. Elles fixent :

- des Débits d'Objectif à des points de référence du bassin versant. Ce sont des débits moyens mensuels. Leur respect caractérise le "bon état" au sens de la D.C.E.. C'est la vérification, a posteriori, de leur respect, qui permet de justifier d'une gestion équilibrée de la ressource en amont, c'est à dire que les prélèvements autorisés correspondent aux volumes disponibles.
- des volumes "prélevables". C'est le volume qui peut être prélevé par l'activité humaine (Eau potable - Agriculture - Industrie) sans compromettre la fonctionnalité du milieu naturel.

Ces volumes sont déterminés au niveau de chaque point de référence.

La comparaison entre les volumes prélevés actuellement et les volumes « prélevables » tels qu'ils ressortent des EVP, indique le niveau d'économie d'eau à atteindre pour retrouver l'équilibre.

Les premières conclusions des EVP confirment le diagnostic du SDAGE de 2009 sur le déficit. Les secteurs les plus déficitaires sont situés dans la zone Cévenole des bassins versants où les déficits atteignent 30 % à 80 % sur certains secteurs.

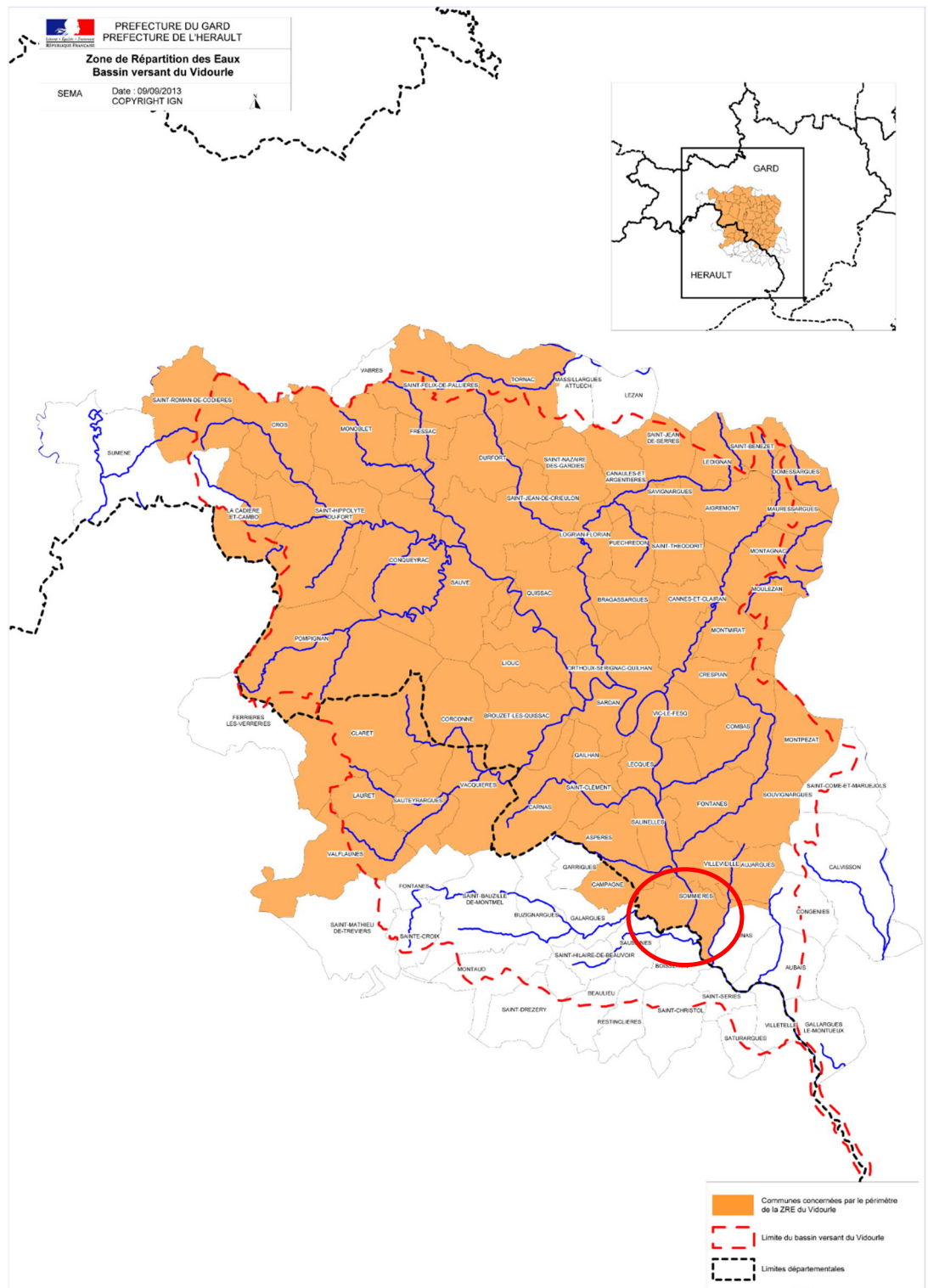
2.1.4.3.2 CLASSEMENT EN ZONE DE RÉPARTITION DES EAUX DU BASSIN VERSANT AMONT DU VIDOURLE

La Z.R.E. est l'un des outils réglementaires qui permet d'atteindre l'objectif de résorption des déficits quantitatifs.

L'article L 211-2 du code de l'environnement prévoit la mise en place de ce zonage dans les secteurs présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins. Dans le bassin Rhône-Méditerranée ce classement a été mis en place sur les secteurs où le déficit dépasse 30 %.

L'arrêté préfectoral du 18 septembre 2013 classe en ZRE le bassin versant du Vidourle amont de la confluence avec la Bénovie. Cette zone de répartition des eaux vise les eaux superficielles ainsi que les eaux souterraines contenues dans les alluvions du Vidourle et de ses affluents. Dans le territoire des communes concernées par la ZRE, les seuils d'autorisation et de déclaration pour les prélèvements dans les nappes d'eau souterraines et dans les eaux superficielles relevant de la nomenclature des opérations visés à l'article L214-1 du code de l'environnement, à

l'exception des
prélèvements inférieurs à
1000m³/an réputés
domestiques, sont
abaissés par le biais de
l'application de la rubrique
1.3.1.0 de cette
nomenclature. Elle soumet
tout prélèvement non
domestique de capacité
inférieure à 8m³/h à
déclaration, et tout
prélèvement dont la
capacité est supérieure ou
égale à 8m³/h à
autorisation quelle que soit
l'origine des eaux
prélevées.



2.2 LA BIODIVERSITÉ DANS LA VILLE ET AUTOUR DE LA VILLE

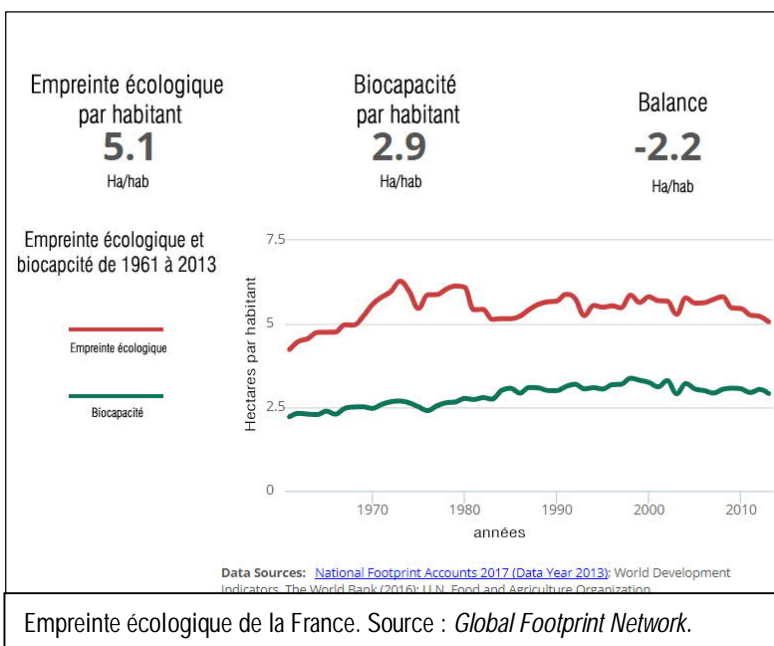
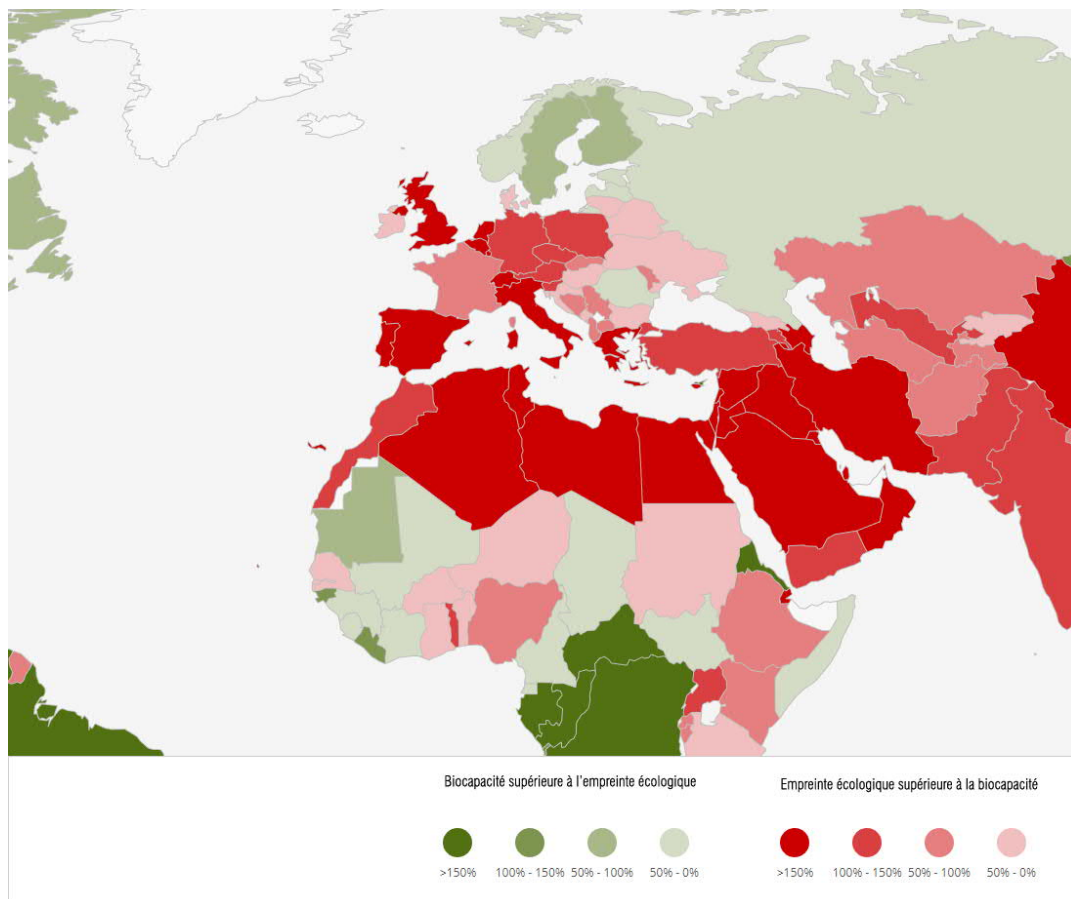
2.2.1 CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL

Global Footprint Network, fondé en 2003, est un groupe de réflexion indépendant basé aux Etats-Unis, en Belgique et en Suisse. Chaque année, cet organisme produit une nouvelle édition de ses comptes nationaux d'Empreinte Ecologique. Ces derniers calculent l'Empreinte Ecologique et la biocapacité (désigne la capacité d'une zone biologique donnée à produire une offre continue en ressources renouvelables et à absorber les déchets découlant de leur consommation, notamment la séquestration du dioxyde de carbone) de plus de 200 pays et territoires de 1961 à aujourd'hui. Utilisant sur jusqu'à 15 000 points de données par pays et par an. L'édition de 2017 des comptes nationaux d'Empreinte Ecologique couvre la période 1961-2013 (chiffres de L'ONU les plus récents) et incorpore des données venant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la base de données *Comtrade* de l'ONU et l'Agence internationale de l'énergie notamment.

Les biens écologiques sont au cœur de la richesse à long terme de chaque nation. Pourtant, aujourd'hui, la croissance démographique et les modes de consommation exercent plus de pression sur les écosystèmes de notre planète, comme en témoignent les pénuries d'eau, la réduction de la productivité des terres cultivées, la déforestation, la perte de biodiversité, l'effondrement des pêches et le changement climatique. La comptabilité de l'empreinte écologique compare la quantité de consommation humaine consommée sur la biosphère (empreinte écologique) dans la zone où l'offre de terres productives disponibles pour répondre à cette demande. L'empreinte et la biocapacité sont mesurées dans des hectares globaux. La comptabilité de l'empreinte expose les risques et les opportunités uniques que les contraintes de ressources naturelles posent à chaque nation.

Aussi nommé *Jour de la dette écologique*, le *Jour de dépassement* est le jour où l'humanité a épuisé les ressources naturelles de la Terre pour l'année. Le restant de l'année étant considéré comme une vie à crédit qui puise dans les stocks de ressources non renouvelables de la planète. Le premier Jour de dépassement calculé était le 19 décembre 1987. En 2014, le Jour de dépassement était le 19 août, en 2016 il a été calculé au 8 août, en 2017 le 02 août marquera ce jour. Ainsi l'humanité utilise les ressources naturelles 1,7 fois plus vite que les écosystèmes ne peuvent régénérer. La méthode utilisée par l'ONG montre toutefois des limites.

Dans son calcul, GFN ne raisonne pas en termes de quantité de produits consommés, mais en termes de surface nécessaire à leur production. En clair, elle compare les hectares dont l'homme a besoin pour satisfaire son niveau de consommation à la surface terrestre maximale disponible pour produire et recycler ces matériaux. Quand l'ONG calcule la surface utilisée par l'homme, elle englobe également la surface requise pour recycler les déchets induits par cette production. Parmi eux, le CO₂ est lui aussi artificiellement converti en hectares. L'étude ne tient enfin pas compte de l'épuisement des sous-sols et ne comptabilise pas directement la consommation d'eau. Toujours est-il que les résultats obtenus donnent une tendance générale de l'empreinte écologique.



Un déficit écologique se produit lorsque l'empreinte écologique d'une population dépasse la biocapacité de la zone disponible pour cette population. Un déficit écologique national signifie que la nation importe la biocapacité par le commerce, la liquidation d'actifs écologiques nationaux ou l'émission de déchets de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Il existe une réserve écologique lorsque la biocapacité d'une région dépasse l'empreinte écologique de sa population. Les émissions de CO₂, le principal gaz à effet de serre, sont le plus important facteur de dépassement en représentant 60% de l'empreinte écologique globale.

La France présente un déficit écologique de l'ordre de 2,2 hectares par habitant. A titre de comparaison l'Allemagne présente un déficit écologique de 3,3 ha/hab, les Etats-Unis un déficit de 4,8 ha/hab. A l'inverse la Canada présente une réserve écologique de 7,4 ha/hab, ainsi que la Finlande avec 6,6ha/hab.

Cet indicateur est important car il mesure la demande humaine sur la nature et permet de prendre conscience qu'il est nécessaire de vivre autrement. Les solutions portent notamment dans quatre domaines :

- la nourriture : manger localement et éviter les aliments hautement transformés peut réduire l'empreinte écologique. Réduire notre consommation de viande et arrêter de gaspiller sont des solutions évidentes, mais qu'il faut sans cesse rappeler.

- les villes : Quatre-vingts pour cent de la population mondiale devrait habiter dans les villes d'ici 2050. Par conséquent, les stratégies de planification urbaine et de développement urbain contribuent à équilibrer l'offre de capital naturel et la demande de la population. Plus précisément, la planification urbaine peut jouer un rôle majeur dans nos besoins en mobilités. Ce point est essentiel car les déplacements individuels représentent 14% de l'empreinte carbone mondiale. Réduire de 50% l'usage de la voiture et opter pour la marche, le vélo ou les transports en commun permettrait de reprendre 10 jours au dépassement de la Terre.

- la population : l'éducation de la population est essentielle dans la compréhension du phénomène au sens large. *In fine* d'une population mieux éduquée résulte une société plus égalitaire et des taux de reproduction plus faible d'où une amélioration de l'empreinte écologique. C'est un fait plus la population mondiale augmente régulièrement sur une planète qui, elle, est finie, d'où des ressources disponibles plus faible par habitant. Ce propos est à nuancer car tout dépend de l'empreinte écologique des états, c'est-à-dire la multiplication entre le nombre d'habitants d'un territoire et leur impact sur l'environnement. Comme l'a souligné une étude de l'université de l'Oregon, chaque bébé qui naît aux Etats-Unis est responsable de l'émission de 1 644 tonnes de CO₂, c'est-à-dire 5 fois plus qu'un bébé venant au monde en Chine et 91 fois plus qu'un enfant qui voit le jour au Bangladesh. L'éducation permet non seulement de réduire le taux de reproduction, mais il permet également de faire preuve d'une plus grande efficacité dans la production, la fourniture et la consommation des produits issus de la terre. « *Il s'agit à termes de pouvoir définir des frontières planétaires à l'intérieur desquelles le monde peut fonctionner en toute sécurité pour sauver des millions d'hectares d'ici 2050* » le Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE, M. Achim Steiner.

- l'énergie : Selon l'Accord de Paris de 2015 sur le climat, le plafonnement de la température mondiale à moins de 2 ° C (ou même 1,5 ° C) implique de maintenir la concentration atmosphérique CO₂ inférieure à 450 parties par million (ppm). En 2017, l'atmosphère contenait 409 ppm de CO₂. L'empreinte carbone actuelle ajoute 2 à 3 ppm de CO₂ à l'atmosphère par an. Cela signifie que nous devons tous éliminer les combustibles fossiles avant 2050, si nous voulons respecter l'accord de Paris. Une énergie abordable et propre exige une augmentation substantielle de la part des énergies renouvelables dans le mélange énergétique mondial d'ici 2030. Réduire de 50% la composante carbone de l'empreinte écologique de l'humanité nous permettra de consommer les ressources de 1,7 terre à 1,2 Terre. Cela correspond au déplacement de la date de la journée de dépassement de 89 jours, soit environ trois mois.

2.2.2 PÉRIMÈTRES À STATUT

Les informations répertoriées ci-après sont issues des outils de consultation cartographiques de la DREAL Occitanie.

2.2.2.1 PÉRIMÈTRES D'INVENTAIRE DE ZONES ENVIRONNEMENTALES REMARQUABLES

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) constitue un état des connaissances des richesses écologiques des espaces naturels terrestres et marins à l'échelle nationale. Il ne constitue pas un instrument de protection réglementaire mais uniquement un porter à connaissance. La désignation d'une ZNIEFF repose sur la présence d'espèces ou d'associations d'espèces déterminantes à fort intérêt patrimonial. Il faut distinguer :

- les ZNIEFF de type 1, de superficie réduite, qui correspondent à des espaces homogènes d'un point de vue écologique et qui abritent au moins une espèce déterminante ou un habitat rare ou menacés ;
- les ZNIEFF de type 2 qui s'identifient comme de grands ensembles paysagers et naturels qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type I et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.

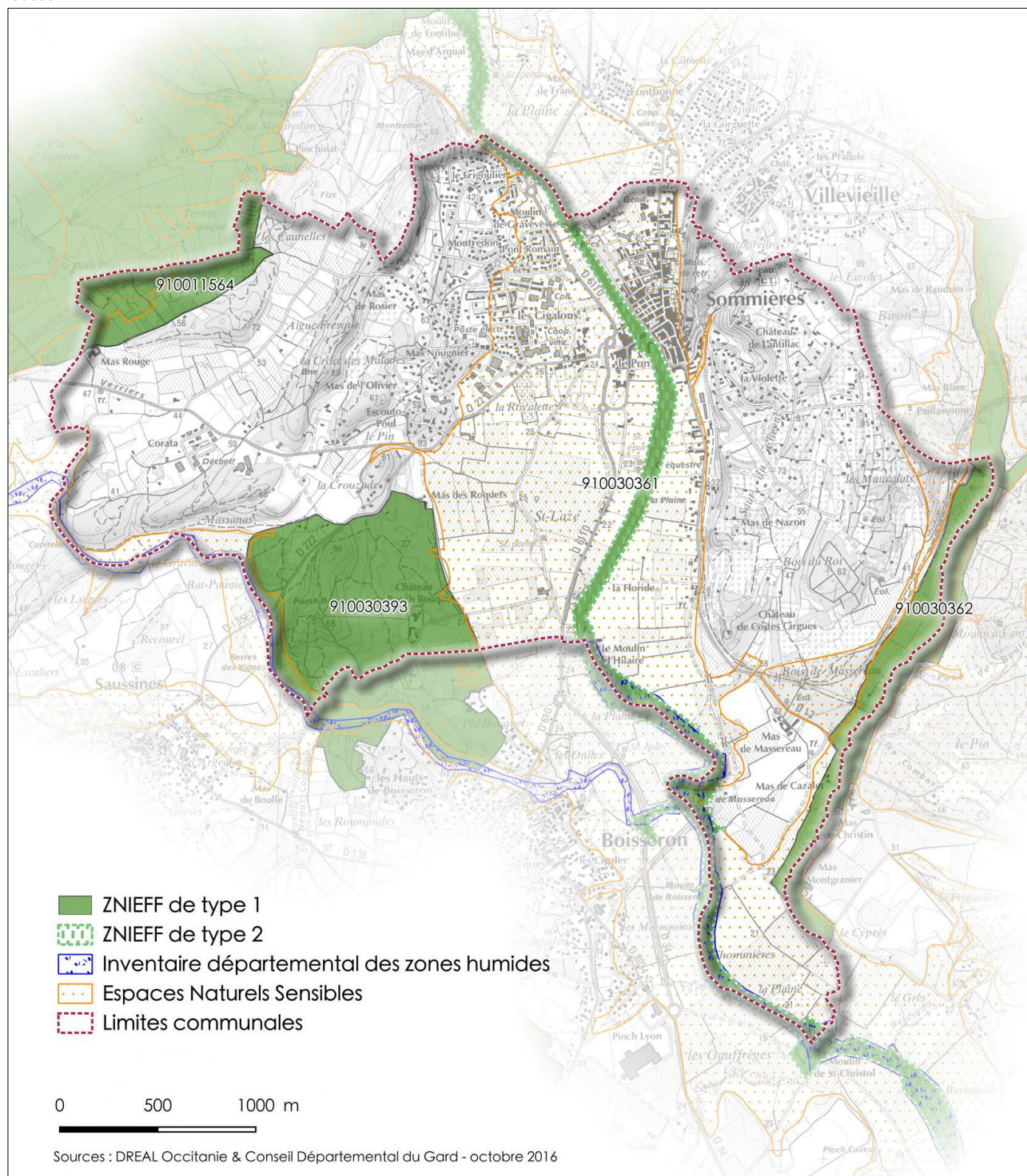
La commune de Sommières est concernée par plusieurs périmètres :

- ZNIEFF de type 1
 - o n°910011564 – Plaine de la Campagne, au Nord-Ouest ;
 - o n°910030361 – Cours du Vidourle de Sallinelles à Gallargues,
 - o n°910030362 – Vallon du ruisseau des Corbières,
 - o n°910030363 – Plaines de Beaulieu à Saussines
 - o n°910030393 – Bois du Puech Bouquet ;
- ZNIEFF de type 2 n°3014-000 Vallée du Vidourle.

Il existe d'autres périmètres d'inventaire permettant de mettre en exergue les milieux naturels et la biodiversité comme les Espaces Naturels Sensibles du Département du Gard. Le Département peut faire valoir son droit de préemption pour l'acquisition des parcelles concernées par ce périmètre.

L'inventaire des zones humides, réalisé pour le Conseil Départemental du Gard en 2005, a identifié au niveau du cours du Vidourle et sur la Bénovie des milieux humides. Cet inventaire n'a pas de valeur réglementaire et nécessite d'être précisé dans le cadre de l'établissement du diagnostic environnemental.

Enfin, la commune de Sommières est concernée par différents Plans Nationaux d'Action en faveur d'espèces ou groupes d'espèces menacées : Loutre, Faucon crécerellette, Outarde caneetièrre, Aigle de Bonelli, Chauves-souris, Odonates, Pie-grièche méridionale et Pie-grièche à tête rousse.

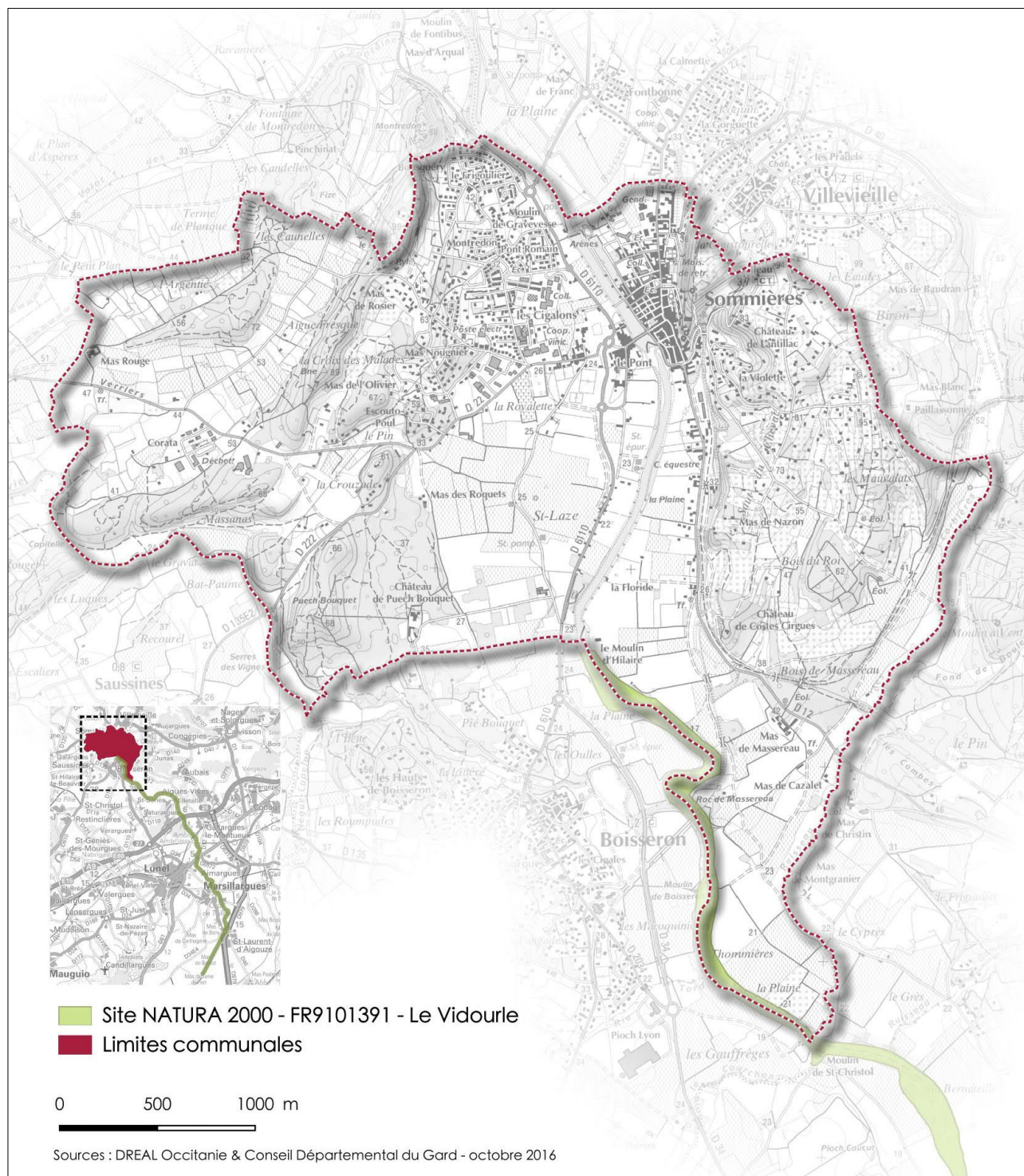


Les ZNIEFF au niveau de la commune

2.2.2.2 PÉRIMÈTRES DE PROTECTION CONTRACTUELLE

La commune de Sommières est concernée par le périmètre d'un site NATURA 2000 défini au titre de la Directive 92/43/CEE – Habitats, Faune, Flore.

Il s'agit du site NATURA 2000 n°FR9101391 – Le Vidourle. Ce site a été désigné Zone Spéciale de conservation le 16/11/2015. L'opérateur du site est le SIA Vidourle.



Cartographie du site NATURA 2000 FR9101391 – Le Vidourle

Le fleuve présente un intérêt biologique tout particulier au regard de l'existence d'espèces aquatiques et palustres remarquables et singulières par rapport à d'autres cours d'eau de la région. Le Gomphe de Graslin, libellule d'intérêt communautaire, justifie notamment l'inscription du Vidourle au réseau Natura 2000. Dans sa partie aval, le Vidourle est une rivière de plaine assez large qui se caractérise par des eaux claires et un courant lent. Plusieurs seuils diversifient les habitats. En amont, ils créent des secteurs profonds et calmes et, en aval, ils génèrent des courants plus vifs favorisant l'oxygénation des eaux. Les 2 seuils situés en aval du site sont aménagés pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs. L'ensoleillement et la température très douce des eaux en été favorisent le développement de la végétation aquatique. La végétation rivulaire est parfois importante, voire remarquable. La variété de ces habitats permet à de nombreuses espèces de faune d'être présentes. La richesse piscicole du Vidourle est notamment reconnue.

2.2.2.3 PÉRIMÈTRES DE PROTECTION RÉGLEMENTAIRE

D'après les informations consultées, aucun périmètre de protection réglementaire n'est répertorié au niveau de la commune de Sommières.

2.2.3 CARACTÉRISTIQUES BIOLOGIQUES

Le développement de la végétation et l'accueil de la faune sont intimement liés aux caractéristiques environnementales et physiques de la commune, présentées dans la partie précédente, ainsi qu'au fonctionnement des écosystèmes.

Nous décrivons, à l'échelle communale, les grandes caractéristiques de la commune, tout en attirant l'attention, le cas échéant, sur des zones ou des espèces à enjeu particulier (réglementaire ou patrimonial) désigné sous le terme enjeu local de conservation. Pour ces espèces, la commune a une responsabilité pour leur conservation sur le long terme. Selon les modalités réglementaires, il conviendra alors de prendre en compte ces milieux et ces espèces dans l'élaboration du plan d'aménagement communal afin de définir un projet de moindre impact environnemental.

2.2.3.1 MÉTHODOLOGIE D'ÉTUDE

La connaissance de la faune et la flore de la commune de Sommières présentée ci-après provient de la compilation de plusieurs sources :

- l'Observatoire du Patrimoine Naturel du Gard (<http://naturedugard.org>), animé par l'association Gard Nature,
- Silene Flore (<http://flore.silene.eu>), coordonné par le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles,
- la base de données Malpolon coordonnée par l'Ecole Pratique des Hautes Etudes au CEFE-CNRS de Montpellier,
- la base de données du Groupe Chiroptères de Languedoc-Roussillon.

Ces structures ont mis volontiers à disposition l'ensemble des données naturalistes de la commune. Nous remercions à cette occasion les animateurs respectifs : Jean-Laurent Hentz, Guillem De Barros, Philippe Geniez et Elouan Meyniel.

Pour compléter les listes, nous avons consulté la liste communale proposée par faune-lr.org ; ces informations ne peuvent cependant pas être prises en compte dans nos analyses par manque de précision géographique.

Nous avons aussi mené des prospections sur le territoire communal pour compléter l'appréciation des qualités et sensibilités écologiques locales. Ces visites de terrain ont été réalisées par trois experts écologues (Jérémy Cuvelier, Jean-Laurent Hentz, Philippe Baldi) spécialistes des milieux méditerranéens sur plusieurs périodes du calendrier écologique de 2016 : les 23 mars, 10, 15, 20 et 26 avril, 23 juin, 11 et 30 août, 21 septembre et 25 octobre.

2.2.3.2 DESCRIPTION DE L'OCCUPATION DES SOLS ET DES HABITATS NATURELS

Les données décrites dans les paragraphes suivants sont issues de la synthèse de la cartographie de l'occupation des sols à l'échelle parcellaire élaborée en 2016.

Cette cartographie constitue les éléments de base pour l'établissement de l'état initial de l'environnement. Par ailleurs, les inventaires naturalistes et les expertises pédologiques (étude des sols) réalisés ont permis de vérifier certaines données bibliographiques et de compléter l'état des connaissances écologiques. Les inventaires réalisés n'ont pas vocation à constituer un inventaire exhaustif du patrimoine biologique mais ils permettent de relever les principales sensibilités écologiques par rapport à un projet d'aménagement à l'échelle de la commune.

LES GRANDS TYPES D'OCCUPATION DES SOLS

La description du territoire de la commune de Sommières peut se faire à travers l'observation globale de quatre grands types d'occupation des sols :

- les espaces urbains et les zones d'activités,
- les espaces agricoles (zones cultivées, parcours et friches),
- les milieux naturels terrestres (espaces forestiers et garrigues),
- les milieux aquatiques et les milieux humides.

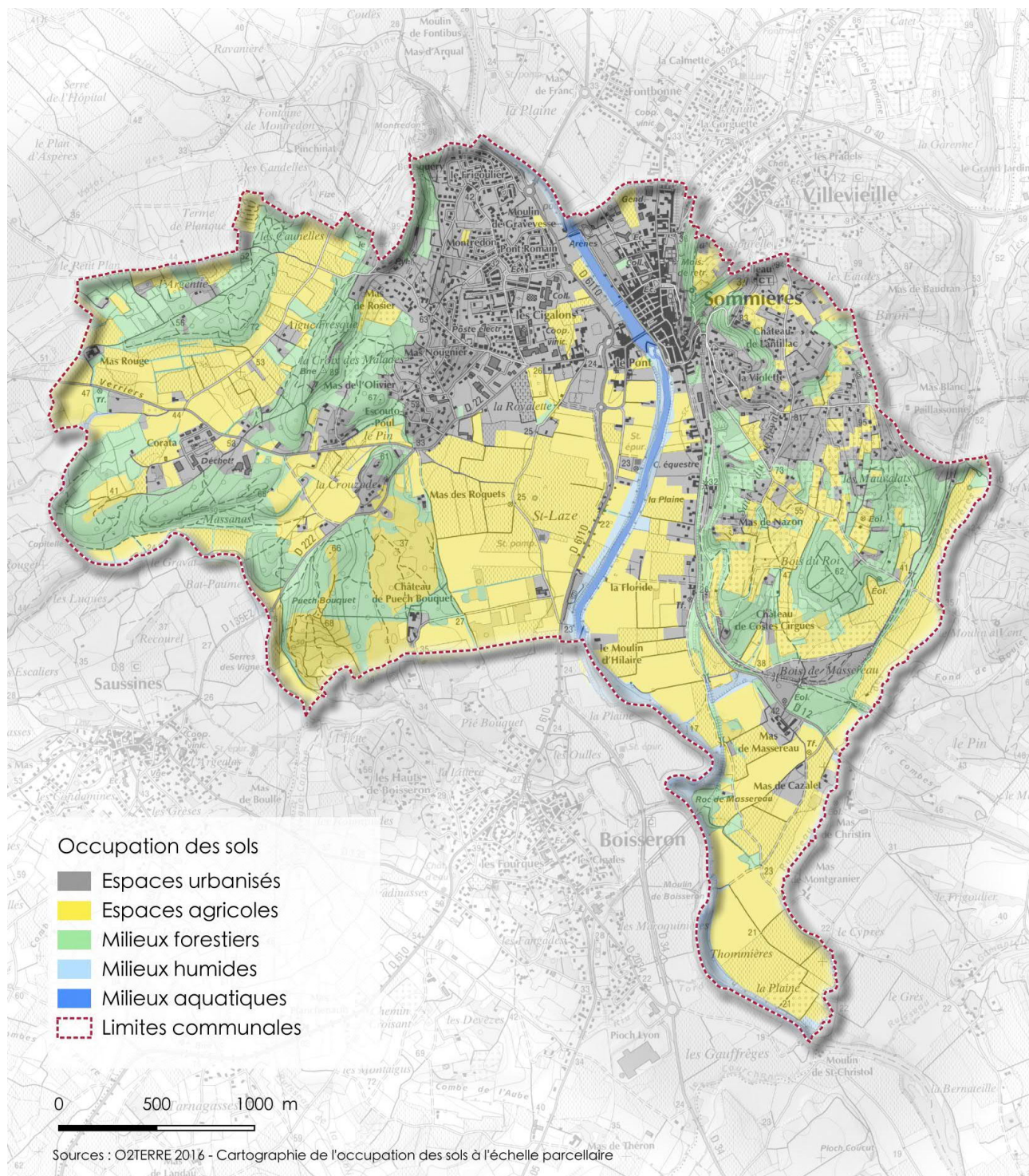
Les espaces urbanisés couvrent 29 % du territoire communal. L'urbanisation s'est largement développée depuis les années 1980 notamment sur la rive droite du Vidourle (Les Cigalons, Pont Romain, Le Frigoullier) et sur les hauteurs de Sommières vers la Violette.

Les secteurs agricoles sont encore majoritaires et représentent 41 % de la surface communale. Toutefois, la domination apparente de ce secteur est à modérer. En effet, de nombreuses parcelles ne sont plus exploitées et sont laissées à l'état de friche post-culturelle. Pour les parcelles encore exploitées, les vignes dominent (dans la plaine du Vidourle). Il faut noter également des activités d'élevage. D'autres prairies sont également pâturées par des chevaux pour des activités de loisirs à proximité de secteurs résidentiels.

Les secteurs naturels (milieux forestiers, humides et aquatiques) représentent environ 30 % de la surface communale. Deux types de milieux se distinguent clairement au niveau naturaliste :

- les cours d'eau du Vidourle, la Bénovie et le ruisseau des Corbières et leurs milieux annexes;
- les espaces de garrigues et les parties boisées (forêt méditerranéenne de Chênes verts, forêt de Chênes pubescents, pinèdes de Pins d'Alep...) situées à l'est du territoire communal sur le secteur du Bois du Roi et à l'ouest au niveau des collines entre le Puech Bouquet, le Mas de l'Olivier, et les Caunelles.

Il faut noter que le Vidourle constitue une véritable pénétrante écologique au sein du tissu urbain.



Les grands types d'occupation des sols au niveau de la commune

LES GRANDS TYPES D'HABITATS NATURELS

Au niveau des milieux aquatiques, des milieux humides, des milieux forestiers et de certains espaces agricoles, des habitats propices à des espèces à enjeu local de conservation se développent :

Ripisylves et cours d'eau :

Trois cours d'eau principaux, le Vidourle, la Bénovie et le ruisseau des Corbières parcourent et façonnent le territoire communal.

Les berges de ces cours d'eau sont généralement assez abruptes résultant de l'incision des lits. Elles sont composées d'une végétation assez dense parfois même impénétrable. Leur largeur est généralement proportionnelle à l'importance du gabarit du cours d'eau : de quelques mètres pour le ruisseau des Corbières à plusieurs dizaines de mètres pour le Vidourle. Les espèces qui se développent sont hygrophiles (besoin élevé en eau) comme l'Aulne glutineux *Alnus glutinosa*, l'Érable negundo *Acer negundo*, le Frêne à feuilles étroites *Fraxinus angustifolia*, le Peuplier blanc *Populus alba* et le Peuplier noir *P. nigra*, le Saule blanc *Salix alba*, d'arbustes appréciant l'ombre et la fraîcheur comme l'Aubépine à un style *Crataegus monogyna*, le Fusain *Euonymus europaeus*, le Sureau noir *Sambucus nigra* et de plantes herbacées préférant les bordures et trouées ensoleillées comme le Cucubale à baies *Silene baccifera*, l'Eupatoire à feuilles de chanvre *Eupatorium cannabinum*, le Chanvre d'eau *Lycopus europaeus*, la Menthe aquatique *Mentha aquatica* et le Seneçon à feuilles de barbarée *Jacobaea erratica*.

En sous-bois comme dans les prairies humides du ruisseau des Corbières, la Nivéole d'été *Leucojum aestivum* se développe. La présence de cette espèce à enjeu local de conservation jugé fort confère une sensibilité écologique notable à ces milieux.

Prairies humides méditerranéennes hautes :

Le long du ruisseau des Corbières, en amont et en aval de la RD 12, des prairies humides sont présentes. Sur ces milieux, une flore hygrophile caractéristique se développe en fonction des modes d'entretien de ces prairies. Certaines sont fauchées et/ou pâturées, d'autres à l'abandon s'enrichissent. Le fauchage annuel permet à l'une d'entre elles d'accueillir l'Orchis occitan *Dactylorhiza occitanica*, plante à fort enjeu local de conservation. On y trouve aussi l'Aristolochie à feuilles rondes *Aristolochia rotundifolia*, la Laïche à épis distants *Carex distans*, la Laïche cuivrée *C. cuprina*, la Menthe à feuilles rondes *Mentha suaveolens*, le Narcisse des poètes *Narcissus poeticus*, le Narcisse tazette *N. tazetta*, l'Orchis à fleurs lâches *Anacamptis laxiflora*, la Pulicaire dysentérique *Pulicaria dysenterica*, la Renoncule rampante *Ranunculus repens*, le Silaüs des prés *Silaum silaus*. La conservation de ces prairies humides constitue un enjeu fort dans le cadre du projet d'aménagement communal.

Garrigues et massifs forestiers :

Différents types de boisements sont présents sur la commune sur des collines à faible dénivelé souvent en mélange d'essences. On y trouve le Filaire à feuilles étroites *Phillyrea angustifolia*, le Bois de Sainte-Lucie *Prunus mahaleb*, le Chêne pubescent *Quercus pubescens*, le Chêne vert *Q. ilex*, l'Azérolier *Crataegus azarolus*, le Genévrier oxycèdre (= Cade) *Juniperus oxycedrus*, le Pin d'Alep *Pinus halepensis*, le Pistachier térébinthe *Pistacia terebinthus*, le Prunellier *Prunus spinosa*, le Troène *Ligustrum vulgare*.

Ces espaces peuvent être favorables aux cycles de développement de certaines espèces floristiques ou faunistiques typiques des milieux méditerranéens à enjeu local de conservation.

Ces différents boisements comprennent parfois des espaces maintenus ouverts par le pâturage comme au Puech Bouquet et à Massanas avec dans les parties les plus abruptes, au sol mis à nu par l'érosion, une flore particulière composée de Buplèvre rigide *Bupleurum rigidum*, Coris de Montpellier *Coris monspeliensis*, Aphyllanthe de Montpellier *Aphyllanthes monspeliensis*, Euphrase jaune *Odontites luteus*, Globulaire commune *Globularia bisnagarica*, Liseron cantabrique *Convolvulus cantabricum*, Marguerite pâle *Leucanthemum pallens*, Oeillet giroflée *Dianthus caryophyllus*, Petite Centaurée délicate *Centaureum pulchellum*, Trèfle fausse-bardane *Trifolium lappaceum*, Lavande à feuilles larges *Lavandula latifolia*.

Espaces agricoles :

Les espaces agricoles peuvent accueillir des cortèges d'espèces faunistiques à enjeu local de conservation. Les potentialités d'accueil sont généralement fonction du type de gestion. Les cultures intensives sont globalement peu favorables à ces groupes d'espèces alors que les espaces gérés de manière raisonnée seront beaucoup plus propices. Les éléments bâtis historiques tels que les murets, les capitelles, les petits réservoirs d'eau... constituent également des supports très favorables pour ces espèces.

De nombreuses parcelles anciennement cultivées sont aujourd'hui des friches colonisées par des cortèges de plantes méditerranéennes. Ces espaces en mutation peuvent également être favorables aux cycles de développement de certaines espèces floristiques ou faunistiques à enjeu local de conservation.



Le Virdourle



Prairie humide le long du ruisseau des Corbières



Vignes dans la plaine alluviale du Vidourle



Prairie pâturée par les chevaux



Boisement de Pins d'Alep



Garrigue à Chêne vert



Garrigue ouverte à Aphyllanthe et Lavande



Capitelles et murets de pierres sèches concourent à la qualité des paysages et à l'accueil de la petite faune.

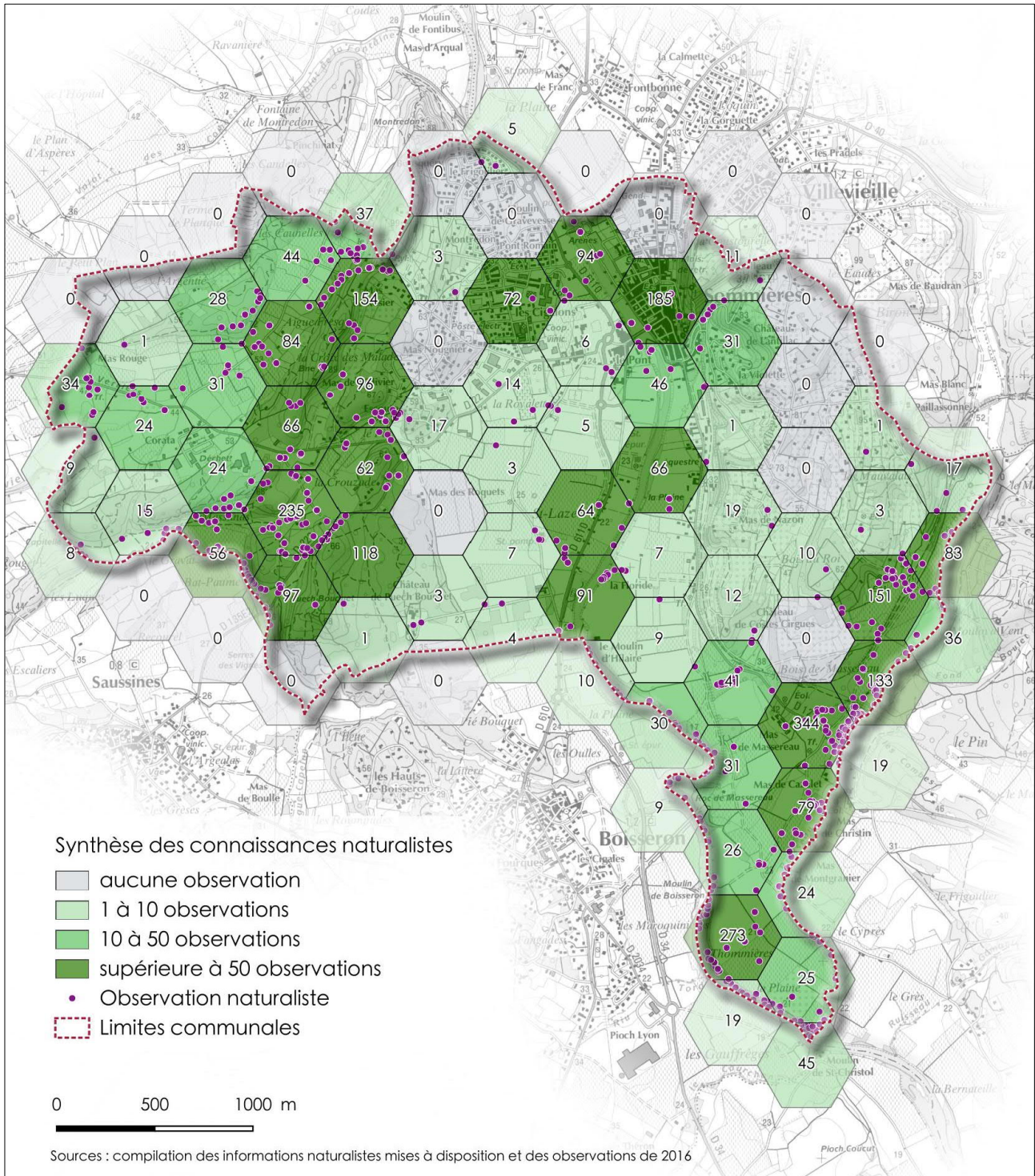
2.2.3.3 PRINCIPAUX INTÉRÊTS ENVIRONNEMENTAUX POUR LES HABITATS NATURELS

Les habitats naturels présents au niveau de la commune de Sommières constituent des supports favorables aux cycles de développement de certaines espèces rares et/ou protégées. Ces secteurs jouent généralement un rôle important pour les écoulements hydrauliques et la rétention d'eau, contrainte prégnante sur la commune régulièrement soumise à des crues dévastatrices.

2.2.3.4 SYNTHÈSE DES CONNAISSANCES NATURALISTES

La compilation des informations issues des bases de données naturalistes (Observatoire du Patrimoine Naturel du Gard, Silene Flore, base de données Malpolon et base de données du Groupe Chiroptères de Languedoc-Roussillon) ainsi que les observations naturalistes de 2016 ont permis de répertorier 3408 observations dont 1449 observations pour la faune et 1959 pour la flore. Un total de 1053 espèces est dénombré. Le Castor d'Europe Castor fiber présente le plus grand nombre d'enregistrements : 66. Au final, 677 espèces végétales et 375 espèces animales sont actuellement connues sur la commune de Sommières.

Les connaissances naturalistes au niveau de la commune sont assez disparates. Certains secteurs sont bien connus et qualifiés (ruisseau des Corbières, Massanas, Vidourle, Mas de Rosier) alors que d'autres secteurs présentant des potentialités écologiques ne sont pas très fournis en données naturalistes (Bois du Roi, Puech Bouquet, la Violette, les Mauvalats, Mas de Nazon, Château de Costes Cirgues).



Synthèse des connaissances naturalistes

2.2.3.5 INVENTAIRE DE LA FLORE

Les recherches bibliographiques et la campagne d'inventaires de 2016 ont permis de recenser 677 espèces floristiques sur la commune de Sommières.

Cette diversité d'espèces végétales est en lien direct avec la diversité des habitats : certaines plantes sont inféodées à des biotopes très particuliers (plantes des suintements marneux, des milieux humides, de garrigue, ou encore inféodées à la forêt de Chênes verts...) tandis que d'autres ont une large amplitude écologique leur permettant de se développer un peu partout, en particulier dans les zones qui ont été récemment modifiées par des aménagements (bords de routes, fossés, chemins, jardins...).

Au niveau de la commune de Sommières, d'après les informations compilées :

- Deux espèces bénéficient d'un statut de protection réglementaire (PN : désigne les espèces inscrites sur la liste des espèces protégées au niveau national),
- Une espèce est inscrite sur la liste des espèces protégées en Région Languedoc-Roussillon (PR)
- Sept espèces sont déterminantes pour la désignation des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de la région Languedoc-Roussillon.
- Nous citons encore deux plantes hôtes (HOT) de papillons protégés ou rares dans la région.

La préservation de ces espèces doit être prise en compte dans les réflexions abordées dans le cadre du projet d'aménagement communal.

Deux espèces des zones humides protégées au niveau national et déterminantes ZNIEFF sont présentes le long du ruisseau des Corbières : la Nivéole d'été *Leucojum aestivum* (enjeu local de conservation fort) et l'Orchis occitan *Dactylorhiza occitanica* (enjeu local de conservation très fort). La présence de la Nivéole est attestée depuis 1888 ! A cette époque (1890) l'Orchis (alors dénommé *Dactylorhiza incarnata* subsp. *incarnata*) est jugé « commun dans les prés, dans la vallée de Corbières, surtout près de la ligne »... Aujourd'hui, si la Nivéole est encore bien présente avec plus d'une centaine de pieds, la station de l'Orchis occitan semble réduite à 3 pieds en 2016...

La Gratiolle officinale *Gratiola officinalis* (PN, ZNIEFF) est quant à elle connue sur le cours de la Bénovie au Sud-Ouest de Massanas. Cette espèce est jugée à enjeu local de conservation fort.

Le Peucedan d'Alsace *Xanthoselinum alsaticum* (ZNIEFF) est une grande ombellifère peu connue dans la région : de floraison très tardive, probablement localisée aux abords de quelques cours d'eau, elle passe peut-être inaperçue. Elle est observée en 2016 au bord du ruisseau des Corbières. Cette espèce est jugée à enjeu local de conservation modéré.

Le Vulpin bulbeux *Alopecurus bulbosus* (ZNIEFF) est une graminée des prairies humides à souche courte renflée en bulbe et à inflorescence cylindrique caractéristique. Cette espèce est jugée à enjeu local de conservation modéré.

Le Rorippe Amphibie *Rorippa amphibia* est inféodé aux berges inondées des cours d'eau. Appelé aussi « cresson amphibie », c'est une plante robuste pouvant atteindre 1 m de hauteur, à belles fleurs jaunes à quatre pétales. Cette espèce est jugée à enjeu local de conservation modéré.

Le Nénuphar jaune *Nuphar lutea* et le Limnanthème faux-nénuphar *Nymphoides peltata* sont deux espèces aquatiques des cours d'eau à courant lent ou stagnant. Elles sont déterminantes ZNIEFF. Le Nénuphar jaune aux fleurs ressemblant à de gros boutons d'or est très sensible aux pollutions et son enjeu local de conservation est jugé modéré. Le second est appelé « faux nénuphar » quoique sa fleur de couleur jaune soit bien différente de celle du Nénuphar et son enjeu local de conservation est jugé fort.

Le Stipe chevelu *Stipa capillata* est une jolie graminée qui se développe souvent dans des zones de garrigue malmenée, avec des pistes, du pâturage... Son aire de répartition se limite à un petit quart Sud-Est en France, sous influence méditerranéenne. Dans le département du Gard, elle n'est connue actuellement que de 10 communes dans la vallée du Rhône et au Nord d'Uzès. Elle n'est pas mentionnée sur la commune de Sommières mais est connue à 350 mètres de distance sur Boisseron, dans le prolongement du Puech Bouquet, de part et d'autre de la Bénovie.

Plante hôte

L'Aristolochie à feuilles rondes *Aristolochia rotunda* est la plante hôte préférentielle de la Diane, papillon à enjeu local de conservation jugé modéré. La plante est indispensable pour le nourrissage des chenilles et la bonne reproduction du papillon. Elle se développe surtout en zone humide, et c'est sans surprise qu'on la retrouve le long du ruisseau des Corbières jusqu'à son embouchure avec le Vidourle, et au bord de la Bénovie du côté de Massanas.

L'Aristolochie pistoloche *Aristolochia pistolochea* est la plante hôte préférentielle de la Proserpine *Zerynthia rumina*, papillon protégé non observé à Sommières. Son observation à Massanas et vers le Mas de l'Olivier est indicatrice du potentiel de présence du papillon.

Espèce disparue

Le Sisymbre à cornes nombreuses *Sisymbrium polyceratium*, espèce menacée de disparition (liste rouge en danger) est une petite plante à rameaux étalés à odeur forte, à fruits allongés (siliques), que l'on trouve dans des milieux piétinés et nitrés tels que les décombres et pieds de murs. La seule mention remonte à... 1902 ! L'observateur précise alors : « au pied des murs ou sur les murs dans les rues ». En l'absence d'observations contemporaines nous devons la considérer comme disparue.

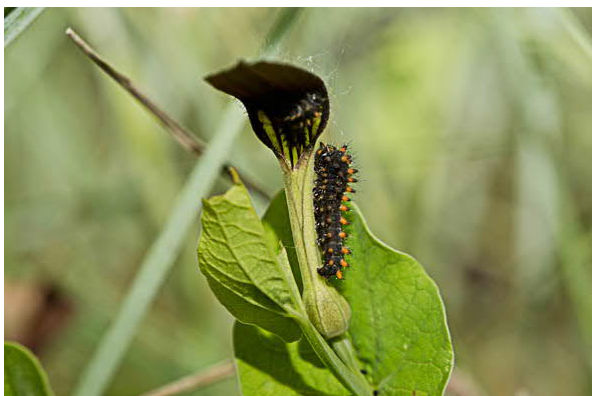
Enfin, nous signalons pour mémoire la mention très ancienne (1891) du Nymphéa *Nymphaea alba*, que nous ne retiendrons pas comme espèce à enjeu pour la commune, la supposant disparue en absence d'informations contemporaines.



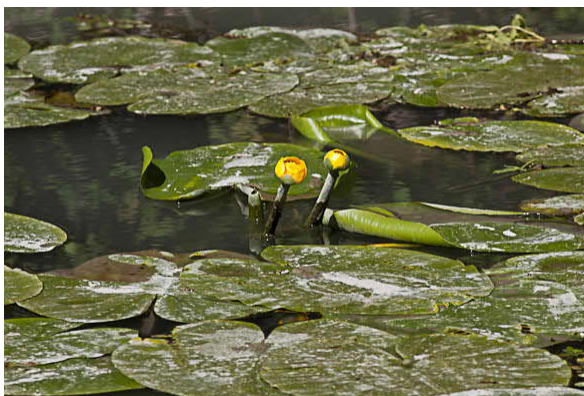
L'Orchis occitan, plante des prairies humides très localisée, protégée au niveau régional.



La Gratiola officinale, présente dans le cours intermittent de la Bénovie.



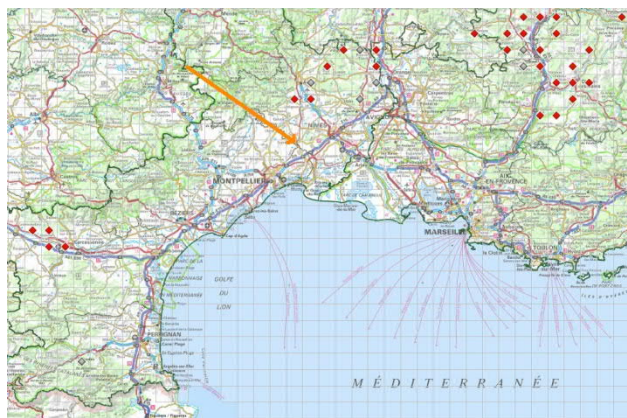
L'Aristolochie à feuilles rondes mangée par deux chenilles de Diane...



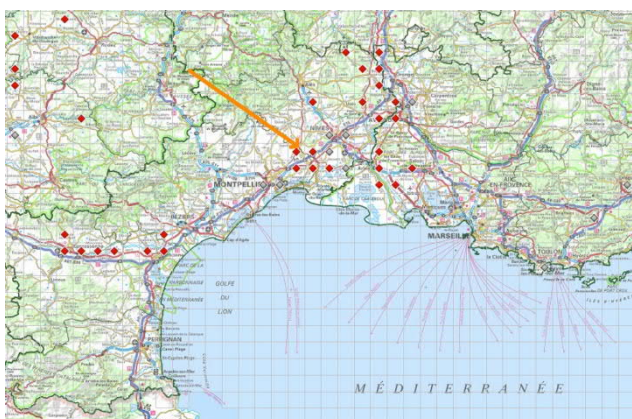
Le Nénuphar jaune, dans les zones aquatiques calmes.



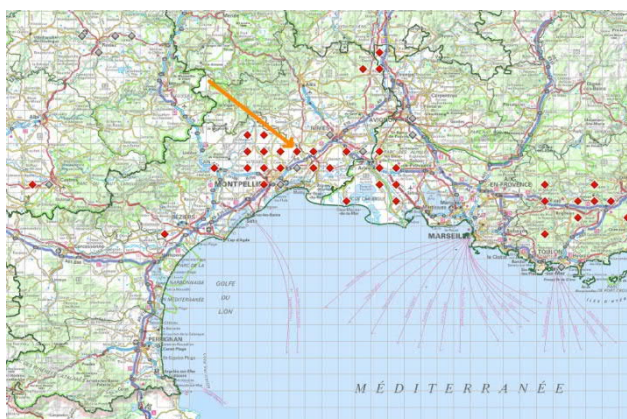
Cartographie de Vulpin bulbeux Alopecurus bulbosus - Silene-flore



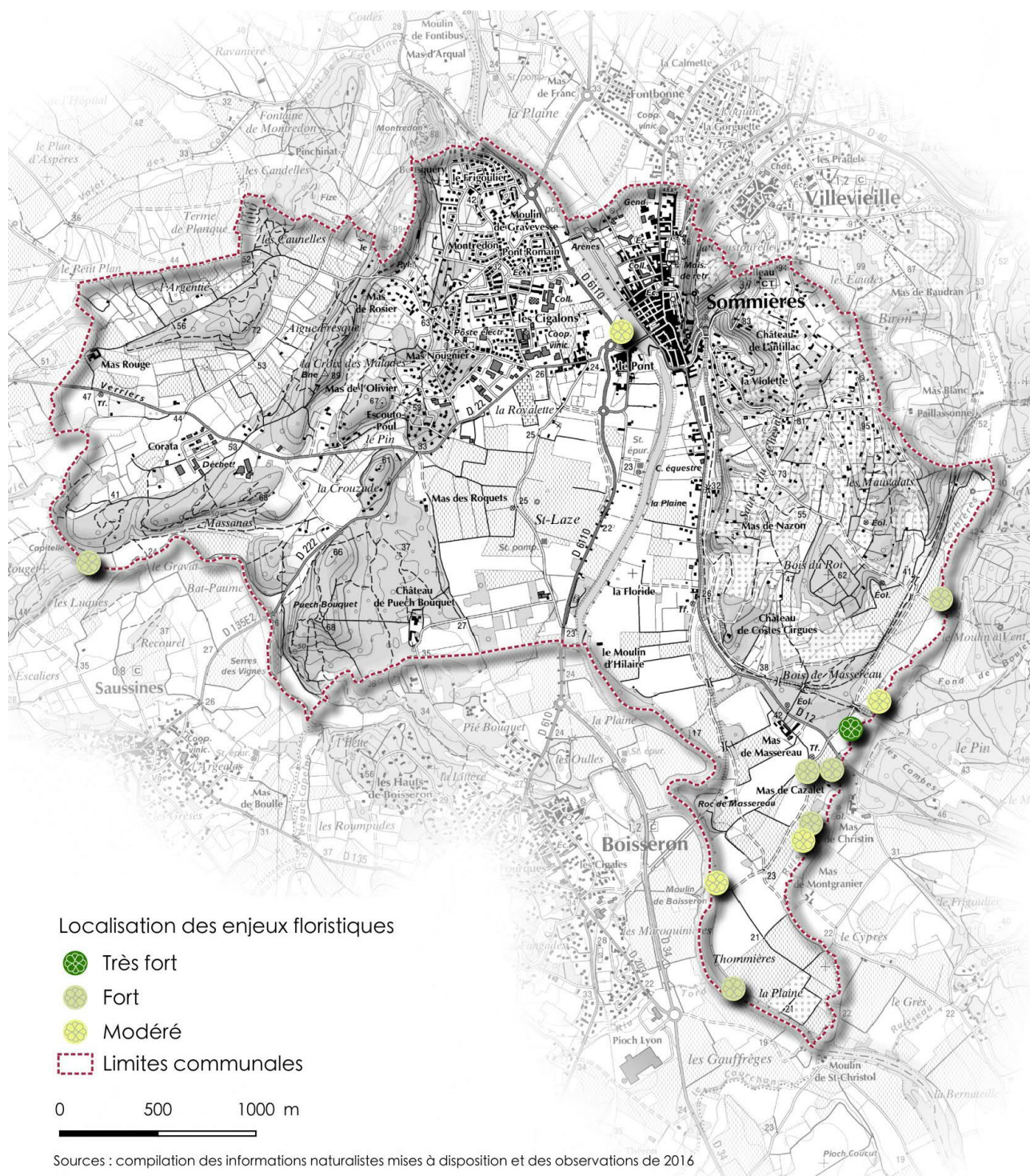
Cartographie de Peucedan d'Alsace Xanthoselinum alsaticum - Silene-flore



Cartographie de Rorippe Amphibie Rorippa amphibia - Silene-flore



Cartographie de Nénuphar jaune Nuphar lutea - Silene-flore



Répartition des principaux enjeux botaniques de la commune

2.2.3.6 INVENTAIRE DE LA FAUNE

Selon les informations disponibles et les inventaires menés en 2016, 375 espèces de faune sont actuellement connues sur la commune de Sommières. Il s'agit là d'une connaissance tout à fait partielle des animaux : des milliers d'espèces sont potentiellement présentes si on considère l'ensemble des groupes faunistiques.

Parmi ces espèces, certaines présentent un enjeu local de conservation notable (au moins modéré). Les espèces bénéficiant d'une protection réglementaire (notée An.1 : Annexe 1 de la directive européenne « Oiseaux », An. 2 et An. 4 : annexes 2 et 4 de la directive européenne « Habitats-Faune-Flore », PN : différents textes de protection nationale) ou présentant un intérêt régional (ZNIEFF : espèces importantes pour la désignation des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique ou floristique en Languedoc-Roussillon).

La présentation des espèces ci-après est organisée selon les grands groupes taxonomiques couramment utilisés (ordres et/ou classes dans la classification des êtres vivants).

LES CHIROPTERES A ENJEU LOCAL DE CONSERVATION

Une attention est souvent portée sur ce groupe d'animaux aux mœurs particulières. Huit espèces sont actuellement répertoriées sur la commune, dénotant plus un défaut de prospection qu'une réelle rareté des chauves-souris à Sommières.

Parmi ces espèces, deux sont particulièrement liées aux habitats des grottes et cavernes : le Minioptère de Schreibers *Miniopterus schreibersii* (An.2, An.4, PN, ZNIEFF) et le Murin (ou Vespertilion) de Capaccini *Myotis capaccinii* (An.2, An.4, PN, ZNIEFF). Une colonie de reproduction était connue au printemps 2007 dans un tunnel d'amenée d'eau vers un ancien moulin, en rive gauche du Vidourle. Cette colonie était très importante : 3 500 Minioptères et 100 à 150 Murins de Capaccini. Ces deux espèces disposent d'un jeu local de conservation fort.

Le Grand Rhinolophe *Rhinolophus ferrumequinum* (An.2, An.4, PN, ZNIEFF) gîte principalement dans des grands volumes : combles, greniers ou grottes. C'est une espèce lucifuge : elle fuit les lumières ! De ce fait elle est fragilisée par le développement des lumières urbaines, dans les bâtiments comme les lampadaires le long de la voirie. Les réflexions menées dans le cadre des projets urbains sur cette thématique de l'éclairage public pourraient intégrer avec profit la présence de cette espèce, en créant des « corridors noirs » permettant le maintien des populations locales de Grand Rhinolophe.

Une espèce plus ubiquiste fréquente la commune : la Noctule de Leisler *Nyctalus leisleri* (An.4, F, ZNIEFF). Ces deux espèces sont jugées à enjeu local de conservation modéré.

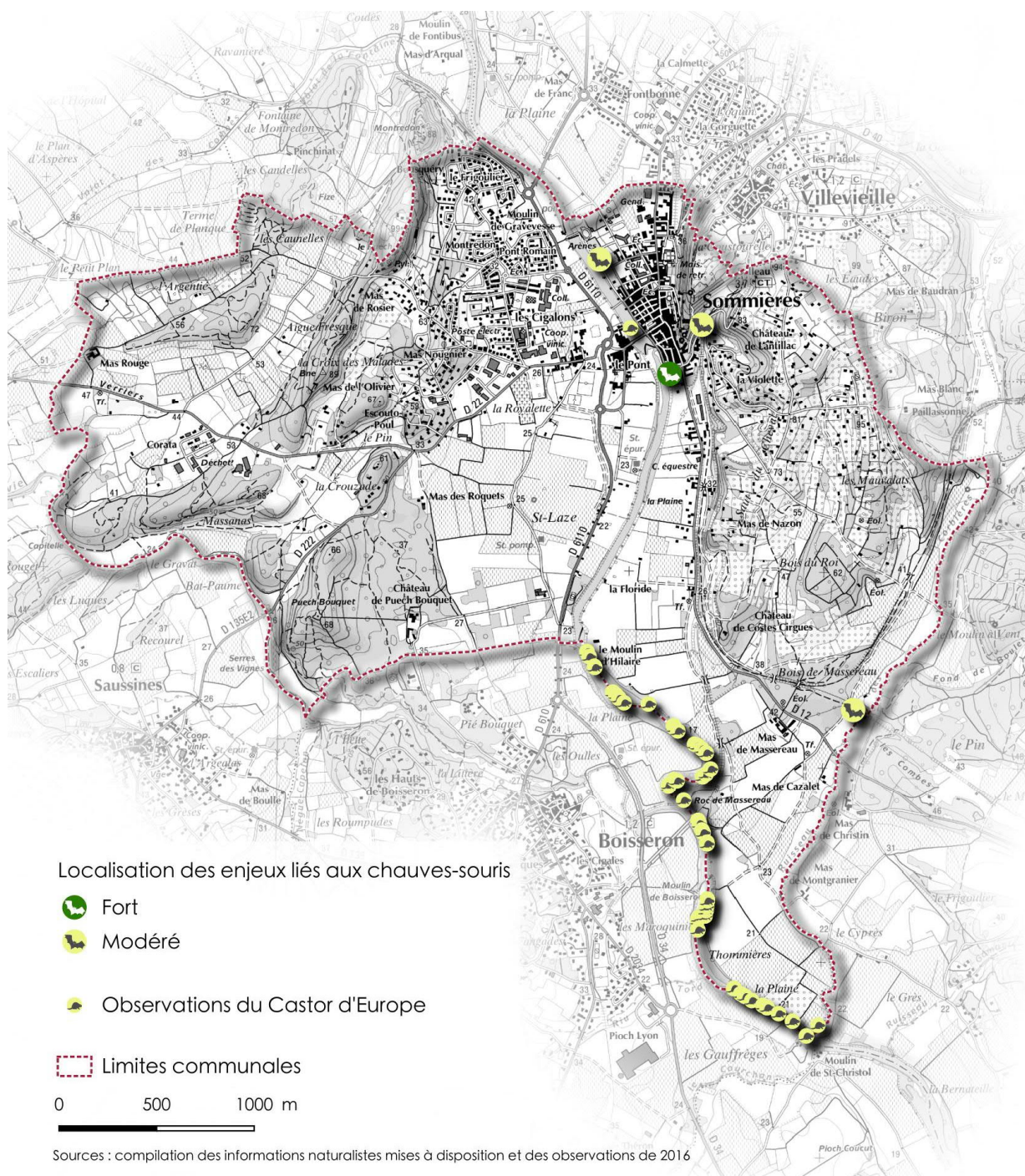
Les quatre autres espèces ont un enjeu local de conservation jugé faible. Le Murin (ou Vespertilion) de Daubenton *Myotis daubentonii* (An.4, PN) fréquente volontiers les grottes. Mais il apprécie aussi les fissures et anfractuosités des ponts et autres ouvrages à proximité de l'eau. C'est le murin le plus commun dans la région, très associé aux zones en eau où il chasse préférentiellement.

Enfin trois autres espèces assez ubiquistes et peuvent se trouver dans tous types d'habitats, depuis les maisons (toitures, poutres...) jusque dans les grottes en passant par les cavités dans les arbres : la Pipistrelle commune *Pipistrellus pipistrellus* (An.4, PN), la Pipistrelle de Kuhl *Pipistrellus kuhlii* (An.4, PN, ZNIEFF) et la Pipistrelle soprane *Pipistrellus pygmaeus* (An.4, PN). Elles sont les espèces les plus communes dans la région, en particulier en contexte urbain car elles supportent les éclairages urbains, sous lesquels elles chassent les insectes attirés par les lumières... Notons une activité automnale (au moment des appariements) intense au niveau de la grande esplanade menant aux arènes. Le boisement remarquable de vieux Platanes présentant de nombreuses anfractuosités est tout à fait favorable à l'installation de ces chauves-souris en gîte de mise bas au printemps.

LES AUTRES MAMMIFERES A ENJEU LOCAL DE CONSERVATION

Parmi les 12 espèces notées, une espèce protégée est jugée à enjeu local de conservation modéré.

Le Castor d'Europe *Castor fiber* (An.2, An.4, PN, ZNIEFF) est bien présent sur le Vidourle. Observé au cœur de la zone urbaine en 2011, il est noté en 2016 plus en aval, avec un réfectoire au pied des ripisylves. Le Castor, après avoir failli disparaître d'Europe occidentale à la fin du 19ème siècle, a vu ses populations se reconstituer lentement depuis sa protection (1909 pour le Gard). Il est très lié à la présence de ripisylve, cette forêt du bord des eaux constituée essentiellement par des saules, des peupliers, des aulnes... Se nourrissant d'écorce, il est attiré par les arbres fruitiers : une protection en grillage est alors nécessaire et efficace.



Répartition des principaux enjeux liés aux mammifères au niveau de la commune

Pour la lecture de cette carte, il faut préciser que les observations de chauves-souris sont issues d'enregistrements par écoute des ultra-sons au moyen de matériels spécialisés. Le point positionné sur la carte doit être compris comme le point d'enregistrement (point de contact) avec un individu de cette espèce. Pour ce groupe d'espèces à forte capacité de déplacement, les analyses doivent aussi s'appuyer sur la qualité des habitats pour évaluer les supports favorables à leur déplacement, ou encore les espaces utilisés comme zone de chasse ou encore les gîtes utilisés pour l'hibernation ou la reproduction.

LES OISEAUX A ENJEU LOCAL DE CONSERVATION

106 espèces d'oiseaux sont recensées sur la commune, selon les informations disponibles. Nous précisons pour les espèces à enjeu local de conservation les liens potentiels ou avérés avec le territoire communal (dans la mesure des connaissances disponibles).

Des oiseaux liés à l'eau...

L'Aigrette garzette *Egretta garzetta* (An.1, PN), le Bihoreau gris *Nycticorax nycticorax* (An.1, PN), la Grande Aigrette *Ardea alba* (An.1, PN), le Héron pourpre *Ardea purpurea* (An.1, PN) et le Martin-pêcheur d'Europe *Alcedo atthis* (An.1, PN) sont particulièrement liés au Vidourle et ses affluents. Parmi ces espèces, seul le Martin-pêcheur est susceptible de nicher à Sommières, dans un terrier qu'il creuse dans une berge abrupte. Les autres espèces sont observées de manière occasionnelle ou plus régulière en période de migration, d'hivernage ou en été. Le Bihoreau et le Héron pourpre peuvent être vus en période de reproduction : probablement des oiseaux nichant en Camargue et s'éloignant pour rechercher leur nourriture.

Des oiseaux des zones de culture...

L'Outarde canepetière *Tetrax tetrax* (An.1, PN) et l'Alouette lulu *Lullula arborea* (An.1, PN) sont inféodées aux grands espaces ouverts comme les cultures mêlant prairies, friches et vignoble.

La première est observée au printemps depuis 2010 au moins, entre Thommières et le Mas de Cazalet, où les observations laissent supposer une reproduction. L'Alouette lulu fréquente les mêmes sites que l'Outarde. Elle est aussi notée dans les garrigues ouvertes le long de la voie verte.

Le Busard cendré *Circus pygargus* (An.1, PN) est parfois observé dans les zones de cultures entre Vidourle et garrigues, au printemps, sans que l'on puisse attester de son caractère reproducteur.

Le Busard Saint-Martin *Circus cyaneus* (An.1, F) a été noté de manière très occasionnelle en hivernage en 2006 et 2007.

Des oiseaux plus forestiers...

Le Rollier d'Europe *Coracias garrulus* (An.1, PN, ZNIEFF) est observé en chasse dans les cultures du Sud de la commune, et jusqu'aux alentours du cimetière. C'est un nicheur très probable dans les grands arbres des ripisylves du Vidourle et du ruisseau des Corbières.

Le Milan noir *Milvus migrans* (An.1, PN) peut être observé un peu partout sur la commune. Il niche dans les ripisylves du Vidourle à l'aval de la zone urbaine et le long du ruisseau des Corbières.

La Bondrée apivore *Pernis apivorus* (An.1, PN) est rarement observée à Sommières. Espèce migratrice tardive (la majorité des oiseaux revenant d'Afrique en mai), elle construit son nid dans les grands boisements qui manquent sur le territoire communal.

Le Circaète Jean-le-Blanc *Circaetus gallicus* (An.1, PN) est noté de temps à autre sur la commune, en migration ou en recherche de nourriture. Il ne semble pas bénéficier ici d'habitats favorables à l'installation de son nid.

Autres oiseaux...

Le Milan royal *Milvus milvus* (An.1, PN) est observé de façon très occasionnelle en hiver.

La Cigogne blanche *Ciconia ciconia* (An.1, PN) est observée occasionnellement à la faveur de ses migrations.

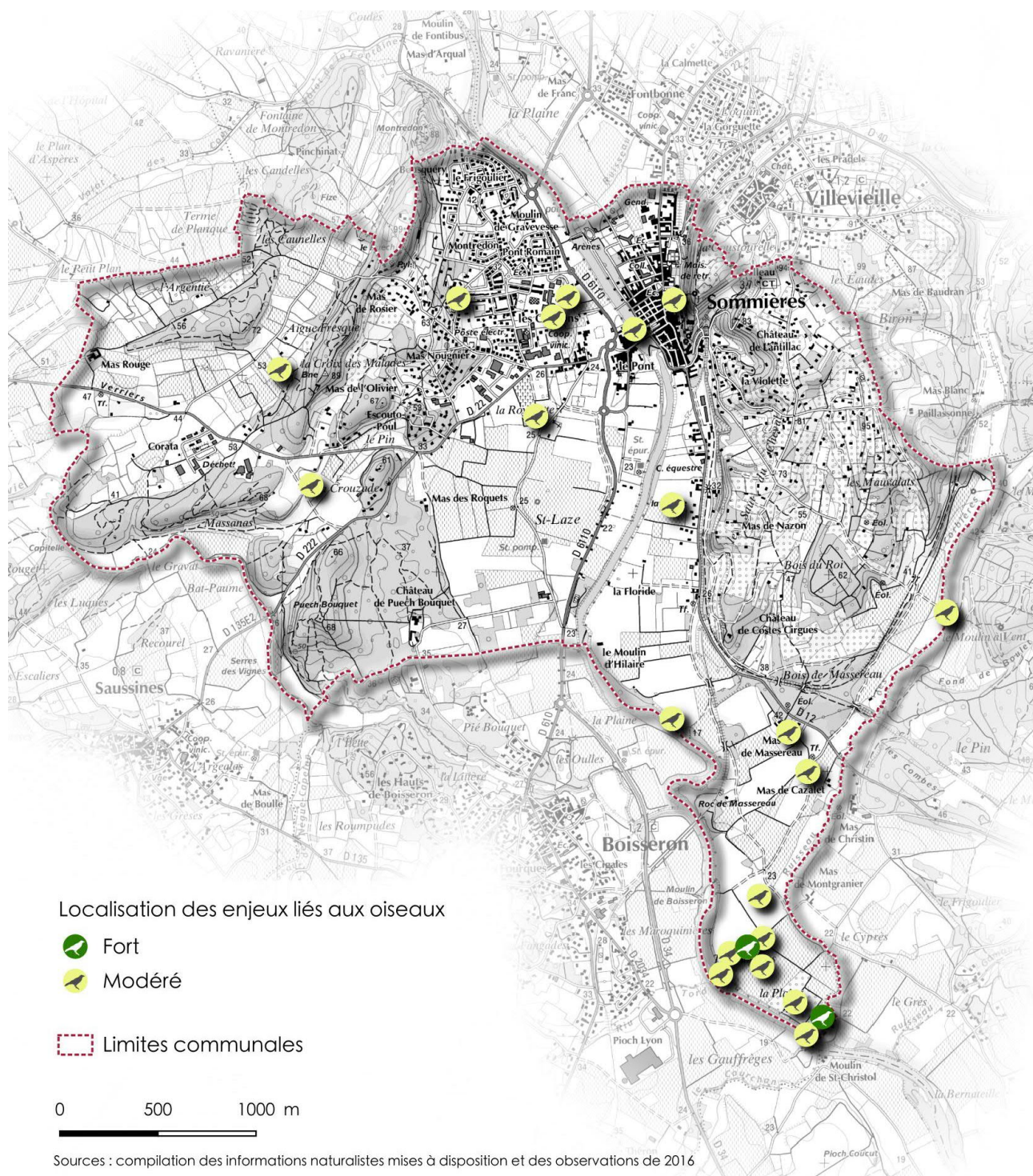
Une Buse féroce *Buteo rufinus* (An.1, PN), espèce Nord-Africaine, a été observée en 2011 sur la commune : il s'agit d'une observation rare et réjouissante pour le naturaliste, mais sans lien fonctionnel avec le territoire communal.

Le Busard des roseaux *Circus aeruginosus* (An.1, PN) est probablement observé uniquement au passage migratoire.

La Chevêche d'Athéna *Athene noctua* (PN) et le Petit-duc scops *Otus scops* (PN) sont tous deux des petits rapaces nocturnes fréquentant le cœur de la zone urbaine ainsi que les hameaux plus isolés. Ils nichent dans des cavités d'arbres ou dans les bâtiments (même habités !) et leur présence peut être considérée comme le marqueur d'une certaine qualité environnementale de la commune. Il est amusant de voir qu'aussitôt les collégiens partis, le parking du collège Gaston Doumergue devient le domaine de chasse de la chevêche !

Le Gobemouche gris *Muscicapa striata* (PN) est un hôte discret des ripisylves du Vidourle et du ruisseau des Corbières. C'est une espèce assez rare (ou mal connue) dans le Gard.

La Pie-grièche à tête rousse *Lanius senator* (PN) est un oiseau emblématique de la biodiversité des cultures, prairies et garrigues. Cette espèce présente encore de beaux effectifs dans la région, mais ses populations restent sensibles aux modifications d'usages des sols.



Répartition des principaux enjeux liés aux oiseaux au niveau de la commune

LES REPTILES A ENJEU LOCAL DE CONSERVATION

Onze espèces sont connues à Sommières, dont 10 sont protégées réglementairement : la onzième est la Tortue de Floride *Trachemys scripta subsp. elegans*, espèce introduite et indésirable car elle concurrence la Cistude autochtone.

Une Cistude d'Europe *Emys orbicularis* (An.2, An.4, PN, ZNIEFF) fut identifiée avec certitude en 1988 dans le Vidourle, en amont du village de Sommières. Cette espèce est jugée à fort enjeu local de conservation mais en l'absence d'observation plus récente on peut supposer que cette espèce n'est plus présente au niveau de la commune

La Couleuvre à collier *Natrix natrix* (PN) et la Couleuvre vipérine *Natrix maura* (PN) sont toutes deux inféodées à l'eau : on les trouve logiquement le long du Vidourle et parfois un peu plus éloignées mais à proximité de milieux humides.

La Couleuvre à échelons *Rhinechis scalaris* (PN) et la Couleuvre de Montpellier *Malpolon monspessulanus* (PN) sont plus liées aux zones herbeuses, lisières de haies, friches et boisements clairs. Elles sont potentiellement présentes sur une grande partie de la commune, mais les observations recensées restent éparpillées avec seulement 6 mentions rapportées entre 1988 et 2016.

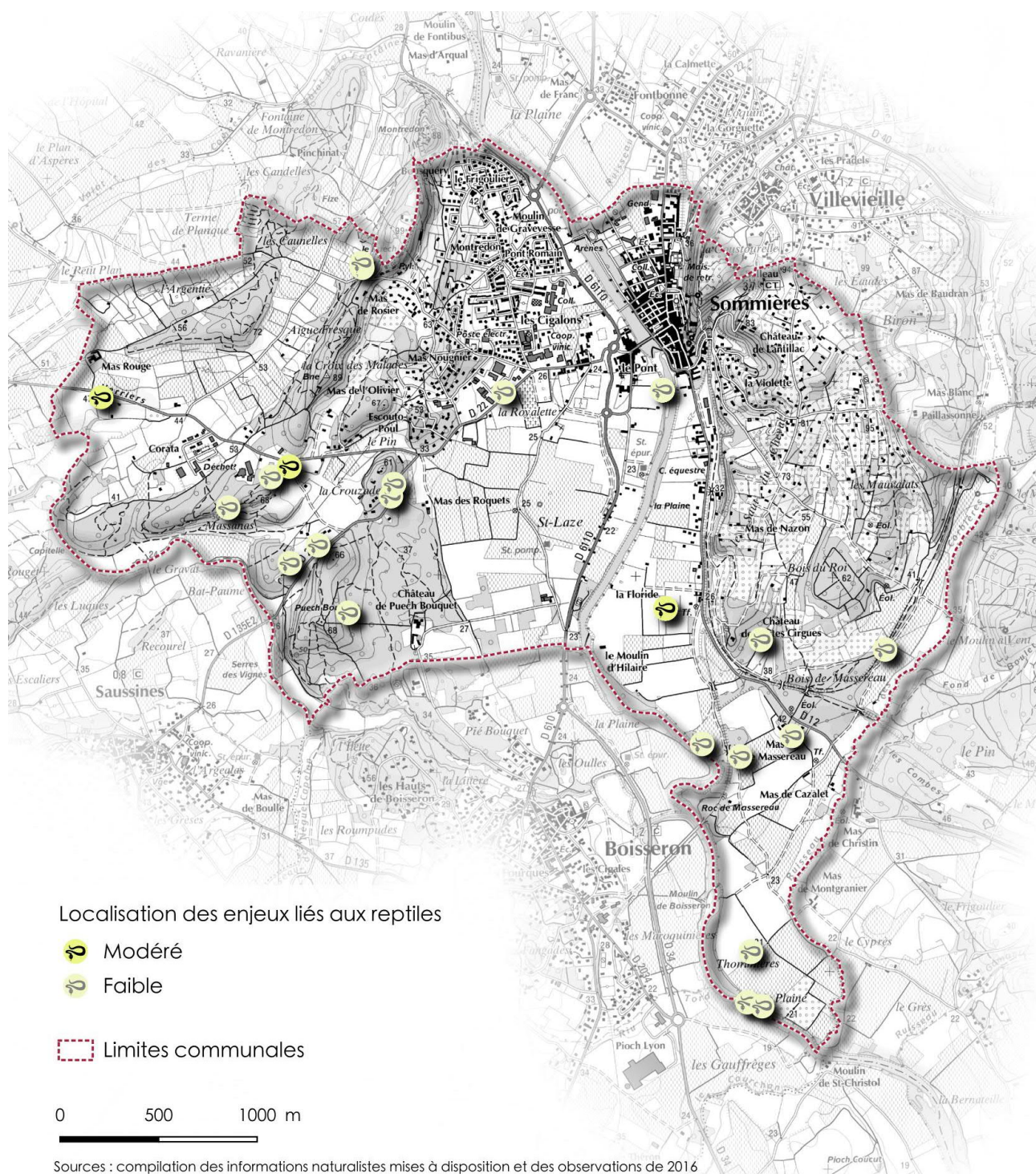
Le Lézard des murailles *Podarcis muralis* (An.4, PN) est certainement le lézard le plus commun. Pourtant seulement 9 observations de cette espèce sont référencées, en bordure du Vidourle comme dans les zones boisées autour de Massereau ou les jardins de la Crouzade.

Le Lézard vert *Lacerta bilineata* (An.4, PN) est potentiellement présent dans tous les secteurs boisés et garrigues arborées de la commune. Les observations confirment ce postulat, avec des observations vers Corata, la Crouzade, le Mas des Rosiers, le Roc de Massereau ou le long de la voie verte.

L'Orvet fragile *Anguis fragilis* (PN) a été observé une fois en 2012 en rive gauche du Vidourle au Sud de la commune. Cette espèce apprécie les lieux frais.

Le Seps strié *Chalcides striatus* (PN) est noté en 2016 dans une prairie herbeuse, son habitat de prédilection, au Sud du Mas Rouge.

La Tarente de Maurétanie *Tarentola mauritanica* (PN), souvent appelé « gecko », est connue du centre-ville de Sommières.



Répartition des principaux enjeux liés aux reptiles au niveau de la commune

LES AMPHIBIENS A ENJEU LOCAL DE CONSERVATION

La plus commune des 6 espèces recensées au niveau de Sommières est sans aucun doute la Grenouille « verte », dont le nom est Grenouille rieuse *Pelophylax ridibundus* (PN), qui se trouve aussi bien dans le Vidourle que dans des points d'eau isolés (mares près du Bois du Roi) ou de petites zones humides (Aigue Fresque). D'autres espèces de « Grenouilles vertes » (complexe de plusieurs espèces et leurs hybrides) sont potentiellement présentes : leur détection et leur identification sont très délicates.

La Rainette méridionale *Hyla meridionalis* (An.4, PN) est la petite grenouille vert pomme qui fréquente volontiers les jardins pour peu qu'il y ait un point d'humidité. On la trouve aussi au bord du Vidourle et dans les mares du Bois du Roi. La présence du Crapaud commun *Bufo (bufo) spinosus* (PN) n'est attestée que par de rares mentions. C'est pourtant une espèce commune et ubiquiste...

Le Crapaud calamite *Bufo calamita* (An.4, PN) semble encore plus malmené : les deux seules mentions datent de 1993, mal localisées au Sud-Est de la commune. C'est pourtant une espèce qui fréquente en abondance les zones cultivées, profitant des moindres mares temporaires pour y pondre ses oeufs, au printemps ou en été.

Le Pélodyte ponctué *Pelodytes punctatus* (PN) est souvent observé dans les mêmes sites que le précédent, car il apprécie lui aussi les zones humides temporaires dépourvues de poissons (prédateurs des oeufs et des têtards d'amphibiens). A Sommières, les seules mentions se rapportent à des fossés en lisière du Bois du Roi et au Mas de Nazon.

Le Triton palmé *Lissotriton helveticus* (PN) se reproduit lui aussi dans les lieux dépourvus de poissons, et dont les fonds sont bien pourvus en végétation aquatique. On le trouve dans le ruisseau des Corbières et dans les mares du Bois du Roi. Toutes ces espèces sont jugées à enjeu local de conservation faible.

LES INSECTES A ENJEU LOCAL DE CONSERVATION

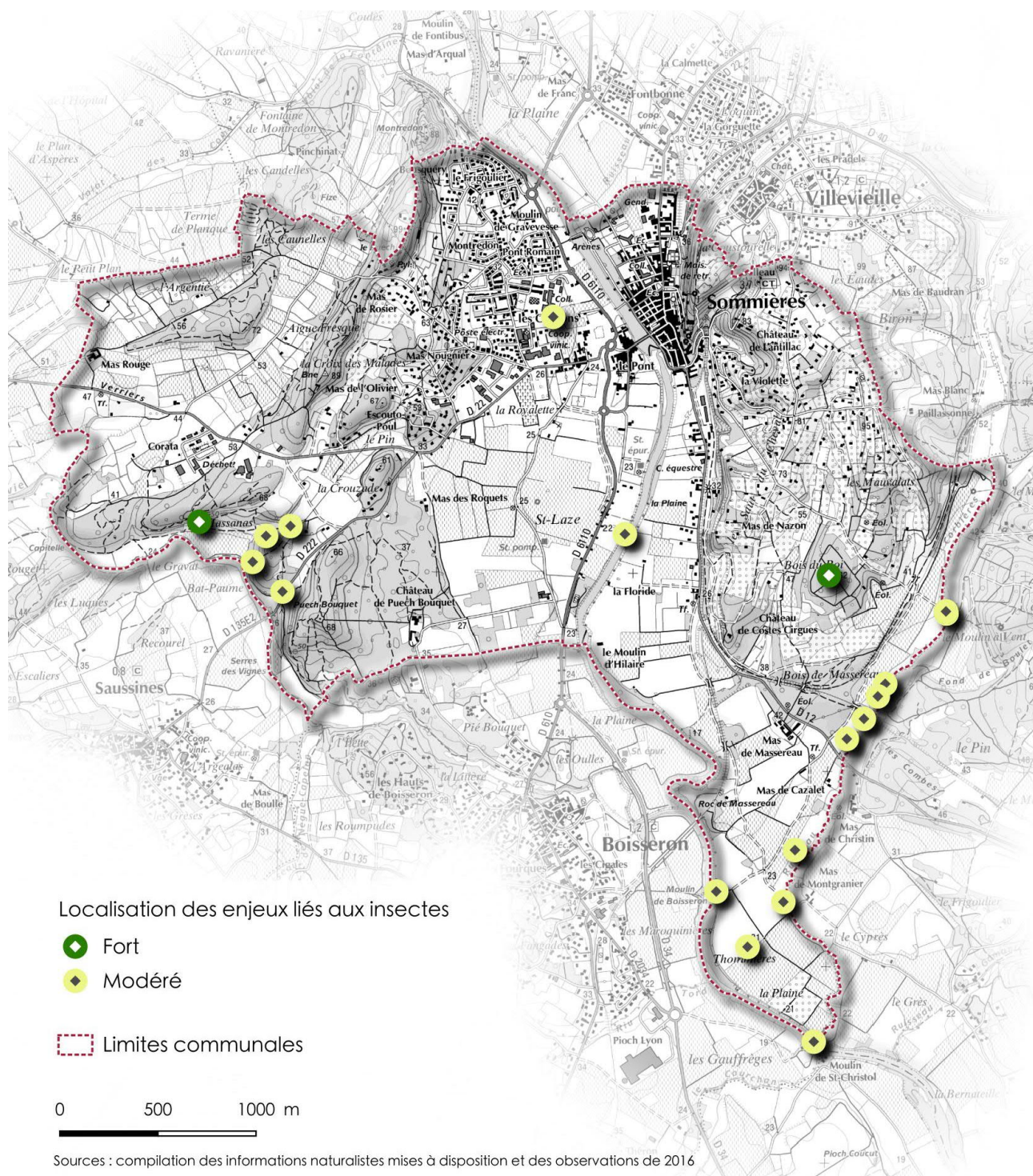
Parmi les 26 espèces de libellules, signalons la présence de l'Agrion de Mercure *Coenagrion mercuriale* (An.2, PN, ZNIEFF) connu exclusivement sur le ruisseau des Corbières, et la Cordulie à corps fin *Oxygastra curtisii* (An.2, An.4, PN, ZNIEFF) sur le Vidourle. Le premier est inféodé aux ruisseaux à courant clair et fortement végétalisés. Il n'est pas rare dans la région mais toujours localisé. La Cordulie est quant à elle associée aux cours d'eau de type méditerranéen, même si elle remonte toujours plus au Nord, peut-être en lien avec les modifications climatiques... Elle apprécie la présence d'une ripisylve bien développée sur les berges du Vidourle.

Deux autres libellules méritent d'être signalées : la Libellule fauve *Libellula fulva* (ZNIEFF) et le Gomphe à crochets *Onychogomphus uncatus* (ZNIEFF). Ils sont tous deux notés sur le ruisseau des Corbières.

Parmi les 48 espèces de papillons de jour et zygènes, trois sont particulièrement intéressantes. La Diane *Zerynthia polyxena* (An.4, PN, ZNIEFF), papillon printanier dont les chenilles se développent sur l'Aristolochie à feuilles rondes *Aristolochia rotunda* (et de façon anecdotique sur les autres espèces d'aristoloches), est bien présente le long du ruisseau des Corbières ainsi que vers Massanas.

La **Zygène cendrée** *Zygaena rhadamanthus* (PN) est elle aussi présente sur les pentes orientées au Sud de Massanas. Cette espèce est notamment liée au *Dorycnium pentaphyllum*, un petit buisson très commun dans les garrigues ouvertes.

Le **Thécla de l'arbousier** *Callophrys avis* (ZNIEFF), espèce peu commune dans le Gard, inféodée à l'Arbousier *Arbutus unedo*, a été capturé en 2001 sur la commune. C'est pour le moment l'unique mention peu précise pour cette espèce qui passe facilement inaperçue.



Répartition des principaux enjeux liés aux reptiles au niveau de la commune

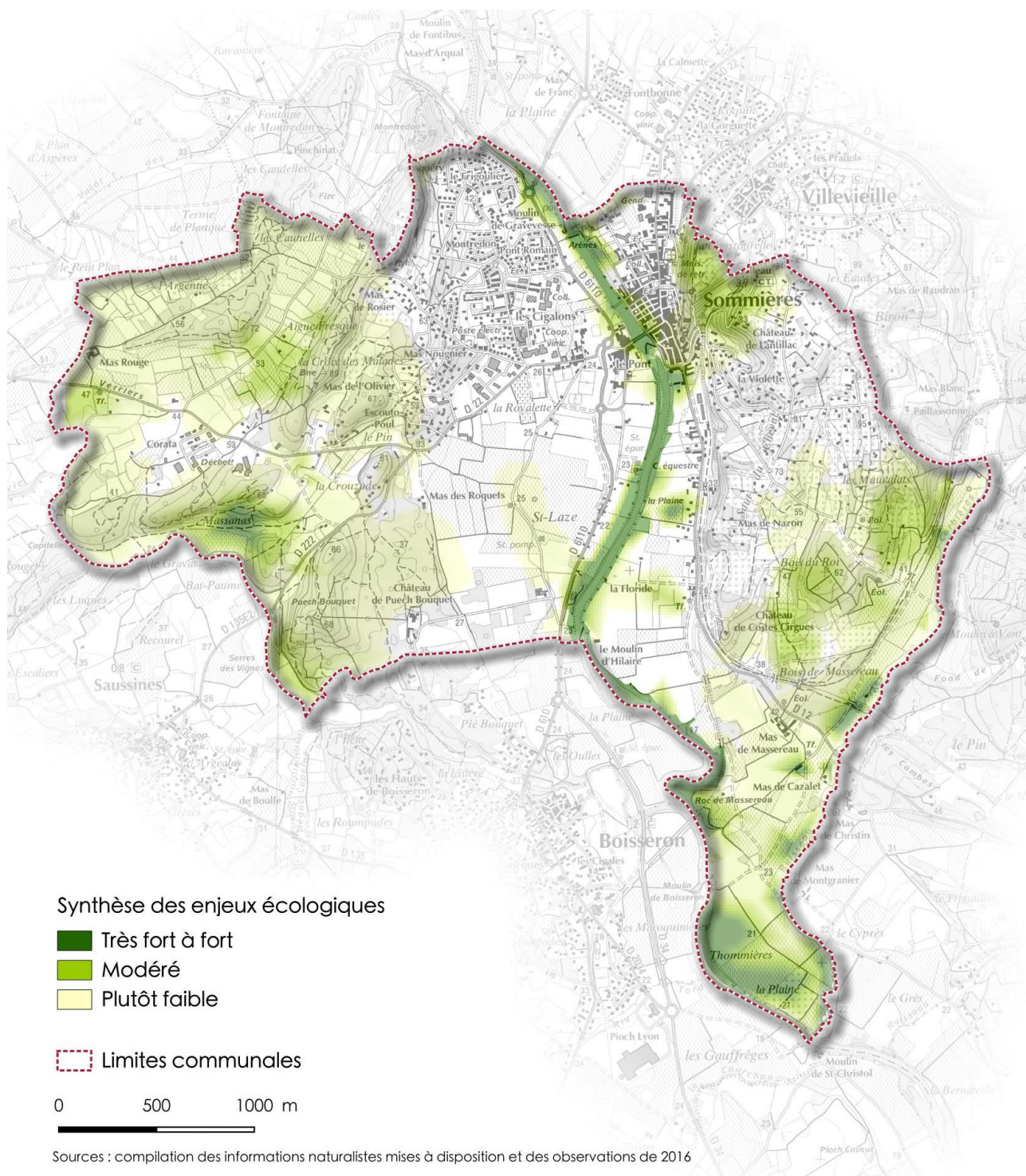
2.2.3.7 SYNTHÈSE DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES

Le tableau ci-dessous présente de façon synthétique l'état des connaissances, à travers la diversité des espèces recensées sur la commune. Pour chaque groupe taxonomique est décliné le nombre d'espèces à enjeu local de conservation très fort à fort ou modéré. Ces espèces feront l'objet d'une réflexion particulière dans le cadre du projet d'aménagement communal pour leur conservation. Elles serviront d'éléments de réflexion pour l'élaboration du PADD en amont de l'évaluation environnementale du projet d'aménagement sur la biodiversité communale.

Groupe biologique	Nombre d'espèces à enjeu local de conservation très fort ou fort	Nombre d'espèces à enjeu local de conservation modéré
Botanique	4	4
Mammifères	2	3
Oiseaux	3	7

Groupe biologique	Nombre d'espèces à enjeu local de conservation très fort ou fort	Nombre d'espèces à enjeu local de conservation modéré
Reptiles	1	2
Amphibiens	0	0
Insectes	2	5
Synthèse	12	21

Tableau : Récapitulatif des connaissances et des enjeux naturalistes



Synthèse des enjeux écologiques au niveau de la commune de Sommières

Groupe	Nom	Nom_sc	statut	liste rouge mondiale	liste rouge nationale	Enjeu régional	Enjeu local de conservation
Plantes	Gratiola officinale	Gratiola officinalis	PN, ZNIEFF	LC	LC	-	Fort
Plantes	Limnanthème faux-nénuphar	Nymphoides peltata	ZNIEFF	LC	LC	-	Fort
Plantes	Nénuphar jaune	Nuphar lutea	ZNIEFF	LC	LC	-	Modéré
Plantes	Nivéole d'été	Leucojum aestivum	PN, ZNIEFF	LC	-	-	Fort
Plantes	Orchis occitan	Dactylorhiza occitanica	PR, ZNIEFF	-	VU	-	Très fort
Plantes	Peucedan d'Alsace	Xanthoselinum alsaticum	ZNIEFF	-	-	-	Modéré
Plantes	Rorippe Amphibie	Rorippa amphibia	-	LC	LC	-	Modéré
Plantes	Vulpin bulbeux	Alopecurus bulbosus	ZNIEFF	-	-	-	Modéré
Chiroptères	Grand Rhinolophe	Rhinolophus ferrumequinum	An.2, An.4, PN, ZNIEFF	LC	NT	Fort	Modéré
Chiroptères	Minioptère de Schreibers	Miniopterus schreibersii	An.2, An.4, PN, ZNIEFF	NT	VU	Très fort	Fort
Chiroptères	Murin (ou Vespertilion) de Capaccini	Myotis capaccinii	An.2, An.4, PN, ZNIEFF	VU	VU	Très fort	Fort
Chiroptères	Noctule de Leisler	Nyctalus leisleri	An.4, F, Znieff	LC	NT	Modéré	Modéré
Autres mammifères	Castor	Castor fiber	An.2, An.4, PN, ZNIEFF	LC	LC	Modéré	Modéré
Oiseaux	Bihoreau gris	Nycticorax nycticorax	An.1, PN	LC	NT	Modéré	Modéré
Oiseaux	Busard cendré	Circus pygargus	An.1, PN	LC	NT	Modéré	Modéré
Oiseaux	Chevêche d'Athéna	Athene noctua	PN	LC	LC	Modéré	Modéré
Oiseaux	Gobemouche gris	Muscicapa striata	PN	LC	NT	Modéré	Modéré
Oiseaux	Milan noir	Milvus migrans	An.1, PN	LC	NT	Modéré	Modéré
Oiseaux	Milan royal	Milvus milvus	An.1, PN	NT	VU	Fort	Fort
Oiseaux	Outarde canepetière	Tetrax tetrax	An.1, PN	NT	CR	Fort	Fort
Oiseaux	Petit-duc scops	Otus scops	PN	LC	LC	Modéré	Modéré
Oiseaux	Pie-grièche à tête rousse	Lanius senator	PN	LC	VU	Fort	Fort
Oiseaux	Rollier d'Europe	Coracias garrulus	An.1, PN, ZNIEFF	LC	NT	Modéré	Modéré
Reptiles	Cistude d'Europe	Emys orbicularis	An.2, An.4, PN, ZNIEFF	NT	LC	Fort	Fort
Reptiles	Couleuvre à échelons	Rhinechis scalaris	PN	LC	LC	Modéré	Modéré
Reptiles	Seps strié	Chalcides striatus	PN	LC	LC	Modéré	Modéré
Libellules	Agrion de Mercure	Coenagrion mercuriale	An.2, PN, ZNIEFF	NT	LC	Fort	Fort
Libellules	Cordulie à corps fin	Oxygastra curtisii	An.2, An.4, PN, Znieff	NT	LC	Fort	Modéré
Libellules	Gomphe à crochets	Onychogomphus uncatus	ZNIEFF	LC	LC	Modéré	Modéré
Libellules	Libellule fauve	Libellula fulva	ZNIEFF	LC	LC	Modéré	Modéré
Papillons	Diane	Zerynthia polyxena	An.4, PN, ZNIEFF	LC	LC	-	Modéré
Papillons	Thécia de l'arbusier	Callophrys avis	ZNIEFF	LC	LC	-	Modéré
Papillons	Zygène cendrée	Zygaena rhadamanthus	PN	-	-	-	Fort

Récapitulatif des espèces végétales et animales à enjeu local de conservation notable au niveau de la commune de Sommières

La compilation des enjeux écologiques permet de distinguer plusieurs secteurs :

- les secteurs à enjeu très fort :
 - la ripisylve et le lit mineur du Vidourle,
 - le cours d'eau du ruisseau des Corbières et ses prairies humides ;
- les secteurs à enjeu fort :
 - les boisements et les milieux semi-ouverts vers Massanas
 - la Bénovie et ses milieux annexes ;
- les secteurs à enjeu modéré :
 - la plaine du Vidourle en rive gauche,
 - le secteur de Puech Bouquet,
 - les boisements et les milieux semi-ouverts du Bois du Roi, Mauvalats et Château de Costes Cirgues,
 - le secteur d'Aigue Fresque
 - le Plateau et les zones pentus du Château de Lantillac.

Il s'agit d'intégrer ces enjeux écologiques dans la définition du projet d'aménagement. A partir de ces éléments, il s'agira d'éviter leur destruction, de les préserver voire d'améliorer leur état de conservation.

2.2.4 DÉLIMITATION DES ZONES HUMIDES

En application de l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1 octobre 2009, fixant les protocoles pour la délimitation des zones humides, différentes expertises ont été réalisées au niveau du territoire communal. A l'issue de ces relevés de terrain, les données ont été exploitées pour distinguer :

- les habitats et la végétation caractéristiques de type zone humide,
- les conditions pédologiques et la présence de traits d'hydromorphie témoin d'un engorgement en eau pendant au moins une partie de l'année,
- les zones humides effectives, qui doivent être délimitées au plus près des points de relevés ou d'observations répondant aux critères relatifs à la végétation ou aux sols.

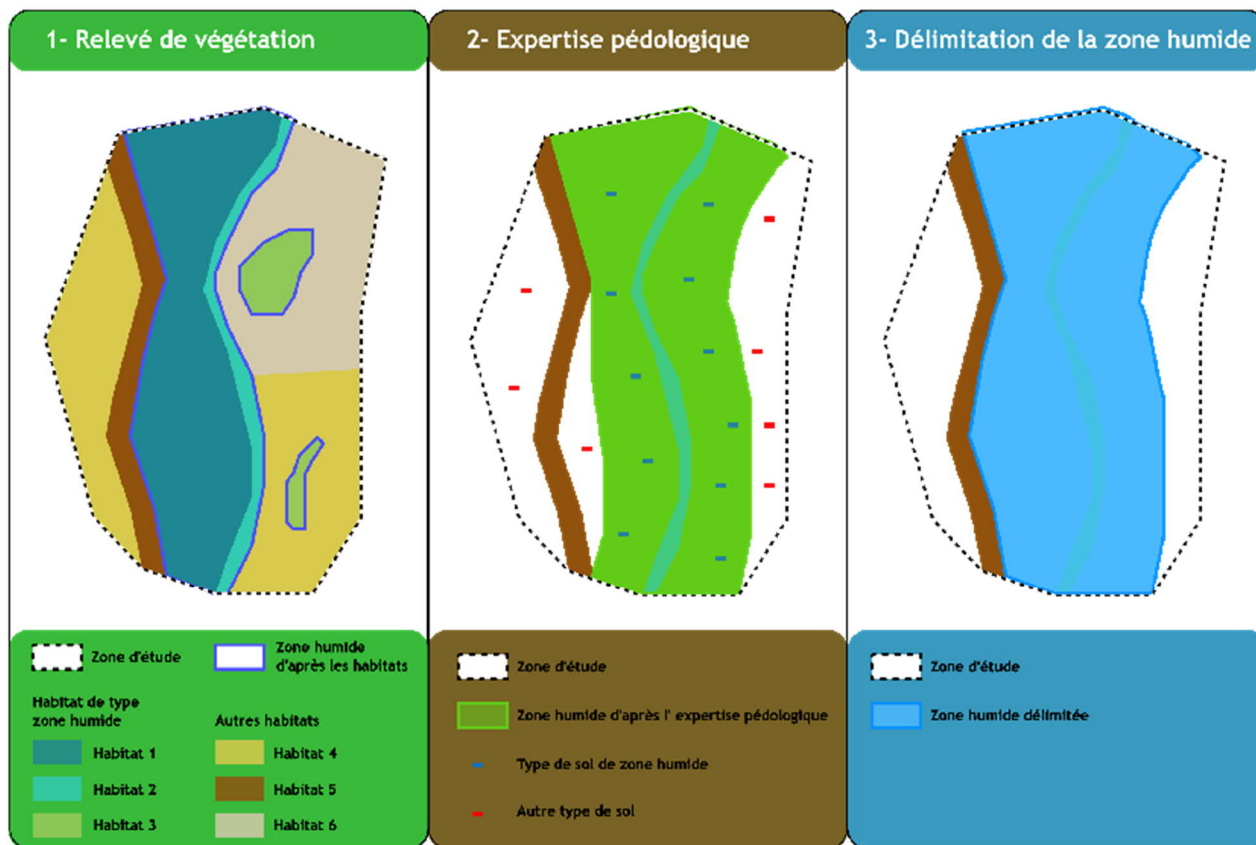
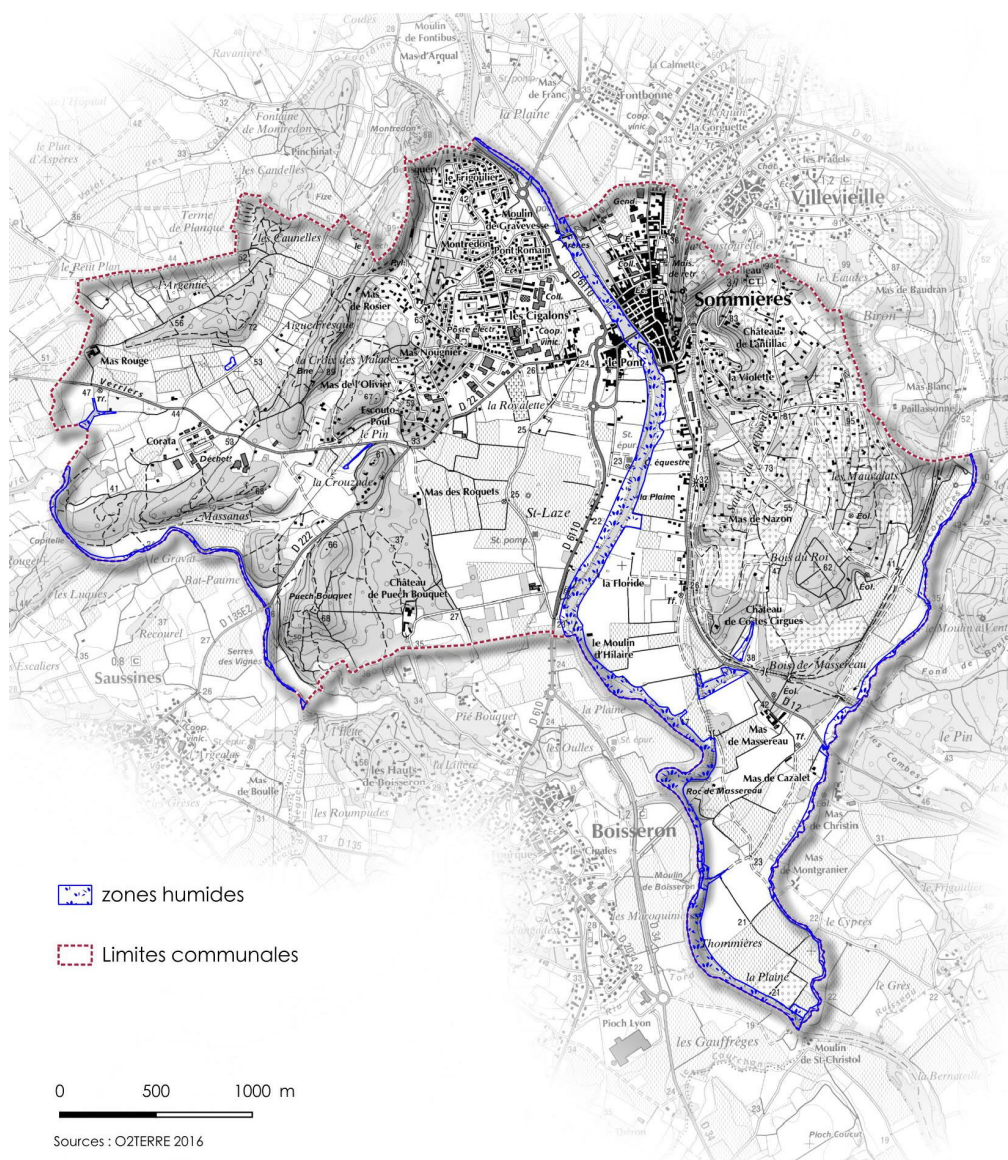


Schéma méthodologique pour la délimitation des zones humides d'après les protocoles définis par la réglementation en vigueur (sources O2TERRE)

Selon le contexte géomorphologique, ce périmètre s'appuie soit sur la cote de crue, soit sur le niveau de nappe phréatique ou sur la courbe topographique correspondante. La surface totale de zones humides délimitées au niveau de la commune de Sommières est de 49 ha soit environ 4.7 % du territoire communal.



Délimitation des zones humides

Exemples de type de sol de zones humides observés sur la commune de Sommières. Ces solums se caractérisent par des traits d'hydromorphie rédoxiques ou réductiques qui débutent à moins de 50 cm de la surface et se prolongent ou s'intensifient en profondeur. Ces caractéristiques résultent d'un engorgement en eau au moins pendant une partie de l'année lié à un défaut de perméabilité qui empêche l'infiltration des précipitations ou résulte des conditions hydrologiques ou hydrogéologiques (inondations, transferts latéraux, remontées de nappe)



Fluviosols typiques rédoxisols : sols développés sur des alluvions fluviales au niveau des affluents du Vidourle. Ils occupent les fonds de vallées où ils constituent le lit majeur des cours d'eau. Ils sont marqués par la présence d'une nappe phréatique alluviale permanente ou temporaire à fortes oscillations. Ils sont généralement inondables en période de crues.



Sol d'origine alluviale, composé d'argiles et limons, présentant des traces d'hydromorphie et témoignant d'un engorgement prolongé en eau dans les premiers centimètres du sol. Ces sols ont été observés au niveau des prairies humides du ruisseau des Corbières.

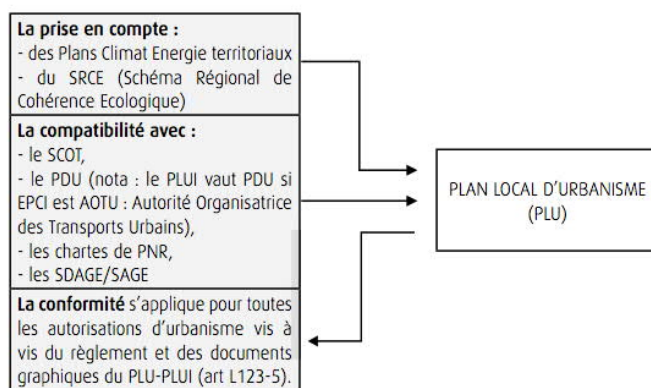
2.2.5 LES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES : LA TRAME VERTE ET LA TRAME BLEUE

En complément des outils et mesures de protection essentiellement fondés sur les connaissances naturalistes, la Trame verte et bleue (TVB) prend en compte le fonctionnement écologique des espaces et des espèces dans l'aménagement du territoire et en s'appuyant sur la biodiversité ordinaire. La démarche TVB est un engagement du Grenelle de l'Environnement (loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement (Grenelle 1) et loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2)) et pour enrayer l'érosion de la biodiversité en maintenant ou restaurant un réseau d'échanges des populations d'espèces animales et végétales. La prise en compte de TVB au niveau local, notamment par le biais des documents d'urbanisme réalisés par les collectivités (SCoT et PLU), mais aussi grâce à la mobilisation d'outils contractuels, permet d'intégrer les continuités écologiques (ensemble des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques) et la biodiversité dans les projets de territoire. Même si la Trame verte et bleue vise en premier lieu des objectifs écologiques, elle permet également d'atteindre des objectifs sociaux et économiques, grâce au maintien de services rendus par la biodiversité (épuration des eaux, régulation des crues,...), grâce à la valeur paysagère et culturelle des espaces qui la composent (amélioration du cadre de vie, lieu de détente et de loisirs...), mais aussi grâce à l'intervention humaine qu'elle nécessite sur le territoire (gestion des espaces TVB, génie de la restauration écologique, etc.).

2.2.5.1 CADRAGE GÉNÉRAL SUR LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES : LE SRCE

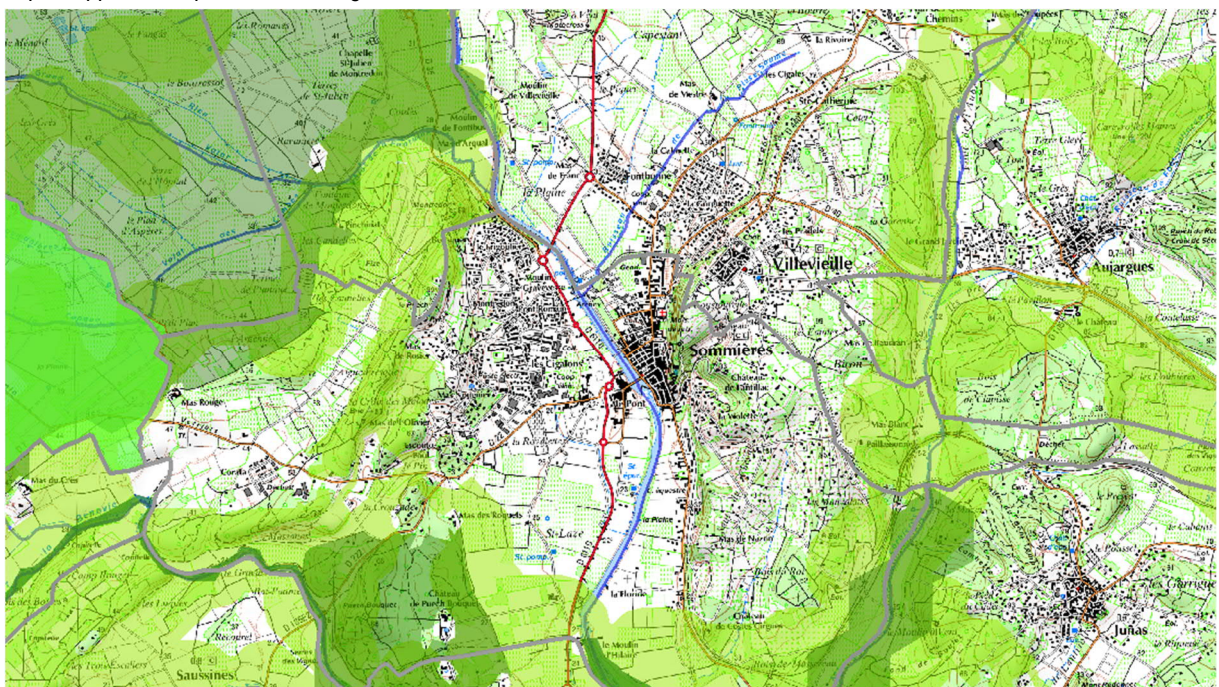
Les espèces animales ne s'établissant pas suivant les limites administratives, la TVB ne peut se considérer uniquement à l'échelle communale. La TVB est définie et mise en œuvre à trois niveaux :

- à l'échelle nationale avec les orientations nationales qui définissent les enjeux nationaux et transfrontaliers,
- à l'échelle régionale, au travers les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique,
- à l'échelle locale, avec les SCoT et les PLU qui prennent en compte le SRCE et identifient les espaces et les éléments qui contribuent à la TVB.



Extrait du Guide méthodologique – La Trame verte et bleue dans les PLU – DREAL Midi-Pyrénées – Juin 2012

Le PLU doit prendre en compte le SRCE de la Région Languedoc – Roussillon qui a été adopté le 20 novembre 2015 par arrêté du Préfet de Région, après approbation par le Conseil régional le 23 octobre 2015.



Extrait du SRCE Languedoc-Roussillon

Au niveau de la commune de Sommières, le SRCE distingue comme :

- ◆ Trame verte :
 - La ripisylve du Vidourle, le secteur du Puech Bouquet et de Massanas et le secteur du ruisseau des Corbières en amont du RD12 comme des réservoirs de biodiversité
 - La crête entre Massanas, la Croix des Malades et Montredon en tant que corridor écologique,
 - La crête entre le Mas Rouge et les Caunelles en tant que corridors écologiques,
 - Le ruisseau des Corbières, le Bois du Roi et les Mauvalats en tant que corridor écologique.
- ◆ la Trame Bleue est constituée par le Vidourle, le ruisseau des Corbières et la Bénovie (réservoir et corridor).

La PLU doit donc prendre en considération ces espaces.

2.2.5.2 ANALYSE DES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

A l'échelle communale, la compilation des données naturalistes et les observations écologiques menées durant le printemps 2016 constituent les supports techniques et scientifiques pour diagnostiquer les continuités écologiques de la commune de Sommières. Pour les distinguer, la méthodologie employée repose sur la distinction et la caractérisation des milieux écologiques (surface, composition) ainsi que l'évaluation de leur fonctionnalité (état de conservation des habitats, analyse des obstacles aux déplacements des espèces limitrophes). L'évaluation fonctionnelle des espaces naturels met en évidence les possibilités d'échanges interspécifiques des populations d'espèces jugés à enjeu local de conservation modéré à très fort mais aussi permet de distinguer les éléments favorables au déplacement des espèces plus communes composantes de la Nature ordinaire.

Globalement, au niveau de la commune, les différents types d'habitats naturels présents peuvent être regroupés en fonction des types physiologiques suivants :

- les milieux ouverts et semi-ouverts subnaturels (pelouses sèches et garrigues),
- les milieux forestiers (chênaie et pinède),
- les zones humides (prairies humides, ripisylves),
- les espaces de transition (friches agricoles terres cultivées, vergers, vignes, jardins privatifs, etc.).

Pour chaque type de milieux des réservoirs de biodiversité ont été identifiés. Les réservoirs de biodiversité constituent les zones vitales où les espèces inféodées à ces milieux peuvent réaliser l'ensemble de leur cycle biologique. Les corridors écologiques sont les voies de déplacement empruntées par les espèces animales et végétales entre les réservoirs de biodiversité. L'ensemble des éléments des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques constituent les continuités écologiques d'un territoire communal.

Il faut distinguer :

Les réservoirs de biodiversité constitués par :

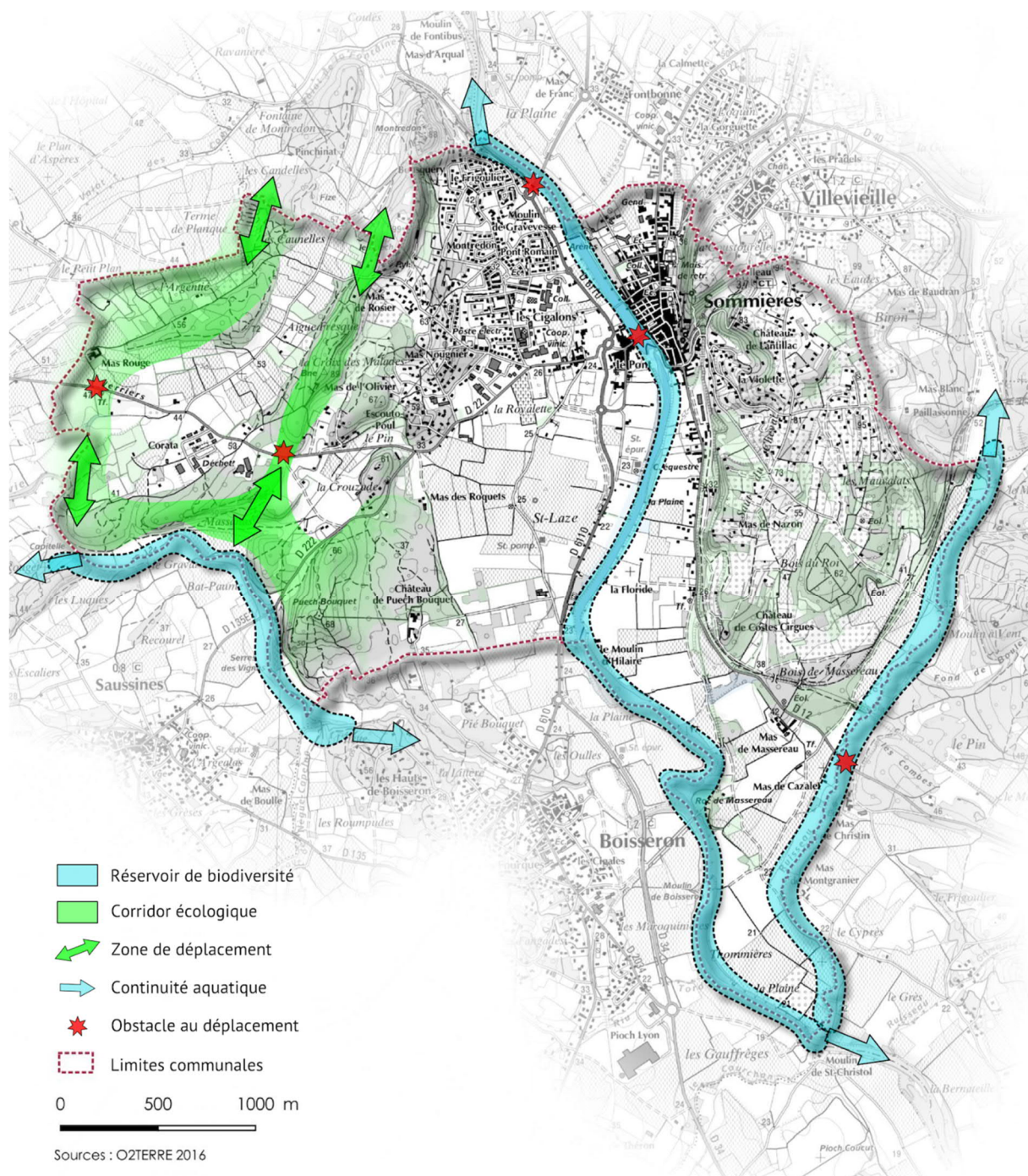
- Le Vidourle et sa ripisylve
- La Bénovie et sa ripisylve
- Le ruisseau des Corbières, sa ripisylve et ses prairies humides.

Les corridors écologiques constitués par

- Les milieux boisés et semi-ouverts vers la Croix des Malades et Mas de Rosier
- Les milieux boisés, semi-ouverts et agricoles vers le Mas Rouge et les Caunelles

Ces éléments constituent les principales continuités écologiques à considérer dans le cadre de l'établissement du projet d'aménagement communal.

La superposition avec les aménagements existants permet de mettre en évidence des obstacles au déplacement des espèces ayant permis la désignation de ces espaces : traversée de la RD22 vers Corata et le Mas Rouge, principaux ponts sur le Vidourle au centre, traversée de la RD12 vers le Mas de Massereau.



Cartographie des continuités écologiques au niveau de la commune de Sommières

2.3 LES ESPACES AGRICOLES

2.3.1 LES OUTILS DE PRÉSERVATION DES ESPACES AGRICOLES

Grenelle de l'environnement

L'orientation générale de préservation des espaces agricoles figure dans la loi Grenelle de l'environnement et la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) qui fixe des objectifs d'aménagement durable et d'économie des espaces agricoles afin de garantir la cohérence et l'équilibre.

La loi du 12 juillet 2010 complète les objectifs de planification de lutte contre la régression des surfaces agricoles (et naturelles).

Le SCoT SUD GARD approuvé en 2019.

Les éléments contributifs à la définition des enjeux pour propulser une politique publique de préservation et de développement des espaces agricoles du sud Gard sont les suivants :

- La préservation du potentiel agricole, bien commun du territoire.
- La valorisation du potentiel économique que représente l'agriculture.
- La maîtrise de la pression foncière et du phénomène de spéculation foncière susceptible d'entraîner une déprise agricole.
- Le développement d'une agriculture durable soucieuse de préserver la qualité agronomique des sols et la qualité de l'eau.
- Le renforcement des circuits-courts dans le SCoT du Sud Gard pour favoriser l'économie locale et restaurer le lien entre producteurs et consommateurs (urbain / rural).
- La définition d'un projet agricole et environnemental permettant de pérenniser et développer l'agriculture périurbaine.

Aussi, dans le souhait d'activer et préserver la sensibilité agricole locale du bassin, le SCoT prescrit :

- de considérer les terroirs d'excellence des Costières de Nîmes ;
- de maintenir les terres agricoles jouant un rôle dans la temporisation et la protection contre les risques d'inondation ;
- de considérer les besoins de l'agriculture dans un contexte contraint, en permettant des solutions adaptées pour le fonctionnement des exploitations (en veillant à la sécurité des biens et des personnes dans les zones exposées au risque inondation) de manière à mettre en œuvre des mesures de réduction de la vulnérabilité des exploitations dans le cadre d'une réflexion collective (zones de refuge pour les matériels, mise hors d'eau des stocks et produits phytosanitaires ...) ;
- d'engager la diversification des activités et des plantations (notamment pour la production maraîchère et de plantes médicinales).

Comme recommandation complémentaire, le SCoT prescrit d'inscrire le territoire comme une destination oenotouristique organisée et incontournable en identifiant notamment les caveaux pouvant être hébergeurs ainsi que les centres de restauration associés.

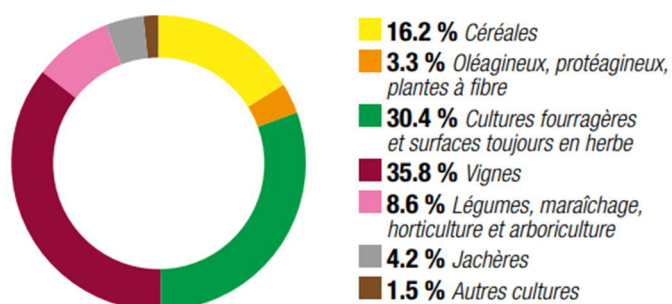
2.3.2 CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

A l'échelle du Gard :

Le Gard, c'est 241 000 emplois dont 4 % dans l'agriculture. Le Gard compte 5 000 exploitations agricoles professionnelles avec de nombreux emplois saisonniers du fait d'une agriculture fortement employeuse de main-d'œuvre notamment l'été pour la récolte des fruits (melons, pêches...). Malgré un taux de chômage élevé (13,7 %), les agriculteurs et les professionnels du tourisme ont du mal à trouver de la main-d'œuvre motivée.

Ce climat méditerranéen façonne la végétation naturelle et les cultures du Gard. À côté de la garrigue et de sa flore caractéristique (chêne, thym, buis, ciste, arbousier...), on retrouve la vigne et l'olivier, deux cultures pérennes emblématiques. Le Gard offre des paysages naturels et agricoles exceptionnels. Pour preuve, depuis 2011 les Causses et les Cévennes sont inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO au titre de paysage culturel de l'agro-pastoralisme méditerranéen. Cette reconnaissance est possible grâce au travail des éleveurs qui peinent malheureusement à vivre aujourd'hui de leur métier en raison d'une conjoncture difficile et de la menace du loup. En plus de son impact économique, l'élevage (ovin, bovin, caprin, équin) joue un rôle primordial dans l'aménagement des territoires gardois (ex: lutte contre incendies, ouverture des milieux...).

Répartition des surfaces agricoles utiles



Evolution des volumes produits

La viticulture est la production principale avec 50 000 ha (ex: vin des sables, piémont cévenol, plaine viticole, vallée du Rhône...). Rappelons que le vignoble de l'ex-Languedoc-Roussillon est le plus grand du monde avec 250 000 ha. La viticulture gardoise a su restructurer son vignoble et ses outils de vinification pour répondre aux demandes du marché (qualité et traçabilité). Le Gard compte aujourd'hui 66 caves coopératives (contre 140 il y a quelques années).

Céréales, arboriculture, maraîchage sont les autres productions végétales du département. Le blé dur (pour la production de pâtes), le riz, le taureau de Camargue, les produits oléicoles (olives de bouche, huile d'olive) font partie des spécificités agricoles gardoises à partir desquelles sont cuisinées des spécialités culinaires locales comme la gardianne de taureau, la tapenade ou la brandade de morue. Les agriculteurs améliorent leurs pratiques culturales (ex: réduction des traitements phytosanitaires, diminution du désherbage chimique au profit de l'enherbement des parcelles...) pour protéger leur santé, protéger l'environnement, répondre aux attentes sociétales en agriculture conventionnelle comme en agriculture biologique. Le Gard est le 3e département AB de France avec 800 exploitations. Une agriculture gardoise fragile. Malgré les efforts de la profession, les exploitations agricoles sont menacées notamment par la loi du marché, la concurrence et les conditions de production non harmonisées en Europe (ex: coût main-d'œuvre...). Les metteurs en marché (ex: grande distribution) ne jouent pas assez le jeu des produits français. Dans certains secteurs, ce n'est plus le marché qui dicte l'assolement mais les sangliers. Certains agriculteurs sont exaspérés par leurs attaques qui en quelques minutes peuvent anéantir le travail d'une année entière. Le Gard est le département français où le plus grand nombre de sangliers sont tués (40 000 chaque année).

(Source : SAA 2005 à 2015)

Produit	Volume	Unité	Tendance "2015" par rapport à la moyenne décennale	Part de la production d'Occitanie en %
Vins IGP	2 138 500	hl	→	20%
Vins AOP	878 000	hl	→	26%
Vins sans IG	241 170	hl	↓	15%
Pêches / nectarines	32 480	tonnes	↓↓	33%
Abricots	25 965	tonnes	↓↓	62%
Poires de table	9 172	tonnes	↑	79%
Cerises, bigarreaux, griottes	6 000	tonnes	↓↓	39%
Tomates	26 510	tonnes	→	40%
Courgettes	19 100	tonnes	↑↑	75%
Salades	7 326	tonnes	↑	30%
Potirons, courges, citrouilles	5 300	tonnes	↑↑	44%
Olives	3 500	tonnes	↑↑	40%
Pois secs	2 600	tonnes	↑↑	31%
Riz	14 850	tonnes	↑↑	95%

Etat des lieux concernant l'usage des pesticides :

1157 tonnes de pesticides dangereux ont été vendues chaque année entre 2008 et 2013 (source ministères de l'écologie et de l'agriculture).

	Substance	Action	Cultures concernées	Risques	Législation
1	Glyphosate	Désherbant	Plantations diverses. Céréales (avoine, blé, orge, seigle). Vigne	Probablement cancérigène pour le Centre international de recherche contre le cancer. Non cancérigène pour l'Agence de protection de l'environnement américaine	Autorisé
2	Folpel	Fongicide	Blé. Pommes de terre, tomates. Vigne	Cancérigène	Autorisé
3	Mancozebe	Fongicide	Largement utilisé. Arbres fruitiers et agrumes. Céréales (avoine, blé, orge, pavot). Légumes (artichauts, asperges, betteraves, carottes, choux, céleris, concombre, haricots, laitue, poireaux, poivron, pommes de terre, salsifis, tomates). Tournesol. Vigne	Perturbateur hormonal. Risque de malformation sur le fœtus. Cancérigène probable	Autorisé
4	Amitrole	Herbicide	Cultures fruitières et pommiers. Maïs. Vigne	Perturbateur hormonal. Cancérigène probable. Risque de malformation du fœtus	Autorisé
5	Metiram-zinc	Fongicide	Laitue, pomme de terre, tomate. Vigne	Perturbateur hormonal. Cancérigène probable	Autorisé

En 2016 le prix moyen des terres agricoles et près libres s'élève à 9850 euros/ha (source Safer-SSP-Terres d'Europe-Scafr).

2.3.3 LA SITUATION SUR LA COMMUNE

Dans un souci d'harmonie, il n'a été pris en considération que les résultats du Recensement Général Agricole et de ne pas les mélanger avec ceux de l'INSEE.

Ainsi ce diagnostic a pour but, comme le définit la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) de permettre une prise en compte fidèle des activités agricoles en place afin d'être un outil efficace d'aide à la décision. Ce diagnostic tend donc à aller au-delà d'un inventaire pur et simple, recensant simplement les éléments présents sur le terrain, mais de donner des commentaires afin de déceler les forces et les faiblesses de ce territoire en mutation.

Sur les 10.36 km² de superficie, 25 % sont occupés par les espaces bâtis. Le reste du territoire communal est constitué de zones naturelles et agricoles. Ces dernières zones restent majoritaires par rapport aux zones naturelles, composées essentiellement de milieux humides et forestiers. Ainsi, situées majoritairement au sud, sud-est et sud-ouest, ces espaces agricoles ont suivi le recensement général agricole (RGA) de 2000 et de 2010. Toutefois, de nombreuses données n'ont pas été publiées soit par respect du secret statistique soit par absence de données ne nous permettant pas dans certains cas d'affiner ce diagnostic agricole.

Il a été aussi souhaité dans un souci d'harmonie de ne prendre que les résultats du RGA et de ne pas les mélanger avec ceux de l'INSEE certes plus récents mais qui ne suivent pas la même logique et précision.

Ainsi, ce diagnostic a pour but comme le définit la SAFER, Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural, de permettre une prise en compte fidèle des activités agricoles en place afin d'être un outil efficace d'aide à la décision. Ce diagnostic tend donc à aller au-delà d'un

inventaire pur et simple, recensant simplement les éléments présents sur le terrain mais de donner des commentaires afin de déceler les forces et les faiblesses de ce territoire en mutation. Ainsi, plusieurs éléments et notions seront présentés, accompagnés parfois de graphiques afin de montrer les spécificités de cette commune.

EXPLOITATIONS : UNE POPULATION VIEILLISSANTE, UNE RELÈVE DIFFICILE

Part et type de l'emploi agricole

En 2010, on dénombrait sur la commune de Sommières 18 chefs exploitants et co-exploitants alors qu'en 2000 ceux-ci s'élevaient au nombre de 26 soit une diminution en 10 ans de 8 chefs d'exploitation. En revanche, entre ces deux années, on note une augmentation des emplois de salariés hors famille. En effet, en 2010, ceux – ci étaient au nombre de 12 alors qu'en 2000 on en trouvait 7. Plusieurs facteurs expliquent l'augmentation de ces salariés : la diminution de la main d'œuvre familiale ainsi que la diversité des tâches agricoles suscitant des spécialisations différentes et donc une main d'œuvre plus nombreuse.

En ce qui concerne, l'année 2010 les autres données à savoir celles de la répartition des conjoints non co-exploitants actifs sur l'exploitation et les autres actifs familiaux n'ont pas été publiées ne nous permettant pas de détailler davantage la part des actifs dans les exploitations agricoles sommiéroises.

Age des chefs d'exploitation

Age du chef d'exploitation ou du premier co-exploitant							
Moins de 40 ans		40 à moins de 50 ans		50 à moins de 60 ans		60 ans ou plus	
2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000
s	4	s	6	5	6	9	10

« s » : donnée soumise au secret statistique. Source : RGA 2010

Bien que ce graphique ne nous donne pas une vision complète du dernier recensement, il n'en reste pas moins que beaucoup des exploitants dénombrés en 2000 s'approchent de la retraite remettant en question la succession de leur exploitation.

De plus, les études sur les catégories socioprofessionnelles de la commune montrent que la majorité des emplois sont ceux d'employés. Certes, les employés agricoles y sont présents mais non les agriculteurs.

Enfin, les professions intermédiaires et les cadres et professions intermédiaires supérieurs prédominent dans cette répartition. Ainsi, qu'en est-il de la succession des chefs d'exploitation ?

Statut juridique des exploitations

Ensemble des exploitations		Exploitations non concernées par la question succession		Exploitations avec successeur		Exploitations sans successeur ou inconnu	
2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000
18	26	4	10	5	5	9	11

Source : RGA 2010

La question de la succession reste problématique pour Sommières car en 2010 la moitié des exploitations se retrouvaient sans successeur. L'enjeu est important car bien que minoritaires ces infrastructures participent de manière significative à l'économie de la commune et au maintien des zones agricoles largement présentes sur le territoire. Cinq exploitations seraient quant à elles reprises par un successeur, représentant à peu près 30 % des exploitations existantes en 2010.

PROFIL DES EXPLOITATIONS : UNE DIMINUTION DES ESPACES AGRICOLES

La surface agricole utilisée

L'exploitation est définie par le RGA comme l'unité économique qui participe à la production agricole, qui atteint une certaine dimension et de gestion courante indépendante. Elle se distingue de la Surface Agricole Utilisée (SAU) qui est définie aussi par le RGA comme les superficies des terres labourables, superficies des cultures permanentes, superficies toujours en herbe, superficies de légumes, fleurs et autres superficies cultivées de l'exploitation agricole.

Ainsi, Sommières présente une SAU dominée par les surfaces agricoles permanentes selon le tableau suivant :

Superficie en terres labourables	Superficie en cultures permanentes	Superficie toujours en herbe
60 ha	227 ha	24 ha

Source : RGA 2010

Orientations de la commune

La SAU depuis 1988 diminue. On notait en 1988 une superficie de 469 hectares soit 46 % de la superficie communale, en 2000, 402 hectares soit 40 % de la superficie communale et en 2010, 311 hectares soit 31 % de la superficie communale. Cette baisse régulière au cours de ces trente dernières années révèle que ce territoire gardois a été soumis à la pression urbaine enclenchée depuis les trente glorieuses et continuée par l'arrivée de nouveaux résidents profitant de la situation privilégiée de cette commune située à équidistance entre Nîmes et Montpellier. En 1946, les espaces bâtis correspondaient à 4 % du territoire communal.

Si la pression urbaine reste forte, la volonté politique de maîtriser l'urbanisation est présente en construisant sur des petites surfaces ou en rénovant l'existant. De plus, les contraintes physiques (zones protégées, inondations ...) empêchent les constructions d'habitations et laisse ainsi des espaces non artificialisés pour le développement de l'agriculture.

Typologie des cultures

Parmi les différents types de culture, c'est la vigne qui prédomine en 2010 avec un pourcentage de 65 % par rapport aux autres types d'exploitations qui se déclinent avec des pourcentages beaucoup plus faibles. La culture des céréales représente 19 % de l'ensemble des cultures, les surfaces en herbe 8 % tout comme les fourrages.

Ainsi, malgré la crise économique qu'a connue la viticulture ces dernières années, celle-ci reste présente sur le territoire sommiérois sans pour autant en être la seule composante agricole.

En effet, les orientations agricoles ont muté depuis 2000. Le RGA notait à cette époque que la production prédominante était le vin avec la création d'appellations diverses comme l'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) « Sommières » attribuée en 2011 par l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO).

En 2010, l'orientation s'axait autour de la volaille et de l'élevage tout en gardant les plus grandes superficies pour la vigne afin d'ouvrir une économie agricole sur de secteurs plus sûrs et rentables économiquement.

Enfin, nous pouvons conclure que le territoire sommiérois se caractérise par une agriculture certes soumise à la pression foncière mais qui reste diversifiée et tend à se qualifier en exploitant des domaines agricoles développés ou en développement.

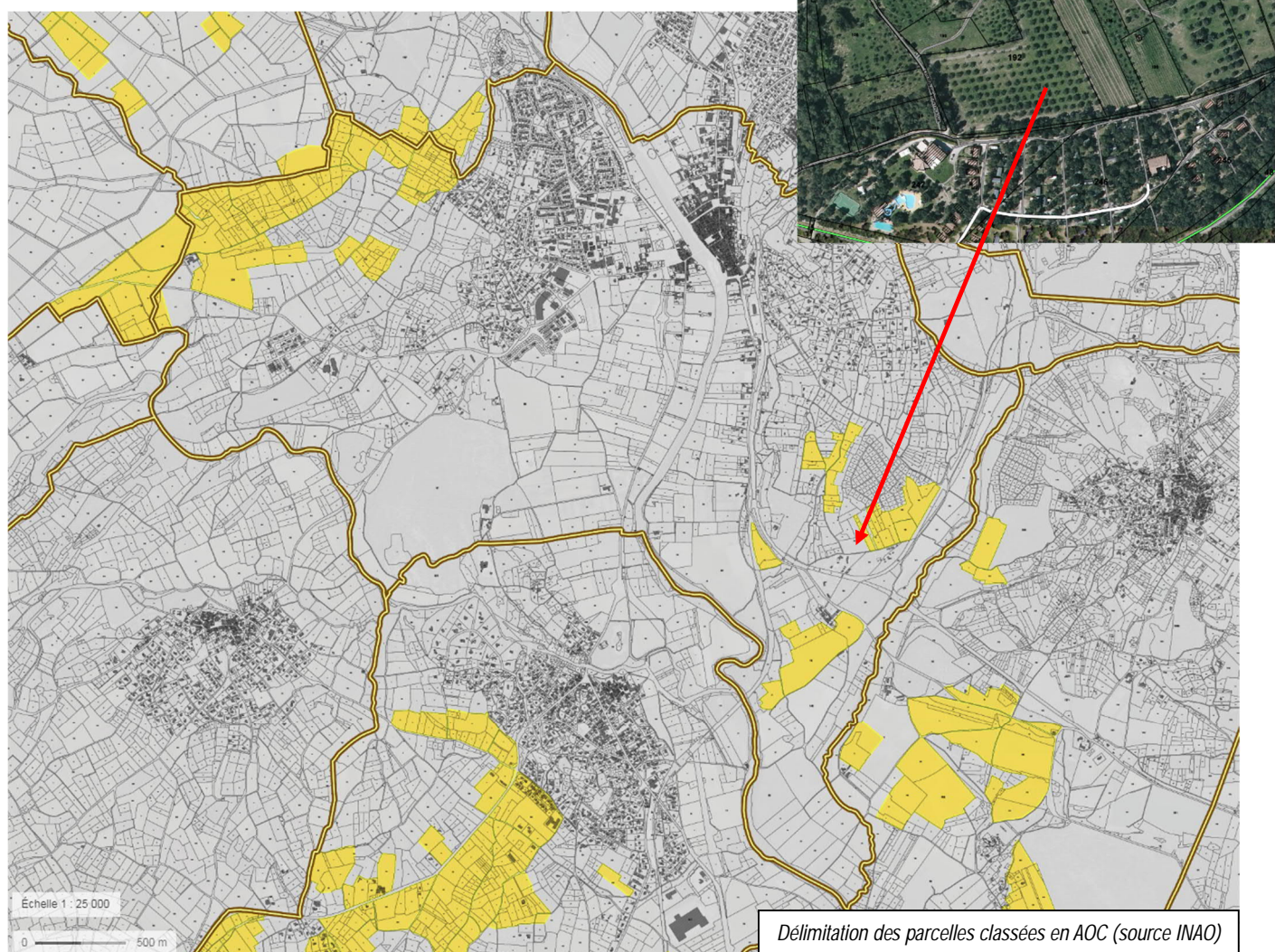
Tout l'enjeu de la commune reste à maîtriser son urbanisation afin de protéger l'économie existante et préserver le cadre de vie de ce lieu dont l'agriculture est un des éléments majeurs.

2.3.4 LES ZONES AGRICOLES D'APPELLATIONS PROTÉGÉES

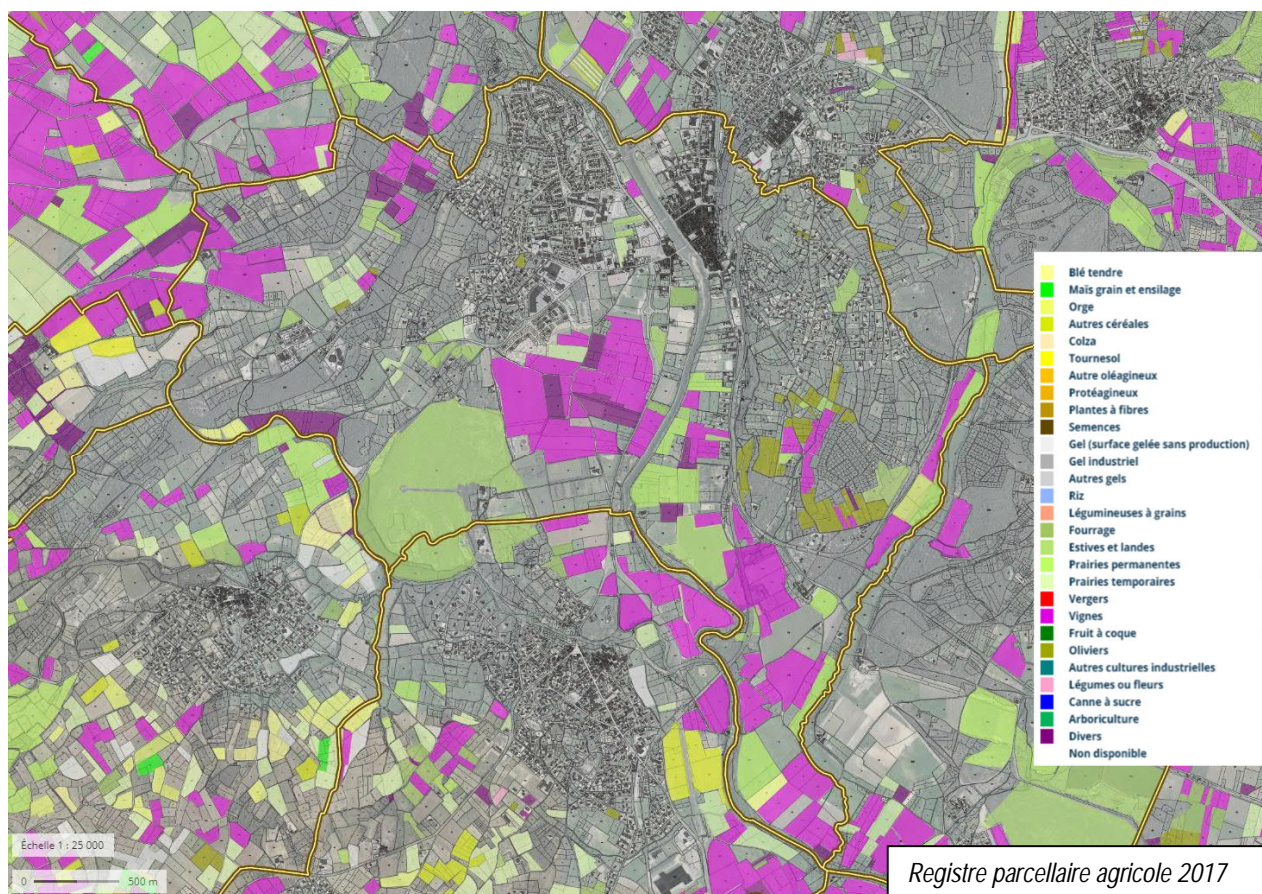
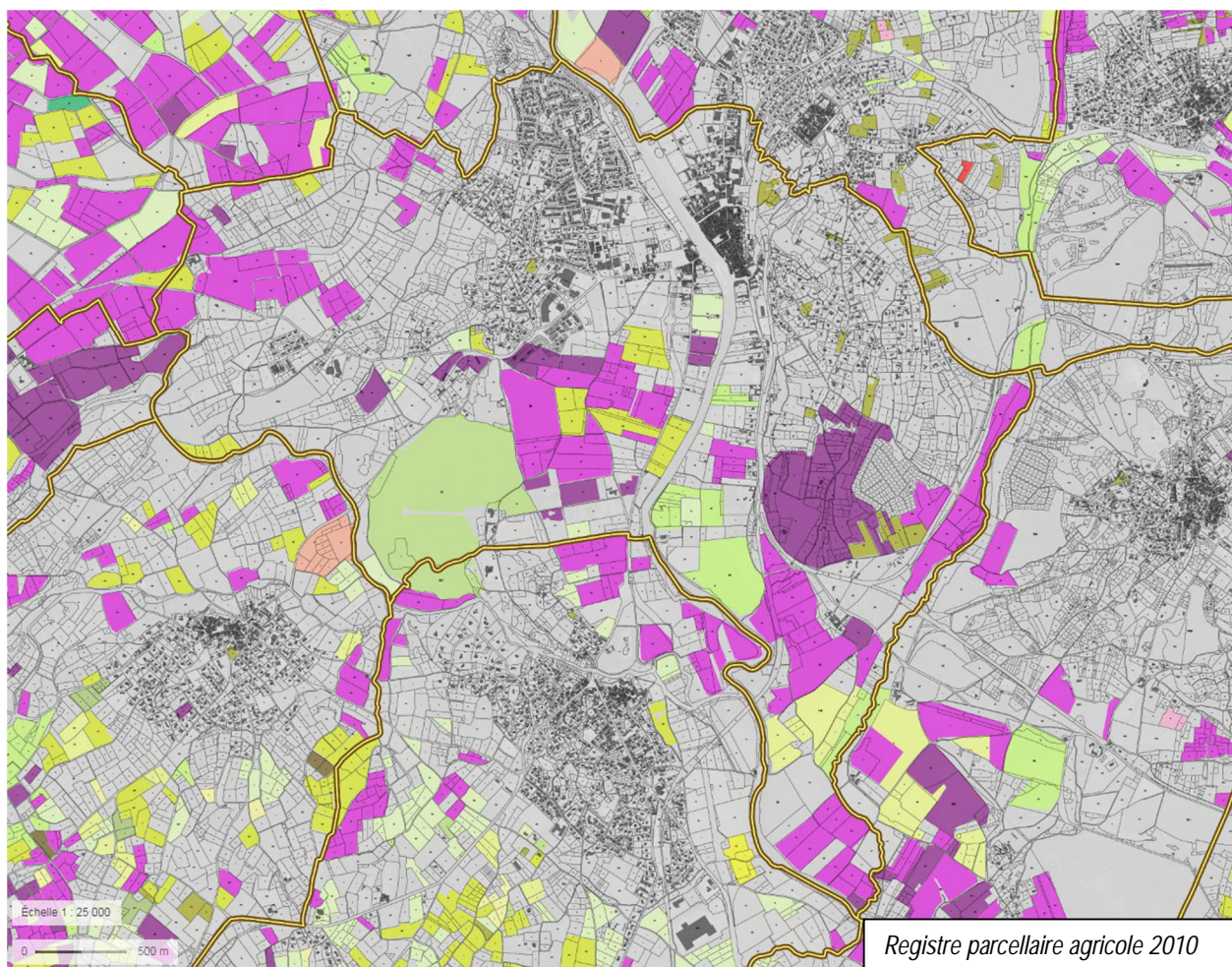
Le territoire de Sommières recense 9 produits d'appellation d'origine contrôlée ou protégée :

- Huile d'olive de Nîmes et Olive de Nîmes : concernant ces deux appellations tout verger dont il n'a pas été prouvé qu'il était inapte est potentiellement en AOC. L'INAO souligne l'intérêt patrimonial et variétal des vergers d'oliviers présents sur la commune et dont certains sont très anciens.
- Languedoc blanc ; Languedoc primeur ou nouveau rosé ; Languedoc primeur ou nouveau rouge ; Languedoc rosé ; Languedoc rouge et Languedoc Sommières.
- Taureau de Camargue (toute la commune)

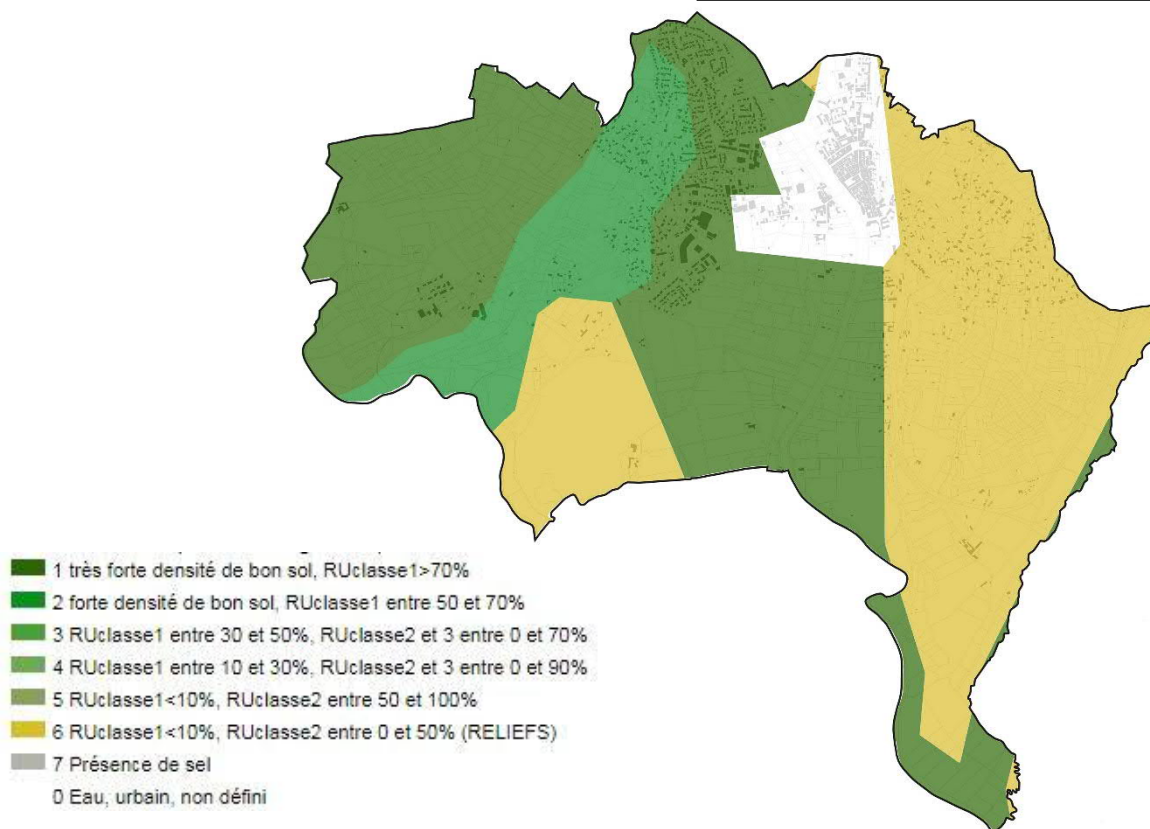
Sur le secteur Massereau les parcelles AE 168, AE 200, et AE 207 sont abandonnées. A noter que la parcelle AE 192 comporte plus de 200 oliviers (cf photo ci-contre)



2.3.5 ÉVOLUTION DES SURFACES AGRICOLES UTILES



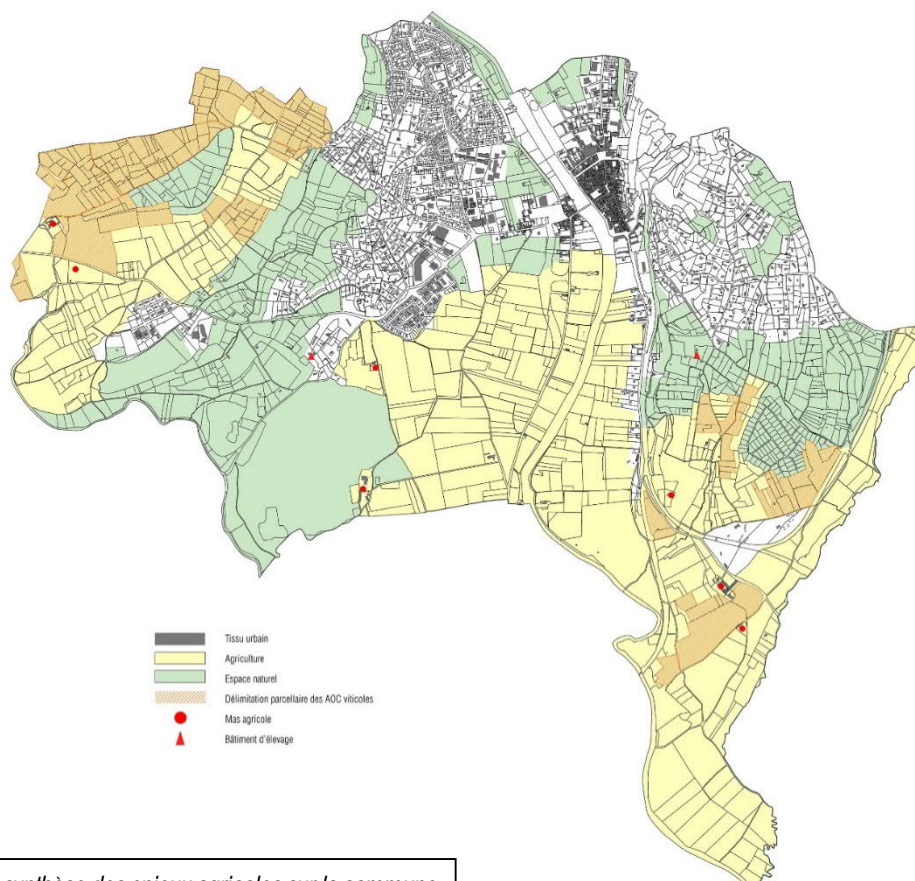
On peut observer que l'activité agricole s'opère notamment dans le lit du Vidourle.



les classes de potentiel agronomique

La classe de potentiel agronomique des sols est issue de l'indice de qualité des sols (I.Q.S.). Elle constitue l'une des classifications possibles et est basée sur la capacité des sols à stocker l'eau (réserve utile en eau). Il existe sept classes de potentiel agronomique des sols, allant du gradient numérique 1 (sol de haute valeur agronomique) à 7 (sols de faible valeur agronomique). Le centre et l'ouest de la commune présentent les meilleurs potentiels agronomiques.

Le tableau ci-dessus permet de visualiser les critères de classification.



Carte de synthèse des enjeux agricoles sur la commune

2.4 PAYSAGES ET FORMES URBAINES

2.4.1 LES CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES STRUCTURANTES

2.4.1.1 LES ENTITES PAYSAGERES

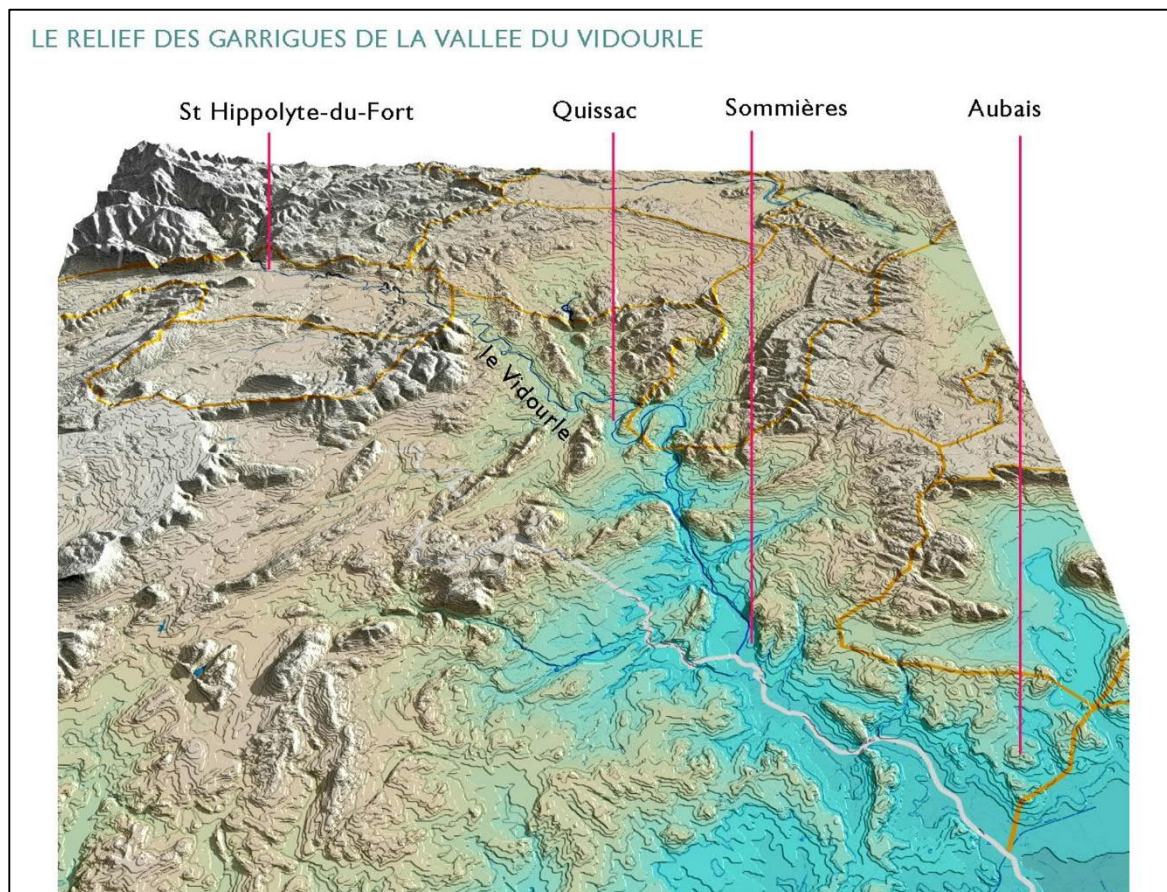
Un monde complexe, imbriqué et riche de patrimoine et de diversité

En contrebas des pentes Cévenoles et en amont des grandes plaines fluviales et maritimes, les Garrigues occupent le cœur du territoire du Gard. La complexité de leur organisation contribue à leur richesse paysagère, les Garrigues offrant des ambiances contrastées et multiples, où les étendues les plus sèches et après côtoient les plaines les plus riantes, où les collines douces s'imbriquent par endroits dans les plaines, tandis qu'ailleurs ce sont les plaines qui s'incisent en creux dans les plateaux, l'ensemble étant marqué d'événements spectaculaires : gorges de l'Ardeche, de la Cèze et du Gardon, sommets comme le Mont Bouquet.

Trois familles de paysages pour les Garrigues

Pour mieux comprendre l'organisation des unités de paysage des Garrigues, on peut distinguer trois familles de paysage de garrigue :

- les paysages des plateaux calcaires
- les paysages des pentes et des collines
- les paysages des petites plaines.



Source : Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon

Les Garrigues des plateaux calcaires

Quatre massifs calcaires coupés par les rivières

Les garrigues du Gard s'organisent en quatre massifs calcaires, séparés les uns des autres par les profondes découpes que forment les rivières qui les traversent en force, venues des hauteurs Cévenoles et descendant vers le Rhône et la mer : Ardeche, Cèze, Gardon, Vidourle et Hérault :

- le plateau des bois de Ronze et Laval, prolongé par le massif boisé de Valbonne, qui s'allonge entre Ardèche et Cèze ;
- les plateaux de Lussan, d'Uzès et de Saint-Quentin-la-Poterie, dominés à l'ouest par le Mont Bouquet, qui s'étendent largement entre la Cèze et le Gardon ;
- la garrigue de Nîmes, entre Gardon et Vidourle ;
- la plaine de Pompignan et ses sommets calcaires enfin, à l'ouest du Vidourle, qui marque le prolongement des garrigues de l'Hérault dans le département.



Début des gorges du Gardon à Russan. Vue depuis le pont de la RD 418.

Le monde sec de la garrigue

Ces plateaux calcaires, incapables de retenir l'eau, portent la garrigue proprement dite, formation végétale méditerranéenne, adaptée à la sécheresse et qui a donné son nom à l'ensemble du territoire qui y est lié. Autrefois beaucoup plus ouvertes et râpeuses du fait du pâturage intense, la garrigue offre aujourd'hui souvent un visage boisé, à base de chênes verts et chênes pubescents dans les situations les plus favorables, et de chênes kermès bas et impénétrables dans les années qui suivent le passage d'un incendie. Localement, dans les massifs domaniaux ou communaux, des plantations de résineux, notamment de cèdres, modifient radicalement les ambiances et les paysages.

Des gorges et des plaines, sites spectaculaires incisés en creux dans les plateaux

Les étendues des plateaux de garrigues font place ponctuellement à des sites spectaculaires : les gorges que dessinent les passages en force des cours d'eau dans leur descente vers le Rhône et la mer, mais aussi les plaines incisées en creux dans les plateaux : Russan, Belvezet, Valliguières, Lacapelle-et-Masmolène, etc.

Les Garrigues des pentes et des collines

Les plateaux de garrigues sont par endroits érodés au point de former des unités de paysages distinctes, où les collines et les pentes deviennent des caractéristiques dominantes :

- les pentes de la Cèze, en rive gauche avec la forêt de Valbonne et en rive droite autour de Saint-Maurice-de-Carreiret,
- les collines autour de Saint-Maurice-de-Cazeville, entre Vézénobres et Foissac, qui séparent le pays d'Uzès de celui d'Alès,
- Nîmes et le long rebord de la Garrigue qui s'ouvre sur la plaine de la Costière, drainée par le Vistre,
- Les collines du Vidourle, qui dessinent un dédale de petites plaines et vallons successifs, de Sauve/Quissac à Sommières.



Cabrières

Les Garrigues des plaines et vallées

Des plaines clairement cernées par les reliefs réguliers des plateaux

Dans l'ensemble des Garrigues, les grandes rivières et leurs affluents s'environnent par endroits de terrains aplanis, parfois inondables, qui composent autant de plaines et de vallées cadrées par les reliefs des garrigues :

- plaines de Barjac, de Saint-Ambroix, d'Alès, de Lédignan et du Vidourle (entre Saint-Hippolyte-du-Fort et Sauve (l'ensemble composant la plaine de contact au pied des pentes Cévenoles, comblée par les dépôts du Tertiaire (comblement du fossé d'Alès)
- haute vallée de la Cèze, à l'aval des gorges entre Saint-André-de-Roquepertuis et Saint-Gervais,
- plaines de l'Alzon et des Seynes au pied de la colline d'Uzès,
- vallée de l'Alzon entre Uzès et Collias,
- plaine de Remoulins, autour de Remoulins et jusqu'à Saint-Hilaire-d'Ozilhan,
- la Vaunage, à l'ouest de Nîmes,
- le vallon de la Courme, affluent du Vidourle en rive gauche à l'amont de Sommières,
- la plaine du Gardon autour de Saint-Chaptes (en rive gauche) et de Saint-Geniès-de-Malgoirès (en rive droite).



La route de Lussan, débouchant sur la plaine d'Uzès. Au fond la silhouette de la ville

Des plaines-jardins où s'organisent précisément bâti et cultures

Ces plaines dessinent des paysages cultivés, souvent de grande qualité, où s'associent dans une trilogie classique, voire antique, la vigne (dominante), les céréales, et l'olivier, et auxquels s'ajoutent ponctuellement des vergers : amandiers, cerisiers, abricotiers, pêcheurs, ... ou des cultures spécialisées comme le sorgho. Elles restent toujours cadrées par les horizons souvent réguliers de coteaux, coiffés de végétation de garrigue, qui marquent le basculement des plateaux secs sur les plaines fertiles. Les villages s'y sont volontiers accrochés, échappant alors à l'inondabilité des fonds, et occupant l'espace stratégique de contact entre les plateaux, territoire de parcours pour les troupeaux et réserve de bois durant des siècles, et les plaines, dévolues aux cultures. Certains villages, parfois des villes, occupent des points hauts, découpant leur silhouette dans le ciel et créant les sites bâtis les plus spectaculaires : Uzès et ses tours dessinées comme autant de pièces d'échiquier, Lussan sur son étroit plateau, dominant sa plaine, Vézénobres dominant la plaine du Gardon, Castillon-du-Gard, au-dessus de la plaine irriguée par le Gardon, ... Quant aux villages cherchant la proximité immédiate de l'eau, ils ont pour la plupart profité d'une élévation pour s'implanter, et ce sont leurs extensions qui les ont fait s'aventurer dans la plaine inondable hors du promontoire-refuge devenu trop étroit.

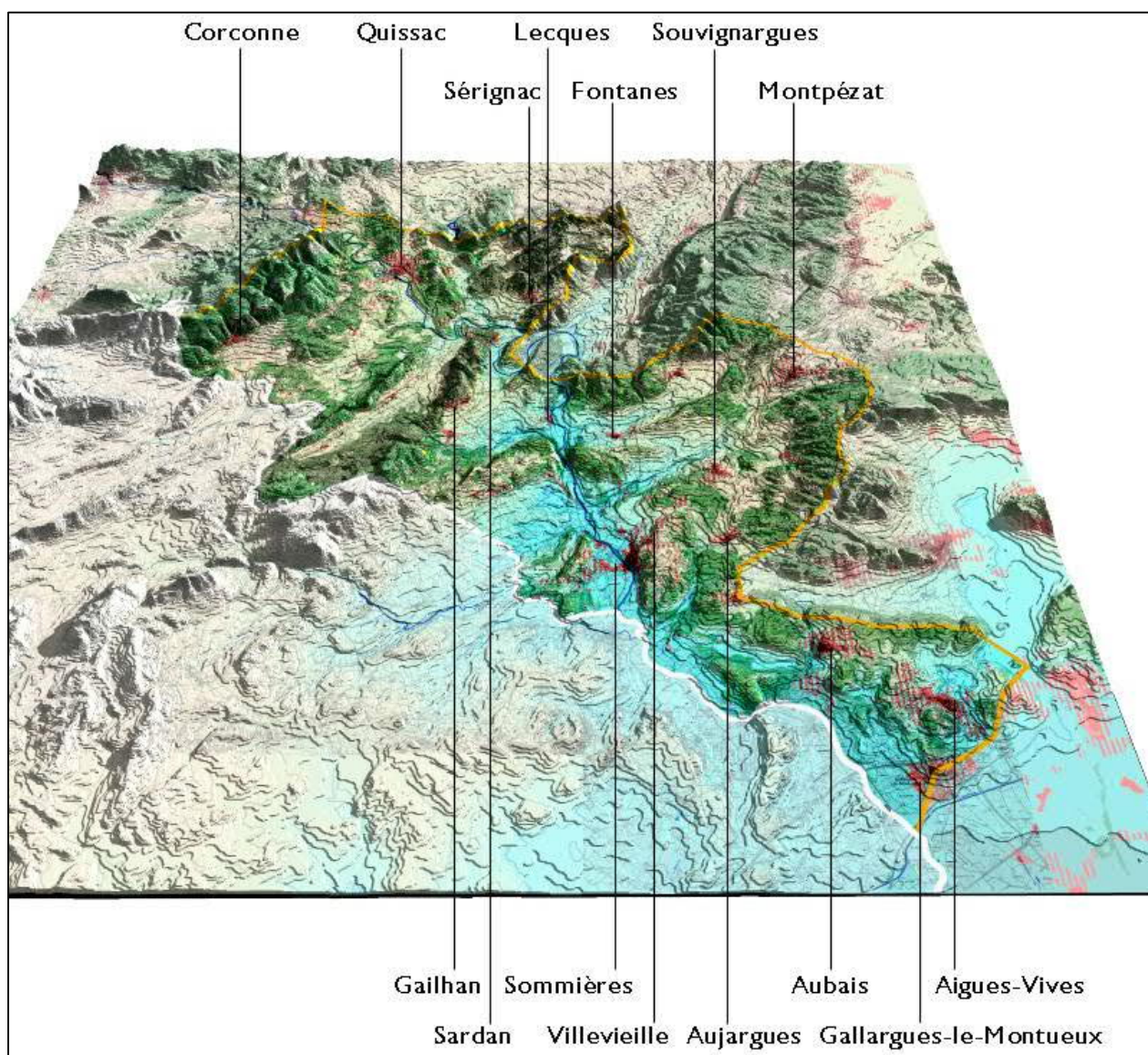
Au total, on distingue 22 unités de paysage dans la vaste étendue des Garrigues :

- Nîmes et le rebord des Garrigues
- La Vaunage
- Les garrigues de Nîmes
- La plaine du Gardon autour de Saint-Chaptes et de Saint-Geniès-de-Malgo
- Uzès et les plaines de l'Alzon et des Seynes
- La vallée de l'Alzon
- La plaine de Remoulins
- Les garrigues d'Uzès et de Saint-Quentin-la-Poterie
- Les garrigues du Mont Bouquet
- Les collines autour de Saint-MauriceA-de-Cazevieille (entre Vézénobres et Foissac)
- La haute vallée de la Cèze (de Saint-André-de-Roquepertuis à Saint-Gervais)

- Les pentes de la Cèze (autour de Saint-Marcel-de-Careiret)
- Le plateau des bois de Ronze et de Laval
- Le massif forestier de Valbonne
- Le plateau de Lussan et le Mont Bouquet
- La plaine de Barjac et de Saint-Ambroix
- La plaine urbanisée d'Alès
- Les petites plaines et vallons du Vidourle
- Le vallon de la Courme
- La plaine de Lédignan
- La plaine du Vidourle de Saint-Hippolyte-du-Fort à Sauve
- La plaine de Pompignan

• DISCRIPTION

Avant de déboucher dans la plaine large et plate de Vauvert/Lunel, qui préfigure la Camargue, le Vidourle ne compose pas une vallée en soi : avec ses affluents, il découpe les reliefs calcaires de façon complexe, composant plutôt un patchwork de petites plaines et de vallons cadrés par des collines boisées qui referment les horizons. L'ensemble forme une sorte de dédale de paysages successifs harmonieux et le plus souvent intimes, d'ambiance dominante boisée, qui s'égrènent autour du Vidourle, de Quissac jusqu'à l'aval de Sommières, sur 25 kilomètres



Source : Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon

Une succession de petites plaines et de vallons liés au Vidourle.

De Quissac jusqu'à Gallargues-le-Montueux, on peut distinguer plus d'une douzaine de plaines et de vallons liés au Vidourle :

La plaine de Quissac, dominée par la chaîne, haute, âpre et sèche du Coutach, qui préfigure les reliefs calcaires du rebord sud des Cévennes.

Le vallon d'Aiguebelle et Brouzet-lès-Quissac (ruisseaux du Valladas, de Vère et du Brestalou) en rive droite du Vidourle.
 Les vallons de Crieulon en rive gauche, qui se transforment presque en clairières fermées par les collines boisées (Bragassargues).
 Le vallon de Sérignac en rive gauche.
 Le long et étroit vallon de Carnas en rive droite.
 La plaine de Sardan, allongée en rive droite du Vidourle.
 La plaine de Lecques, avec Saint-Clément et Gailhan, en rive droite du Vidourle.
 Le vallon de Combas et Fontanès, en rive gauche.
 Le long vallon d'Aigalade, que commande à l'amont Montpezat, en éperon au-dessus des deux affluents de Font de Fige et Massargues, avec sur ses marges Souvignargues et Saint-Etienne-d'Escattes.
 La plaine de Salinelles et d'Aspères, qui s'ouvre à l'est sur le Vidourle et se prolonge à l'ouest dans l'Hérault jusqu'au ruisseau de Bénovie.
 La plaine de Sommières autour du Vidourle, dominée par Villevieille.
 La petite plaine d'Aujargues/Congénies, prise entre le Puech des Frigoules et le Puech de Ninarde.
 Les plaines et collines d'Aigues-Vives, Aubais, Junas et Aujargues, situées entre Sommières et l'autoroute A 9 sur la rive gauche du Vidourle, et marquées par la pression du développement de l'urbanisation.



La plaine de Salinelles, vue depuis la route d'Aspères (RD 254).



Petite plaine prise dans les hautes collines boisées des affluents du Vidourle à l'est de Quissac.

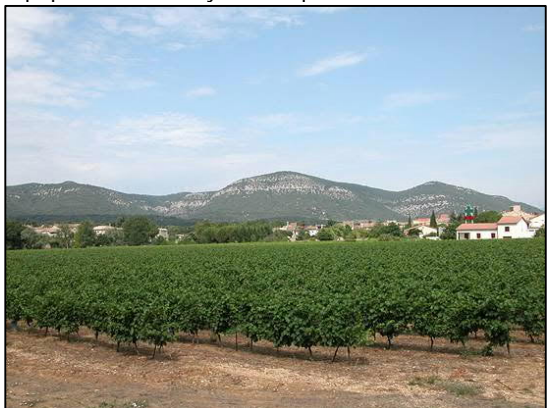
Les plaines liées au Vidourle sont systématiquement bordées de façon nette par les reliefs en collines ou en puechs successifs, couverts de végétation de garrigue, de plus en plus doux au fur et à mesure que l'on descend le cours du fleuve. En composant les horizons verts et bleutés des paysages du Vidourle, ces reliefs donnent au dédale des plaines du Vidourle un aspect relativement boisé et intimiste, surtout vrai de Quissac à Lecques.



Plaine de Carnas, vers le Mas Neuf, avec les horizons boisés des montagnes des Issarts et de la Lauze à l'horizon.

Au nord-ouest de Quissac, les reliefs du Coutach, du Leiris et de la Moutette, plus hauts et plus secs, marquent la limite amont de l'unité de paysage et préfigurent la bordure calcaire cévenole.

Au sud de Sommières, le puech de Gallargues-le-Montueux, signal marquant du parcours de l'autoroute A9, coiffé par l'urbanisation du village et piqué de la Tour Royale, marque l'achèvement à l'aval des collines du Vidourle et l'ouverture vers la Camargue par la plaine de Vauvert et Lunel.



Les reliefs à l'ouest de Quissac, vus depuis l'entrée de Quissac (carrefour RD 45/RD 999).



Gallargues-le-Montueux. Vue depuis la RD 12 non loin de l'autoroute A9

Des paysages agricoles dominés par la vigne.

Les plaines et les vallons sont cultivés en vignes, qui dominent nettement dans l'occupation des sols, complétés par quelques champs de céréales. Leur échelle le plus souvent restreinte et la qualité de leur préservation, notamment à l'amont de Sommières, permettent de composer des paysages attrayants, offrant des situations diversifiées.



La plaine de Combas, vigne bordée de garrigue.

Des villes et des villages dessinant des silhouettes bâties le long de la vallée

Chaque plaine est piquée de villages qui composent toujours des sites bâtis de qualité, en s'accrochant tantôt sur un rebord de terrasse alluviale, tantôt sur un piémont de coteau, tantôt sur une butte.

La situation perchée des bourgs, qui échappent aux crues courantes du Vidourle et de ses affluents, permet d'ouvrir des vues sur le fond discret du fleuve, incisé en creux dans la plaine. Parmi ces villages perchés, Villevieille compose un " signal " dans le paysage plus fort que les autres, marqué par son château et perché au-dessus de la vallée du Vidourle et de Sommières en dominant le fond de vallée de 50 m environ.



Lecques, village posé sur le rebord de la vallée du Vidourle.



Le château de Villevieille, en balcon sur la vallée du Vidourle.

Sommières, une ville contrainte par un fleuve capricieux.

Allongée sur la rive gauche du Vidourle, Sommières en subit régulièrement les crues dévastatrices, d'autant qu'une partie de la ville basse a été construite sur le pont créé il y a deux mille ans par les romains, réduisant d'autant le passage du fleuve.



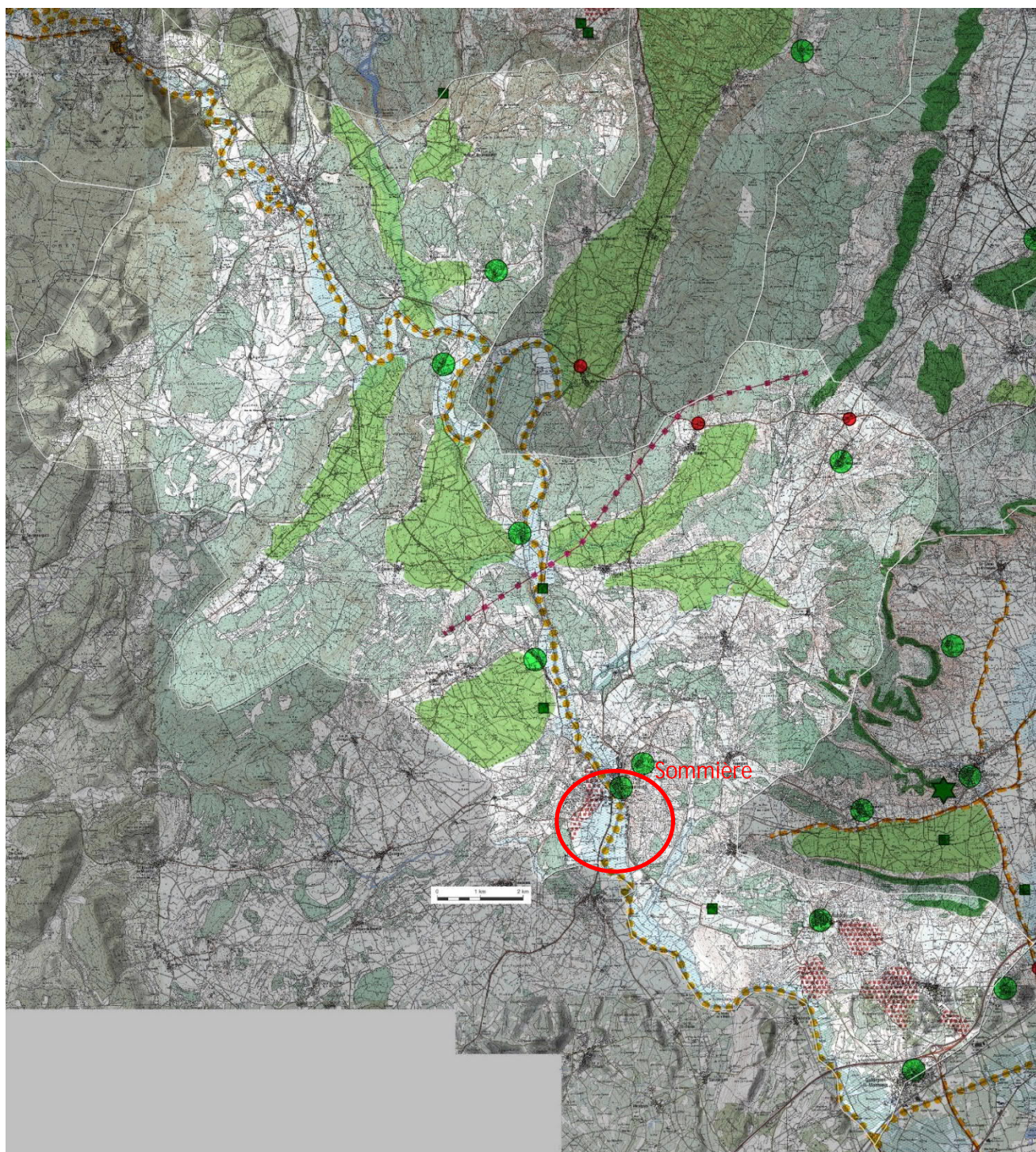
Une urbanisation diffuse entre Sommières et Nîmes qui fragilise les paysages agricoles.



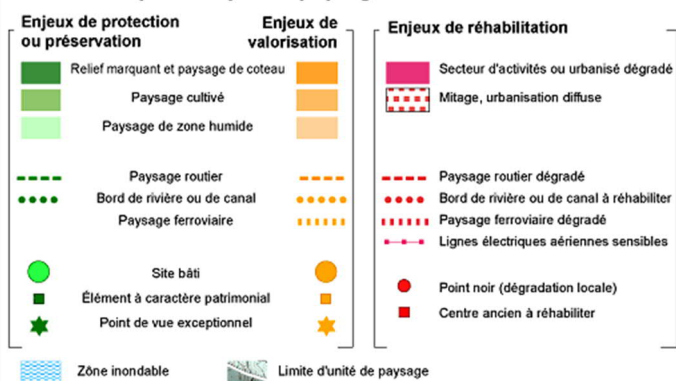
Problème marqué d'urbanisation diffuse ; ici entre Aubais et Gallargues-le-Montueux

La pression de l'urbanisation est sensible dans la partie sud de l'unité de paysage, de Lecques/Salinelles à Gallargues, autour de Sommières. Elle est liée à la proximité des deux pôles urbains de Nîmes et de Montpellier, et à la bonne desserte offerte par l'autoroute A 9 et les échangeurs de Lunel et de Gallargues-le-Montueux. Elle se traduit par une urbanisation diffuse très marquée et par l'abandon de terres agricoles, enfrichées.

• ANALYSE CRITIQUE



Carte d'analyse critique du paysage



Source : Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon

Enjeux de protection/préservation

Le paysage des plaines agricoles, des villages et des collines boisées, entre Quissac et Sommières : préservation d'ensemble, maîtrise des extensions bâties dans le paysage, protection des plaines contre l'urbanisation diffuse ou linéaire.

Les sites bâtis, toujours remarquables et parfois spectaculaires : maîtrise paysagère et urbaine des extensions de l'urbanisation, préservation des plaines agricoles avalées qui " mettent en scène " les villages, préservation et requalification du patrimoine bâti, revitalisation des centres, ...

Les parcours des routes de la vallée et des accès aux villages : protection contre l'urbanisation linéaire, gestion des ouvertures visuelles, adaptation des dispositifs de sécurité contre la banalisation, protection du patrimoine ouvrages (murs, murets, ponts, ...), ...



Le site bâti de Sérignac, de grande qualité.



Route- paysage d'arrivée sur Junas par la RD 140.

Enjeux de valorisation/création

Les bords du Vidourle : gestion douce de la ripisylve, création de circulations piétonnes, cyclables, équestres, ...



Les bords du Vidourle entre Sardan et Vic-le-Fesq.

Enjeux de réhabilitation/requalification

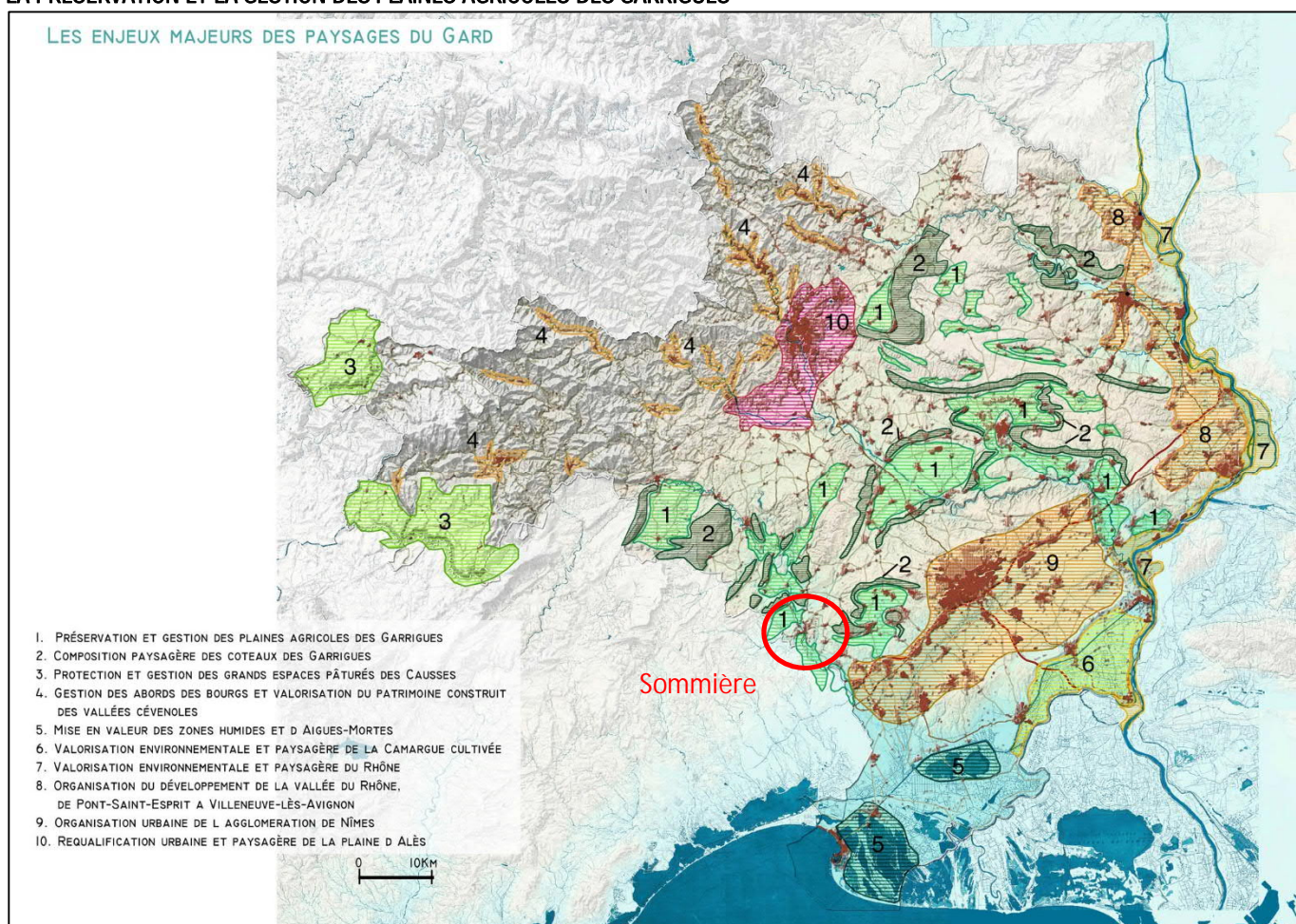
Les espaces inondables du Vidourle et des affluents, notamment en secteur urbain ou périurbain : gestion des espaces protégés par les Plans de prévention des risques d'inondation (PPRI), requalification paysagère des franges entre espaces bâtis et espaces inconstructibles, accessibilité de ces espaces au public, ...



Sommières et la vallée du Vidourle.

Les secteurs subissant le développement de l'urbanisation diffuse : requalification de l'urbanisation linéaire, gestion des espaces résiduels en friches,

LA PRESERVATION ET LA GESTION DES PLAINES AGRICOLES DES GARRIGUES



Source : Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon

Enjeux majeurs pour les Garrigues

Au cœur du département, les Garrigues bénéficient d'un patrimoine de paysage exceptionnel, lié à la diversité et aux contrastes des ambiances entre les plaines riantes et fertiles et les plateaux secs de garrigue proprement dite, l'ensemble étant imbriqué de façon serrée, à des échelles qui rendent le paysage animé, surprenant et pittoresque ; au patrimoine bâti, et en particulier aux sites bâtis des villages qui ponctuent le paysage. Cette richesse paysagère et patrimoniale rend attractif le pays des Garrigues pour le tourisme et l'établissement de résidences secondaires, voire principales pour la retraite, générant une forte pression foncière, accentuée par l'amélioration de la desserte à l'échelle nationale et européenne offerte par le TGV Méditerranée. Cette attractivité génère des réhabilitations et requalifications de patrimoine bâti de qualité et vivifie le tissu culturel du pays ; en revanche il pose des problèmes de disponibilité de foncier pour garantir la vie des villages et le logement ou relogement des habitants en place. C'est la crainte d'une « lubéronisation » dont parlent certains élus.

La pression d'urbanisation est également largement liée à la situation régionale des Garrigues, sous influence tout à la fois de l'axe rhodanien à l'est (Avignon surtout, mais aussi Bagnols et Pont-Saint-Espirit), de Nîmes au sud, d'Alès au nord et de Montpellier à l'ouest. Les commodités de desserte rendent possibles les déplacements domicile-travail entre les Garrigues et les grands pôles urbains et de développement, accentuant cette poussée d'urbanisation. Cette fois c'est le risque de « banlieu-isation » des Garrigues qui est craint par certains. Dans cette situation, les enjeux pour l'aménagement qualitatif du territoire portent sur la préservation et la gestion des plaines agricoles, développée ici, et sur la composition paysagère des coteaux.

Enjeux pour les plaines des Garrigues

La richesse des pays des Garrigues vient aujourd'hui des plaines, riantes, fertiles et fraîches, qui sont sous la pression à la fois du passage des infrastructures et de l'urbanisation. Ce sont les plaines qui font des Garrigues un pays encore rural, animé, et c'est bien l'agriculture qui génère essentiellement les paysages valorisants et attirants pour les habitants comme pour les touristes ; c'est cette activité agricole et viticole qui permet de faire des Garrigues un monde bien individualisé, distinct des pôles urbanisés qui l'encadrent ; ce sont les plaines qui, par les cultures et le passage des eaux, garantissent les contrastes si valorisants avec les paysages secs des garrigues des plateaux ; ce sont les plaines qui ouvrent les vues sur les coteaux et sur les villages-sites qui les ponctuent ; et c'est par les plaines que l'on passe pour se déplacer. Or les commodités d'aménagement, d'équipement, d'urbanisation font des plaines des espaces beaucoup plus menacés que les plateaux de garrigues. Il n'y a guère que l'inondabilité des terrains qui aujourd'hui freine les appétits de transformation. Mais les surfaces restent modestes au regard des plaines dans leur ensemble, et cette seule contrainte ne saurait justifier l'organisation à venir des territoires. Protéger les plaines, c'est en fait protéger le cœur vital des pays des Garrigues.

Cadastre strict de l'urbanisation dans les plaines

L'urbanisation historique des plaines des Garrigues reste faible, les villages demeurant plus souvent accrochés sur les piémonts des coteaux. Quelques bourgs viticoles ponctuent néanmoins les plaines, comme Saint-Chartes par exemple dans la plaine du Gardon.

Les plaines méritent d'être strictement protégées contre le mitage, ou urbanisation diffuse :

- extensions d'urbanisation strictement en continuité avec l'urbanisation dense existante
- confortement des centralités denses existantes
- inconstructibilité des abords des routes pour éviter l'urbanisation linéaire
- inconstructibilité stricte des espaces agricoles.

On rappellera que le département voisin des Bouches-du-Rhône a vu la plupart de ses belles plaines s'urbaniser de façon anarchique du fait d'une charte agricole trop laxiste en matière de constructibilité en espace agricole, et d'abords d'infrastructures non maîtrisés.

Maîtrise paysagère des infrastructures

Les plaines accueillent facilement les infrastructures. La maîtrise paysagère des infrastructures passe par les points suivants :

- inconstructibilité des terrains aux abords des routes
- limitation des gabarits et capacité des routes, notamment pour les voies de liaison des garrigues avec les pôles urbains et les grandes infrastructures : exemple Uzès/Nîmes, Uzès/Remoulins - A9, Uzès/ RN 106 Alès-Nîmes, Sommières/A9 Gallargues, ...
- maîtrise paysagère des dispositions d'aménagement des routes : glissières, panneaux, bas-côtés, ronds-points, ...
- préservation des vues et des accès aux villages-sites

Valorisation des productions agricoles et viticoles

Cernées par les pôles urbains attractifs que sont Nîmes, Avignon, Montpellier, et bénéficiant d'une forte attractivité touristique et résidentielle, les plaines des Garrigues peuvent développer des circuits économiques courts et à forte valeur ajoutée en matière de production agricole : appellations contrôlées, produits bio, ventes directes sur les marchés, alimentation des grandes surfaces des villes pour des produits très frais, ...

Valorisation des paysages agricoles et viticoles

La qualité paysagère des plaines est majeure pour les Garrigues. Les plaines sont les jardins des Garrigues et doivent à ce titre bénéficier d'une attention sans faille en matière de qualité. En particulier les structures paysagères doivent être préservées, créées ou recrées, en accompagnement des productions : arbres isolés, vergers de fruitiers, murs, murets, haies, restanques, petit patrimoine bâti, etc ;

Valorisation des bords de l'eau

Les récentes inondations catastrophiques vécues par le pays rappellent l'importance de la gestion des cours d'eau pour garantir la libre circulation des eaux. Le paysage de l'eau est par ailleurs le paysage valorisant par essence pour les Garrigues : ombre, fraîcheur, baignade, activités ludiques et sportives, passage des circulations douces, biodiversité. La mise en valeur ne doit plus concerner que les seules gorges (du Gardon ou de la Cèze), mais l'ensemble des linéaires des bords de l'eau, dans une trame progressivement constituée et mise en valeur.

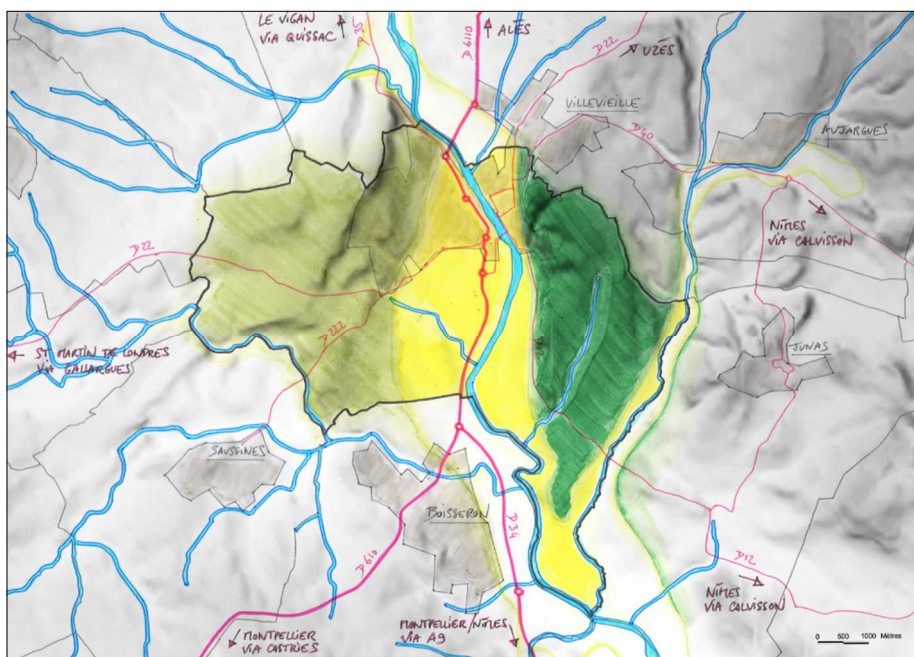
2.4.1.2 LES ENTITES PAYSAGERES COMMUNALES

Perceptions générales :

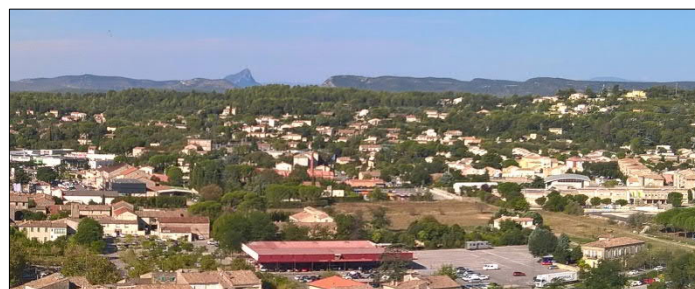
La perception des éléments naturels comme l'eau et le relief caractérise le paysage identitaire de la commune. Les entités qui se distinguent sont : la plaine agricole, les coteaux et les collines. Ces entités forment un ensemble harmonieux et riche de diversité appréciable depuis les points hauts de la commune.

Les entités de la commune orientées nord/sud, liées à la topographie et l'hydraulique :

- Le paysage de la plaine agricole du Vidourle.
- Le paysage des coteaux
- Le paysage des collines (puechs)

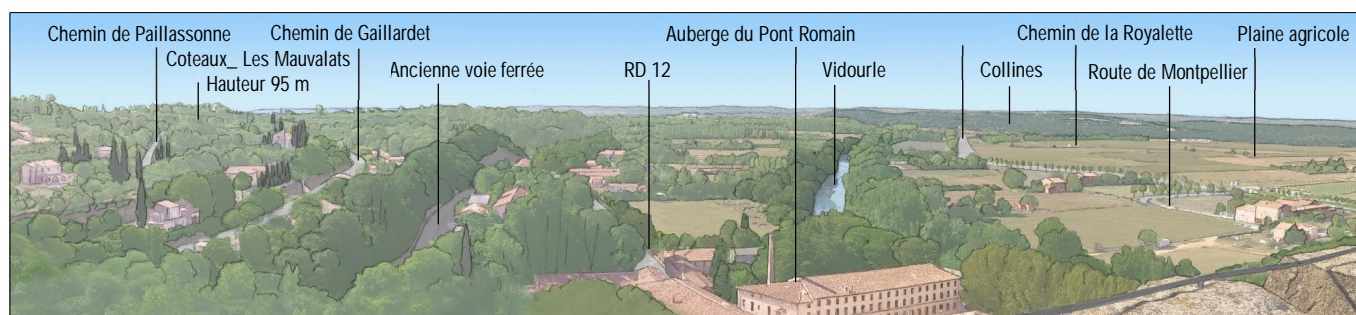


Le paysage lointain du Pic Saint Loup et les contreforts des Cévennes sont perçus côté ouest depuis les hauteurs de la commune et en particulier depuis la tour du château de Sommières. Les coteaux sont présents côté est, et les collines côté ouest. Ce paysage donne à voir un superbe et étonnant arrière-plan paysager qui met en scène et valorise la commune.



Les collines et le paysage lointain du Pic St Loup depuis la tour Bremonde du château.

Le paysage de la plaine agricole du Vidourle :



La perception du paysage lointain et de la ville côté sud depuis la tour Brémonde du château, haute de 25 m.

- Les caractéristiques :

Le fleuve du Vidourle constitue à part entière un paysage d'une grande qualité. Les fréquentes inondations dues aux épisodes de pluies cévenoles, sont à l'origine de ce paysage de vaste plaine agricole relativement peu construite. Les berges sont peu accessibles visuellement et physiquement exceptées du côté de la ville ancienne et de ses abords. Le Vidourle est masqué par une végétation dense qui borde son lit de part et d'autre. Le fleuve est par ailleurs peu aménagé en dehors des aménagements anciens de la ville, ce qui le laisse préservé et magnifique dans cette approche naturelle.

La ville récente qui s'est développée au nord depuis la rive droite du fleuve jusqu'aux collines, participe également à l'identité de Sommières. Cette extension urbaine se décline en zones d'habitats et d'activités avec certains éléments remarquables. Elle semble bien s'intégrer dans le paysage de la commune du point de vue esthétique et des hauteurs bâties, sans entrer en concurrence avec la ville ancienne de la rive gauche.



Vue sur le fleuve du Vidourle depuis le pont antique du côté du centre historique.

- Les limites :

Le fleuve du Vidourle constitue un fil conducteur. Il n'est pas toujours visible mais il est souvent pressenti au travers de sa ripisylve.

Doublé par la RD 6110, il traverse la commune du nord au sud et participe à l'identité des entrées de ville. Le fleuve scinde la plaine en deux et lui offre la part belle côté rive droite.

Les collines à l'ouest et les coteaux au nord/est limitent visuellement la plaine tandis que le ruisseau des Corbières se présente comme une limite naturelle au sud /est.



Les collines à gauche et les coteaux à droite depuis le chemin de la Royalette depuis la plaine investie par les champs de vignes.



- Les fragilités :

La plaine présente avant tout un paysage lisible et de qualité avec d'une part, la ville urbanisée au nord jusqu'à la RD 22 et d'autre part, de grandes parcelles agricoles composant un paysage ouvert au sud. La présence du paysage rural est forte.

Le paysage urbain présente des typologies bâties variées de qualité. Il s'agit d'une imbrication d'habitats anciens et récents, d'activités commerciales, d'équipements.

L'espace public reliant ces unités urbaines est entretenu mais il apparaît par endroits un peu ancien ou aménagé à minima.

Des nuisances visuelles existent ponctuellement au niveau des lieux fréquentés comme par exemple, un stationnement important situé rive droite à proximité du centre ancien ou bien encore la station d'épuration visible depuis le chemin de la Royalette et la RD 6110.

Les liaisons douces sont aujourd'hui discontinues et mal identifiées. Elles nécessiteraient d'être développées en lien avec le centre ancien, les équipements actuels et futurs et les activités touristiques de la commune.



Des logements collectifs et un quartier pavillonnaire situés de part et d'autre de la rue Yvan Gaussen.



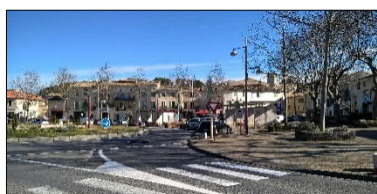
Des maisons de village et la zone commerciale situées de part et d'autre de la route de Saussines (RD22).



Une béance champêtre (ou dent creuse) au cœur de la ville permettant une accessibilité visuelle ponctuelle ou élargie vers les coteaux (le château) et les collines.



La station d'épuration visible depuis le chemin de la Royalette et la RD 6110, non intégrée d'un point de vue paysager.

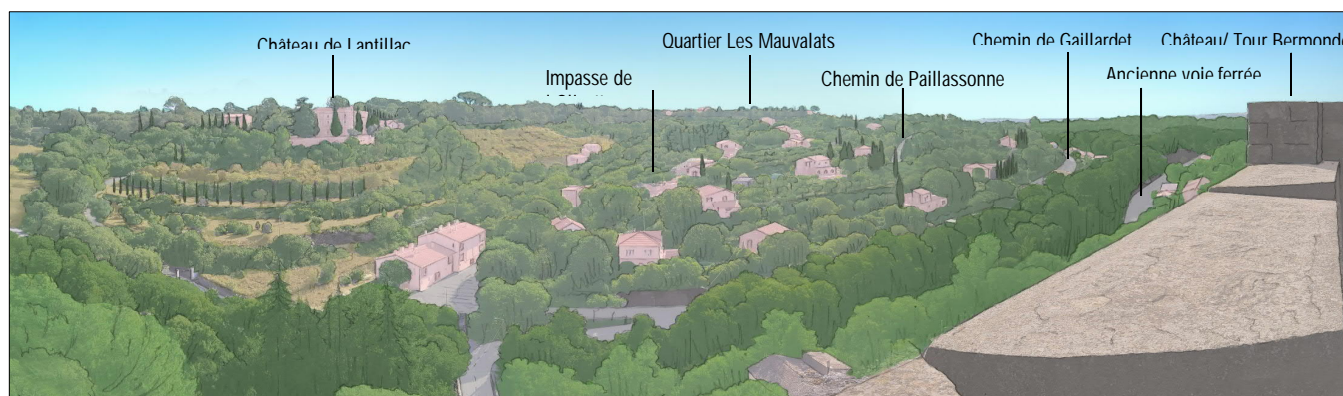


La place de la Libération (le quartier des aires), une centralité majeure. Elle s'articule autour d'un giratoire entouré d'espaces de stationnement très visibles.



Un tronçon de piste cyclable isolé récemment réalisé le long de la route de Saussines au droit de l'opération immobilière récente « Les Hauts de Saint Laze » au niveau de la zone commerciale.

Le paysage des coteaux :



La perception du paysage lointain et de la ville côté est depuis la tour Brémonte du château, haute de 25 m.

- Les caractéristiques :

Les coteaux, associés visuellement au village ancien et au château, constituent un élément particulier dans la perception de Sommières. Cette rupture de pente importante qui les caractérise, crée un véritable belvédère et permet un point de vue magnifique et surprenant vers le paysage lointain.

Le centre ancien, témoin de l'histoire de la commune depuis l'antiquité avec son pont romain, représente une valeur identitaire majeure de la commune. Il est construit en « damier » le long du Vidourle. Le château de Sommières domine le centre ancien depuis sa tour accessible au public et visible de toute part.

Les rues étroites du centre ancien sont enjambées de multiples arcades et de porches.



Vue sur le château depuis la route de Montpellier.

- Les limites :

Des limites « naturelles » clairement définies à l'ouest par la topographie accidentée des coteaux, le chemin de l'ancienne voie romaine au nord et le ruisseau des Corbières à l'est.

Le chemin de l'ancienne voie romaine au nord, une ligne de crête surplombant la vallée de la commune de Villevieille. →



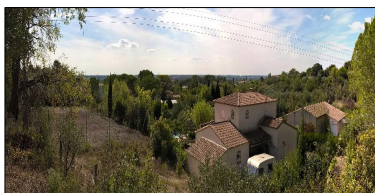
Le ruisseau des Corbières, affluent du Vidourle à l'est, se signale par sa ripisylve bordée de cyprès et de platanes. →



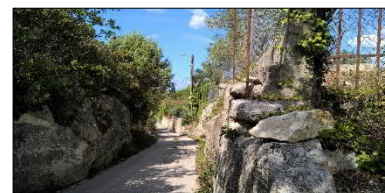
- Les fragilités :

Les hauteurs sont caractérisées par la prédominance d'un paysage qualitatif de campagne (vignes et oliveraies) et de garrigue environnante. Cependant, une urbanisation diffuse (villas), quoique relativement bien intégrée dans la végétation existante, tend à se propager de façon spontanée.

Les voies d'accès aux habitations riveraines ne sont pas toujours aisées alors qu'elles desservent en partie des zones d'habitation résidentielle (chemins étroits et cabossés).



Le quartier pavillonnaire « Les Mauvalats » depuis l'ancienne voie romaine.



Le chemin de Gaillardet, une voie de desserte étroite du quartier « Les Mauvalats ».

Le paysage des collines (puechs) :



La perception du paysage lointain et de la ville côté ouest depuis la tour Brémond du château, haute de 25 m.

- Les caractéristiques :

Les collines boisées, situées à l'ouest de la commune en rive droite du Vidourle, sont perçues de toute part en entrant sur la commune. Elles réalisent un fond de scène de proximité qui occulte la vue sur le paysage lointain. Elles se distinguent aisément et contrastent avec le paysage de la plaine cultivée. Les collines forment une ligne vallonnée douce et unie.

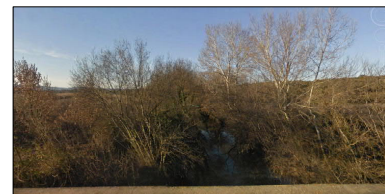


- Les limites :

Il s'agit de limites naturelles liées à une topographie de zones de reliefs et à l'hydrographie. Ce sont : la limite des collines au nord-ouest de la commune (l'Argentier, le Puech, Montredon), le ruisseau « La Bénovie » au sud-ouest, la colline du bois du domaine de Puech Bouquet avec la route de Saussines (D222) au sud-est et les collines contre lesquelles s'appuient les secteurs habités au nord-est.



Au nord-ouest, la colline de Montredon depuis le chemin de Montredon.



Le ruisseau « La Bénovie » au sud-ouest.

- Les fragilités :

Des parcelles de vignes au nord et des terres délaissées apparaissent au sud. Elles ont été peu à peu remplacées par des zones de prairies (enclos à pâturages).

Des collines boisées dénaturées sur leur versant est, par un grignotage urbain progressif et non contrôlé.

L'impact visuel de la ligne électrique THT traversant du nord au sud le paysage des collines est un aspect non négligeable dans le paysage actuel et en devenir.

Des unités urbaines d'activités principalement commerciales sont greffées au paysage rural du linéaire de la D22. Elles paraissent souvent mal intégrées d'un point de vue paysager en raison de leur proximité avec la route et d'un traitement végétal de faible qualité.



Les parcelles de pâturage le long du chemin d'Aiguë Fresque. Des vestiges de murets en pierre sèche.



Le hameau du Chemin de campagne très avancé sur les hauteurs de la colline du Puech.



La forte présence de la ligne THT depuis le chemin de Campagne.



La ZAE Corata très visible depuis la RD 22. Elle intègre entre autres la déchetterie de la ville, laquelle, située en retrait, n'est pas visible depuis la route.

2. LES ÉLÉMENTS REMARQUABLES :

Les éléments remarquables du paysage de la plaine agricole du Vidourle :

La mosaïque des paysages naturels, ruraux et urbains, leurs particularités, sont autant d'atouts dans le paysage de Sommières. Cette image de village pittoresque qui en résulte est à sauvegarder.

La zone artisanale de l'Arnède constitue une architecture atypique du secteur de la zone commerciale qui contribue à la qualité du paysage urbain. Il s'agit d'un élément repère identifiable de loin notamment depuis la RD 6610.



La zone artisanale de l'Arnède

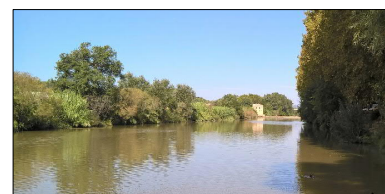


Vue sur la zone artisanale depuis la « béance verte » du côté de la route 6610.

Le moulin de Gravevesse est un élément pittoresque repérable dans le paysage très végétal du fleuve et notamment depuis le passage à gué piétonnier menant au centre historique. Il est aisément accessible depuis la ville rive droite avec la D6110 et les trottoirs élargis qui l'accompagnent.



Le moulin de Gravevesse depuis la RD 6110.



Le moulin de Gravevesse depuis le passage à gué sur le Vidourle.

Le domaine de Puech Bouquet, à cheval sur trois communes dont Sommières au sud, constitue une unité particulière cachée par la présence d'un vaste boisement de pins et de haies bocagères. Il offre un paysage fermé vis-à-vis de la plaine.



Le domaine de Puech Bouquet.



Une vue orientée sur les haies bocagères depuis l'allée principale menant au domaine de Puech Bouquet. Cette allée est plantée d'un double alignement de pin parasol.

Les éléments remarquables du paysage des collines (puechs) :

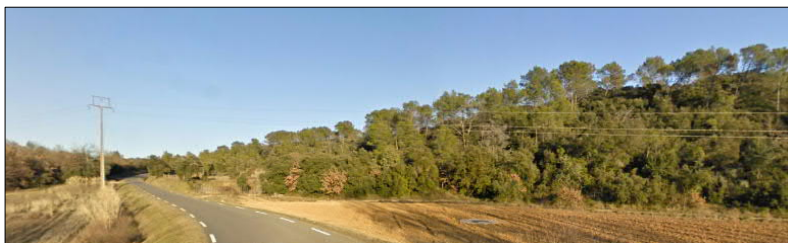
Les lignes de collines boisées orientées nord-est /sud-ouest sont remarquables. Elles correspondent à des boisements de chênes verts de qualité, à préserver et à valoriser. Il s'agit d'espaces forestiers, autrefois pâturés, qui se sont densifiés.

Elles constituent des barrières visuelles vers le paysage lointain et la plaine, et elles canalisent les regards portés sur le paysage de la commune.



La colline de l'Argentier à gauche et la colline de la Crouzade à droite, depuis le chemin d'Aiguë Fresque traversant la plaine.

La colline boisée de Puech Bouquet est perceptible depuis la route de Saussines (D222). Elle appartient au domaine portant le même nom. Elle est identifiable par un grand bois de chênes verts ponctuée de pins remarquables. →



Les ouvertures paysagères sur de petits vallons agricoles situés à l'écart de l'urbanisation sont d'un grand intérêt. Elles ponctuent le linéaire de la route principale, la D22, qui traverse les collines. Ces vallons, insérés entre les collines constituant un écrin paysager, offrent des respirations. Ce sont des parcelles de vignes AOC au nord et des terres délaissées au sud, lesquelles ont été remplacées par zones de prairies avec des enclos à pâturages et par des zones de friches. Par ailleurs, ces espaces offrent un potentiel de développement urbain en marge des inondations du Vidourle.



Le château l'Argentier situé en limite ouest de la commune à découvrir en empruntant des chemins de campagne.



Les parcelles de pâturage le long du chemin d'Aiguë Fresque bordées par des murets en pierre sèche.

De nombreux sentiers pédestres constituent de véritables circuits de balade, et permettent de découvrir des paysages variés. Il s'agit aussi de chemins ruraux de qualité. Ils sont souvent bordés par des murets en pierre sèche vestiges d'un passé rural et indicateur de la déclivité des terrains.



Le chemin du Mas de Béranger situé au sud de la ZAE Corata, longe la colline boisée du secteur Massanas. Il traverse un boisement de chêne vert et donne à voir un paysage fermé.

Le chemin de l'Argentier, une connexion transversale vers la ville via la colline boisée de l'Argentier et le chemin de campagne connecté à la zone commerciale. Un paysage semi-ouvert. Ci-contre à gauche →



Le chemin de l'Argentier en direction du château de l'Argentier. Un paysage ouvert sur le paysage lointain. Ci-contre à droite →



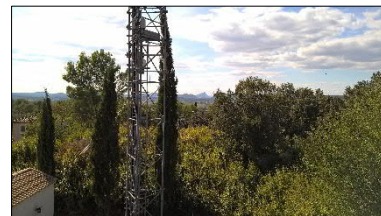
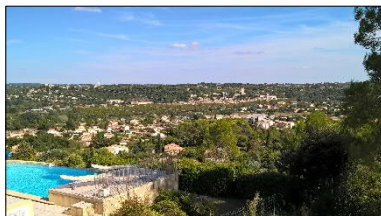
L'habitat de type pavillonnaire localisé à flanc de colline à l'est, bénéficie d'une vue remarquable dégagée vers la plaine du Vidourle, le château de Sommières et les coteaux. Ce grignotage urbain progressif est aujourd'hui freiné. Il se blottit contre des écrins boisés qui le limitent créant ainsi une imbrication étroite du bâti et des collines végétalisées.

L'avantage de pouvoir accéder au paysage lointain depuis les collines est un véritable atout. Mais il est ponctuel, peu valorisé et peu accessible depuis l'espace public.



Le belvédère du Puech depuis la citerne et l'habitat des collines. Une perception dégagée en surplomb sur la plaine et les coteaux. Elle est cadrée entre les pins des habitations riveraines situées à proximité.

Vue depuis la citerne sur la plaine et le château. Ci-contre à gauche →



Vue depuis la citerne sur le pic St Loup en partie masquée par une antenne peu esthétique. Ci-contre à droite →

Les éléments remarquables du paysage des coteaux :

Un certain nombre de particularités existent dans le paysage des coteaux. Celles-ci constituent un atout patrimonial attractif et valorisant.

Le château perché de Lantillac, faisant face au château de Sommières, présente une architecture remarquable disposée dans un écrin de verdure. C'est une véritable composition esthétique, un tableau. Il est perçu principalement depuis la tour Bremonde.



Vue sur le château de Lantillac.

Une piste de découverte est à explorer depuis le château vers la commune de Villevieille. Il s'agit d'un sentier difficile d'accès, jonché de ruines, au départ du château. Il rejoint le village médiéval de la commune voisine de Villevieille via le chemin du Pic St Loup.



Départ du chemin en direction de Villevieille depuis le château.

Le célèbre pont antique permet l'unique accessibilité aux coteaux via le centre ancien et depuis la D6110.



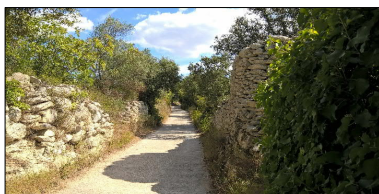
Vue depuis le pont antique donnant sur le centre historique.

Le passage à gué piétonnier vers le centre ancien et depuis la vaste zone de stationnement située rive droite.

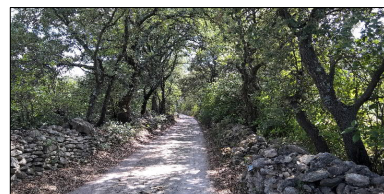


Vue depuis le passage à gué en direction du centre historique.

Les chemins ruraux sont une grande qualité paysagère. Ils forment un réseau de découvertes donnant à voir autant de petites ambiances intimes et variées, avec par exemple, le chemin de Gaillardet.



Le chemin de Gaillardet.



Le chemin de Gaillardet.

Le potentiel naturel des coteaux offre un paysage de qualité composé de boisements de chênes verts. Ce potentiel a permis le développement d'un secteur touristique à partir du domaine de Massereau classé AOC. Le domaine est signalé depuis la RD 12 par la présence de grands pins maritimes.

Non loin de celui-ci, s'est développé le camping cinq étoiles de Massereau (Bois de Massereau).



Le domaine de Massereau.



Le camping de Massereau.

Un peu avant Sommières, l'apparition d'une ancienne voie ferrée qui s'interrompt en bordure de la RD 34, signale le Roc de Massereau ou Parc Aventure au moyen de panneaux publicitaires.



Indication du Parc Aventure depuis la RD 34.

L'ancienne voie ferrée, réhabilitée en voie verte depuis l'ancienne gare ferroviaire de Sommières jusqu'à la ville de Caverac, ceinture les coteaux dans sa partie sud. Déconnectée du réseau routier, elle traverse paisiblement les ambiances paysagères variées de la campagne environnante.



Vue depuis la voie verte en direction du centre ancien de Sommières et passant au sud du Bois du Roi.

LES ENTRÉES DE VILLE :

La RD 6110 depuis Montpellier

La compréhension de la composition paysagère de la commune commence déjà en amont de celle-ci avec la présence de la plaine plantée de vignes et surtout, les collines en fond de scène.

Dès l'entrée sur la commune, Les coteaux sont visibles depuis la route de façon continue jusqu'à la ville.

A partir de là, cette composition paysagère «colline - plaine – coteaux» accompagne le linéaire de la RD 6110 jusqu'à la ville.



Un paysage semi-ouvert du côté gauche de la route, montrant les collines en arrivant sur la commune et les champs de vignes au premier plan. La présence d'un alignement de platanes doublé de haies bocagères ferme le paysage du côté droit de la route.



La première perception du côté droit de la route au travers d'un alignement planté de platanes, des coteaux, de la ripisylve du Vidourle et des champs de vignes au premier plan.

Le Bois du Roi, identifiable par son boisement de pins remarquables et la ripisylve du ruisseau des Corbières indiquant la limite de la commune, se lisent dans le paysage des coteaux tout du long de la route.



Perception du Bois du Roi et de la ripisylve du ruisseau des Corbières, au travers de fenêtres paysagères cadrées entre les platanes.

Perception quasi continue du château et des coteaux en lien avec le paysage dégagé de la plaine et des collines en arrière-plan.

Ci-contre à gauche.→

Paysage ouvert sur les collines, la plaine et les coteaux au travers d'un jeune alignement de platanes. Cet alignement amorçant une perspective marquant l'entrée de ville.

Ci-contre à droite.→



Faisant suite au paysage agricole décrit précédemment, le paysage urbanisé de la ville est introduit par la présence d'un giratoire aménagé.

Le stade municipal apparaît ensuite en amont du centre ancien identifié par la place de la Libération.

Celle-ci est une centralité majeure de la rive droite, en connexion directe avec le centre ancien de la rive gauche via le pont antique.

Un stationnement important situé sur la moitié gauche de la place vient compromettre l'image qualitative de l'entrée de ville.

Le stade municipal apparaissant à gauche, tandis que les coteaux et le château sont toujours bien visibles à droite. →



Le giratoire paysager d'entrée de ville avec toujours la perception du château comme élément repère remarquable.

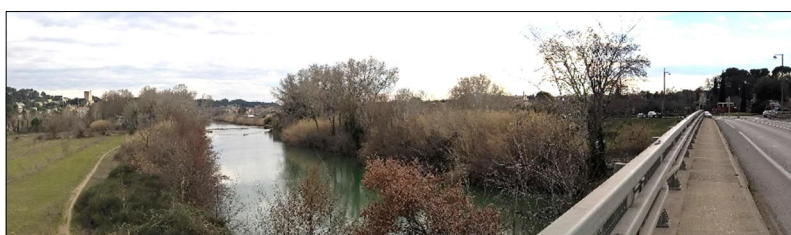


Arrivée sur le centre historique via la place de la Libération. Fort impact visuel d'un vaste espace de stationnement situé à gauche. →



La RD 6110 depuis Alès

Un paysage ouvert de la plaine apparaît en arrivant sur la commune depuis la RD 6110 en provenance d'Alès. Les coteaux et le château sont visibles à gauche tandis que les collines figurent à droite, depuis le pont de franchissement du Vidourle et de la plaine inondable précédant le giratoire d'entrée de ville.



Le paysage ouvert de la plaine depuis le pont traversant le Vidourle de la RD 6110.

Le giratoire d'entrée de ville depuis la RD 6110 →



La perception depuis la route de Salinelles (RD 6110) qui se poursuit, est tour à tour fermée ou bien semi-ouverte.

Elle est d'abord bloquée par la végétation dense arborée de la ripisylve du Vidourle et par les haies privatives des quartiers récents.



Le paysage fermé par la ripisylve et des haies.

Cette perception s'ouvre ensuite vers les collines au niveau de dents creuses non urbanisées. Ces dents creuses (espace de pâturages, espace de stationnement plus ou moins bien intégré, ou encore espace délaissé) sont intéressantes car elles permettent de maintenir un lien visuel avec le paysage des collines. Cependant, elles nécessiteraient d'être requalifiées en tenant compte de ce potentiel.



Le paysage ouvert présentant de la vigne à gauche avec la ripisylve en arrière-plan et un espace de stationnement récent très visible.



Le paysage ouvert en amont du centre ancien, caractérisé par un espace de stationnement non intégré visuellement à gauche et une dent creuse consistant en un espace délaissé à droite.

En s'approchant du centre-ville, le regard s'oriente ensuite vers les coteaux, le château et le Vidourle. Ce dernier est pressenti et signalé par l'alignement de platanes longeant le centre historique rive gauche. La vue sur les collines est par ailleurs masquée par un front bâti ancien.

D'un point de vue général, l'image d'entrée de ville à ce niveau se révèle être soignée. En effet, il n'existe pas ou peu de nuisances visuelles liées à la présence de lignes électriques aériennes ou encore de panneaux publicitaires du type enseignes ou pré-enseignes.

La RD 22 depuis Gallargues

L'entrée de ville depuis la RD 22 traverse frontalement des collines d'ouest en est.

Depuis un vaste paysage ouvert de plaine agricole (vignes, oliveraies, pâturages), la perception des collines en arrière-plan, annonce l'arrivée sur la commune.

En quittant le territoire de Sommières en direction vers Galargues et Campagne, le Pic St Loup et l'Hortus apparaissent en fond de scène au bout de la longue perspective de la RD 22.

Le château l'Argentier (maison d'hôtes du Mas Rouge) situé en limite communale, est un atout isolé le long de la D22. Il se trouve masqué par la végétation mais il est repérable de loin par la présence de grands pins remarquables.

Des unités urbaines d'activités surviennent ensuite, greffées au paysage rural du linéaire de la D22.

La perception de ces unités, souvent entourées par une végétation occultante en bord de route, est de ce fait plutôt tardive.

C'est le cas par exemple de la ZAE Corata qui apparaît en premier le long de la RD 22. Au détour d'un virage, les toitures de la ZAE Corata se distinguent au travers de haies végétales et s'insèrent dans le paysage des collines. La ZAE paraît cependant mal intégrée d'un point de vue paysager en raison de sa localisation très proche de la route et d'un traitement paysager de faible qualité.

L'entreprise SODAPEM perçue ensuite, est une activité récente. Le traitement paysager qualitatif de ses abords et le retrait des bâtiments par rapport à la route favorisent la bonne intégration paysagère de cette entreprise.

L'entreprise RENOV'PALETTE est une activité isolée présentant des stocks de matériaux très visibles depuis la route, notamment en direction de Galargues.

Passé ce point, les coteaux deviennent visibles et annoncent l'arrivée sur Sommières.

Première perception des coteaux depuis la RD 22 peu après l'entreprise RENOV'PALETTE, au niveau du secteur Massanas →



Le paysage semi-ouvert limité par la ripisylve du Vidourle en retrait à gauche et un front bâti ancien à droite.



Le paysage ouvert en arrivant au centre ancien, caractérisé par un espace de stationnement assez bien intégré visuellement à gauche et un stationnement qui ne l'est pas à droite.



Depuis la D22, autrefois appelée ancien chemin des Verriers, l'entrée sur la commune par la plaine depuis le lieu-dit « Les Combes ». Le château l'Argentier à gauche. En fond de scène, le paysage rapproché des collines boisées.



Depuis la D22 en sortie de ville, la vision du Pic St Loup et de l'Hortus en bout de perspective dans un environnement de vignes révèle un paysage de qualité à préserver.



Perception des collines à gauche et de la ZAE Corata.



Perception de la ZAE Corata bien visible en direction de Galargues.



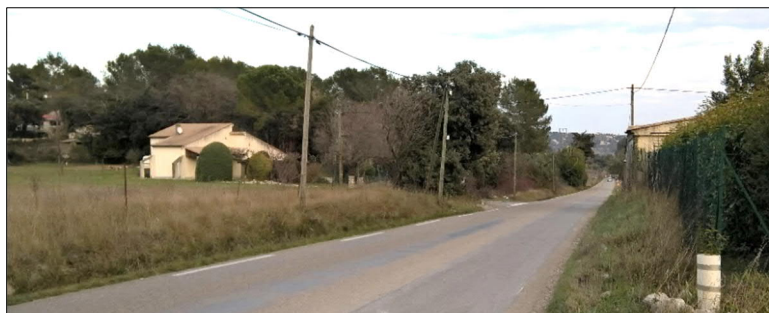
La ZAE Corata est bien visible en direction de Sommières. Elle intègre entre autres la déchetterie de la ville, laquelle, située en retrait, n'est pas visible depuis la route.



L'entreprise SODAPEM, en direction de Sommières.



L'entreprise RENOV'PALETTE en sortant de Sommières.



Les points de vue ponctuels entre les collines apparaissent de part et d'autre de la RD 22, sur des espaces de pâturages. Il s'agit du secteur de développement de Massanas, un vaste espace ouvert et légèrement vallonné situé dans un écrin boisé.



Le secteur de Massanas depuis le chemin de la Croizade.

La question du développement urbain le long de la RD 22 pose la question de l'identité et de l'image future de la D22 comme voie d'entrée de ville d'intérêt.



Arrivée en surplomb vers la ville peu après l'intersection de la D22 et de la route de Saussines (D222)

La RD 40 depuis Calvisson

Cette entrée de ville est située au nord/est de Sommières, en direction de Calvisson par le biais de la commune mitoyenne de Villevieille. Cette entrée de ville aboutit directement au centre historique rive gauche avec la possibilité de rejoindre le château et la voie verte. Depuis cette entrée, la ville n'est appréhendée ni de loin, ni de haut, par comparaison les autres entrées de ville. Celle-ci ne permet pas, de par sa configuration, une perception étendue ou globale de Sommières.

Ces données font de la RD 40 une particularité. Il se dégage un enjeu important de lisibilité et d'identité de cette entrée de ville.

Deux approches de Sommières sont possibles :

- La première approche, située en contrebas des coteaux, présente un paysage urbain de qualité. Cette entrée de ville principale affiche une vitrine commerciale plutôt soignée notamment au niveau de ses aménagements urbains.



Une vitrine commerciale et d'équipements.



Un espace public aménagé récent.

Les coteaux ainsi que les collines sont perceptibles ou bien pressentis depuis le linéaire de la route.



commercial « Les Yvelines ».



Perception des collines depuis le centre commercial « Lidl ».

- La deuxième approche se fait depuis le centre historique de Villevieille situé sur les hauteurs des coteaux. La RD 40 longe ensuite les coteaux très végétalisés et descend jusqu'au centre ancien de Sommières.

La perception du paysage vers les collines demeure peu accessible. Cependant une percée visuelle furtive existe en arrivant sur la commune qu'elle annonce de ce fait. Elle laisse apparaître, entre la végétation dense des coteaux, la colline habitée du Puech et celle de Montredon.

L'arrivée rapide sur le centre ancien est marquée par une urbanisation disparate et peu développée (hangars, petit habitat collectif, espace de stationnement pour les cars).

Le ressenti qui se dégage celui d'une entrée de ville non aménagée, peu valorisée et sans identité particulière.



Perception ponctuelle vers les collines dès l'arrivée à Sommières. Ce paysage demeure relativement fermé par la végétation en saison estivale.



Vue sur des hangars à gauche au premier plan et un petit immeuble collectif en arrière-plan, un espace de stationnement pour les cars à droite.



Passage sous l'ancienne voie ferrée en arrivant au centre ancien.

La RD 12 depuis Aubais

Il s'agit d'une perception champêtre qualitative du territoire de Sommières sous-entendant un vocabulaire spécifique : ruisseaux, murets de pierre sèche, boisements de chêne vert, champs cultivés de vigne, domaines viticoles, coteaux rocheux, etc.

Cette entrée de ville, située au sud/est de la commune, est d'abord caractérisée par le passage transitoire d'un paysage plutôt fermé composé de boisements et de pâturages vers le paysage ouvert sur la plaine agricole.

Un peu après le boisement de Massereau et appuyé contre les coteaux, le paysage s'ouvre de droite à gauche sur un point haut. Le paysage lointain du Pic St Loup et de l'Hortus apparaît en arrière-plan de champs de vigne. Il ne sera plus visible ensuite en descendant vers Sommières. La ripisylve du Vidourle est pressentie annonçant le paysage de la plaine.

Il est à noter que le bois du Roi n'est jamais visible depuis la RD 12 du fait qu'il est masqué par une végétation dense en bordure de route et que celle-ci se trouve enclavée vis-à-vis de la topographie accidentée des coteaux.

A partir du Camping de Massereau jusqu'au centre-ville, la RD 12 longe la voie verte de l'ancienne voie ferrée située en haut du talus.

En direction du centre ancien, le linéaire de la RD 12 est rythmé par des apparitions successives : le Pic St Loup, les collines, les coteaux, le château de Sommières associé aux coteaux, et enfin le château au niveau du centre historique.

C'est véritablement une particularité qui est propre à l'identité de la RD 12.



La traversée du ruisseau des Corbières depuis la RD12 marquant la limite communale.



Boisement de Massereau fermant la lecture paysagère de part et d'autre de la RD 12. Le bois du Roi situé en retrait n'est pas visible depuis la route.



Ouverture paysagère sur paysage lointain du Pic St Loup. Talus et ancienne voie ferrée à droite.



Perception de la colline habitée du Puech en bout de perspective.



Perception des coteaux boisés en bout de perspective.



Première perception du château de Sommières à hauteur du croisement avec le chemin du Mas de Nazon.



Perception du château de Sommières au niveau du centre ancien

2.4.2 PATRIMOINE ET FORMES URBAINES

2.4.2.1 LES TYPES ARCHITECTURAUX

Patrimoine historique

Le site de Sommières est habité depuis des millénaires notamment du fait de la présence du fleuve (le Vidourle). En témoignent certaines découvertes de grottes et tailleries à silex. Le pont romain, construit au 1er siècle, fait de ce site un passage obligé entre Nîmes et Toulouse. A la fin du Xe siècle, est édifié le château de Sommières. Au Moyen-Âge, la population se réfugie en contrebas du château. Les activités se résument alors à l'agriculture et l'élevage puis se tournent vers la tannerie. Tanneurs et corroyeurs s'installent alors au plus près du lit du Vidourle. Les crues étant fréquentes, les maisons se construisent sur arcades selon un schéma de rues perpendiculaires.

Site Inscrit au titre de la loi du 2 mai 1930 sur les monuments naturels et les sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque : Place du marché et maisons qui la bordent (classement en 1951). La base Mérimée recense le patrimoine monumental français dans toute sa diversité : architecture religieuse, domestique, agricole, scolaire, militaire et industrielle.

Ainsi, à Sommières sont inventoriés des Monuments Historiques classés ou inscrits au titre de la loi du 31 décembre 1913 :

- Le Beffroi, inscrit en 1926.
- Un immeuble du 17ème et 18ème (rues Taillade et J.Jaures) comprenant un escalier à loggias avec sa rampe en fer forgé classé en 1984 et des façades et toitures sur rues inscrites en 1984.
- La Tour Carrée, édifice fortifié inscrit en 1926.



Le Beffroi



Eglise Saint Pons

Des objets sont également inscrits aux Monuments Historiques :

- La cloche en bronze du beffroi
- La partie instrumentale en étain de l'orgue du Temple



La cloche en bronze du beffroi

Depuis le repérage du patrimoine industriel de 1989 s'y sont ajoutés :

- La centrale électrique du Sud électrique (1er quart XXe aux 'Cigalons'),
- Les moulins et scierie de Gravevesse (milieu 18ème, route de Salinelles),

Le Site Patrimonial Remarquable

Une étude préliminaire urbaine et architecturale met en exergue toutes les qualités esthétiques et historiques du centre de Sommières, mais pointe également toute la fragilité du maintien des commerces face au développement de la concurrence et aux conditions d'accessibilité, la fragilité de ces espaces soumis à un risque inondation important et à un phénomène de vacance et d'insalubrité difficilement maîtrisé malgré les opérations volontaristes menées.

Le Site Patrimonial Remarquable délimite donc la ville historique, le pont et le faubourg rive droite.

Sommières regorge en effet, sur ces espaces, de véritables richesses architecturales héritées en majorité de l'époque médiévale :

- Le Pont romain, viaduc de 17 arches, 189 m de long, construit en l'an 19 par l'empereur Tibère.



Pont romain

- Le Château de Sommières qui surplombe la ville historique. Il est implanté sur un piton rocheux à la fin du Xème siècle. Il subsiste encore la magnifique Tour Carrée (dite "Tour Bermont") et des remparts.



Tour Carrée

-Les Vestiges du Château fort XIIIème siècle.

-La ville historique comprend une grande variété architecturale qui s'étend des nombreuses maisons gothiques aux commerces datant du XIXe siècle.

Patrimoine Vernaculaire

En dehors du centre historique, on rencontre également un important patrimoine vernaculaire relativement bien conservé :

- Le quartier des Mauvalats renferme un petit patrimoine particulièrement pittoresque lié à la production de l'huile d'olive : linéaires importants de murets en pierres sèches, nombreuses capitelles et mazets dans les olivettes.



Capitelles

- Les châteaux de Lantillac, de Costes Cirgues et de Puech Bouquet agrémentés de leurs parcs et plantations constituent des points d'appel visuel significatifs.



Châteaux de Lantillac

- Les mas liés à l'exploitation de la vigne sont nombreux : Mas Massereau, Cazalet, Roquets, Costes-Cirgues...



Le mas de Fine

- Les moulins installés sur les bords du Vidourle témoignent d'une activité révolue : Moulin de Graveresse endommagé par la crue de septembre de 2002, le Moulin d'Hilaire...



Moulin de Graveresse

2.4.2.2 LES DISPOSITIFS DE PROTECTION ET DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE

La protection du secteur contre le risque d'inondation

Des travaux sont envisagés sur le Vidourle suite à l'étude hydraulique menée par le CETE-Méditerranée. Ils portent sur la réalisation d'un piège à embâcles (sur la commune de Villevieille, en amont du pont de la RD6110).

Par ailleurs, l'intervention sur le bâti tend à privilégier la réalisation de zones refuge en relation avec les habitations et les locaux d'activité.

La poursuite de la réhabilitation du bâti

La protection du patrimoine sera largement assurée par le secteur sauvegardé. L'enjeu consiste aujourd'hui à continuer la réhabilitation du centre ancien. En effet, de nombreuses procédures ont été engagées sur le secteur depuis 1983.

En l'absence de données INSEE disponibles à l'îlot, la connaissance fine du secteur est difficile notamment quant à l'étude de la vacance et à l'occupation sociale du centre ancien (chômage, précarité, pourcentage de population étrangère,...)

La mise en place d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR) permet la mobilisation de l'outil P.R.I. (périmètre de Restauration Immobilière) avec défiscalisation (Loi Malraux).

Cet outil est particulièrement adapté pour la restauration complète des immeubles d'intérêt patrimonial très vétustes et vacants.

La poursuite de l'embellissement de l'environnement urbain et l'amélioration des liaisons inter quartiers

- Aménagement des berges du Vidourle et création de cheminements piétonniers et cyclables
- Passage à gué à l'aval de Sommières
- Poursuite des aménagements des rues et places du centre ancien

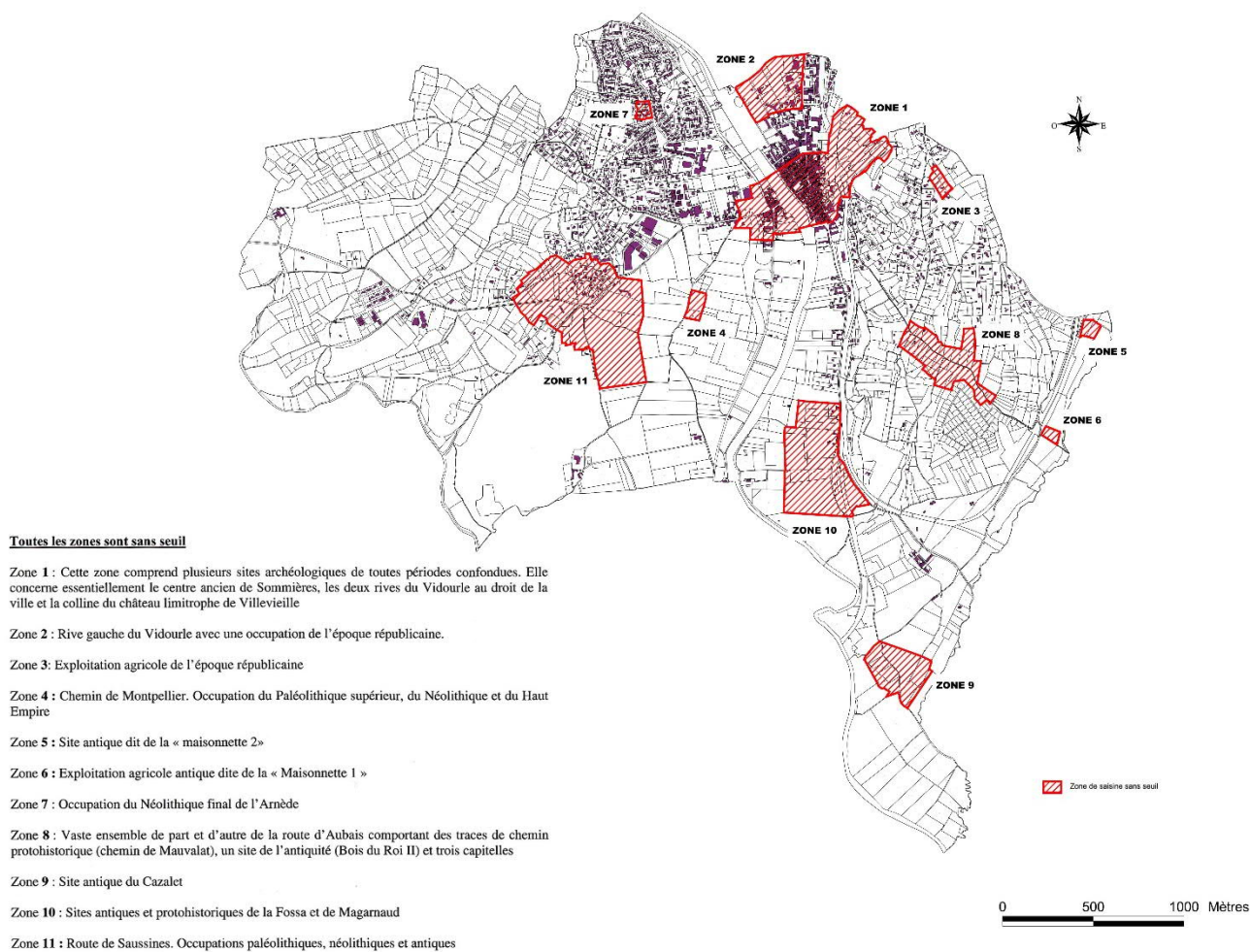
Le maintien de la centralité du secteur

Incitation au développement commercial et artisanal de la rue Taillade.

2.4.2.3 LA SENSIBILITÉ ARCHÉOLOGIQUE

Il est rappelé qu'au titre de la conservation du patrimoine archéologique, tout permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques. (R 111-3-2 du Code de l'Urbanismes).

Un inventaire a été établi par le service régional de l'Archéologie. Des sites archéologiques sensibles ont également été identifiés sur le territoire communal tels que ci-dessous :



2.5 CADRE DE VIE, NUISANCES ET RISQUES

2.5.1 LES NUISANCES

2.5.1.1 LA QUALITÉ DE L'AIR

CADRE REGLEMENTAIRE

La qualité de l'air est devenue un des enjeux majeurs de santé publique, qui suscite un intérêt croissant de la population. Les responsables publics ont un rôle à jouer dans la limitation des émissions de polluants au niveau des intercommunalités, notamment lors de l'élaboration des schémas de cohérence territoriale (SCoT), des plans locaux d'urbanisme (PLU et PLU intercommunaux) ou encore des Plans Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET). La DREAL Occitanie a élaboré une plaquette destinée aux élus, aménageurs et techniciens, pour les aider à améliorer la prise en compte de la qualité de l'air dans les documents de planification et d'urbanisme.

Les documents d'urbanisme et de planification des communes et des intercommunalités doivent intégrer les objectifs de plans et schémas traitant de la qualité de l'air, élaborés à tous les échelons territoriaux.

Code de l'urbanisme

L.101-2: La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

Code de l'environnement

L.222-4 à 7 puis R.222-13 à 36 : les PPA (plans de protection de l'atmosphère) sont obligatoires pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants et celles où les normes mentionnées à l'article R.221-1 ne sont pas respectées ou risquent de ne pas l'être.

R.221-1 : liste les polluants et définit les seuils et les objectifs pour chacun.

R.229-51 à 56 : précise le contenu, les modalités d'élaboration et de mise à jour des PCAET (plans climat air énergie territoriaux) qui remplacent les PCET (plans climat énergie territoriaux). L'élaboration d'un PCAET est obligatoire pour toute intercommunalité de plus de 20 000 habitants.

Décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.

ANALYSE DE LA QUALITE DE L'AIR PAR POLLUANT

Les principaux polluants en Occitanie :

Dioxyde d'azote (NO₂) : émis par les véhicules et les installations de combustion (centrales thermiques, chauffage...). Il est le principal traceur de la pollution urbaine. Le dioxyde d'azote (NO₂) est le principal traceur de la pollution automobile.

Ozone (O₃) : il résulte de la transformation de polluants émis par les activités humaines (industries, trafic routier...) sous l'effet d'un fort ensoleillement et de la chaleur.

Particules PM₁₀ et PM_{2,5} : elles sont issues de toutes les combustions. L'agriculture et les transports émettent aussi des polluants qui peuvent se transformer en particules secondaires.

Les métaux toxiques (arsenic(As), cadmium (Cd), nickel (Ni)) : ils proviennent de la combustion du charbon, du pétrole, des déchets ménagers ou encore de certains procédés industriels. Ils se retrouvent généralement sur les particules (PM).

Le benzène et les autres composés aromatiques monocycliques (toluène, xylènes et éthylbenzène), aussi appelés BTEX. Le benzène est un bon indicateur de la pollution automobile représentatif des Composés Organiques Volatils (COV), car la part des émissions liées aux transports est importante, plus particulièrement en milieu urbain (moteur froid, vitesse peu élevée). De plus, l'OMS le classe comme étant un cancérigène certain chez l'homme.

Pesticides

Les pesticides peuvent s'introduire dans l'air lors de l'application mais aussi après leur dépôt en se volatilisant ou encore en s'y diffusant par des phénomènes d'érosion. La France va mesurer les pesticides dans l'air sur tout le territoire à partir de 2018.

Bilan sur la commune de Sommières

Une étude menée par AIR LR en juin 2007 a été réalisée avec le concours du service technique de la commune et une modélisation de la qualité de l'air à l'échelle de la rue sur le centre-ville de la commune. Le centre-ville de la commune de Sommières est traversé par plusieurs axes de circulation dont la RN 110, avec un trafic allant de 13483 à 5296 véhicules par jour selon les rues. Pour plusieurs des rues du centre-ville, l'étude a montré un non-respect possible de l'objectif de qualité en benzène.

Sur l'ensemble des axes modélisés, il est possible que les objectifs de qualité ne soient respectés ni pour le NO₂, ni pour les particules PM₁₀.

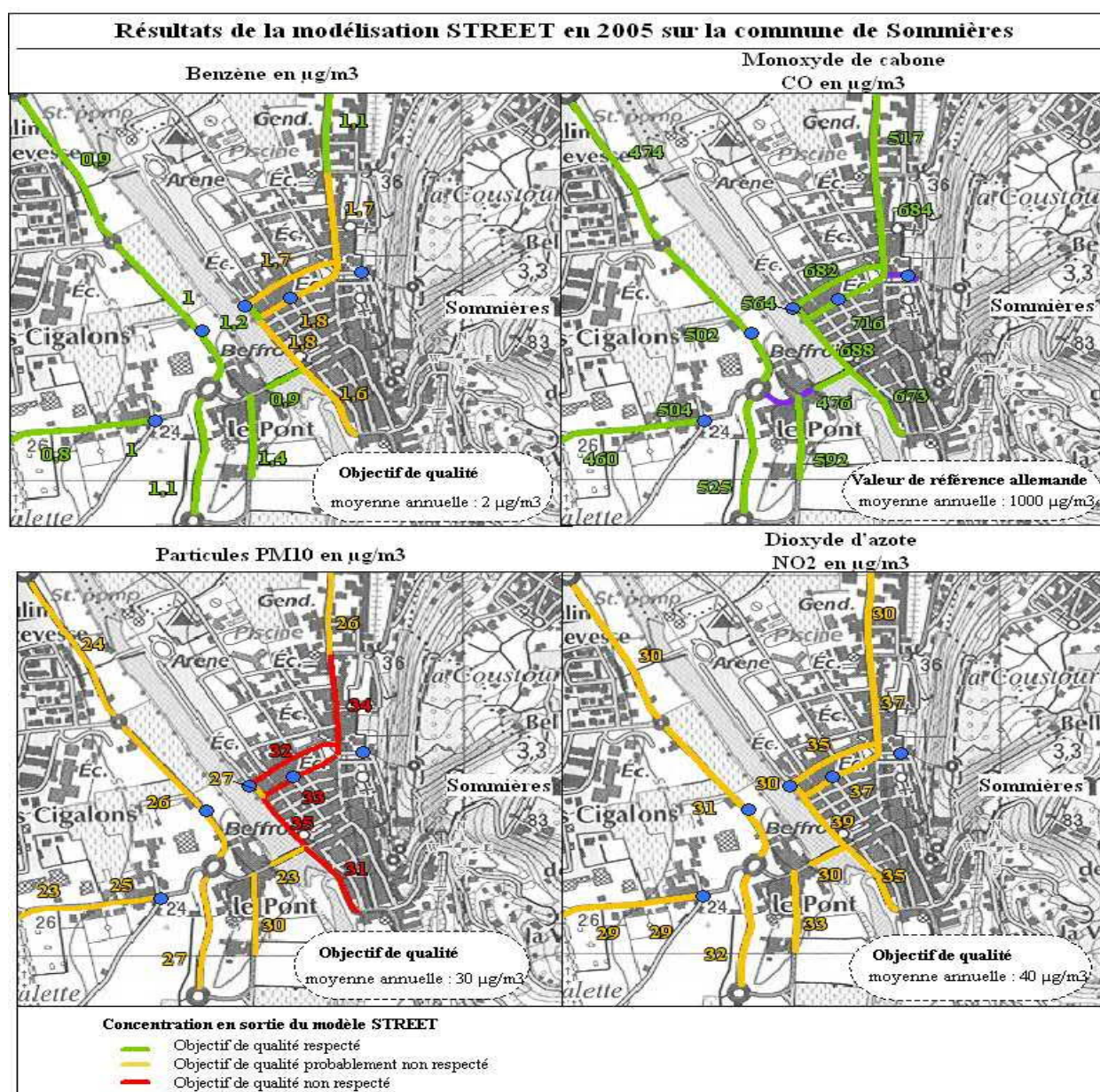
La campagne de mesure a également montré que les concentrations mesurées en NO₂ sur un milieu très ouvert (à proximité de la route nationale), et dans le centre-ville historique (rue du Général Bruyère), sont du même ordre de grandeur et susceptibles de ne pas respecter l'objectif de qualité.

Conclusions pour l'ensemble de la commune

- Une forte influence du trafic
- Sur l'ensemble des sites étudiés en Languedoc-Roussillon, les concentrations les plus élevées correspondent à des voies présentant une ou plusieurs des caractéristiques comme des configurations étroites de type "canyon", un important trafic, un ralentissement du trafic

Pour les rues, la dispersion des polluants s'effectue généralement mal et, quand les conditions météorologiques sont "défavorables", on observe une accumulation des polluants. Dans certaines communes, certains seuils réglementaires ne sont pas respectés le long de la route principale. Néanmoins, dès que l'on s'éloigne de plus d'une vingtaine de mètres de la route principale, les seuils réglementaires sont généralement respectés pour le benzène et le dioxyde d'azote (principaux traceurs de la pollution d'origine automobile).

En général, à 50 mètres de la voie principale, on retrouve entre un tiers et la moitié des concentrations de polluants mesurés au plus près de la grande route. Cette décroissance est d'autant plus rapide que le milieu environnant (bâti, relief...) est ouvert et que le vent souffle majoritairement parallèlement à la route principale.



Des concentrations inférieures aux valeurs réglementaires ou de référence :

Les valeurs réglementaires pour le NO2 et le benzène (seuls polluants réglementés dans l'air ambiant parmi ceux mesurés) sont respectées. Les concentrations en NO2 et en benzène mesurées au cours de la campagne sont respectivement 2 et 6 fois plus faibles que les valeurs limites annuelles.

Influence significative de sources locales sur les concentrations en toluène, éthylbenzène, xylènes et NO2 :

Une influence significative des sources locales sur les concentrations de toluène mesurées dans la ZAC de Sommières a été mise en évidence, en raison de concentrations relativement élevées, notamment lors de la première série de mesures, et de conditions météorologiques globalement stables au cours de la campagne. Les concentrations enregistrées à proximité des locaux de la Communauté de Communes du Pays de Sommières sont supérieures aux concentrations mesurées en milieu urbain et à proximité du trafic routier en Occitanie.

Aucune influence significative des sources locales sur les concentrations des autres polluants mesurés :

Pour le reste des polluants, le benzène, le formaldéhyde, l'acétaldéhyde et l'hexanal, aucune influence significative des sources locales sur les concentrations mesurées dans la zone d'activité n'a été exposée. Les concentrations mesurées dans la ZAC de Sommières sont inférieures à celles enregistrées en milieu urbain.

CONCLUSION

La qualité de l'air sur la commune de Sommières est d'un niveau satisfaisant.

Réflexion pour lutter contre la pollution atmosphérique

Densification et mixité fonctionnelle : les démarches de densification et de mixité fonctionnelle permettent de réduire les besoins en déplacement, favorisent l'utilisation des transports en commun et diminuent aussi les sources de pollution dues au transport. Ces démarches veilleront à s'accompagner d'une précaution spécifique pour ne pas augmenter l'exposition des populations à la pollution de l'air en diminuant les sources de pollution.

- Les formes urbaines : elles ont un impact sur la dispersion des polluants.
 - > Un bâtiment haut fait barrage à la circulation de l'air.
 - > En bloquant le flux d'air, une rue canyon peut provoquer une accumulation de la pollution ;
 - > Les inégalités de hauteur permettent une meilleure circulation du vent donc une meilleure dispersion ;
 - > Construire en gradins dans le sens du vent avec des rues larges est une des meilleures formes urbaines en termes de circulation de l'air et de dispersion des polluants.
 - > Certains effets du changement climatique ont une incidence directe sur la fréquence et l'intensité des épisodes de pollution hivernaux et estivaux ou sur l'allongement des périodes de pollinisation. Les formes urbaines et l'albedo (couleurs, matériaux,...) ont un impact sur le phénomène de l'îlot de chaleur urbain (ICU). Une approche bioclimatique de l'urbanisme permet de lutter contre le phénomène d'ICU et du changement climatique (réduction de l'utilisation de l'énergie et des émissions).
- L'implantation de logements ou d'établissements recevant un public sensible à proximité des axes routiers : le Code de l'urbanisme permet d'éloigner ces implantations aux abords des axes routiers (L.111-6, R.151-30 et suivants du Code de l'Urbanisme). Les habitations existantes doivent être protégées (isolation, barrage). Il faut également tenir compte de la force et de la direction du vent. Une distance raisonnable de 150 à 200 mètres est préconisée pour l'éloignement des habitations vis à vis d'un axe routier.
- Les transports : les solutions sont multiples pour réduire les flux automobiles : transports en commun propres et des voies de circulation douce sont à privilégier. Zone à circulation restreinte (ZCR), itinéraires de contournement pour les poids lourds, accompagnement des entreprises et des administrations dans la réalisation de plans de mobilité, réduction des vitesses maximales autorisées, optimisation du taux de remplissage des voitures (aire de covoiturage, rézo-pouce, stationnement facilité...).
- La performance énergétique des bâtiments : pour limiter les besoins en chauffage.
- Les modes de chauffage : remplacement progressif des modes de chauffage les plus polluants (nécessité d'identifier les bâtiments sensibles et de les traiter en priorité).
- La végétation : le développement d'espaces verts, de toitures végétales, en évitant certaines essences allergisantes, doit être favorisé. Varier les formes de végétation ainsi que leurs tailles pour faciliter la dispersion des polluants.
- Les épandages (pesticides, produits phytosanitaires) : ceux-ci doivent, dans la mesure du possible, être limités (effectués de nuit, par exemple). Une zone tampon peut être envisagée entre les exploitations agricoles et les constructions. Chaque département d'Occitanie dispose d'un arrêté préfectoral fixant des mesures de protection à proximité des établissements fréquentés par des personnes vulnérables lors de l'application de produits phytopharmaceutiques.

LE PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL

Les plans climat-énergie territoriaux (PCET) existant à la date de promulgation de la loi de transition énergétique (18 août 2015) continuent de s'appliquer jusqu'à l'adoption du plan climat-air-énergie territorial qui les remplace en application du I de l'article L. 229-26 du code de l'environnement.

Le Plan climat air énergie territorial (PCAET) est un outil réglementaire permettant à la collectivité de mettre en place une politique d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Projet territorial de développement durable, il permet de définir les objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer le changement climatique, le combattre efficacement et s'y adapter, de développer les énergies renouvelables et de maîtriser la consommation d'énergie, en cohérence avec les engagements internationaux de la France, d'intégrer les enjeux de qualité de l'air.

Institué par le Plan Climat National et repris par les lois Grenelle, il constitue un cadre d'engagement pour le territoire. Depuis le décret du 28 juin 2016, la mise en œuvre d'un Plan Climat Air Énergie Territorial est obligatoire pour les EPCI de plus de 50 000 habitants au 1er janvier 2017 et au plus tard le 31 décembre 2018 pour les EPCI de plus de 20 000 habitants. L'échelle du bassin de vie étant la plus appropriée pour la mise en place des PCAET, les territoires de projet sont également encouragés à adopter un PCAET, cela de manière volontaire.

Le PCAET vise deux objectifs dans un délai donné :

- atténuer / réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour limiter l'impact du territoire sur le changement climatique ;
- adapter le territoire au changement climatique pour réduire sa vulnérabilité. L'adaptation des territoires au changement climatique est nécessaire. Une adaptation réfléchie et planifiée permettra une transition progressive plus efficiente qu'une réaction postérieure à une modification du climat.

2.5.1.2 LES NUISANCES SONORES

CADRE REGLEMENTAIRE

Loi 92-1444 (codifiée aux articles L.571.1 à L.571.26 du code de l'environnement), dite loi "Royal" ou loi "bruit", premier texte global en la matière, constitue sans doute le premier effort notable de formulation d'un texte fondateur renforçant la législation existante sans forcément remanier ni remplacer les textes précédents. Cette loi cadre a pour objet principal d'offrir un cadre législatif complet à la problématique du bruit et de poser des bases cohérentes de traitement réglementaire de cette nuisance. Dans tous les domaines où il n'y est pas pourvu par des dispositions spécifiques, elle a pour but de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précaution des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement. Les dispositions prévues par cette loi :

- instaurent des mesures préventives pour limiter les émissions sonores
- réglementent certaines activités bruyantes
- fixent de nouvelles normes applicables aux infrastructures de transports terrestres
- instaurent des mesures de protection des habitants touchés par le bruit des transports aériens financées par une taxe sur les aéroports
- simplifient la constatation des infractions et créent de nouvelles catégories d'agents de l'Etat et des communes habilités à les constater
- renforcent les mesures judiciaires et administratives pour l'application de la réglementation

Décret 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des ITT et modifiant le code de la construction et de l'habitation

Les bruits de voisinage

Le décret du 18 avril 1995, aujourd'hui abrogé et remplacé par le décret n°2006-1099 du 31 août 2006, s'est traduit par une simplification notable de la procédure de contrôle des bruits de voisinage, en introduisant notamment la possibilité de constater certaines infractions sans mesure acoustique et en donnant aux maires le pouvoir de nommer des agents habilités à contrôler et sanctionner ce type de nuisance. Le décret du 31 août 2006 est codifié au code de la santé publique : il est venu modifier le socle de la partie bruit du code de la santé publique, en créant une partie normative (articles R1336-4 à R1336-11) et une partie pénale (articles R1337-6 à R1337-10-2).

Les activités bruyantes

L'article L 571-6 du code de l'environnement (ancien article 6 de la loi bruit) prévoit la possibilité de soumettre les activités bruyantes à autorisation ou à des prescriptions particulières afin de réduire les nuisances sonores qu'elles occasionnent, afin de protéger les populations exposées à ces nuisances. Ces dispositions législatives se sont concrétisées par la publication du décret du 15 décembre 1998 relatifs aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée, à l'exclusion des salles dont l'activité est réservée à l'enseignement de la musique et de la danse (et son arrêté d'application). Cette réglementation a une double visée : protéger l'audition du public fréquentant ces établissements, par la limitation du niveau sonore moyen à 105 dB(A) ; protéger le voisinage de ces établissements, par la prise en compte en amont des nuisances sonores et le respect d'un isolement acoustique renforcé vis-à-vis des logements contigus.

Le décret du 15 décembre 1998 est codifié au code de l'environnement : les articles R571-25 à R571-28 du code de l'environnement précisent le champ d'application, les obligations, les prescriptions générales de fonctionnement et les sanctions incombant aux exploitants des établissements recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée et aux organisateurs des manifestations se déroulant dans ces locaux.

Le bruit des transports terrestres

L'article L 571-9 du code de l'environnement (ancien article 12 de la loi bruit) impose la prise en compte du bruit dans tout projet neuf d'infrastructure routière ou ferroviaire, et lors de la transformation significative d'une voie existante (augmentation du niveau sonore de plus de 2 dB(A) après modification). Afin de respecter les niveaux de bruit fixés réglementairement, les maîtres d'ouvrages d'infrastructures sont tenus de mettre en place des protections (écrans antibruit, traitements de façades).

L'article L 571-10 du code de l'environnement (ancien article 13 de la loi bruit) a introduit le classement des infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques acoustiques et de leur trafic. Sur la base de ce classement, le Préfet détermine, après consultation des communes, les secteurs affectés par le bruit, les niveaux de nuisances sonores à prendre en compte et les prescriptions techniques applicables lors de la construction d'un bâtiment afin d'atténuer l'exposition à ces nuisances.

Remarque : un troisième article de la loi bruit, l'article 15, traitait des points noirs et des conditions de leur réduction à un seuil inférieur à 60 dB(A). Il demandait en substance qu'un rapport soit fourni au Parlement sur ce sujet. Ce rapport, dit "rapport Lamure", ayant été établi par le député Serrou en avril 1995, l'article 15 a été abrogé depuis.

Caractéristiques acoustiques des bâtiments publics

L'article 14 de la loi bruit (codifié à l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation) prévoit que des objectifs de performance acoustique soient fixés, par des arrêtés spécifiques, pour différents types de bâtiment recevant du public (établissements d'enseignement, locaux de sports et de loisirs, hôtels, locaux à caractère sanitaire ou social).

L'aide à l'insonorisation au voisinage des aéroports

Les articles 16 et 19 de la loi bruit (codifié aux articles L 571-14 à L 571-16 du code de l'environnement) ont institué, au voisinage des dix plus grands aéroports nationaux (Roissy, Orly, Nice, Lyon, Marseille, Toulouse, Nantes, Bordeaux, Strasbourg et Mulhouse), un dispositif d'aide financière à l'insonorisation des logements et des bâtiments publics sensibles situés dans les plans de gêne sonore (PGS) des aéroports. Depuis le 1er janvier 2004, ce sont les gestionnaires d'aéroports qui sont chargés d'attribuer les aides à l'insonorisation (en substitution de l'ADEME).

Le contrôle et la surveillance du bruit

Les articles 21 et 22 de la loi bruit (codifiés aux articles L 571-18 à L 571-19 du code de l'environnement) ont permis d'élargir considérablement le nombre d'agents publics susceptibles de procéder au contrôle et à la surveillance du bruit. En particulier, les agents des collectivités territoriales, commissionnés, agréés et assermentés, sont habilités à procéder aux constats des infractions des bruits de voisinage.

LES PLANS OU PROGRAMMES

Le Préfet de département est en charge de l'élaboration du plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) pour les grandes infrastructures du réseau routier national concédé et non concédé et pour les grandes infrastructures ferroviaires, ayant fait l'objet d'une cartographie du bruit au sens des articles L572-1 à L572-11 du code de l'environnement.

Dans le département du Gard, les cartes de bruit concernant les grandes infrastructures de transport terrestre concernées par la 2ème échéance de la directive, soit les infrastructures du réseau routier et autoroutier dont le trafic dépasse 8200 véhicules/jour et les infrastructures ferroviaires comptant plus de 82 passages de trains/jour, ont été approuvées par arrêtés préfectoraux en date du 16 novembre 2012 et du 26 novembre 2013.

Ces cartes ont permis d'identifier les bâtiments dits "sensibles" (d'habitation, de santé, d'enseignement) exposés à un niveau de bruit supérieur aux valeurs limites définies par la loi (article L-572-6 du code de l'environnement).

L'objectif du plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) est de définir des mesures préventives et/ou curatives pour traiter les situations des bâtiments sensibles recensés sur les infrastructures de transport terrestre.

Le PPBE a été établi par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard (DDTM), en partenariat avec les gestionnaires des infrastructures de transport terrestre concernées. Le PPBE a été validé par le Préfet du Gard par arrêté n°DDTM-SEF-2015-0059, signé le 6 juillet 2015.

LE CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT SUR LA COMMUNE

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit, sont applicables dans le département du GARD aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées ci-après.

Le tableau ci-dessous donne pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Niveau sonore de référence LAeq (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure(1)
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76	71	2	d = 250 m
70	65	3	d = 100 m
65	60	4	d = 30 m
60	55	5	d = 10 m

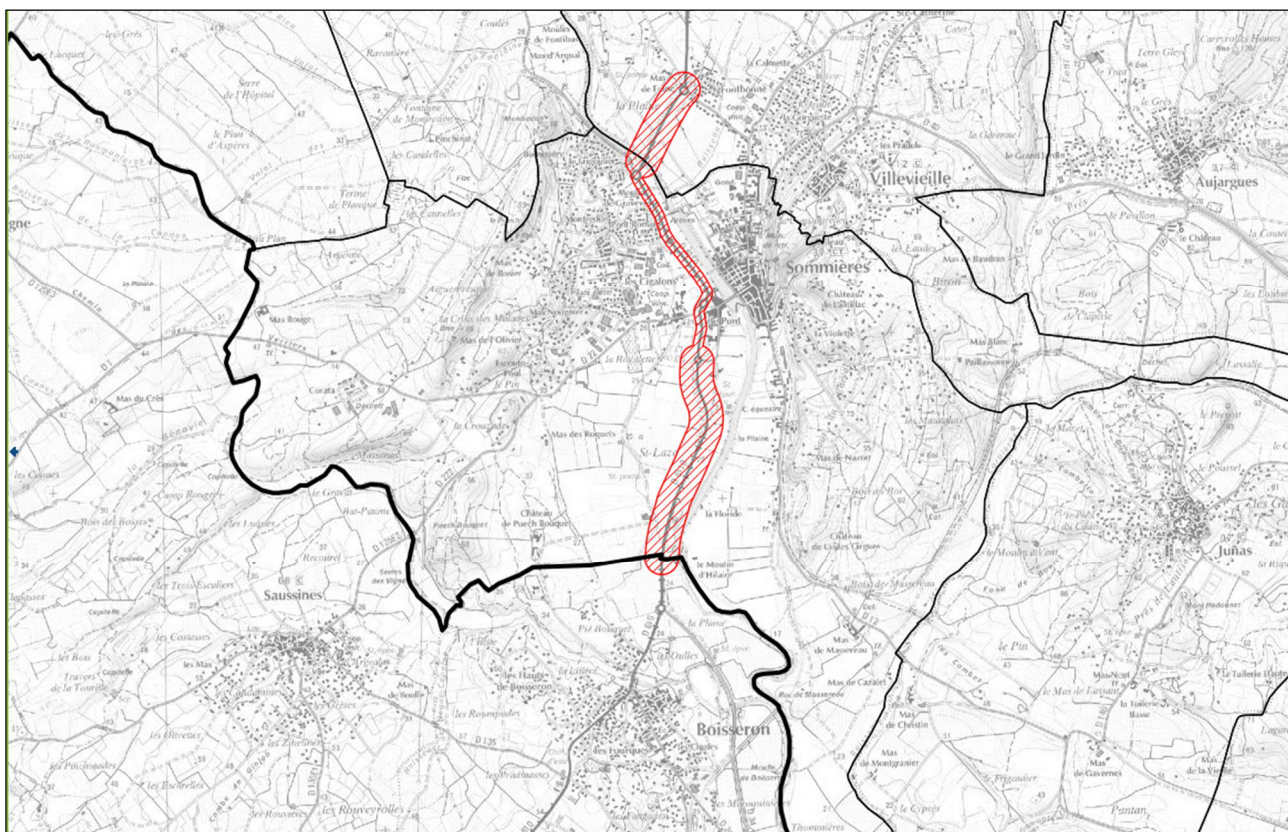
(1) La largeur maximale des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance comptée de part et d'autre de l'infrastructure à partir :

- pour les infrastructures routières, du bord extérieur de la chaussée la plus proche.
- pour les infrastructures ferroviaires, du bord du rail extérieur de la voie la plus proche

Numéro	Débutant	Finissant	Catégorie	Largeur secteur
RD40	Fin de rue en U	sortie agglo SOMMIERES	4	30
RD22	RD6110	Av des Cevennes	4	30
RD22	fin rue en U	RN110 - RD35	4	30
RD22	début rue en U	fin rue en U	3	100
RD22	entrée agglo Sommières RD135e	début rue en U	4	30
RD35	Rue d'Aspères	RD6110	3	100
RD35	entrée agglo Sommières	RD22	3	100
RD40	entrée agglo Sommières	RN110	4	30
RD6110	entrée agglo Sommières	Limite départementale	3	100
RD6110	Du raccordement avec RN110	Au panneau agglo Sommières	3	100
RD6110	Du panneau agglo Sommières	Au giratoire Place des Aires	3	100
RD6110	Du panneau fin d'agglomération	Au giratoire de raccordement a	3	100

Sommières Réseau routier départemental

Source : Arrêté préfectoral n°2014071-0019 du 12/03/14



Carte de Bruit Stratégique (CBS) - Routes Départementales

Type B localisant les secteurs affectés par le bruit tel que désignés par le classement sonore des infrastructures de transports terrestres.

2.5.2 LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES EN VILLE

2.5.2.1 LES RISQUES INONDATIONS

Les inondations constituent le risque majeur à prendre en compte prioritairement dans la région. Les inondations méditerranéennes sont particulièrement violentes, en raison de l'intensité des pluies qui les génèrent et de la géographie particulière de la région.

Sommières connaît des risques avec des enjeux humains élevés (coulées de boue et glissements de terrain). Ces risques sont le fait des crues torrentielles très violentes et habituelles du Vidourle. La ville historique de Sommières est construite dans le lit moyen et majeur du Vidourle. Il est à noter que la crue exceptionnelle de septembre 2002 a inondé au-delà des limites de risque définies par le PPRI.

Le début du siècle dernier a été marqué par une succession de 3 crues mémorables en 1907, 1933 et 1958 à la suite desquelles il a été entrepris la création de 3 barrages écrêteurs sur la partie amont du bassin qui contrôlent environ 230 km² de superficie. Jusqu'en 1994 (et à l'exception de 1976) il n'y a pas eu de crue de plein bord dans la basse vallée. Aussi l'attention a-t-elle été relâchée renforcée par un sentiment de sécurité dû à l'édification de barrages. Toutefois, depuis 1992 des études ont été entreprises par le Syndicat mixte du Vidourle visant à mieux connaître le fleuve pour en améliorer la gestion et la préservation. Depuis, le Vidourle a connu une série de crues relativement importantes de fréquence décennale en 1994, 1996, 2001, 2002 (2 épisodes en septembre et décembre).

ANALYSE HYDROGEOMORPHOLOGIQUE DES COURS D'EAU

Le bassin du Vidourle a fait l'objet d'une analyse hydrogéomorphologique globale par Carex Environnement en 2004 pour la DIREN Languedoc Roussillon. Les linéaires non couverts par cette étude ont fait l'objet de compléments lors de la réalisation du présent PPRI par SAFEGE en 2007. Par définition, la crue de référence est la crue centennale ou la crue historique la plus forte si celle-ci a dépassé l'occurrence centennale. Ainsi, SAFEGE (2007) a estimé les débits de période de retour 100 ans pour l'ensemble des nœuds hydrologiques du secteur d'étude afin de permettre une comparaison avec les débits survenus en septembre 2002. Ces estimations ont été réalisées à l'aide de la méthode du Gradex et conformément aux recommandations du Service de Prévision des Crues du Grand Delta de la DDE du Gard. Cette méthode est classiquement employée dans ce type d'étude, particulièrement pour des crues dites de ruissellement, elle permet généralement d'estimer correctement l'ordre de grandeur du débit centennal pour des bassins versants dont les tailles peuvent atteindre 2000 km². La méthode du Gradex a été utilisée pour proposer le débit de période de retour 100 ans sur l'ensemble des affluents du Moyen Vidourle. Ces estimations, comparées à celles de la crue de septembre 2002, permettent de choisir pour chaque cours d'eau, lequel des deux événements est à considérer comme crue de référence.

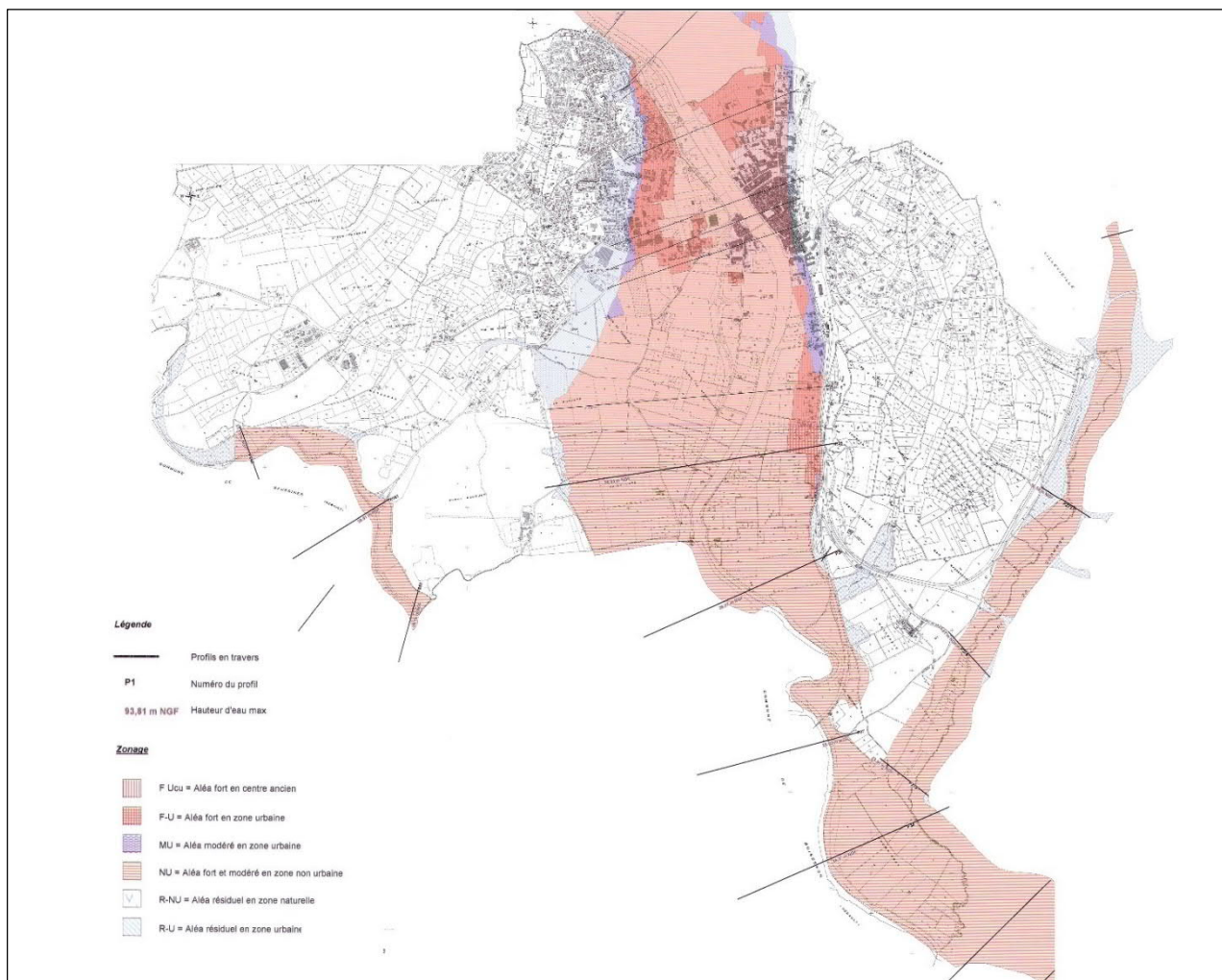
A partir des éléments bibliographiques, il apparaît que la crue de septembre 2002 est d'occurrence au moins centennale sur le cours principal du Vidourle, à hauteur de Sommières : « L'occurrence de la crue de septembre 2002, estimée par ajustement de plusieurs lois, sur un échantillon d'une quarantaine de débits pseudo-naturels (reconstitution des débits désinfluencés de l'effet des barrages écrêteurs pour la plupart des crues), est évaluée entre 200 et 400 ans » (source : BRLi 2003). Sur la partie amont du secteur d'étude, en aval de la confluence avec le Crieulon, le débit de la crue de septembre 2002 possède sans aucun doute une occurrence centennale : l'ensemble de ses affluents rive gauche, notamment le Crieulon et la Courme, ayant produit des crues de période de retour de caractère centennal. Sur le secteur situé entre l'aval de Quissac et l'amont de la confluence avec le Crieulon, le caractère centennal de la crue de septembre 2002 n'est pas explicite puisque, le bassin versant



PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION

Le PPRI Moyen Vidourle a été approuvé par arrêté préfectoral le 03 juillet 2008 puis modifié le 19 août 2016. Après la survenue d'épisodes dramatiques récents dans le département du Gard (fin 2014 et 2015) ayant occasionné des dégâts importants, les retours d'expérience ont montré que les phénomènes qui s'étaient produits étaient essentiellement dus au ruissellement.

Dès 2012, conscient de la vulnérabilité des communes gardoises face au risque d'inondation par débordement et ruissellement, une note fixant un cadre méthodologique pour la prise en compte de ces risques dans les PLU avait été communiquée à tous les maires du département du Gard. Cette note a été mise à jour en partenariat avec les membres du Comité Départemental de l'Eau et des Inondations (CDEI) pour intégrer les nouvelles connaissances acquises après plus de cinq ans de mise en œuvre et tenir compte des exigences récentes en matière de prise en compte du risque de ruissellement.



Source : Atlas des zones inondables du Gard

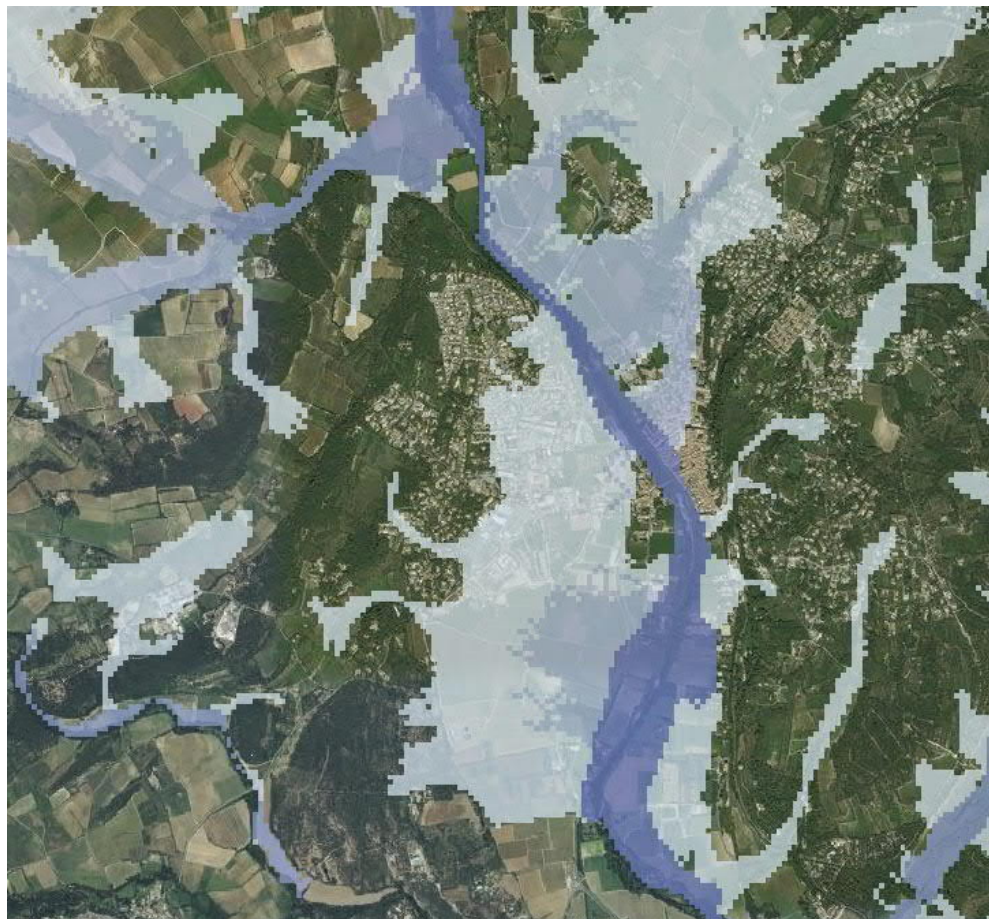
ALEA EXZECO

La commune de Sommières, tout comme l'ensemble du département du Gard, fait l'objet d'une cartographie EXZECO visant à définir des zones potentiellement inondables notamment concernant l'aléa Ruissellement pour les petits bassins versants.

La cartographie fait état d'aléa de Ruissellement sur :

- La zone de Corata à l'extrémité Ouest de la commune ;
- Le secteur Massanas du nouveau lycée. On note que des aménagements hydrauliques ont été réalisés dans le cadre de ce nouvel équipement et de la déviation de la RD22 permettant de maîtriser les ruissellements jusqu'à l'occurrence centennale ;
- Secteur de la Croix des Malades ;
- Secteur du Château (Bd Ernest François) ;
- Secteur Gaillardet.

Les autres zones sont visées par des Aléas de débordement identifiées dans l'Atlas Hydrogéomorphologique et/ou le PPRI.



Extrait de la cartographie EXZECO sur Sommières

MODELISATION HYDRAULIQUE 2D SECTEUR LYCEE / RD22 / RUISSEAU DE SAINT-LAZE

Dans le cadre des études préalables à la réalisation du nouveau Lycée L. Aubrac de Sommières et de la déviation de la route départementale n°22, une modélisation hydraulique 2D a été effectuée sur le ce secteur s'étirant depuis le chemin de Massanes en amont, jusqu'au chemin de la Royalette en aval.

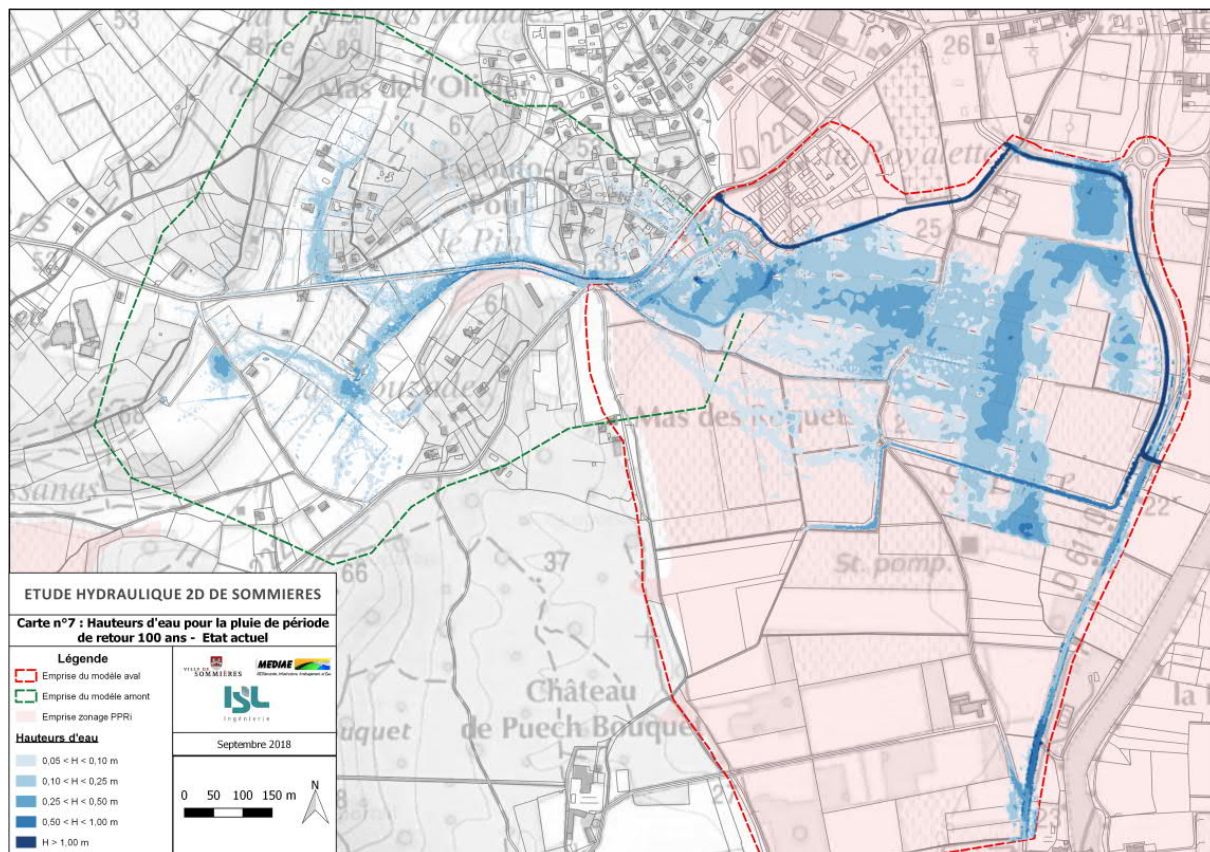
Cette modélisation visait à affiner l'aléa de Ruissellement notamment mis en évidence dans l'étude EXZECO.

Sur la base de ces conclusions, des aménagements hydrauliques ont été pris en compte dans les projets Lycée et RD22 avec notamment :

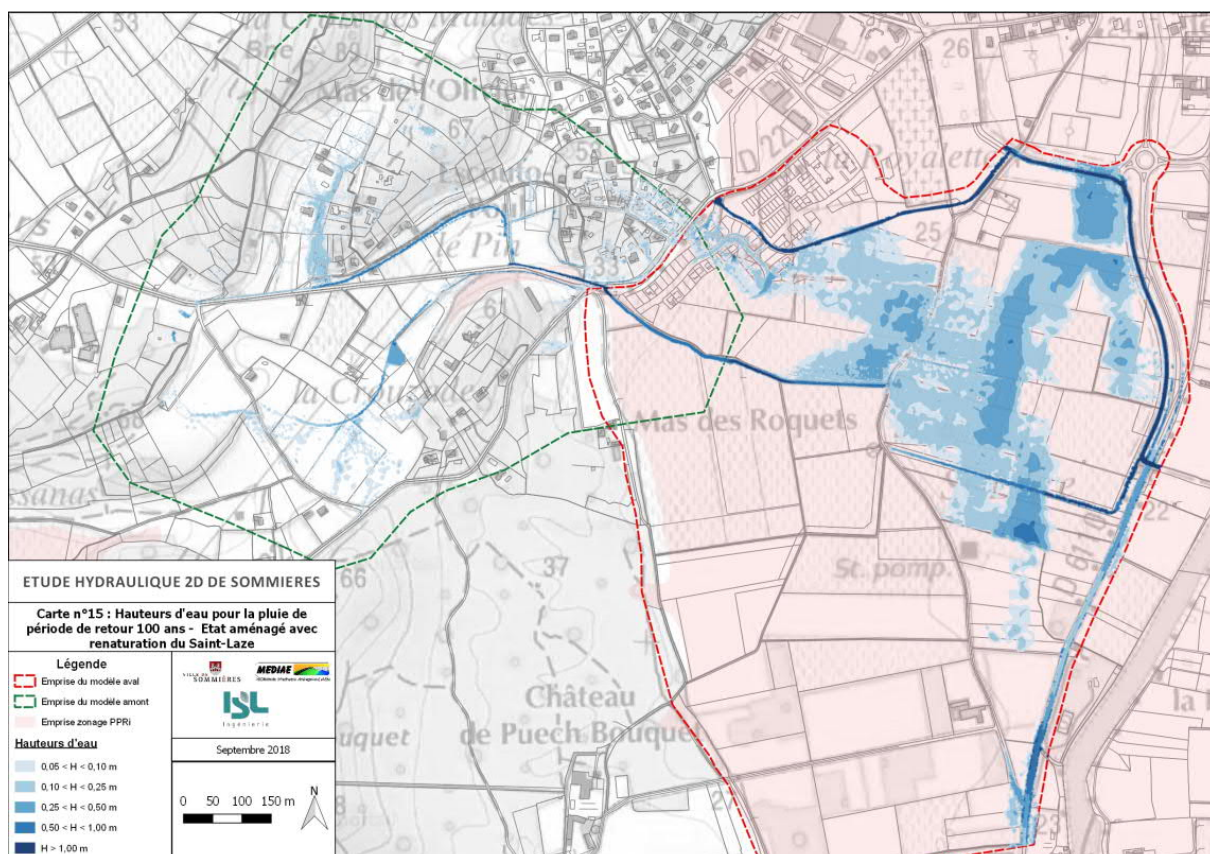
- La mise en place de fossés/noue de gestion des eaux extérieures interceptés ;
- La pose de cadres hydrauliques de larges sections au droit du rétrécissement topographique du carrefour RD22/RD222 ;
- La renaturation du Rau de Saint-Laze avec un évasement de sa section au droit de la ZAC éponyme.

Les travaux entrepris sur ce cours d'eau permettent d'éviter toute augmentation des aléas en aval ainsi que de supprimer les risques de déversement de ce cours d'eau vers les zones habitées de la ZAC des Hauts de Saint Laze le bordant sans mise en charge des merlons de terre existants.

Il s'agit d'une réelle amélioration vis-à-vis aléas initiaux.



Cartographie des hauteurs d'eau pour l'occurrence centennale avant travaux



Cartographie des hauteurs d'eau pour l'occurrence centennale après travaux

LES MOYENS DE PROTECTION

Il n'existe pas d'ouvrage de protection contre les inondations à Sommières : le Vidourle n'est pas endigué à la traversée de la ville. Les barrages écrêteurs construits sur le haut bassin jouent un rôle prépondérant.

On note la présence d'un peigne à embâcles en amont du tissu urbain de Sommières, dans le lit majeur rive gauche du Vidourle, permettant de piéger les principaux corps flottants charriés par le fleuve.



Vue aérienne du peigne à embâcles (source : EPTB Vidourle)

On observe une certaine culture du risque en raison de la fréquence des inondations : les rez-de-chaussée du centre ancien ne sont plus occupés par des habitations mais il n'en va pas de même pour les constructions en rive droite. Un système d'alerte a été mis en place pour la gestion des crises. Il consiste en des diffusions de messages par téléphone et par haut-parleurs dans les rues de la ville. Toutefois, lors de coupures d'alimentation en électricité les messages ne sont plus diffusés dans la ville. La commune peut néanmoins compter sur un système de solidarité entre les différents commerçants qui s'alertent mutuellement.

Les ouvrages de protection ont pour but de modifier les caractéristiques de l'aléa pour le rendre si possible compatible avec l'occupation des sols. En ce qui concerne les crues très rares, la seule action possible est la prévention afin de limiter les dégâts et préserver les vies humaines. Les caractéristiques hydrologiques réaffirment l'intérêt du principe de rétention des eaux : La mise en œuvre de retenues collinaires en tête de bassin. La préservation des zones d'expansion des crues où il faut imposer des règles strictes en matière d'occupation du sol.

2.5.2.2 LES RISQUES DE FEU

Les feux de forêt représentent :

Une menace pour les biens et les personnes

Une menace pour la préservation du patrimoine forestier, écologique et paysager

Une menace indirecte pour la stabilité des sols

Les facteurs prédisposant : Végétation méditerranéenne (taillis, pinède, garrigues, landes...) inflammable et combustible

Les facteurs déclenchant : L'imprudence et les activités humaines

Les facteurs aggravant :

-Les conditions météorologiques estivales, les épisodes venteux et la sécheresse.

-Une forte croissance de la population et une extension de l'urbanisation au contact des zones boisées.

-L'accroissement de la masse végétale d'une forêt très peu exploitée et la déprise agricole augmentant la continuité des espaces.

-L'accroissement de l'urbanisation qui augmente le nombre potentiel de départs de feux et peut modifier la stratégie de lutte concentrant les moyens pour la protection des personnes et des biens au détriment des surfaces boisées.

CADRE REGLEMENTAIRE

Code de l'urbanisme

La prévention des risques naturels doit être prise en compte dans les documents d'urbanisme (article L 101-2 du code de l'urbanisme) à l'échelle supra-communale, dans les schémas de cohérence territoriale (SCoT), ou à l'échelle communale à travers les plans locaux d'urbanisme (PLU). Selon les termes de la loi, les informations nécessaires à l'exercice des compétences des collectivités locales sont portées à leur connaissance. Dès que l'Etat a connaissance de risques naturels, il a le devoir d'en informer l'autorité responsable de l'élaboration du document d'urbanisme. Celui-ci doit comporter des dispositions préventives. Les utilisations du sol autorisées doivent être compatibles avec la survenance du phénomène accidentel.

Code forestier en particulier au travers des articles L134-4 à 8, L131-12, L131-15.

La mise en œuvre de la réglementation forestière et en particulier des dispositions en matière de contrôle du défrichement est nécessaire « pour toute opération volontaire ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière » (articles L 341-1 et suivants du code forestier). En effet l'autorisation de défrichement peut être assortie de prescriptions visant à réduire le risque.

Code de l'environnement : articles relatifs aux plans de prévention des risques naturels et à l'information préventive, à savoir les articles L. 562-1 à L. 562-9 du code de l'environnement pour les plans de prévention des risques naturels, et les articles L. 124-1 à L. 124-8, L. 221-6, R. 124-1 à R.124-5, R. 125-9 à R. 125-14 du code de l'environnement pour l'accès à l'information.

Renforcer l'application du débroussaillage réglementaire

L'objectif poursuivi par l'obligation légale de débroussaillage (OLD) est de :

- réduire la puissance du feu aux abords des maisons (risque subi) ainsi que les risques de propagation des zones habitées vers l'espace naturel (risque induit).
- augmenter l'efficacité des secours sur les enjeux urbains en contact avec les zones boisées, et améliorer la sécurité des interventions des sapeurs-pompiers.

Au niveau communal c'est principalement un appui en termes d'information et de formation qui va contribuer à la poursuite de cet objectif.

Au niveau individuel le contrôle des obligations légales de débroussaillage reste à ce jour l'outil le plus efficace. Le débroussaillage autour des maisons contribue à améliorer la sécurité des personnes et des biens installés dans les zones boisées ou à moins de 200 mètres de ces zones.

Les dispositions applicables en la matière dans le Gard sont définies par l'arrêté préfectoral du Gard du 8 janvier 2013 relatif au débroussaillage réglementaire destiné à diminuer l'intensité des incendies de forêt et à en limiter la propagation. C'est en premier lieu le maire qui assure le contrôle de l'exécution de ces obligations.

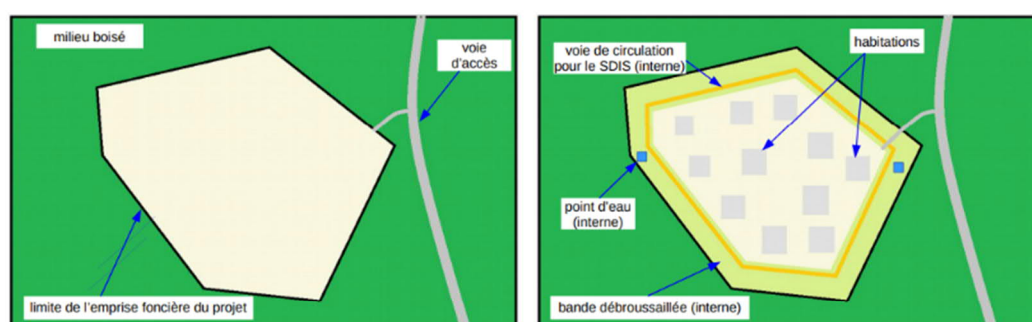
L'obligation de débroussaillage s'impose également aux gestionnaires des infrastructures telles les routes, autoroutes, voies ferrées et lignes de transport d'électricité. Les études locales réalisées en particulier par ASF et SNCF permettent une planification annuelle des travaux de débroussaillage à réaliser ainsi qu'une meilleure adaptation des programmes de travaux à la réalité du terrain. Ce type d'étude reste encore à réaliser pour les lignes de transport d'électricité.

L'interface aménagée peut avoir différents positionnements par rapport à la zone d'emprise du projet qui motive sa création :

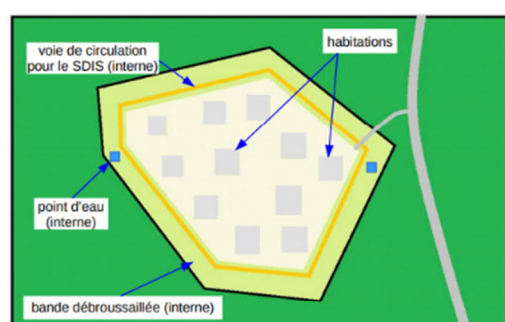
– un positionnement interne : l'interface aménagée est alors intégralement inscrite dans la zone d'emprise du projet. Elle fait partie du projet et est créée par le maître d'ouvrage du projet en même temps que le projet.

– un positionnement externe : l'interface aménagée est située en dehors de la zone d'emprise du projet. Le maître d'ouvrage de l'interface aménagée peut alors être différent du maître d'ouvrage du projet. Ce type d'interface peut être réalisée postérieurement aux enjeux à protéger pour corriger une situation de danger avérée.

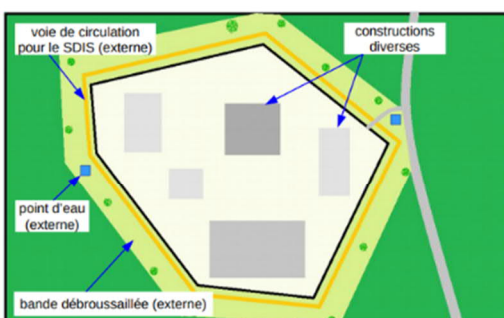
– un positionnement à la fois interne pour la voie de circulation et les points d'eau et externe pour la bande débroussaillée : la partie de l'interface aménagée qui correspond aux équipements pérennes (voie de circulation, points d'eau) est implantée dans la zone d'emprise du projet. La bande débroussaillée, qui correspond alors à la mise en œuvre du débroussaillage réglementaire, intervient au-delà de la zone d'emprise du projet. Le maître d'ouvrage de l'interface aménagée (aménagement et débroussaillage réglementaire) est le maître d'ouvrage du projet.



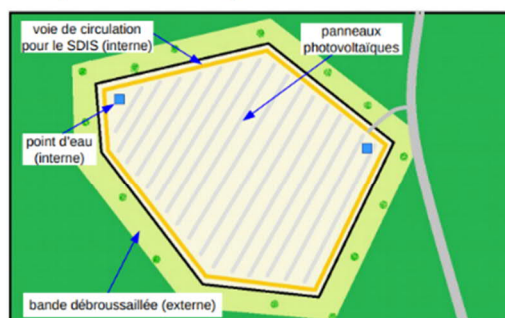
1. zone d'emprise du projet situé en zone sensible



2. interface aménagée interne (ex : lotissement)



3. interface aménagée externe (ex : ouverture à l'urbanisation d'un nouveau quartier; protection d'un quartier existant)



4. interface aménagée à la fois interne et externe (ex : projet photovoltaïque)

LES PLANS OU PROGRAMMES

Le plan départemental de protection des forêts contre l'incendie (PDPFCI)

Le PDPFCI 2012-2018 a été approuvé par le préfet du Gard par arrêté du 5 juillet 2013 :

Le PDPFCI a pour objectifs :

- la diminution du nombre de départs de feux de forêts et la réduction des surfaces brûlées
- la prévention des risques d'incendies et la limitation de leurs conséquences

Le PDPFCI 2012-2018 prévoit 26 actions élémentaires organisées autour des quatre axes stratégiques d'intervention suivants :

- Connaître le risque et en informer le public
- Préparer le terrain pour la surveillance et la lutte
- Réduire la vulnérabilité
- Organiser le dispositif préventif-curatif

Le zonage de l'aléa incendie de forêt est basé sur la prise en compte de plusieurs paramètres : Sensibilité de la végétation (inflammabilité et combustibilité) Conditions météorologiques de référence Exposition au vent (relief).

Il permet de déterminer 4 niveaux d'aléas : faible, modéré, élevé et très élevé.

En zone d'aléa élevé et très élevé : nouvelles installations proscrites

En zone d'aléa modéré : nouvelles installations possibles sous réserve que l'aménagement d'une interface entre forêt et zone à urbaniser (de 50 à 100 mètres et pouvant prendre la forme d'espaces publics, d'équipements de type bassin de rétention ou de coupures agricoles par la mise en place de zones agricoles protégées)

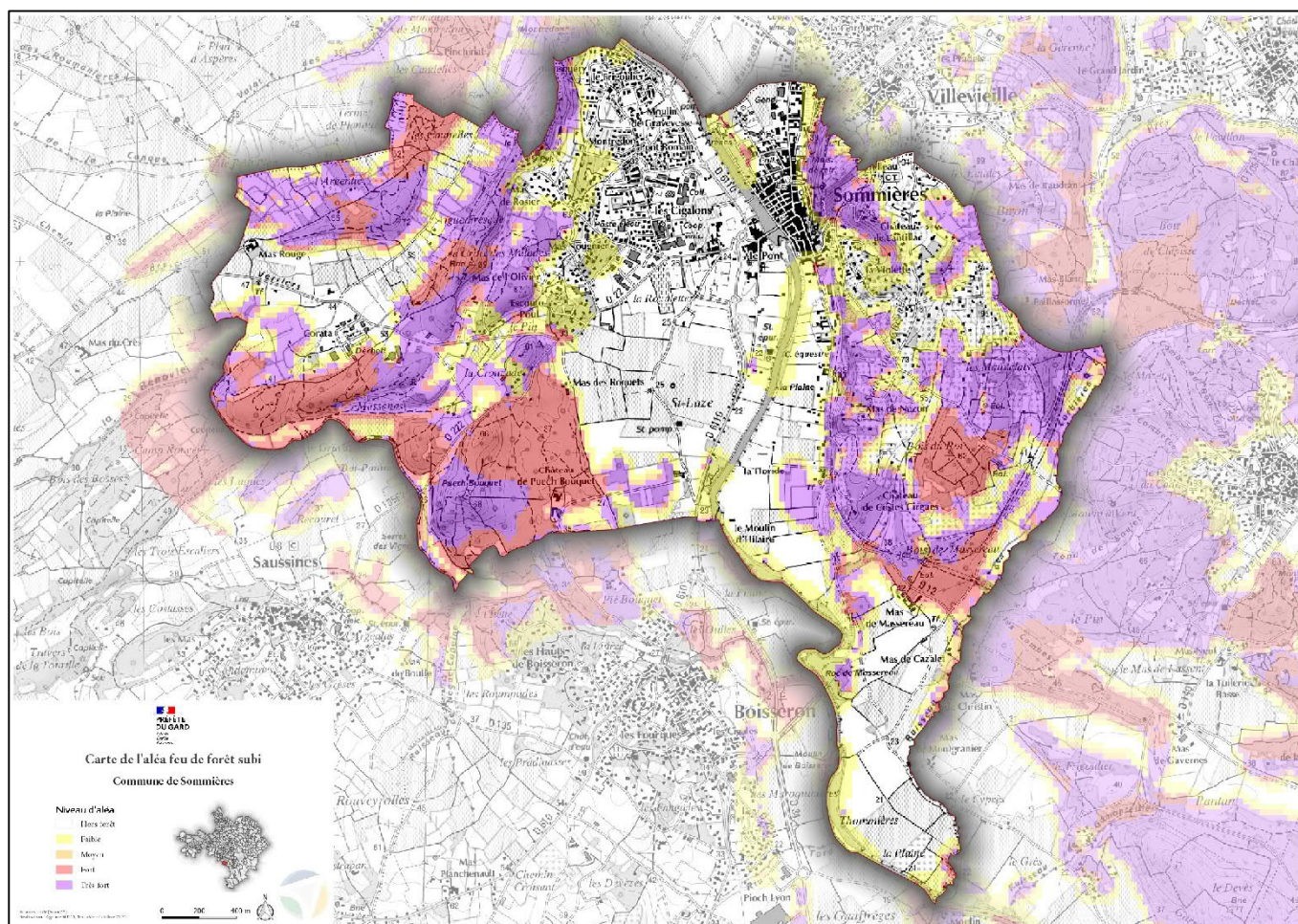
En zone d'aléa faible : nouvelles installations possibles dans le respect de la réglementation en matière de défrichements.

Plusieurs mesures sont préconisées dans le porter à connaissance de l'Etat.

Les parcelles concernées doivent être classées en N. Les secteurs boisés, les landes et friches doivent être classés en zone N. Les zones AU doivent intégrer des interfaces de 50 à 100m.

L'augmentation des surfaces en bois et landes et de leur biomasse, l'extension des zones urbanisées au contact des zones naturelles boisées, combinées au réchauffement climatique, conduisent à une aggravation du risque. Ainsi en décembre 2021, la carte des aléas feux de forêts a été actualisée et portée à la connaissance des communes, celle-ci a été établie suivant le processus suivant :

- analyse des végétations exposées au risque incendie de forêt par photo-interprétation d'images satellites datant de 2019 ;
- cartographie des types de peuplements forestiers, landes et garrigues concernées par la carte ;
- évaluation de la biomasse combustible et de la participation à la combustion de chaque type de végétation ;
- définition des conditions de référence météo (direction du vent et vitesse) en période estivale sèche ;
- calcul de l'intensité maximale d'un feu de forêt suivant la méthode de Byram, sur chaque pixel élémentaire de 30x30m ;
- classement en niveau d'intensité, de très faible à exceptionnelle.



Aléa incendie de forêt sur la commune de Sommières

2.5.2.3 LES RISQUES SISMQUES

La terre tremble régulièrement sans toutefois que personne ne le ressente. Depuis 1980, une centaine de séismes, de magnitude faible (2 à 3 environ) ont été enregistrés dans le Gard ou en proximité immédiate. La magnitude maximale mesurée dans le département est de 3,6 (au nord d'Avignon en 1986, pas de dommages associés).

Les enjeux exposés

D'après le zonage issu de la nouvelle réglementation parasismique de 2010, les 353 communes du département sont concernées par le risque sismique à des degrés divers : 7 d'entre elles, à l'extrême sud du département, sont situées en zone de sismicité d'aléa très faible, pour laquelle aucune prescription parasismique particulière n'est imposée aux bâtiments dits à risque normal ; 219 communes sont situées en zone d'aléa faible et 127 communes, occupant le nord-est du département autour du Gard Rhodanien, sont situées en zone 3 d'aléa modéré.

Du point de vue des ouvrages dits "à risque normal", les typologies de construction rencontrées sont majoritairement marquées par la prédominance de structures en maçonnerie (cœurs de village : maçonnerie ancienne ; zones pavillonnaires : maçonnerie récente).

Les principaux ouvrages dits "à risque spécial" faisant l'objet de mesures de prévention particulières, sur le territoire départemental sont ceux concernés par un plan particulier d'intervention (PPI) ou un plan de secours spécialisé (PSS). Ces établissements ont pour vocation le conditionnement et le stockage de produits divers (produits chimiques, produits phytosanitaires, hydrocarbures...) et font l'objet d'une surveillance particulière des services de la DREAL, indépendamment du risque sismique, ou de l'Autorité de Sûreté Nucléaire pour les installations nucléaires du site de Marcoule.

Par ailleurs, les barrages sont classés comme intéressant la sécurité publique. Des visites et des surveillances régulières sont assurées par les services de l'État (SIDPC, DDTM, DREAL). Les zones les plus exposées sont soumises à une réglementation stricte. Par ailleurs, la population est régulièrement informée des mesures de sécurité prévues en cas d'alerte.

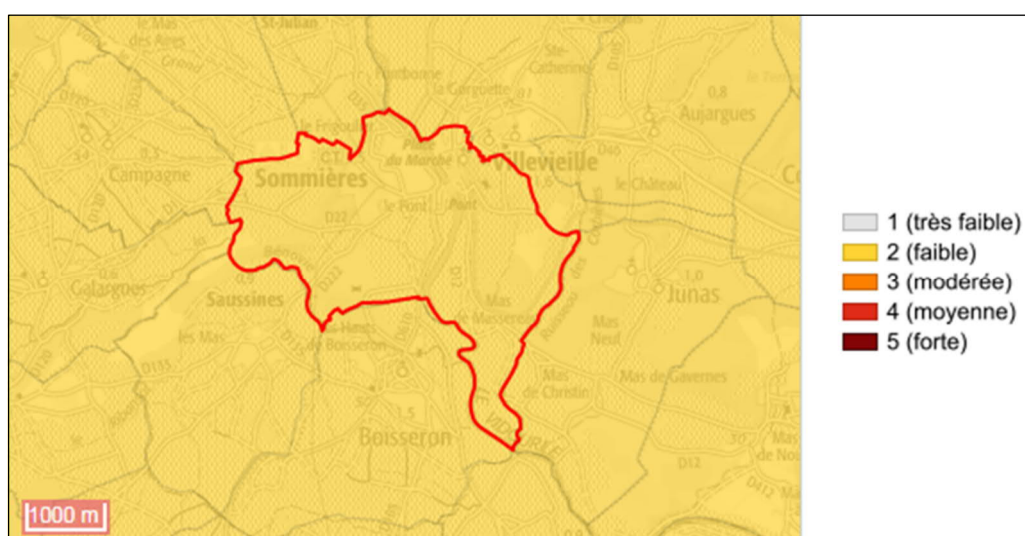
La prise en compte dans l'aménagement

Conformément à la stratégie départementale, le risque sismique ne fait pas l'objet de PPR mais est diffusé aux maires concernés au travers d'un porter à connaissance (PAC), avec des éléments de prise en compte dans la planification et dans l'application du droit des sols.

Ainsi, dès connaissance des cartes de zonage et des décrets, un PAC relatif au risque sismique a été adressé aux 353 maires du département le 19 avril 2011. Ce PAC présente la cartographie de l'aléa et indique les principales règles à appliquer dans le cadre de l'application du droit des sols et celui de la planification : les documents d'urbanisme (SCoT, POS ou PLU, Carte communale) ont obligation de prendre en compte le risque sismique comme tous les autres risques portés à la connaissance par le Préfet du Gard.

Désormais, la réglementation parasismique s'applique à l'ensemble des bâtiments de catégorie d'importance II (dont maisons individuelles), III (dont les établissements scolaires) et IV selon les zones.

La cartographie de l'aléa sismique de la France révisée en 2005, la commune Sommières est définie en zone d'aléa "faible".



Source: BRGM

2.5.2.4 LES RISQUES MOUVEMENT DE TERRAIN

Par son contexte géologique, le département du Gard peut être concerné par plusieurs types de mouvement de terrain :

- Les tassements et affaissements de sols compressibles
- Le retrait-gonflement des argiles
- Les glissements de terrain
- Les effondrements et affaissements liés à la présence de cavités souterraines
- Les écroulements et chutes de blocs
- Les coulées boueuses et torrentielles

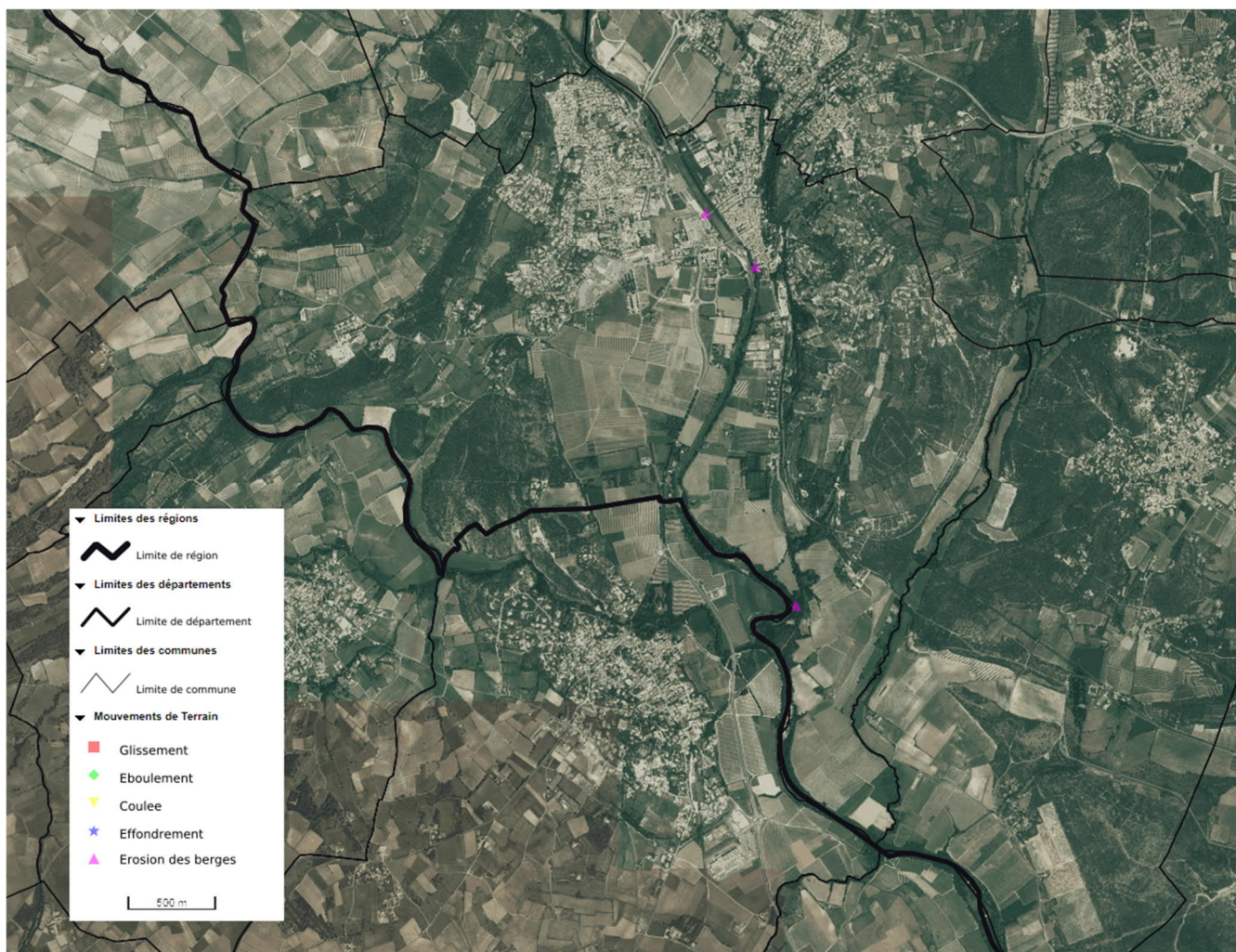
Les enjeux exposés

Au premier chef, les habitations situées dans les zones soumises aux phénomènes passés sont directement concernées (cas de Thoiras par exemple...). Certaines zones non concernées directement par des dommages aux biens ou aux personnes sont également exposées aux phénomènes de mouvements de terrain : sites touristiques des gorges de la Vis, du Gardon notamment, ou sentiers de randonnées aux contreforts des Causses ou dans les Cévennes. De manière générale, les réseaux de communications sont régulièrement soumis aux phénomènes de chutes de blocs et d'éboulements rocheux. Les dommages aux personnes sont rares néanmoins.

La prise en compte dans l'aménagement

Conformément à la stratégie départementale, le risque mouvement de terrain ne fait pas l'objet de PPR mais est diffusé aux maires concernés au travers d'un porter à connaissance (PAC), avec des éléments de prise en compte dans la planification et dans l'application du droit des sols.

Ainsi, le 8 avril 2011, un PAC relatif au retrait gonflement des argiles a été adressé aux 350 maires concernés du Gard. Ce PAC présente la cartographie de l'aléa et indique les mesures à prendre en matière de planification, par l'intégration de la cartographie de l'aléa et l'annexion des règles constructives issues des annexes de la circulaire du 11 novembre 2010 relative à la prévention des risques liés au retrait-gonflement des sols argileux. Les documents d'urbanisme (SCoT, POS ou PLU, Carte communale) ont ainsi obligation de prendre en compte le risque mouvement de terrain comme tous les autres risques portés à la connaissance par le Préfet du Gard.



Source: Géorisques

Mouvements de terrain recensés dans la commune Sommières

2.5.2.5 LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Sommières fait partie des communes du Gard soumises à des risques technologiques liés au transport de matières dangereuses. Sommières se localise à la confluence d'axes de circulation très empruntés : la Route Nationale n°110 qui relie Ales à Montpellier et la Départementale n°999 qui rejoint Nîmes. Les principaux dangers sont de type explosion (par choc ou mélange de produits), incendie (par choc, échauffement ou fuite), dispersion de nuage toxique dans l'air, l'eau ou le sol. Il est à noter la présence sur le territoire communal de l'entreprise ATO qui transporte des produits dangereux et sert de lieu de stockage temporaire.

Les risques liés à l'énergie nucléaire concernent quelques communes du Nord-Est du département du Gard, celles-ci se situant dans un rayon de 10 km d'une infrastructure de production électronucléaire. Les risques de contamination sont donc limités à Sommières, d'autant que les transports de matières radioactives sont peu nombreux dans les environs.

2.6 LES RESSOURCES

2.6.1 LES EAUX TRAITÉES

2.6.1.1 ASSAINISSEMENT

2.6.1.1.1 CONTEXTE GENERAL

Le service d'assainissement collectif de la commune de Sommières est géré par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement Vidourle & Benovie (SIAVB) qui gère également les communes de Boisseron, Saussines et Villevieille.

Les effluents des 4 communes sont traités par une station d'épuration intercommunale à Sommières, au lieu-dit Les Roquets.

Cette station d'épuration a été mise en service en janvier 2016. Elle est dimensionnée pour traiter 17 000 EH, correspondant à un horizon 2040. Suite à la mise en service de la station d'épuration intercommunale en 2016, le Syndicat Intercommunal a fait réaliser un nouveau schéma directeur, finalisé en fin 2021 et permettant d'établir un programme de travaux, concernant essentiellement le renforcement et la réhabilitation des réseaux.

2.6.1.1.2 PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT

Cadre général

Avant la mise en service de la nouvelle station d'épuration, Sommières et Villevieille disposaient d'un réseau commun et d'une station intercommunale qui traitait les effluents de ces deux communes. En revanche, Saussines et Boisseron disposaient chacune d'un système d'assainissement indépendant, jusqu'à la mise en fonctionnement de la nouvelle station d'épuration.

Ces 3 systèmes d'assainissement sont donc indépendants et n'ont donc été reliés qu'en 2016, par le biais de la nouvelle station d'épuration.

Le réseau géré par le SIAVB, en service en 2022, est entièrement de type **séparatif**. Il est composé, pour les 4 communes, de près de 70 km, dont 61 km de réseau gravitaire et près de 9 km de réseau de refoulement. Il comporte près de 1 900 regards de visite et 9 postes de relevage.

Caractéristiques des réseaux de Sommières-Villevieilles

Le réseau d'assainissement de Sommières présente une structure composée de deux bassins versants principaux :

- Le bassin de la rive gauche, intégrant notamment le centre ancien de Sommières et collectant les rejets de Villevieille ;
- Le bassin de la rive droite qui collecte également les eaux usées provenant de Saussines.

Le réseau de la rive gauche traverse le Vidourle pour rejoindre le réseau de la rive droite, en amont immédiat du poste de relevage principal qui alimente la station d'épuration (Sommières Vidourle).

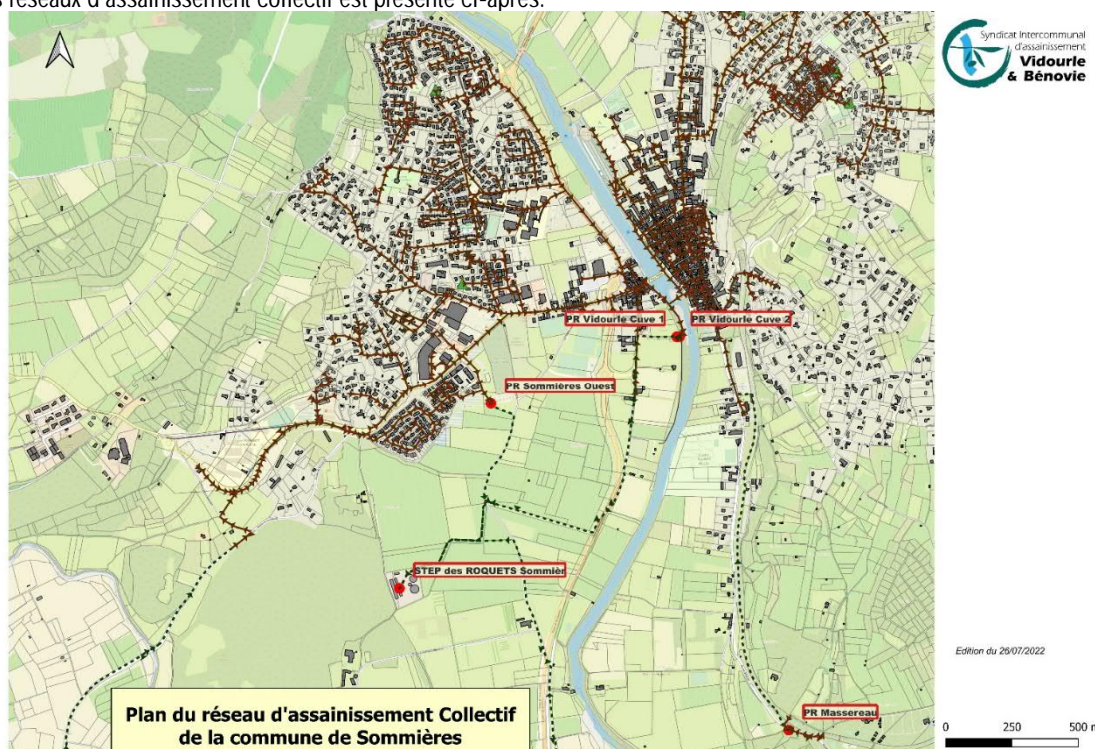
Le réseau d'assainissement collectif de Sommières représente 31,8 km, dont 25,9 km de réseau de collecte et 5,9 km de réseau de refoulement. Les canalisations sont constituées à plus de 62 % par du PVC et près de 20 % de fonte. Leur diamètre varie entre 150 et 350.

Le nombre de regards de visite sur le réseau de Sommières représentent près de 800 unités.

Trois postes de refoulement implantés sur la commune de Sommières permettent de relever les eaux usées, dont deux directement vers la station d'épuration. Leurs caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination	Commune	Capacité Maximale	Capacité 1 pompe	Nb de pompes	Arrivée refoulement
PR Vidourle	Sommières	240/250 m ³ /h	145 m ³ /h	4 (2 cuves)	Unité Traitement
PR Sommières Ouest	Sommières	110/115 m ³ /h	85 m ³ /h	3	Unité Traitement
PR Massereau	Sommières	14 m ³ /h	14 m ³ /h	2	Réseau

Le plan des réseaux d'assainissement collectif est présenté ci-après.



Diagnostics des réseaux d'assainissement

Le système d'assainissement des communes de Sommières et Villevieille (SV) a déjà fait l'objet de différents schémas directeurs intégrant des études diagnostiques de l'état des ouvrages d'assainissement

- SIEE : 1994 - 1995
- GAEE : 2000-2002
- GINGER SIEE : 2006 – 2008
- SAFEGE (SUEZ Consulting) : 2018-2021

Ces études permettent ainsi de définir les priorités en termes de réhabilitation d'ouvrages et de renouvellement de réseaux.

Le dernier diagnostic du réseau réalisé par le cabinet SAFEGE datant de 2021 a mis en évidence que :

- 1,5 % des regards levés présentent au moins une anomalie urgente et 22 % des regards présentent au moins une anomalie non urgente.
- La charge moyenne de temps sec en entrée de la station de traitement est de 30 à 35 % (1 000 à 1 20 m³/jour).
- La sensibilité des réseaux aux Eaux Claires Parasites Permanentes (ECP) par temps sec, en nappe basse ou en nappe haute, est assez faible.
Les ECP représentent environ 30 % du débit moyen d'entrée de step avec peu de variation entre les nappes haute et basse.
- La sensibilité aux ECPM (Eaux Claires Parasites Météoriques) est forte. Sur la commune de Sommières, il s'agit essentiellement des réseaux implantés à proximité du Vidourle.
- La sensibilité des réseaux au ressuyage de nappe est également forte.

Ce diagnostic a permis de sectoriser 77 % des Eaux Claires Parasites sur 8 % du linéaire du réseau gravitaire et 13 regards de visite.

Des visites sous averse, des tests de fumée et des inspections télévisuelles ont également été réalisés. Ils ont permis d'identifier les anomalies et des désordres structurels, et d'envisager les travaux à réaliser ainsi que leur échéancier en trois phases : 2022/2026 – 2027/2036 – 2037/2046.

Ces travaux sont présentés dans le paragraphe suivant.

2.6.1.1.3 DÉTAIL DES TRAVAUX DE RÉSEAUX A RÉALISER SUR LA COMMUNE

Objet

Préalablement à la création station d'épuration intercommunale en 2016, d'importants travaux ont été réalisés sur le réseau d'eaux usées afin de limiter les intrusions d'eaux parasites dans le réseau.

Ces eaux parasites sont en effet très néfastes pour le système d'assainissement, tant pour la mise en charge des réseaux qu'elles entraînent, que pour le bon fonctionnement de la station d'épuration.

Dans le cadre du schéma directeur d'assainissement finalisé par SAFEGE en novembre 2021, de nouvelles tranches de travaux ont été définies. Elles concernent prioritairement :

- la réhabilitation des réseaux et regards afin de limiter les intrusions d'eau parasite,
- le renouvellement des réseaux en mauvais état,
- le renforcement des réseaux dont les capacités pourraient s'avérer limitantes à long-terme.

En parallèle, différentes actions ont été menées vis-à-vis des installations privées pour éviter les rejets directs d'eaux usées dans les ouvrages pluviaux et inversement des rejets d'eau pluviale dans les réseaux d'assainissement.

Différentes mises en conformité ont ainsi été réalisées en 2022. Des contrôles du raccordement à l'assainissement sont parallèlement effectués à chaque cession immobilière, permettant des mises en conformité régulières.

Détail des travaux sur Sommières

Afin de lutter contre les intrusions d'eau claire permanente dans le réseau d'eaux usées, des travaux de réhabilitation de réseaux ont été réalisés au cours de ces dernières années (rue Yvan Gaussen, quai Cléon Griot, chemin de campagne, route de Saussines/ place de la libération, route de Salinelles, berges du Vidourle/quai neuf, rue Mazère, rue Penchinat, impasse Camille randon, rue Raoul Gaussen, basse esplanade).

Le schéma directeur de 2021 a permis de définir de nouveaux travaux à réaliser sur la commune de Sommières :

- Renouvellement de différents tronçons de réseaux soumis à intrusion d'eau parasite ou présentant un état dégradé : 1 000 m au total répartis sur la commune,
- Reprise d'étanchéité de 56 regards de visite répartis sur la commune,
- Travaux ponctuels sur réseau ou branchements,
- Renforcement et dévoiement du réseau depuis la rue Raoul Gaussen jusqu'au Quai Mistral par la rue de la Condamine,
- Renforcement et dévoiement du réseau depuis l'Arnède vers le poste de Sommières Ouest,
- Renforcement du réseau Route de Salinelles.

A noter que les renforcements ont été définis suite à une analyse capacitaire des réseaux vis-à-vis de scénarii en période pluvieuse et à long terme (horizon 2030 et 2050).

2.6.1.1.4 ZONAGE ET PLAN DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE SOMMIÈRES

Le zonage d'assainissement de la commune de Sommières résulte de l'étude du schéma directeur réalisé en 2006 par SIEE, dont le programme de travaux a été finalisé en 2008. Ce schéma directeur a été approuvé dans sa globalité en date du 18 novembre 2008.

Le zonage d'assainissement de Sommières a été approuvé le 10 juillet 2007. Il a été mis à enquête publique par arrêté municipal le 10 octobre 2007 et a reçu un avis favorable du commissaire enquêteur en date du 21 janvier 2008. Le zonage d'assainissement de la commune résulte de l'étude du schéma directeur d'assainissement finalisé en 2008, en parallèle de l'élaboration du PLU de 2008.

Les zones urbanisables non desservies par le réseau d'assainissement ont fait l'objet d'études d'aptitude des sols sur l'ensemble du territoire. Plusieurs secteurs d'étude ont été prospectés avec réalisation de sondages superficiels de reconnaissance géologiques et d'essais de perméabilité. Une carte d'aptitude des sols a été réalisée.

Le zonage d'assainissement initial a été approuvé le 10 juillet 2007.

Compte tenu des modifications apportées dans le cadre de la révision du PLU au périmètre de certaines zones à urbaniser, le zonage d'assainissement a été modifié de manière à correspondre à ces zones à urbaniser. Le choix du type d'assainissement n'a pas été modifié suite au zonage d'assainissement de 2007, hormis la zone Corata, maintenu en zone d'assainissement non collectif (état existant) compte-tenu de l'étendue de la centrale photovoltaïque projetée dans cette zone.

Le zonage d'assainissement est joint dans les annexes du PLU.

2.6.1.1.5 DONNÉES RELATIVES À LA STATION D'ÉPURATION

Caractéristiques principales de la station d'épuration

L'épuration des eaux usées des quatre communes du Syndicat Intercommunal d'Assainissement Vidourle et Bénévie s'effectue, depuis janvier 2016, par une unité de traitement, implantée au lieu-dit « Les Roquets » à Sommières. Construite en 2015 par Sources, la station d'épuration a été conçue pour traiter les effluents de 17 000 équivalent-habitants, correspondant à un horizon 2040, vis-à-vis des prévisions démographiques. Cette station d'épuration est du type **boues activées en aération prolongée, avec déphosphatation biologique et physico-chimique**. Elle permet ainsi un traitement poussé des paramètres azote et phosphore, vecteurs du phénomène d'eutrophisation, constatés en période estivale dans les cours d'eau méditerranéen. Le rejet de la station d'épuration s'effectue au travers d'un fossé de plus de 1 km avant de rejoindre le Vidourle, permettant une auto-épuration supplémentaire et un traitement bactéricide naturel.

Dimensionnement : comparaison besoins/capacités d'épuration

Le dimensionnement de l'unité de traitement a été établi en 2011, sur la base des données de population connues en 2010, en intégrant les perspectives des PLU, en vigueur à cette date, des différentes communes aux échéances 2015 – 2020 et en extrapolant les données démographiques jusqu'à l'horizon 2030 avec un taux démographique de 2,5 % en moyenne annuelle.

A noter que dès 2013, lors des études de projet de la station d'épuration, l'horizon du dimensionnement a été réévalué, en fonction des données réajustées à cette date. Il a ainsi été retenu que ce dimensionnement correspondait à un horizon 2040.

Le dimensionnement de la station a ainsi été arrêté à **17 000 EH, dont 1 500 EH** destiné aux apports des matières de vidange.

L'objectif initial du PLU de Sommières était d'atteindre 5 600 habitants en 2015 et 6 000 habitants à terme.

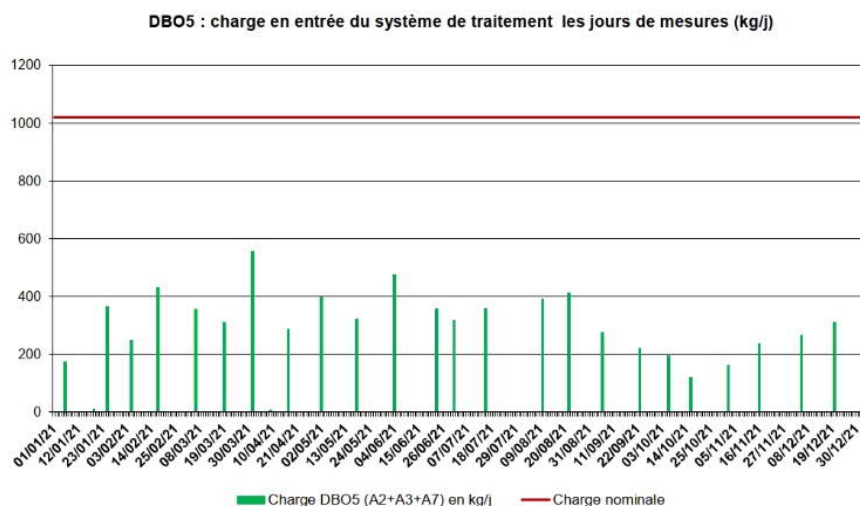
Le nouvel objectif d'évolution de la population du PLU de Sommières est très en deçà des estimations retenues dans le cadre du dimensionnement de la station d'épuration à horizon 2 030 (7 680 EH).

Par ailleurs, le projet de lycée devrait engendrer une charge inférieure de 650 EH, hors période estivale, qui s'équilibrera avec la population estivale. Le système d'assainissement étant conçu sur la base d'une population saisonnière estivale de 1 900 EH, complémentaire à la population sédentaire, **la station d'épuration est très largement dimensionnée pour traiter les rejets urbains de Sommières à l'horizon du PLU.**

Parallèlement les autres communes raccordées ont défini des perspectives d'urbanisme très inférieures aux estimations retenues dans le cadre du dimensionnement de la station d'épuration.

Les populations réelles constatées sont donc bien inférieures aux estimations, laissant **une marge conséquente vis-à-vis de la capacité de la station d'épuration.**

Comme l'illustre le graphe suivant qui montre les charges entrantes constatées en 2021, vis-à-vis de la capacité nominale de la station d'épuration, la charge entrante représentait en 2021 un peu moins de la moitié des capacités de la station d'épuration (légèrement inférieure à 8 000 habitants).



Charges hydrauliques

La station d'épuration est parallèlement dimensionnée de manière très large en termes de charges hydrauliques. La capacité de la filière de traitement correspond à un débit de 265 m³/h, couplée à un bassin de régulation de 500 m³ permettant de gérer les à-coups hydrauliques par temps de pluie.

Depuis sa mise en service en janvier 2016, la station d'épuration n'a subi que très peu de trop-pleins du bassin d'orage, malgré la diversité des pluies depuis cette date.

La capacité des postes de refoulement alimentant la station d'épuration a pourtant été largement renforcée, permettant d'alimenter la station d'épuration jusqu'à 450 m³/h par temps de pluie, alimentant ainsi le bassin d'orage, au-delà de 265 m³/h.

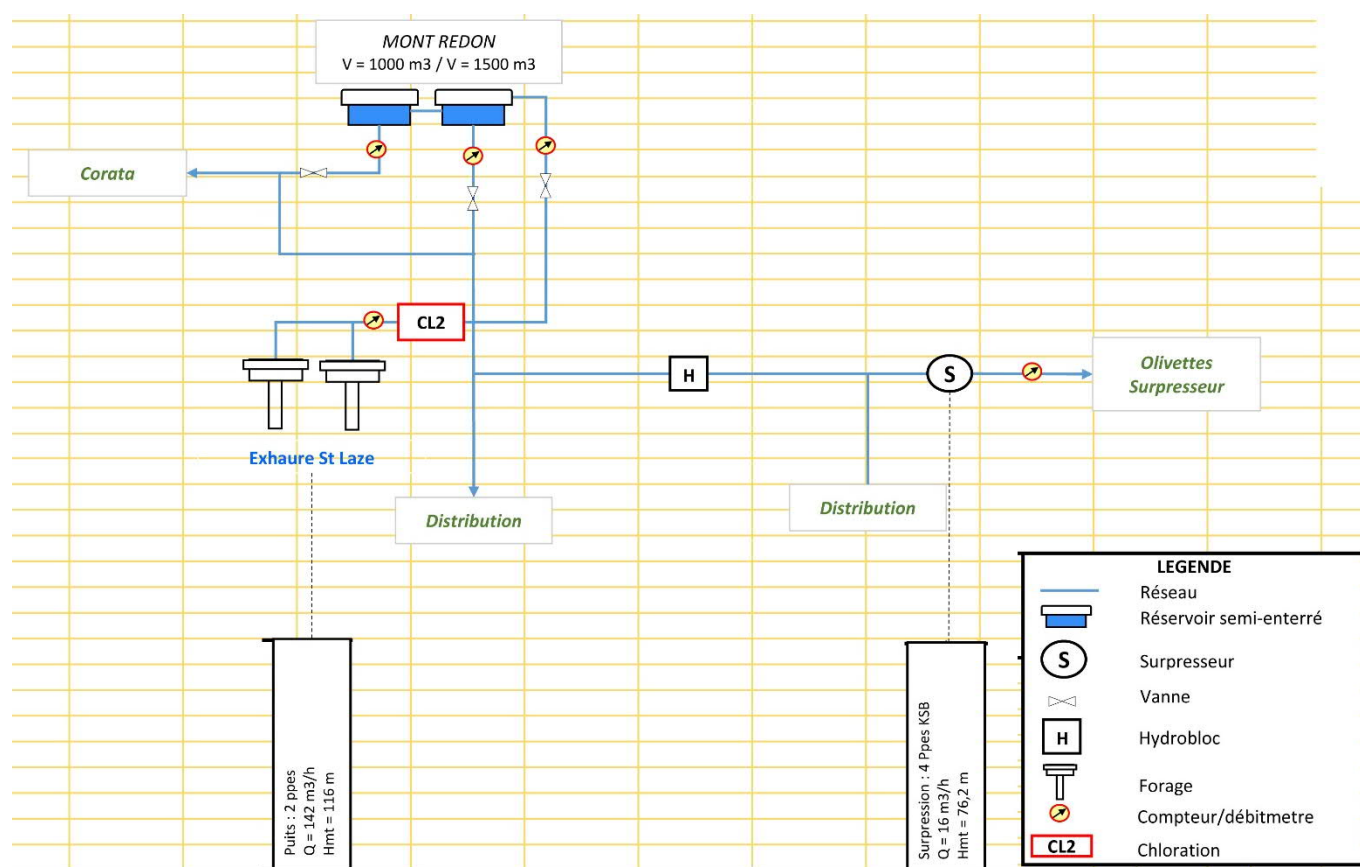
Les postes de refoulement ont ainsi été dimensionnés à l'horizon 2040, leur capacité intègre également les charges par temps de pluie. Enfin, il convient de rappeler que le Syndicat Intercommunal d'Assainissement Vidourle et Bénovie, envisage de nouveaux travaux, en application de son schéma directeur, visant à réduire les intrusions d'eau parasite.

2.6.1.2 EAU POTABLE

La commune a fait réaliser un diagnostic du réseau d'eau potable en 2008 et Véolia a produit en 2019, dans le cadre de la construction du lycée Lucie Aubrac, un rapport « Adéquation des ressources hydrauliques aux besoins futurs ».

Schéma de fonctionnement :

Schéma du pompage de St Laze, des réservoirs de Montredon (total stockage = 2500 m³), et du surpresseur des Olivettes.



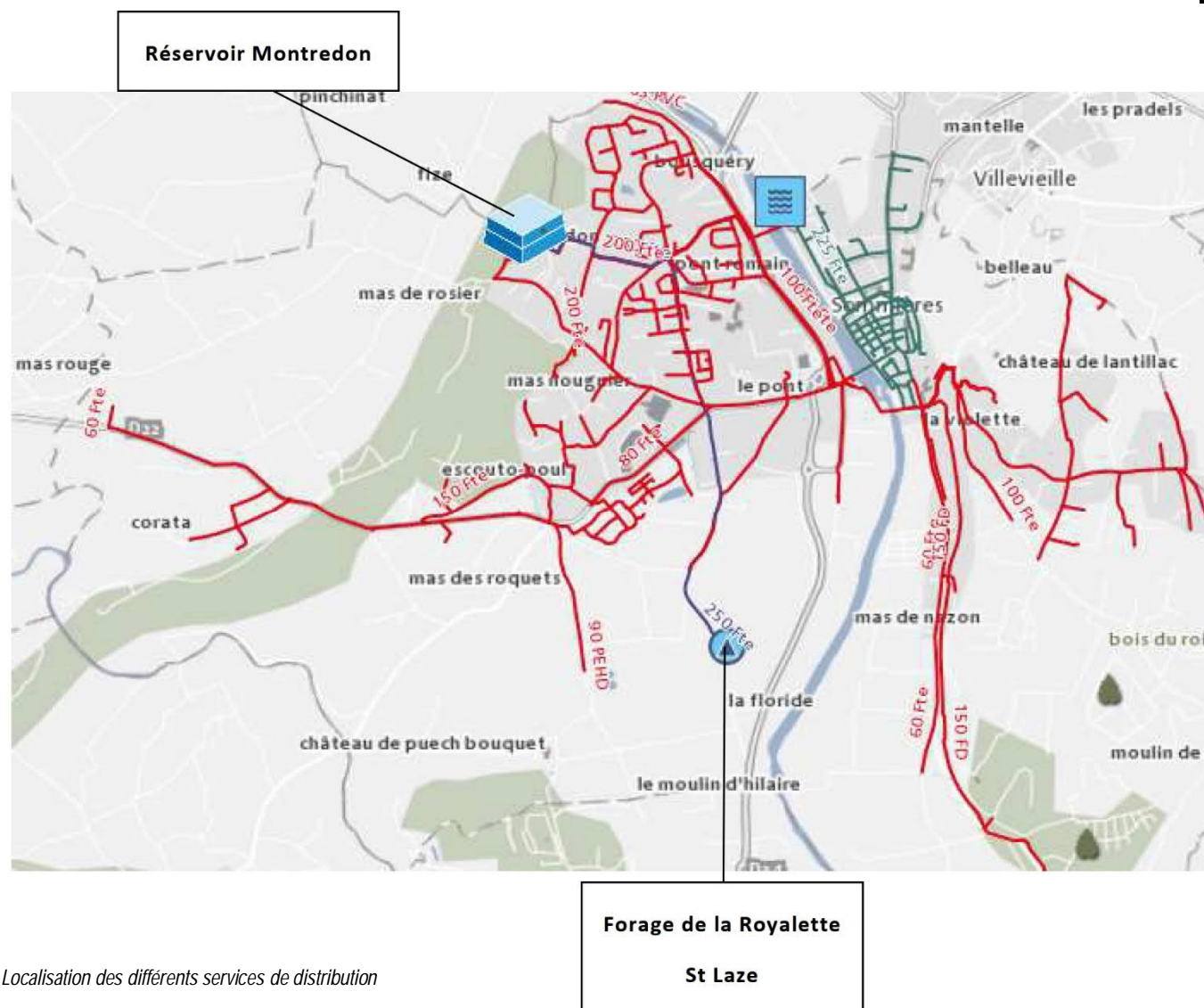
Les ouvrages de production : le forage de la Royalette (ou Saint Laze) :

Ce forage se situe au Sud de la commune et a une capacité de production de 3360 m³/j qui remplissent le réservoir Montredon (1000 m³). En 2018, le prélèvement de la ressource est en moyenne de 1081 m³/j.

Les ouvrages de stockage : le réservoir de Montredon :

Ouvrage d'une capacité totale de 2500 m³ situé au nord de la commune (1 cuve de 1000 m³ + 1 cuve de 1500 m³ mise en service début 2019)

La capacité totale de stockage de la commune de Sommières est ainsi de 2500 m³ depuis début 2019.



2.6.1.2.1 MODE DE GESTION DU SERVICE

Le Service a été délégué à la Société RUAS, en vertu d'un contrat d'affermage ayant pris effet le 1er janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2026. Cette société a intégré le groupe VEOLIA en fin 2007.

La délégation du service concerne la gestion et la continuité du service. Elle inclut l'exploitation, dont l'entretien et la surveillance des installations, et les relations avec les usagers du service.

Le nombre d'abonnés total au réseau d'eau potable au 31/12/2021 est de 2 795 clients pour 5 034 habitants desservis (estimations). L'évolution du nombre d'abonnés au cours de ces dernières années est la suivante.

	2017	2020	2021
Nombre total d'abonnés (clients)	2664	2 770	2 795
domestiques ou assimilés	2663	2 769	2 794
autres que domestique	1		1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	4702	4 979	5 034

2.6.1.2.2 NATURE DES RESSOURCES UTILISÉES ET VOLUMES VENDUS

La capacité totale de production de la station de Saint Laze est de 3 360 m³/jour.

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés), du volume consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public etc...) et des volumes de service du réseau (purgés, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs etc...).

Les données pour l'année 2021 (source Véolia) sont les suivantes :

LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Nombre de communes	Délégataire	1	1
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	2 770	2 795
	- Abonnés domestiques	Délégataire	2 769	2 794
	- Abonnés non domestiques	Délégataire	1	1
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire	0	0
	Volume vendu	Délégataire	324 338 m ³	353 118 m ³
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	323 622 m ³	352 028 m ³
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	716 m ³	1 090 m ³
VP.061	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	0 m ³	0 m ³
	Consommation moyenne	Délégataire	172 l/hab/j	179 l/hab/j
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	109 m ³ /abo/an	112 m ³ /abo/an

2.6.1.2.3 CARACTÉRISTIQUES DU RESEAU DE DESSERTE ET INDICATEUR DE PERFORMANCE

L'évolution globale de ce patrimoine durant les années 2020 et 2021 est résumée dans le tableau ci-après :

LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Nombre d'installations de production	Délégataire	1	1
	Capacité totale de production	Délégataire	3 360 m ³ /j	3 360 m ³ /j
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	1	1
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	2 500 m ³	2 500 m ³
	Longueur de réseau	Délégataire	44 km	48 km
VP.077	Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	42 km	45 km
VP.140	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	0 ml	0 ml
	Nombre de branchements	Délégataire	2 446	2 469
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	113	113
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	0	0
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	21	23
	Nombre de compteurs	Délégataire	2 928	2 949
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	6	163

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2021 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2021.

Le rendement a nettement augmenté au cours de l'exercice (+ 14,1%) et atteint désormais le taux de 86,4%. Bien que celui-ci reflète en grande partie les efforts réalisés en matière de recherche et de réparations de fuites sur canalisations et branchements effectuées sur le réseau au cours de l'année, il est à pondérer et à mettre en corrélation avec la baisse du rendement 2020.

En effet, en 2020 le rendement de réseau avait baissé de 2,7 % en comparaison de l'exercice précédent. Celui-ci était de 75,7 %. L'année 2020, était une « année Covid » au cours de laquelle nous avons constaté une hausse du nombre de compteurs non-accessibles et donc estimés.

Lors de l'année 2021, nous avons intensifié notre communication relative aux relevés des compteurs intérieurs (e-mails, courriers et téléphone). Cela a eu un impact significatif sur les volumes estimés pour cause de compteurs intérieurs principalement. De plus, nous avons constaté une nette augmentation des annulations dans le cadre de la procédure Warsmann (fuites après compteur).

D'un point de vue exploitation, en complément des 163 compteurs renouvelés, nous avons poursuivi nos efforts en matière de recherche de fuites (+ 34,5%, et plus de 92% des réseaux inspectés), ce qui a permis de trouver et réparer une cinquantaine de fuites dont 8 sur canalisations, 6 sur branchements et 35 sur postes de comptage.

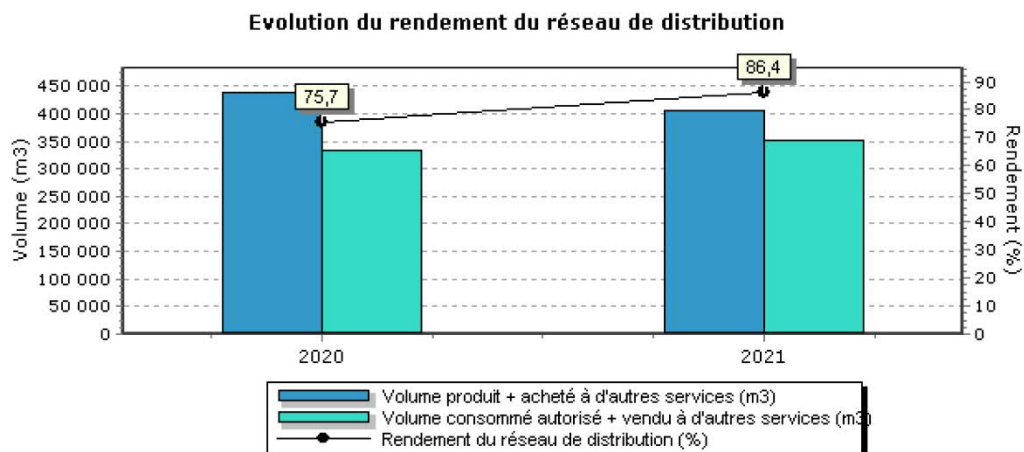
Par ailleurs, les travaux du nouveau lycée se sont achevés, ce qui a permis de mettre hors service certains tronçons de canalisations vétustes, et contribué à diminuer significativement les prélèvements en eau non autorisés dans le cadre du chantier.

	2020	2021	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (A+B)/(C+D) (%)	75,7 %	86,4 %	14,1%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) A	333 274	351 026	5,3%
Volume vendu à d'autres services (m3) B	0	0	0%
Volume produit (m3) C	440 052	406 232	-7,7%
Volume acheté à d'autres services (m3) D	0	0	0%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)

Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



2.6.1.2.4 SITUATION FUTURE

Selon les conclusions du rapport de 2019 de Véolia « Adéquation des ressources hydrauliques aux besoins futurs », au regard de l'évolution démographique de la commune de Sommières, il ressort que l'installation de production actuelle n'est pas limitante vis-à-vis de la demande en eau potable sur le réseau pour ce projet.

Projection :

- Le volume prélevé va suivre la même tendance que l'augmentation de la population.
- Le coefficient de pointe journalier est égal à 1.75

Année	Population de base	Volume prélevé (m3/an)	Volume Moyen prélevé par jour (m3/j)	Coefficient de pointe journalière	Débit de pointe journalière (m3/j)	Capacité de production (m3/j)
2018	4 814	394 740	1 081	1.75	1 893	3 360
2030	6 000	491 990	1 348	1.75	2 359	3 360

L'installation de production actuelle arrive à assurer la demande en eau sur le réseau de distribution d'eau potable (hors problèmes de qualité d'eau et/ou défaillance d'installations).

Sur la base des données observées en 2018, la capacité totale de production n'est pas non plus dépassée à l'horizon 2030 (hors problèmes de qualité d'eau et/ou défaillance d'installations).

D'un point de vue capacité de stockage, il conviendra de faire évoluer les ouvrages à long terme (après l'horizon 2030) pour que la demande journalière reste inférieure à la capacité disponible.

2.6.2 LES EAUX PLUVIALES

Les communes doivent, au titre de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et au titre de l'article 35 de la Loi sur l'Eau:

- Délimiter les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et des écoulements des eaux pluviales et de ruissellement.
- Délimiter les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Le schéma directeur Pluvial de la commune définit 16 bassins versants :

- BV 1 : Pisse Saume : Le bassin versant n°1 représente une superficie de près de 3 km². Il s'étend principalement sur le territoire de la commune de Villevieille et n'atteint la commune de Sommières qu'au droit de la station de pompage en eau potable.

Le bassin versant est drainé par deux axes d'écoulement principaux : le lit du Pisse Saume et la voie impériale.

Ce bassin versant est majoritairement couvert de cultures, pâturages et bois. Il n'est urbanisé que sur sa partie aval, aux abords de l'ancienne nationale 110. La pente moyenne du bassin versant est de 2,5 %.

- BV 2 : Mantelle drainé par la départementale 40 (rive gauche) : Le bassin versant n°2 représente une superficie de près de 90 ha. Nous avons intégré à ce bassin versant les différents sous bassins de la partie nord du centre historique. En effet, lors d'une crue importante, les écoulements drainés par ce bassin versant sont susceptibles d'atteindre la rue Antonin Paris et la rue Max Dormoy. Ce bassin versant est donc très urbanisé sur sa partie aval. Les écoulements prennent naissance au niveau des hauteurs de Villevieille, le bassin est ainsi relativement pentu, les crues sont donc violentes.

- BV 3 : Partie sud du centre historique (rive gauche) : Le bassin versant n°3 représente une superficie d'environ 4 à 5 ha. Il est quasiment entièrement urbanisé. Les écoulements prennent naissance sur les hauteurs de Sommières, le bassin est donc relativement penté. Les écoulements rejoignent directement le Vidourle au travers des ruelles.

- BV 4 : Belleau / Violette : Le bassin versant n°4 représente une superficie d'environ 50 ha. La partie amont est très peu urbanisée, elle est majoritairement boisée. Le bassin versant est très pentu. Il est constitué par différents axes d'écoulement :

- chemin de Belleau ;
- chemin de Paillassonne ;
- écoulements en provenance de la Violette.

Les écoulements drainés se rejoignent au niveau du passage supérieur de l'ancienne voie ferrée (Boulevard Ernest François).

- BV 5 à 7 : Bassins versants de la Route d'Aubais : Ces bassins versants représentent des superficies de l'ordre de 8 à 20 ha, jusqu'à la route d'Aubais.

Ils ne sont urbanisés qu'aux abords de la route d'Aubais. Ces bassins versants sont très pentus.

Les écoulements sont interceptés en amont de la route d'Aubais par l'ancienne voie ferrée, qui présente à cet endroit un profil en remblai. Sous cette voie, les écoulements sont rétablis à l'aide de différents ouvrages hydrauliques qui les concentrent.

- BV 8 : Mauvalats : Ce bassin versant représente une superficie d'environ 1,2 km². Il est assez peu urbanisé (quelques maisons isolées) et présente une couverture très végétalisée (bois et prairies). Ce bassin versant présente une pente moyenne de l'ordre de 3,5%. Les écoulements sont essentiellement drainés par des fossés en terre.

- BV 9 : Frigoulier : Ce bassin versant représente une superficie de près de 30 ha. Il se situe en contrebas de la ligne de crêtes qui s'étend des ruines de Monredon jusqu'au Mas d'Olivier. Le bassin versant est donc très pentu sur sa partie amont et apparaît fortement urbanisé sur sa partie aval.

- BV 10 : Cigalons (rive droite) : Ce bassin versant représente une superficie de près de 50 ha. Il se situe en contrebas de la ligne de crêtes qui s'étend des ruines de Monredon jusqu'au Mas d'Olivier. Le bassin versant est également très pentu sur sa partie amont et apparaît fortement urbanisé sur sa partie aval.

- BV 11 : Croix des Malades, route de Saussines : Ce bassin versant représente, jusqu'à son exutoire le Vidourle, environ 1,1 km². Il se situe également en contrebas de la ligne de crêtes qui s'étend des ruines de Monredon jusqu'au Mas d'Olivier. Il est donc très pentu sur sa partie amont. Il présente également la particularité d'être assez largement urbanisé dans sa zone de production des écoulements. Les écoulements sont drainés par différents axes d'écoulement : chemin de Campagne, chemin de l'Arnède et départementale 22. Ces écoulements se rejoignent au niveau du carrefour « Intermarché », où ils sont acheminés par un large chenal créé en 2005, afin de dériver les eaux à partir de ce point, jusqu'au Vidourle en dehors des zones urbanisées.

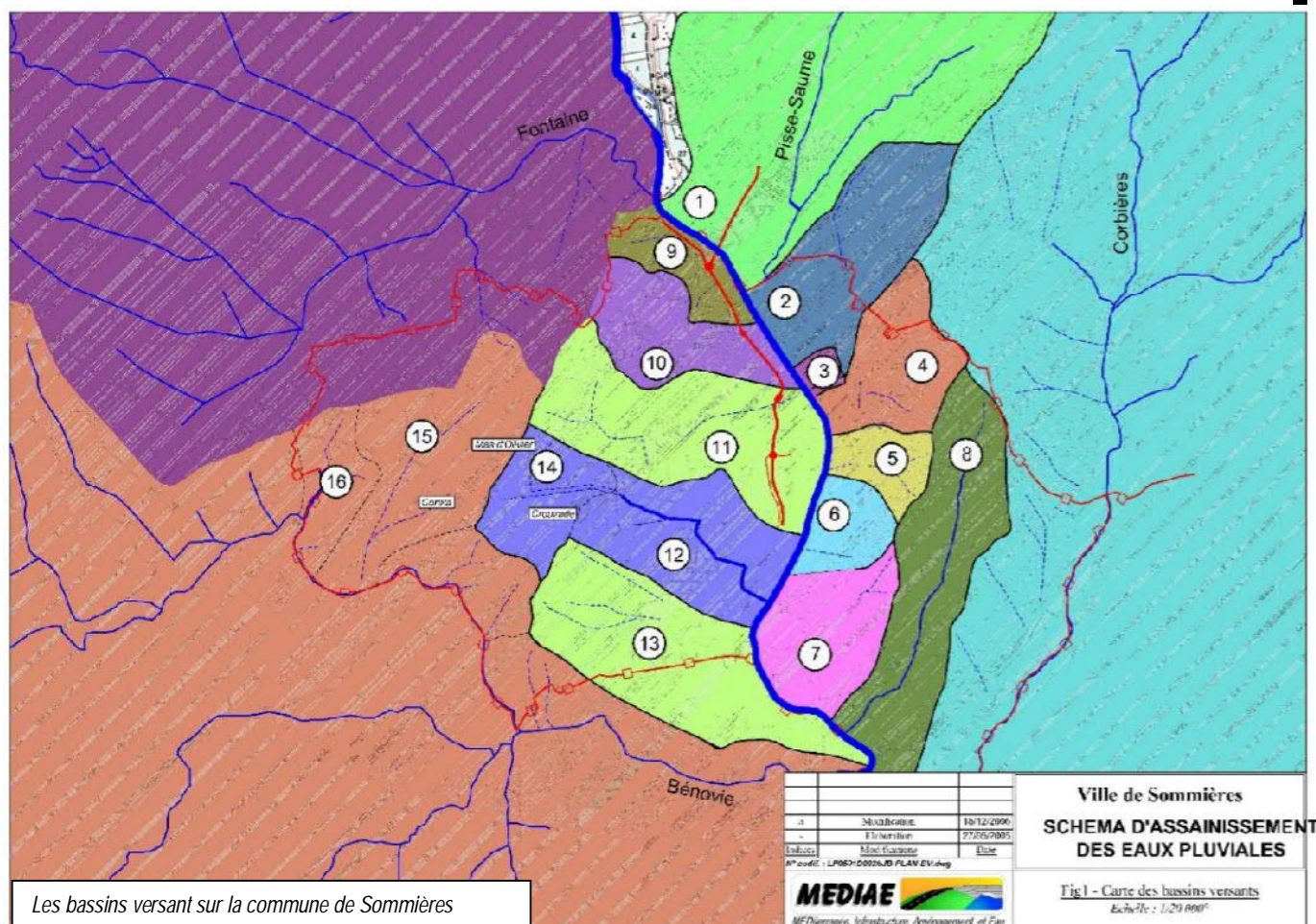
- BV 12 : Saint Laze : Ce bassin versant représente jusqu'à son exutoire (le Vidourle) près de 1 km². Il se situe également en contrebas de la ligne de crêtes qui s'étend des ruines de Monredon jusqu'au Mas d'Olivier. Il apparaît très pentu jusqu'au niveau de la départementale 22, puis devient plus plat en aval de la départementale. Ce bassin versant est très peu urbanisé. Hormis quelques ouvrages au droit des voies interceptées, les écoulements sont essentiellement drainés par un fossé en terre jusqu'au Vidourle.

- BV 13 : Bassin versant sud : Ce bassin versant recoupe l'ensemble des écoulements secondaires diffus, qui s'établissent dans la zone de plaine du Vidourle, à l'extrémité sud de la commune. La zone inondable du Vidourle étant très étendue dans ce secteur, les talwegs relatifs aux écoulements secondaires sont très peu marqués. Ce bassin versant est délimité au nord par la ligne de crêtes du Puech Bouquet.

- BV 14 : Crouzade : Il s'agit de la partie supérieure du bassin versant de Saint Laze (environ 40 ha), qui a été délimité et identifié dans le cadre de l'étude de la zone de Massanas (à urbaniser). Les écoulements de ce bassin versant sont drainés par les fossés de la RD22 pour rejoindre le ruisseau de Saint Laze.

- BV 15 : Aigue Fresque : Ce bassin versant représente jusqu'à son exutoire (La Bénovie) environ 90 ha. Il est drainé sur sa partie supérieure par les fossés longeant le chemin d'Aigue Fresque. En aval de la RD22, les écoulements sont mal canalisés et traversent les terrains situés au nord de la zone Corata, au droit de la future extension de la zone.

- BV 16 : sous bassin de la Bénovie : dans le cadre de l'étude de la zone Corata. Il s'agit d'un sous bassin versant de la Bénovie drainé par un ruisseau situé au nord-ouest de la zone Corata.



Les enjeux des secteurs urbanisés

Route d'Aubais

Elle est confrontée dans sa quasi-totalité par des problèmes de ruissellement. La route draine dans des fossés latéraux, les eaux provenant des crêtes surplombant l'ancienne voie ferrée. Les habitations les plus exposées sont celles situées en aval immédiat des ouvrages hydrauliques du chemin de fer.

Rue Raoul Gaussen, Place du Marché

Les écoulements en provenance des hauteurs de Villevieille rejoignent l'ancien chemin de fer, où ils sont gonflés par une partie des écoulements en provenance de la RD22. Une partie des eaux s'écoule vers la station de pompage mais la capacité du chemin est limitée. Par ailleurs, le ruisseau du Pisse Saume rejoint ces écoulements au niveau de la station de pompage. Les eaux inondent en particulier la Place de la République et peuvent atteindre la rue du Général Bruyère, la rue Antonin Paris et la Place du Marché. Ces problèmes sont d'autant plus importants qu'ils touchent la caserne des pompiers et la gendarmerie.

Secteur du Frigoulier

Ce secteur est très pentu. Les ruissellements s'écoulent vers la déviation. Les eaux stagnent sur les parcelles en contrebas du rond-point. Des lacunes d'entretien des bassins de rétention des lotissements privés sont constatées.

Saussinette

Un fossé situé sur des parcelles privées du lotissement fonctionne mal. Il n'est pas suffisamment entretenu et dispose d'une capacité limitée. Les écoulements débordent au niveau des habitations avoisinantes.

Les enjeux des secteurs à urbaniser

Massanas

Le principe d'aménagement pluvial retenu se base sur :

- Au Nord, la prise en compte des ouvrages mis en place dans le cadre du projet de Lycée et de déviation de la RD22. Ces travaux visent à assurer une gestion des eaux pluviales extérieures et une protection des zones aménagées jusqu'à occurrence centennale sans augmentation du débit ou des aléas en aval ;
Le réseau pluvial de la zone urbanisable Mauvalats renverra la moitié Nord vers ces ouvrages de gestion des eaux extérieures rejoignant le Rau de Saint-Laze.
- Au Sud, Les eaux de la zone seront drainées vers des fossés notamment de la RD222 rejoignant la Bénovie.

Synthèse :

L'enjeu majeur pour la commune en termes de développement est de contrôler l'urbanisation sur ces bassins versants sensibles pour lesquels il s'agit notamment de contrôler les divisions parcellaires et l'augmentation de l'imperméabilisation des sols.

Il s'agira pour chaque nouvelle opération de respecter les prescriptions générales suivantes :

- pour les zones ou secteurs d'ensemble à aménager, de superficie supérieure à 1 ha (faisant l'objet d'une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau) : création d'un volume de rétention équivalent à 100l/m² imperméabilisé, augmenté, dans le cas de cuvette, de la capacité naturelle de rétention liée à la topographie du site assiette du projet ;

- pour les zones d'habitat diffus ou de superficies inférieures à 1 ha : il s'agit de limiter le coefficient d'imperméabilisation des sols. Des dispositifs très simples et peu onéreux pourront être mis en place à la parcelle (récupération d'eau des toitures dans citernes, tranchées drainantes autour des habitations,...) sur la base minimale de 50 l/m² imperméabilisé pour les parcelles d'habitations de moins de 1 500 m² et 100 l/m² pour les autres parcelles ; ces dispositifs seront imposés pour les secteurs où ils convient de limiter ou compenser largement les augmentations de surfaces imperméabilisées (définis dans la carte de zonage pluvial) et suggérés pour l'ensemble des autres secteurs ;

- les volumes de rétention seront constitués dans la mesure du possible par des bassins ouverts et accessibles, ces bassins devront être paysagers et devront disposer d'une double utilité afin d'en pérenniser l'entretien ;

- les dispositifs de rétention seront régulés par un orifice d'ajutage permettant de restituer, lorsque le bassin est plein, un débit de fuite suffisamment faible afin de représenter les caractéristiques du sol initial et adapté à la capacité du réseau aval, toutefois le débit de fuite sera calculé afin de permettre la vidange du bassin en moins de 48 heures ;

- afin de jouer pleinement leur rôle de compensation à l'imperméabilisation, les bassins de rétention seront exclusivement alimentés par la superficie de la zone aménagée, les écoulements extérieurs qui seraient interceptés ne devront pas transiter par le biais de ces bassins ;

- les bassins de rétention devront être aménagés pour permettre un traitement qualitatif des eaux pluviales, ils seront conçus, en outre, de manière à optimiser la décantation et permettre un abattement significatif de la pollution chronique

Pour les zones commerciales ou parcs d'activités, l'ouvrage de sortie sera équipé d'une cloison siphonée permettant de retenir les corps flottants et hydrocarbures, avant rejet ;

- les aménagements d'ensemble devront respecter le fonctionnement hydraulique initial, il conviendra de privilégier les fossés enherbés afin de drainer les ruissellements interceptés ;

- dans le cas où la canalisation des ruissellements interceptés engendre une augmentation des débits de pointe, il conviendra de compenser cet effet canalisation à l'aide de volume de rétention, indépendamment de l'augmentation de surfaces imperméabilisées. Ainsi, les bassins de rétention destinés à compenser l'effet canalisation seront uniquement alimentés par les écoulements extérieurs.

- Cas des bassins d'infiltration : Si la nature des terrains le permet, les bassins de rétention pourront être aménagés suivant un principe d'infiltration vers le milieu récepteur.

Ce choix ne devra pas remettre en cause les caractéristiques générales du bassin (débit de fuite, vidange, surverse, ...).

La mise en place d'un bassin d'infiltration devra être motivée suivant la réalisation d'une étude géotechnique des terrains mettant en avant leur capacité d'infiltration, leur compatibilité à l'aménagement prévu et aux performances requises (débit de fuite, ...).

Un rapport d'étude devra accompagner toute demande auprès des services d'urbanisme de la ville. **L'absence de ce document rendra impossible la réalisation de bassin d'infiltration.**

2.6.3 LES DÉCHETS ET LEUR VALORISATION

Au 1er janvier 2021, la Communauté de Communes du Pays de Sommières compte 18 communes et 24 054 habitants.

Il est apparu nécessaire au vu de l'augmentation constante de la population sur le territoire de tenir compte des recensements complémentaires afin que les chiffres de ce rapport se rapprochent le plus possible de la réalité. Au niveau de la gestion des contrats, il faut préciser que les Syndicats Mixtes assurent le service des traitements des déchets et assimilés, la gestion des relations avec les éco-organismes ainsi que la réalisation d'études spécifiques pour le compte de la Communauté de communes.

La CCPS adhère à 2 syndicats de traitement :

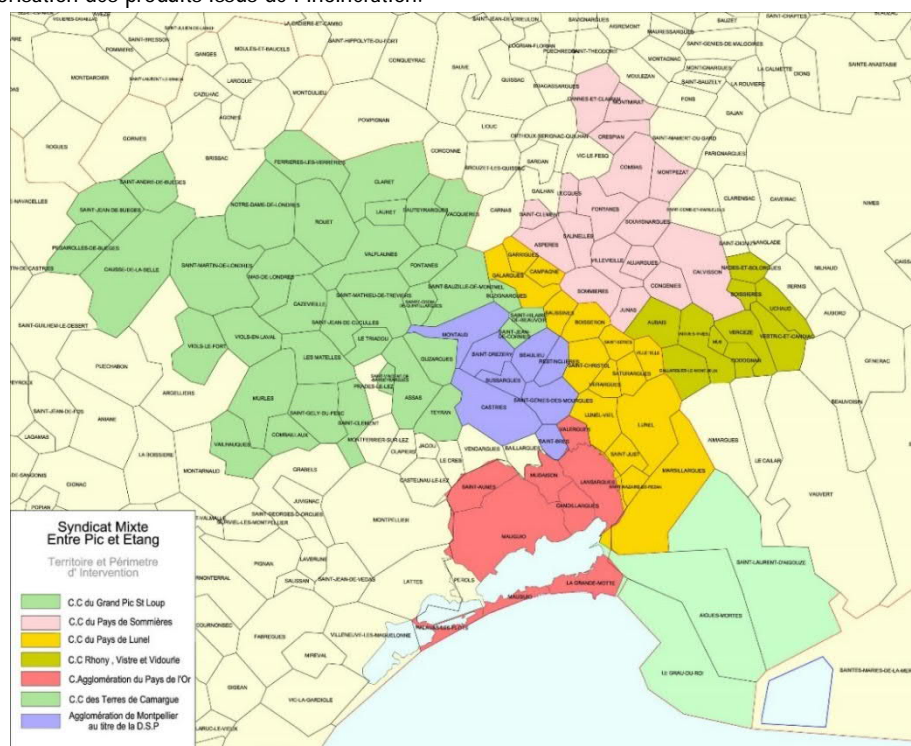
- le Syndicat Mixte Entre Pic et Etang (SMEPE),
- le SITOM Sud Gard (SSG).

Le Syndicat Mixte Entre Pic et Etang (SMEPE) est un Syndicat de traitement des déchets ménagers et assimilés. Le Syndicat compte 6 groupements intercommunaux et s'étend sur 89 communes représentant 207 841 habitants sédentaires du secteur Est de l'Hérault et du secteur Ouest du Gard. Avec le tourisme estival, localisé notamment sur le littoral pendant les quatre mois d'été, la population atteint l'équivalent de 400 000 habitants.

Le Syndicat a été créé en 1991 par cinq groupements de communes. A l'origine de ce rapprochement : la volonté des élus de résoudre collectivement le problème des décharges saturées et polluantes, comme celles de Marsillargues, Aigues-Mortes et Mauguio, sources de risques pour l'environnement, et la mise en place de modes de traitement mieux contrôlés et plus conformes à la protection de l'environnement. Priorité devait être donnée à la prévention, à la valorisation et au recyclage.

Le Syndicat a concrétisé ses initiatives par la mise en place, dès 1998, de la filière complète de traitement des déchets ménagers et assimilés conformément au plan départemental d'élimination des déchets de l'Hérault :

- Collecte sélective de matières recyclables propres et sèches,
- Tri-recyclage des matières,
- Valorisation organique (composteurs individuels et déchets verts),
- Valorisation énergétique par incinération,
- Valorisation des produits issus de l'incinération.



Le **SITOM Sud Gard** est le syndicat intercommunal chargé du traitement des déchets de 80 communes gardoises. Il intervient en aval de la collecte faite chaque jour par les communautés d'agglomération ou de communes. Ses principales missions sont le traitement et la valorisation des déchets, ainsi que la sensibilisation des usagers.



Pour assurer les compétences de traitement et de valorisation des déchets, au-delà de la gestion courante de l'établissement, le syndicat est en mesure d'assurer un certain nombre de missions et notamment :

- l'étude, la réalisation et l'exploitation d'ouvrages liés à la valorisation et au traitement des déchets ménagers et assimilés, déchets végétaux, déchets occasionnels, DASRI et exceptionnellement des déchets d'activité.
- Il veille ainsi à la bonne exécution du contrat de service public du traitement thermique et de la valorisation énergétique d'Evolia ainsi qu'au contrôle des accès à l'Ecopôle (pesée de véhicules).
- La mise en place de dispositifs de prévention et de sensibilisation en matière de gestion des déchets ainsi que la communication liée à son activité.

2.6.3.1 LA COLLECTE DES ORDURES MÉNAGÈRES

Le parc de bacs à ordures ménagères fait l'objet d'un marché public qui a démarré au 1^{er} janvier 2021. Le contrat avec l'entreprise SULO prévoit les prestations suivantes :

- la fourniture des conteneurs et pièces détachées,
- la maintenance (livraison, remplacements, changements de volumes, réparations),
- les nouvelles dotations.

Répartition des bacs à ordures ménagères par commune																			
BAC (en litres)	ASPERES	AUJARGUES	CALVISSON	CANNES & CLAIRAN	COMBAS	CONGENIES	CRESPIAN	FONTANES	JUNAS	LECQUES	MONTMIRAT	MONTPEZAT	PARIGNARGUES	SAINT CLEMENT	SALINELLES	SOMMERES	SOUVIGNARGUES	VILLEVIELLE	TOTAL
50 l.	3	14	198	34	17	32	1	8	16	1	4	19	3	3	9	444	62	14	882
80 l.	23	28	265	137	28	65	20	26	50	16	20	83	58	16	27	213	71	80	1 226
90 l.	36	284	490	0	215	472	108	240	118	40	110	312	1	33	57	440	158	153	3 267
120 l.	179	88	1 257	56	55	127	32	41	346	110	29	77	23	100	146	807	85	546	4 104
140 l.	20	24	185	17	13	57	14	12	34	15	26	34	26	13	15	136	26	62	729
180 l.	15	13	178	18	14	38	15	9	35	20	27	47	13	11	29	133	31	44	690
240 l.	9	12	119	23	18	33	15	13	41	11	7	33	10	6	12	168	19	56	605
340 l.	0	3	14	0	1	2	1	0	4	0	0	2	0	0	2	36	4	7	76
360 l.	1	5	24	7	3	7	2	2	16	2	1	2	1	5	4	81	3	11	177
500 l.	3	3	10	1	4	9	0	1	2	0	0	3	0	0	0	13	2	3	54
660 l.	17	21	266	4	26	44	17	13	29	8	1	30	2	3	20	224	23	27	775
770 l.	0	1	3	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	6
TOTAL	306	501	3 052	298	395	899	225	366	692	223	225	656	138	191	321	2 838	492	1 006	12 824

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets - 2021

5

Les tonnages

Période estivale : tournées de collectes supplémentaires : du 1^{er} juillet 2021 au 31 août 2021.

5 716 tonnes d'ordures ménagères ont été collectées en 2021, soit une production de 238 kg/habitant.

Tonnages du 1^{er} janvier au 30 juin 2021 :

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	TOTAL
Janvier	75,980	100,360	63,940	81,120	83,480	21,100	425,980
Février	76,040	99,980	65,680	78,060	79,180	0,000	398,940
Mars	96,680	129,500	84,140	63,940	95,360	0,000	469,620
1^{er} trimestre	248,700	329,840	213,760	223,120	258,020	21,100	1 294,540
Avril	75,300	102,500	65,060	102,400	102,900	0,380	448,540
Mai	104,820	102,980	62,760	75,060	107,400	2,540	455,560
Juin	86,240	145,380	82,420	72,660	107,900	1,700	496,300
2^{ème} trimestre	266,360	350,860	210,240	250,120	318,200	4,620	1 400,400

2 694,94 tonnes d'ordures ménagères ont été collectées durant le premier semestre 2021



Tonnages du 1^{er} juillet au 31 décembre 2021 :

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	TOTAL
Juillet	112,120	121,880	73,220	99,420	131,600	16,140	554,380
Août	155,960	160,500	66,940	74,600	105,420	13,620	577,040
Septembre	86,460	94,800	94,500	114,900	95,000	3,840	489,500
3^{ème} trimestre	354,540	377,180	234,660	288,920	332,020	33,600	1 620,920
Octobre	80,100	107,440	71,680	81,340	104,440	4,040	449,040
Novembre	102,020	128,920	72,520	90,400	72,660	3,100	469,620
Décembre	82,420	95,280	90,440	105,520	105,780	2,140	481,580
4^{ème} trimestre	264,540	331,640	234,640	277,260	282,880	9,280	1 400,240

3 021,16 tonnes d'ordures ménagères ont été collectées durant le deuxième semestre 2021

Les tournées de collecte ont été effectuées par la Société Nicollin Holding Environnement du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021. L'entreprise OCEAN est le nouveau prestataire de collecte depuis le 1^{er} juillet 2021.

2.6.3.2 LA COLLECTE SELECTIVE

La collecte sélective existe sur le territoire de la CCPS depuis octobre 2000. Elle a lieu une fois par semaine. Son fonctionnement est le suivant :

- l'entreprise de collecte a pour consigne de contrôler les bacs ou les sacs et d'étiqueter un autocollant « erreur de tri » en cas de déchets indésirables. Les noms et adresse figurant sur le bac correspondant sont relevés sur une fiche remise à la CCPS chaque jour. Il est à noter que les bacs « pollués » ne doivent pas être collectés ;
- l'ambassadeur de tri prend alors rendez-vous avec les personnes concernées afin de leur expliquer le « geste du tri ».

Les bacs distribués sont des bacs individuels de 80 litres dans la majorité des cas et des sacs de 50 litres pour les centres anciens. Les établissements publics (écoles, foyers, maisons de retraite...) ont été dotés de bacs collectifs (340 litres et 660 litres). Environ 10 000 sacs translucides jaunes de collecte sélective ont également été distribués au cours de l'année. Les quantités au 31 décembre 2021 : 1 527 m³

Les tournées de collecte ont été effectuées par la Société Nicollin Holding Environnement du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021. L'entreprise OCEAN est le nouveau prestataire de collecte depuis le 1^{er} juillet 2021.

Les tonnages de la collective sélective :

Tonnages du 1^{er} janvier au 30 juin 2021 :

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	VALRENA	TOTAL
Janvier	16,600	12,440	18,020	11,420	11,240	0	69,720
Février	13,560	12,480	17,860	10,780	10,240	0	64,920
Mars	16,520	15,880	22,760	11,120	10,200	0	76,480
1^{er} trimestre	46,680	40,800	58,640	33,320	31,680	0	211,120
Avril	13,900	13,260	18,160	15,300	14,240	0	74,860
Mai	19,260	13,880	18,740	11,360	10,900	0	74,140
Juin	13,740	17,120	24,100	11,760	11,760	0	78,480
2^{ème} trimestre	46,900	44,260	61,000	38,420	36,900	0	227,480

438,60 tonnes d'emballages recyclables ont été collectés durant le premier semestre 2021

Tonnages du 1^{er} juillet au 31 décembre 2021 :

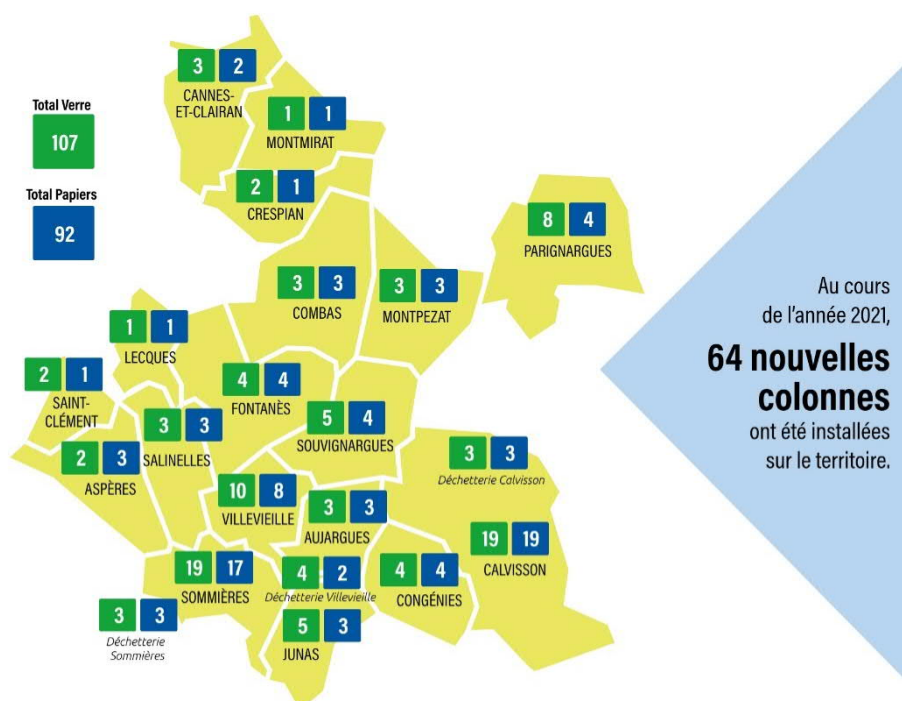
	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	VALRENA	TOTAL
Juillet	14,140	14,820	19,980	14,140	14,760	0	77,840
Août	19,460	19,160	19,900	12,260	12,700	0	83,480
Septembre	12,740	12,320	25,540	17,060	14,800	0	82,460
3^{ème} trimestre	46,340	46,300	65,420	43,460	42,260	0	243,780
Octobre	12,960	16,520	19,140	11,260	13,560	0	73,440
Novembre	18,200	17,060	18,060	11,100	12,220	0	76,640
Décembre	5,780	13,820	0,000	16,220	14,120	32,900	82,840
4^{ème} trimestre	36,940	47,400	37,200	38,580	39,900	32,900	232,920

476,70 tonnes d'emballages recyclables ont été collectés durant le deuxième semestre 2021
(hors Valrena)

2.6.3.3 LES POINTS D'APPORT VOLONTAIRE

Les points « Recyclage » sont composés d'une colonne à bande verte destinée à la collecte du verre, d'une colonne à bande bleue destinée à la collecte des journaux, magazines et d'un totem d'information avec vitrine.

Répartition des colonnes à verre et à papier par commune



Les colonnes à verre

Les quantités de verre collectées par colonne nous sont fournies mensuellement grâce à la pesée embarquée par la société de collecte VIAL. Les filières de traitement fournissent un récapitulatif mensuel qui permet de contrôler l'adéquation entre les quantités collectées et apportées effectivement en filières par VIAL.

1 040 640 Kg de verre ont été collectés soit une moyenne de 43,26 kg/habitant en 2021 soit une augmentation de 2.29 kg/hab/an par rapport à 2020. Sur la commune de Sommières, cela représente 31,380 Kg.

Les colonnes à papier

Les quantités de papier collectées par commune sont fournies mensuellement grâce à la pesée embarquée installée sur les véhicules la société en charge de la collecte.

Les filières de traitement fournissent un récapitulatif mensuel qui permet de contrôler l'adéquation entre les quantités collectées et apportées effectivement en filières par le prestataire de collecte.

258 600 Kg de papier ont été collectés soit une moyenne de 10,75 kg/habitant en 2021. On constate une baisse pour la troisième année consécutive : elle est de 6 % par rapport à 2020, cette baisse s'explique par une diminution de la consommation de papier constatée en France. Sommières a collecté 5 060 Kg en 2021.

Les colonnes à vêtements

La Société Philtex and Recycling est en charge de la collecte et du traitement de textiles pour la Communauté de Communes du Pays de Sommières. 81 856 Kg de textiles ont été collectés soit une moyenne de 3,40 kg/habitant en 2021, et sur la ville de Sommières :

SOMMIÈRES	Chemin de Corata	3 922
SOMMIÈRES	Rue de l'Arnède	9 882
SOMMIÈRES	Rue Poterie	7 038
SOMMIÈRES	Rue Yvan Gaussen	5 374

2.6.3.4 LES DÉCHETTERIES

Les déchetteries sont au nombre de trois sur le territoire de la Communauté de Communes :

- Corata à Sommières,
- Clapisse à Villevieille,
- Canta Perdrix à Calvisson

Les particuliers y accèdent au moyen d'une carte d'accès contrôlée par les gardiens.

La gestion des déchets des professionnels a été, jusqu'au mois de juin 2004, fondue dans la gestion des déchets ménagers sur le territoire de la CCPS. Cependant l'importance des déchets produits par les activités professionnelles du territoire, atteignant environ ¼ des apports gérés par les déchetteries a entraîné une forte augmentation des coûts de gestion des sites. Ce surcoût devant être assumé par les professionnels et non par les particuliers, comme le prévoit la réglementation, la Communauté de Communes du Pays de Sommières s'est donc prononcée sur la mise en place d'une tarification pour les apports des professionnels, qui a débuté le 14 juin 2004.

Un rapprochement avec les organismes professionnels a été effectué. Il a permis à la Communauté de Communes d'obtenir un soutien pour la mise en place de cette tarification et un protocole d'accord entre le CCPS, la CCI et la Chambre de Métiers sur la tarification des déchets professionnels a pu être établi. Les déchets des professionnels sont acceptés uniquement sur le site de la déchetterie Clapisse à Villevieille, aux mêmes horaires que les particuliers.

Le traitement et l'évacuation des déchets verts sont réalisés en partenariat avec le CIVAM (Centre d'Initiative pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural). Les végétaux sont broyés à la déchetterie de Clapisse et sont ensuite acheminés sur les parcelles agricoles.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sont classés en 4 catégories :

- les petits appareils ménagers (PAM),
- les écrans,
- les gros électroménagers (GEM) hors froid (radiateurs, lave-linge...)
- et les gros électroménagers froid (réfrigérateurs, congélateurs...).

Ils représentent 253 839 Kg de déchets électroniques ont été collectés soit une moyenne de 10,55 kg/habitant en 2021.

Le programme Eco Mobilier a pour objectif de valoriser les meubles usagés (taux de revalorisation de 80 % environ), ainsi avec la récupération de ces matériaux c'est autant de tonnages d'encombrant qui ne seront pas incinérés.

 Tonnages	2017	2018	2019	2020	 2021	 Moyenne par habitant 2021	Evolution en % 2020-2021
Tout-venant incinérables	2 483,94	2 489,34	2 609,84	2 890,94	3 212,44	133,55	↗ 11,12 %
Bois	924,62	1 009,35	1 172,85	1 196,54	1 289,95	53,63	↗ 7,81 %
Ferrailles	280,08	219,83	224,49	306,04	274,12	11,40	↘ - 10,43 %
Carton (+ carton professionnel)	275,08	329,02	352,08	308,90	366,98	15,26	↗ 18,80 %
Huiles de vidange	9,68	8,73	11,25	4,79	13,50	0,56	↗ 181,78 %
Huiles de friture		0,538	1,17	1,61	1,52	0,06	↘ - 5,46 %
Batteries	3,42	6,21	3,63	3,91	4,235	0,18	↗ 8,45 %
DMS	11,46	15,01	23,24	6,70	36,758	1,53	↗ 448,79 %
Mobilier	185,27	247,72	355,64	295,08	458,140	19,05	↗ 55,26 %
Piles	3,88	2,13	1,53	1,96	2,58	0,11	↗ 31,26 %
Gravats	4 502,02	4 800,35	4 952,49	4 596,85	5 958,06	247,70	↗ 29,61 %
Déchets verts tonnes de broyés	3 748,50	2 031,50	2 763,00	2 414,00	2 627,00	109,21	↗ 8,82 %
Produits électroniques	215,00	233,14	230,31	230,47	242,77	10,09	↗ 5,34 %
TOTAL DECHETTERIES (2)	12 642,95	11 392,87	12 701,53	12 257,79	14 488,053	602,31	↗ 18,19 %
TOTAL DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES: (1) + (2)	19 748,60	18 775,52	19 961,06	19 678,42	22 467,80	934,06	↗ 14,17 %
TOTAL DÉCHETS RECYCLÉS	8 112,09	8 588,92	8 904,16	8 634,73	10 203,66	424,20	↗ 18,17 %
% DÉCHETS RECYCLÉS	41,08 %	45,75 %	44,61 %	43,88 %	45,41 %		
TOTAL DÉCHETS COMPOSTÉS	3748,5	2031,5	2763	2414	2 627	109,21	↗ 8,82 %

NB : * Les résidus UIOM et les boues urbaines ne sont pas précisés.

Les déchetteries de la Communauté de communes du Pays de Sommières

2.6.3.5 LA PRÉVENTION DES DÉCHETS

Depuis 2019, un partenariat avec l'association Calade permettait de récupérer les déchets destinés à être réutilisés chez les particuliers. Cette expérimentation autour de l'économie circulaire était destinée aux communes de Montpezat et Combas. En 2020 cette expérimentation a été élargie à l'intégralité du périmètre de la Communauté de Communes du Pays de Sommières. Cela permet d'offrir un service de collecte des encombrants à domicile, de détourner et revaloriser un maximum d'objets et de collecter, valoriser et revendre des objets au sein de la recyclerie de Calade.

De plus, la CCPS favorise le compostage individuel, permettant de valoriser les déchets biodégradables de la cuisine, de la maison et du jardin. Elle propose pour cela des composteurs en plastique 100 % recyclé livré en kit.

2.6.4 L'ÉNERGIE

2.6.4.1 CADRE RÉGLEMENTAIRE

La loi Grenelle 2 prévoit l'élaboration dans chaque région d'un Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE). Elaboré conjointement par l'Etat et la Région, sa vocation est de définir les grandes orientations et objectifs régionaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de la demande d'énergie, développement des énergies renouvelables, qualité de l'air et adaptation au changement climatique.

La loi de transition énergétique fixe des objectifs ambitieux en matière de développement des énergies renouvelables :

- augmenter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de cette consommation en 2030 ;
- atteindre 40 % de la production d'électricité d'origine renouvelable en 2030 ;
- atteindre 38 % de la consommation finale de chaleur d'origine renouvelable en 2030 ;
- atteindre 15 % de la consommation finale de carburant d'origine renouvelable en 2030 ;
- atteindre 10 % de la consommation de gaz d'origine renouvelable en 2030 ;
- multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030.

Le code de l'énergie prévoit que ces Schémas régionaux sont élaborés par le GRT, en accord avec les GRD, et approuvés par les préfets de région (art. L. 321-7). Ils définissent, pour les ouvrages existants et futurs, les capacités réservées pour l'accueil de la production permettant d'atteindre les objectifs définis par les Schémas régionaux, ainsi que le périmètre de mutualisation des ouvrages nécessaires au raccordement des installations et dont le coût sera supporté par les producteurs en fonction de la puissance de leurs installations (art. L. 342-12 du code de l'énergie).

2.6.4.2 LES DOCUMENTS STRATÉGIQUES

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie de Languedoc-Roussillon, a été validé par arrêté préfectoral du 3 août 2012.

Par un arrêt du 10 novembre 2017, la cour administrative d'appel de Marseille a annulé le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie de la région Languedoc-Roussillon (avant la fusion avec Midi-Pyrénées) et le schéma régional éolien qui y est annexé.

Ces schémas sont des documents stratégiques qui définissent des orientations en matière :

- de réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- de maîtrise de la demande énergétique,
- de développement des filières d'énergies renouvelables,
- de lutte contre la pollution atmosphérique, de qualité de l'air et d'adaptation aux effets des changements climatiques.

Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA)

Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA) adopté en 1999 définissait des orientations pour l'amélioration de la qualité de l'air en Languedoc-Roussillon. C'est un document de planification, d'information et de concertation destiné à réduire, à moyen terme, la pollution atmosphérique.

Schémas Régionaux de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables (S3REnR)

Le Schéma Régional de Raccordement au Réseau Des Énergies Renouvelables (S3REnR) de la région Languedoc Roussillon a été approuvé le 23/12/2014 par le préfet de région et publié au recueil des actes administratifs de la région le 08/01/2015.

La production d'énergie renouvelable dans la région Languedoc Roussillon est en fort développement depuis plusieurs années. Cette croissance s'explique principalement par celle du photovoltaïque, l'éolien restant relativement stable.

Depuis sa validation au 8 janvier 2015, 155 MW sur les 1729 MW de capacités réservées proposées par le S3REnR Languedoc Roussillon ont été utilisées par des projets rentrés en file d'attente et 3 MW ont été mis en service. L'utilisation des transferts de capacité réservée a permis jusqu'à maintenant de répondre positivement à l'ensemble des producteurs souhaitant se raccorder au réseau. Aucune zone n'est actuellement contrainte en termes de capacité réservée restante.

Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV)

Un territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) est un territoire d'excellence de la transition énergétique et écologique. La collectivité s'engage à réduire les besoins en énergie de ses habitants, des constructions, des activités économiques, des transports, des loisirs. Elle propose un programme global pour un nouveau modèle de développement, plus sobre et plus économe.

2.6.4.3 BILAN ÉNERGÉTIQUE DE LA COMMUNE

Un des objectifs du SRCAE était de porter à 29% à l'horizon 2020, la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale. Le tableau ci-dessous récapitule les objectifs du SRCAE pour les filières éolien, photovoltaïque et hydroélectricité, ainsi que les données collectées pour les années 2010, 2011 et 2012 en Occitanie.

En 2010 et 2011, la part de la production d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale s'approche des 12%.

Filière	Production 2010 (GWh)	Production 2011 (GWh)	Production 2012 (GWh)	Objectifs SRCAE 2020 (GWh)
Hydroélectricité	2809	2240	2773	3107
Eolien	1074	1078	1216	5000
Photovoltaïque	74	209	397	2200

Consommation d'électricité et de gaz

Les données de consommation d'électricité et de gaz proviennent du service statistique du ministère en charge de l'énergie (SDES).

Ces données sont transmises par les énergéticiens en application de l'article 179 de la loi de transition énergétique pour une croissance verte.

Pour les données communales, dans un nombre restreint de communes, une consommation électrique dans le secteur résidentiel peut apparaître comme égale à 1MWh. Cela correspond soit à des livraisons inférieures à 200 MWh soit à moins de 11 abonnés dans la commune.

Énergies renouvelables (ENR)

Les données de puissances en énergies renouvelables (ENR) raccordées au réseau proviennent de deux sources différentes :

- D'une part, un fichier en provenance du SDES indiquant les puissances raccordées en ENR par commune ; Ce fichier ne comprend que les installations d'ENR soumises à des obligations d'achat (plus de 12MW).
- Ces données ont été complétées par celles issues du répertoire des installations raccordées au réseau

Modes de chauffage

Les données relatives aux modes de chauffage des logements sont issues des exploitations principales des enquêtes annuelles de recensement de l'Insee de 2008 et de 2013.

La maîtrise des consommations d'énergie est un enjeu important au regard de la hausse du coût de l'énergie (qui, corrélée aux faibles revenus des ménages dans la région, conduit à des situations de précarité énergétique) et de la croissance de la demande énergétique accompagnant le dynamisme démographique.

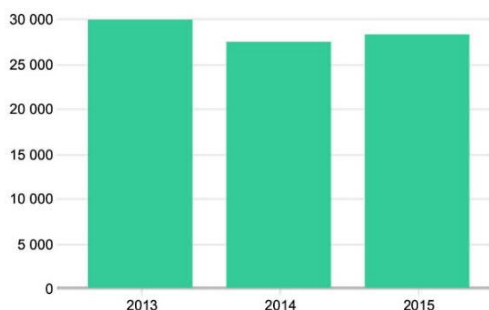
Par ailleurs, la maîtrise des consommations d'énergie est directement liée à la protection de l'environnement et à la santé (les consommations énergétiques sont à l'origine de la majorité des émissions de polluants atmosphériques) ainsi qu'à l'atténuation du changement climatique (la combustion d'énergie est fortement émettrice de gaz à effet de serre).

ÉNERGIE - CONSOMMATIONS EN ÉLECTRICITÉ ET GAZ

Une décroissance des consommations d'énergie

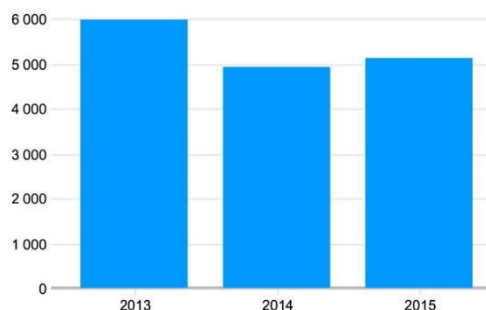
La consommation d'énergie a diminué de 10% entre 2013 et 2015, en raison d'une utilisation d'énergie renouvelable.

Évolution des consommations d'électricité



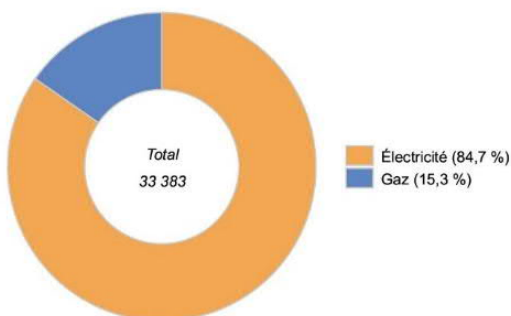
Source : SDES, donnée art 179 de la LTECV (MWh)

Évolution des consommations de gaz



Source : SDES, donnée art 179 de la LTECV (MWh)

Répartition des consommations



Source : SDES, donnée art 179 de la LTECV - 2015

Consommation moyenne par point de livraison

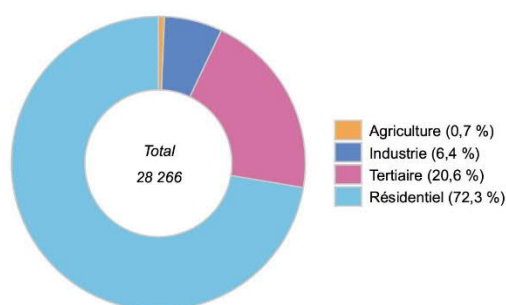
Indicateurs	Sommières	Occitanie
Électricité en résidentiel (MWh)	6,7 ▲	5,2
Gaz en résidentiel (MWh)	16,2 ▲	12,5

Source : SDES, donnée art 179 de la LTECV - 2015

Une forte consommation par habitat

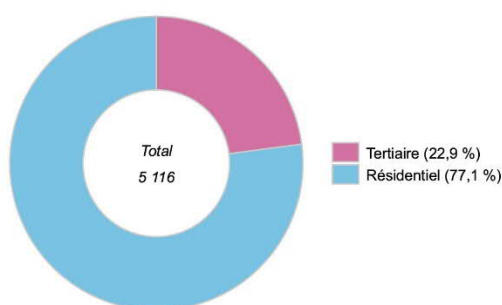
Les résidents représentent 72,3% des consommations du territoire à eux seuls. Le poids des secteurs résidentiel et tertiaire dans la consommation énergétique est plus important dans la commune qu'à l'échelon national et le constat est inverse pour le secteur industriel. Cette caractéristique est directement liée à la structure de l'économie communale où l'industrie est peu présente.

Consommation d'électricité par secteurs



Source : SDES, art 179 de la LTECV - 2015

Consommation de gaz par secteurs



Source : SDES, art 179 de la LTECV - 2015

Consommation d'électricité par secteur d'activité

Indicateurs	Sommières	Occitanie
Agriculture (MWh)	188	249 440
Industrie (MWh)	1 804	5 533 081
Tertiaire (MWh)	5 825	8 231 299

Consommation de gaz par secteur d'activité

Indicateurs	Sommières	Occitanie
Agricole (MWh)	0	137 793
Industrie (MWh)	0	3 552 635
Tertiaire (MWh)	1 173	3 264 978

ÉNERGIE - ENR ET MODE DE CHAUFFAGE

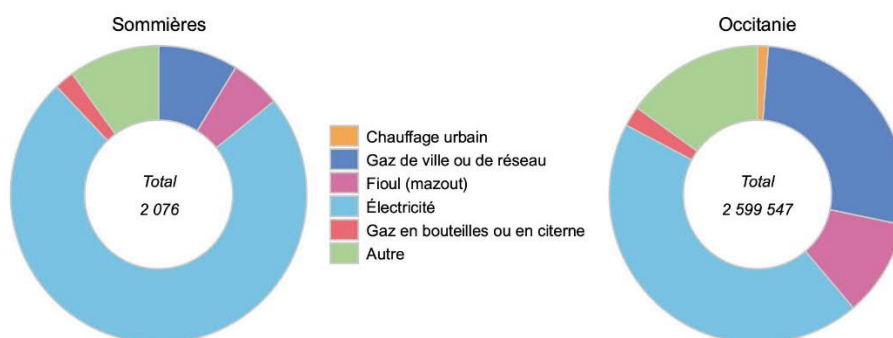
Le chauffage est le principal usage d'énergie dans les logements. L'électricité est l'énergie la plus utilisée dans les logements. Elle représente plus particulièrement 73,7% des consommations pour le chauffage, suivie du gaz de ville (8,7%) et du fioul (5,5%).

Mode de chauffage principal des résidences principales (Nombre de résidences principales et %)

Indicateurs	Sommières
Chauffage urbain	0
Gaz de ville ou de réseau	181
Fioul (mazout)	114
Électricité	1 530
Gaz en bouteilles ou en citerne	45
Autre	206

Source : Insee EAR - 2014

Répartition du mode de chauffage



Source : Insee - EAR - 2014

2.6.4.4 PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUVELABLE POTENTIELLE

LA PRODUCTION DE CHALEUR ET/OU DE FROID

Le Grenelle Environnement a rappelé le rôle indispensable des réseaux de chaleur pour le développement des Energies Renouvelables et de Récupération (EnR&R). En effet, les réseaux permettent d'une part de valoriser de manière optimum la biomasse, la géothermie, la chaleur de récupération... et d'autre part d'exprimer la volonté d'une collectivité de se saisir, sur son territoire, des enjeux liés à l'énergie, depuis la production jusqu'à l'usager final.

Le Fonds Chaleur prévoit un soutien spécifique à l'investissement sur le "réseau de distribution" (Pompes et régulations du réseau, tuyaux isolés, génie civil des tranchées, les équipements en sous stations) qui pourra s'ajouter aux aides mises en place pour les installations de production de chaleur renouvelable (biomasse, géothermie...).

Ce soutien est conditionné au fait que les besoins de chaleur du réseau soient assurés par des EnR&R à hauteur de 50% minimum ou que le maître d'ouvrage s'engage, suite à la réalisation d'un "schéma directeur" de programmation de travaux sur le réseau, à atteindre les 50% d'EnR&R dans les prochaines années

Cette condition est en cohérence avec les recommandations du Grenelle Environnement (réglementation, classement des réseaux ...) et notamment celle, déjà effective, d'appliquer un taux de TVA réduit (5,5%) sur l'intégralité du prix de vente de la chaleur des réseaux alimentés par 50% d'EnR&R.

Les opérations de création et d'extension de réseaux de chaleur sont éligibles selon certains critères de cohérence urbanistique, de performance et de taille. L'aide financière du Fonds Chaleur pour la création ou l'extension de réseaux de chaleur pourra atteindre 60% d'une assiette plafonnée.

En outre l'article 85 de la loi Grenelle 2 instaure la possibilité pour les collectivités territoriales de classer par délibération un réseau de distribution de chaleur et de froid existant ou à créer. Ainsi toute installation d'un bâtiment neuf ou faisant l'objet de travaux de rénovation importants excédant un niveau de puissance de 30 kW entraîne l'obligation de se raccorder au réseau concerné.

Les installations de production de chaleur

Les installations de production de chaleur produisent l'énergie calorifique nécessaire pour alimenter le réseau. Elles garantissent la température de l'eau ou la pression de la vapeur dans les canalisations jusqu'aux consommateurs.

Les canalisations

Un réseau de chaleur fonctionne en circuit fermé : il comprend donc toujours au moins deux canalisations : l'une pour distribuer la chaleur vers les utilisateurs, l'autre pour le retour du fluide refroidi vers les installations de production.

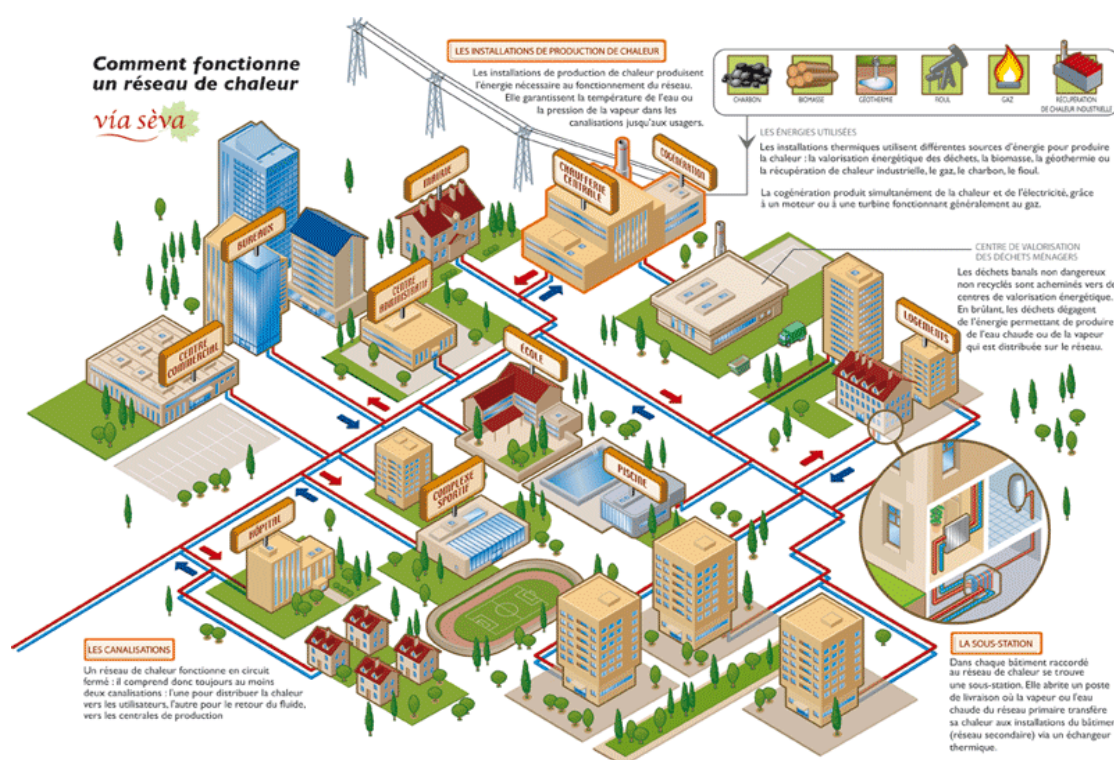
Les sous-stations

Dans chaque bâtiment raccordé au réseau de chaleur se trouve une sous-station qui abrite le poste de livraison, où l'eau chaude (ou la vapeur) transfère sa chaleur aux installations du bâtiment via un échangeur thermique. C'est dans la sous-station que le comptage de la chaleur livrée est effectué. C'est également au niveau de la sous-station que l'on distingue le réseau « primaire » (qui relie la ou les installations de production au bâtiment) du réseau « secondaire » (qui distribue la chaleur dans un bâtiment ou groupe de bâtiments). Par exemple, sur la commune de Montpellier, la chaufferie centrale d'alimentation du réseau urbain est une chaufferie bois, qui couvre 70 % des besoins énergétiques des abonnés.

Une chaudière d'appoint, généralement au gaz ou au fioul, vient assurer le complément nécessaire en hiver.

LE SOLAIRE THERMIQUE

Le solaire thermique permet la production d'eau chaude. Le Grenelle de l'Environnement a, pour cette filière, fixé des objectifs ambitieux pour les secteurs résidentiel, collectif, tertiaire, industriel et agricole : produire à l'horizon 2020 (hors résidentiel individuel), 110 000 tep/an (tep : tonnes d'équivalent pétrole) soit un supplément de production de 100 000 tep/an par rapport à 2006.



Certains projets se focalisant prioritairement sur les installations de chauffe-eau solaires collectifs (CESC) sont soutenus par le Fonds Chaleur. Les différents secteurs concernés sont les suivants : le logement collectif et, par extension, tout hébergement permanent ou de longue durée avec des besoins similaires en eau chaude sanitaire (secteur hospitalier et sanitaire, structures d'accueil, maisons de retraite...) ; le tertiaire privé comprenant les hôtels et hôtels de plein air à usage non saisonnier (camping utilisés au-delà des seuls mois de juillet et août), les piscines collectives, les restaurants, les cantines d'entreprises, les activités agricoles consommatrices d'eau chaude sanitaire (laiteries, fromageries...).

Les aides Fonds Chaleur sont octroyées « aux projets optimisés » dans la mesure où l'installation solaire thermique répond à un certain nombre de critères d'éligibilité, comme notamment la surface de capteurs minimum (50m² depuis le 01/10/2009), et la mise en place systématique d'une procédure de monitoring de l'installation pour la mesure des données de production solaire utile et de consommation d'appoint de l'installation. Les nouvelles installations solaires thermiques éligibles concernent aussi bien les bâtiments neufs que les bâtiments existants. Il est donné la possibilité de réhabiliter des installations solaires thermiques de productions d'eau chaude sanitaire collectives antérieures à 1992.

Toutefois, il est à noter que les installations solaires thermiques peuvent s'effectuer sur tout type d'habitat (individuel ou collectif) mais ne bénéficient pas d'aides du Fonds Chaleur. Ainsi, grâce à l'important gisement solaire de la région, la mise en place de ces installations est facilitée, tout en prenant en compte le guide régional pour l'intégration architecturale des capteurs solaires réalisé par la région Languedoc-Roussillon et l'ADEME.

Le nombre d'installations à Sommières n'est pas connu. L'implantation d'un réseau de chaleur thermique peut être opportun mais l'évaluation des coûts et des avantages que peuvent en retirer la commune de Sommières et ses habitants restent à définir.

LA GEOTHERMIE

La géothermie constitue également une énergie renouvelable potentiellement intéressante à exploiter. La principale application est le chauffage des bâtiments, soit de façon centralisée par le biais de réseaux de chaleur soit de façon plus individuelle par le biais de pompes à chaleur couplées à des capteurs enterrés. Il s'agit de capter l'énergie contenue dans les couches superficielles du sol quelques dizaines de centimètres, ou du sous-sol à quelques dizaines de mètres de profondeur. Compte tenu de la faible température des terrains superficiels, il est nécessaire d'installer un système thermodynamique pour relever le niveau de température (pompe à chaleur).

Le Grenelle de l'Environnement prévoit une production de 500 000 tep/an pour le secteur de la géothermie sur aquifère profond, soit un supplément de production de 370 000 tep/an par rapport à 2006. Il prévoit également que le secteur de la géothermie intermédiaire produira 250 000 tep/an à l'horizon 2020 soit un supplément de production de 200 000 tep/an par rapport à 2006.

Géothermie profonde :

Cette filière concerne l'exploitation des aquifères d'une profondeur supérieure à 200 m. Compte tenu de l'importance des investissements à mettre en œuvre, lorsque notamment les aquifères valorisés sont très profonds, on associe généralement cette filière à des réseaux de chaleur aptes à desservir jusqu'à plusieurs milliers de logements.

Cette association avec des réseaux de chaleur n'est cependant pas systématique et dépendra de la profondeur de l'aquifère exploité et du montant des investissements engagés pour l'exploiter. Des utilisations pour l'agriculture (pisciculture, serre...) sont aussi envisageables.

Nature des opérations éligibles:

Par définition, sont éligibles toutes les opérations de valorisation thermique de ressources géothermales profondes, parmi celles-ci :

- la réalisation du puits géothermal (doublet, triplet ...) avec création d'un réseau de chaleur associé ou injection dans un réseau existant.
- la mise en œuvre d'une réinjection en aquifère sur une opération existante. D'autres opérations plus spécifiques peuvent aussi être prises en compte comme par exemple :
 - la réalisation d'un doublet (ou triplet ...) sur un aquifère profond peu connu avec (ou sans) création d'un réseau de chaleur associé.
 - la transformation d'un ancien puits pétrolier pour une valorisation thermique de l'eau chaude produite.

Géothermie intermédiaire

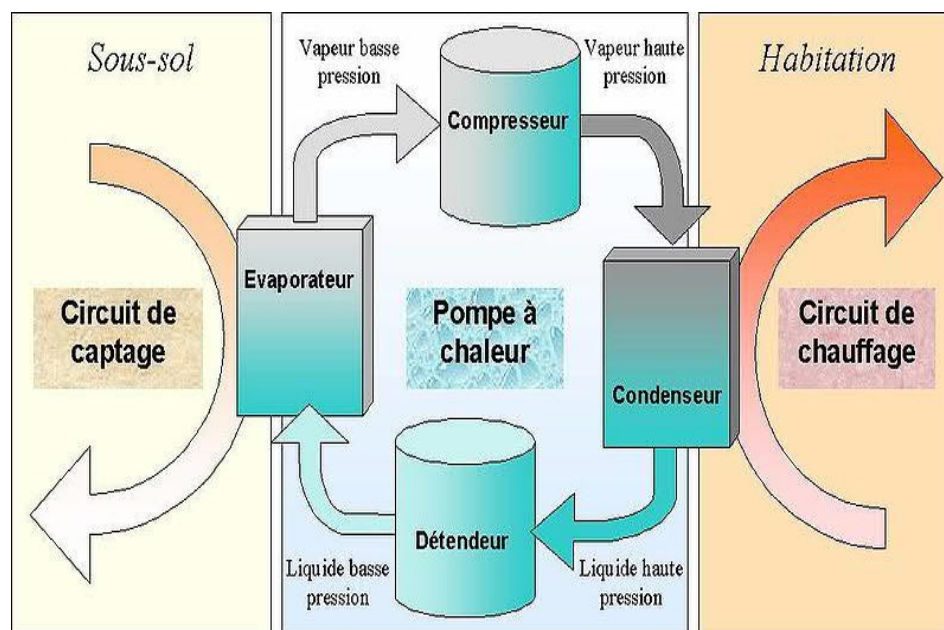
La géothermie intermédiaire quant à elle concerne deux classes d'opérations :

- les opérations avec pompe à chaleur (PAC) sur aquifères superficiels (< 200 m), dites opérations "PAC sur eau de nappe". Ces opérations permettent de valoriser le potentiel thermique de ressources en eaux souterraines superficielles. Les PAC sur eau de nappe permettent d'assurer la couverture de besoins de chauffage, de froid et/ou d'eau chaude sanitaire (ECS) pour des installations de tous les secteurs d'activité.
- les opérations de champs de sondes géothermiques. Il est possible, pour des usages thermiques, de récupérer la chaleur emmagasinée dans le sous-sol par le biais de sondes géothermiques. La profondeur du forage peut atteindre jusqu'à 200m et en fonction de l'importance des besoins thermiques à couvrir il est possible d'installer plusieurs sondes (de 10 à 30 en moyenne) sur le même site; on parle alors de champs de sondes géothermiques. Les installations concernées sont celles du résidentiel collectif et du petit et moyen tertiaire (maisons de retraite, bâtiments communaux, bâtiments industriels, immeubles de bureaux) d'une surface comprise en moyenne entre 500 et 5 000 m².

Les pompes à chaleur :

Le principe de fonctionnement des pompes à chaleur consiste à puiser les calories présentes dans le sol, dans l'eau ou dans l'air grâce à un circuit fermé, couplé à un compresseur. Un réseau de pompes à chaleur sol – air repose sur un réseau de tubes en polyéthylène enfoui à une profondeur de 50 cm à 1,5 m, où circule un fluide frigorigène.

Selon l'ADEME, les pompes à chaleur géothermique permettent de générer, par leurs performances énergétiques, de grandes économies d'énergie et de coûts d'exploitation lorsqu'elles viennent se substituer à un système de chauffage classique. En effet ce système permet en moyenne de diviser par trois l'énergie nécessaire au chauffage et fonctionne sans énergie d'appoint.



Fonctionnement d'une pompe à chaleur géothermique à fluides intermédiaires

Cependant, ce système nécessite une surface équivalente à une 1,5 à 2 fois la surface habitable à chauffer. Pour une maison de 150 m², le capteur occupe entre 225 et 300 m² de jardin. Compte tenu des typologies envisagées au sein du futur quartier, seul les lots libres seront susceptibles d'accueillir ce type de procédé. Il est possible de semer du gazon, de recouvrir le terrain d'un massif de fleurs, de buisson ou de créer un jardin potager, toutefois la plantation d'arbres est à proscrire afin d'éviter d'endommager le système.

Le puits canadien (ou puits provençal) :

Le puits canadien est constitué d'un réseau de ventilation qui met à profit la géothermie. Un réseau de tuyaux enterrés à une profondeur allant de 1,5 à 2,5m est couplé à une ventilation mécanique classique : Ainsi, l'air qui rentre dans le bâti se préchauffe grâce à la chaleur et à l'inertie thermique du sol.

Il s'agit d'un système d'appoint, qui module la température à l'intérieur des habitations.

En moyenne le puits canadien augmente la température de 5 à 6°C en hiver et est fonctionnel jusqu'à une température ambiante de 14°C. Le gain énergétique en matière de chauffage est compris dans une fourchette allant de 800 KWh/an à 1600 KWh/an. Une étude de sols spécifique devra être diligentée à la parcelle afin de déterminer au mieux l'opportunité du choix de tels procédés.

LA BIOMASSE : BOIS, PAILLE, SOUS-PRODUITS AGRICOLES OU AGRO-ALIMENTAIRES

La solution biomasse est tout particulièrement adaptée au chauffage de bâtiments à forte consommation à l'exemple des réseaux de chaleur urbains, des hôpitaux ou des piscines. Plus de 1500 chaufferies collectives au bois assurent en France l'alimentation directe (ou via un réseau de chaleur) de villes, de quartiers, d'ensembles immobiliers ou d'équipements publics.

Un réseau de chaleur est une installation comprenant une chaufferie fournissant de la chaleur à plusieurs clients par l'intermédiaire de canalisations de transport de chaleur. Le réseau de chaleur est ainsi le support du service de chauffage urbain. Le réseau de chaleur comprend une ou plusieurs unités de production de chaleur, un réseau de distribution primaire dans lequel la chaleur est transportée par un fluide caloporteur, et un ensemble de sous-stations d'échange, à partir desquelles les bâtiments sont desservis par un réseau de distribution secondaire. La chaleur est produite par une unité de production et ensuite transportée par un fluide caloporteur (généralement de l'eau surchauffée ou de la vapeur d'eau sous pression) dans divers lieux de consommation :

- logement ;
- bâtiments publics (scolaire, hospitalier...) ;
- immeubles de bureaux ;
- industrie

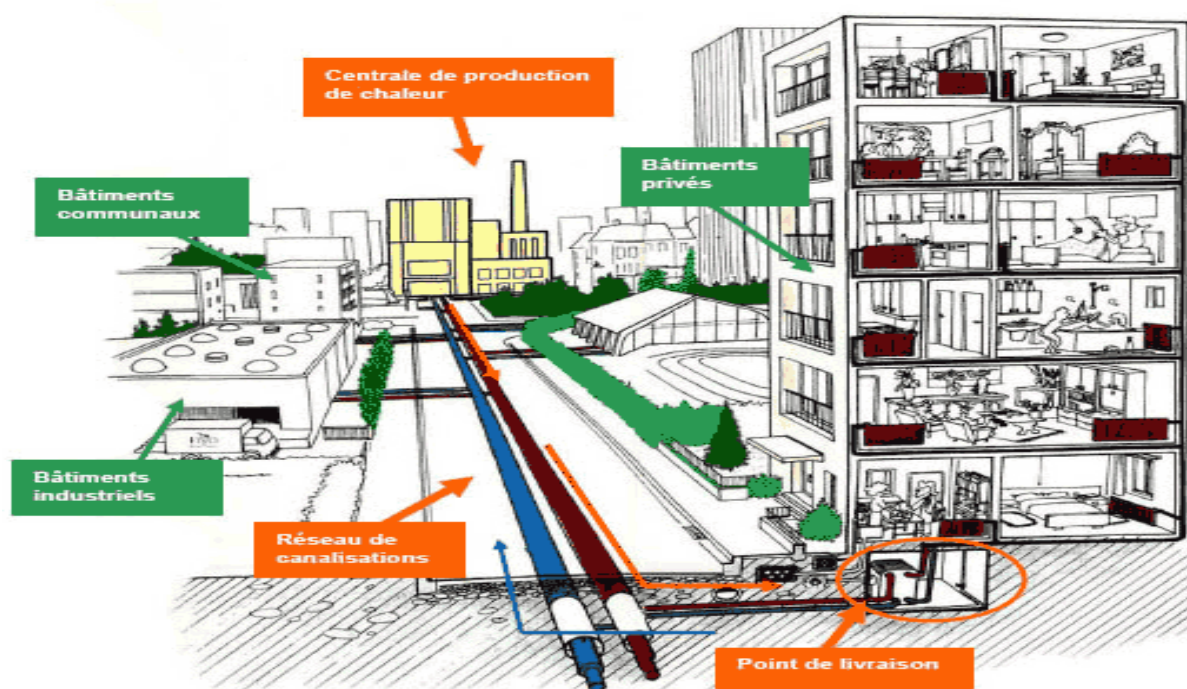


Schéma de fonctionnement d'un réseau de chaleur

Le réseau de chaleur à envisager alimenterait les équipements publics et les logements collectifs et intermédiaires. Le projet s'appuie sur une filière d'approvisionnement de bois issu uniquement de déchets de palette et d'élagage transformés, ce qui garantit une production optimale de la chaleur à partir d'énergies renouvelables.

La décision de création d'un tel réseau pourra s'envisager et se définir plus précisément. Il s'agira notamment d'appréhender le coût de création d'un tel équipement et les délais d'amortissement du réseau.

LA PRODUCTION D'ELECTRICITE

ENERGIE EOLIEN

Alors que la consommation totale d'énergie de la région Languedoc Roussillon s'est élevée en 2012 à 59 093 GWh, dont environ 16 664 GWh sous forme d'électricité, la région possède un parc éolien de 472 MW raccordés fin 2012 qui a produit 1189 GWh, ce qui la place au 5ème rang national en termes de production en 2013.

Pour mémoire le « Schéma des services collectifs de l'énergie » publié en 1999 mentionnait une puissance installée cette année-là de 10 MW. Les objectifs de développement de l'éolien (700 MW en 2020) étaient alors fondés sur des implantations d'éoliennes dans des zones où les vitesses de vent étaient supérieures à 6 m/s. Depuis, la technologie des éoliennes a évolué et permet d'exploiter des zones moins ventées, ce qui a conduit à réactualiser les cartes de gisement de vent. Le potentiel exploitable, longtemps estimé à 1 000 MW, s'en trouve ainsi très fortement accru.

La quasi-totalité de la région est désormais exploitable et le potentiel « brut » correspondant s'établit à plusieurs milliers de mégawatt. Les mesures anémométriques réalisées dans la région de Montpellier révèlent qu'il existe deux grands types de vents :

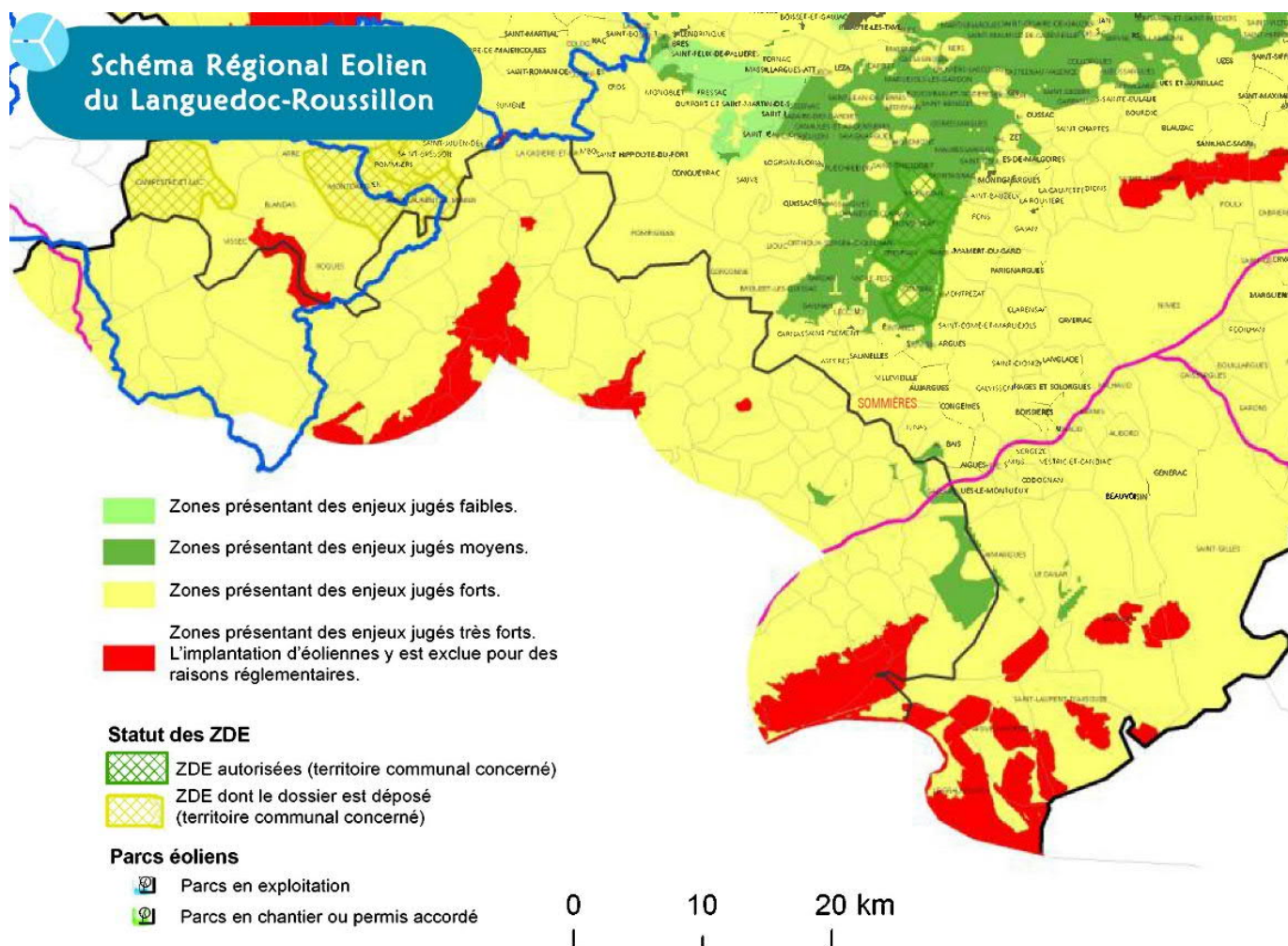
- la Tramontane, vent froid, sec et violent, de nord-ouest, très fréquent en hiver et au printemps,
- le Mistral, vent soufflant du nord nord-est

Toutefois, l'extrême richesse de la région du point de vue patrimonial, culturel et environnemental ne peut être ignorée et la prise en compte des enjeux correspondants est indispensable à la définition de zones dans lesquelles ce potentiel éolien pourra être exploité.

Le décret du 16 juin 2011 relatif au SRCAE, dispose que le schéma régional éolien « *identifie les parties du territoire régional favorables au développement de l'énergie éolienne [...] Il établit la liste des communes dans lesquelles sont situées ces zones.*

Les territoires de ces communes constituent les délimitations territoriales du schéma régional éolien au sens de l'article L.314-9 du code de l'énergie »

Il ressort que la commune de Sommières n'est pas propice au développement de l'énergie éolienne car elle présente des enjeux forts écologiques (zones jeunes).



Le schéma régional éolien du Languedoc-Roussillon a annulé par la justice le 13 Novembre 2017, la cour administrative d'appel de Marseille a estimé "qu'aucune évaluation environnementale n'a été réalisée".

ENERGIE SOLAIRE

L'analyse du potentiel photovoltaïque des futurs logements est fondée sur le Système d'Information Géographique (SIG) et les logiciels de calculs proposés par le « Joint Research Center », qui est un programme de recherche piloté par la Commission Européenne.

La carte ci-avant représente la somme annuelle d'irradiation en kWh/m² pour une surface horizontale et inclinée de façon optimale.

Le département de l'Hérault présente ainsi un ensoleillement important, en moyenne de 1 500 kWh/m², ce qui en fait l'un des départements les plus avantageux en termes de potentiel théorique d'énergie solaire, derrière les départements littoraux de Provence Alpes Côte d'Azur.

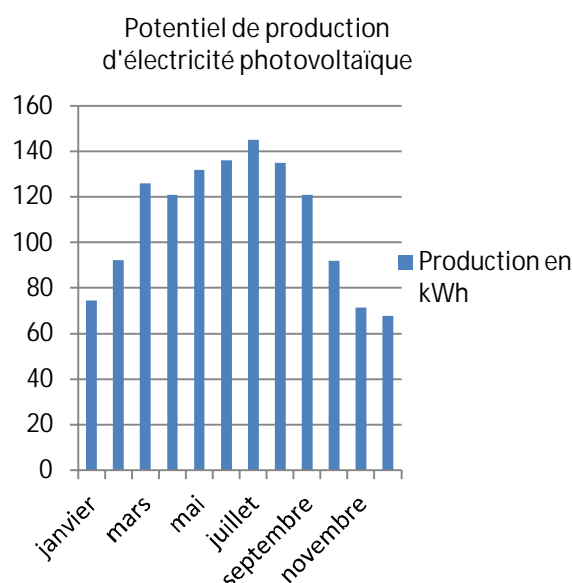
La même légende de couleur représente aussi l'électricité solaire potentielle [kWh/kWp] produit par un système de 1kWp / an avec des modules photovoltaïques montés à une inclinaison optimum et supposant un taux de rendement du système de l'ordre de 0,75.

Sur la base des données d'irradiation solaire mensuelles moyennes constatée à Sommières, le programme évalue le potentiel de production d'électricité photovoltaïque, avec une installation en silicium ou en couche mince d'une capacité de 1kW de puissance intégrée au bâti.

L'hypothèse de puissance retenue requiert une installation équivalente à environ 10m² de panneaux solaires. Les données techniques retenues pour l'estimation sont :

- une orientation plein sud
- une inclinaison de 36°
- des pertes estimées à 27 % (dus : à 10,4% pour la température, à 2,6% aux réverbérations et 14% à l'installation électrique).

Les résultats pour une installation de 1 kW de puissance sont les suivants (voir ci-contre) :



Soit une capacité annuelle estimée à 1310 kWh, ce qui permet une moyenne mensuelle de 110 kWh produits pour environ 10 m² de panneaux photovoltaïques. Afin de développer l'énergie photovoltaïque, l'Etat, à la suite des Grenelles I et II, a mis en place une tarification d'achat de l'électricité produite. Celle-ci peut être rachetée par EDF ou tout autre opérateur non nationalisé, dès que la demande en est faite par le producteur d'électricité. Le dispositif de soutien au photovoltaïque prévoit des tarifs d'achats, ajustés chaque trimestre et garantis sur une durée de 20 ans. Les tarifs de rachat ont une tendance à la baisse.

Type d'installation	Puissance (kWc)	Tarifs (c€/kWh)
Intégration au bâti (IAB)	0-9	24,63
Intégration simplifiée au bâti (ISB)	0-36	13,27
	36-100	12,61
Non intégré au bâti ou IAB/ISB > 100kWc	< 12000	5,80

Tarif en vigueur pour les installations dont la demande complète de raccordement a été envoyé entre le 1^{er} avril 2016 et le 30 juin 2016.

Critères d'intégration au bâti	Critères d'intégration simplifiée au bâti
<ul style="list-style-type: none"> - Bâtiment clos et couvert (sur toutes les faces latérales) : - Le système PV est installé sur une toiture assurant la protection des personnes, des animaux, des biens ou des activités. - Le système PV est installé dans le plan de la toiture* - Le système PV remplace des éléments du bâtiment qui assure le clos et le couvert, et assure la fonction d'étanchéité - Le démontage du module ou du film ne peut se faire sans nuire à la fonction d'étanchéité assuré par le système PV ou rendre le bâtiment impropre à l'usage <p>Si modules rigides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modules rigides doivent constituer l'élément principal d'étanchéité du système. <p>Si films souples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'assemblage est effectué en usine ou sur site. Dans ce dernier cas, il doit faire l'objet d'un contrat de travaux unique. <p>Exceptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bâtiment clos et couvert (sur toutes les faces latérales) - Le système PV est installé sur un bâtiment assurant la protection des personnes, des animaux, des biens ou des activités. - le système PV remplit au moins l'une des fonctions suivantes : - allège - bardage - brise soleil - garde-corps de fenêtre, de balcon ou de terrasse - mur-rideau 	<ul style="list-style-type: none"> - Le système PV est installé sur la toiture d'un bâtiment assurant la protection des personnes, des animaux, des biens ou des activités - le système PV est parallèle au plan de la toiture - le système PV remplace des éléments du bâtiment qui assurent le clos et couvert, et assure la fonction d'étanchéité <p>Exceptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le système PV est installé sur une toiture assurant la protection des personnes, des animaux, des biens ou des activités. - le système PV est installé sur un bâtiment et remplit au moins l'une des fonctions suivantes : - allège - bardage - brise soleil - garde-corps de fenêtre, de balcon ou de terrasse - mur-rideau <p>Exceptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation PV est continue et recouvre au moins l'ensemble du plancher haut du bâtiment donnant sur l'extérieur ainsi que les acrotères, à l'exception des parties où le recouvrement est techniquement impossible (présence de locaux technique ou d'équipement technique de chauffage ventilation et conditionnement d'air) - l'installation PV protège l'ensemble du bâtiment du soleil et est étanche à l'eau, à l'exception des parties où le recouvrement est techniquement impossible. - l'installation PV permet l'accès aux équipements et locaux techniques et à la maintenance de l'étanchéité.

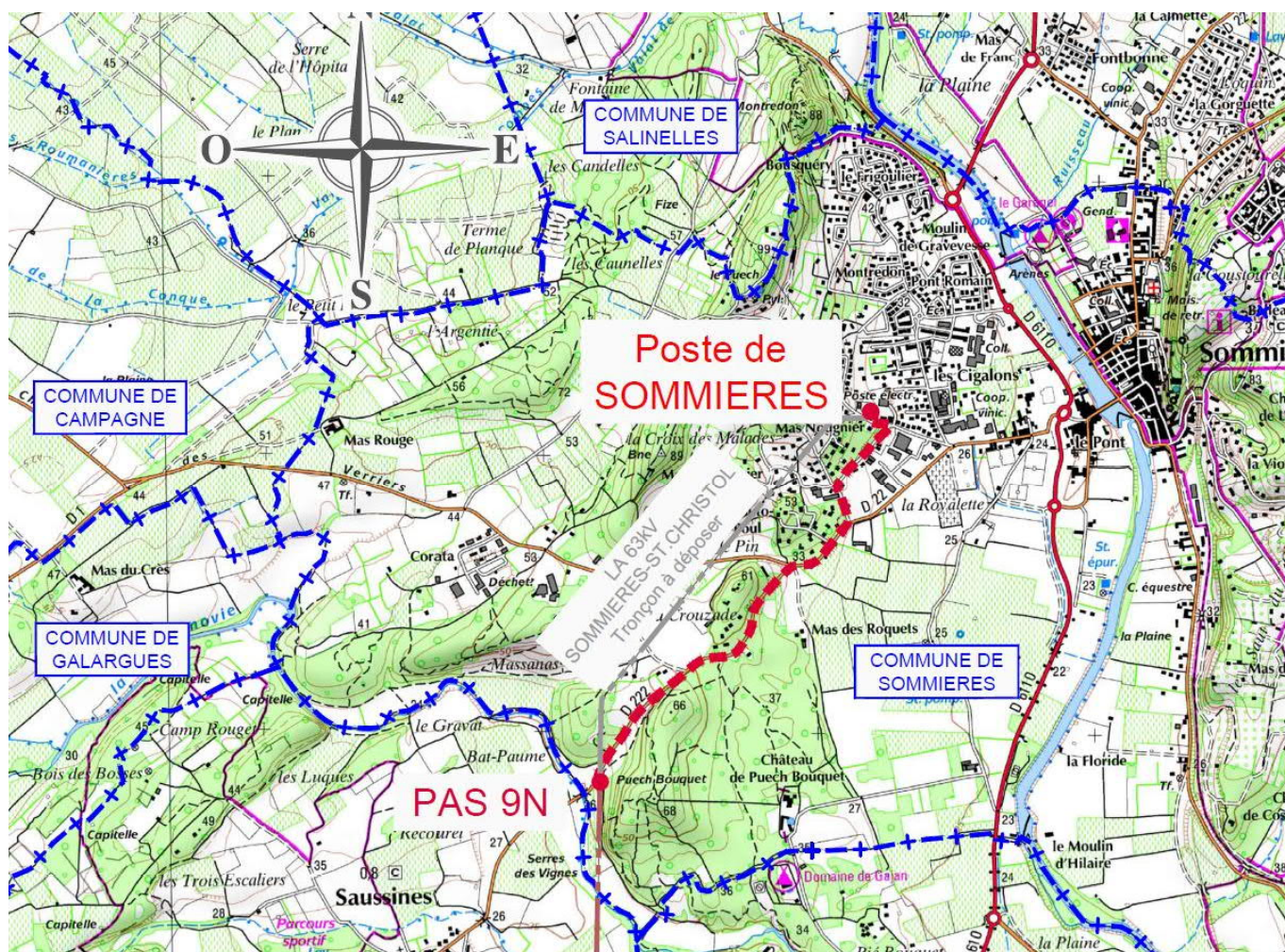
La commune et la CCPS ont un projet d'implantation de centrale photovoltaïque sur le secteur de la zone d'activités de Corata.

2.6.4.5 L'ENFOUISSEMENT DE LA LIGNE ÉLECTRIQUE SOMMIÈRES/ST CHRISTOL

Dans le cadre de la réalisation du lycée de Sommières, RTE a procédé à la mise en souterrain de la ligne aérienne 63Kv Sommières-St Christol du poste de Sommières au futur pylône aéro-souterrain n°9N.

Cette opération a permis de libérer l'emprise foncière du lycée et de la zone à urbaniser contiguë.

Elle améliore par ailleurs la qualité de vie de l'ensemble du secteur et les perceptions sur le paysage environnant.



Légende :

- Liaison souterraine
- LA 63KV SOMMIERES-ST.CHRISTOL Existante
- LA 63KV SOMMIERES-ST.CHRISTOL Tronçon déposé
- +--+ Limite de commune

Projet de mise en souterrain partielle : source RTE

2.6.5 LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Avec Wi-Gard, le Département pilote et finance l'accès au très haut débit pour tous les Gardois qui n'habitent pas dans les zones équipées par les opérateurs privés. Le Département garantit ainsi l'égalité d'accès de tous aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Le réseau du département du Gard déploie :

- la montée en débit, MED (la fibre jusqu'à l'armoire de rue téléphonique)
- l'aide à l'équipement pour accéder à internet par satellite (sites isolés)
- la fibre jusqu'à l'utilisateur.

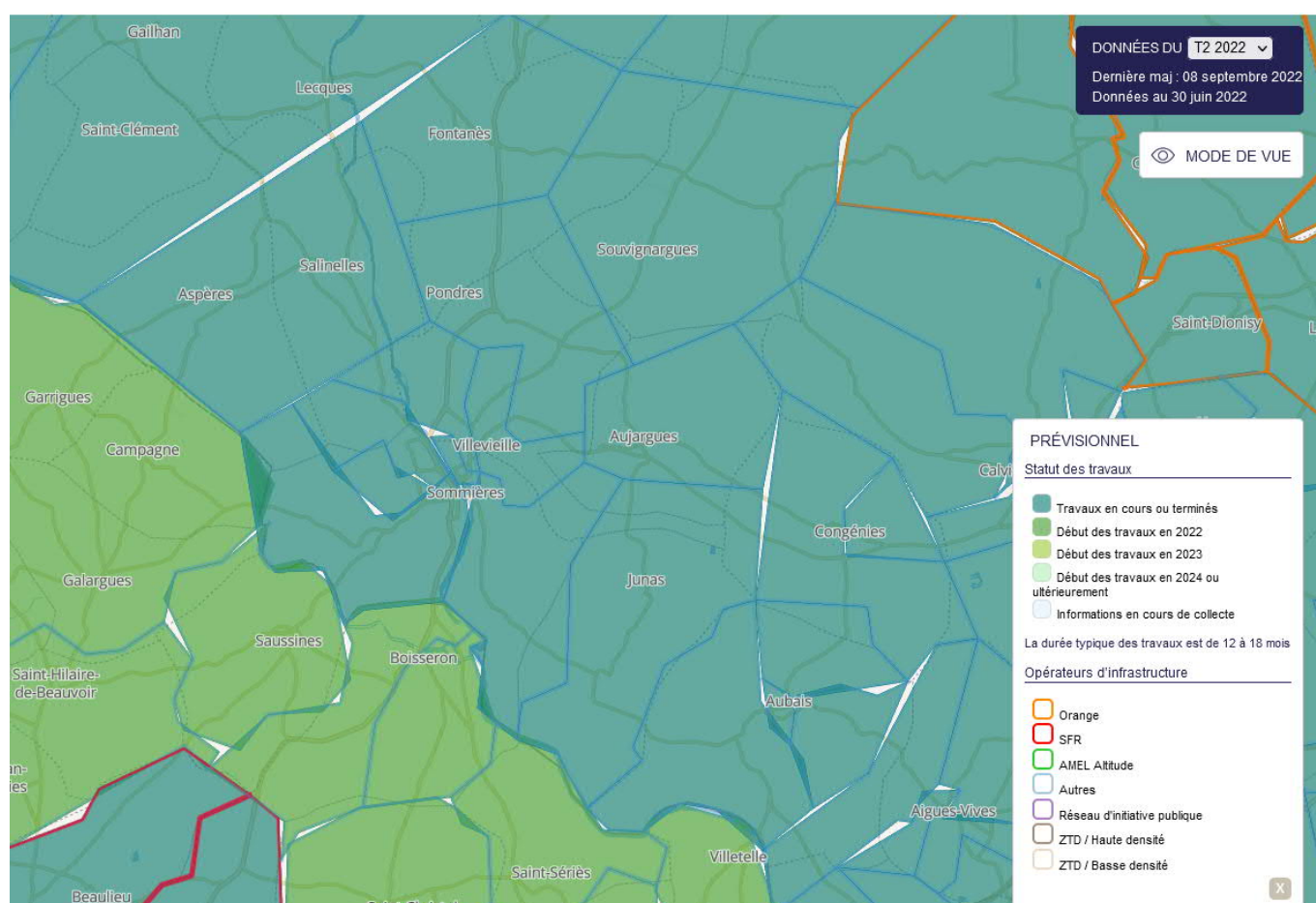
Courant septembre 2018 la convention pour le déploiement du Très Haut Débit a été actée. D'ici à 2022, tous les habitants du Gard, y compris dans les zones rurales, devront pouvoir bénéficier d'un accès à internet rapide et performant. La délégation de service public a été signée lundi 17 septembre entre le département du Gard et SFR.

Aujourd'hui la commune dispose de l'ADSL, l'ADSL2+ et VDSL2. Ces données ne signifient pas que toutes les lignes téléphoniques situées à Sommières sont éligibles à l'ADSL/VDSL2. Au sein d'une même commune, on trouve en effet de nombreuses inégalités d'accès à Internet haut-débit, notamment pour les débits et l'éligibilité à la TV par ADSL.

Le débit de la connexion ADSL, l'accès au dégroupage, et la télévision par ADSL dépendent du niveau d'équipement du nœud de raccordement (NRA) sur lequel chaque logement est raccordé, et des caractéristiques de la ligne téléphonique disponibles.

La fibre optique est désormais disponible sur la commune de Sommières avec des offres proposées par 4 fournisseurs d'accès.

Au 31/03/2022, selon les données ARCEP, plus de 80% des locaux étaient éligibles à la fibre optique soit 2 873 locaux fibrés. En un an, 1 073 nouveaux locaux ont ainsi été raccordés à la fibre.



Carte déploiement fibre (source : ARCEP)

3. LES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

3.1 LE PADD, ÉLÉMENT FONDATEUR DU PLU

3.1.1 UNE APPROCHE NOUVELLE DU DOCUMENT D'URBANISME

Depuis les lois Grenelle 1 et 2 et ALUR (Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé) du 24 mars 2014, les PLU doivent ainsi œuvrer pour la prise en compte de l'environnement, en faveur de la densification, de la protection des espaces naturels et agricoles, de la mutualisation des stationnements et de la végétalisation en ville...

Le 27 mai 2014, la Ville de Sommières délibérait pour engager la révision de son Plan Local d'Urbanisme. **Le PLU doit traduire un projet urbain d'aménagement durable du territoire : le PADD**, qui selon l'article L 151-5 du Code de l'Urbanisme, définit :

« 1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles. »

Autrement dit, le PADD définit les orientations de tous les grands éléments structurels qui régissent la vie urbaine. Les objectifs d'aménagement et d'urbanisme prévus à l'article L.101-2 du code de l'urbanisme sont des objectifs fondamentaux d'équilibre qui s'appliquent à l'ensemble du territoire national. Il s'agit, grâce aux documents d'urbanisme, de déterminer les conditions permettant d'assurer :

« 1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

Ces objectifs d'ordre général trouvent des réponses adaptées au contexte local dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLU de Sommières révisé.

Par ailleurs, la loi impose au PADD de respecter la notion de « développement durable » dont les principes peuvent être résumés de la façon suivante :

- satisfaire les besoins d'aujourd'hui sans obérer l'avenir,
- préserver l'environnement, les milieux naturels, les paysages, le patrimoine et améliorer le cadre de vie,
- répondre aux besoins de la population actuelle et des générations futures, sans discrimination et dans le respect du principe d'équité entre citoyens,
- promouvoir une utilisation économe et équilibrée de l'espace,
- créer les conditions d'implantation durable de l'emploi, en prévoyant les évolutions et réversibilités nécessaires,
- maîtriser les besoins en circulation automobile, promouvoir les transports en commun et les modes « actifs » de déplacement.

3.1.2 LE PROJET DE DEVELOPPEMENT POUR LES 10 PROCHAINES ANNÉES

L'élaboration des orientations et objectifs du PADD repose, au-delà des enjeux globaux, sur des enjeux locaux. Les enseignements du diagnostic sont alors la matière première pour construire le PADD, matière d'autant plus essentielle qu'elle est ancrée dans la réalité du territoire, en traduit les atouts et les faiblesses : c'est le substrat du projet de ville.

Le diagnostic et l'état initial de l'environnement ont permis d'identifier les principaux enjeux propres au territoire.

- Ils sont faits de **points sensibles** qu'il faut traiter et valoriser :
 - la problématique des divisions parcellaires depuis la loi ALUR qui pose des problèmes de qualités urbaines et de gestions des flux et du stationnement,
 - une évolution démographique très dépendante de la disponibilité du foncier et donc de l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs.
 - un usage prépondérant de la voiture,
 - des risques et des nuisances (risque d'inondation, incendie...) qui contraignent le développement urbain,
 - un espace urbain fragmenté (des disparités sociales, des espaces monofonctionnels, des coupures dans le tissu urbain...).
- Mais aussi de **richesses** indéniables dont il faut s'emparer pour construire le projet :
 - une richesse agricole et naturelle qu'il s'agit de valoriser et de préserver,
 - une proximité visuelle avec des sites naturels remarquables et des franges urbaines pouvant être support d'une interaction entre ville et nature,
 - un centre historique de grande qualité et très attractif faisant la renommée de Sommières,
 - un dynamisme culturel et des équipements de proximité, support d'animation de la vie urbaine,
 - de nombreux projets régionaux et locaux qu'il s'agit d'accompagner à travers la mise en place d'un règlement adapté.

Ainsi le PADD se structure en 4 parties distinctes :

En premier lieu, il s'agit de protéger et valoriser le patrimoine urbain, paysager et naturel afin de pérenniser la qualité d'accueil du territoire, garante de son attractivité, notamment touristique.

En second lieu, le projet entend conforter et dynamiser les activités économiques et les équipements collectifs pour renforcer le rôle de pôle urbain local dévolu à Sommières :

Ensuite, la collectivité s'engage à poursuivre un développement urbain et durable et solidaire, permettant au territoire de s'accroître de manière maîtrisée dans le respect de l'environnement.

Enfin, le projet veille à consolider la culture du risque naturel propre à Sommières, non seulement en matière d'inondations mais aussi envers le risque d'incendies de forêt.

3.1.3 JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS :

3.1.3.1 JUSTIFICATION DES OBJECTIFS CHIFFRÉS DE MODÉRATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN.

La consommation d'espaces naturels ou agricoles par le projet de révision du PLU est en réduction par rapport au PLU précédent, comme l'indiquent les données suivantes :

- Tache urbaine existante : 215 Ha
- Potentiel foncier dans le tissu urbain existant : 12 Ha
- Potentiel foncier en extension dédié à l'habitat : 9 Ha
- Potentiel foncier en extension dédié à l'activité : 8,20 Ha
- Potentiel foncier en extension dédié aux équipements : 12,4 Ha
(une partie de ce foncier a été mobilisée pour la construction du lycée Lucie Aubrac)
- Potentiel foncier en extension dédié à l'hébergement touristique : 3,1 Ha

La consommation totale s'élèvera à terme à 259,7 Ha contre 283,90 Ha dans le PLU précédent, **soit une réduction de la consommation d'espaces naturels de 24,2 Ha.**

La révision du PLU permet donc d'envisager un développement urbain garant d'une dynamique démographique et économique tout en préservant les espaces naturels et agricoles de la commune. Ces objectifs chiffrés et spatialisés engagent ainsi la collectivité vers la maîtrise de son développement urbain.

3.1.3.2 PROTÉGER ET VALORISER LE PATRIMOINE URBAIN, PAYSAGER ET NATUREL

La commune de Sommières jouit d'un cadre de vie particulièrement agréable et valorisé par une démographie et une urbanisation jusque-là maîtrisées. Il s'agit donc de mettre en avant cette qualité de vie pour mieux la valoriser et la préserver. Cela passe notamment par :

- la mise en valeur du cœur médiéval : la commune réaffirme sa volonté de valoriser le cœur historique qui fait la renommée de la commune et bénéficie d'une forte fréquentation en période estivale. Le cœur historique fait ainsi l'objet de nombreuses protections au titre des monuments historiques (cf annexe au règlement-liste des servitudes), et la commune entend poursuivre cette démarche de protection. Le 10 avril 2018 la commission régionale du patrimoine et de l'architecture s'est prononcée favorablement à l'inscription et au classement du Pont romain de Sommières au titre des monuments historiques. Le Département étant propriétaire de l'ouvrage, la commune de Sommières a demandé son appui pour la demande d'inscription et de classement.



- la protection des coteaux et des crêtes sensibles : le capital naturel de la commune est très riche. Il s'agit de la préserver et au-delà de la valoriser. Pour remplir cet objectif, la commune a souhaité augmenter la superficie de secteurs classés en zone N.

- la sauvegarde et la mise en valeur des paysages agricoles et naturels sur l'ensemble du territoire et la promotion d'un tourisme vert durable en affirmant le rôle du secteur Massereau comme support d'attractivité : dans le cadre de la diversification de son économie et de son patrimoine culturel, paysager et agricole la commune privilégie sur le secteur Massereau le développement d'un agro-tourisme vert durable. Synonyme de déconnexion pour les urbains, l'agrotourisme présente également un intérêt certain pour les agriculteurs. Il leur permet, entre autres de :

- mettre en valeur et préserver leur patrimoine bâti et naturel ;
- diversifier leurs activités ;
- obtenir un complément de revenus ;
- accueillir et rencontrer des personnes d'horizons variés.

Le tourisme représente donc une activité annuelle pour les agriculteurs et les acteurs en faveur de la protection des paysages.

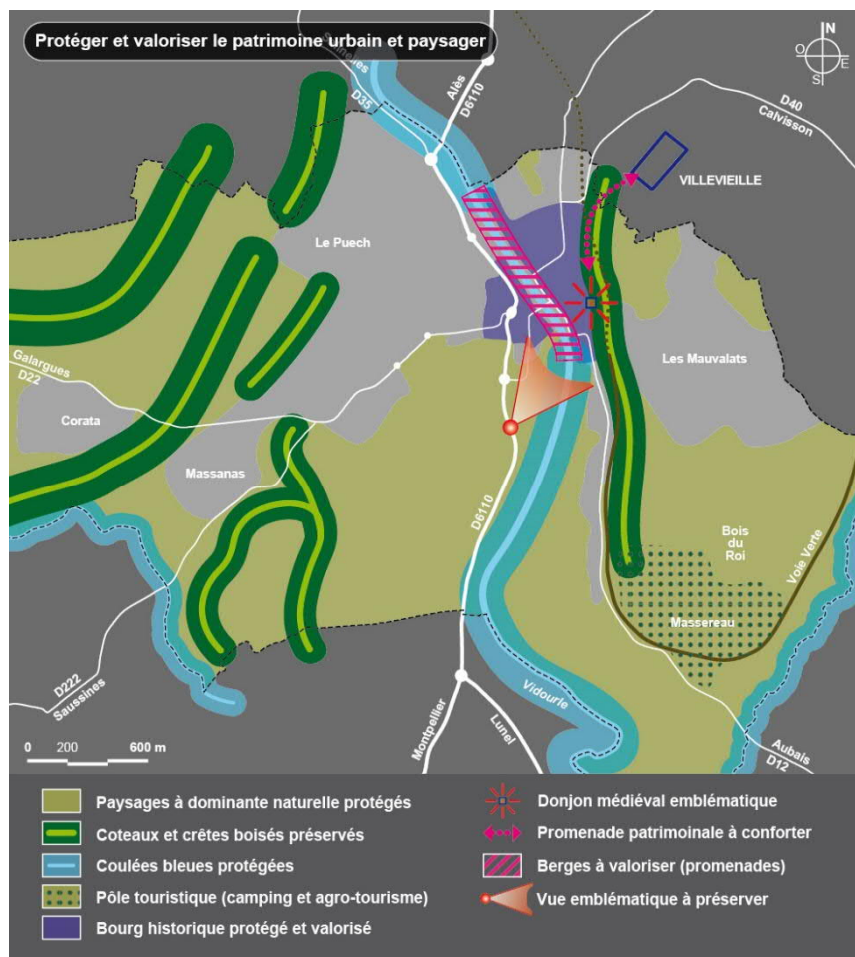
L'objectif pour la commune est de mettre en valeur son terroir et la qualité de ses paysages en permettant la découverte du patrimoine, contacts avec les agriculteurs, découverte des produits de qualité... les activités proposées par le tourisme rural séduisent de nombreux vacanciers. En effet, les campagnes françaises regorgent de trésors cachés et d'occupations en tout genre :

- hébergement : gîte rural, gîte d'enfant, chambre d'hôte, gîte de groupe, camping à la ferme, aire naturelle de camping...
- restauration : table d'hôte, ferme-auberge, goûter à la ferme...

- œnotourisme
- activités de loisirs et de sport : pêche, chasse, sports de nature, randonnée pédestre, équitation, vélo, VTT...

- activités culturelles et éducatives : découverte du patrimoine agricole et rural, ferme pédagogique...

- vente directe des produits de la ferme, cueillette...



3.1.3.3 CONFORTER ET DYNAMISER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS

La commune tire les conclusions du diagnostic en axant les objectifs pour les années à venir afin de :

- Favoriser la diversification économique en développant le tourisme vert sur la commune,
- Adapter le foncier aux opportunités économiques, c'est notamment le cas pour le secteur de Corata : le secteur supportera soit un projet de centrale photovoltaïque, soit de l'activités au sens classique du terme.
- continuer de favoriser le commerce en centre-ville en maintenant des parkings gratuits en rive droite du Vidourle,
- maintenir la mixité des fonctions urbaines dans le centre historique de Sommières et développer l'activité à rez-de-chaussée
- profiter de l'installation du lycée qui a une orientation affirmée vers les métiers de gestion de l'environnement, avec notamment des options professionnelles de propreté de l'environnement urbain, de gestion des pollutions et de protection de l'environnement et les métiers de l'eau, pour favoriser sur le long terme l'implantation de nouvelles entreprises.

Ces objectifs s'appuient :

- sur la volonté de renforcer la mixité des fonctions dans le tissu urbain et de développer l'animation urbaine au travers d'activités compatibles avec la fonction «habitat». Contrairement à quantité d'autres communes de France, la commune de Sommières bénéficie d'un centre-ville dynamique et attractif, il s'agit donc de continuer dans cette voie.
- sur le besoin de préserver des lieux dédiés aux seules activités, comme le secteur Corata, afin de pérenniser leur développement en évitant les conflits d'usages
- sur les projets touristiques sur le secteur Massereau.

3.1.3.4 POURSUIVRE UN DEVELOPPEMENT URBAIN ET SOLIDAIRE

La commune a pour objectif de maîtriser sa croissance démographique. L'analyse des dents creuses et des secteurs d'extensions urbaines permettent de définir une production de logements de l'ordre de 500 logements environ d'ici 2030 pour amener sa population totale aux environs de 5700 habitants. Pour ce faire, plusieurs objectifs ont été identifiés :

- Permettre un parcours résidentiel complet par une diversité de l'offre résidentielle
- Développer de nouvelles formes d'habitat.
- Satisfaire aux besoins en logements sociaux, diversifier le parc et améliorer sa répartition dans les quartiers.
- Résorber le parc vacant, dégradé ou insalubre.
- Maîtriser le phénomène de division parcellaire apparu depuis l'entrée en vigueur de la loi ALUR et qui conduit à des divisions de parcelles inadaptées dans des secteurs où la voirie et les réseaux ne sont pas prévus pour accueillir de nouveaux logements.

Par ailleurs il s'agit de lier l'ensemble de ce développement avec l'urbanisation existante. Cela devra se faire notamment via les infrastructures et le travail sur les mobilités. Il s'agira notamment :

- de poursuivre le développement de l'axe doux le long de la RD 22 jusqu'au cœur historique et le connecter à la voie verte. Initié par la mise en œuvre de la ZAC des Hauts de St-Laze, cet axe doux devra permettre de relier à terme le quartier Massanas à la place des Aires et le cœur historique, soit environ 2km à vol d'oiseau, pour enfin trouver une connexion avec la voie verte.
- Aménager une voie de contournement pour délester la place des Aires. Ce projet de longue date reste inscrit au PLU dans le cadre des emplacements réservés. Cette voie de contournement apparaît essentielle dans le cadre de la mise en œuvre de l'ensemble du projet du secteur Massanas (lycée + gymnase + logements). Aujourd'hui l'ensemble du trafic routier en rive droite du Vidourle converge vers la place des Aires. La réalisation de cette voie de contournement permettra de dévier une partie des flux de véhicules provenant de la RD 22 et de la RD 6110 en provenance de Boisseron. Ainsi la place des Aires supportera un trafic moins intense et la commune pourra envisager une requalification de cet espace.

3.1.3.5 CONSOLIDER LA CULTURE DU RISQUE

La ville doit composer son développement en tenant compte notamment de deux risques qui, avec le réchauffement climatique, vont s'intensifier et se reproduire de plus en plus fréquemment : le risque inondation et le risque incendie. La ville doit donc renforcer son lien avec la nature et consolider la culture du risque. Cela passe par les points suivants :

- Lutter contre l'imperméabilisation des sols et reconquérir les espaces minéralisés.
- Développer et préserver le capital végétal de la commune :
 - en préservant les espaces d'intérêt écologique et en veillant à l'équilibre de la biodiversité dans les espaces sensibles.
 - en restaurant des corridors écologiques comme celui séparant le futur quartier Massanas à la zone d'activités Corata. Le corridor écologique identifié fera désormais l'objet d'un classement en zone N.
- Structurer le développement urbain le long du Vidourle.

Considérer la ville et son environnement comme une entité indivisible implique de coproduire la ville avec la nature en lui redonnant une place dans la répartition de l'occupation des sols et la structuration de l'armature urbaine de demain.

Le diagnostic identifie une très forte présence du végétal dans la commune. Ce capital existant est à préserver, notamment sur le secteur des Mauvalats qui surplombe la commune, le secteur Bois du Roi/ Massereau et le secteur Massanas. Ce dernier, bien que devant présenter une densité de logements de l'ordre de 35 logements / hectare, devra préserver les lisières et limiter l'imperméabilisation des sols en travaillant sur l'intégration de la nature au sein du quartier. .

Ces objectifs s'appuient sur les dispositifs de protection existants (ZNIEFF, Natura 2000,...), mais le PADD décline également d'autres cœurs et continuités de nature au sein de l'espace urbain, qu'il considère comme des espaces relais de circulation et d'entrée de la biodiversité en ville (les parcs, les jardins, les espaces boisés et alignements,...).

Ces objectifs relient la question de la nature en ville à celle du lien social et de l'animation urbaine en s'appuyant sur les initiatives locales et les nouveaux comportements observés dans les villes françaises : une demande de vivre ensemble autour de la nature et de l'alimentation, une demande d'espaces récréatifs ou apaisés au sein des espaces urbains denses, une réappropriation des espaces intermédiaires par les habitants (cœurs d'îlots, délaissés urbains,...).

Le renforcement de la nature en ville doit dépasser les seuls enjeux de l'amélioration du cadre de vie et des fonctions écologiques. La coproduction de la ville avec la nature doit ainsi induire de nouveaux usages et de nouveaux espaces de partage entre les habitants.

3.2 LES GRANDS PROJETS D'AMÉNAGEMENT ET LES ENJEUX DE PRÉSERVATION DU TERRITOIRE QUI CONCOURENT À LA MISE EN ŒUVRE DU PADD

3.2.1 LE QUARTIER MASSANAS ET L'IMPLANTATION DU LYCÉE

Le site de Massanas / La Crouzade, d'une surface d'environ 22 Ha, est situé à l'ouest du territoire communal en rive droite du Vidourle. Il s'agit d'un des seuls espaces de développement communal hors des zones à risques. L'objectif est de mettre en place une opération où sera conciliée la mixité urbaine et sociale avec la préservation du cadre de vie et la mise en œuvre d'un programme d'équipements publics et d'une politique en faveur des déplacements doux. Le secteur devra notamment répondre au besoin en logements de la population. La future opération d'urbanisme est également basée sur la requalification de l'axe de la RD22. Le développement de ce quartier est le projet urbain majeur qui se déploiera sur la période 2020-2030. Le lycée a ouvert à la rentrée 2021. Le reste du quartier à dominante d'habitat s'ouvrira dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble.

L'implantation du lycée est de nature à renforcer l'attractivité de Sommières au-delà des aires urbaines de Montpellier et de Nîmes.

3.2.2 LE SECTEUR MASSEREAU

La commune a identifié ce secteur sur la commune comme propice au développement de l'agrotourisme et du tourisme vert. Cela s'appuie sur la volonté des dirigeants du camping Massereau et du Domaine de Costes –Cirgues de poursuivre leur développement tout en valorisant les qualités paysagères du territoire et les produits du terroir et en poursuivant leurs engagements environnementaux (le camping est labélisé Clef Verte : label écotouristique).

3.2.3 CONTRÔLER LES DIVISIONS FONCIÈRES ET L'IMPERMÉABILISATION DES SOLS

La loi ALUR promulguée le 27 mars 2014 a supprimé le coefficient d'occupation des sols, faisant ainsi sauter la limitation du nombre de m² constructible sur une propriété foncière, ainsi que l'exigence d'une surface minimale pour construire dans les communes couvertes par un Plan Local d'Urbanisme. L'écueil aujourd'hui observé dans de nombreuses collectivités, dont notamment la commune de Sommières, est une multiplication des divisions parcellaires, entraînant une augmentation de l'imperméabilisation des sols. Si l'objectif de ces dispositions était bel et bien de densifier le territoire, en globalisant la réflexion à l'échelle nationale, la mise en œuvre à l'échelon local s'avère parfois peu judicieuse. C'est le cas de la commune de Sommières qui se heurte notamment à deux difficultés sur le plan de son développement urbain :

- le risque d'inondation avec deux phénomènes : débordement du Vidourle et ruissellement des eaux pluviales
- une urbanisation non maîtrisée jusqu'au début des années 2000 et la mise en place du PLU.

Le développement de nombreux lotissements et l'accord de permis de construire isolés sur les « hauteurs » de Sommières n'ont pas été accompagnés d'une vision globale en termes de développement, engendrant des problématiques de réseaux sous-dimensionnés, de largeur de voies de circulation ne pouvant aujourd'hui pas être élargies pour accueillir et organiser a minima l'accès des véhicules de sécurité sur la voie publique.

4. LA TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE.

4.1 STRUCTURE ET LOGIQUE GÉNÉRALES DU RÈGLEMENT ET DU ZONAGE

4.1.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU RÈGLEMENT : MODE D'EMPLOI

4.1.1.1 LE ZONAGE ET LES ÉVOLUTIONS

Le territoire communal est découpé en quatre types de zones :

- Les zones urbaines (U)
- Les zones à urbaniser (AU)
- Les zones agricoles (A)
- Les zones naturelles et forestières (N)

Le bilan concernant la consommation d'espaces naturels ou agricoles par le projet de révision du PLU est favorable aux zones naturelles et agricoles

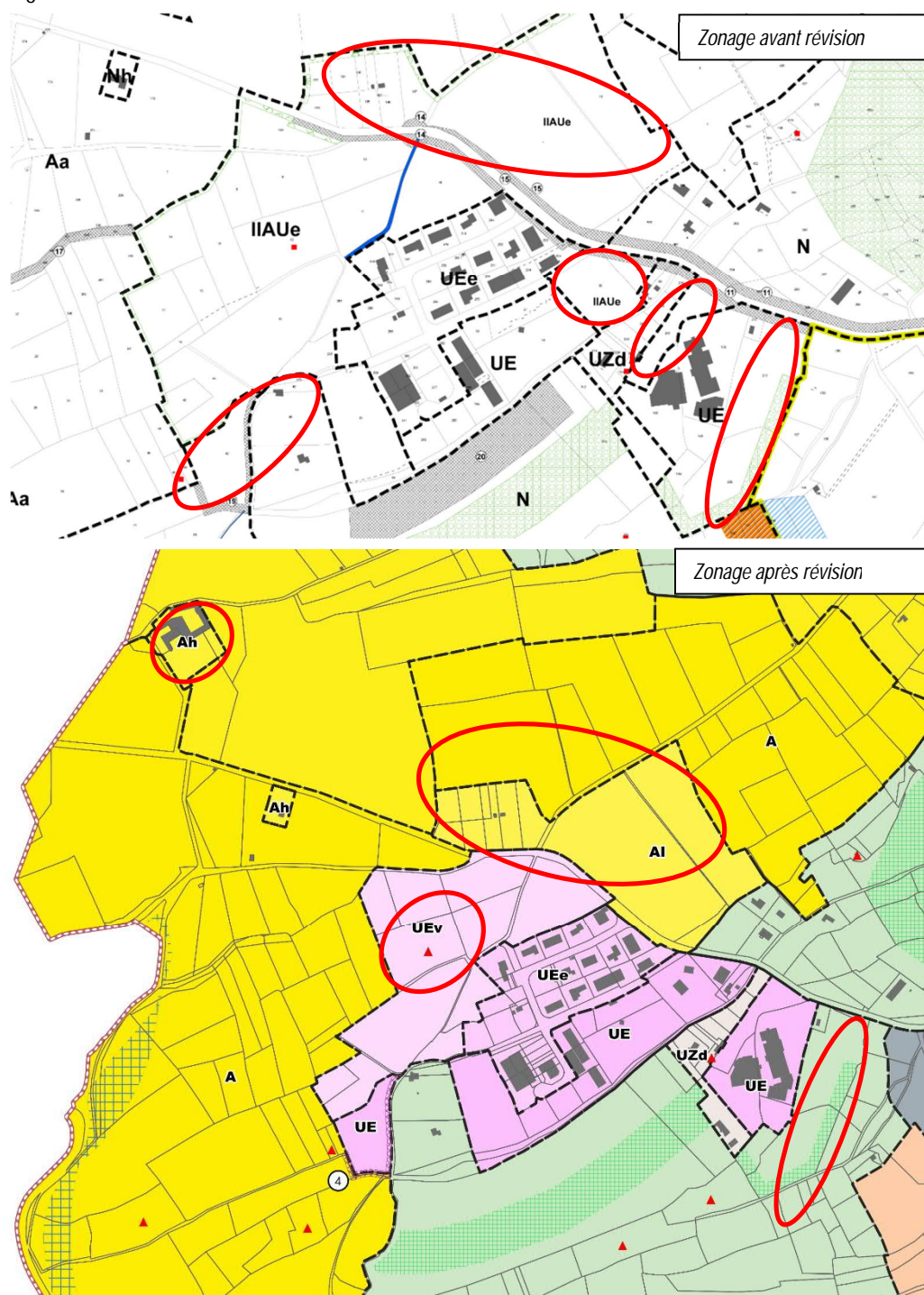
- 5,83 ha repris sur la zone IIAUe au titre des compensations environnementales du projet de lycée
- 2,75 ha pris sur les secteurs A et Ab pour l'extension du camping Massereau
- 4,48 ha repris sur le secteur IAUb sur la zone d'urbanisation future (secteur des Quatre Pylons)
- 8,9 ha repris sur le secteur IIAUc (secteur mauvalats)
- 1,91 ha repris sur le secteur UE (zone d'activité corata) en faveur du corridor écologique

Au total il s'agit de 25 Ha environ repris sur des zones urbaines ou à urbaniser. Ce qui a été soustrait des zones N correspond au réajustement du zonage vis-à-vis du secteur sauvegardé et de l'ensemble des zones N rétrogradé soit en zone Ue soit en zone UZa,

Evolution de la zone d'activités

Corata :

- adaptation aux réalités du terrain (une zone N s'intercalait entre la zone UE et UZd)
- zonage AUe maintenu pour le développement de l'activité
- création d'un secteur UEv destiné à la réalisation d'un équipement photovoltaïque.
- définition d'un secteur de compensation environnementale et agricole suite aux expertises écologiques du projet de lycée.
- une partie du secteur UE est restituée en zone naturelle au profit du corridor écologique.
- Les zones Nh sont modifiées en zone Ah pour plus de cohérence (mas agricole identifié avec possibilité d'extension)



Evolution du secteur Massanas :

- Adaptation du zonage et du règlement suite à la construction du lycée et pour permettre la réalisation d'un quartier à dominante d'habitat.

- traduction réglementaire du corridor écologique identifié en classant en zone N des terrains dédiés au secteur UE dans le PLU antérieur.

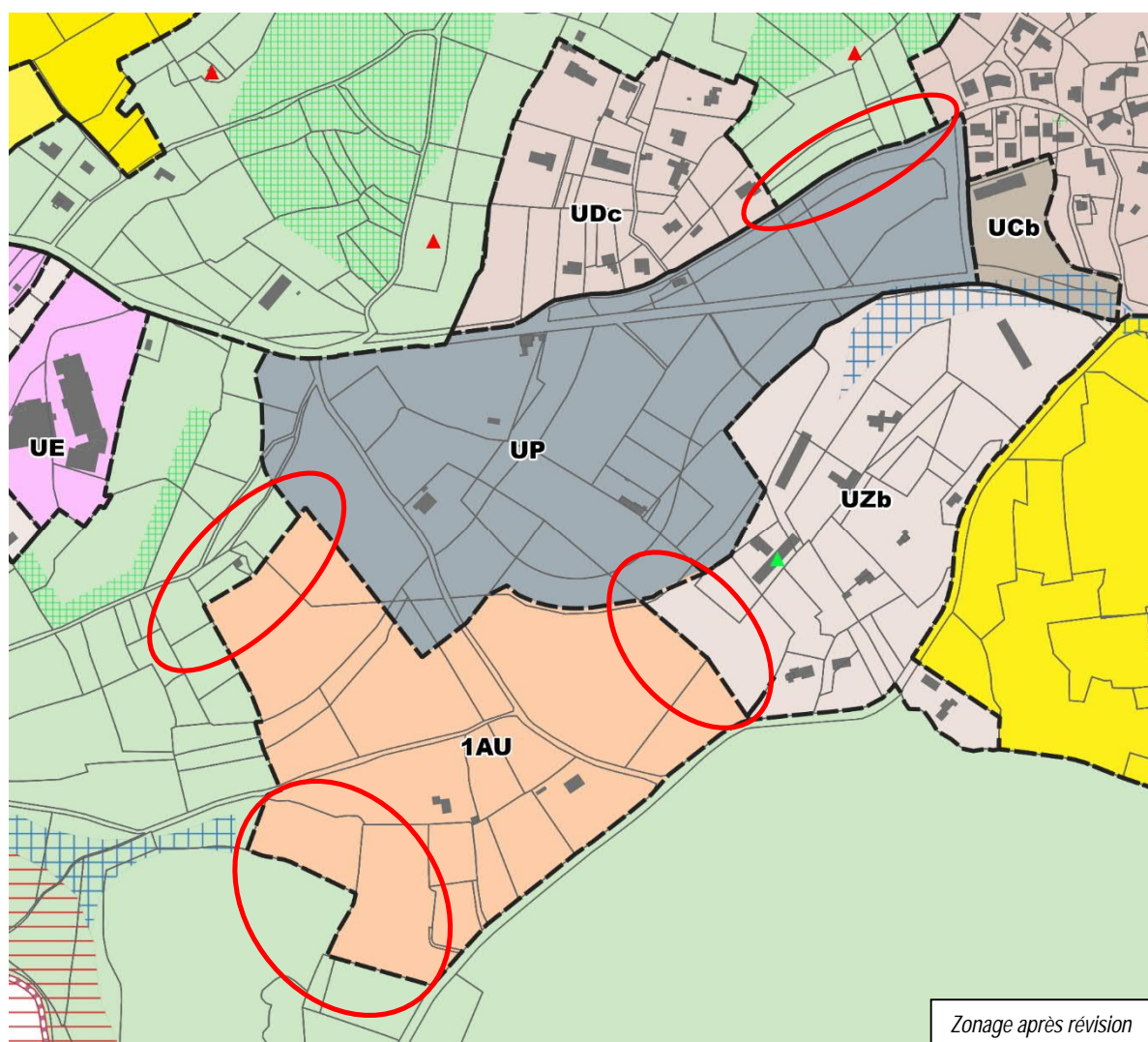
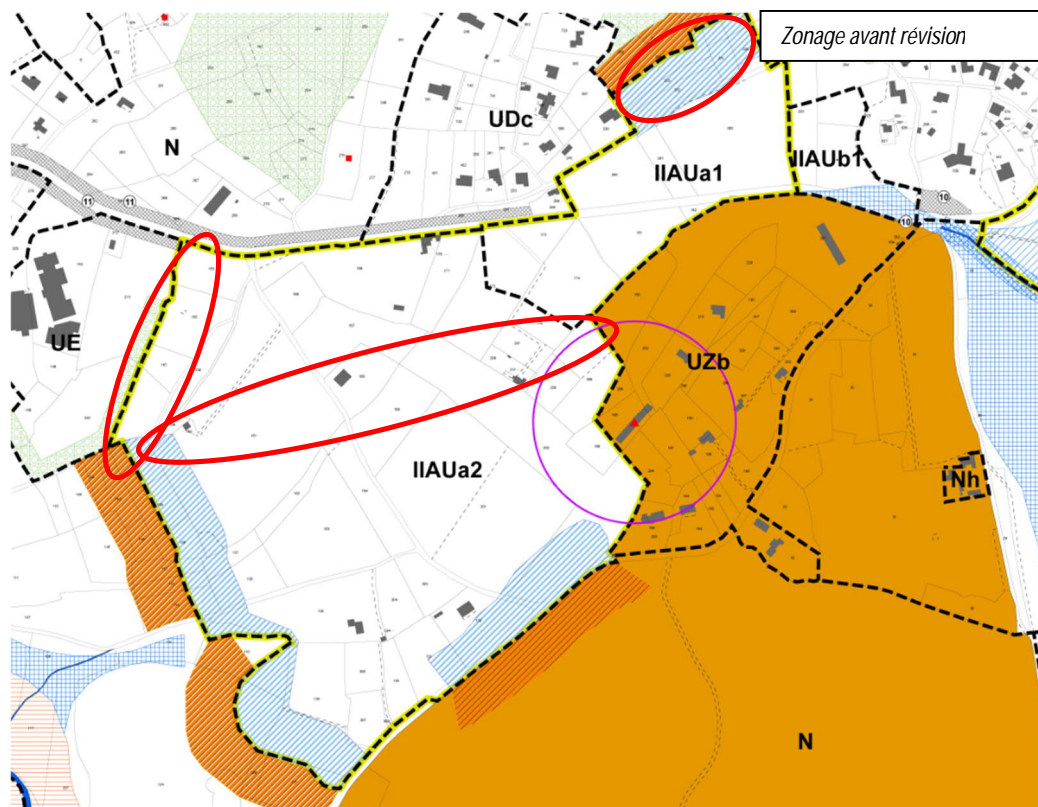
- élargissement du corridor écologique

Le nouveau PLU intègre :

- la réalisation du lycée en classant la zone en UP
- la réduction de l'emprise destinée à la réalisation de l'opération d'ensemble de Massanas. Celle-ci est limitée à 9 Ha.

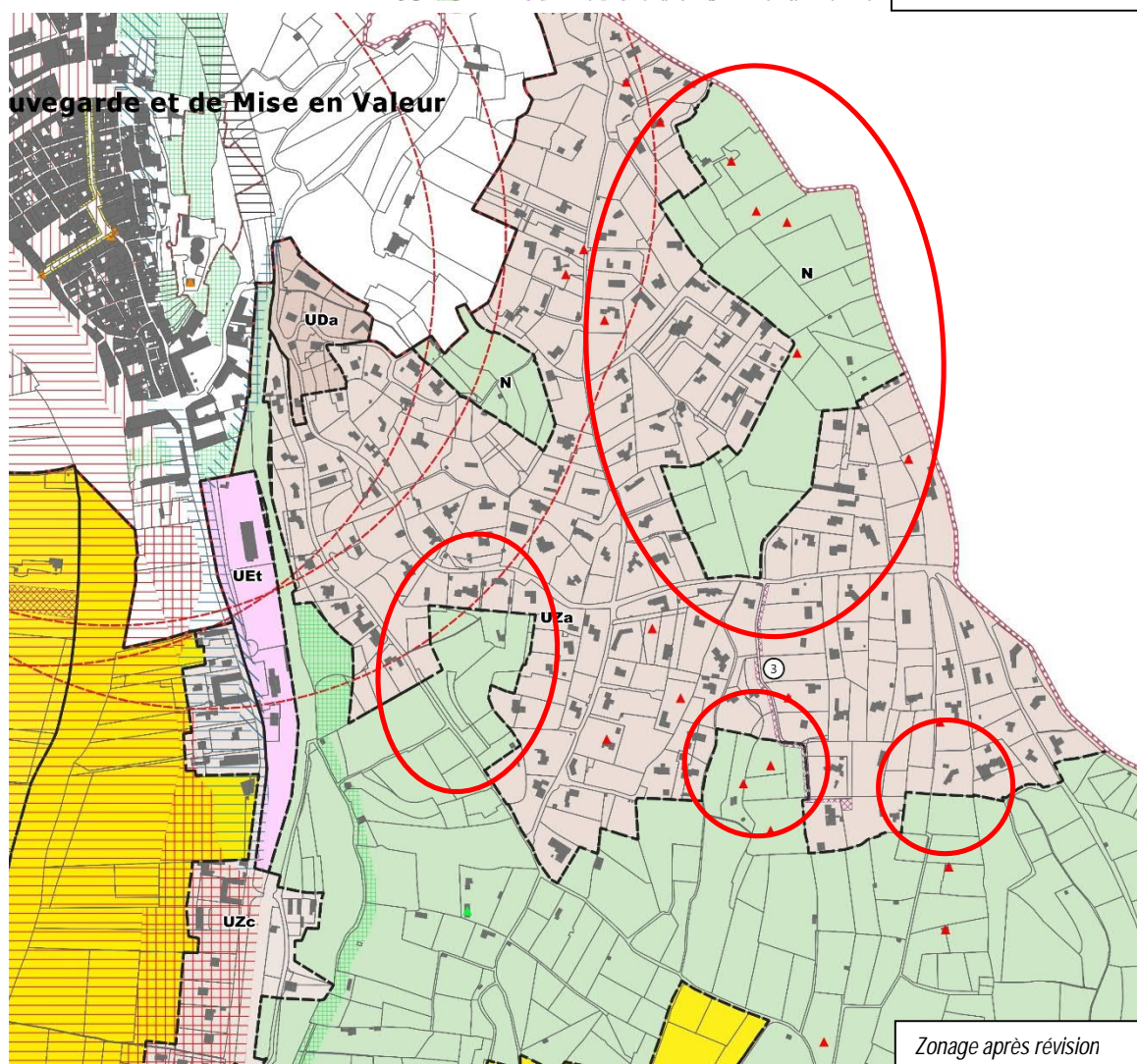
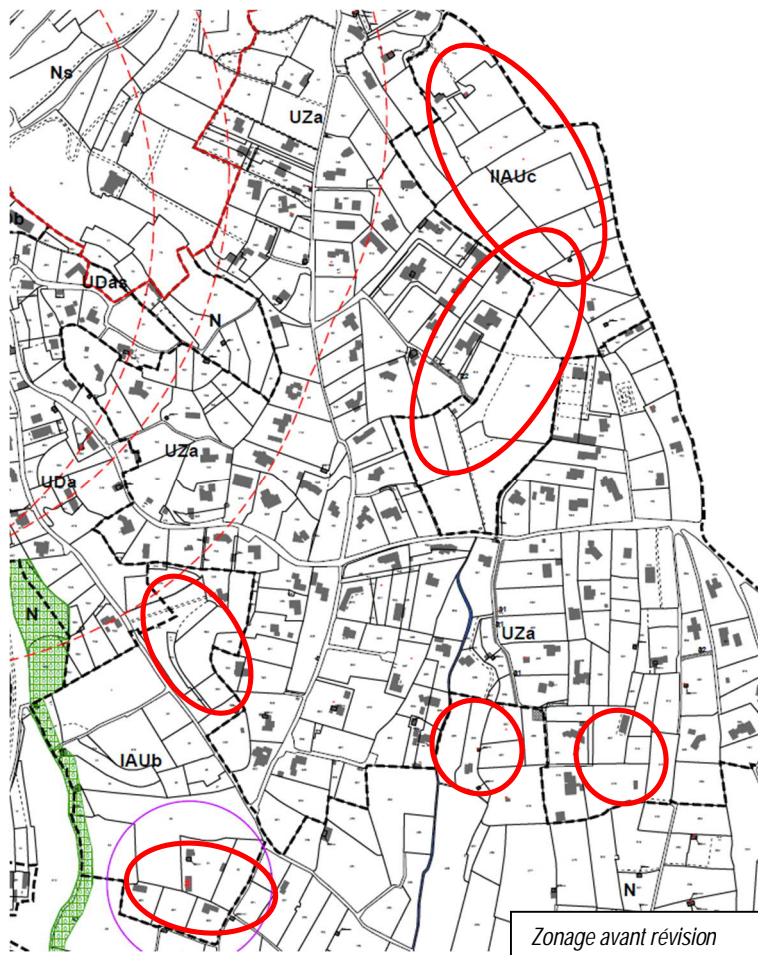
Ces modifications ont permis d'élargir encore la zone N correspondant au couloir écologique.

- le basculement des futurs jardins partagés en zone U2b.
- le déclassement d'une partie de la zone IIAUa1 en zone N.



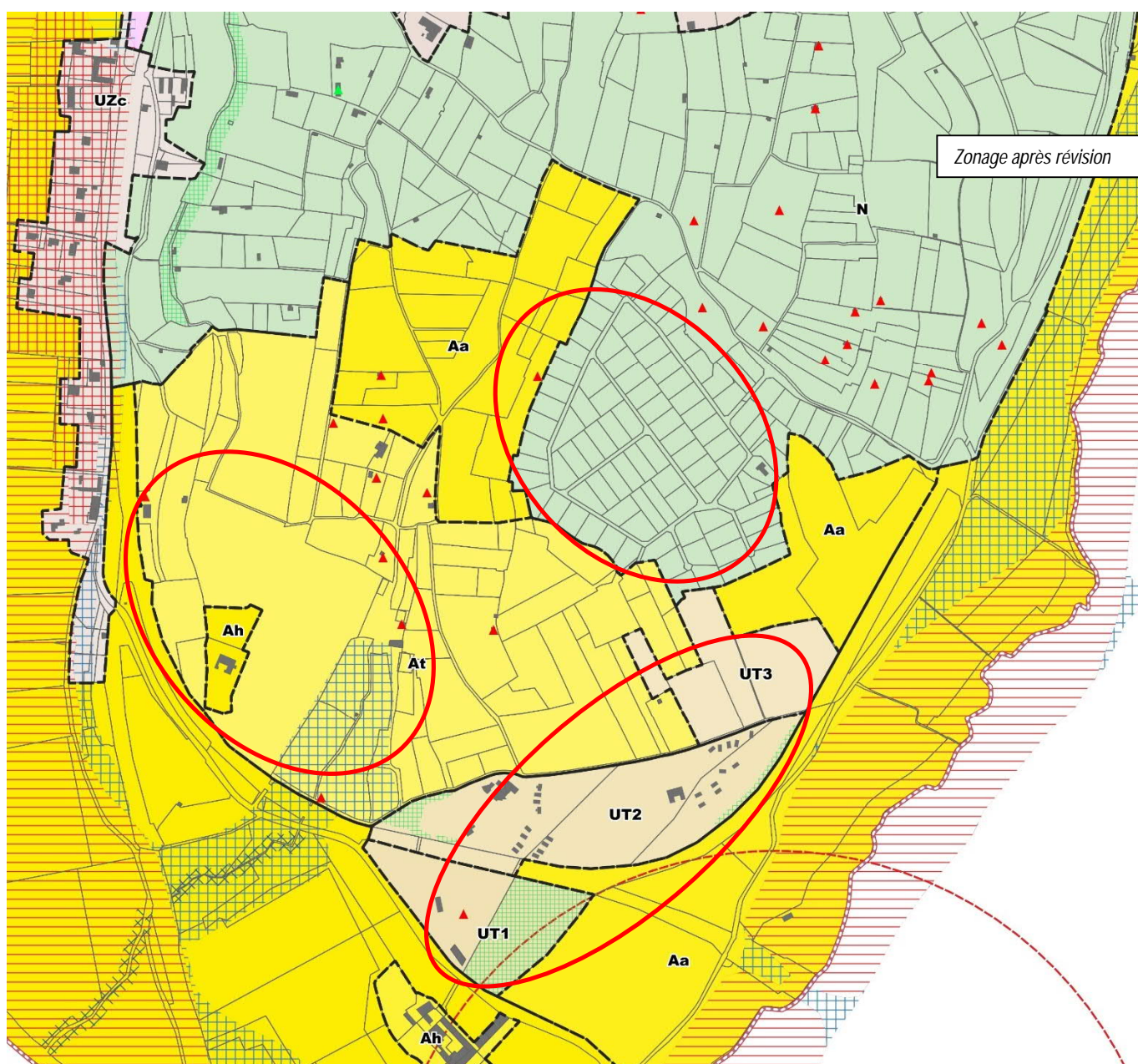
Evolution du secteur Mauvalats

- reclassement en zone en N de l'intégralité de la zone auparavant classée en IIAUc.
- Suppression de la zone IAUb.
- harmonisation du zonage UDa et UZa au regard du schéma d'assainissement.
- Légers ajustements de la limite sud de la zone UZa.



Evolution du secteur sud Bois du Roi/Massereau :

- extension du camping Massereau et redéfinition du zonage en conformité avec les évolutions récentes de la doctrine du Ministère de la cohésion des Territoires : zone UT en faveur du développement du tourisme vert, avec une distinction entre le camping existant UT1 et UT2 et l'extension du camping UT3
- adaptations réglementaires sur la zone At pour permettre l'émergence de projets en lien avec l'agrotourisme et le tourisme vert.



4.1.1.2 ÉVOLUTION DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS ET DES SURFACES

Seuls subsistent les emplacements réservés suivants :

N°	Destination	Bénéficiaire	Surface en m²
1	Création d'une voie de contournement du cimetière et d'accès vers le Vidourle	Commune	26 166 m²
2	Aménagement espace public	Commune	13 307 m²
3	Élargissement de la voie	Commune	1 411 m²
4	Élargissement de la voie	Commune	1 557 m²

La répartition des surfaces par zone s'établit de la façon suivante :

ZONAGE AVANT REVISION						ZONAGE APRES REVISION					
Zone	Superficie en Ha	secteur	Superficie en Ha	Sous-secteur	Superficie en Ha	Zone	Superficie en Ha	secteur	Superficie en Ha	Sous-secteur	Superficie en Ha
U	218,91	UA	8,92	Uas	8,92	U	236,17				-
		UB	25,07	UB	10,76			UB	10,87	UB	10,87
		UC	51,22	UBs	14,31			UC	59,71	UC	46,94
				UC	40,17					UCa	7,77
				UCa	7,74					UCb	2,09
				UCb	1,22					UCc	2,91
		UD	47,88	UCc	2,09			UD	40,71	UDa	16,65
				UDa	7,59					UDb	20,29
				UDas	0,12					UDc	3,77
				UDb	35,99			UE	30,26	UE	15,15
		UE	22,05	UDc	4,18					UEa	2,32
				UE	15,79					UEe	3,57
				-	-					UEt	2,69
				UEe	3,57			UP	11,19	UEv	6,53
				UEt	2,69					UP	11,19
								UT	10,94	UT1	2,72
				-	-					UT2	5,47
		UZ	63,77	UZa	46,29			UZ	72,49	UT3	2,75
				UZb	6,45					UZa	55,89
				UZc	8,14					UZb	7,23
				UZcs	1,85					UZc	8,48
				UZd	1,04					UZd	0,89
AU	63,90	IAU	7,64	IAUb	7,64	AU	8,94	1AU	8,94	1AU	8,94
		IIAU	56,26	IIAUa	23,04						
				IIAUb	8,46						
				IIAUc	8,93						
				IIAUe	15,83						
A	465,63	-	-	A	256,08	A	478,6			A	269,09
				Aa	141,86					Aa	171,77
				Ab	67,69					Ah	4,83
										Al	5,52
										At	27,39
N	287,37			N	217,63	N	257,29			N	247,38
				Na	9,92					Na	9,91
				Nas	1,02						
				Nh	4,83						
				Ns	34,47						
				Nt	8,48						
				ND	11,02						
		-	-	-	-	PSMV	60,50	SU	26,15		
								SN	34,35		
TOTAL	1 035,81						1 041,50				

A noter que les différences minimes de surface entre l'ancien PLU et le PLU révisé sont dues à l'utilisation du SIG, plus précis, d'où un total légèrement différent.

4.1.1.3 LES EVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

L'Etat, avec la loi SRU de janvier 2000, a créé les PLU, enrichis depuis par les évolutions législatives intégrant plus de préoccupations environnementales et sociétales (Grenelle I et II, ALUR), mais sans reconsidérer l'armature générale du volet réglementaire des PLU.

Un décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU a été publié au JO du 29 décembre 2015. Le texte est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Le PLU de Sommières s'inscrit totalement dans l'esprit de ce nouveau texte consistant à :

- ouvrir le champ des possibles au niveau réglementaire pour adapter le contenu du règlement, jusque-là fermé et limité, aux nombreux objectifs assignés au PLU ; combler le décalage assez net entre les objectifs et le contenu du PLU ;
- disposer d'un règlement qui s'adapte aux enjeux locaux, et non l'inverse ;
- positiver la norme, la mettre au service du projet urbain, et non la subir ;

Passer d'une culture de la norme à une réglementation répondant mieux aux objectifs du PADD suppose :

- de privilégier les OAP pour mieux mettre en avant le projet urbain et positiver la norme ;
- d'intégrer de la souplesse dans la retranscription spatiale et la programmation des orientations.

On peut noter que la loi ALUR entraîne des problèmes de divisions parcellaires incontrôlables du fait de la suppression du Coefficient d'Occupation des Sols et de la taille minimale des terrains. La commune souhaite contrer ce développement en contrôlant notamment l'emprise au sol sur les secteurs UD et UZ.

Le principal objet de la révision du PLU de Sommières est

- la modification du zonage et du règlement afin de permettre la réalisation du Lycée.
- l'adaptation du règlement en créant une zone At pour le développement agro-touristique, et enfin l'extension du camping Massereau en adaptant le zonage aux dernières évolutions législatives en basculant le secteur en zone UT1, UT2 et UT3.

Ces évolutions au sud-est de la commune permettront de développer l'agrotourisme vert sur la commune, vecteur d'emplois et de promotions du territoire sur la base des valeurs du développement durable.

4.1.2 LES GRANDS PRINCIPES DU ZONAGE

4.1.2.1 LA DELIMITATION DES GRANDES CATÉGORIES DE ZONES : U, AU, A ET N

Le présent règlement divise le territoire communal en zones urbaines (U), à urbaniser (AU), agricoles (A) et naturelles (N). Il fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune de ces zones sur la base des articles L. 151-9 et R. 123-1 et R. 123-11.

La commune est par ailleurs règlementée par un secteur sauvegardé.

Le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur.

Ce règlement s'applique sur la partie du territoire de la ville de Sommières classée « Secteur Sauvegardé » en application de la loi n°62-903 du 04 août 1962, délimité par arrêté pris conjointement par le Ministre d'Etat chargé des Affaires Culturelles et le Ministre de la Construction. Le territoire concerné défini au plan réglementaire est conforme à la délimitation décrite par l'arrêté interministériel susvisé. Un Plan de sauvegarde et de Mise en Valeur a été approuvé le 16 avril 2015.

Il est couvert en totalité par une seule zone S, divisée en deux secteurs :

- **Un secteur SU** à dominante bâtie
- **Un secteur SN** à dominante naturelle.
- **Pour tout projet dans ces secteurs, il s'agira de se reporter au règlement du PSMV en vigueur sur la commune, conformément à l'article L153-1 du code de l'urbanisme.**

Zones urbaines : zones U

Ce sont les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Les zones urbaines relèvent de deux ensembles différents :

- **des zones urbaines à dominante d'habitat, de commerces et de services :**
 - **UB** : caractérisée par une mixité des fonctions urbaines comportant de l'habitat, du commerce et des activités de services et autres activités du secteur tertiaire et des équipements d'intérêt collectif et de services publics. Elle est caractérisée par une densité forte.
 - **UC** : zone de développement périphérique caractérisée par une mixité des fonctions urbaines comportant de l'habitat, du commerce et des activités de services et autres activités du secteur tertiaire et des équipements d'intérêt collectif et de services publics. Elle est caractérisée par une densité forte à moyenne.
 - Le **secteur UCa** correspond à secteur de densité forte ;
 - Le **secteur UCb** correspond à un secteur de densité forte et d'équipement, constructions et installations de service public ou d'intérêt général ;
 - Le **secteur UCc** correspond au cimetière.

- **UD** : zone de développement périphérique dédiée à l'habitat, caractérisée par une densité moyenne à faible.
 - Le **secteur UDa** correspond à un secteur de densité raisonnée.
 - Le **secteur UDb** correspond à un secteur où la qualité et la sensibilité des paysages requièrent une attention particulière pour l'ouverture des droits à construire,
 - Le **secteur UDe** correspond à un secteur où les conditions d'assainissement non collectif des eaux usées ainsi que la qualité et la sensibilité des paysages requièrent une attention particulière pour l'ouverture des droits à construire.
- **UZ** : zone de développement périphérique dédiée à l'habitat, caractérisée par une densité majoritairement faible.
 - Le **secteur UZa** correspond au plateau des Mauvalats où les conditions d'assainissement non collectif des eaux usées ainsi que la qualité et la sensibilité des paysages requièrent une attention particulière pour l'ouverture des droits à construire.
 - Le **secteur UZb** correspond au quartier de Puech Bouquet compris dans le périmètre de protection rapproché du champ de captage d'eau potable de Saint Laze qui induit des prescriptions particulières établies afin de limiter au maximum les risques de pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine et où les conditions d'assainissement non collectif des eaux usées requièrent une emprise au sol très faible pour l'ouverture des droits à construire.
 - Le **secteur UZc** correspond au quartier de la Plaine concerné en grande partie par le risque inondation et où l'assainissement autonome requiert une emprise au sol très faible pour l'ouverture des droits à construire.
 - Le **secteur UZd** correspond à un secteur d'habitation inséré dans la zone de Corata (activités économiques).

▪ **des zones urbaines à dominante économique et de services :**

- **UE** : zone à vocation d'accueil d'activités des secteurs secondaire et tertiaire, ainsi que des activités de commerces et de services.
 - La zone comprend un secteur **UEa** correspondant à l'ancienne usine de la Socomi, et à la zone d'activités de l'Arnède.
 - La zone comprend un secteur **UEe** correspondant à une partie de la zone d'activités de Corata déjà urbanisée, comprenant également des logements d'habitation, et destinée à être réaménagé afin d'accroître l'attractivité de la zone d'activités.
 - La zone comprend un secteur **UEt** correspondant à l'ancienne gare, déjà équipée et urbanisée. Les fonctions hôtellerie et restauration ont vocation à s'y développer en relation avec la voie verte et ses usages.
 - La zone comprend un secteur **UEv** destiné à la création d'une station photovoltaïque.
- **UP** : zone à vocation d'équipements publics et d'intérêts collectifs.
- **UT** où les activités touristiques, de loisirs et de plein air, ainsi que les constructions légères et les hébergements hôteliers de plein air sont autorisées, le caractère naturel devant être préservé.
 - La zone comprend un secteur **UT1** correspondant aux constructions liées à l'accueil et aux équipements de loisirs sont autorisées.
 - La zone comprend un secteur **UT2** correspondant aux constructions et habitations légères de loisirs, caravanes ainsi que les installations et équipements nécessaires à leurs fonctionnements.
 - La zone comprend un secteur **UT3** correspondant aux activités touristiques.

Zones à urbaniser : zone AU

Ce sont les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Ils couvrent des sites qui ont vocation à accueillir de nouveaux quartiers dans le cadre d'opérations d'ensemble cohérentes.

- **la zone 1AU**

Les zones 1AU sont ouvertes à l'urbanisation. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement.

Zone agricole : zone A

Zone strictement dévolue à l'agriculture (ou aux services publics ou d'intérêt collectif). Elle correspond à la zone agricole à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Elle comprend :

- Le **secteur A** correspondant à un secteur de protection générale des espaces agricoles.
- Le **secteur Aa** correspondant à un secteur de protection stricte des espaces agricoles.
- Le **secteur Ai** correspondant à la zone de compensation agricole et environnementale dans le cadre de l'implantation du lycée Ouest Nimois. Une convention de gestion s'appliquera sur les terrains.
- Le **secteur Ah** correspondant aux mas agricoles recensés sur la commune. Leur extension limitée est autorisée.
- Le **secteur At** correspondant à un secteur de développement agro-touristique durable.

Zones naturelles : zones N

Zone à protéger en raison soit :

- de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- de l'existence d'une exploitation forestière ;
- de leur caractère d'espaces naturels.

Elle comprend :

- le secteur **N** correspondant à la zone naturelle générale
- le secteur **Na** : secteur inondable où les hauteurs d'eau ont été supérieures à 1 mètre et où les équipements de loisirs et d'activités de plein air, ainsi que les activités touristiques et les hébergements hôteliers et touristiques de plein air sont autorisés sous réserve de la prise en compte des risques d'inondation.

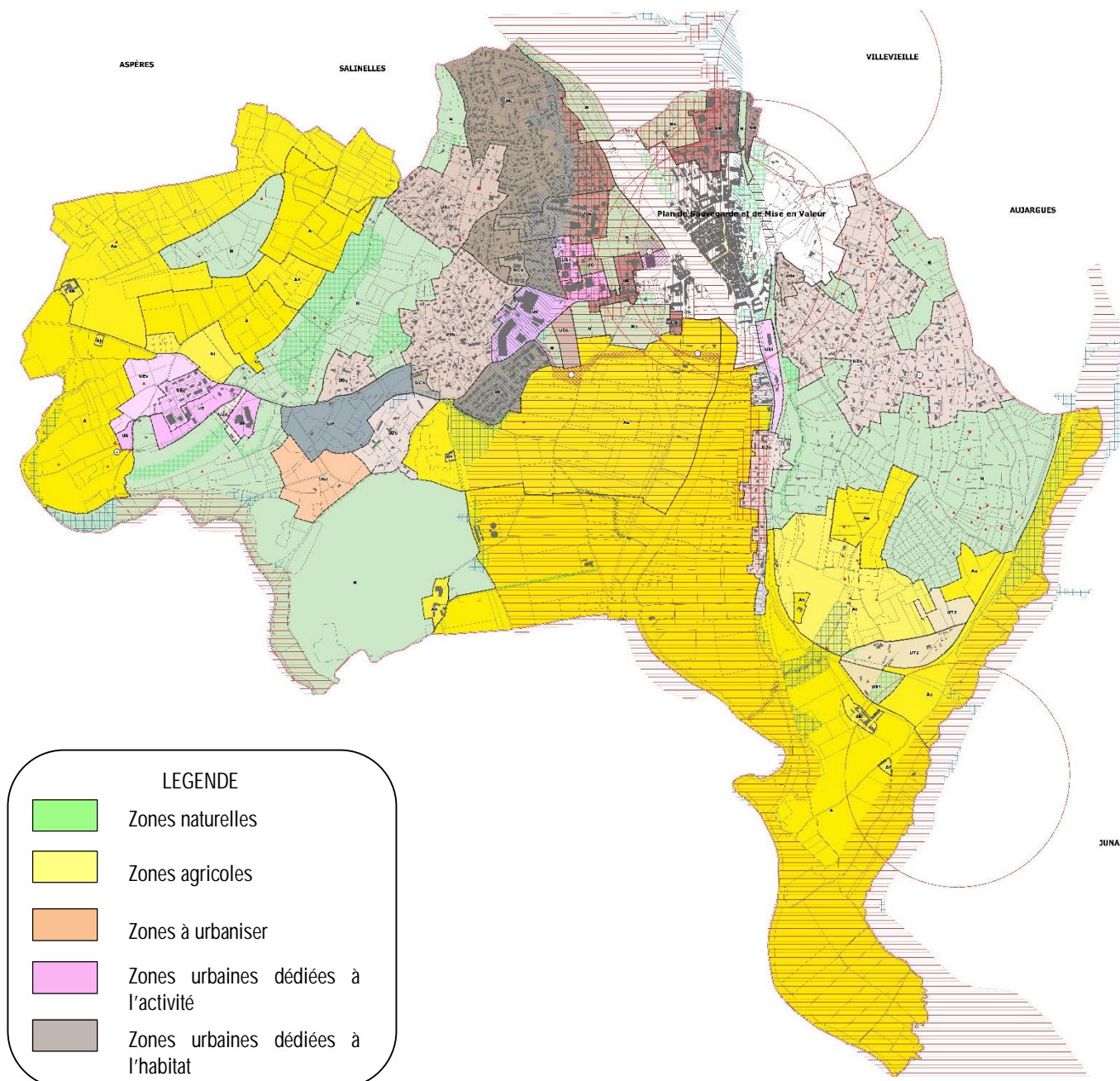


Illustration couleur des différentes zones après révision

4.1.2.2 MODE D'EMPLOI DU RÈGLEMENT

Le règlement d'urbanisme édicté par le PLU détermine le droit d'occuper et d'utiliser les sols et les conditions dans lesquelles il s'exerce dans les diverses zones du PLU qui couvrent l'ensemble du territoire communal.

A ce titre, la règle d'urbanisme a pour objectif de répondre aux orientations d'aménagement retenues dans le projet. La règle d'urbanisme est en effet l'un des leviers de mise en œuvre du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Pièce maîtresse en termes de gestion du droit d'occuper et d'utiliser le sol, la partie réglementaire ne peut être détachée des autres pièces du PLU, dans la mesure où elle s'inscrit dans un lien de cohérence interne au document et s'articule avec les orientations d'aménagement et de programmation.

Comme le prévoit l'article L.152-1 du code de l'urbanisme, « *L'exécution par toute personne publique ou privée de tous travaux, constructions, aménagements, plantations, affouillements ou exhaussements des sols, et ouverture d'installations classées appartenant aux catégories déterminées dans le plan sont conformes au règlement et à ses documents graphiques.* »

Ces travaux ou opérations sont, en outre, compatibles, lorsqu'elles existent, avec les orientations d'aménagement et de programmation.

Chaque zone du PLU est soumise à un règlement construit sur le modèle suivant :

I - Destination des constructions, usage des sols et natures d'activité

- Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations - Art. R151-30 à R151-36
- Mixité fonctionnelle et sociale – Art. R151-37 à R151-38

II- Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

- Volumétrie et implantation des constructions - Art. R151-39 et R151-40
- Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère - Art. R151-41 à R151-42
- Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions - Art. R151-43
- Stationnement - Art. R151-44 à R151-46

III- Équipement et réseaux

- Desserte par les voies publiques ou privées - Art. R151-47 et R151-48
- Desserte par les réseaux - Art. R151-49 et R151-50

La portée du règlement du PLU à l'égard des autres législations

Un certain nombre de législations ayant des effets sur l'occupation et l'utilisation du sol continuent de s'appliquer nonobstant les dispositions édictées par le PLU. Il s'agit notamment des **servitudes d'utilité publique** : aux règles du Plan Local d'Urbanisme s'ajoutent les prescriptions prises au titre de législations spécifiques concernant les servitudes d'utilité publique affectant l'occupation ou l'utilisation du sol, à savoir :

N°	Libellé	TEXTES DE REFERENCE	GENERATEUR	GESTIONNAIRE
AS1	Périmètres de protection des eaux potables et minérales	Article L215-13 se substituant à l'article 113 de l'ancien code rural Articles L.1321-2 à L.1321-2-1 et articles R.1321-6 et suivants du Code de la santé publique	Arrêté préfectoral portant DUP pour le champ captant de « Saint Laze » du 12 octobre 2007 Arrêté préfectoral portant DUP pour le champ captant des « Baisses » du 28 septembre 1987	Agence Régionale de la Santé
Monuments historiques ACI	Mesures de classement et d'inscription	Articles I er à 5 de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques avec l'indication de leur étendue	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Beffroi Inv.M.H. 27.03.1926 - Tour Carrée Inv.M.H. 04.06.1926 ▪ Immeuble, 3, rue Taillade, place Jean Jaurès et impasse Randon, escalier à loggias avec sa rampe en fer forgé : CIM.H. 28.12.1984 ▪ Façades et toitures sur rues ainsi que les murs de la cage d'escalier, à l'exclusion de la partie classée : Inv.M.H. 28.12.1984 ▪ Château de Villevieille : Inv.M.H. 02.07.1971 ▪ Servitude de vue sur le Mas de Christin (Junas) 	Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP)
	Zones de protection des monuments historiques	articles L 621-1 à L.621-33 et R 621-1 à 621-97 du code du Patrimoine		
AC4	Sites patrimoniaux remarquables (SPR)	Article L313-1 du Code de l'urbanisme Article L641-1 du Code du patrimoine Loi n° 62-903 du 4 août 1962 complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière et la décision de création (arrêté interministériel du 09/03/2000)	les secteurs sauvegardés créés avant la publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 (LCAP), sont devenus de plein droit des sites patrimoniaux remarquables (SPR). Le règlement du PSMV s'applique sur ce secteur	Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP)

N°	Libellé	TEXTES DE REFERENCE	GENERATEUR	GESTIONNAIRE
Electricité I4	Périmètres à l'intérieur desquels ont été instituées des servitudes Electricité : Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (alimentation générale et distribution publique)	Articles 12 et 12 bis de la loi du 15 juin 1906 modifiée ; Article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925 ; Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée ; Article 25 du décret n° 64-481 du 23 janvier 1964	Ligne 63 KV SOMMIERES/ST CHRISTOL Ligne 63 KV ANDUZE/VIRADEL Dérivation SOMMIERES	Réseau Transport d'Electricité (RTE) Groupe Maintenance Réseaux CEVENNES Section Technique 18, Boulevard Talabot BP 9 30006 NIMES CEDEX 4
A2	Servitudes de passage de conduites souterraines d'irrigation	Décret n° 55.253 du 03/02/1995 modifié par le décret 69-213 du 06/03/2009 Décret du 14/09/1956	Réseaux BRL commune de Sommières	BRL Exploitation 1105, Avenue Pierre Mendès BP 94 001 30001 NIMES Cedex 5
PT3	Servitudes attachées aux réseaux de télécommunications	Articles L.45-9, L.48 et R.20-55 à R.20-62 du code des postes et des communications électroniques	Cable N°129-04 Nimes / Sommières	Les exploitants de réseaux de télécommunications (communication électronique) ouverts au public
PM1	Plan de prévention des risques inondations	Article L. 562-1 à L.562-7 du code de l'environnement	« Moyen Vidourle » Arrêté préfectoral n° 2008-185-4 Du 03 juillet 2008	Préfet / DDTM

Tableau des servitudes d'utilité publique (source : Porter à Connaissance DDTM 30)

4.1.3 JUSTIFICATION DES RÈGLES

4.1.3.1 DEFINITION DES DESTINATIONS

Les articles 1 et 2 du règlement du PLU encadrent les destinations, usages et affectations des sols et les types d'activités qui peuvent être interdits, autorisés ou autorisés sous-conditions, voire limités.

Le code de l'urbanisme en vigueur depuis le 1er janvier 2016 a réorganisé les catégories de destinations que le PLU peut réglementer. Il s'agit désormais des destinations et sous-destinations suivantes :

DESTINATIONS (5)	SOUS-DESTINATIONS (20)
1 - Exploitation agricole et forestière	1.1. Exploitation agricole 1.2. Exploitation forestière
2 - Habitation	2.1. Logement 2.2. Hébergement
3 - Commerce et activités de service	3.1. Artisanat et commerce de détail 3.2. Restauration 3.3. Commerce de gros 3.4. Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle 3.5. Hébergement hôtelier et touristique 3.6. Cinéma
4 - Equipements d'intérêt collectif et services publics	4.1. Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés 4.2. Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés 4.3. Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale 4.4. Salles d'art et de spectacles, 4.5. Equipements sportifs 4.6. Autres équipements recevant du public
5 - Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	5.1. Industrie 5.2. Entrepôt 5.3. Bureau 5.4. Centre de congrès et d'exposition

L'arrêté comporte une série de définitions générales. Il constitue le socle réglementaire et opposable des définitions aux collectivités territoriales dotées ou non d'un document d'urbanisme. Toutefois, les précisions et exemples suivants peuvent être apportés pour en éclaircir l'application.

Destination « exploitation agricole et forestière »

- La sous-destination **exploitation agricole** recouvre l'ensemble des constructions concourant à l'exercice d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et la pêche maritime.
- La sous-destination **exploitation forestière** recouvre notamment les maisons forestières et les scieries.

Destination « habitation » :

La sous-destination **logement** comprend les logements utilisés à titre de résidence principale, secondaire ou logement occasionnel. Cette sous-destination intègre, sans les distinguer, tous les statuts d'occupation : propriétaire, accédant, locataire, occupant à titre gratuit, et tous les logements quel que soit leur mode de financement. En effet, l'affectation des logements n'est pas nécessairement connue au moment de la construction, elle peut varier entre différents logements d'un même bâtiment et évoluer au fil du temps. Le PLU n'est donc

pas habilité à instaurer un contrôle aussi fin de l'affectation des logements. Les seules différenciations réglementaires que peut faire un PLU entre des typologies de logements relèvent des dispositions législatives spécifiques notamment en matière de logements locatifs sociaux en application des articles L. 151-15 (programme de logements comportant une part de LLS sans droit de délaissement) ou du 1° de l'article L. 151-41 (programme de logements comportant une part de LLS avec droit de délaissement). Cette sous-destination recouvre également :

- les « résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs » (par exemple les yourtes) ;
- les chambres d'hôtes au sens de l'article D324-13 du code du tourisme, c'est-à-dire limitées à cinq chambres pour une capacité maximale de 15 personnes ;
- les meublés de tourisme dès lors qu'ils ne proposent pas de prestations hôtelières au sens du b) du 4° de l'article 261-D du code général des impôts, c'est-à-dire au moins trois des prestations suivantes : petit déjeuner, nettoyage régulier des locaux, fourniture de linge de maison et réception, même non personnalisée, de la clientèle. Pour l'application de l'arrêté, les gîtes sont considérés comme des meublés de tourisme.

- La sous-destination **hébergement** recouvre les constructions principalement à vocation sociale, destinées à héberger un public spécifique: des étudiants (gestion CROUS), des foyers de travailleurs, EHPAD, des maisons de retraite, des résidences hôtelières à vocation sociale ... Cette sous-destination recouvre également les hébergements assurant les mêmes fonctions et visant le même public, mais à vocation commerciale (notamment les résidences étudiantes avec service para-hôtelier...). Ces structures peuvent proposer des hébergements en logement ou en chambres collectives ou individuelles. Elle recouvre enfin les centres d'hébergement d'urgence, des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) et les centres d'accueil des demandeurs d'asile (CADA).

Destination de construction « commerce et activité de service » :

- La sous-destination **artisanat et commerce de détail** recouvre tous les commerces de détail, notamment les épiceries, les supermarchés, les hypermarchés, les points permanents de retrait par la clientèle, d'achats au détail commandés par voie télématique, ou organisés pour l'accès en automobile. Cette sous-destination inclut également l'artisanat avec une activité commerciale de vente de biens, tels que les boulangeries, les charcuteries, les poissonneries ainsi que l'artisanat avec une activité commerciale de vente de services : cordonnerie, salon de coiffure... L'activité artisanale peut se définir en application de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifié par l'article 45 de la loi n°2015-990 du 6 août 2015.

- La sous-destination **restauration** recouvre les constructions destinées à la restauration ouverte à la vente directe à une clientèle commerciale. Cette sous-destination n'inclut pas la restauration collective qui constitue une prestation proposée aux salariés ou usagers d'une entreprise, d'une administration ou d'un équipement.

- La sous-destination **commerce de gros** s'applique à toutes les constructions destinées à la vente entre professionnels.

- La sous-destination **activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle** s'applique à toutes les constructions où s'exercent une profession libérale (avocat, architecte, médecin...) ainsi que d'une manière générale à toutes les constructions permettant l'accomplissement de prestations de service qu'elles soient fournies à des professionnels ou à des particuliers. Cette sous-destination inclut les assurances, les banques, les agences immobilières, les agences destinées à la location de véhicules, de matériel, les « showrooms »... Les magasins de téléphonie mobile entrent également dans cette catégorie. Il est en effet considéré que la vente de forfait téléphonique constitue l'activité principale des opérateurs. On y trouve également les salles de sport privées, les spa...

- La sous-destination **hébergement hôtelier et touristique** s'applique à tous les hôtels ainsi qu'à toutes les constructions démontables ou non destinées à délivrer des prestations hôtelières au sens du b) du 4° de l'article 261-D du code général des impôts, c'est-à-dire réunissant au moins trois des prestations suivantes : petit déjeuner, nettoyage régulier des locaux, fourniture de linge de maison et réception, même non personnalisée, de la clientèle. Cette sous-destination recouvre notamment l'ensemble des constructions à vocation touristique :

1. les résidences de tourisme,
2. les villages résidentiels de tourisme ;
3. les villages et maisons familiales de vacances...

Cette sous-destination recouvre également les bâtiments nécessaires au fonctionnement des terrains de campings et, des parcs résidentiels de loisirs.

- La sous-destination **cinéma** s'applique à toute construction nécessitant d'obtenir une autorisation d'exploitation et l'homologation de la salle et de ses équipements de projection.

Destination de construction " équipements d'intérêt collectif et services publics "

L'ensemble des sous-destinations de cette destination recouvre des constructions d'intérêt collectif et/ou de services publics. Un faisceau d'indices peut permettre de qualifier ce type d'ouvrage : investissement de la puissance publique en tant que maîtrise d'ouvrage ou investissement financier, désignation législative ou réglementaire de la personne morale comme délégataire ou investie d'une mission de service public, ouverture de la construction au public ou à des usagers d'un service public (Ex : Usager d'une bibliothèque municipale, d'une piscine...) , réalisation de la construction sur le domaine public ou privé de l'État, d'une collectivité locale ou assimilée...

- La sous-destination **locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés** recouvre toutes les constructions des porteurs d'une mission de service public, que l'accueil du public soit une fonction principale du bâtiment (mairie, préfecture...) ou annexe (ministère, services déconcentrés de l'État), ainsi qu'à l'ensemble des constructions permettant d'assurer des missions régaliennes de l'État (commissariat, gendarmerie, caserne de pompiers, établissements pénitentiaires...). Elle s'applique également aux bureaux des organismes publics ou privés, délégataires d'un service public administratif (Ex : ACOSS, URSSAF...) ou d'un service public industriel et commercial (SNCF, RATP, régie de transports public, VNF...). Cette sous-destination recouvre également les maisons de services publics.

- La sous-destination **locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés** recouvre les équipements d'intérêt collectif nécessaires à certains services publics, tels que les fourrières automobiles, les dépôts de transports en communs, les stations d'épuration... Elle recouvre également les constructions permettant la production d'énergie reversée dans les réseaux publics de distribution et de transport d'énergie, et les locaux techniques nécessaires comme les transformateurs électriques, les constructions permettant la transformation d'énergie produites par des installations d'éoliennes ou de panneaux photovoltaïques.

- La sous-destination **établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale** recouvre l'ensemble des établissements d'enseignement (maternelle, primaire, collège, lycée, université, grandes écoles...), les établissements d'enseignement professionnel et technique, les établissements d'enseignement et de formation pour adultes, les hôpitaux, les cliniques, les maisons de convalescence, les maisons de santé privées ou publiques (art. L6323-3 du code de la santé publique) assurant le maintien de services médicaux dans les territoires sous-équipés (lutte contre les « déserts médicaux »). Les maisons de santé ne répondant pas à ces critères seront classées dans la sous-destination « Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle ».

- La sous-destination **salles d'art et de spectacles** recouvre les salles de concert, les théâtres, les opéras... Cette sous-destination n'inclut pas les stades qui peuvent occasionnellement accueillir des concerts ou spectacles mais dont la vocation principale est d'être un équipement sportif.

- La sous-destination **équipements sportifs** recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinés à l'exercice d'une activité sportive. Cette sous-destination recouvre les stades dont la vocation est d'accueillir du public pour des événements sportifs privés (stade de football...) mais également les équipements sportifs ouverts au public en tant qu'usagers comme les piscines municipales, les gymnases...

- La sous-destination **autres équipements recevant du public** recouvre les autres équipements collectifs dont la fonction est l'accueil du public à titre temporaire, pour pratiquer un culte (églises, mosquées, temples...), pour tenir des réunions publiques, organiser des activités de loisirs ou de fête (salles polyvalentes, maisons de quartier...), assurer la permanence d'un parti politique, d'un syndicat, d'une association, pour accueillir des gens du voyage.

Destination de construction « autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire »

- La sous-destination **industrie** recouvre les constructions industrielles ou artisanales affiliées à l'industrie (construction automobile, construction aéronautique, ateliers métallurgique, maçonnerie, menuiserie, peinture...) Le caractère industriel d'une activité peut s'apprécier au regard de la nature des opérations de transformation ou de production qu'elle effectue et de l'importance des moyens techniques qu'elle met en œuvre pour les réaliser. L'activité artisanale peut se définir en application de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifié par l'article 45 de la loi n°2015-990 du 6 août 2015.

- La sous-destination **entrepôt** recouvre les constructions destinées au stockage des biens ou à la logistique. Cette sous-destination inclut notamment les locaux logistiques dédiés à la vente en ligne et les centres de données.

- La sous-destination **bureau** recouvre les constructions destinées au travail tertiaire, les sièges sociaux des entreprises privées et les différents établissements assurant des activités de gestion financière, administrative et commerciale.

- La sous-destination **centre de congrès et d'exposition** recouvre les constructions de grandes dimensions notamment les centres et les palais et parcs d'exposition, les parcs d'attraction, les zéniths...

4.1.3.2 ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

De manière générale la révision du PLU a permis de travailler sur 4 points essentiels :

- adaptation du zonage et du règlement pour permettre la réalisation du Lycée
- adaptation du règlement en zone Uz et Ud pour permettre de contenir les divisions parcellaires sur des secteurs non adaptés en termes de réseaux et d'infrastructure, en imposant une emprise au sol faible suite notamment à la suppression des règles de COS et de surface minimale des terrains. Cette règle devra faire l'objet d'une évaluation et éventuellement d'une adaptation 3 ans après l'adoption du PLU.
- adapter le zonage et le règlement pour permettre la réalisation d'une centrale photovoltaïque
- adapter le zonage et le règlement pour permettre le développement d'activités agrotouristiques et du tourisme durable au sud-est de la commune (Massereau) ci-après le détail des évolutions :

Zones urbaines : zones U

Ce sont les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

▪ des zones urbaines banalisées :

- **UB** : D'une façon générale, compte tenu des objectifs de mixité fonctionnelle attribués à cette zone, la plupart des destinations sont autorisées. Cependant, en cohérence avec le tissu urbain et les objectifs dévolus à cette zone, les constructions interdites sont celles qui ne correspondent pas à la vocation souhaitée et seraient susceptibles de nuire aux caractéristiques urbaines : Commerce de gros et industrie. Le règlement ne subit aucune évolution majeure.

- **UC** : La zone UC s'étend pour intégrer notamment la ZAC des Hauts de Saint-Laze anciennement classée en zone IIAU.

L'emprise au sol est fixée à 50% (40% auparavant) sauf en zones UCa et UCb où l'emprise au sol est de 80%.

Les projets de plus de 5000m² de surface de plancher devront intégrer 20% de logements sociaux

L'objectif sur ce secteur est de pouvoir maintenir une densité raisonnée à proximité des équipements commerciaux et publics de la commune.

- **UD** : la zone UD s'étend sur des secteurs contraints d'un point de vue topographique et de la desserte viaire. L'objectif est de contenir l'imperméabilisation des sols et le phénomène de ruissellement en imposant une emprise au sol pour chaque sous-secteur.

- **UZ** : la zone UZ correspond à des secteurs périphériques à dominante d'habitat pavillonnaire avec une densité faible. Certains secteurs sont dépourvus d'assainissement collectif, et des voies de circulation pouvant difficilement être élargies pour répondre aux normes de sécurité. L'objectif est de contenir le développement urbain afin de conserver l'harmonie de l'urbanisation existante et de limiter les effets du ruissellement.

- **UE** : le zonage est rationalisé afin de permettre l'implantation de nouveaux artisans et entreprises sur le secteur.

- **UT** : le zonage du camping Massereau est mis en conformité avec les récentes évolutions de la doctrine de l'Etat en matière de zonage pour les campings. En effet pour les campings qui au contraire comprennent de nombreux aménagements (piscine en plein air ou couverte, aires de jeux, terrains de sport, restaurant, ...) et/ou dont les emplacements sont majoritairement occupés par des résidences mobiles de loisirs ou des habitations légères de loisirs, il conviendra d'adopter un zonage U, dont la vocation sera d'accueillir des installations et constructions liées à l'hôtellerie de plein air ou aux loisirs. Cela n'enlève en rien la nécessité de préserver l'aspect naturel du secteur, ni n'enlève les possibilités d'extension pour le secteur.

Zones à urbaniser : zones AU

Le PLU révisé comprend une zone 1AU. Elle correspond au futur quartier de Massanas. Ce quartier devra répondre à une certaine densité sans toutefois remettre en cause l'identité rurale de la commune.

Zone agricole : zone A

Zone strictement dévolue à l'agriculture : une zone At est introduite au sud-est de la commune à la place en remplacement d'un secteur classé en zone Aa afin de permettre le développement de l'agrotourisme en autorisant notamment la réhabilitation des mazets sous forme d'hébergement touristique.

Zones naturelles : zones N

Le Bois du Roi est reclassé en zone N conformément à la demande de la DDTM du Gard.

4.2 LES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Conformément à l'article L.151-6 du code de l'urbanisme en vigueur au 1er janvier 2016, le PLU comporte des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) établies en cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Le PLU de Sommières fait le choix d'inscrire des orientations d'aménagement et de programmation relatives aux modalités d'aménagement du secteur de Massanas-La Crouzade qui a été repéré comme un site de densification potentielle à court / moyen terme, et où l'impératif d'organisation et de composition urbaine s'impose.

Conçues en cohérence avec les principes du PADD, l'OAP répond principalement aux orientations suivantes :

- Accueillir de nouveaux habitants et promouvoir la mixité sociale et urbaine
- Remailler le territoire et développer les mobilités durables
- Promouvoir un urbanisme respectueux de l'environnement
- Valoriser la trame verte, le paysage et les espaces naturels

Compatibles avec le règlement pour une complémentarité ou une alternative dans la définition d'un projet, les principes de l'Orientations d'Aménagement et de Programmation sont destinés à mettre en valeur, optimiser ou aménager des sites stratégiques du territoire.

Le secteur Massanas constitue le secteur principal identifié pour accueillir des opérations d'aménagement d'ensemble.

Le secteur Massanas concentrera les capacités de densification de la commune dont le potentiel reste limité malgré les surfaces identifiées du fait des problèmes de ruissellement pluvial et de capacités des réseaux insuffisants ou manquants.

L'objectif sera de trouver un équilibre opérationnel en termes de logements et de typologies pour garantir la réussite de ce quartier, objectif complexe à tenir au regard de la densité requise.

Pour répondre au double objectif de desserrement des ménages et d'offre nouvelle, la commune de Sommières prévoit une grande diversification de l'habitat. Ainsi, la construction de logements en accession, accession sociale et locatif social, libre ou intermédiaire doit permettre de répondre aux attentes et aux besoins des habitants actuels, mais également des nouveaux arrivants souhaitant s'installer durablement sur le territoire. Ces différentes typologies de logements auront pour effet de faciliter les parcours résidentiels.

Par le biais de ce présent PLU, Sommières se saisit de cette opportunité pour offrir sur la commune des logements de tailles diversifiées dont l'offre peut manquer à l'heure actuelle.

Compte tenu du rythme de la croissance démographique et des possibilités d'extensions urbaines, de comblement des dents creuses et de résorption des logements vacants de l'ordre de 20%, la commune serait en capacité de produire environ 500 logements d'ici 2030.

Au final, compte tenu des contraintes topographique, techniques et opérationnelles, seul le secteur Massanas est susceptible d'accueillir une forme de densité d'environ 35 logements / hectare en fonction du périmètre retenu et des contraintes environnementales et hydraulique.

4.2.1 OAP DU SECTEUR « MASSANAS »

Cette OAP couvre le secteurs 1AU.

Cette OAP concerne un site de 9 Ha environ au sud du lycée Lucie Aubrac et de la D22 qui a été déviée.

L'objectif principal de l'OAP est de permettre de poursuivre le développement urbain de la commune sur sa partie ouest dans le respect des caractéristiques paysagères des sites.

En cohérence avec les orientations du PADD, cette OAP est ainsi au service du projet urbain global de la commune favorisant son attractivité et répondant à la forte demande de logements.

Elle a également pour objectif d'assurer l'articulation avec le lycée et les équipements associés, et le nouveau tracé de la D22.

Enfin en termes d'environnement, de paysage et de cadre de vie, l'OAP s'inscrit dans un cadre végétalisé et arboré. Afin de respecter cette spécificité et d'offrir un cadre de vie agréable et attractif, l'OAP intègre le corridor écologique à préserver ainsi que des espaces verts à protéger. Ces mesures sont favorables à la biodiversité et à la gestion des eaux pluviales en limitant la part des sols imperméabilisés dans ce tissu au bâti resserré.

Les gabarits sont globalement ceux inscrits au règlement (R + 2 + attiques, 14 mètres maximum de hauteur) et correspondant aux hauteurs des constructions existantes sur la commune.

Ce secteur concentrera la majeure partie des capacités de densification de la commune.

5. ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS

5.1 LES DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX S'IMPOSANT OU À PRENDRE EN COMPTE DANS LE PLU ET LE PADD

L'article R.104-18 du code de l'urbanisme prévoit que l'évaluation environnementale contient la description de l'articulation du PLU avec les documents avec lesquels il doit être compatible ou qu'il prend en compte.

Concernant la commune de Sommières, l'exercice est relativement compliqué notamment concernant le SCoT Sud Gard car celui-ci était en cours de révision lors de l'élaboration du document d'urbanisme révisé.

5.1.1 LES ORIENTATIONS DU SCOT SUD GARD

Le nouveau SCoT est entré en vigueur depuis le 10 décembre 2019

Le PADD prévoit le maintien d'une croissance d'environ 1% par an à l'échelle de l'ensemble du périmètre. La population à l'horizon 2030 est estimée à environ 448 000 habitants selon les trois scénarios de croissance étudiés. Avec la croissance observée entre 2013 et 2018, il reste finalement 38 000 logements à produire entre 2018 et 2030. Le SCoT propose de maintenir la dynamique observée depuis l'approbation du 1er SCoT mais propose de construire une véritable stratégie d'encadrement spatial de ce développement. Les élus se sont accordés pour :

- Moduler la répartition des dynamiques démographiques et urbaines au regard de la capacité du territoire ;
- Coordonner l'accueil de la population et des emplois avec le développement d'une offre de transport en commun performante.

Compatibilité du PLU révisé :

Le PLU de Sommières prend en compte les dynamiques démographiques en ouvrant certains secteurs stratégiques à l'urbanisation notamment par le comblement des dents creuses et dans le cadre des orientations destinées à la réalisation d'opérations d'aménagement d'ensemble.

5.1.2 ARTICULATION AVEC LE SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie de Languedoc-Roussillon, a été validé par arrêté préfectoral du 3 août 2012.

Par un arrêt du 10 novembre 2017, la cour administrative d'appel de Marseille a annulé le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie de la région Languedoc-Roussillon (avant la fusion avec Midi-Pyrénées) et le schéma régional éolien qui y est annexé.

Ces schémas sont des documents stratégiques qui définissent des orientations en matière :

- de réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- de maîtrise de la demande énergétique,
- de développement des filières d'énergies renouvelables,
- de lutte contre la pollution atmosphérique, de qualité de l'air et d'adaptation aux effets des changements climatiques.

Compatibilité du PLU révisé :

Le PLU a été bâti avec en fil rouge le souci de préservation des ressources naturelles en privilégiant le déploiement des énergies renouvelables. Par ailleurs en poursuivant les aménagements cyclables le long de la RD 22 la commune entend développer l'ensemble des modes actifs pour les déplacements du quotidien.

Enfin l'implantation du lycée sur la commune permet de lutter in fine contre la pollution atmosphérique en réduisant les déplacements scolaires des élèves de Sommières mais également des villages alentours dont le lycée d'accueil était situé sur Nîmes (lycée polyvalent Ernest Hemingway).

5.1.3 ARTICULATION AVEC LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ÉCOLOGIQUE

Le SRCE Languedoc Roussillon a été adopté le 20 novembre 2015 par arrêté du préfet de région, après approbation par le Conseil régional le 23 octobre 2015.

Les fondements et objectifs du schéma sont les suivants :

- D'une logique de conservation de la nature emblématique à un réseau écologique intégré aux territoires
La perte de biodiversité est principalement due à la fragmentation et la destruction des milieux naturels. La lutte contre la perte de biodiversité ne peut plus se cantonner à la préservation d'espaces naturels remarquables. En effet, les instruments de protection à caractère réglementaire ont principalement été définis sur la base de connaissances ciblées sur des espèces et habitats remarquables, en général particulièrement menacés. La Trame verte et bleue s'intéresse aussi aux échanges nécessaires avec des espaces, pouvant abriter aussi une biodiversité plus ordinaire tout aussi indispensable à leur bon fonctionnement et leur pérennité.
- Préserver et restaurer un réseau écologique : ménager notre territoire. L'objectif est de préserver et restaurer un réseau écologique régional, afin d'enrayer la perte de biodiversité et de contribuer à son adaptation aux changements majeurs (usage des sols, évolution du climat). En Languedoc-Roussillon, l'artificialisation des sols concernerait environ 830 ha par an, ce qui représente 2 ha par jour, soit 4 terrains de football. Les terres agricoles sont les premières touchées par ce phénomène. Dans l'Hérault, 51 % des terres à fort potentiel agronomique ont été artificialisées entre 1997 et 2009. Pour lutter contre ces dommages irréversibles, l'ambition consiste à préserver les zones d'intérêt écologique majeur : les réservoirs de biodiversité, là où sont présents ces espèces et ces habitats menacés, pour qu'ils trouvent les conditions indispensables à leur cycle de vie. En parallèle, pour constituer un réseau écologique efficace sont identifiées des zones d'intérêt écologique particulier liant ces réservoirs : les corridors écologiques.

- Faire émerger un modèle plus harmonieux d'aménagement du territoire. Avec la trame verte et bleue, les politiques publiques d'aménagement s'inscrivent dans une logique d'intégration et de durabilité : « intégration » car la trame verte et bleue doit permettre de mieux appréhender les enjeux de préservation de la biodiversité dans la planification, et « durabilité » car ce nouvel outil doit participer à orienter l'aménagement du territoire dans une région dont le rythme d'artificialisation est en hausse. La trame verte et bleue permet une nouvelle lecture des enjeux du territoire régional et contribuera à l'émergence d'un nouveau modèle d'aménagement et de développement.

- Donner de la cohérence aux actions de conservation et de restauration de la biodiversité :

C'est une ambition fondamentale des copilotes : la trame verte et bleue doit donner de la cohérence aux politiques de préservation de la biodiversité, fédérer les initiatives, donner de la cohérence aux actions des acteurs territoriaux et fournir de nouveaux outils techniques pour un aménagement durable du territoire, le tout en accord avec les objectifs de développement économique

Les enjeux régionaux :

- Intégration des continuités écologiques dans les politiques publiques

Cet enjeu transversal met l'accent sur la nécessaire coordination entre politiques publiques. Cette coordination passe par la mise en place de gouvernance adaptée pour favoriser la prise en compte de la biodiversité et des continuités écologiques dans les projets d'aménagements, dans la gestion des espaces publics et privés ou encore dans la sensibilisation des citoyens. Dès lors, l'ensemble des projets d'aménagements d'un territoire devra intégrer le plus amont possible les différents enjeux identifiés dans le cadre du SRCE.

- Ménager le territoire par l'intégration de la trame verte et bleue dans les décisions d'aménagement

Le Languedoc-Roussillon est soumis à une forte croissance de son solde migratoire et un développement économique soutenu. Répondre à ces dynamiques en limitant l'artificialisation des sols constitue un véritable défi pour la région. Le diagnostic a montré en outre une dynamique d'artificialisation des sols hétérogène sur la région. Les territoires les plus touchés sont notamment, le littoral, les espaces périphériques des grandes agglomérations et le long des infrastructures de transports. Le SRCE sert l'obligation d'intégrer, de manière partagée, une biodiversité fonctionnelle comme clef d'entrée de l'aménagement du territoire, le plus en amont possible, dans les différents documents d'aménagement et d'urbanisme (en particulier les cartes communales, PLU, PLUI et SCoT), et dans chaque acte quotidien de politique publique et d'urbanisme. La préservation de la fonctionnalité écologique des espaces naturels et agricoles passe en effet par un renouveau des formes urbaines, la maîtrise de l'étalement urbain, de la périurbanisation et la réduction de la consommation des terres agricoles et naturelles. La réussite du SRCE est donc conditionnée à l'adhésion des acteurs de l'aménagement du territoire. Cela nécessite leur implication dans l'identification et la prise en compte des continuités écologiques à l'échelle du territoire dans lequel s'inscrivent les projets. La prise en compte des effets cumulés des aménagements est une question centrale pour un aménagement durable du territoire.

- Transparence des infrastructures pour le maintien et la restauration des continuités écologiques

Les enjeux diffèrent selon qu'il s'agisse d'infrastructures existantes ou de nouveaux projets et selon la nature des infrastructures : transport routier, ferroviaire, fluvial..., production et transport d'énergie, protection contre les risques.... En effet, tout infrastructure et aménagement nouveaux sont accompagnés en amont de la création d'une étude d'impact intégrant la prise en compte des continuités écologiques. C'est une logique d'évitement que le SRCE préconise, avant la réduction des impacts des installations nouvelles. Pour les infrastructures et aménagements existants, l'enjeu porte sur la requalification des ouvrages pour restaurer les continuités écologiques. Dans tous les cas, le SRCE permet d'identifier les espaces prioritaires à éviter et le cas échéant contribue à une stratégie pour la compensation écologique.

- Des pratiques agricoles et forestières favorables au maintien et à la restauration des continuités écologiques

L'altération des réseaux écologiques du Languedoc-Roussillon tient également à un autre phénomène aux conséquences négatives sur la fonctionnalité de certains types de continuités écologiques : la tendance à l'abandon des terres agricoles. Or, les milieux ouverts constituent un type d'espace écologique fondamental pour la qualité de la Trame verte et bleue. Leur pérennité dépend donc de la bonne santé des filières correspondantes. Le SRCE met également en avant toute l'importance du maintien des pratiques agricoles, permettant de préserver des paysages agricoles diversifiés et de maintenir un maillage d'éléments semi-naturels comme les haies, bosquets, ripisylves, ... Dans la même logique, il convient de promouvoir les pratiques et modes de gestion forestière permettant de conserver une bonne fonctionnalité pour la Trame verte et bleue.

- Les continuités écologiques des cours d'eau et des milieux humides

Les continuités aquatiques souffrent également de perturbations liées à certaines activités et aménagements (seuils, hydroélectricité, endiguement de berges, recalibrage, ...). Le diagnostic a montré l'importance de ce phénomène dans notre région avec plus de 2 700 aménagements et ouvrages recensés au sein des cours d'eau. Il s'agira donc de permettre aux fleuves et aux rivières de s'écouler naturellement de l'amont vers l'aval (continuité longitudinale) mais aussi de respecter leur espace de mobilité (continuité latérale ou transversale). La préservation et la renaturation des zones humides représentent aussi un enjeu régional fort avec des zones humides de tête de bassin à enjeu patrimonial fort et des zones humides littorales saumâtres, très particulières compte tenu de la spécificité de notre façade littorale languedocienne sableuse et lagunaire. Ces milieux accueillent des espèces patrimoniales et jouent un rôle remarquable en termes de services rendus (soutien d'étiage, lutte contre les petites inondations, ...). Le SRCE propose à la fois une mise à plat de la connaissance de ces milieux atypiques et une gestion adaptée.

SRCE L-R : Trame verte et bleue

Trame verte

- Réservoirs de biodiversité
- Corridors écologiques

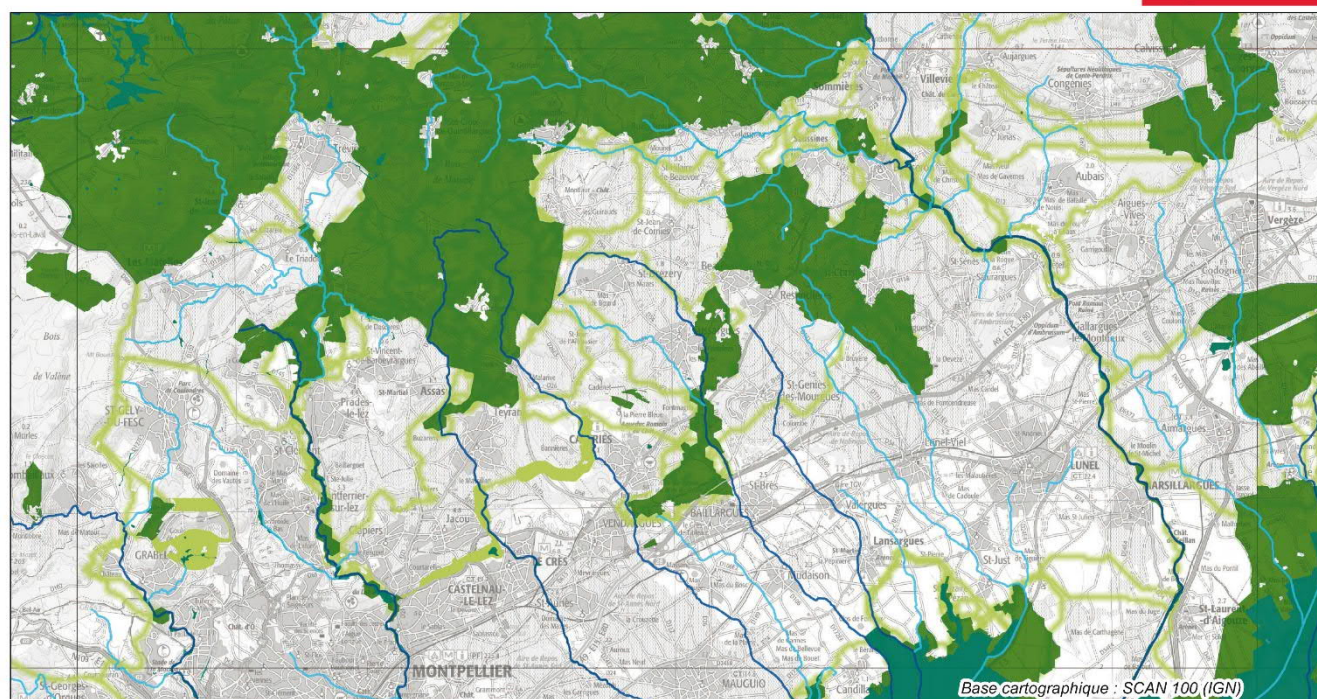
NB : La représentation cartographique des corridors écologiques constitue une identification des enjeux de continuité qui fera l'objet d'une adaptation locale.

Trame bleue

- Graus
- Cours d'eau : Réservoirs de biodiversité
- Cours d'eau : Corridors écologiques
- Réservoirs de biodiversité : zones humides, plans d'eau et lagunes
- Espaces de mobilité



P4	P5	P6	P7	P8
O4	O5	O6	O7	O8
M4	M5	M6	M7	M8
L4	L5	L6	L7	L8
K4	K5	K6	K7	K8
J4	J5	J6	J7	J8
I4	I5	I6	I7	I8
H4	H5	H6	H7	H8
G4	G5	G6	G7	G8
F4	F5	F6	F7	F8
E4	E5	E6	E7	E8
D4	D5	D6	D7	D8
C4	C5	C6	C7	C8
B4	B5	B6	B7	B8
A4	A5	A6	A7	A8



L'échelle de prise en compte du SRCE est le 1:100 000e (format d'impression : A3)

0 5 10 15 Kilomètres

Compatibilité du PLU révisé :

Le PLU révisé prend en compte les continuités écologiques sur le territoire notamment sur l'ouest de la commune entre la zone d'activités Corata et le futur quartier Massanas/la Crouzade en reclassement une partie du secteur UE en zone N pour matérialiser d'un point de vue réglementaire le corridor écologique de ce secteur et ainsi renforcer la trame verte de la commune.

Le Bois du Roi est reclassé en zone N.

En zone agricole, une zone At est créée afin de soutenir, en la diversifiant, l'activité agricole et, de ce fait, permet de maintenir et de soutenir une activité en zone agricole. Le gain par rapport au Plu antérieur est d'environ 4ha.

5.1.4 ARTICULATION AVEC LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE

Entré en vigueur le 21 décembre 2015, pour une durée de 6 ans, le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée fixe les grandes orientations d'une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur les bassins versants du Rhône, de ses affluents et des fleuves côtiers formant le grand bassin Rhône-Méditerranée.

Trois orientations majeures :

- Restaurer 300 km de cours d'eau en intégrant la prévention des inondations :

Le SDAGE préconise des opérations de restauration des rivières qui redonnent un cours et un fonctionnement plus naturels tout en limitant les risques d'inondations. La compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) favorisera la mise en œuvre de ces opérations.

- Préserver et restaurer les zones humides

Le SDAGE propose un objectif de compensation de destruction des zones humides à hauteur de 200 % de la surface détruite. Lorsque les fonctions des zones humides seront détruites ou altérées, il s'agira de créer des zones d'expansion des crues, de préserver la qualité des eaux ou de la biodiversité.

Le SDAGE incite à élaborer des plans de gestion stratégiques des zones humides dans les bassins versants, afin d'anticiper et d'orienter les aménagements.

- Restaurer la qualité de 269 captages d'eau potable pour protéger la santé humaine.

Le SDAGE demande de mettre en œuvre des plans d'action pour lutter contre les pollutions diffuses par les nitrates et les pesticides.

Il cible des secteurs d'actions prioritaires pour lutter contre les pollutions par les substances dangereuses issues des activités industrielles, des zones urbaines et des sites et sols pollués (métaux, solvants, perturbateurs endocriniens, pesticides...). Il incite à réduire les rejets de ces substances dans les milieux aquatiques.

Une nouvelle disposition du SDAGE incite les collectivités, dans le cadre de leurs documents d'urbanisme, à compenser l'urbanisation de nouvelles zones par la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées, à hauteur de 150% de la nouvelle surface imperméabilisée.

Compatibilité du PLU révisé :

Les exigences du SDAGE en matière de qualité de la ressource et de lutte contre les pollutions trouvent essentiellement leur application dans le règlement par les obligations de gestion à la parcelle des eaux pluviales (articles 3.2 – assainissement des eaux pluviales).

Le PLU intègre, notamment dans les zones 1AU, la notion de coefficient de biotope. Il s'agit d'un coefficient qui décrit la proportion des surfaces favorables à la biodiversité (surface éco-aménageable) par rapport à la surface totale d'une parcelle. L'atteinte de ce coefficient permet de s'assurer globalement de la qualité d'un projet, en réponse à plusieurs enjeux : amélioration du microclimat, infiltration des eaux pluviales et alimentation de la nappe phréatique, création et valorisation d'espace vital pour la faune et la flore.

Le principe d'infiltration des eaux pluviales, lorsque la nature des sols le permet, contribue aussi à préserver la ressource souterraine sur le plan quantitatif.

Enfin, le PLU renvoie au PPRI moyen Vidourle au sujet du risque d'inondation et rappelle les mesures d'implantation à respecter sur ou à proximité des axes de ruissellement des eaux pluviales.

5.1.5 ARTICULATION AVEC LE PPRI MOYEN VIDOURLE

Approuvé le 03 juillet 2008 et modifié en date du 19 août 2016 du fait de la nécessité de préciser les éléments réglementaires concernant les conditions d'aménagement et de construction afin de permettre les extensions limitées et les changements de destination pour les activités économiques, dans les zones urbaines et ce quel que soit l'aléa, d'autoriser les annexes à l'habitation dans les secteurs urbains les moins vulnérables aux inondations permettant ainsi des projets limités tendant à améliorer le confort de l'habitat. Par ailleurs les modifications réglementaires du PPRI permettent désormais, dans les zones urbaines concernées par des niveaux d'aléas moyen ou résiduel, le changement de destination sous réserve de calage ou sous réserve de réduire le caractère vulnérable de l'occupation.

Par rapport aux différents villages existants en bordure du Vidourle, la traversée de Sommières représente une exception. L'implantation anthropique à proximité aussi immédiate du cours d'eau témoigne d'une prise de risque considérable mais certainement plus acceptable à l'époque qu'elle ne l'est aujourd'hui du fait du développement urbain. La « vieille ville », dont l'extension est le produit d'un grignotage progressif du lit moyen, est soumise à un risque relativement moins important que ne l'est la rive droite où les traces d'un hydrodynamisme actif (érosions de berges, surcreusements et écoulements en lits moyen ou majeur) sont nombreuses et fort dévastatrices. Compte tenu de cette situation particulière, il est nécessaire de s'orienter vers une politique de restructuration urbaine intégrant le risque inondation dans les partis d'aménagement qui seront retenus. Il semble possible de limiter les intrusions d'eau très fréquentes qui débutent en rive gauche pour les crues de 2 à 3 ans de période de retour, moyennant des aménagements limités. Par contre, pour les crues plus rares (comme celle de Décembre 2002) et a fortiori pour les crues rares voire exceptionnelles, comme celle de septembre 2002, les actions envisageables concernent essentiellement la prévention qui permettra de sauver les vies humaines et de limiter les dégâts (limiter la vulnérabilité, informer les populations, organiser la gestion de crise et post crise...).

Compatibilité du PLU révisé :

Le PLU fait un renvoi au PPRI et son règlement.

L'instauration de faibles coefficients d'emprise au sol pour certains secteurs du PLU, pour tenir compte des caractéristiques topographiques et paysagères, est de nature à lutter contre l'imperméabilisation des sols.

6. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLU

6.1 METHODOLOGIE :

Au titre des dispositions de l'article R.104 - 9 du Code de l'Urbanisme et notamment du fait de la présence de sites Natura 2000 sur le territoire communal, le PLU de la commune de Sommières est soumis à évaluation environnementale. Cette dernière porte notamment sur les incidences notables et prévisibles de la mise en œuvre du plan local d'urbanisme sur l'environnement.

La directive n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation environnementale de certains plans et programmes sur l'environnement a été transposée par ordonnance du 3 juin 2004 portant modification du Code de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Collectivités Territoriales. Le contenu du rapport de présentation est désormais prévu aux articles L.151-4 et R.151-1 à R.151-5 du Code de l'urbanisme (suivant la nouvelle codification issue du décret numéro 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du Code de l'urbanisme et la modernisation du contenu du Plan local d'urbanisme, publié au Journal Officiel du 29 décembre 2015).

Selon l'Article R.151-3 du Code de l'urbanisme :

« Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

« 1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

« 2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

« 3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

« 4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

« 5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

« 6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

« 7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

« Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée ».

6.1.1 L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE : UN OUTIL D'ANTICIPATION AU SERVICE D'UN PROJET DURABLE

L'évaluation environnementale est bien plus qu'un dispositif réglementaire ou qu'une partie du dossier de PLU, elle est un outil permettant de réaliser les choix les plus pertinents en matière d'incidences sur l'environnement, le principe fondamental guidant la construction du projet étant « éviter, réduire, compenser » :

éviter de « toucher » aux secteurs et/ou aux éléments les plus sensibles du territoire et d'un site donné ;

réduire les atteintes à l'environnement autant que possible, notamment lorsque les incidences ne peuvent être évitées (réduire les emprises artificialisantes, choix du moindre impact...) ;

compenser les incidences négatives par des mesures spécifiques (prescriptions particulières).

En ce sens, et afin de produire une perspective complète et durable, le processus d'élaboration du PLU a intégré le plus tôt possible les enjeux environnementaux.

L'évaluation environnementale a été réalisée dans les limites dictées par l'article L104-5 du Code de l'Urbanisme, rappelé ci-après : *« Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur ».*

Concernant ce dernier point, il est rappelé que les projets susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement et en particulier sur des espaces du réseau Natura 2000, devront faire l'objet en phase ultérieure (AVP/PRO - PC) d'une évaluation environnementale pour certains et le cas échéant d'un document d'incidences Natura 2000 précis et ciblé à leur échelle.

L'état initial a été intégré au fil de la rédaction du rapport de présentation. pour chaque domaine de l'environnement a fait l'objet d'une analyse des données bibliographiques existantes, complétées et croisées avec des données issues de la consultation de personnes ressources, de références techniques du bureau d'études et du traitement de diverses bases de données. Un repérage global de terrain a été réalisé par un ingénieur écologue et un paysagiste. Les données d'inventaires Habitats, Faune, Flore sont essentiellement issues d'études réalisées sur la commune.

L'évaluation des incidences développée dans les chapitres suivants a consisté à réaliser une analyse croisée des grands enjeux environnementaux du PADD avec les éléments de zonage et de règlement du PLU. Cette évaluation environnementale est ainsi développée conformément au déroulement global de l'analyse, avec :

le rappel des grands enjeux environnementaux issus des conclusions de l'état initial de l'environnement ;

l'intégration des grands enjeux environnementaux dans le PADD et les documents réglementaires du PLU en référence à la situation actuelle et à son évolution « au fil de l'eau » ;

les incidences de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement.

6.1.2 ANALYSE ET DEFINITION DES ENJEUX

Les enjeux ont été hiérarchisés en ne retenant, parmi l'ensemble des questions abordées, que ce qui est jugé très important ou prioritaire pour le territoire (entre ce qui est un enjeu et ce qui ne l'est pas). Les enjeux ont par ailleurs été hiérarchisés de faibles à forts.

Dès cette étape d'identification des enjeux, des hypothèses prospectives sont déjà présentes, explicitement ou implicitement. L'identification et la hiérarchisation des enjeux s'est faite sur la base de critères objectifs mis en évidence au cours de l'état initial, comme par exemple la qualité des ressources en eau, leur suffisance ou insuffisance au regard des besoins, la présence d'habitats ou d'espèces menacées... La situation du territoire par rapport aux objectifs de protection de l'environnement (nationaux, européens, internationaux) a par ailleurs été prise en compte.

Thématiques environnementales	Synthèse des enjeux issus de l'Etat initial de l'environnement	Niveau d'enjeu
CONSOMMATION DE L'ESPACE	Lutter contre la consommation de l'espace agricole et naturel. Encourager la diversification des activités agricoles et touristiques ; Permettre l'implantation du lycée sur la commune.	modéré
RESSOURCE EN EAU	Redonner la mémoire de l'eau : rendre le risque d'inondation compréhensible et visible. Favoriser la perméabilité des sols Une nécessité de respect du cadre réglementaire de la préservation de la ressource en eau et des objectifs du SDAGE Préserver la quantité et la qualité de l'eau.	modéré
MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE	Des sites diversifiés à protéger et à valoriser. Enrayer à l'échelle locale la perte de biodiversité observée à l'échelle nationale voire mondiale Mettre en valeur les continuités écologiques	modéré
PAYSAGE	Préserver et valoriser les paysages. Prise en compte du relief dans les projets urbains à toutes les échelles.	fort
QUALITE DE L'AIR ET NUISANCES SONORES	Améliorer et préserver le cadre de vie et la santé. Développer des modes de transports alternatifs et optimiser les déplacements.	faible
GESTION DES DECHETS	Limiter la production des déchets. Favoriser les essences végétales compostables peu productives de déchets.	faible
ENERGIE ET GES	Réduire les consommations d'énergie dans l'habitat et le bâti. Améliorer l'efficacité énergétique dans la ville.	faible
RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	Maîtriser l'urbanisation. Limiter le risque d'inondation et gérer les eaux de surfaces.	fort

Les effets sur l'environnement du PLU, objet du présent document, s'apprécient au regard des effets sur l'environnement qu'aurait le document actuel de planification s'il perdurait. Il est donc nécessaire, dans le cadre de l'évaluation environnementale, de se livrer à cet exercice théorique.

6.1.3 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE RÉVISION DU PLU

Ce chapitre a pour objet de définir un scénario tendanciel qui constituera le scénario de référence permettant notamment de justifier les choix qui ont été faits pour le projet communal.

Ce scénario de référence est dit scénario « au fil de l'eau ». Il correspond aux évolutions du territoire communal en l'absence de Plan Local d'Urbanisme révisé et donc, à la poursuite de l'application du PLU en vigueur et des actions et programmes déployés en faveur du développement durable.

Pour élaborer le scénario au fil de l'eau, les informations décrivant la situation environnementale du territoire en 2015 ont été utilisées mais aussi les tendances passées de son évolution et des politiques environnementales mises en œuvre qui sont susceptibles de la faire évoluer.

6.1.3.1 LES DONNÉES D'ENTRÉE PRISES EN COMPTE

Le diagnostic met en exergue les points forts et les points faibles du territoire communal.

Des faiblesses :

- un « héritage » urbain qui a façonné la ville au gré des opportunités foncières jusqu'à l'approbation du PLU
- une ville avec un fort taux de pauvreté
- le risque inondation qui entrave le développement urbain en obligeant un développement linéaire le long de la RD 22,
- un espace urbain fragmenté : des espaces monofonctionnels, des coupures dans le tissu urbain du fait de la coupure naturelle du Vidourle
- une absence d'enseignement supérieur significatif : seul un collège étant présent sur la commune
- une desserte viaire arrivée à saturation

...et des richesses :

- un tissu économique bien constitué avec comme corollaire un chômage en baisse entre 2010 et 2015
- un cœur historique attractif
- une qualité paysagère remarquable
- un réseau routier et viaire développé,
- un dynamisme culturel,
- une évolution démographique constante signe du dynamisme et de la qualité de vie sur la commune
- l'implantation du lycée qui vient renforcer le caractère de ville « rotule » entre les aires urbaines de Nîmes et de Montpellier.

Le scénario au fil de l'eau prolonge les tendances à l'œuvre et intègre la mobilisation des acteurs en faveur de l'environnement avec les actions visant à la valorisation des richesses environnementales, à la réduction des pressions, à l'amélioration de la qualité des ressources au travers d'une prise de conscience de la nécessité d'offrir une ville solidaire et plus écologique.

6.1.3.2 LE SCÉNARIO TENDANCIEL

- Une raréfaction du foncier pour organiser le développement urbain : la ZAC des hauts de Saint-Laze arrivant son terme, la commune ne dispose plus de terrains pour accueillir de nouveaux projets urbains d'ampleur à l'échelle de la commune. Par ailleurs, le classement en zone IIAU des terrains d'assiette pour l'implantation du nouveau lycée ne permet pas la construction de celui-ci. La réalisation du lycée est venue impacter la capacité de production de logements dans le PLU révisé. Le scénario au fil de l'eau pourrait réaliser 200 à 250 logements de plus que le PLU révisé, plus en adéquation avec la forte demande sur la commune. Toutefois, la collectivité a fait le choix de privilégier la réalisation de cet équipement structurant à rayonnement supra-communal.

De plus, le scénario au fil de l'eau ne préserve pas la commune des divisions parcellaires désormais possibles suite à la publication de la loi ALUR venant supprimée les notions de COS et de surface minimale de terrains pour construire. Les hectares de dents creuses identifiés dans le cadre du scénario au fil de l'eau ne seraient donc pas maîtrisables de ce point de vue-là, la majorité des dents creuses étant classées en zone UD et UZ. Cela aurait pour corollaire d'augmenter sensiblement les surfaces imperméabilisées.

Ce processus de densification mené en l'état sans réflexion globale pourrait amener à long terme des conséquences néfastes majeures sur l'environnement.

La dynamique actuelle et son prolongement tel que décrit dans ce scénario démontre la nécessité d'opérer un changement pour permettre l'implantation du Lycée et de maintenir la qualité de vie à travers la maîtrise des emprises aux sols des coteaux sommiérois.

6.2 IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme n'est pas une évaluation a posteriori des impacts une fois le document établi, mais une évaluation intégrée à l'élaboration du document, dite « *ex ante* ». C'est une démarche d'aide à la décision qui prépare et accompagne la construction du document d'urbanisme, et permet de l'ajuster tout au long de son élaboration. C'est une base pour un document d'urbanisme conçu comme un projet de développement durable du territoire.

L'évaluation environnementale a pour objectif d'apprécier la cohérence entre les orientations du PLU et leur traduction réglementaire et les enjeux environnementaux du territoire identifiés par l'état initial de l'environnement. Elle doit identifier les incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU, et proposer, le cas échéant, des mesures pour les supprimer, les réduire ou les compenser. Elle doit aussi contribuer à informer les citoyens sur les enjeux et les résultats des politiques mises en œuvre.

L'évaluation environnementale de la révision du PLU est une démarche qui a été mise en œuvre dès le lancement des travaux de révision du PLU avec la rédaction de l'état initial de l'environnement.

Toutes les étapes ultérieures (réflexion et rédaction du PADD, définition des outils réglementaires) ont fait l'objet de débats, de réflexions portant sur leur impact sur le territoire de Sommières.

D'une façon générale, la démarche mise en œuvre a permis d'ajuster le projet de PLU vers le moindre impact environnemental. Plus particulièrement, elle a conduit à certaines évolutions majeures du projet de la commune par rapport au plan en vigueur, notamment :

- La réduction des surfaces « à urbaniser » et leur restructuration de manière à épargner les grandes continuités agricoles et écologiques du territoire ;

- L'augmentation des surfaces dédiées aux zones naturelles ;
- Le renforcement et la diversification des outils de protection des éléments de trame verte urbaine ;
- Un meilleur encadrement de la gestion des eaux, pour préserver la ressource naturelle et éviter les divers risques ;
- La définition, pour tout nouveau projet, d'exigences plus détaillées en matière d'insertion paysagère, de qualité architecturale et environnementale (énergies, isolation, gestion de l'eau...).

6.2.1 LES OUTILS DU PLU AU SERVICE D'UNE VILLE DURABLE

6.2.1.1 LE VÉGÉTAL EN VILLE : UNE RÉPONSE AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Historiquement les villes se sont faites en opposition à la nature, dans un rapport de pression entre le construit et le non construit. Ainsi, l'étalement urbain et la consommation d'espace ont abouti à un allongement des déplacements au quotidien, à une hausse des émissions de gaz à effet de serre, à une diminution et un mitage des espaces naturels et agricoles et à l'imperméabilisation des sols.

Les principaux enjeux environnementaux à l'échelle globale démontrent que l'urbanisation engendre de multiples perturbations qui vont avoir des conséquences sur la qualité de l'environnement : augmentation des températures, augmentation des risques naturels avec en particulier le risque d'inondation pour la commune de Sommières, augmentation des émissions de GES et une baisse de la qualité de l'air, dégradation des paysages et des écosystèmes et une perte générale de biodiversité.

La nature en ville concerne l'ensemble des espaces et ressources naturels (eau, espèces animales et végétales) et des écosystèmes présents sur le territoire. Sont aussi concernés les espaces non bâtis ayant une valeur d'usage pour le citoyen (production agricole de proximité, loisirs, qualité de vie) et les espaces bâtis qui peuvent accueillir également de la nature ou avoir un impact sur les ressources et écosystèmes.

Dans le PLU, la nature en ville renvoie à plusieurs thèmes : « Trame verte et bleue », adaptation et atténuation liées au réchauffement climatique, qualité/gestion des eaux pluviales, préservation des espaces agricoles urbains, développement d'espaces de nature (jardins partagés, espaces verts, friches etc.), végétalisation des parcelles, gestion durable du vivant, préservation de la biodiversité dans le bâti, les friches urbaines, les espaces au service du citoyen (loisirs, jeux, promenades, etc.).

Tirer parti des avantages apportés par le végétal et notamment de son rôle d'épuration pour la qualité de l'air et de son rôle dans la régulation thermique, tel est l'objectif que la ville entend mettre en place avec d'une part la valorisation de la trame verte et bleue et d'autre part, l'encouragement au verdissement des constructions, des parkings et des jardins privés.

Quelles formes pour la nature en ville ?

La nature en ville peut prendre de multiples formes qui n'ont pas toutes la même « valeur » environnementale mais qui toutes ont un impact sur les principaux enjeux environnementaux du territoire sommiérois et qui ont vocation à se renforcer les unes les autres. Les dispositifs, multiples, sont la végétalisation urbaine de pleine terre, les toits végétalisés, des dispositifs de récupérations d'eau de pluie jusqu'aux procédés de construction.

Le PLU sommiérois œuvre à l'utilisation de tous ces dispositifs non seulement dans le guide végétal qui lui est annexé mais également au travers de plusieurs articles du règlement : implantation, plan de végétalisation, aspects extérieurs des constructions, gestion des eaux.

Les effets de ces dispositifs :

La végétalisation urbaine de pleine terre est efficace pour rafraîchir l'air ambiant en journée naturellement grâce à l'évapotranspiration, retenir les eaux de pluies, lutter contre les îlots de chaleur urbains, ...).

Développer la végétalisation en ville sur des surfaces minérales (chaussées, toitures, murs) limite l'amplitude des vagues de chaleur en favorisant le refroidissement nocturne.

- Les toits végétalisés permettent de réduire les consommations d'énergie et ont un effet rafraîchissant, limitent les quantités d'eau pluviale totale déversées dans les égouts (évaporation via les plantes), retardent l'évacuation de l'eau, améliorent la qualité de l'eau évacuée, améliorent la qualité de l'air ainsi que l'isolation acoustique et thermique du bâti, ...
- Les murs végétaux ou façades vertes permettent de protéger les façades contre les intempéries et la chaleur. Ils participent d'une meilleure régulation thermique du bâtiment, ils retiennent les eaux de précipitations, concourent à l'assainissement de l'air, ...;
- L'isolation des bâtiments permet de ralentir leur réchauffement et ainsi de maintenir des températures relativement fraîches à l'intérieur pendant l'été. Elle permet aussi au premier titre de réduire la consommation d'énergie due au chauffage l'hiver, à la climatisation l'été. Elle peut limiter la vulnérabilité aux canicules et contribuer à baisser l'ICU et la température dans les rues.

Toutefois ces dispositifs ont également quelques inconvénients notamment au regard de la ressource en eau. Toiture et murs végétaux mais aussi espaces verts de pleine terre nécessitent des arrosages notamment en été quand la ressource est plus rare.

Des adaptations au changement climatique anticipées

Les végétaux, notamment ceux dont la masse et la surface foliaire sont les plus grandes, constituent via la photosynthèse un potentiel important de captage du CO₂ et d'émission d'oxygène dans l'atmosphère urbaine, tout en retenant une partie des particules en suspension, dont certains polluants présents dans l'air de la ville.

La gestion du risque d'inondation

L'établissement de jardins ou de zones humides ainsi que la perméabilisation des aires minérales, dans les espaces tant privés que collectifs, garantissent une meilleure protection des sols par rapport à la pollution, à l'anéantissement de la vie souterraine et

l'appauvrissement du sous-sol et des nappes phréatiques. Une grande partie des eaux de précipitation au lieu d'encombrer les surfaces imperméables ou de ruisseler vers les égouts, sont d'abord retenues et freinées par la végétation qu'elles nourrissent en partie, et ensuite percolent dans le sol où elles sont purifiées avant de retourner, soit dans l'atmosphère par évaporation, soit vers les nappes souterraines par percolation.

L'imperméabilisation des sols et la densification du drainage ont tendance à augmenter les volumes ruisselés et les débits de pointe des crues. Le risque est très présent à Sommières. La végétalisation se trouve au croisement de ces différentes politiques, permettant aussi bien de ralentir ou contrer le développement des inondations (limitation de l'imperméabilisation des sols et du ruissellement) que de rafraîchir localement la ville.

La pollution et l'amélioration de la qualité de l'air

L'augmentation des zones naturelles dans le PLU est de nature à améliorer la qualité de l'air et lutter contre les pollutions en améliorant l'hygrométrie ambiante. Le maintien de l'emplacement réservé n°7 pour la création d'une voie de contournement permettant de connecter la RD 22 à la RD 6110 diminuera à terme les flux de véhicules sur la place des Aires et devrait contribuer à améliorer la qualité de l'air.

La santé

Comme dans tout jardin ou espace vert, la présence accrue de la flore et de la faune constitue un apport bénéfique sur la santé, de même qu'elle fournit encore plus d'opportunités pour sensibiliser et éduquer la population à la nature dans la ville même et non pas seulement dans les espaces naturels à l'extérieur de la ville.

La qualité de vie et le paysage

Toute introduction de nature dans la ville, si modeste soit-elle, permet de réduire les points noirs visuels, de renforcer le potentiel d'embellissement et de composition des ensembles construits, et de rendre les espaces publics plus propices au loisir et à la détente ainsi qu'à la circulation lente.

6.2.1.2 LES ÉLÉMENTS INTÉGRÉS AU PLU POUR FAVORISER LA NATURE EN VILLE

Le PLU, dans ses différents documents et principalement le présent rapport de présentation, le PADD, le règlement et l'OAP Massanas, prévoit des mesures et dispositifs en faveur du développement de la nature en zone urbaine.

6.2.1.2.1 LES DISPOSITIONS DES OAP EN FAVEUR DU VÉGÉTAL EN VILLE

Le PLU comprend une Orientation d'Aménagement et de Programmation concernant le secteur Massanas.

Cette OAP décline les principes d'aménagement en faveur du paysage et de la nature, de la rétention des eaux pluviales, des mobilités actives. Elle met également en exergue les corridors écologiques.

6.2.1.2.2 LES DISPOSITIFS RÉGLEMENTAIRES FAVORABLE AU VÉGÉTAL EN VILLE

Le coefficient de Biotope par surface : une intégration du vivant dès la conception des projets urbains.

Plus un paysage urbain est morcelé et densément minéralisé (bâtiments, constructions, surfaces de circulation et de stationnement, infrastructures diverses), moins sa configuration est propice à l'installation et au développement de la biodiversité.

Il y a donc lieu d'équilibrer sur chaque parcelle le rapport entre surfaces minérales et surfaces vertes (végétales ou végétalisées), afin de renforcer au maximum les possibilités de développement de la biodiversité et le développement des écosystèmes.

En cas de constructions denses, il y a lieu de compenser l'absence ou la destruction de biotopes sur la parcelle en créant de nouveaux milieux propices au développement de la biodiversité. Aussi, le PLU met en place un Coefficient de Biotope par Surface [CBS] qui concerne toutes les constructions nouvelles dans certains secteurs et notamment sur la zone 1AU.

Pour éviter que la densification ne se fasse aux dépens des espaces naturels en ville, le texte introduit un « coefficient de biotope » qui établit un ratio entre la surface favorable à la nature et la surface d'une parcelle construite ou en passe de l'être. Il a pour objectif de favoriser le maintien ou le renforcement de la biodiversité et de la nature en ville en réservant des « surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables » lors des opérations de construction.

Il s'agit de fixer une obligation de maintien ou création de surfaces non imperméabilisées ou éco- aménageables sur l'unité foncière qui peut être satisfaite de plusieurs manières : espace libre en pleine terre, surface au sol artificialisée mais végétalisée sur une profondeur minimale déterminée par le règlement, toitures et murs végétalisés...

L'objectif du CBS est d'offrir tout un panel d'options d'aménagement possibles aux concepteurs pour inventer les réponses adaptées et contextualisées : aucune règle ne dit ce qu'il faut faire, un objectif est à atteindre et pour ce faire, plusieurs chemins y conduisent selon la créativité et les moyens donnés aux concepteurs.

Exemple de calcul pour un CBS fixé à 0,3 et une parcelle de 1000 m². Plusieurs options possibles :

Option a : 300 m² en pleine terre : $(300 \times 1)/1000 = 0,3$


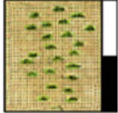




Option b : 300 m² d'espaces vert sur dalle + 180 m² de surfaces semi ouvertes : $(300 \times 0,7 + 180 \times 0,5)/1000 = 0,3$

Option c : 430 m² de toitures végétalisées : $(430 \times 0,7)/1000 = 0,3$

Le CBS contribue ainsi à standardiser et à concrétiser les objectifs suivants en matière de qualité de l'environnement :

- garantir et améliorer le microclimat et l'hygiène atmosphérique,
- garantir et développer la fonction des sols et la gestion des ressources en eau,
- créer et revaloriser l'espace vital pour la faune et la flore, améliorer l'environnement de l'habitat.

Ce dispositif devra être évalué pour être ajuster et pérenniser dans le cadre d'une prochaine révision.

Coefficient valeur écologique par m ² de sorte de surface	Description des sortes de surface
 Surfaces imperméables 0,0	Revêtement imperméable pour l'air et l'eau, sans végétation (par ex. béton, bitume, dallage avec une couche de mortier)
 Surfaces semi-ouvertes 0,5	revêtement perméable pour l'air et l'eau, infiltration d'eau de pluie, avec végétation (par ex. dallage de bois, pierres de treillis de pelouse)
 Espaces verts sur dalle 0,7	Espaces verts sans corrélation en pleine terre avec une épaisseur de terre végétale au moins de 80 cm
 Espaces verts en pleine terre 1,0	Continuité avec la terre naturelle, disponible au développement de la flore et de la faune
 Verdissement vertical, jusqu'à la hauteur de 10 m 0,5	Végétalisation des murs aveugles jusqu'à 10 m
 Planter la toiture 0,7	Planter sur les toits de manière extensive ou intensive

Une emprise au sol limitée a été prévue sur les zones UD et surtout UZ pour permettre de maintenir un état de perméabilité important dans les secteurs sur lesquels, suite à la promulgation de la loi ALUR, des subdivisions parcellaires peuvent aboutir à une trop forte artificialisation des sols.

6.2.2 LES INCIDENCES NATURA 2000 DU PLAN

La commune de Sommières est concernée le périmètre d'un site NATURA 2000 défini au titre de la Directive 92/43/CEE – Habitats, Faune, Flore. Il s'agit du site NATURA 2000 n°FR9101391 – Le Vidourle. Ce site a été désigné Zone Spéciale de conservation le 16/11/2015. L'opérateur du site est le SIA Vidourle.



Les habitats ayant permis la désignation du site sont listés dans le tableau ci-après :

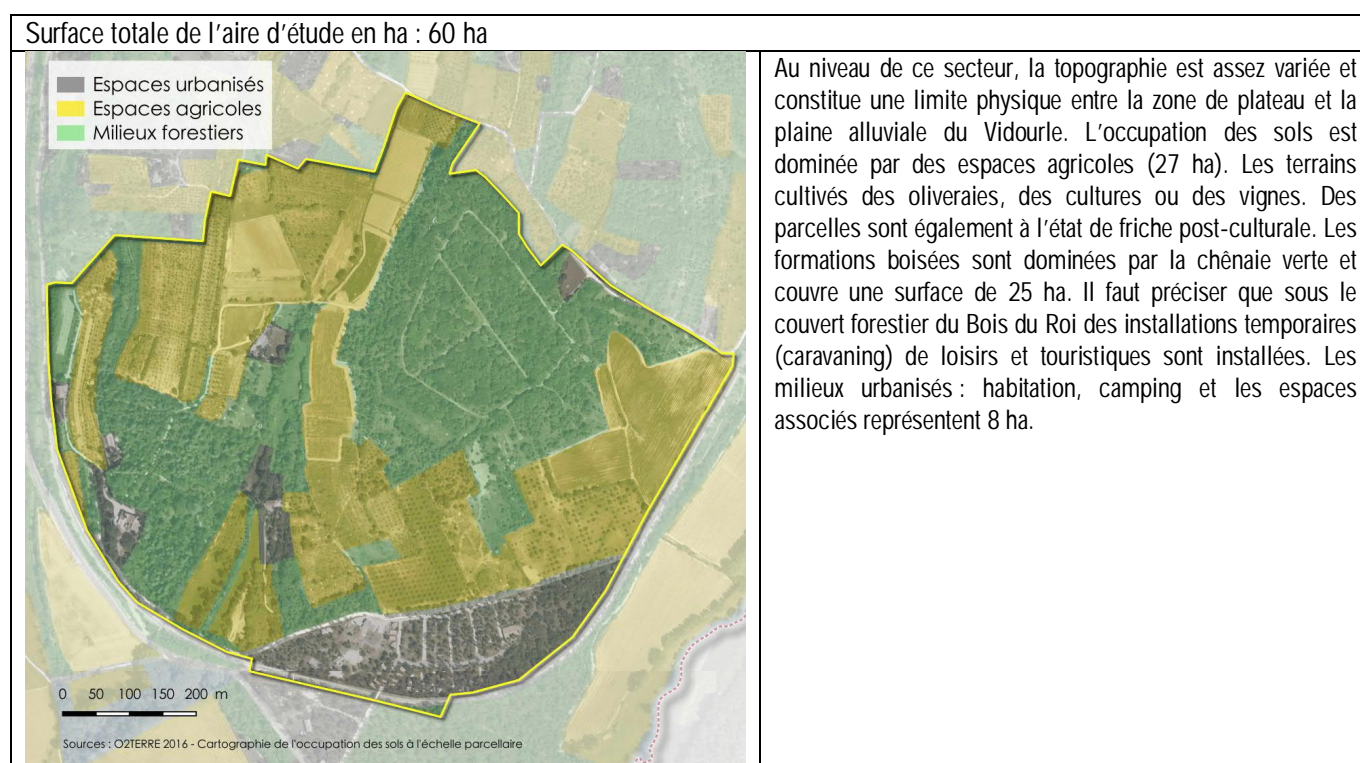
JUILLET 2022

Les espèces ayant permis la désignation de site sont listées dans le tableau ci-dessous :

		Evaluation du site			
		A B C D	A B C	A B C	A B C
Catégorie C R V P	Qualité des données	Population	Conservation	Isolement	Evaluation globale
Espèce : Cordulie splendide <i>Macromia splendens</i> (Pictet, 1843)					
P	G	C	C	B	C
Espèce : Cordulie à corps fin <i>Oxygastra curtisii</i> (Dale, 1834)					
P	G	C	C	C	B
Espèce : Gomphe de Graslin <i>Gomphus graslinii</i> Rambur, 1842					
P	G	C	C	B	B
Espèce : Alose feinte <i>Alosa fallax</i> (Lacepède, 1803)					
P	G	C	C	C	B
Espèce : Cistude d'Europe <i>Emys orbicularis</i> (Linnaeus, 1758)					
P	G	C	C	A	B
Espèce : Castor d'Eurasie <i>Castor fiber</i> Linnaeus, 1758					
P	G	B	B	C	A

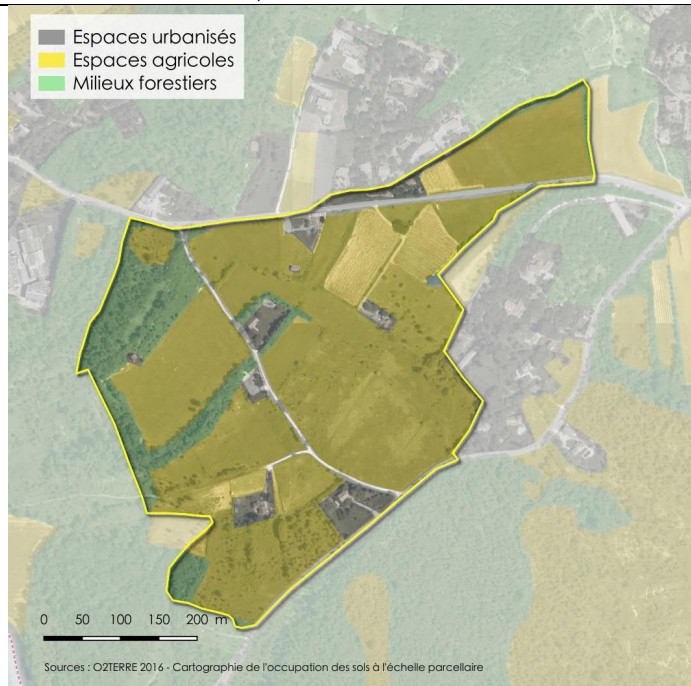
Qualité des données : G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = «Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes. • Population : A = $100 \geq p > 15\%$; B = $15 \geq p > 2\%$; C = $2 \geq p > 0\%$; D = Non significative. • Conservation : A = «Excellente»; B = «Bonne»; C = «Moyenne / réduite». • Isolement : A = population (presque) isolée; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie. • Evaluation globale : A = «Excellente»; B = «Bonne»; C = «Significative».

SECTEUR MASSEREAU ET BOIS DU ROI



De par les activités pratiquées, l'état de conservation des habitats naturels est globalement jugé moyen à dégradé au niveau du secteur Massereau. Ce secteur ne comporte aucun habitat d'intérêt communautaire. Toutefois, certains secteurs revêtent des sensibilités écologiques avérées ou jugées potentielles. Pour les insectes, la Diane et l'Agrion de Mercure sont connus en limite immédiat du secteur et pourraient se développer au niveau du ruisseau en aval du Château de Costes Cirgues, Pour les reptiles, le Lézard ocellé est jugé potentiel. Pour les oiseaux, des espèces inféodées aux milieux ouverts pourraient trouver des sites favorables pour leur alimentation et leur reproduction comme les Pies grièches, la Huppe fasciée, ou encore le Rollier d'Europe. Concernant les mammifères, les espaces ouverts aux confins d'espaces forestiers peuvent constituer des zones de chasse pour les chauves-souris.
Les espaces ne sont pas caractéristiques des zones humides
En l'absence de milieux aquatiques et de milieux humides caractéristiques, l'aménagement du secteur n'est pas de nature à engendrer des incidences sur les espèces et ou les habitats d'intérêt communautaire ayant permis la désignation du site NATURA 2000 FR9101391 – Le Vidourle.
Les impacts d'un projet d'aménagement sur la biodiversité (espèces inscrites sur des listes de protection et/ou espèces patrimoniales) sont à ce stade difficilement évaluable et devront être précisés dans le cadre de l'établissement des dossiers réglementaires des projets.

OAP MASSANAS

Surface totale en ha :22,5 ha	
	<p>Ce secteur se situe en contexte de piémont entre la crête boisée (Mas des Oliviers, Croix des malades) et la plaine alluviale. Sur les marges ouest et sud la topographie est assez marquée et découpée par la plaine de la Bénovie. Au centre et à l'est la topographie est relativement plane et les écoulements se dirigent vers l'est au niveau du ruisseau du St-Laze (affluent du Vidourle). L'occupation des sols est dominée par des espaces post-culturels. Ces terrains anciennement plantés de vignes sont aujourd'hui pâturés par des chevaux. Les espaces boisés sont dominés par de la pinède de Pins d'Alep et de la Chênaie verte. Quelques habitations ponctuent le secteur.</p>
De par les activités pratiquées, l'état de conservation des habitats naturels est globalement jugé moyen à dégradé au niveau de ce secteur. Aucun habitat d'intérêt communautaire n'a été repéré. Des sensibilités écologiques ont toutefois été avérées. Pour les insectes, la Diane et sa plante hôte l'Aristolochie à feuilles rondes sont connues au niveau de ce secteur. La Magicienne dentelée (connue à proximité vers Corata) pourrait très bien se développer au niveau des friches herbacées, Pour les reptiles, la Couleuvre de Montpellier et la Couleuvre à échelons sont présentes au nord et à l'ouest de ce secteur à proximité de talus qui constituent des zones de gîtes. Pour les oiseaux, des espèces inféodées aux milieux ouverts et semi-ouverts trouvent ici des sites favorables pour leur alimentation et leur reproduction comme la Huppe fasciée. Concernant les mammifères, les espaces ouverts aux confins d'espaces urbanisés peuvent constituer des zones de chasse pour les chauve-souris.	
Les espaces ne sont pas caractéristiques des zones humides	
Au niveau de la crête boisée à l'ouest, un corridor écologique a été distingué et s'intègre à la Trame Verte et Bleue du projet d'aménagement communal.	
En l'absence de milieux aquatiques et de milieux humides caractéristiques, l'aménagement du secteur n'est pas de nature à engendrer des incidences sur les espèces et ou les habitats d'intérêt communautaire ayant permis la désignation du site NATURA 2000 FR9101391 – Le Vidourle.	
Les impacts d'un projet d'aménagement sur la biodiversité (espèces inscrites sur des listes de protection et/ou espèces patrimoniales) sont à ce stade sont globalement jugés modérés. Sur la partie ouest (crête boisée), les projets d'aménagement veilleront à ne pas compromettre la fonctionnalité écologique avec les milieux naturels connectés et plus précisément le corridor écologique. Les impacts liés au projet d'aménagement devront être précisément évaluer dans le cadre de la rédaction des dossiers réglementaires.	

On peut conclure à l'absence d'interaction et donc d'incidence significative. Le PLU ne porte pas atteinte à l'intégrité des sites Natura 2000 concernés. Bien au contraire de manière subséquente une zone tampon se dessine autour d'une enveloppe urbanisée contrainte réglementairement entre lesquelles, par endroits des continuités sont recrées ou créées de manière à impulser un mécanisme de diffusion de la biodiversité.

6.3 LES ESPACES AGRICOLES

La commune classait 465,63ha en zone agricole, le nouveau PLU classe désormais 475,3ha en zone agricole, ce gain s'opère notamment par un reclassement des terrains au nord de la RD 22 dédiés jusque-là à la zone d'activités de Corata et qui sont désormais « sanctuarisés » au profit de la compensation environnementale et agricole du projet de lycée.

A l'occasion du renouvellement de son projet de territoire, la commune se saisit de l'occasion pour favoriser le tourisme agricole en définissant une zone At dans le prolongement de la zone touristique verte UT. L'objectif est de permettre le maintien et la promotion de l'agriculture locale, et plus précisément de la viticulture, tout en diversifiant l'économie du tissu économique agricole à proximité de la voie verte.

6.4 LES PAYSAGES, LE PATRIMOINE NATUREL ET BÂTI.

Le PLU reprend les périmètres de protection des monuments et sites inscrits ou classés ainsi que le Plan de Sauvegarde et de mise en valeur du centre historique.

Les paysages sont préservés notamment en secteur UD et UZ, zones les plus sensibles aux divisions parcellaires en imposant des emprises au sol limitées.

Les paysages sont préservés, le PLU retire notamment plus de 10ha sur le secteur des Mauvalats sur des terrains classés antérieurement en zone AU.

Le développement urbain est jugé très contenu car il va s'opérer dans une enveloppe plus réduite que pour le PLU antérieur, mais avec des objectifs identiques en termes de population à termes.

6.5 LES RISQUES

Le PLU cherche à réduire, à son échelle, les conséquences potentielles des risques d'inondation, à travers des contraintes architecturales ou d'aménagement appropriées tenant compte des axes d'écoulement des eaux pluviales. Il instaure par ailleurs une meilleure gestion des eaux pluviales favorisant l'infiltration et la gestion des eaux pluviales à la parcelle notamment via l'instauration du coefficient de biotope.

Le PLU prend en compte et reporte les zones inondables dans son règlement graphique.

6.6 INDICATEURS DE SUIVIS POUR L'ÉVALUATION

L'article L. 153-27 stipule que « Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme [...], l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 [...]. L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan ».

Dans le cas d'un PLU soumis à évaluation environnementale, comme c'est le cas de Sommières, l'article R151-3 précise que le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale « Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 [...]. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ».

Enfin, l'article R. 151-4 indique « Le rapport de présentation identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 ... »

Au-delà des analyses identifiées par les textes : analyse des effets du plan c'est-à-dire la simple analyse des résultats de l'application du Plan, ce qui est intéressant de suivre c'est l'analyse de l'atteinte des objectifs portés par le PLU.

En effet, le PLU de Sommières se caractérise par le fait qu'il porte un projet adapté à son territoire. C'est la capacité du PLU à permettre la mise en œuvre de ce projet dont l'analyse doit être recherchée via des indicateurs appropriés.

Le projet :

Résumé schématiquement, le projet de PLU est le suivant

- plus d'habitants ;
- plus d'emplois avec notamment l'implantation du lycée;
- plus de vert ;
- une meilleure maîtrise de l'impact de la voiture sur le territoire par le déploiement d'une piste cyclable le long de la RD 22 connectée au centre ancien. ;
- un cadre de vie amélioré.

Ce projet est décliné au sein des 4 orientations du PADD :

- PROTÉGER ET VALORISER LE PATRIMOINE URBAIN, PAYSAGÉ ET NATUREL afin de pérenniser la qualité d'accueil du territoire, garante de son attractivité, notamment touristique.
- CONFORTER ET DYNAMISER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS pour renforcer le rôle de pôle urbain local dévolu à Sommières.
- POURSUIVRE UN DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE ET SOLIDAIRE, permettant au territoire de s'accroître de manière maîtrisée dans le respect de l'environnement.
- CONSOLIDER LA CULTURE DU RISQUE NATUREL propre à Sommières, non seulement en matière d'inondations mais aussi envers le risque d'incendies de forêt.

Le projet du territoire au-delà des enjeux d'accueil de nouvelle population, de renforcement de l'emploi, de maîtrise de l'urbanisation, qui sont quasi communs à l'ensemble des territoires, c'est «Imaginer la ville durable de demain» en partant du contexte territorial local tel qu'il se présente aujourd'hui. Pour s'y employer le PLU prend en compte les grands enjeux du Développement durable : ville compacte, limitation des déplacements et promotion des mobilités actives, mixité fonctionnelle et sociale, protection des espaces naturels et agricoles.

Les indicateurs de suivis sont listés dans le tableau de bord ci-après avec comme clé d'entrée certaines orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Pour chaque orientation retenue pour l'analyse, des indicateurs de suivi sont proposés, avec les tendances d'évolutions souhaitées ou engagées par le PLU.

Orientations du PADD		Indicateurs proposés	Tendances souhaitées ou engagées
Protéger et valoriser le paysage naturel et le patrimoine urbain	Valorisation du cœur médiéval	Nb de permis de construire à l'intérieur du PSMV	augmentation
	Protection des coteaux et crêtes sensibles	Maintien de la perméabilité des sols	maintien
	Sauvegarde des paysages agricoles	Superficie des zones agricoles Restauration des mazets en zone At	Diminution de 3,8ha augmentation
	Extension touristique de Massereau	Amélioration des capacités d'accueil	Augmentation
	Protection des zones naturelles	Superficie des zones naturelles Fonctionnement du corridor écologique secteur Massanas	Protection des trames verte et bleue
Conforter et dynamiser les activités économiques et les équipements collectifs	Extension de la zone d'activités de Corata	Implantation de la centrale photovoltaïque	Nombre d'emplois induit
	Favoriser le développement touristique	Amélioration des capacités d'accueil	Augmentation
	Accueil du lycée	-	-
	Renforcement du parc urbain central	Amélioration de l'espace public	Schéma directeur à établir
Un développement urbain durable et solidaire	Développement d'un axe majeur : la RD 22 et son corollaire la voie de contournement pour délester la place des aires	Amélioration de la circulation des véhicules et des modes actifs	Amélioration de la qualité de l'air au droit de la place des aires
	Massanas le quartier d'avenir de la commune	Nombre de logements	augmentation
	La préservation des quartiers résidentiels	Nombre de divisions parcellaires	diminution
	Le potentiel de renouvellement urbain.	Nombre de logements vacants	diminution
Développer la culture du risque	Risque inondation	Nombre de catastrophes naturelles	diminution
	Risque feux de forêt	Nombre d'incendie	diminution